



UNION POSTALE UNIVERSELLE

# CONSTITUTION RÈGLEMENT GÉNÉRAL

RÉSOLUTIONS ET DÉCISIONS  
RÈGLEMENTS INTÉRIEURS  
STATUT JURIDIQUE DE L'UPU

VALABLES LORS DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DES  
ACTES DU CONGRÈS DE WASHINGTON 1989  
ET ANNOTÉS PAR LE BUREAU INTERNATIONAL

1<sup>er</sup> FASCICULE DU CODE ANNOTÉ

BERNE 1991

BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Note concernant l'impression des Actes annotés  
du XX<sup>e</sup> Congrès de Washington 1989**

Les caractères gras figurant dans les textes marquent les modifications (changements, additions ou suppressions de mots, de passages, de chiffres, de signes, etc.) par rapport aux Actes du Congrès de Hambourg 1984. Toutefois, les Actes concernant les services financiers postaux ayant été profondément remaniés, il a été jugé préférable de ne pas marquer en caractères gras, dans le 4<sup>e</sup> fascicule, les modifications par rapport aux textes du Congrès de Hambourg 1984. Quant aux formules, elles sont toutes imprimées en caractères ordinaires.



# SOMMAIRE

	Page
Avant-propos .....	V
L'Union postale universelle. Sa création et son développement ..	IX
Bibliographie .....	XXIII
Abréviations .....	XXIX
<i>Constitution de l'UPU</i> .....	1
– Protocole final (Vienne 1964) .....	65
– Protocoles additionnels .....	67
– Quatrième Protocole additionnel (Washington 1989) (extrait)	67
Déclarations faites lors de la signature des Actes du Congrès de Washington 1989 .....	71
<i>Règlement général de l'UPU</i> .....	77
<i>Liste des décisions du Congrès de Washington 1989 autres que celles modifiant les Actes de l'Union</i> .....	143
– Texte des décisions en relation avec la Constitution et le Règlement général .....	150
<i>Règlement intérieur des Congrès</i> .....	197
<i>Règlement intérieur du Conseil exécutif</i> .....	221
<i>Règlement intérieur du Conseil consultatif des études postales</i> ..	239
<i>Accords ONU/UPU</i> .....	277
<i>Statut juridique de l'UPU</i> .....	295
– Sur le territoire suisse .....	295
– Hors de Suisse .....	314
<i>Index alphabétique</i> .....	331



## AVANT-PROPOS

*L'édition annotée des Actes de l'Union postale universelle, plus connue sous l'appellation de «Code annoté», a été publiée pour la première fois en 1940 à la suite d'une décision du Congrès de Buenos Aires 1939. Elle a été réimprimée après chacun des Congrès ultérieurs, les annotations étant soigneusement mises à jour et complétées par le Bureau international. Son but est de préciser la portée, l'évolution ou l'application de certaines dispositions en faisant état notamment des décisions prises au sein des organes de l'Union. Le Code annoté a donc la valeur d'un commentaire officiel; il est par là même un instrument de travail utile pour les Administrations et une documentation précieuse pour les chercheurs qui, au-delà de l'austérité juridique des Actes de l'Union, s'attachent à pénétrer la pratique et l'évolution de notre organisation. Le XX<sup>e</sup> Congrès, qui s'est tenu à Washington du 13 novembre au 14 décembre 1989, a procédé à la revision des Actes de l'Union et a adopté un certain nombre de décisions qui concernent tant l'organisation et le fonctionnement de l'Union que les différentes branches du service postal international.*

Parmi les principaux résultats du XX<sup>e</sup> Congrès, il y a lieu de relever:

- a) en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement de l'Union:
  - la mise en place, avec effet immédiat, d'un mécanisme plus rapide de prise de décisions et de mesures entre les Congrès, par le transfert au Conseil exécutif du pouvoir législatif en matière de Règlements d'exécution et par le renforcement du rôle du CCEP dans l'établissement et la revision des normes techniques;
  - l'élection des membres du nouveau Conseil exécutif et du nouveau Conseil consultatif des études postales;
  - la réélection du Directeur général et l'élection d'un nouveau Vice-Directeur général du Bureau international;
  - le transfert au Directeur général du Bureau international des dernières fonctions encore exercées par la Suisse pour le compte de l'Union;
  - le remplacement du franc-or par le Droit de tirage spécial (DTS) du Fonds monétaire international (FMI) comme monnaie officielle de l'UPU et comme unité monétaire pour le règlement des comptes postaux internationaux;
- b) du point de vue postal:
  - la transformation des taxes de base afférentes aux envois de la poste aux lettres en taxes indicatives;
  - l'adoption d'un Accord-cadre régissant l'EMS, officialisant et renforçant le service, tout en gardant la souplesse nécessaire à l'adaptation de l'Accord aux besoins évolutifs de la clientèle;

- la généralisation de l'emploi des codes à barres et des modes d'identification normalisés à des fins telles que le suivi et la localisation des envois;
  - l'introduction d'un service de correspondance commerciale-réponse international facultatif;
  - l'introduction d'un service international d'envois à livraison attestée;
  - l'approbation pour les frais terminaux de taux distincts pour les échanges de lettres et d'imprimés dépassant un seuil annuel de 150 tonnes et d'un taux combiné unique pour les échanges de lettres et d'imprimés se situant au-dessous de ce seuil, ainsi que d'une augmentation de 12,5 pour cent des taux;
  - l'approbation de nouveaux systèmes statistiques et comptables pour la nouvelle structure des frais terminaux fondée sur les poids réels;
  - la restructuration de la Convention et de son Règlement d'exécution visant à l'incorporation des dispositions relatives à la poste aérienne dans les dispositions correspondantes de la poste aux lettres;
  - la refonte des Arrangements concernant les services financiers postaux et des Règlements d'exécution y afférents;
- c) dans le domaine de l'assistance technique:
- la fixation des priorités et principes d'action;
  - la mise en place de conseillers régionaux de l'UPU.

Le Débat général organisé dans le cadre du XX<sup>e</sup> Congrès a eu pour thème «Pour mieux servir la clientèle – Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste». Il s'est conclu par l'adoption du «Programme général d'action de Washington» (PGAW), principal document d'orientation pour les cinq prochaines années.

Le Congrès a également adopté un projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser. Ce projet comprend notamment les éléments suivants: suivi de la qualité des échanges postaux, étude des courants de transport, développement du service EMS, suivi de la concurrence et études de marché.

Le Bureau international a maintenu la répartition du Code annoté en quatre fascicules. Dans le premier d'entre eux, la Constitution de Vienne 1964 (seul Acte permanent de l'Union) est reproduite compte tenu des modifications apportées par les Congrès ultérieurs. Ce volume comporte en outre le Règlement général, les Règlements intérieurs des différents organes ainsi que les textes relatifs au statut juridique de l'UPU.

Le deuxième fascicule comprend la Convention et son Règlement d'exécution, le troisième traite de l'Arrangement concernant les colis postaux et de son Règlement d'exécution, alors que le quatrième fascicule groupe tous les Arrangements et Règlements d'exécution relatifs aux services financiers postaux (mandats de poste, chèques postaux et remboursements).

*La présente édition vise à aider les Administrations à mieux comprendre l'Union et ses Actes à la faveur de commentaires qui reposent sur des sources d'information les plus sûres; je ne doute pas qu'elle trouvera un accueil aussi favorable que les éditions précédentes.*

*Berne, le 27 mai 1991*

*Le Directeur général  
du Bureau international,  
A.C. BOTTO DE BARROS*



# L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

## Sa création et son développement

### SOMMAIRE

- I. Rétrospective
- II. Fondation de l'Union
- III. Actes de l'Union
- IV. Qualité de membre de l'Union
- V. Universalité
- VI. Statut juridique de l'Union en Suisse et dans certains autres Etats
- VII. Fonctionnement de l'Union
- VIII. Assistance technique
- IX. Finances de l'Union
- X. Relations avec l'ONU et avec les autres organisations internationales
- XI. Conclusion

### **I. Rétrospective**

Les origines de la poste se perdent dans la nuit des temps. Dans les pays les plus anciens, tels la Chine, la Perse, l'Egypte, la Grèce, l'Empire romain, on trouve des traces d'un système de transmission de la pensée – messages verbaux ou écrits – dont la base était constituée par des relais d'hommes et de chevaux échelonnés le long des grandes routes. Comme telle, la poste était l'apanage des rois et des princes, dont la préoccupation dominante était de faire parvenir leurs ordres dans les coins les plus reculés de leurs vastes Etats. A leur tour, les monastères organisèrent leurs propres courriers dont les ramifications s'étendirent à mesure que se répandait la religion. Enfin, dès qu'un embryon de vie sociale se fit jour sous l'impulsion des corporations et des marchands, les particuliers purent échanger des communications en utilisant les courriers des princes et des monastères.

Ce rudiment d'organisation, à caractère mi-gouvernemental et mi-privé, dura jusqu'à la fin du Moyen Age. Il se révéla bientôt insuffisant pour satisfaire aux besoins d'une société en continuelle évolution. D'une part,

grâce à l'imprimerie, l'instruction pénétra peu à peu dans toutes les couches de la population. D'autre part, la découverte de nouveaux mondes et ses conséquences amplifièrent les relations entre les peuples. Il en résulta un accroissement constant des échanges.

Sous l'influence de ces nécessités, la poste ne pouvait que se développer. Dans le courant du XVI<sup>e</sup> siècle, elle déborda le cadre des frontières grâce à l'impulsion de François de Taxis, qui créa, pour la première fois, un service postal exerçant son activité dans plusieurs Etats européens. Plus tard, au XVIII<sup>e</sup> siècle, elle se mua définitivement en service public pour prendre peu à peu sa forme actuelle.

A l'origine, les échanges postaux internationaux étaient régis par des accords bilatéraux conclus suivant les nécessités particulières à chaque pays. Ce système, impliquant une extrême variété de tarifs calculés en diverses monnaies et d'après des unités de poids et des échelons différents, compliquait l'exécution du service et en freinait l'essor. L'invention des bateaux à vapeur et des chemins de fer imprima à la poste une nouvelle évolution. Dès ce moment, les Administrations comprirent que, pour accélérer les échanges internationaux dans une mesure parallèle à celle des moyens de transport, il fallait en simplifier les formalités et notamment normaliser et réduire les taxes.

Un premier pas dans cette voie fut franchi en Grande-Bretagne en 1840. Sur proposition de Rowland Hill, la taxe des lettres, en service interne, fut unifiée et abaissée à un penny (*penny postage*), et cette réforme fut accompagnée de la création du timbre-poste. En 1862, le Ministre des postes des Etats-Unis d'Amérique, Montgomery Blair, prit l'initiative de convoquer une première réunion internationale pour arriver à un arrangement postal sur une base commune. Cette conférence se réunit à Paris le 11 mai 1863 et groupa les délégués de quinze pays d'Europe et d'Amérique, à savoir: Autriche, Belgique, Costa-Rica, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Prusse, îles Sandwich, Suisse et Villes hanséatiques. Elle adopta un certain nombre de principes généraux dont il était recommandé aux Administrations de tenir compte pour la conclusion de leurs conventions postales avec d'autres Administrations.

## **II. Fondation de l'Union**

Les tentatives d'améliorer le service par l'application de principes uniformes dans les accords bilatéraux ne pouvaient à la longue satisfaire les besoins croissants créés par le développement rapide des relations internationales. Cette raison amena un haut fonctionnaire de l'Administration



postale de la Confédération de l'Allemagne du Nord, Henri de Stephan, à jeter en 1868 les bases d'un projet d'union postale entre les nations civilisées. Il proposa à son Gouvernement de soumettre ce projet aux délibérations d'une Conférence de plénipotentiaires, laquelle, sur invitation du Gouvernement suisse, se réunit à Berne le 15 septembre 1874. Elle comprenait les délégués plénipotentiaires des vingt-deux pays suivants: Allemagne, Autriche, Hongrie, Belgique, Danemark, Egypte, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Suède, Suisse et Turquie. Ce Congrès se termina par la signature du Traité de Berne 1874, qui consacra la première Convention collective réglant le service postal international et la fondation de l'«Union générale des postes». L'entrée en vigueur de cette Convention fut fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1875. Trois années plus tard, eu égard aux nombreuses adhésions qui s'étaient produites depuis la mise à exécution du Traité de Berne, l'«Union générale des postes» prit la dénomination d'«Union postale universelle». Les règles fondamentales introduites par la Convention de Berne 1874, telles qu'elles figurent aujourd'hui encore dans la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne en 1964 et dans la Convention de Washington 1989, sont les suivantes:

- 1° formation, entre tous les Pays-membres, d'un seul territoire postal pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres;
- 2° garantie, dans le territoire de l'Union, de la liberté de transit;
- 3° uniformisation des taxes à percevoir par chaque pays pour les envois de la poste aux lettres destinés à l'ensemble du territoire de l'Union. Force est de constater cependant que ce principe n'est plus appliqué avec la même rigueur qu'autrefois, en raison de la faculté qu'ont eue les Administrations de majorer très fortement ou de réduire les taxes de base et du fait que lesdites taxes sont devenues indicatives depuis l'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington 1989;
- 4° en ce qui concerne les envois de la poste aux lettres, suppression du partage des taxes entre le pays expéditeur et le pays destinataire, chaque Administration conservant en entier les taxes qu'elle perçoit, à charge de rétribuer, suivant des normes établies, les Administrations intermédiaires qui assurent le transit de ses envois. Depuis le Congrès de Tokyo 1969, l'UPU admet cependant que les Administrations de destination puissent exiger des Administrations expéditrices une rémunération à titre de compensation pour le courrier reçu en plus du courrier expédié;
- 5° instauration d'une procédure d'arbitrage pour régler les conflits entre Administrations;
- 6° création, sous le nom de Bureau international, d'un office central dont les frais sont supportés par tous les pays contractants;
- 7° réunion périodique d'un Congrès de plénipotentiaires des Pays-membres pour reviser les Actes de base de l'Union et discuter les affaires communes.

### III. Actes de l'Union

Aux termes d'une résolution du Congrès d'Ottawa, la Commission exécutive et de liaison (CEL) (dont la dénomination actuelle est Conseil exécutif) avait été chargée, avec des directives précises, d'examiner une refonte de la structure générale de la Convention et d'étudier une procédure de mise en vigueur des dispositions d'ordre technique plus simple et plus rapide que la ratification traditionnelle. Avec le concours de plusieurs pays non membres de la Commission et celui d'une Sous-Commission créée tout spécialement dans ce but, la CEL soumit au Congrès de Vienne un projet prévoyant la scission de la Convention et de son Règlement d'exécution en quatre Actes distincts. Le Congrès de Vienne approuva à une très forte majorité le principe d'une telle scission. On trouvera ci-après une brève analyse de chacun des nouveaux Actes.

La Constitution de l'Union postale universelle est l'Acte fondamental qui contient les règles organiques de l'Union. C'est un Acte diplomatique qui est ratifié par l'autorité compétente de chaque Pays-membre. La Constitution ne doit pas être renouvelée par chaque Congrès. Les modifications qui y sont apportées ne peuvent l'être qu'en Congrès et sont consignées dans un Protocole additionnel également soumis à ratification.

Les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union font l'objet du Règlement général de l'Union postale universelle. Quant aux règles communes applicables au service postal international et aux dispositions concernant les services de la poste aux lettres, elles sont insérées dans la Convention postale universelle et son Règlement d'exécution. Ces trois derniers Actes sont obligatoires pour tous les Pays-membres.

Les branches du service postal international autres que la poste aux lettres sont régies par des Arrangements spéciaux et leurs Règlements d'exécution. Ceux-ci ne sont obligatoires que pour les pays qui sont parties à ces Arrangements.

Les Règlements d'exécution de la Convention et des Arrangements ne sont pas des traités, au sens restreint du terme, mais des arrangements conclus au niveau des Administrations postales. Le Congrès de Washington 1989 a d'ailleurs transféré au Conseil exécutif la compétence d'arrêter et de modifier les Règlements d'exécution qui peuvent, si la législation interne des pays l'exige, être ratifiés ou approuvés selon la même procédure que l'Acte dont ils dépendent.

Aux Actes de l'UPU proprement dits, il y a lieu d'ajouter les résolutions, décisions, recommandations et vœux, le tout constituant les Décisions du Congrès.

A cela s'ajoute l'Accord qui fait de l'UPU une institution spécialisée de l'ONU et qui fixe les relations entre les deux organisations. Cet Accord est annexé à la Constitution et détermine les conditions de sa révision éventuelle. Un Accord additionnel a été conclu en 1949 au sujet de l'utilisation du

laissez-passer des Nations Unies. Cet Accord additionnel est également reproduit dans le présent fascicule.

#### IV. Qualité de membre de l'Union

Parmi les dispositions organiques figurant dans la Constitution, celle qui a trait à l'*acquisition de la qualité de membre de l'Union* mérite une attention spéciale, parce qu'elle a été marquée par des étapes successives. La Convention de 1874 stipulait que les pays d'outre-mer ne faisant pas partie de l'Union au moment de la fondation de celle-ci pouvaient y être admis après entente avec les Administrations ayant avec eux des conventions postales ou des relations directes. Il s'agissait de fixer les taxes et les droits de transit à percevoir. Sur cette base, une Conférence se tint à Berne en 1876 en vue de l'adhésion de l'Inde britannique et des colonies françaises. Des demandes analogues furent introduites presque simultanément par les colonies néerlandaises et le Brésil, mais elles n'aboutirent pas, la Conférence estimant n'avoir pas les éléments nécessaires pour fixer les taxes et droits à percevoir. Le Congrès de Paris 1878 décréta que chaque pays pourrait adhérer à l'Union par une simple *déclaration unilatérale* n'impliquant aucune consultation préalable des membres. L'Union fut ainsi une «union ouverte» et, les demandes d'adhésion se succédant rapidement, elle groupa bientôt la presque totalité des pays du monde. Ce système subsista pendant soixante-dix ans, c'est-à-dire jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1948, date de l'entrée en vigueur de la Convention révisée par le Congrès de Paris 1947, qui modifia l'article relatif aux adhésions. Les demandes d'admission durent désormais être approuvées par les deux tiers des Pays-membres de l'Union. Cette nouvelle procédure constituait l'une des conditions posées à l'UPU pour devenir institution spécialisée de l'ONU. Le Congrès de Vienne 1964 a maintenu cette procédure d'admission. Mais en plus, il a décidé que tout *membre de l'Organisation des Nations Unies* pouvait adhérer à l'Union par un acte unilatéral comportant une déclaration formelle d'adhésion à la Constitution et aux Actes obligatoires de l'Union. Ainsi donc, les Etats membres de l'ONU ne sont pas astreints, pour entrer à l'UPU, à se soumettre à la consultation des Pays-membres de l'Union; une déclaration unilatérale d'adhésion à l'Union et aux Actes obligatoires est suffisante. Cette procédure est celle que suivent la plupart des nouveaux Pays-membres.

#### V. Universalité

Un des traits essentiels de l'Union est son caractère d'universalité. Le nombre de ses Pays-membres, de vingt-deux qu'il était à l'origine, est passé à cent soixante-huit au 1<sup>er</sup> janvier 1991. La dénomination «Union postale universelle» est donc bien justifiée.

L'Union assume une tâche essentiellement technique. C'est une des premières causes de son succès. Une autre découle du but hautement humanitaire qu'elle poursuit: servir le public en améliorant sans cesse les méthodes d'exploitation. D'autre part, l'expansion de cette œuvre n'a pas été entravée par des difficultés comparables à celles qu'ont rencontrées d'autres organisations internationales. Enfin, ce caractère d'universalité ne s'oppose pas à la défense d'intérêts régionaux, tâche à laquelle s'attachent particulièrement les Unions restreintes. L'UPU entretient avec celles-ci les meilleures relations; elle collabore avec elles dans de nombreux domaines, notamment en matière d'assistance technique.

## **VI. Statut juridique de l'Union en Suisse et dans certains autres Etats**

Eu égard à la situation de l'Union postale universelle comme institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement suisse a décidé, en date du 3 février 1948, qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1948 l'Accord sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies conclu le 19 avril 1946 entre le Conseil fédéral suisse et le Secrétaire général des Nations Unies et révisé en 1963 s'appliquerait, par analogie, à l'Union postale universelle, à ses organes, aux représentants d'Etats membres, aux experts et aux fonctionnaires de cette Union. Cette décision a été approuvée par les deux Chambres du Parlement fédéral par un Arrêté fédéral du 29 septembre 1955.

En dehors de la Suisse, le régime juridique de l'Union est réglé par la Convention sur les immunités et privilèges des institutions spécialisées – approuvée le 21 novembre 1947 par l'Assemblée générale des Nations Unies et acceptée par l'Union – pour autant que les Etats aient adhéré à cette Convention et se soient engagés à en appliquer les dispositions à l'Union postale universelle. Au 1<sup>er</sup> janvier 1991, quatre-vingt-neuf Etats ont fait acte d'adhésion à cette Convention et ont pris à l'égard de l'Union les engagements qui y sont stipulés.

On peut admettre que d'autres Etats agiront de même, rien ne les empêchant d'ailleurs d'octroyer à l'Union, par leur législation intérieure ou par une simple déclaration unilatérale, tels privilèges et immunités qui leur semblent désirables. Ainsi, par exemple, l'Union postale universelle s'est vu reconnaître, par le Président des Etats-Unis d'Amérique et au sens de la législation de ce pays, la qualité d'organisation internationale ayant droit aux privilèges, exceptions et immunités conférés par l'*International Organisations Immunities Act* (US Code Title 22 S 288).

## **VII. Fonctionnement de l'Union**

Le *Congrès*, autorité suprême de l'Union, se réunit au plus tard cinq ans après la mise en vigueur des Actes du Congrès précédent, sauf circons-

tances exceptionnelles qui justifient la convocation d'un Congrès extraordinaire. Il ne s'agit pas d'une assemblée ayant uniquement pour but d'échanger des vues sur des questions professionnelles, mais bien d'une Conférence de plénipotentiaires de gouvernements ayant pour tâche principale de reviser les Actes de l'Union. Le Congrès a donc des fonctions essentiellement législatives. Sur le plan administratif, il nomme les membres du Conseil exécutif et ceux du Conseil consultatif des études postales, il prend connaissance du rapport sur les activités de chacun des organes précités, il élit le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international, il approuve les comptes de l'Union relatifs aux années qui se sont écoulées depuis la réunion du précédent Congrès, il arrête le montant maximal des dépenses annuelles de l'Union jusqu'à la mise en vigueur des Actes du Congrès suivant et, enfin, il donne des directives pour le fonctionnement des divers organes de l'Union et il fixe leurs tâches respectives. Depuis 1964, le Congrès s'occupe également d'assistance technique (voir chapitre VIII).

Jusqu'ici, l'Union a tenu vingt Congrès ordinaires, à savoir:

Berne .....	1874	Buenos Aires .....	1939
Paris .....	1878	Paris .....	1947
Lisbonne .....	1885	Bruxelles .....	1952
Vienne .....	1891	Ottawa .....	1957
Washington .....	1897	Vienne .....	1964
Rome .....	1906	Tokyo .....	1969
Madrid .....	1920	Lausanne .....	1974
Stockholm .....	1924	Rio de Janeiro ....	1979
Londres .....	1929	Hambourg .....	1984
Le Caire .....	1934	Washington .....	1989

Un Congrès extraordinaire, réuni à Berne en juillet 1900, a célébré le vingt-cinquième anniversaire de la fondation de l'Union et décidé l'érection d'un monument commémoratif. Des cérémonies marquèrent également, au Congrès de Stockholm en 1924, et à Berne en 1949 et 1974, les cinquantième, soixante-quizième et centième anniversaires de cette fondation. Parmi les initiatives importantes à mettre à l'actif des Congrès ordinaires, il convient de citer particulièrement:

- a) conclusion d'Arrangements concernant les lettres avec valeur déclarée et les mandats de poste (Paris 1878) (voir lettre r));
- b) conclusion d'un Arrangement concernant les recouvrements (Lisbonne 1885) (voir lettre w));
- c) conclusion d'un Arrangement concernant les abonnements-poste (Vienne 1891) (voir lettre w));
- d) création du coupon-réponse international (Rome 1906);
- e) conclusion d'un Arrangement concernant les virements postaux (actuellement Arrangement concernant les chèques postaux) (Madrid 1920);

- f) création du service des petits paquets (Londres 1929);
- g) conclusion d'un Accord avec les Nations Unies; modification de la procédure relative à l'admission de nouveaux membres; création de la Commission exécutive et de liaison (actuellement Conseil exécutif); conclusion d'un Arrangement concernant les envois contre remboursement (Paris 1947);
- h) extension de la franchise postale déjà accordée aux prisonniers de guerre et aux internés civils et octroi de la même franchise aux impressions en relief à l'usage des aveugles; introduction du système de l'interprétation simultanée des délibérations du Congrès et des organes de l'UPU dans les langues admises (Bruxelles 1952);
- i) conclusion d'un Arrangement concernant le service international de l'épargne (voir lettre w)); création de la Commission consultative des études postales (Ottawa 1957) (voir lettre m));
- j) révision générale de la Convention et scission de celle-ci en quatre Actes distincts: Constitution, Règlement général, Convention et Règlement d'exécution (Vienne 1964);
- k) mise en application d'un nouveau régime linguistique prévoyant entre autres la fourniture en d'autres langues que la langue officielle des publications de l'Union à la demande et aux frais d'un Pays-membre ou d'un groupe de Pays-membres (Vienne 1964) (voir lettre p));
- l) confirmation de la participation de l'UPU aux divers programmes d'assistance technique et inscription de cette activité dans la Constitution de l'UPU (Vienne 1964);
- m) création du Conseil consultatif des études postales en lieu et place de la Commission consultative des études postales et de son Conseil de gestion (Tokyo 1969);
- n) transfert au Congrès de la compétence d'élire le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international (Lausanne 1974);
- o) nouvelles prestations dans le cadre de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux (Lausanne 1974);
- p) publication officielle des documents de l'UPU en langues française, anglaise, arabe et espagnole aux frais de l'Union (Lausanne 1974); prise en charge par l'Union des frais de publication, les frais de traduction vers une autre langue que le français étant supportés par les groupes linguistiques;
- q) introduction de quatre autres langues, l'allemand, le chinois, le portugais et le russe, pour la publication officielle des documents de l'Union, avec subvention limitée (Rio de Janeiro 1979 et Hamburg 1984);
- r) incorporation des dispositions de l'Arrangement concernant les lettres avec valeur déclarée dans la Convention et dans son Règlement d'exécution (Rio de Janeiro 1979);
- s) majoration des taxes de base de 50 pour cent, la possibilité étant laissée aux pays de mieux moduler leurs tarifs en fonction de leurs coûts de production (Rio de Janeiro 1979 et Hamburg 1984);

- t) alignement du système de financement de l'Union sur la pratique des autres institutions spécialisées de l'ONU; à partir de 1980, les Pays-membres paient à l'avance leurs parts contributives, la Suisse ne devant plus assurer les avances de trésorerie nécessaires (Rio de Janeiro 1979);
- u) introduction, à côté du franc-or, des «Droits de tirage spéciaux» (DTS) comme monnaie de référence dans les règlements internationaux (Rio de Janeiro 1979) (voir lettre w));
- v) adoption de deux taux de base pour le calcul des «frais terminaux»: 8 fr-or par kg pour les envois de la poste aux lettres (à l'exclusion des imprimés expédiés par sacs spéciaux) et 2 fr par kg pour les imprimés expédiés par sacs spéciaux (Hamburg 1984);
- w) suppression de l'Arrangement concernant les recouvrements, de l'Arrangement concernant le service international de l'épargne et de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques; suppression du franc-or comme unité monétaire de l'Union; transfert au Conseil exécutif du pouvoir législatif en matière de Règlements d'exécution (Washington 1989);
- x) introduction d'un taux séparé pour les LC et les AO dans les relations entre deux Administrations ayant un volume de trafic annuel supérieur à 150 tonnes (Washington 1989);
- y) adoption du Programme général d'action de Washington (résolution C 91/1989), qui constitue le principal document d'orientation de l'UPU pour les cinq années qui suivent ce Congrès.

En dehors des Congrès ordinaires ou extraordinaires, la Constitution prévoyait des *Conférences administratives* pour l'examen de questions purement techniques. L'Union n'a fait usage que trois fois de cette faculté, à savoir:

- Conférence de Paris 1880, qui aboutit à la conclusion d'une Convention spéciale concernant les colis postaux;
- Conférence de Bruxelles 1890, qui fut chargée de l'élaboration d'un projet d'Arrangement concernant le service international des abonnements aux journaux et aux publications périodiques;
- Conférence de La Haye 1927, qui établit les premières dispositions sur la poste aérienne.

Le peu de succès des Conférences administratives était attribuable à deux causes: premièrement, les questions pour lesquelles ces Conférences avaient été créées étaient désormais traitées par le Conseil exécutif ou par le Conseil consultatif des études postales; secondement, les Règlements d'exécution de la Convention et des Arrangements qui auraient pu être révisés dans de telles Conférences étaient révisés lors des Congrès en même temps que les traités dont ils dépendaient. Le Congrès de Hamburg 1984 a supprimé la possibilité de tenir des Conférences administratives, de même que les Commissions spéciales, pour les mêmes raisons.

Le *Conseil exécutif* (CE). Cet organe, dénommé Commission exécutive et de liaison à l'origine, fut créé par le Congrès de Paris 1947. C'est un organe permanent composé actuellement de quarante membres et qui se réunit, en principe, une fois par an au siège de l'Union. Son rôle est triple: il est à la fois celui d'un conseil d'administration chargé d'assurer le bon fonctionnement de l'Union, celui d'une commission d'étude qui est chargée par le Congrès de faire un certain nombre d'études et de rapports à leur sujet devant le Congrès aux fins de décisions et généralement de modification des Actes de l'Union et celui d'un organe législatif compétent pour arrêter et modifier les Règlements d'exécution. Les attributions du Conseil exécutif sont essentiellement définies à l'article 102 du Règlement général.

Le *Conseil consultatif des études postales* (CCEP) a remplacé, depuis le Congrès de Tokyo 1969, la Commission consultative des études postales et son Conseil de gestion, qui avaient été créés par le Congrès d'Ottawa 1957. Il comprend trente-cinq membres élus par le Congrès et, en principe, il se réunit tous les ans au siège de l'Union.

Sa tâche consiste à étudier les problèmes techniques, d'exploitation, économiques et de coopération technique intéressant les Administrations postales et à élaborer des informations et des avis à leur sujet. Le Congrès de Washington 1989 lui a en outre attribué la compétence d'élaborer et de présenter, sous forme de recommandations, des normes dans les domaines de sa compétence. Le programme des travaux du Conseil consultatif des études postales est arrêté par le Congrès. Toutefois, le Conseil exécutif, de même que les Administrations, peut, entre deux Congrès, proposer à son examen les questions rentrant dans le cadre de ses compétences.

Le *Bureau international* est le seul organe véritablement permanent de l'Union, dont le siège est à Berne. Il sert d'organe de liaison, d'information et de consultation aux Administrations. Il n'a pas qualité pour intervenir dans les rapports entre ces dernières et leurs usagers. Il ne s'agit pas d'énumérer ici toutes les attributions du Bureau international. Certaines pourtant méritent d'être relevées. Le Bureau est avant tout un secrétariat qui prépare la documentation pour les réunions des organes de l'Union et en assume le secrétariat. Il publie également une abondante documentation à l'intention des services postaux des Pays-membres.

Selon l'article 114 du Règlement général, ledit Bureau est chargé, dans le cadre de la coopération technique internationale, de développer l'assistance technique postale sous toutes ses formes.

En outre, du fait qu'il dispose d'une bibliothèque et d'une cinémathèque qu'il s'efforce sans cesse d'enrichir et de moderniser, le Bureau international est en mesure de mettre à la disposition des Administrations des sources importantes d'information, surtout en matière de technique et d'exploitation postales. A cet égard, il est agréable de souligner que le service de prêt et de documentation du Bureau international prend un développement toujours plus grand.



Le Bureau international peut être appelé à donner son avis sur l'interprétation des Actes de l'Union, qu'il s'agisse de cas litigieux ou non entre Administrations postales. Il peut même être désigné comme arbitre unique dans les différends entre deux Administrations. Dans ce cas, le jugement arbitral est contraignant pour les parties en cause. Ce rôle d'arbitre peut être exercé également par des Administrations postales, conformément à l'article 127 du Règlement général. Le nombre relativement faible d'arbitrages qui ont été rendus depuis l'origine de l'Union témoigne de l'excellent esprit qui anime les relations entre les Administrations postales. Au cours de la longue période qui s'est écoulée depuis 1874, vingt-huit jugements arbitraux seulement ont été prononcés.

### **VIII. Assistance technique**

Par sa résolution 902 (XXXIX), du 2 août 1962, le Conseil économique et social des Nations Unies a accepté la demande de l'UPU de participer au Programme élargi d'assistance technique de l'ONU au même titre que celle-ci et les autres institutions spécialisées.

En effet, consciente de sa mission face à la multitude des problèmes qui ont surgi avec l'adhésion en masse de nouveaux pays en développement, l'UPU se devait de dépasser le cadre normatif qui lui est assigné traditionnellement pour accorder une attention toute particulière aux besoins pressants des pays jeunes. En tant qu'organisation participant au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UPU administre à l'heure actuelle les projets postaux financés par le PNUD. Ces projets visent à développer et à moderniser les services des Administrations postales.

L'aide fournie par l'UPU dans ce domaine se concrétise sous diverses formes: recrutement et envoi d'experts, octroi de bourses de formation ou de perfectionnement professionnel, fourniture de matériel d'équipement, de formation ou de démonstration.

En outre, l'UPU élabore et administre des projets communs à plusieurs pays (projets régionaux et interrégionaux) qu'elle programme en collaboration avec les Unions postales restreintes et les Commissions économiques régionales des Nations Unies, ce qui permet de résoudre plus rationnellement et au meilleur coût les problèmes qui se posent dans une région donnée (notamment création d'écoles de formation postale multinationales).

Les nombreux changements intervenus au cours des dernières années ont par ailleurs conduit l'UPU à intensifier son action et à donner à la coopération technique une nouvelle dimension. Ainsi, à côté de l'assistance technique en collaboration avec le PNUD, qui demeure la source principale de financement des projets postaux, l'UPU finance des projets de durée limitée au titre de son budget ordinaire ainsi qu'au titre du Fonds spécial UPU, alimenté par des contributions bénévoles des Pays-membres (cycles

d'étude, bourses de formation et services de consultants en développement qui étudient sur place diverses questions, notamment relatives à la formation, à la gestion et à l'exploitation, et qui conseillent les Administrations postales sur les mesures à prendre dans ces domaines).

En complément de l'aide susceptible d'être obtenue des organismes d'assistance multilatérale, l'UPU encourage également et appuie, dans la mesure de ses possibilités, l'assistance bilatérale et multilatérale entre les Administrations postales et, d'autre part, déploie des efforts continus pour la promotion de la coopération technique entre pays en développement (CTPD) afin de faciliter la fourniture mutuelle d'assistance entre ces pays. Afin de traduire dans les faits un principe d'action, arrêté successivement par les Congrès de Lausanne 1974, de Rio de Janeiro 1979 et de Hambourg 1984, concernant la décentralisation des activités d'assistance technique de l'UPU, le Congrès de Washington 1989 a adopté une résolution (C 21/1989) visant la création de six postes de conseillers régionaux à compter de janvier 1991. Ces conseillers régionaux sont notamment chargés d'accomplir les tâches ci-après:

- programmation et élaboration des projets;
- exécution et suivi des projets;
- actions de promotion et de sensibilisation;
- interventions de caractère général visant principalement à renseigner les pays sur les grandes décisions prises au sein de l'UPU.

Cette forme de présence de l'UPU sur le terrain aura pour effet d'améliorer les interventions du Bureau international en vue d'aider efficacement les Administrations des pays en développement à faire face aux grands défis que connaît la poste.

## **IX. Finances de l'Union**

Le Congrès fixe le montant maximal des dépenses de l'Union pour chacune des années qui suit le Congrès. Ce montant ne peut être dépassé que dans les circonstances et selon la procédure prévues à l'article 124 du Règlement général. Les dépenses, y compris celles afférentes au Congrès, au Conseil exécutif, au Conseil consultatif des études postales et au Bureau international, sont supportées en commun par tous les pays de l'Union. Le système de répartition prévoit la répartition des membres en onze classes payant de une demi à cinquante unités suivant le cas. Lors de l'adhésion ou de l'admission d'un Pays-membre, celui-ci choisit la classe dans laquelle il doit être rangé. Ultérieurement, chaque Pays-membre peut changer de classe de contribution, à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international avant l'ouverture du Congrès et que le Pays-membre ne demande pas à être déclassé de plus d'une classe à la fois. Pour les surclassements, il n'existe aucune restriction.

Le budget de l'Union est soumis chaque année à l'examen et à l'approbation du Conseil exécutif. Les comptes annuels de l'Union sont vérifiés gratui-

tement par le Contrôle fédéral des finances de la Confédération suisse, lequel atteste leur exactitude. Jusqu'au Congrès de Rio de Janeiro 1979, les avances de trésorerie étaient faites par le Gouvernement suisse. Depuis lors, l'UPU a adopté un système d'autofinancement analogue à celui de l'ONU et des institutions spécialisées.

## **X. Relations avec l'ONU et avec les autres organisation internationales**

Depuis le Congrès de Paris 1947, l'Union a été reliée à l'Organisation des Nations Unies (ONU) aux termes d'un Accord qui est annexé à la Constitution. Cet Accord, signé le 4 juillet 1947, entra en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1948. Il fut complété par l'Accord additionnel des 13/27 juillet 1949, mis en application le 22 octobre 1949, qui, lui aussi, est annexé à la Constitution. Par ces Accords, l'ONU reconnaît l'Union postale universelle «comme étant l'institution spécialisée chargée de prendre toutes les mesures conformes à son acte constitutif pour atteindre les buts qu'elle s'est fixés dans cet acte».

Actuellement, la collaboration de l'UPU avec l'ONU et les institutions spécialisées s'article essentiellement autour des problèmes communs qu'elles ont à résoudre: problèmes administratifs de coordination qui concernent surtout la gestion, les finances et le personnel. Ces questions relèvent notamment du Comité administratif de coordination (CAC), qui groupe les chefs des institutions spécialisées sous la présidence du Secrétaire général de l'ONU et qui comprend le Comité consultatif pour les questions de fond (CCQF), compétent dans les domaines de la programmation, des activités opérationnelles et de la coopération technique, et le Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA), compétent dans les domaines du personnel, de l'administration générale, des finances et du budget.

Des relations unissent l'UPU à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qui participe aux réunions du Conseil exécutif où les questions relatives à la poste aérienne occupent une place importante. Dans ce dernier domaine, les rapports avec l'Association du transport aérien international (IATA) sont également suivis, sous l'impulsion du Comité de contact IATA/UPU, qui fonctionne lui aussi dans le cadre du Conseil exécutif.

L'UPU a mis en place un organe de travail et de consultation (Comité de contact éditeurs/UPU) avec les trois organisations internationales de la presse et de l'édition ci-après: Fédération internationale de la presse périodique (FIPP), Fédération internationale des éditeurs de journaux (FIEJ) et Union internationale des éditeurs (UIE), qui sont des clients importants de la poste.

Un Comité de contact UPU/Conseil de coopération douanière (CCD) a aussi été constitué pour rechercher les moyens et les méthodes permettant d'accélérer et de simplifier les formalités douanières dans le service postal.

Par ailleurs, l'UPU entretient des relations avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO) pour résoudre la question de l'adressage des envois postaux et en particulier de l'emplacement et des dimensions des panneaux transparents sur les enveloppes et des questions connexes devant aboutir à la mise au point d'une norme internationale concernant l'adresse postale. Cette collaboration se développe également au sein d'un Comité de contact ISO/UPU.

## **XI. Conclusion**

Ce tour d'horizon, forcément restreint, a permis d'effleurer les principales caractéristiques de l'Union et de situer dans le temps les étapes successives de son développement harmonieux.

Au cours de sa longue histoire, l'Union ne s'est pas départie de la tâche que lui avaient assignée ses fondateurs. Bien au contraire, avec la sage modération qui a toujours caractérisé les décisions de ses organes supérieurs, elle a élargi sans cesse son champ d'activité et continue de poursuivre à travers le monde sa noble mission, pour le plus grand bien de la collaboration internationale entre les peuples et les individus.

## BIBLIOGRAPHIE

## Publications de l'UPU

*Cent ans de collaboration internationale* (édition spéciale du numéro 11/12 de la revue «Union Postale»). Berne 1974

*Documents du Congrès de Washington 1989*. Textes définitifs des Actes. Berne 1990

*Le XX<sup>e</sup> Congrès postal universel – Washington 1989* (édition spéciale des numéros 1 et 2/1990 de la revue «Union Postale»). Berne 1990

*L'Union postale universelle*. Sa fondation et son développement 1874–1949. Mémoire édité par le Bureau international. Berne 1949

*Union postale universelle*. Histoire de l'organisation et des services postaux 1948–1988. Bureau international de l'Union postale universelle. Berne 1989

*Rapports sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif (Commission exécutive et de liaison jusqu'en 1964)*. Publication à l'occasion de chaque Congrès. Berne

*Rapports sur l'ensemble des activités du Conseil consultatif des études postales (Conseil de gestion de la Commission consultative des études postales jusqu'en 1969)*. Publication à l'occasion de chaque Congrès. Berne

*Rapports sur les activités de l'Union*. Publication annuelle. Berne

## Ouvrages concernant l'UPU ou certains aspects de cette organisation

*Ch. Alexandrowicz*. The Universal Postal Union, World Economic Agencies. New York 1962, p. 1 à 34

*J. Ascandoni Rivero*. La Unión postal universal (UPU). Thèse; Madrid 1983

*C.J. Beelenkamp*. La coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle. Overeen 1949

Les lois postales universelles. La Haye 1910

Réformes postales internationales. Bloemendaal 1947

*R. Blayac*. Origine, évolution et organisation de l'Union postale universelle. Thèse; Montpellier 1932

*H. Boisson*. La Société des Nations et les Bureaux internationaux des Unions universelles postale et télégraphique. Paris 1932

*H. Bühler*. Der Weltpostverein; eine völkerrechtsgeschichtliche und wirtschaftspolitische Untersuchung. Berlin 1930

*J. Buser*. Zur Entwicklung des Weltpostvereins und des Weltpostrechts. Zürich 1935

*L. Chaubert*. L'Union postale universelle, son statut juridique, sa structure et son fonctionnement. Berne 1970 (traduit en arabe et en thaï)

- J. Chevallier*. L'avenir de la poste. Rapport de mission au Ministre des postes et télécommunications et de la télédiffusion. Paris 1984
- K. Clark*. International Communications. New York 1931
- G.A. Codding, Jr.* The Universal Postal Union, Coordinator of International Mails. New York 1964
- B. Colas*. Accords économiques internationaux. Répertoire des accords et des institutions. Paris 1990
- E. Diena*. L'Unione postale universale. Thèse; Université de Rome 1950
- L. Duparc*. La poste aujourd'hui et demain. Paris 1989
- K. Fazelly*. L'Union postale universelle. Thèse; Université de Paris 1959
- K. Fazelly et M. Laffont*. Le droit international de la poste. «Droit des PTT» 9/1987
- E. Gallois*. La poste et les moyens de communications des peuples à travers les siècles. Paris 1894
- M.E. Garbani-Nerini*. Les bases, l'organisation et le développement de l'Union postale universelle. Zurich 1935
- V. Grignoli*. La poste aérienne. Thèse; Lausanne 1969
- F. Haass*. Weltpostverein und Einheitsporta. Berlin 1913
- G.B. Hill and Sir Rowland*. The Life of Sir Rowland Hill and the History of Penny Postage. London 1880
- R. Jaspers*. Heinrich von Stephan, der Schöpfer der Welteinheit im zwischenstaatlichen Postverkehr. Frankfurt 1938
- J. Jung*. Der Weltpostverein und sein Einfluss auf den Weltverkehr und die Weltwirtschaft. Strassburg 1903
- L. Kammerer*. Johann von Herrfeldt und die Idee des Weltpostvereins. Hamburg und Berlin 1963
- A. Kiderlen*. Die Funktion des Weltpostvertrags im zwischenstaatlichen Postverkehr. Thèse; Geislingen 1946
- F. Koller et H.F. Leinung*. 40 Jahre Vollzugsrat des Weltpostvereins. Bad Windsheim 1987
- La poste et le rendez-vous européen. Paris 1988
- H. Krains*. L'Union postale universelle. Berne 1908
- G. Lacroix*. Exposé du système général de l'Union postale universelle. Thèse; Toulouse 1910
- A.N. Mir-Eskandari*. L'institution internationale spécialisée des PTT (UPU). Thèse; Paris 1951
- G. Moynier*. Les bureaux internationaux des unions universelles. Genève 1872
- North, Wyss, Le Saux, Daniel et Savoie*. La poste, lien universel entre les hommes. Lausanne 1974. Editions allemande, anglaise et arabe
- G. Pagni*. L'Unione universale delle poste. Florence 1885
- M. El Rahi*. La poste aérienne dans le cadre de l'Union postale universelle. Thèse; Paris 1964
- H. Ranaivoson*. L'Union postale universelle (UPU) et la constitution d'un territoire postal unique. Berne 1988. Thèse; Université de Fribourg 1988
- F.A. Risch*. Die Idee des Weltpostvereins. Hamburg 1948

- W. Roberts.* History of Letter-Writing from the Earliest Period to the Fifth Century. London 1843  
*A. de Rothschild.* Histoire de la poste aux lettres depuis ses origines les plus anciennes jusqu'à nos jours. Paris 1873  
*H. Sasse.* Der Weltpostverein. Berlin 1959  
*K. Schroeter.* Der Weltpostverein. Berne 1900  
*H. von Stephan.* Weltpost und Luftschiffahrt. Berlin 1874  
*H. Weithase.* Geschichte des Weltpostvereins. Strassburg 1895

### Articles sur l'UPU et les Unions restreintes

- J. Ascandoni Rivero.* La Conferencia Europea de Administraciones de Correos y Telecomunicaciones (CEPT). Madrid 1981  
*A. Bakir.* Evolution d'une Union restreinte: l'Union postale arabe. Revue «Union Postale» 6/1964  
 Une nouvelle Union restreinte: l'Union postale africaine. Revue «Union Postale» 2/1963  
*F. Braize.* Le marché du courrier: quelle organisation juridique et selon quelle problématique? «Juris PTT» 18/1989  
*F. Cicéron.* L'action des institutions spécialisées dans le domaine de la formation professionnelle. Revue «Union Postale» 2 et 3/1964  
*G. Clermont.* Une nouvelle ère internationale. «Cadres» 8/1989  
 XX<sup>e</sup> Congrès de l'Union postale universelle. «Revue des PTT suisses» 4/1990  
*J.L. Collada.* XX<sup>e</sup> Congreso de la Unión postal universal. «El correo postal y telegráfico» (12) 1990, Fev.  
 La coopération technique. Revue «Union Postale» 2/1989  
*Davezac et Pouilles.* Du franc-or à une nouvelle unité de compte pour la poste et les télécommunications. «Revue des PTT de France» 3/1977  
 La Déclaration de Hambourg – Dossier. Revue «Union Postale» 6/1986  
*H. Demaret.* Le Congrès de l'Union postale universelle à Washington D.C. Le Congrès de la modernité! «Revue des postes belges» 1/1990  
*D.G. Foot.* Actes de l'UPU: nouvelles perspectives. Revue «Union postale» 3/1989  
*E.M. Gharbi.* La déréglementation, un facteur de modernisation de la poste. Revue «Communiquer» 6/1985 et revue «Union Postale» 1/1987  
*F. Hess.* Der Weltpostverein: Ein Beispiel friedlicher internationaler Zusammenarbeit. «Schweizerisches Archiv für Verkehrswissenschaft und Verkehrspolitik» 1/1955

- H. Knauthe.* Vor dem XX. Weltpostkongress. Die Vertreter von 170 Ländern treffen einander in Washington. «Postrundschau» 11/1989  
Der XX. Weltpostkongress tagte in Washington. Präsident der Vereinigten Staaten eröffnete den Kongress. «Postrundschau» 1/1990  
*F. Koller.* Genèse de la Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications. «Archiv für das Post- und Fernmeldewesen» 4/1960  
100 Jahre Weltpostverein. «Zeitschrift für das Post- und Fernmeldewesen» 19/1974  
Engere Vereine des Weltpostvereins. «Handwörterbuch des Postwesens», I. Band 1971  
Vingtième anniversaire de la Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications (CEPT). Revue «Union Postale» 1/1980  
*F. Koller, H.F. Leinung, H.-J. Hilgers, G. Detjen.* Der XX. Weltpostkongress in Washington (13. November bis 14. Dezember 1989). «Zeitschrift für Post und Telekommunikation» (ZPT) 5/1990  
Der XX. Weltpostkongress im Rückblick. «ZPT» 6/1990  
*A. Krog.* L'Union postale des pays du Nord. Revue «Union Postale» 6/1964  
*C. Labarrère.* Les Unions restreintes de l'UPU. «Revue des PTT de France» 5/1981  
*R. Leblanc.* Le Congrès de Washington. L'UPU vers l'an 2000. «Cadres» 8/1989  
*H.F. Leinung.* Ergebnis des 20. Weltpostkongresses in Washington. «Postpraxis» 5/1990  
Le régime linguistique de l'Union postale universelle. Revue «Union Postale» 5/1985  
Vollzugsrat des Weltpostvereins schliesst seine Arbeiten ab. «Zeitschrift für Post und Telekommunikation» 8/1989  
*J. Milne.* Le Comité de contact IATA-UPU: 30 ans de collaboration. Revue «Union Postale» 3/1986  
*A. Navarro.* Le premier Congrès de l'Union postale de l'Asie et de l'Océanie. Revue «Union Postale» 5/1966  
L'organisation et le fonctionnement de la CEPT. «Revue des PTT de France» 3/1980  
Organisation et fonctionnement du Congrès. Revue «Union Postale» 1/1989  
*J. Paillard.* Le timbre-poste et la réglementation internationale. Revue «Union Postale» 2/1986  
*J. Pouilles.* De l'étalon-or aux paniers de monnaies à travers les systèmes monétaires. «Revue des PTT de France» 2/1980  
*M. Rahi.* L'Union postale universelle, son œuvre et son fonctionnement en tant qu'institution spécialisée. Revue «Union Postale» 1/1963  
*F. Reiss et F. Koller.* Der Weltpostverein als Organisation internationaler postalischer Zusammenarbeit. «Jahrbuch des Postwesens 1958», p. 121 à 144



- U. Schauer.* Der XX. Weltpostkongress. «Die Deutsche Post» 3/1990
- W. Seebass.* Das Internationale Büro des Weltpostvereins. «Archiv für das Post- und Fernmeldewesen» 2/1961
- Rechtsnatur und Organisation des Weltpostvereins. «Archiv für das Post- und Fernmeldewesen» 2/1962
- A. Sourdille.* La CEPT: 25 ans de réalisme et de souplesse. «Références» 9/1985
- P. Teirilä.* Le nouvel arrangement postal nordique. Revue «Union Postale» 2/1973
- J. Turc.* L'internationale postale – Dossier. «Références» 3/1983
- L'UAPT. «Revue des PTT de France» 6/1979
- L'UPAE. «Revue des PTT de France» 5/1980
- L'Union postale universelle: l'année dernière à Hamburg, chaque jour à Berne, partout dans le monde, la présence de l'UPU. Interview de M. F. Cicéron. «Références» 9/1985
- L'Union postale universelle: 110 ans de collaboration internationale. «Revue des PTT suisses» 6/1986
- L'UPU adapte ses rouages aux exigences modernes. Revue «Union Postale» 1/1989
- XX<sup>e</sup> Congrès de l'Union postale universelle. «Revue des PTT suisses» 4/1990
- H. Wanyahoro.* Acheminement des dépêches internationales en Afrique. Revue «Union Postale» 3/1988
- E. Weber.* L'Union postale universelle et ses Unions restreintes. Revue «Union Postale» 1/1963
- R. Wohlfart.* Internationale und nationale Entwicklungstendenzen in Bereich des Postdienste. «Postpraxis» 5/1990



# ABRÉVIATIONS

**Note.** – Les abréviations mentionnées ci-après n'ont été utilisées, en règle générale, que dans les annotations.

Adm. ou Administration	Administration postale
AID	Association internationale de développement
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
al.	alinéa
anc.	ancien
annot.	annotation
APPU	Union postale de l'Asie et du Pacifique
arbit.	arbitrage
Arr.	Arrangement
art.	article
Ass. gén.	Assemblée générale
ass. techn.	assistance technique
BI	Bureau international de l'Union postale universelle
c	centime
CAC	Comité administratif de coordination (ONU)
CAPTAC	Conférence des Administrations des postes et télécommunications de l'Afrique centrale
CCD	Conseil de coopération douanière
CCEP	Conseil consultatif des études postales
CCI	Corps commun d'inspection
CCQA	Comité consultatif (du CAC) pour les questions administratives
CCQF	Comité consultatif (du CAC) pour les questions de fond
CE	Conseil exécutif
CEL	Commission exécutive et de liaison (jusqu'en 1964)
CEPT	Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications
cf.	confer (se reporter à)
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
ch.	chiffre
Chèques	chèques postaux (Arrangement ou Règlement concernant le service des –)
circ.	circulaire
cm	centimètre
col.	colonne

## Abréviations

---

Colis	colis postaux (Arrangement ou Règlement concernant les —)
Comm.	Commission
Conf.	Conférence
Const. ou Constitution	Constitution de l'Union postale universelle
Conv. ou Convention	Convention postale universelle
CTPD	Coopération technique entre pays en développement
CTT	Commission technique du transit
disp.	dispositions
dm	décimètre
Doc	Documents (des Congrès, du Conseil exécutif, etc.)
doc	document
DTS	Droit de tirage spécial
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
fasc.	fascicule
FMI	Fonds monétaire international
form.	formule
fr	franc
g	gramme
h	heure
IATA	Association du transport aérien international
ICS	Chambre internationale de la marine marchande
id.	idem
ISO	Organisation internationale de normalisation
Journal ou Revue	<i>Union Postale</i> (publication trimestrielle du Bureau international)
kg	kilogramme
km	kilomètre
lb (16 onces)	livre avoirdupois (453,59 grammes)
m	mètre
Mandats	mandats de poste (Arrangement ou Règlement concernant les —)
max.	maximum
min.	minimum
mm	millimètre
mn	minute (de temps)
N° ou n°	numéro
nouv.	nouveau
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OIT	Organisation internationale du travail
XXX	

OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies
oz	once (28,3465 grammes) (16 <sup>e</sup> partie de la livre avoirdupois)
p.	page(s)
par.	paragraphe
p. ex.	par exemple
PGAW	Programme général d'action de Washington
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
prop.	proposition
Prot. final	Protocole final (de l'Acte respectif)
Prot. add.	Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle
PTT	postes, télégraphes et téléphones
Rapp.	Rapport sur les activités de l'Union (jusqu'à 1952 Rapport de gestion), publié par le Bureau international
Recueil	Recueil de renseignements (concernant la Convention, les Arrangements, etc.), publié par le Bureau international
Règl. ou RE	Règlement d'exécution
Règl. gén.	Règlement général
Règl. int.	Règlement intérieur
rem.	remanié
Remboursements	envois contre remboursement (Arrangement ou Règlement concernant les—)
rev. gén.	revision générale de la Convention d'Ottawa 1957
Revue	voir sous Journal
S.-Comm. ou S.-C.	Sous-Commission
SFI	Société financière internationale
t	tonne
t-km	tonne-kilomètre ou tonne kilométrique (unité utilisée en matière de transport)
UAPT	Union africaine des postes et télécommunications
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UPA	Union postale arabe
UPAE	Union postale des Amériques et de l'Espagne

## Abréviations

---

UPAf	Union postale africaine
UPAP	Union panafricaine des postes
UPPN	Union postale des pays du Nord
UPSOA	Union postale du Sud et de l'Ouest de l'Asie
UPU ou Union v.	Union postale universelle voir

# Constitution de l'Union postale universelle

(modifiée par les Protocoles additionnels de Tokyo 1969, de Lausanne 1974, de Hamburg 1984 et de Washington 1989)

## Table des matières

### Préambule

### Titre I

#### Dispositions organiques

#### Chapitre I

##### Généralités

###### Art.

1. Etendue et but de l'Union
2. Membres de l'Union
3. Ressort de l'Union
4. Relations exceptionnelles
5. Siège de l'Union
6. Langue officielle de l'Union
7. **Unité monétaire**
8. Unions restreintes. Arrangements spéciaux
9. Relations avec l'Organisation des Nations Unies
10. Relations avec les organisations internationales

#### Chapitre II

##### Adhésion ou admission à l'Union. Sortie de l'Union

11. Adhésion ou admission à l'Union. Procédure
12. Sortie de l'Union. Procédure

## Chapitre III

### Organisation de l'Union

- 13. Organes de l'Union
- 14. Congrès
- 15. Congrès extraordinaires
- 16. Conférences administratives (supprimé)
- 17. Conseil exécutif
- 18. Conseil consultatif des études postales
- 19. Commissions spéciales (supprimé)
- 20. Bureau international

## Chapitre IV

### Finances de l'Union

- 21. Dépenses de l'Union. Contributions des Pays-membres

## Titre II

### Actes de l'Union

#### Chapitre I

##### Généralités

- 22. Actes de l'Union
- 23. Application des Actes de l'Union aux territoires dont un Pays-membres assure les relations internationales
- 24. Législations nationales

#### Chapitre II

##### Acceptation et dénonciation des Actes de l'Union

- 25. Signature, **authentification**, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union



- 26. Notification des ratifications et des autres modes d'approbation des Actes de l'Union
- 27. Adhésion aux Arrangements
- 28. Dénonciation d'un Arrangement

## Chapitre III

### Modification des Actes de l'Union

- 29. Présentation des propositions
- 30. Modification de la Constitution
- 31. Modification du Règlement général, de la Convention et des Arrangements

## Chapitre IV

### Règlement des différends

- 32. Arbitrages

## Titre III

### Dispositions finales

- 33. Mise à exécution et durée de la Constitution

## Protocole final de la Constitution de l'Union postale universelle

- Art. unique      Adhésion à la Constitution

## Constitution de l'Union postale universelle (1) (2) (3)

1) La Const. de l'UPU a été adoptée au Congrès de Vienne 1964. Auparavant, les disp. organiques de l'Union étaient contenues dans la Conv., où elles précédaient les disp. concernant le service postal proprement dit. Cette scission de la Conv. «ancienne forme» constitue l'un des résultats essentiels de la rev. gén. de la Conv. qui fut décidée au Congrès d'Ottawa 1957 et dont les travaux préparatoires ont été confiés à la CEL (élargie). Les doc relatifs à cette rev. sont reproduits dans les Doc de la rev. gén. 1959 et 1960. En ce qui concerne les discussions du Congrès de Vienne 1964 relatives à la scission de la Conv., v. II 95 à 131 et 635 à 639, Doc 1 et prop. 1000 et 1001 (cf. également annot. 1 à l'art. 25).

2) La présente Const. contient les modifications apportées par les Prot. add. de Tokyo 1969, de Lausanne 1974, de Hambourg 1984 et de Washington 1989. Pour le texte intégral de ces Prot. add., v. Congrès de Tokyo 1969, III 9 à 12; Congrès de Lausanne 1974, III 23 à 25; Congrès de Hambourg 1984, III 25 à 28, et Congrès de Washington 1989, III/1 27 à 32.

3) L'institution créée à Berne par le Traité du 9 octobre 1874 portait tout d'abord le nom d'«Union générale des postes». A la suite des nombreuses adhésions qui ont eu lieu après 1874, le Congrès de Paris 1878 a changé la dénomination de cette institution en «Union postale universelle».

## Préambule (1) (2)

En vue de développer les communications entre les peuples par un fonctionnement efficace des services postaux et de contribuer à atteindre les buts élevés de la collaboration internationale dans les domaines culturel, social et économique, (3)

les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont adopté, sous réserve de ratification, (4) la présente Constitution.

1) Selon la doctrine du droit international, le préambule d'un traité n'est pas une simple déclaration. Il peut servir de base juridique pour l'interprétation du traité dont il révèle l'esprit et la manière suivant laquelle il doit être compris. Le préambule a une force juridique pour les pays contractants. Il fait partie intégrante du traité.

2) Le préambule de la Conv. (Ottawa 1957), de même d'ailleurs que celui des Conv. antérieures et des Arr., se bornait à énumérer les pays contractants. Or, cette énumération des pays contractants ne correspondait rapidement plus à la réalité, en raison des nouv. admissions, des changements de dénomination des pays, etc. Lors de la rev. gén. de la Conv., il parut donc opportun de renoncer à une telle énumération dont le manque d'actualité aurait encore été accentué par le caractère permanent de la Const. C'est pourquoi le Congrès de Vienne 1964 a

adopté la prop. de la CEL (élargie) visant à supprimer l'énumération des pays contractants dans les préambules de tous les Actes de l'UPU; il a arrêté le présent préambule, qui donne à la Const. la même présentation que les traités de portée analogue. Pour ce qui concerne les délibérations relatives à ce préambule, v. Congrès de Vienne 1964, II 386 (Doc 67), 686 et 864 à 869.

La liste des Pays-membres de l'Union est désormais établie par le BI conformément à l'art. 112 du Règl. gén.

3) Ce préambule est une affirmation solennelle de la raison d'être de l'UPU et des buts élevés qu'elle poursuit. Ces buts sont également définis à l'art. 1.

4) V. annot. 3, 4 et 5 à l'art. 25.

## Titre I

### Dispositions organiques

#### Chapitre I

#### Généralités

##### Article premier

##### Etendue et but de l'Union

1. Les pays (1) qui adoptent la présente Constitution forment, sous la dénomination d'Union postale universelle, un seul territoire postal (2) pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres. (3) La liberté de transit est garantie dans le territoire entier de l'Union. (4)

2. L'Union a pour but (5) d'assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux et de favoriser, dans ce domaine, le développement de la collaboration internationale. (6)

3. L'Union participe, dans la mesure de ses possibilités, à l'assistance technique postale demandée par ses Pays-membres. (7) (8)

---

1) Les fondateurs de l'UPU voulurent admettre dans celle-ci non seulement les Etats souverains, mais également certaines entités territoriales et politiques non totalement indépendantes (des protectorats ou des colonies, notamment) qui n'avaient pas la qualité d'Etat souverain au sens plein du terme (Traité de Berne 1874, art. 17). C'est pourquoi ils choisirent le terme «pays» afin d'englober l'ensemble des entités admises comme Pays-membres de l'UPU, car il offre, par la notion essentiellement géographique qui s'en dégage, la possibilité d'englober un ensemble d'entités politiquement hétérogènes.

2) L'expression selon laquelle «Les pays ... forment ... un seul territoire postal» a été inscrite dans le «Traité concernant la création d'une Union générale des postes», de 1874, pour évoquer à la fois les idées d'uniformisation et d'étroite collaboration qui animaient les fondateurs de l'Union. Cette expression a une valeur plus symbolique que juridique (cf. Congrès du Caire 1934, II 597 et 598), car il n'y a pas à proprement parler un seul et unique territoire postal pour l'ensemble des Etats et territoires composant l'UPU. Néanmoins, cette disp. symbolise le fait que les envois de la poste aux lettres du service international sont régis dans les différents territoires des parties contractantes par un droit postal qui, dans ses principes, est uniforme. De la conception d'un «seul territoire postal» est née notamment la théorie qui prétend à l'équivalence des taxes dans tous les Pays-membres. L'idée d'un seul territoire comporte en outre l'obligation pour les parties contractantes de traiter indistinctement les envois de la poste aux lettres provenant des autres territoires et transitant par leur pays comme leurs propres envois de la poste aux lettres. De ce principe émane également la disp. figurant à l'art. 1 de la Conv., selon laquelle chaque Adm. est tenue d'acheminer toujours par les voies les plus rapides qu'elle utilise pour ses propres envois les dépêches closes et les envois à découvert qui lui sont livrés par une autre Adm. Une autre conséquence de ce principe, c'est que les parties contractantes ne peuvent pas grever les envois de la poste aux lettres provenant de l'étranger de droits ou taxes dont les envois de leurs propres usagers sont exonérés, ni enfin faire une autre distinction quelconque entre envois propres et étrangers au préjudice de ces derniers. En revanche, on ne saurait en déduire que les pays transitaires doivent assumer gratuitement le transport des envois de la poste aux lettres à travers leur territoire, car un grand nombre de ces pays ne bénéficieraient pas d'avantages réciproques ou du moins équivalents de la part des pays d'origine utilisant leurs services.

D'autre part, la formule du «seul territoire» n'exclut pas que les pays puissent s'accorder mutuellement des facilités. Dans cet ordre d'idée, certaines «Unions restreintes» et certains «arrangements spéciaux» (art. 8) dérogent au régime de l'UPU et altèrent ainsi la notion du «seul territoire», p. ex. en prévoyant des taxes réduites, la gratuité du transit, etc., dans leurs relations réciproques (v. art. 8 et annot.).

3) Le Congrès de Vienne 1964 a substitué l'expression «envois de la poste aux lettres» au terme «correspondances» qui figurait antérieurement dans le par. 1 de l'art. 1 de la Conv. (Ottawa 1957). Cette substitution a posé quelques problèmes, car la portée de l'anc. terme «correspondances» était controversée. Certains voulaient y voir un équivalent de l'expression «objets de correspondance» qui fut remplacée au même Congrès par «envois de la poste aux lettres» et qui correspond à la définition qui en est donnée à l'art. 19 de la Conv. D'autres, en revanche, estimaient qu'il devait s'agir de l'ensemble des envois postaux dont l'échange international est réglé par les Actes de l'UPU (v. définitions de cette expression dans le Vocabulaire polyglotte du service postal international). C'est finalement la première tendance qui l'emporta (Congrès de Vienne 1964, II 872, prop. 1507).

4) Lors de l'élaboration de la Const. au Congrès de Vienne 1964, la CEL (élargie) a jugé nécessaire de faire figurer en tête de l'Acte de base de l'Union le principe de la liberté de transit, qui est fondamental pour l'UPU (II 873 et 874). Ce principe ne signifie pas que les pays sont tenus d'ouvrir obligatoirement leurs frontières aux transports organisés par un autre pays de l'UPU. Il ne porte pas atteinte au monopole national des postes, mais il implique que les Adm. intermédiaires sont obligées de faire transporter par leurs services, affectés au transport postal ordinaire, également les correspondances qui leur sont remises en transit par une autre Adm. de l'UPU (cf. aussi arbit., Rapp. 1913, p. 10 et 11, et avis du BI, Rapp. 1970, p. 74 et 75). En ce qui concerne les modalités d'application de la liberté de transit, v. art. 1 de la Conv. et annot. y relatives.

5) Le but de l'Union découle également du texte du préambule.

6) Les mots «et de favoriser, dans ce domaine, le développement de la collaboration internationale» ont été ajoutés au Congrès de Paris 1947.

7) Cette disp. est issue de la prop. 1512, soumise par la CEL au Congrès de Vienne 1964. Pour la Const., le principe d'ass. techn. a été conçu d'une manière générale afin de laisser aux organes exécutifs la souplesse nécessaire dans l'utilisation, à l'avenir, de toutes les formes d'assistance. En outre, les prop. 2019 et 2037, présentées au même Congrès par la CEL, ont

permis de compléter les disp. des art. 102 et 114 du Règl. gén. (v. Congrès de Vienne 1964, II 877 à 885, Doc 6).

Les adjonctions ainsi apportées dans les Actes de l'UPU sont la consécration de l'intérêt qu'a sans cesse marqué l'anc. CEL pour l'extension de l'ass. techn. au sein de l'Union. A cet égard, elle avait notamment institué, en 1959, une S.-Comm. pour le développement de l'ass. techn. directe entre Adm. dont les tâches s'étendirent ultérieurement et englobèrent aussi la coopération technique multilatérale (cf. comptes rendus analytiques, sessions 1959, p. 17, et 1960, p. 16). Par la suite, le CE a créé, pour faire face aux tâches accrues dans ce domaine, une Comm. de coopération technique qui a commencé de fonctionner à partir de 1970.

L'ass. techn. directe que les Pays-membres de l'UPU s'accordent est très importante et comprend notamment le concours d'experts, l'offre de facilités d'études et de formation, l'échange de documentation, d'informations, de résultats d'expériences et d'essais, etc.

La coopération technique multilatérale de l'UPU s'exerce, pour l'essentiel, dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), créé par la résolution 2029 (XX) de l'Ass. gén. de l'ONU du 22 novembre 1965, et qui a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 1966.

Ce programme est le résultat de la fusion du Fonds spécial (FSNU) et du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies (PEAT).

Le PEAT avait été mis sur pied aux termes de la résolution 222 (IX) du 15 août 1949 du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) et de la résolution 304 (IV) du 16 novembre 1949 de l'Ass. gén. de l'ONU, en vue du développement économique des pays insuffisamment développés, au moyen d'une extension des échanges internationaux de connaissances techniques. Bien que sa valeur ait été nettement reconnue dans ce dernier domaine, il est apparu qu'un fonds distinct devrait être consacré à des projets relativement importants qui joueraient le plus grand rôle possible dans le développement économique, social ou technique des pays peu développés, notamment en facilitant de nouv. investissements de capitaux. C'est ainsi qu'avait pris naissance, le 14 octobre 1958, le Fonds spécial des Nations Unies, aux termes de la résolution 1240 (XIII) de l'Ass. gén. de l'ONU.

Par sa résolution 2688 (XXV) du 11 décembre 1970, l'Ass. gén. de l'ONU a établi les grandes lignes d'une profonde modification du PNUD visant à améliorer et à accroître la capacité d'assistance de celui-ci et des organisations participant au Programme. Une programmation par pays, en harmonie avec les plans et objectifs nationaux de développement, a été mise sur pied, dans le cadre de laquelle sont intégrés les projets d'ass. techn. des différents secteurs économiques; les pouvoirs des Représentants Résidents du PNUD en matière de programmation et d'exécution sont renforcés et la fusion des éléments assistance technique et Fonds spécial du PNUD est devenue effective.

L'ass. techn. fournie dans le cadre du PNUD consiste notamment dans l'envoi d'experts et de consultants en mission dans les pays bénéficiaires, l'octroi de bourses d'études ou de perfectionnement à leurs ressortissants, l'organisation de cours de formation et de cycles d'étude et la fourniture de matériel pédagogique et d'exploitation.

Le Conseil d'administration du PNUD – organe intergouvernemental de 48 membres – définit et oriente la politique générale de l'ensemble du Programme. Il examine et approuve la planification des ressources globales, les programmes nationaux et multinationaux, ainsi que certains projets; il contrôle également les opérations et les résultats du Programme.

L'UPU est devenue organisation participante du PEAT/PNUD en vertu de la résolution 902 (XXXIV) du 2 août 1962 de l'ECOSOC. Toutefois, ses activités d'ass. techn. multilatérale sous l'égide de l'ONU avaient effectivement commencé dix ans auparavant par le fait qu'elle a offert son concours à l'ONU chaque fois qu'elle a été sollicitée pour l'examen des projets postaux, gérés alors directement par l'ONU, et le recrutement de certains experts.

Depuis, l'UPU s'est progressivement associée aux autres programmes de coopération technique des Nations Unies et, à la suite de la résolution CE 2/1966, elle a conclu un accord avec le PNUD relatif à l'exécution de projets de l'élément Fonds spécial.

L'UPU a également fourni sa contribution active à la préparation et à la mise en œuvre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (1971–1980), proclamée par la résolution 2626 (XXV) de l'Ass. gén. de l'ONU, lors de la séance commémorative du 25<sup>e</sup> anniversaire des Nations Unies, le 24 octobre 1970, en collaboration avec les autres organisations du système des Nations Unies. Le Congrès de Tokyo 1969, par sa résolution C 9/1969, a soutenu cette collaboration en demandant au BI de la poursuivre et de saisir toutes les

occasions propices pour rappeler le rôle de premier plan que peut jouer la poste dans le processus de développement économique et social des pays.

Par la même résolution, il a fait appel à tous les Pays-membres de l'Union afin qu'ils contribuent à l'accélération du développement des services postaux et financiers par des plans conçus dans la perspective des objectifs prévus pour la deuxième Décennie.

Les travaux préparatoires relatifs à l'examen des incidences, dans le domaine postal, des objectifs et de la stratégie internationale pour la deuxième Décennie ont permis à l'UPU d'élaborer, dans le domaine des services postaux et financiers, les quatre objectifs suivants:

- 1° un bureau de poste pour desservir en moyenne soit une zone de 20 à 40 km<sup>2</sup>, soit 3000 à 6000 habitants, suivant les cas;
- 2° la distribution des envois prioritaires le lendemain de leur dépôt, dans un rayon de 500 km;
- 3° une augmentation progressive, dans le service international, du pourcentage des colis postaux acheminés par voie aérienne jusqu'à 30 pour cent du nombre total des colis;
- 4° l'instauration généralisée des services financiers postaux (caisse d'épargne, chèques postaux et certificats d'épargne) afin de porter à 5, voire à 10 pour cent le rapport entre les avoirs de ces services et le produit intérieur brut (PIB).

A la lumière des efforts déployés et des résultats acquis, le Congrès de Lausanne 1974 a, par sa résolution C 78/1974, arrêté six domaines d'action prioritaires afin d'intensifier la participation de l'UPU aux travaux de la deuxième Décennie. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté la résolution C 37/1979, spécifiant quatre domaines d'action prioritaires dans le contexte général du Nouvel ordre économique international (NOEI). Le même Congrès a également décidé d'augmenter le volume de l'aide disponible (résolution C 38/1979), de promouvoir la coopération technique entre pays en développement (résolution C 66/1979) et de développer davantage la collaboration entre l'UPU et les Unions restreintes en matière d'ass. techn. (résolutions C 79/1979 et C 90/1979).

Depuis 1981, la politique générale de l'UPU en matière d'ass. techn. s'est développée dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (1981–1990). Cette stratégie, adoptée par la résolution 35/56 de l'Ass. gén. de l'ONU le 5 décembre 1980, a fixé les objectifs essentiels suivants:

- accélération du développement des pays les moins avancés ainsi que d'autres pays défavorisés (pays en développement sans littoral ou insulaires et pays gravement touchés par la crise économique ou par des catastrophes naturelles);
- mise en œuvre du Programme d'action de Vienne 1979 pour la science et la technique au service du développement;
- promotion de la coopération économique et technique entre pays en développement;
- soutien de la communauté internationale à la coopération régionale, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique 1978–1988.

L'UPU fournit également un appui à la réalisation des objectifs de la Décennie des transports et communications pour l'Asie et le Pacifique (1985–1994) et participe activement à la préparation de la deuxième Décennie des transports et communications en Afrique (1990–2000).

Le Congrès de Hambourg 1984, par sa résolution C 38/1984, a établi les priorités spécifiques à chaque région bénéficiaire de l'ass. techn. postale et cinq domaines d'action prioritaires au plan mondial. Ce Congrès s'est attaché à faire augmenter les crédits budgétaires de l'UPU affectés à l'ass. techn. (résolution C 37/1984), à poursuivre les efforts pour favoriser le renforcement de la coopération technique entre pays en développement (résolution C 67/1984), à adopter un programme spécial pour les pays les moins avancés (résolution C 66/1984) et à mettre en œuvre une action spécifique d'ass. techn. dans le domaine des règlements internationaux (recommandation C 23/1984).

Pour sa part, le Congrès de Washington 1989 a adopté six résolutions et un doc portant sur:

- les priorités et les principes d'action de l'UPU en matière d'ass. techn. (résolution C 6/1989);
- le financement des activités d'ass. techn. (résolution C 7/1989);
- la coopération technique entre pays en développement (résolution C 20/1989);
- la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'ass. techn. (résolution C 21/1989);
- l'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA) (résolution C 28/1989);
- les principes à souligner en matière d'activités d'ass. techn. (résolution C 29/1989);
- les ressources humaines et la formation (Congrès – Doc 54).

Le Congrès a également décidé de renforcer et de développer la coopération technique en vue d'aider les Adm. à mettre en œuvre le Programme général d'action de Washington (PGAW), adopté à l'issue du Débat général ayant pour thème «Pour mieux servir la clientèle – Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste» (Congrès – Doc 70 et résolution C 91/1989).

8) L'idée que le PNUD doit demeurer la source principale du financement de l'ass. techn. a été retenue dans la résolution C 6/1969 du Congrès de Tokyo, puis dans la résolution C 80/1974 du Congrès de Lausanne, dans la résolution C 38/1979 du Congrès de Rio de Janeiro, dans la résolution C 37/1984 du Congrès de Hambourg ainsi que dans la résolution C 7/1989 du Congrès de Washington. Néanmoins, ces cinq Congrès ont reconnu par ailleurs la nécessité d'accroître les ressources disponibles du Fonds spécial UPU pour compléter l'aide susceptible d'être obtenue des organismes d'ass. techn. multilatérale.

Les activités sur le plan opérationnel connaissent, depuis le Congrès de Tokyo 1969, une nouv. dimension, du fait notamment du démarrage effectif de centres de formation, multinationaux ou nationaux, créés avec le concours financier du PNUD.

Dans le domaine de la formation des professeurs, il faut relever le succès que rencontrent les stages organisés à cet effet à Londres et à Paris, auxquels participent des boursiers du PNUD, de l'ass. techn. bilatérale et du Fonds spécial UPU. En raison de l'importance des besoins dans ce domaine, une action de formation d'enseignants postaux pour les écoles nationales est entreprise au niveau des régions en développement; cette action complète fort heureusement le programme de formation des professeurs organisé en France et en Grande-Bretagne.

Par ailleurs, poursuivant son action entreprise avant le Congrès de Tokyo 1969 en matière de perfectionnement des cadres supérieurs, l'UPU continue à organiser, soit par ses propres moyens, soit en recourant à l'aide du PNUD, des colloques et cycles d'étude. De même, pour sensibiliser les autorités politiques sur des grands problèmes, l'UPU organise des conf. des ministres et des colloques des directeurs généraux chargés des services postaux.

Le Congrès de Tokyo 1969 a estimé qu'il convenait de disposer de six fonctionnaires polyvalents, compétents en matière de développement, pouvant effectuer des missions dans les domaines de l'enseignement et de l'exploitation.

Cependant, en raison de l'augmentation des demandes de missions dans des domaines très spécialisés et afin d'obtenir davantage d'efficacité dans les missions, le Congrès de Lausanne 1974 a autorisé l'utilisation des crédits prévus pour l'engagement des spécialistes pour financer des missions de consultants de courte durée (jusqu'à deux ou trois mois), à effectuer par les fonctionnaires mis à la disposition de l'UPU par des Adm. afin d'entreprendre des travaux de caractère technique très spécialisé dans les pays qui le désirent.

Par sa résolution C 38/1979, le Congrès de Rio de Janeiro a autorisé l'utilisation plus souple des crédits budgétaires relatifs aux missions de consultants UPU, de façon qu'ils puissent servir à financer des bourses et du matériel en principe liés aux missions de consultants. S'agissant des missions de consultants, il y a lieu de relever les contributions financières importantes accordées par les Adm. qui détachent leurs spécialistes à cet effet en continuant à payer le salaire de ceux-ci pendant la durée des missions.

Depuis 1981, deux sources de financement (budget de l'UPU et Fonds spécial UPU) sont utilisées pour financer le programme d'ass. techn. au titre des ressources propres de l'UPU, qui pallie l'insuffisance de l'aide du PNUD.

## Article 2

### Membres de l'Union (1) (2) (3)

Sont Pays-membres de l'Union:

- les pays qui possèdent la qualité de membre à la date de la mise en vigueur de la présente Constitution; (4) (5) (6) (7) (8)
- les pays devenus membres conformément à l'article 11. (9)

1) Avant le Congrès de Vienne 1964, il n'y avait pas d'art. sur la composition de l'Union. Celle-ci découlait indirectement de l'énumération des Pays-membres dans le préambule de la Conv. (à ce sujet, v. annot 2 au préambule). La CEL (élargie) décida de supprimer l'énumération des Pays-membres dans le préambule des Actes et de créer, en revanche, un art. contenant, à l'instar des Actes constitutifs des autres organisations internationales, les conditions juridiques nécessaires pour considérer tel pays comme membre de l'UPU (Congrès de Vienne 1964, II 104).

2) L'Union générale des postes, créée à Berne par le Traité du 9 octobre 1874, réunissait 22 Etats et quasi-Etats, à savoir: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Egypte, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Suède, Suisse et Turquie. Actuellement, la liste des Pays-membres de l'Union est établie par le BI, conformément à l'art. 112 du Règl. gén.

3) Dans la pratique habituelle du droit des traités, l'art. sur la composition d'une organisation internationale fait dépendre la qualité de membre de cette organisation de l'accomplissement de certains actes juridiques formels tels que la ratification de l'acte constitutif, l'adhésion à cet acte ou une procédure d'admission déterminée. Sans vouloir s'écarter de cette pratique, la CEL (élargie) jugea préférable de ne pas mentionner expressément ces formalités juridiques et d'utiliser une conception qui transfère la qualité de Pays-membre du régime d'Ottawa à celui de Vienne de manière à assurer la continuité entre l'Union «ancienne forme» et l'Union «nouvelle forme». Le texte utilisé accorde la qualité de Pays-membre à ceux qui avaient acquis cette qualité sous les régimes des Actes antérieurs. Cependant, pour tenir compte de la pratique dominante du droit des traités, le Congrès a prévu, à l'art. unique du Prot. final de la Const., la possibilité d'adhérer en tout temps à la Const. pour les Pays-membres qui ont été admis antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1966 mais qui n'ont pas signé la Const.

A l'appui de cette construction, il y a lieu de relever que, dans le passé, l'absence de ratification formelle des Actes de l'UPU n'avait enlevé aux Pays-membres ni leur qualité de membre, ni leur droit de participation ou de vote aux Congrès. On considérerait que les Actes étaient tacitement ratifiés par l'exécution des nouv. disp. (v. annot. 5 à l'art. 25). Lors de la rev. gén. de la Conv., on craignit qu'en exigeant des formalités précises à l'égard des Actes cela ne modifie la pratique antérieure et n'ait des conséquences regrettables pour certains Pays-membres (Doc de la rev. gén. de la Conv. 1959, p. 202).

4) Le terme «pays» comprend non seulement les Etats souverains qui étaient Pays-membres sous le régime des Actes d'Ottawa, mais également les territoires non autonomes auxquels les Congrès antérieurs ont accordé la qualité de Pays-membre et qui jouissaient, à ce titre, des mêmes droits et obligations que les autres Pays-membres (v. annot. 1 à l'art. 1).

Les seuls ensembles de territoires qui bénéficient encore de cette situation au moment de la mise en vigueur des Actes de Washington 1989 sont les suivants:

1° Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;

2° Antilles néerlandaises et Aruba.

La composition détaillée de ces membres collectifs figure généralement dans la notification de ratification ou d'adhésion de l'ensemble considéré; elle est publiée par le BI par voie de circ. en même temps que la ratification ou l'approbation des Actes d'un Congrès ainsi que dans l'annexe au Rapp. sur les activités de l'Union et dans les divers recueils cités à l'art. 111 du Règl. de la Conv.

5) Le problème de la représentation des territoires non autonomes a occupé l'UPU dès les premières années de son existence et il a fait l'objet de longues discussions lors de la quasi-totalité des Congrès. On trouvera le compte rendu de ces débats dans les doc suivants:

Conf. de Berne 1876, p. 40 et 47 à 50;

Congrès de Paris 1878, p. 397, 398, 508 et 509;

Congrès de Lisbonne 1885, II 59, 60, 65, 71 à 73, 95 à 99 et 377;

Congrès de Vienne 1891, p. 381 à 383, 419, 731 et 732;



Congrès de Washington 1897, p. 435 à 437 et 715;  
 Congrès de Rome 1906, II 197 à 203, 252, 561 à 564, 589 à 595, 634 et 635;  
 Congrès de Madrid 1920, II 217 à 221 et 786 à 790;  
 Congrès de Stockholm 1924, II 204 à 218, 270, 665 et 705 à 707;  
 Congrès de Londres 1929, I 21, 1372 à 1376 et 1378 à 1380, II 136 à 140, 149 à 154, 565 et 566;  
 Congrès du Caire 1934, I 1266, II 192 à 213, 544, 545, 596, 601 à 606 et 623;  
 Congrès de Buenos Aires 1939, II 43 à 54, 250, 251, 520 et 521;  
 Congrès de Paris 1947, II 277 à 294;  
 Congrès de Bruxelles 1952, II 327, 328, 454 à 456 et 462 à 465;  
 Congrès d'Ottawa 1957, II 317 à 321 et 323;  
 Congrès de Vienne 1964, II 917 à 926;  
 Congrès de Lausanne 1974, II 1288 à 1292;  
 Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1382 à 1384 et 1386 à 1398.  
 La qualité de Pays-membre de ces territoires ou ensembles de territoires a été contestée lors de plusieurs Congrès. Des prop. formelles tendant à supprimer cette pratique ont été présentées au Congrès de Paris 1947 (II 107, 234 et 277 à 296, prop. 5 et 708); au Congrès de Vienne 1964 (II 917, prop. 1587, 1597 et 1900); au Congrès de Lausanne 1974. Saisi de la prop. 1001.1/ Rev 2, celui-ci a, par sa résolution C 15/1974 (II 1288 à 1292), chargé le CE d'étudier ce problème et de faire rapport au XVIII<sup>e</sup> Congrès (II 1035).  
 A la suite de cette étude, le CE avait soumis au Congrès de Rio de Janeiro 1979 trois solutions pour modifier la situation des territoires non autonomes au sein de l'UPU (Doc 20), mais le statu quo a été maintenu (v. annot. 4).

6) Au Congrès de Paris 1947, des prop. ont été présentées en vue de la création de membres associés pouvant se faire représenter aux Congrès et Conf. de l'Union, mais sans toutefois jouir du droit de vote. Après de longues discussions, ces prop. ont été rejetées (I 32 à 34, 38 et 39, II 68 à 80, 107, 108, 234 à 238, 277 à 294, 296 à 299 et 1078 à 1087, prop. 752 et 792). Des prop. semblables furent soumises au Congrès de Vienne 1964 (II 917, prop. 1597), et au Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1382 à 1384 et 1386 à 1398, prop. 0012, 1002.1, 1003.1, 1011.91 et 1023.1).

7) Note chronologique concernant l'acquisition et la perte de la qualité de Pays-membre de l'UPU par les Etats souverains et les colonies. Le BI publie périodiquement un «Aide-mémoire» qui peut être obtenu auprès de son service de documentation.

8) Les territoires ou ensembles de territoires ayant la qualité de Pays-membre ont généralement signé et ratifié les Actes de l'Union indépendamment de la métropole.

9) Cette disp. concerne les pays qui ont été admis à l'Union ou qui y ont adhéré après la mise en vigueur de la Const. de Vienne 1964.

## Article 3

### Ressort de l'Union (Const. 2, 23) (1)

L'Union a dans son ressort:

- a) les territoires des Pays-membres;
- b) les bureaux de poste établis par des Pays-membres dans des territoires non compris dans l'Union; (2)
- c) les territoires qui, sans être membres de l'Union, sont compris dans celle-ci parce qu'ils relèvent, au point de vue postal, de Pays-membres. (3)

1) Le ressort de l'Union désigne l'étendue territoriale sur laquelle s'appliquent les Actes de l'UPU. Cette étendue comprend tout d'abord le territoire des Pays-membres au sens de l'art. 2 ainsi que, le cas échéant, celui dont un Pays-membre assure les relations internationales (art. 23); elle dépasse cependant ce cadre dans les cas visés sous lettres b) et c). Pour faciliter l'établissement de relations postales avec toutes les parties du monde, plusieurs Adm. de Pays-membres se sont en effet chargées autrefois d'organiser ou d'assumer le service postal dans certaines régions où il n'y avait pas un service autochtone ou, du moins, où le service postal était insuffisant. Cette situation a conduit l'UPU à considérer comme de son ressort lesdits bureaux et territoires. Le présent art. était du reste primitivement réservé uniquement aux bureaux et territoires visés sous lettres b) et c). C'est le Congrès de Vienne 1964 qui décida d'englober l'ensemble du ressort de l'Union dans cet art. (II 960, prop. 1524).

2) Comme il n'y a pratiquement plus de bureaux de poste établis par un Pays-membre sur le territoire d'un autre pays, la suppression de cette disp. avait été proposée. Celle-ci fut finalement maintenue, mais par sa décision C 72/1984, le Congrès de Hambourg (II 345 à 349, prop. 1003.1) a adopté l'interprétation suivante: les termes «bureaux de poste établis par les Pays-membres dans des territoires non compris dans l'Union» désignent désormais les bureaux de poste établis par des Pays-membres dans des territoires sans maître, en indivision ou internationalisés par la communauté internationale.

3) Autrefois, les territoires en question étaient mentionnés dans la Conv. ou son Règl. (v. Genèse des Actes de l'UPU, R 112.21). Le Congrès de Paris 1947 a décidé de ne plus énumérer dans cet art. les territoires qui étaient mentionnés à l'art. 10, lettres b) à g), de la Conv. (Buenos Aires 1939), mais de laisser au BI le soin de les comprendre soit dans une note audit art., soit dans une annexe (Congrès de Paris 1947, II 299, 300 et 1108). Les territoires de l'espèce sont mentionnés dans l'annexe au Rapp. sur les activités de l'Union intitulée «Pays et territoires compris dans le ressort de l'Union». Il s'agit notamment des Vallées d'Andorre et des territoires sous tutelle des Nations Unies, dont l'administration a été confiée à un Pays-membre de l'UPU.

Il convient de relever qu'il s'agit en l'occurrence de territoires dont les rapports avec le Pays-membre, duquel ils relèvent au point de vue postal, sont différents de ceux qui sont couverts par l'art. 23 (territoires dont un Pays-membre assure les relations internationales).

## Article 4

### Relations exceptionnelles (1)

Les Administrations postales qui desservent des territoires non compris dans l'Union (2) sont tenues d'être les intermédiaires des autres Administrations. (3) (4) Les dispositions de la Convention et de son Règlement sont applicables à ces relations exceptionnelles. (5)

1) Le champ d'application de cet art. se situe aux confins du ressort de l'Union. Cette disp. règle les relations des Pays-membres avec les pays ou les territoires qui ne font pas partie du ressort de l'UPU, au sens de l'art. 3, mais qui entretiennent, sur la base d'un accord bilatéral, des relations postales avec un Pays-membre.

2) Le membre de phrase «Les Administrations postales qui desservent des territoires non compris dans l'Union...» a été introduit sur prop. de la Comm. préparatoire de Paris 1928 par le Congrès de Londres 1929 (I 2, 19 et 21, II 651). L'art. correspondant de la Conv. (Stockholm 1924) (II 168 et 846) se lisait comme suit: «Les Administrations de l'Union qui entretiennent des relations avec des pays étrangers à celle-ci sont tenues, etc.», ce qui paraît mieux correspondre à l'idée dont cet art. s'inspire.

3) Un principe analogue est appliqué dans le service des colis postaux (v. art. 58 de l'Arr. des colis).

4) L'obligation de servir d'intermédiaire aux Adm. des autres Pays-membres a toutefois été rapportée par le Congrès de Stockholm 1924 pour le service des mandats de poste (I 336, Belgique, art. 13, par. 2, de l'Arr. des mandats) et des chèques (II 826, art. 17, par. 2, de l'Arr. des chèques).

5) Cette seconde phrase risquant d'être interprétée comme exigeant l'application de la Conv. et de son Règl. aux relations d'un Pays-membre de l'Union avec un pays ou territoire non compris dans l'Union, le Congrès de Londres 1929, à la demande d'une délégation, a répondu qu'en l'occurrence «on ne connaît que le pays de l'Union intermédiaire et que celui-ci doit naturellement rester dans les limites de la Convention» (II 136).

## Article 5

### Siège de l'Union (1)

Le siège de l'Union et de ses organes permanents (2) est fixé à Berne.  
(3) (4)

---

1) Le siège de l'Union désigne le lieu qui est considéré comme le centre des activités de l'UPU.

2) En ce qui concerne la notion d'organes permanents, v. annot. à l'art. 13.

3) Le Congrès de Berne 1874 a chargé l'Adm. suisse d'organiser le BI (Doc de ce Congrès, p. 82) et lui a confié à cet effet la haute surveillance sur celui-ci (v. annot. à l'art. 20). Le maintien du siège à Berne a été soulevé au Congrès de Paris 1947 (II 955 à 960).

4) Le statut juridique de l'Union en Suisse est réglé par l'Accord sur les privilèges et immunités applicable à l'ONU. Les doc y relatifs sont reproduits dans le présent fasc. sous «Statut juridique de l'UPU» (v. annot. 1, p. 295). En ce qui concerne le statut juridique de l'Union hors de Suisse, v. annot. 1, p. 314.

## Article 6

### Langue officielle de l'Union (Règl. gén. 107)

La langue officielle de l'Union est la langue française. (1) (2)

---

1) **Evolution historique du régime linguistique de l'UPU.** Le principe selon lequel la langue française est la langue officielle de l'Union existe depuis les origines de l'UPU. Ce principe s'appliquait tant aux Actes et à la documentation de l'Union qu'aux délibérations des Congrès et au travail du BI. Cependant, dès le Congrès de Madrid 1920, la question s'est posée de savoir si l'espagnol et l'anglais devaient être utilisés comme autres langues officielles, soit pour les discussions au Congrès, soit pour la documentation à publier par le BI. Le problème évolua ensuite diversement en ce qui concerne les langues à utiliser pour les délibérations des organes et la documentation. Depuis le Congrès de Stockholm 1924 et jusqu'au Congrès de Paris 1947 inclusivement, les Règl. int. des Congrès prévoyaient, à titre exceptionnel, la possibilité pour les

délégations de se servir d'interprètes désignés par elles pour parler en langue française en leur nom (Congrès de Madrid 1920, II 326, 796 et 797; de Stockholm 1924, II 28 à 31, 310 et 311; du Caire 1934, II 16 à 18, 33, 72 et 176; de Buenos Aires 1939, I 1 et 60, II 21 (art. 9), 35 et 56; de Paris 1947, II 42 (art. 10), 109 à 112 et 300 à 317). Le Congrès de Bruxelles 1952, bien qu'ayant maintenu la langue française comme seule langue officielle de l'UPU, a autorisé pour ses délibérations un système d'interprétation simultanée en langues française, anglaise, espagnole et russe, les délégations ayant également – à titre exceptionnel – la possibilité d'avoir recours à un interprète désigné par elles pour présenter en français ou dans une des autres langues admises leurs observations ou prop. (v. II 270 et 271, prop. Portugal). Dès ce Congrès, il fut jugé désirable – eu égard aux mesures à prendre avant les réunions en vue du fonctionnement du nouv. système (location d'installations techniques, engagement d'interprètes particulièrement qualifiés, etc.) – d'insérer dans la Conv. elle-même des disp. impératives sur le régime linguistique de l'Union, de manière à régler le problème des langues, non seulement pour les prochains Congrès, mais également pour les réunions des autres organes de l'Union, notamment de la CEL (cf. art. 7 (Ottawa 1957) et 12 (Vienne 1964) du Règl. int. des Congrès). Actuellement, ces disp. figurent à l'art. 107, par. 9 à 12, du Règl. gén. (v. art. 17 du Règl. int. du CE et 13 du Règl. int. du CCEP).

La question des langues à utiliser pour les Actes et la documentation de l'Union fit l'objet de différentes prop. aux Congrès de Paris 1947, Bruxelles 1952 et Ottawa 1957. Ces prop. n'ont pas été retenues (Paris 1947, II 109 à 112 et 300 à 317, prop. 724 et 758; Bruxelles 1952, II 328 et 329, prop. 1293; Ottawa 1957, II 325 à 330, 332 à 338, 1115 et 1122, prop. 373 et 697, Doc 16, 18 et 103). Au Congrès de Vienne 1964, plusieurs prop. furent présentées en vue de modifier fondamentalement le régime linguistique de l'UPU (prop. 1518, 1589, 1592, 1593, 1599 et 2030). Ces prop. ont été complétées par plusieurs doc (Doc 11, 20, 38, 46/Rev et 84 et son Add). De très longs débats eurent lieu à ce sujet au sein de la Comm. 4 (II 927 à 959 et 981 à 988). Finalement, le Congrès a décidé de maintenir le principe selon lequel la langue officielle de l'Union est le français, mais il a admis que la documentation de l'Union pourrait être fournie en d'autres langues à la demande des intéressés et selon les modalités fixées à l'art. 107 du Règl. gén. (v. annot. y relatives).

Tout en maintenant le français comme unique langue officielle de l'Union, le Congrès de Lausanne 1974 a admis, en plus du français, les langues anglaise, arabe et espagnole pour la documentation de l'Union et selon le système fixé à l'art. 107 du Règl. gén.

Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a admis à son tour la publication officielle de la documentation de l'Union dans les langues allemande, chinoise, portugaise et russe, mais en limitant à 50 000 francs suisses par année et par groupe linguistique la prise en charge par l'Union des frais y relatifs (v. art. 107, par. 1 et 6, du Règl. gén. et résolution C 106/1979). Le Congrès de Hambourg 1984 a, par sa résolution C 63/1984, porté le montant précité à 150 000 francs suisses.

2) Cette disp. de principe s'applique dans toute la mesure où aucune dérogation n'est apportée par l'art. 107 du Règl. gén. Il s'ensuit que la langue de travail du BI est la langue française ainsi que celle utilisée pour les relations des Adm. entre elles, à moins que celles-ci ne s'entendent pour correspondre dans une autre langue (v. art. 107, par. 13, du Règl. gén.).

## Article 7

### Unité monétaire (Conv. 9, 13, Conv. Règl. 103, 104)

#### **L'unité monétaire utilisée dans les Actes de l'Union est l'unité de compte du Fonds monétaire international (FMI). (1)**

---

1) Le fr-or a été pendant longtemps l'unité monétaire de l'UPU. En janvier 1976, le FMI a approuvé le principe de démonétiser l'or et cette décision est officiellement entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1978. Désormais, les pays membres de cette institution spécialisée des Nations Unies

ne peuvent plus faire référence à l'or pour la fixation de la valeur de leur monnaie. Dès lors, le fr-or ne pouvait plus continuer de remplir de la même façon le rôle qu'il a joué précédemment dans la comptabilité postale internationale, que ce soit dans le domaine de la fixation des taxes et des taux ou dans le domaine de l'établissement et de la liquidation des comptes. Toutefois, ni au Congrès de Rio de Janeiro 1979, ni au Congrès de Hambourg 1984, les prop. visant à modifier la monnaie type de l'Union ou à modifier l'art. 7 n'ont abouti (v. Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1104, 1290 à 1295 et 1303 à 1312; Congrès de Hambourg 1984, II 282 à 285).

Le Congrès de Washington 1989 a supprimé le fr-or et l'a remplacé par l'unité de compte du FMI (II Congrès/C 3 – PV 3). Cette décision non seulement répond au vœu de la grande majorité des Pays-membres de l'Union, mais correspond à un fait largement constaté dans la plupart des Adm. Seules quelques Adm. utilisent encore le fr-or pour établir les comptes, dont les totaux sont ensuite convertis en DTS en vue du règlement.

L'introduction du DTS dans les Actes de l'Union allège le texte des disp. et simplifie les procédures de règlement des comptes.

## Article 8

### Unions restreintes. (1) Arrangements spéciaux (2) (Règl. gén. 116)

1. Les Pays-membres, ou leurs Administrations postales si la législation de ces pays ne s'y oppose pas, peuvent établir des Unions restreintes (3) (4) et prendre des arrangements spéciaux concernant le service postal international, à la condition toutefois de ne pas y introduire des dispositions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues par les Actes auxquels les Pays-membres intéressés sont parties. (5) (6) (7)

2. Les Unions restreintes peuvent envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions de l'Union, au Conseil exécutif ainsi qu'au Conseil consultatif des études postales. (8) (9)

3. L'Union peut envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions des Unions restreintes. (10)

1) Depuis sa création, l'Union a accordé à ses membres la possibilité d'établir des «Unions restreintes» ou de conclure des «arrangements spéciaux» pour faciliter la collaboration et améliorer le service postal.

Pour qu'il y ait «Union restreinte», il faut au moins trois Pays-membres. Ceux-ci ou leurs Adm. doivent conclure une convention pour régler des questions postales et arrêter un certain nombre de disp. concernant l'organisation et le fonctionnement de ladite Union. Une Union est généralement dotée d'organes prévus dans son Acte constitutif (conf. périodiques, office central ou désignation d'une Adm. membre comme Adm. gérante). Il faut aussi que ces Unions se considèrent comme des Unions restreintes au sens du présent art.

2) Les arrangements spéciaux sont des accords conclus entre certains Pays-membres de l'UPU ou leurs Adm. et dont le but est uniquement de faciliter l'exécution du service postal. Dans la règle, il s'agit d'accords bilatéraux, mais il n'est pas exclu qu'un accord multilatéral puisse également être considéré comme un arrangement spécial.

3) Les Unions restreintes qui entretiennent avec l'UPU des rapports fondés sur l'art. 8 sont les suivantes:

- 1° Conférence des Administrations des postes et télécommunications de l'Afrique centrale (CAPTAC), créée à Brazzaville le 26 octobre 1984. Sa Convention a été signée par les pays suivants: République populaire d'Angola, République du Burundi, République du Cameroun, République centrafricaine, République populaire du Congo, République gabonaise, République de Guinée équatoriale, République rwandaise, République démocratique de Sao Tomé-et-Principe, République du Tchad et République du Zaïre. Le Secrétariat général de la CAPTAC est établi à Yaoundé (Cameroun).
- 2° Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications (CEPT), qui groupe les Adm. suivantes: Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie (Rép. pop.), Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Suède, Suisse, Tchéquie et Slovaquie (Rép. fédérative), Turquie, Vatican et Yougoslavie. Créée le 26 juin 1959 à Montreux, cette Conf. ne se considérait pas au début comme Union restreinte au sens du présent art. 8. Elle s'est constituée en Union restreinte par une résolution adoptée à Lugano le 4 juillet 1969 (circ. 138/1969). La CEPT est gérée à tour de rôle par l'une des Adm. membres. En outre, un office de liaison est installé à Berne. Celui-ci traite les affaires courantes de l'organisation.
- 3° Union africaine des postes et télécommunications (UAPT). Créée le 24 octobre 1975, cette Union restreinte succède à l'Union africaine et malgache des postes et télécommunications (UAMPT), qui avait été fondée le 8 septembre 1961 (circ. 72/1962). Elle se compose des pays suivants: République du Bénin, Burkina Faso, République centrafricaine, République populaire du Congo, République de Côte d'Ivoire, République du Mali, République islamique de Mauritanie, République du Niger, République rwandaise, République du Sénégal, République du Tchad et République togolaise. Le Secrétariat général de cette Union est établi à Brazzaville (Rép. pop. du Congo).
- 4° Union postale arabe (UPA), créée en 1952. Depuis 1989, toutes les activités de cette Union sont assumées par le Secrétariat général de la Ligue des Etats arabes, dont le siège permanent est au Caire (Egypte).
- 5° Union postale des Amériques, de l'Espagne et du Portugal (UPAEP), formée des 25 pays suivants: Amérique (Etats-Unis), Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Dominicaine (Rép.), El Salvador, Equateur, Espagne, Guatemala, Haïti, Honduras (Rép.), Mexique, Nicaragua, Panama (Rép.), Paraguay, Pérou, Portugal, Suriname, Uruguay et Vénézuéla. Tout en ayant des sources historiques remontant à la Conv. signée à Bogotà entre la Colombie, le Vénézuéla et l'Equateur en 1838, l'UPAEP tire son origine de l'Union postale sud-américaine, fondée en 1911 à Montevideo. En 1921, à Buenos Aires, elle fut élargie en Union postale panaméricaine et, par suite de l'admission de l'Espagne en 1923, du Canada en 1931 et du Portugal en 1991, elle adopta depuis janvier 1991 la dénomination actuelle (Journal 1938, p. 319 à 325 et 388 à 396, circ. 338/1989). L'Union est actuellement régie par la Constitution arrêtée à Santiago du Chili en 1971 et modifiée par les Congrès de Lima 1976, de Managua 1981 et de La Havane 1985, ainsi que par le Règlement général et les résolutions des Congrès. Le Secrétariat général est établi à Montevideo (Uruguay).
- 6° Union postale africaine (UPAf), groupant la République du Burundi, la République arabe d'Egypte, la République du Ghana, la République de Guinée, la République de Guinée-Bissau, la Jamahiriya arabe libyenne, la République de Libéria, la République du Mali, la République islamique de Mauritanie, la République démocratique de Somalie, la République démocratique du Soudan et la République du Zaïre. Elle a été créée à Tanger le 2 décembre 1961. L'Union est actuellement régie par la Convention adoptée au Caire le 14 avril 1969 et mise à exécution le 1<sup>er</sup> avril 1970. Son Bureau permanent est établi au Caire (Egypte).
- 7° Union postale de l'Asie et du Pacifique (APPU), formée de l'Afghanistan, de l'Australie, du Bangladesh, du Bhoutan, de Brunei Darussalam, de la Chine (Rép. pop.), de la Corée (Rép.), de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon, du Lao (Rép. dém. pop.), de la Malaisie, des Maldives,

de Nauru, du Népal, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, de la Papouasie – Nouvelle-Guinée, des Philippines, de Singapour, de Sri Lanka, de la Thaïlande et du Viet Nam. La Convention de base a été signée le 23 janvier 1961 à Manila (circ. 63/1962). Elle a été révisée à Kyoto le 17 novembre 1970, à Melbourne le 27 novembre 1975 et à Yogyakarta le 27 mars 1981. La Convention révisée en 1981 est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1982. L'Office central est établi à Manila (Philippines).

- 8° Union panafricaine des postes (UPAP), créée en 1980 sur l'initiative de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). La Convention instituant cette Union a été signée par les pays suivants: République algérienne démocratique et populaire, République populaire d'Angola, République du Bénin, République du Botswana, Burkina Faso, République du Burundi, République du Cameroun, République centrafricaine, République fédérale islamique des Comores, République populaire du Congo, République de Côte d'Ivoire, République arabe d'Egypte, République démocratique populaire de l'Ethiopie, République gabonaise, Gambie, République du Ghana, République de Guinée, République de Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, République de Kenya, République de Libéria, République démocratique de Madagascar, Malawi, République du Mali, Royaume du Maroc, République populaire du Mozambique, République du Niger, République fédérale du Nigéria, Ouganda, République du Sénégal, République de Sierra Leone, République démocratique de Somalie, République du Soudan, Royaume du Swaziland, République unie de Tanzanie, République du Tchad, République togolaise, République tunisienne, République de Zambie et République de Zimbabwe.

Son siège est installé à Arusha (Rép. unie de Tanzanie).

- 9° Union postale des pays du Nord (UPPN) (Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède). Au début, il n'y avait que des arrangements bilatéraux entre ces Etats. Un Arr. collectif réunit le Danemark, la Norvège et la Suède depuis 1919, Arr. auquel la Finlande et l'Islande adhèrent en 1934. Celui-ci a été révisé en 1946 et, comme conséquence de cette refonte, la désignation formelle «Union postale des pays du Nord» a paru pour la première fois dans le texte de l'Arr. La dernière révision a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 1981 (circ. 197/1981).

Chacune des Adm. de cette Union restreinte fonctionne à tour de rôle comme Adm. gérante.

- 10° Union postale du Sud et de l'Ouest de l'Asie (UPSOA), qui groupe trois pays membres (la République islamique d'Iran, le Pakistan et la Turquie); a été réanimée et une nouv. Constitution a été conclue à Ankara le 12 mars 1988.

Le siège de cette Union est établi à Téhéran (Rép. islamique d'Iran).

- 4) A côté des Unions restreintes au sens du présent art. 8, il en existe encore d'autres qui remplissent de facto les mêmes conditions et poursuivent des buts analogues, mais qui, pour une raison ou une autre, ne se considèrent pas (ou ne sont pas considérées) comme des Unions restreintes au sens dudit art., p. ex. l'Organisation de coopération des pays socialistes pour les postes et les télécommunications (OSS) et la Conférence des Administrations des postes et télécommunications des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CAPTEAO).

En outre, certaines métropoles appliquent aux relations postales avec leurs territoires d'outre-mer un régime de facilités (taxes réduites, etc.) similaire à celui visé par l'art. 8.

- 5) En ce qui concerne les mesures prises pour assurer l'observation de cette disp., v. art. 116 du Règl. gén.

- 6) La clause générale de l'art. 8 envisage évidemment en premier lieu les disp. réglant les rapports entre les Adm. et les usagers. En revanche, en ce qui concerne les disp. ayant trait aux relations réciproques des Adm., la faculté d'entente contraire est souvent mentionnée aussi dans les disp. respectives par une des clauses suivantes: «à moins que les Administrations intéressées n'en disposent autrement par une entente directe» (art. 11, par. 2, de la Conv.); «les Administrations peuvent s'entendre» (art. 107, par. 13, du Règl. gén.; art. 68, par. 8, de la Conv.); «sauf entente spéciale» (art. 31, par. 2, et 80, par. 4, de la Conv.) (Congrès de Buenos Aires 1939, I 53, par. 7).

- 7) Les pays ont notamment la faculté de s'entendre en vue d'abaisser les taxes à percevoir et de réduire les frais de transit (Congrès de Madrid 1920, II 215).

8) Afin de favoriser la collaboration entre elle et les Unions restreintes, l'UPU a admis d'abord que celles-ci pouvaient envoyer des observateurs aux Congrès, Conf., CE (Congrès de Bruxelles 1952, II 335), puis au CCEP lors de la création de cet organe (Congrès d'Ottawa 1957, II 749). Puis le Congrès de Vienne 1964 a décidé que les observateurs des Unions restreintes pouvaient prendre part aussi aux Comm. du Congrès (II 574). Les Unions peuvent également participer aux réunions des Comm. et des Groupes de travail du CE et du CCEP (v. art. 3 du Règl. int. du CE et du CCEP).

9) L'opportunité de faire appel aux Unions restreintes en matière d'ass. techn. a été posée au Congrès de Lausanne 1974. Celui-ci a adopté la résolution C 38/1974, qui charge le CE, le CCEP et le BI de prendre toutes les initiatives susceptibles de développer la collaboration UPU/Unions restreintes, notamment dans le domaine de l'ass. techn.

Ensuite, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté la résolution C 90/1979, qui charge le CE d'étudier et, le cas échéant, de prendre les mesures pratiques en ce qui concerne:

- a) les aspects techniques, financiers et juridiques du problème que pose une plus large participation des Unions restreintes aux différents programmes d'ass. techn.;
- b) les rapports entre l'UPU, les Unions restreintes et les Comm. économiques régionales;
- c) la sauvegarde des intérêts des Adm. qui ne font pas partie des Unions restreintes.

Sur la base de cette résolution, le CE a adopté la résolution CE 6/1983 pour fixer le cadre juridique de cette collaboration.

Le Congrès de Hambourg 1984 a consacré à son tour la collaboration des Unions restreintes en matière d'ass. techn. sur la base des principes et des procédures appliqués par le PNUD lorsqu'il a arrêté la résolution C 37/1984, qui fixe les priorités et principes d'action de l'UPU dans le domaine de l'ass. techn.

Le Congrès de Washington 1989 a concrètement défini, en matière d'ass. techn., par toute une série de résolutions:

- les priorités et principes d'action (C 6/1989, prop. 015);
- les bénéficiaires par ordre de priorité (C 6/1989);
- les voies et moyens à suivre pour réaliser une ass. techn. efficace, dont notamment la présence accrue de l'UPU sur le terrain (recrutement et affectation de six conseillers régionaux dès janvier 1991) (résolutions C 7/1989, prop. 016, C 20/1989, prop. 017, C 21/1989, prop. 019, C 28/1989, prop. 018, et C 29/1989, prop. 021).

10) Ce par. a été ajouté par le Congrès de Vienne 1964, notamment pour des raisons de réciprocité (II 961 et 1344, prop. 1528).

## Article 9

### Relations avec l'Organisation des Nations Unies

Les relations entre l'Union et l'Organisation des Nations Unies sont réglées par les Accords dont les textes sont annexés à la présente Constitution.

(1) (2) (3) (4) (5) (6) (7) (8) (9) (10)

---

1) La Charte des Nations Unies, signée à San Francisco le 26 juin 1945, contient dans son préambule les considérations dont se sont inspirés ses fondateurs. Il y est notamment précisé que les Nations Unies sont résolues «à recourir aux institutions internationales pour favoriser le



progrès économique et social de tous les peuples». Conformément à cette idée, la Charte contient un chapitre spécial relatif à la coopération économique et sociale internationale (chapitre IX). Nous reproduisons ci-après les art. de ce chapitre qui forment la base des relations entre l'UPU et l'ONU:

«Article 55

En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité, des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, les Nations Unies favoriseront:

- a) le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social;
- b) la solution des problèmes internationaux dans les domaines économique, social, de la santé publique et autres problèmes connexes; et la coopération internationale dans les domaines de la culture intellectuelle et de l'éducation;
- c) le respect universel effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

Article 56

Les Membres s'engagent, en vue d'atteindre les buts énoncés à l'article 55, à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation.

Article 57

1. Les diverses institutions spécialisées créées par accords intergouvernementaux et pourvues, aux termes de leurs statuts, d'attributions internationales étendues dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes sont reliées à l'Organisation conformément aux dispositions de l'article 63.

2. Les institutions ainsi reliées à l'Organisation sont désignées ci-après par l'expression «institutions spécialisées».

[«Article 17

...

3. L'Assemblée Générale examine et approuve tous arrangements financiers et budgétaires passés avec les institutions spécialisées visées à l'article 57 et examine les budgets administratifs desdites institutions en vue de leur adresser des recommandations.»]

Article 58

L'Organisation fait des recommandations en vue de coordonner les programmes et activités des institutions spécialisées.

Article 59

L'Organisation provoque, lorsqu'il y a lieu, des négociations entre les Etats intéressés en vue de la création de toutes nouvelles institutions spécialisées nécessaires pour atteindre les buts énoncés à l'article 55.

Article 60

L'Assemblée Générale et, sous son autorité, le Conseil Economique et Social qui dispose à cet effet des pouvoirs qui lui sont attribués aux termes du chapitre X sont chargés de remplir les fonctions de l'Organisation énoncées au présent chapitre.

Article 62

1. Le Conseil Economique et Social peut faire ou provoquer des études et des rapports sur des questions internationales dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes et peut adresser des recommandations sur toutes ces questions à l'Assemblée Générale, aux Membres de l'Organisation et aux institutions spécialisées intéressées.

2. Il peut faire des recommandations en vue d'assurer le respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous.

3. Il peut, sur des questions de sa compétence, préparer des projets de convention pour les soumettre à l'Assemblée Générale.

4. Il peut convoquer, conformément aux règles fixées par l'Organisation, des conférences internationales sur des questions de sa compétence.

#### Article 63

1. Le Conseil Economique et Social peut conclure avec toute institution visée à l'article 57 des accords fixant les conditions dans lesquelles cette institution sera reliée à l'Organisation. Ces accords sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

2. Il peut coordonner l'activité des institutions spécialisées, en se concertant avec elles, en leur adressant des recommandations, ainsi qu'en adressant des recommandations à l'Assemblée Générale et aux Membres des Nations Unies.

#### Article 64

1. Le Conseil Economique et Social peut prendre toutes mesures utiles pour recevoir des rapports réguliers des institutions spécialisées. Il peut s'entendre avec les Membres de l'Organisation et avec les institutions spécialisées afin de recevoir des rapports sur les mesures prises en exécution de ses propres recommandations et des recommandations de l'Assemblée Générale sur des objets relevant de la compétence du Conseil.

2. Il peut communiquer à l'Assemblée Générale ses observations sur ces rapports.

#### Article 70

Le Conseil Economique et Social peut prendre toutes dispositions pour que des représentants des institutions spécialisées participent sans droit de vote à ses délibérations et à celles des commissions instituées par lui, et pour que ses propres représentants participent aux délibérations des institutions spécialisées.»

2) En conformité avec les disp. de l'art. 57 de la Charte, le Conseil économique et social a décidé, en 1946, de réunir une Conf. des experts postaux des Pays-membres des Nations Unies et de l'UPU en vue de préparer un projet d'accord entre l'ONU et l'UPU visant la mise en relation de l'UPU, comme institution spécialisée, avec les Nations Unies (cf. circ. 165/1946). La Conf. s'est réunie à Lake Success du 10 au 18 décembre 1946.

Le Congrès de Paris 1947, ayant été saisi de la prop. tendant à conclure l'Accord avec l'ONU (I 21 et 23 à 28, prop. 550 et 819), a autorisé un Comité composé du Président du Congrès et des Présidents des Comm. à négocier avec les représentants du Comité de négociation des Nations Unies. Après plusieurs entrevues des représentants des deux parties ainsi qu'après de longues discussions au sein du Congrès, notamment au sujet des disp. concernant l'admission des pays dans l'Union et l'assistance de l'Union à l'ONU, l'Accord substantiellement modifié en comparaison avec le projet primitif, issu de la Conf. de Lake Success en 1946, a été adopté par le Congrès (II 201 à 233, 426 à 443, 452 à 460 et 1040). Il a été signé par son Président le 4 juillet 1947. Aux termes de son art. XV, l'Accord ONU/UPU est entré en vigueur simultanément avec la Conv. de Paris (le 1<sup>er</sup> juillet 1948), l'Ass. gén. de l'ONU l'ayant approuvé sur recommandation de l'ECOSOC (doc A/347) à sa 2<sup>e</sup> session en 1947 (résolution 124 (II)) (v. circ. 191 et 258/1947).

3) L'Accord additionnel à l'Accord ONU/UPU, qui ne concerne que les «laissez-passer» des fonctionnaires de l'Union, a été signé le 13 juillet 1949 par le Président de la CEL après que tous les Pays-membres de l'Union eurent été consultés, conformément à la procédure prescrite par les art. 28 et 29 de la Conv. (v. compte rendu analytique de la session de mai 1949 de la CEL, p. 6 et 7). L'Accord additionnel, ayant recueilli l'unanimité des suffrages exprimés, a été approuvé par l'Ass. gén. de l'ONU le 22 octobre 1949 (résolution 361 (IV)); selon son art. II, il est entré le même jour en vigueur.

4) Le Congrès de Vienne 1964 a supprimé dans cet art. l'énumération des Accords en vigueur entre l'UPU et l'ONU pour ne pas avoir à amender la Const. dans le seul but d'allonger ou de modifier l'énumération des Accords passés avec les Nations Unies (I 119, II 686, 963 et 1388).

5) L'édition annotée des Accords est reproduite dans le présent fasc. sous «Accords ONU/UPU».

6) Au début, les rapports entre l'ONU et l'UPU furent peu fréquents et peu importants. Ils s'intensifièrent après le Congrès d'Ottawa 1957, en raison notamment du développement de l'ass. techn. et de l'alignement des conditions de service du personnel du BI sur celles du régime commun de l'ONU.

7) Cf. annot. 7 à l'art. 1.

8) En ce qui concerne la participation de l'ONU aux travaux du Congrès, v. annot. 4 à l'art. 101 du Règl. gén.

9) Les différentes questions intéressant l'ONU et l'UPU et traitées par les deux organisations sont périodiquement relatées dans les Rapp. sur les activités de l'Union ainsi que dans les Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE (CEL).

10) a) L'**Administration postale des Nations Unies** a été créée en 1951. La CEL s'est préoccupée depuis sa session d'avril 1948 jusqu'à celle de 1951 des problèmes résultant de la création de l'Adm. de l'ONU (v. comptes rendus analytiques des sessions d'avril 1948, p. 11, d'octobre 1948, p. 11 et 12, de mai 1949, p. 9, de mai 1950, p. 11, et de mai/juin 1951, p. 13). A sa session d'octobre 1948, la CEL a adopté une résolution qui, compte tenu des modifications apportées à la session de mai/juin 1951, a la teneur suivante:

«Le Secrétaire général des Nations Unies ayant officiellement porté à la connaissance de l'Union postale universelle la résolution adoptée par la 3<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, à Paris, qui approuve en principe l'idée de la création d'une Administration postale des Nations Unies et fait appel à cette fin au concours de l'Union postale universelle, la Commission exécutive et de liaison exprime l'opinion suivante:

- 1° L'Organisation des Nations Unies, sans être membre de l'Union postale universelle, peut constituer une Administration postale séparée appartenant à l'Union postale universelle, représentée au point de vue postal par un Pays-membre de l'Union postale universelle.
- 2° Le Pays-membre représentant l'Administration postale de l'Organisation des Nations Unies fera connaître en temps utile l'établissement de cette Administration à toutes les Administrations de l'Union postale universelle, par l'intermédiaire du Bureau international.
- 3° L'Administration postale des Nations Unies sera tenue, dans l'exercice de ses opérations postales, d'observer les dispositions de la Convention et de son Règlement (compte rendu analytique de la session de mai/juin 1951, p. 13).»

b) De son côté, l'Ass. gén. de l'ONU a adopté plusieurs résolutions portant sur la création d'une Adm. de l'ONU (v. résolutions 159 (II) du 20 novembre 1947, 232 (III) du 8 octobre 1948 (Congrès de Bruxelles 1952, II 99), 342 (IV) du 20 octobre 1949 (Congrès de Bruxelles 1952, II 99), 454 (V) du 16 novembre 1950 (Congrès de Bruxelles 1952, II 100) et 657 (VII) du 6 novembre 1952); pour les autres doc de l'ONU, v. A/367, A/C. 5/191, A/490, A/655, A/663, A/671 rev. 1, A/988 et Add. 1, A/1002, A/1015, A/C. 5/355, A/1155, A/1394 rev. 1, A/1453, A/1507, A/2191 et Add. 1, A/2237 et A/2249.

c) L'Adm. des Nations Unies a commencé son activité le 24 octobre 1951 en vertu de l'Accord postal entre l'ONU et les Etats-Unis d'Amérique conclu le 28 mars 1951 (pour le texte de l'Accord, v. Congrès de Bruxelles 1952, II 100 à 102). Les disp. de l'Accord ont été modifiées à partir du 17 novembre 1952 par l'échange de lettres du Secrétaire général des Nations Unies et des Etats-Unis d'Amérique, du 7 novembre 1952 et du 17 novembre 1952 respectivement.

d) Le Congrès de Bruxelles 1952 a adopté, à l'égard de l'Adm. des Nations Unies, la résolution suivante (II 96 à 103 (Doc 15 et 15/Add 1 et 2), 372 à 379 et 1348 à 1351):

«Administration postale des Nations Unies

Le XIII<sup>e</sup> Congrès de l'Union postale universelle, ayant pris note de la lettre et du memorandum du Secrétaire général des Nations Unies concernant l'Administration postale des Nations Unies,

1. reconnaît, du point de vue postal, l'établissement d'une Administration postale des Nations Unies en conformité avec les dispositions de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 16 novembre 1950 (454 V.) et l'accord conclu entre l'Administration postale des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique,

2. note avec satisfaction que le Secrétaire général est prêt à faire une déclaration dans laquelle il s'engage à respecter les dispositions de la Convention de l'Union postale universelle ainsi que les Règlements applicables aux opérations postales des Nations Unies,

3. note que l'Administration postale des Nations Unies est une unité administrative du Secrétariat des Nations Unies placée sous l'autorité du Secrétaire général et, par conséquent, considère que les Nations Unies, du point de vue postal comme de tous autres, sont représentées aux Congrès et Conférences de l'Union selon les dispositions de l'article II de l'Accord concernant les relations entre les Nations Unies et l'Union postale universelle,

4. exprime son accord général avec la suggestion du Comité administratif de coordination tendant à ce que les Nations Unies agissent au nom des institutions spécialisées au sujet de toute activité postale ultérieure,

5. recommande aux Pays-membres de l'Union postale universelle que toute activité postale ultérieure envisagée par les Nations Unies, ou par une institution spécialisée, fasse l'objet d'une consultation avec l'UPU par l'intermédiaire du Congrès ou de la Commission exécutive et de liaison et, qu'après une telle consultation, aucun accord ne soit conclu sans une recommandation favorable de l'Assemblée générale des Nations Unies.»

Les par. 4 et 5 de la résolution ci-dessus concernent la question de la réglementation de l'activité postale future des Nations Unies et des institutions spécialisées. Cette question a été soulevée par le Comité administratif de coordination de l'ONU dans son rapport au Conseil économique et social (E/2203; v. Congrès de Bruxelles 1952, II 99, Doc 15).

Le Conseil économique et social a, à son tour, lors de sa 14<sup>e</sup> session, adopté la résolution (partie B) 451 (XIV) du 28 juillet 1952, qui a la teneur suivante:

«Le Conseil économique et social,

constatant avec satisfaction que le Comité administratif de coordination est d'avis qu'il serait avantageux pour l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées d'arrêter des dispositions communes en ce qui concerne les questions postales, notant en outre la résolution relative à l'activité de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en matière postale, que le XIII<sup>e</sup> Congrès de l'Union postale universelle a adoptée et aux termes de laquelle le Congrès recommande notamment que toute activité envisagée à l'avenir dans le domaine postal par l'Organisation des Nations Unies ou par une institution spécialisée fasse l'objet d'une consultation avec l'Union postale universelle, par l'intermédiaire du Congrès ou de la Commission exécutive et de liaison, et qu'après une telle consultation aucun accord ne soit conclu sans une recommandation favorable de l'Assemblée générale des Nations Unies,

invite les institutions spécialisées à adresser au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies toutes les propositions qu'elles pourraient formuler en ce qui concerne les opérations postales, afin que ces propositions fassent l'objet d'une consultation avec l'Union postale universelle, par l'intermédiaire des organes compétents de l'Union, et soient ultérieurement soumises à l'Assemblée générale aux fins d'examen.»

Par ailleurs, en prévision d'un accord entre les PTT suisses et l'ONU en ce qui concerne l'utilisation des timbres-poste de l'ONU par l'Office des Nations Unies à Genève, le CE a pris la résolution CE 8/1968, où, après avoir réaffirmé le droit souverain des Adm. en matière d'émissions de timbres-poste (art. 9 de la Conv.), il déclare faire confiance aux Adm. de l'ONU et de la Suisse en ce qui concerne la réalisation de l'accord envisagé, étant entendu que cet accord:

- doit être limité dans son application et exclusivement à l'Office des Nations Unies à Genève, en tant que partie du Secrétariat des Nations Unies;
- ne doit en aucune manière constituer un précédent pour des demandes similaires qui pourraient éventuellement être formulées par les institutions spécialisées, par les bureaux régionaux ou autres organes de l'ONU, plus généralement, par tous services des Nations Unies autres que le Secrétariat de l'ONU à New York et à Genève.

Malgré cette dernière condition, s'agissant de l'émission de timbres-poste des Nations Unies en monnaie autrichienne en vue de leur utilisation par la partie du Secrétariat des Nations Unies installée à Vienne, le CE a pris la résolution CE 8/1978 analogue, *mutatis mutandis*, à la résolution CE 8/1968.

En ce qui concerne l'émission de timbres-poste spéciaux à la demande de l'ONU et des institutions spécialisées, v. annot. 4 à l'art. 10 de la Conv.

## Article 10

### Relations avec les organisations internationales (1)

Afin d'assurer une coopération étroite dans le domaine postal international, l'Union peut collaborer avec les organisations internationales ayant des intérêts et des activités connexes. (2) (3) (4) (5) (6) (7)

1) Art. nouv. introduit par le Congrès de Vienne 1964. Il consacre le principe de la collaboration de l'UPU avec les organisations internationales autres que les Nations Unies (Il 963 et 964, prop. 1531 Pays-Bas).

2) Par organisations internationales, il faut entendre en premier lieu les organisations internationales intergouvernementales et notamment les institutions spécialisées, qui sont les suivantes:

Organisation internationale du travail (OIT);  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO);  
Organisation mondiale de la santé (OMS);  
Organisation de l'aviation civile internationale (OACI);  
Banque mondiale/Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD);  
Association internationale de développement (IDA);  
Société financière internationale (SFI);  
Fonds monétaire international (FMI);  
Union postale universelle (UPU);  
Union internationale des télécommunications (UIT);  
Organisation météorologique mondiale (OMM);  
Organisation maritime internationale (OMI);  
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI);  
Fonds international de développement agricole (FIDA);  
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI);  
auxquelles s'ajoute l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).  
En outre, l'Union collabore également avec quelques organisations non gouvernementales (p. ex. IATA, ICS, ISO, CCD, IICE (Institut international des caisses d'épargne)).

3) Les activités et la nature du travail technique de l'UPU touchent à des domaines très variés. Elles posent des problèmes qui nécessitent la coopération d'organisations internationales ayant des intérêts communs dans ces domaines. D'ordinaire, ces problèmes sont traités par le CE, qui prend les contacts nécessaires par l'intermédiaire du BI. V. à ce sujet art. 102, par. 6.17, et 109, par. 2.4, du Règl. gén. V. également annot. 23 à l'art. 102 du Règl. gén.

4) En ce qui concerne la question des activités postales des différentes institutions spécialisées, cf. annot. 10, lettre d), à l'art. 9.

5) Les relations de l'UPU avec les organisations internationales sont exposées notamment dans les Rapp. sur les activités de l'Union et le Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE (v. art. 103, par. 2, du Règl. gén.).

6) La collaboration de l'UPU avec les institutions spécialisées s'étend également à des activités autres que celles qui se rapportent au domaine postal. L'UPU participe notamment au Comité administratif de coordination des Nations Unies (CAC), qui siège sous la présidence du Secrétaire général des Nations Unies et groupe les chefs des institutions spécialisées. Avec le concours de ses organes subsidiaires, le CAC examine tous les problèmes d'ordre administratif qui sont communs à ces institutions. V. annot. concernant les Accords ONU/UPU.

7) En ce qui concerne la participation des organisations internationales aux Congrès, v. annot. 4 à l'art. 101 du Règl. gén.; l'invitation des organisations intergouvernementales aux Congrès, v. annot. 25 à l'art. 102 du Règl. gén. et art. 5 du Règl. int. des Congrès.

Pour la représentation de l'UPU aux réunions des organisations internationales, v. annot. 5 à l'art. 20.

## Chapitre II

### Adhésion ou admission à l'Union. Sortie de l'Union

#### Article 11

##### Adhésion ou admission à l'Union. Procédure (1)

1. Tout membre de l'Organisation des Nations Unies peut adhérer à l'Union. (2)

2. Tout pays souverain (3) non membre de l'Organisation des Nations Unies peut demander son admission en qualité de Pays-membre de l'Union. (4)

3. L'adhésion ou la demande d'admission à l'Union doit comporter une déclaration formelle d'adhésion à la Constitution et aux Actes obligatoires de l'Union. (5) (6) Elle est adressée par **le Gouvernement du pays intéressé au Directeur général du Bureau international** (7) qui, selon le cas, notifie l'adhésion ou consulte les Pays-membres sur la demande d'admission.

4. Le pays non membre de l'Organisation des Nations Unies est considéré comme admis en qualité de Pays-membre si sa demande est approuvée par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union. Les Pays-membres qui n'ont pas répondu dans le délai de quatre mois sont considérés comme s'abstenant.

5. L'adhésion ou l'admission en qualité de membre est notifiée par le **Directeur général du Bureau international** (8) aux Gouvernements des Pays-membres. Elle prend effet à partir de la date de cette notification. (9) (10)

---

1) **Généralités.** Depuis sa fondation et jusqu'au Congrès de Paris 1947, l'UPU a été une «union ouverte», c'est-à-dire que les pays souverains ou quasi souverains ont pu devenir membres de l'UPU par une déclaration unilatérale d'adhésion à la Conv.

Au Congrès de Paris 1947, l'UPU décida, eu égard à sa nouv. qualité d'institution spécialisée de l'ONU, de modifier la procédure antérieure en exigeant que les pays désireux de devenir membres de l'UPU présentent une demande dans ce sens et que l'ensemble des Pays-

membres soit consulté, la demande devant recueillir l'approbation formelle des deux tiers des Pays-membres.

Le Congrès de Vienne 1964 a admis, en plus de la procédure précitée, une procédure simplifiée pour les pays membres de l'ONU. Ceux-ci peuvent adhérer à l'UPU par une déclaration unilatérale (II 958, 964, 968 à 971 et 1360, prop. 1533 CEL); il n'y a dans ce cas pas de consultation des Pays-membres. En revanche, ce même Congrès a rejeté une prop. qui tendait à accorder la possibilité d'adhérer unilatéralement à l'UPU non seulement aux membres de l'ONU, mais à tous les pays, qu'ils soient souverains ou non (II 964 à 967, prop. 1583).

Par ailleurs, les Congrès de Tokyo 1969 et de Lausanne 1974 ont également repoussé différentes prop. visant à accorder à tout pays souverain, qu'il soit membre de l'ONU ou non, la possibilité d'adhérer à l'Union par une déclaration unilatérale (Congrès de Tokyo 1969, II 1220 à 1222, prop. 1305; Congrès de Lausanne 1974, II 1285 à 1288, prop. 1011.3).

Au Congrès de Rio de Janeiro 1979, une prop. visant à rétablir le principe de l'«union ouverte» a été retirée avant d'être mise en discussion (prop. 1011.1).

2) Les pays qui ont eu recours à la procédure d'adhésion prévue au par. 1 sont les suivants:

<i>Pays</i>	<i>Date d'adhésion</i>	<i>Circulaire du BI</i>
Singapour (Rép. de –)	8 janvier 1966	22/1966
Malawi	25 octobre 1966	226/1966
Guyane	22 mars 1967	75/1967
Mauritanie (Rép. islamique de –)	22 mars 1967	75/1967
Zambie (Rép. de –)	22 mars 1967	75/1967
Maldives (Rép. des –)	15 août 1967	180/1967
Lesotho (Royaume du –)	6 septembre 1967	205/1967
Barbade	11 novembre 1967	256/1967
Botswana (Rép. du –)	12 janvier 1968	36/1968
Yémen (Rép. dém. pop. du –) <sup>1</sup>	28 juin 1968	126/1968
Maurice	29 août 1969	165/1969
Swaziland (Royaume du –)	7 novembre 1969	217/1969
Guinée équatoriale (Rép. de –)	24 juillet 1970	148/1970
Fidji	18 juin 1971	135/1971
Emirats arabes unis	30 mars 1973	89/1973
Bahrain (Etat de –)	21 décembre 1973	276/1973
Bahamas (Commonwealth des –)	24 avril 1974	102/1974
Gambie	9 octobre 1974	205/1974
Suriname (Rép. du –)	20 avril 1976	118/1976
Papouasie – Nouvelle-Guinée	4 juin 1976	154/1976
Comores (Rép. féd. islamique des –)	29 juillet 1976	195/1976
Cap-Vert (Rép. du –)	30 septembre 1976	251/1976
Angola (Rép. pop. d'–)	3 mars 1977	47/1977
Sao Tomé-et-Principe (Rép. dém. de –)	22 août 1977	196/1977
Seychelles (Rép. des –)	7 octobre 1977	235/1977
Grenade	30 janvier 1978	33/1978
Djibouti (Rép. de –)	6 juin 1978	132/1978
Mozambique (Rép. pop. du –)	11 octobre 1978	238/1978
Dominique (Commonwealth de la –)	31 janvier 1980	38/1980
Sainte-Lucie	10 juillet 1980	187/1980
Saint-Vincent-et-Grenadines	3 février 1981	39/1981
Zimbabwe (Rép. de –)	31 juillet 1981	246/1981
Vanuatu (Rép. de –)	16 juillet 1982	152/1982
Belize	1 <sup>er</sup> octobre 1982	199/1982
Salomon (Iles)	4 mai 1984	106/1984
Brunei Darussalam	15 janvier 1985	19/1985
Saint-Christophe-et-Nevis	11 janvier 1988	19/1988
Samoa occidentale	9 août 1989	235/1989

<sup>1</sup> Ce pays s'est réuni avec la Rép. arabe du Yémen le 22 mai 1990.

3) Le mot «souverain» a été introduit par le Congrès de Paris 1947. Une prop. tendant à remplacer les mots «pays souverain» par «Etat» n'a pas été retenue par le Congrès de Vienne 1964 (II 967 et 1360, prop. 1534).

En ce qui concerne les territoires non souverains qui font partie de l'UPU, v. annot. 4 et 5 à l'art. 2. A défaut d'adhésion ou d'admission en qualité de membre, l'application des Actes de l'UPU dans les territoires dépendants est possible en tout temps sur la base des art. 3, lettre c), ou 23.

4) Les pays admis selon cette procédure depuis son adoption par le Congrès de Paris 1947 sont les suivants:

<i>Pays</i>	<i>Date d'admission</i>	<i>Circulaire du BI</i>
Sri Lanka (Rép. soc. dém. de –)	13 juillet 1949	129/1949
Myanmar	4 octobre 1949	177/1949
Israël	24 décembre 1949	223/1949
Viêt-Nam (Rép. soc. du –)	20 octobre 1951	254/1951
Cambodge	21 décembre 1951	306/1951
Lao (Rép. dém. pop.)	20 mai 1952	141/1952
Jamahiriya arabe libyenne pop. soc.	4 juin 1952	151/1952
Monaco (Principauté de –)	12 octobre 1955	196/1955
Soudan (Rép. du –)	27 juillet 1956	124/1956
Népal	11 octobre 1956	167/1956
Ghana (Rép. du –)	10 octobre 1957	182/1957
Malaisie	17 janvier 1958	22/1958
Guinée (Rép. de –)	6 mai 1959	112/1959
Kuwait	16 février 1960	25/1960
Cameroun (Rép. du –)	26 juillet 1960	98/1960
Mali (Rép. du –)	21 avril 1961	69/1961
Bénin (Rép. du –)	27 avril 1961	70/1961
Côte d'Ivoire (Rép. de –)	23 mai 1961	90/1961
Niger (Rép. du –)	12 juin 1961	105/1961
Sénégal (Rép. du –)	14 juin 1961	106/1961
Tchad (Rép. du –)	23 juin 1961	116/1961
Centrafricaine (Rép.)	28 juin 1961	117/1961
Congo (Rép. pop. du –)	5 juillet 1961	123/1961
Nigéria (Rép. féd. du –)	10 juillet 1961	124/1961
Gabonaise (Rép.)	17 juillet 1961	126/1961
Madagascar (Rép. dém. de –)	2 novembre 1961	193/1961
Chypre (Rép. de –)	23 novembre 1961	200/1961
Sierra Leone (Rép. de –)	29 janvier 1962	19/1962
Togolaise (Rép.)	21 mars 1962	39/1962
Liechtenstein (Principauté de –)	13 avril 1962	54/1962
Burkina Faso	29 mars 1963	47/1963
Tanzanie (Rép. unie de –)	29 mars 1963	47/1963
Burundi (Rép. du –)	6 avril 1963	48/1963
Rwandaise (Rép.)	6 avril 1963	48/1963
Trinité et Tobago (Rép. de –)	15 juin 1963	79/1963
Mongolie (Rép. pop. de –)	24 août 1963	150/1963
Jamaïque	29 août 1963	119/1963
Ouganda (Rép. de l'–)	13 février 1964	17/1964
Algérienne (Rép. dém. et pop.)	28 mai 1964	59/1964
Kenya (Rép. de –)	27 octobre 1964	135/1964
Malte	21 mai 1965	74/1965
Qatar (Etat de –)	31 janvier 1969	25/1969
Bhoutan (Royaume de –)	7 mars 1969	39/1969
Nauru (Rép. de –)	17 avril 1969	69/1969
Oman (Sultanat d'–)	17 août 1971	178/1971
Tonga (Royaume des –)	26 janvier 1972	35/1972



<i>Pays</i>	<i>Date d'admission</i>	<i>Circulaire du BI</i>
Bangladesh	7 février 1973	54/1973
République démocratique allemande <sup>1</sup>	1 <sup>er</sup> juin 1973	135/1973
Guinée-Bissau (Rép. de –) <sup>2</sup>	30 mai 1974	138/1974
Rép. pop. dém. de Corée <sup>2</sup>	6 juin 1974	139/1974
Tuvalu	3 février 1981	39/1981
Kiribati (Rép. de –)	14 août 1984	171/1984

<sup>1</sup> Ce pays a adhéré à la Rép. féd. d'Allemagne le 3 octobre 1990.

<sup>2</sup> Pour l'admission de ce pays, v. Doc du Congrès de Lausanne 1974, II 936 s. et 981 s.

Cette liste ne comprend pas les pays qui, antérieurement à leur indépendance, avaient déjà les mêmes droits et obligations que les Pays-membres en vertu de l'art. 4 de la Conv. (Ottawa 1957) et qui ont simplement présenté une déclaration de continuité après l'acquisition de leur indépendance. Durant la période en question, les pays suivants ont eu recours à cette procédure: Indonésie (circ. 281/1951), Maroc (circ. 172/1956), Tunisie (circ. 183/1956), Somalie (circ. 16/1961), Congo (Rép. pop.) (circ. 86/1961).

5) Par la déclaration formelle d'adhésion à la Const. et aux Actes obligatoires, déclaration qui doit être formulée dans l'acte d'adhésion (par. 1) ou dans la demande d'admission (par. 2), le législateur a voulu empêcher qu'un pays puisse adhérer à la Const. sans pour autant s'engager à appliquer les disp. des autres Actes obligatoires.

6) En ce qui concerne les Actes obligatoires, v. art. 22.

7) Depuis les origines de l'Union, c'est le Gouvernement suisse qui assumait la fonction de dépositaire des Actes et qui, à ce titre, intervenait dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'UPU. Le Gouvernement suisse ayant demandé d'être déchargé de cette fonction, le CE a entrepris une étude en 1985 (décision CE 33/1985). Sur la base des conclusions de cette étude, le Congrès de Washington 1989 a décidé de transférer cette compétence au Directeur général du BI (prop. 1011.1, 1012.1, 1023.1, 1026.1, 1033.91, 1509.2 et 1522.1).

8) V. annot. 7 ci-dessus.

9) La phrase concernant l'effet de la notification a été proposée par la CEL (élargie) et adoptée par le Congrès de Vienne 1964; elle ne fait qu'entériner la pratique suivie antérieurement.

10) En ce qui concerne les obligations financières des nouv. Pays-membres, v. art. 21 de la Const. et 124, par. 7, du Règl. gén.

## Article 12

### Sortie de l'Union. (1) Procédure

1. Chaque Pays-membre a la faculté de se retirer de l'Union moyennant dénonciation de la Constitution donnée par **le Gouvernement du pays intéressé au Directeur général du Bureau international** (2) et par celui-ci aux Gouvernements des Pays-membres. (3)

2. La sortie de l'Union devient effective à l'expiration d'une année à partir du jour de réception par le **Directeur général du Bureau international** (4) de la dénonciation prévue au paragraphe 1. (5)

1) Comme la plupart des organisations internationales, l'Union admet la sortie volontaire de ses membres. Celle-ci résulte de la dénonciation de la Const. Il n'y a en revanche pas de sortie au sens du présent art. lorsque l'extinction de la qualité de Pays-membre résulte de la perte de la qualité de sujet de droit international (à la suite d'une annexion, d'une fusion, d'une dissolution d'un Etat). On ne considère pas non plus comme sortie de l'Union les cas où un territoire qui est déjà membre de plein droit de l'UPU accède à l'indépendance (v. annot. 4 à l'art. 11).

2) Compétence transférée au Directeur général du BI par le Congrès de Washington 1989 (v. annot. 7 à l'art. 11).

3) Des prop. ont été présentées au Congrès de Vienne 1964 (prop. 1540), au Congrès de Rio de Janeiro 1979 (prop. 1012.1) et au Congrès de Hamburg 1984 (prop. 1012.1) en vue de réglementer l'expulsion des membres de l'Union. Elles furent retirées par leurs auteurs avant d'être mises en discussion. Par ailleurs, une prop. similaire a été rejetée par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1293 à 1298, prop. 1012.91). Cependant, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté, à la majorité des Pays-membres présents et votant, une résolution (C 6/1979) visant à l'expulsion de la République sud-africaine de l'UPU. Se fondant sur sa qualité de membre de l'ONU, la Rép. d'Afrique du Sud est redevenue Pays-membre de l'UPU en 1981. Le Congrès de Hamburg 1984, par sa résolution C 7/1984, a confirmé l'exclusion de la Rép. d'Afrique du Sud de l'UPU et décidé qu'elle ne pourra pas se prévaloir de sa qualité de pays membre de l'ONU pour obtenir sa réadmission à l'Union tant qu'elle continuera à pratiquer sa politique d'apartheid.

4) V. annot. 2 ci-dessus.

5) Pour ce qui concerne la cotisation du membre sortant, v. art. 124, par. 7, du Règl. gén.

## Chapitre III

### Organisation de l'Union

#### Article 13

##### Organes de l'Union (1)

1. Les organes de l'Union sont le Congrès, le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international. (2)

2. Les organes permanents de l'Union sont le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international. (3)

1) Introduit par le Congrès de Vienne 1964, cet art. s'inspire des actes constitutifs des autres institutions spécialisées. L'énumération des organes de l'UPU dans la Const. a la valeur d'une déclaration de principe (II 687, 913, 972, 973 et 1363, prop. 1541).

2) Antérieurement au Congrès de Hambourg 1984, l'UPU prévoyait la possibilité de tenir des Conf. administratives et des Comm. spéciales. Ces deux organes ont été supprimés lors dudit Congrès (v. respectivement annot. aux art. 16 et 19).

3) La référence aux organes «permanents» apparaît déjà dans l'art. 5. Les termes «organe permanent» ont donné lieu à de longues discussions au sein de la CEL (élargie) (v. Doc de la rev. gén. 1960, p. 349 à 351, 365, 430 et 502 à 505). De l'avis de certains, seul le BI, qui a une activité réellement continue, devrait être considéré comme un organe permanent. Mais cette opinion n'a pas prévalu. On admet, au contraire, que le CE et le CCEP ont une composition et une activité constantes qui durent pendant tout l'intervalle entre deux Congrès. Selon l'art. 17, le CE assure en effet la continuité des travaux de l'Union entre deux Congrès.

## Article 14

### Congrès (Règl. gén. 101, 106)

1. Le Congrès est l'organe suprême de l'Union. (1) (2)

2. Le Congrès se compose des représentants (3) des Pays-membres.

---

1) Sous le régime antérieur au Congrès de Vienne 1964, l'Union était juridiquement renouvelée à chaque Congrès, puisque la Conv. en vigueur était chaque fois remplacée par une nouv. Actuellement, l'UPU a une base juridique permanente, ce qui fait que le Congrès n'est plus l'assemblée générale qui recrée l'Union tous les cinq ans, mais bien un organe même de l'Union au même titre que le CE et le CCEP. Dans la hiérarchie des importances, le Congrès est l'organe suprême de l'Union.

2) Le Congrès détient toutes les attributions qui rentrent dans le cadre de l'UPU et qui n'ont pas été confiées expressément à un autre organe par les Actes de l'Union. Il est appelé en premier lieu à modifier les Actes de l'Union. A part cette activité législative, il assume une certaine compétence en matière d'administration (p. ex. examen du Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE et du CCEP, fixation du plafond des dépenses annuelles pour la prochaine période quinquennale, détermination du programme d'étude du CE et du CCEP, examen des problèmes d'ass. techn., élection du Directeur général et du Vice-Directeur général) (v. art. 108 du Règl. gén.). Il ne peut prendre que des décisions compatibles avec les Actes en vigueur. Il ne peut, p. ex., pas trancher lui-même un litige qui doit être soumis à l'arbit. (Congrès de Vienne 1964, II 874).

3) Par «représentants», il faut entendre «toutes personnes habilitées à négocier et à signer (plénipotentiaires) ou simplement à négocier (délégués) au nom d'un Pays-membre». Le pouvoir de négocier comprend celui de prendre part aux délibérations et de voter. Ne sont pas considérés comme représentants les fonctionnaires attachés (cf. discussion à ce sujet: Doc de la rev. gén. de la Conv. 1960 à la CEL (élargie), p. 193, 368, 582 et 583). Cependant, ceux-ci peuvent être autorisés à voter au nom de leur pays dans les séances des Comm. si leur chef de délégation les y autorise formellement, conformément à l'art. 2 du Règl. int. des Congrès.

## Article 15

### Congrès extraordinaires (Règl. gén. 101) (1)

Un Congrès extraordinaire (1) peut être réuni à la demande ou avec l'assentiment des deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union. (2) (3) (4)

---

1) Chargé par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 de faire une étude sur l'opportunité de maintenir ou de supprimer, entre autres, cet art. (résolution C 18/1979), le CE a opté pour le maintien de cette disp. (Congrès de Hambourg 1984, I 1021, ch. 51).

2) Un seul Congrès extraordinaire a eu lieu à Berne 1900 (2 au 5 juillet), à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'UPU. Il décida d'ériger le monument de l'UPU à Berne (Doc de ce Congrès, p. 30).

3) Le CE peut, à l'instar de chaque Pays-membre, prendre l'initiative de consulter les Pays-membres en vue de la réunion d'un Congrès extraordinaire.

4) Cf. art. 101, par. 7 et 8, du Règl. gén. pour ce qui concerne l'organisation matérielle de ces Congrès.

## Article 16

### Conférences administratives

(Supprimé) (1)

---

1) C'est le Congrès de Hambourg 1984 qui a décidé de supprimer la possibilité de tenir des Conf. administratives (II 342, prop. 1016.1).

Il y a lieu de rappeler que des Conf. administratives ont eu lieu pour traiter de certains problèmes de portée restreinte:

- a) à Berne 1876 (17 au 27 janvier), pour l'admission de l'Inde britannique et de l'ensemble des colonies françaises comme membres de l'UPU et pour la fixation des frais de transit maritime afférents aux parcours plus longs que ceux de l'Europe aux Etats-Unis d'Amérique et à l'Egypte;
- b) à Paris 1880 (9 octobre au 3 novembre), pour conclure une Conv. spéciale ne concernant que l'échange des colis postaux; les délégués à cette Conf. avaient toutefois des pouvoirs de plénipotentiaires;
- c) à La Haye 1927 (1<sup>er</sup> au 10 septembre), pour l'établissement de disp. sur la poste aérienne.

## Article 17

### Conseil exécutif (Règl. gén. 102) (1)

1. Entre deux Congrès, (2) le Conseil exécutif (CE) assure la continuité des travaux de l'Union conformément aux dispositions des Actes de l'Union. (3)

## 2. Les membres du Conseil exécutif exercent leurs fonctions au nom et dans l'intérêt de l'Union. (4)

1) Cet organe s'appelait autrefois «Commission exécutive et de liaison (CEL)»; il a été créé par le Congrès de Paris 1947 (II 377 à 418, 420, 421, 950 à 1008, 1014, 1015, 1041 et 1049). Sa dénomination actuelle date du Congrès de Vienne 1964 (II 912, prop. 1546 CEL). Il est considéré comme un organe permanent de l'Union (v. art. 13).

2) Nouv. expression introduite par le Congrès de Vienne 1964 (II 1318, prop. 1548). Comme les précédentes «dans l'intervalle des Congrès» et «durant la période qui sépare deux Congrès successifs», elle peut donner lieu à deux interprétations («jusqu'à la réunion du prochain Congrès» ou «jusqu'à la mise en vigueur des Actes du prochain Congrès»). Pour résoudre ce problème, le Congrès a, à plusieurs reprises, adopté une résolution qui met en vigueur les disp. modifiées relatives au CE et au CCEP dès qu'il les a arrêtées; la dernière en date est la résolution C 87/1984 du Congrès de Hambourg.

3) Le rôle de cet organe est triple; il est à la fois celui d'un conseil d'administration chargé d'assurer le bon fonctionnement de l'Union, conformément aux Actes de l'Union, celui d'un organe législatif chargé d'arrêter et de reviser les Règl. et celui d'une Comm. d'étude qui est tenue d'examiner certains problèmes et de rapporter à leur sujet devant le Congrès aux fins de décision. Cet organe a été créé pour deux raisons. L'une, extérieure à l'UPU, est que l'ONU faisait de la création de cet organe une condition pour admettre notre organisation en qualité d'institution spécialisée; l'autre répondait au besoin, qui se faisait de plus en plus sentir, d'avoir un organe qui pût se substituer aux Comm. spéciales créées antérieurement et occasionnellement pour étudier certains problèmes particuliers.

4) Consécration du principe suivant lequel les membres du CE ne représentent ni leurs pays ni leurs groupes géographiques respectifs et que les intérêts particuliers doivent s'effacer devant les intérêts généraux.

## Article 18

### Conseil consultatif des études postales (Règl. gén. 104, 105) (1) (2)

Le Conseil consultatif des études postales (CCEP) (3) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur des questions techniques, d'exploitation et économiques intéressant le service postal.

1) Art. modifié au Congrès de Tokyo 1969 pour tenir compte du remplacement de la Comm. consultative des études postales et de son Conseil de gestion par le Conseil consultatif des études postales (art. IV du premier Prot. add. (Tokyo 1969)) (v. annot. 1 à l'art. 104 du Règl. gén.).

### 2) Historique

1. Dès son origine, la CEL fut chargée de traiter les questions techniques de toute nature intéressant le service postal international (v. art. 18, par. 10, lettre b), de la Conv. (Paris 1947)); art. 15, par. 6, lettre b), de la Conv. (Bruxelles 1952)). Dans cette sphère d'activité, on peut porter à son actif la création au BI d'un service d'études techniques et d'échange d'informations de

toute nature ainsi que la publication de plusieurs études dans la Collection d'études postales. Mais, les problèmes techniques se faisant de plus en plus nombreux et compliqués et les Adm. s'intéressant toujours davantage à leur solution, il apparut bientôt comme une nécessité de confier ces tâches à un organe spécial de l'Union.

2. A la session de mai 1955 de la CEL, l'Adm. des Pays-Bas présenta une prop. tendant à créer une Comm. spéciale d'études techniques, à caractère permanent, qui s'attacherait à faire des études dans le domaine de la mécanisation postale (v. compte rendu analytique de cette session, p. 21 et 22). Avant de prendre position, la CEL chargea le Secrétaire général d'établir un rapport sur les différents aspects du problème. Celui-ci fit l'objet de délibérations à la session de 1956, qui manifesta le désir de généraliser les expériences les plus avancées et de donner l'information la plus large à toutes questions de nature à concourir au progrès et à l'amélioration du service postal. Quant à l'organe à créer, deux tendances générales se firent jour au sein de la CEL, l'une de constituer une Comm. spéciale au sens de l'art. 16 de la Conv. (Bruxelles 1952) et l'autre de créer une S.-Comm. de la CEL. Finalement, la CEL constitua, jusqu'au Congrès d'Ottawa, la S.-Comm. chargée des études techniques (v. compte rendu analytique de cette session, p. 20 et 21).

3. La S.-Comm. des études techniques siégea en novembre 1956 à Rome et en mars 1957 à Lausanne. Elle recommanda à la CEL la création d'une Comm. consultative des études postales en lui soumettant, d'une part, les prop. établies en commun par ses membres et adressées en leur nom au Congrès d'Ottawa par l'Adm. des Pays-Bas (prop. 234 à 243) et, d'autre part, une liste des sujets d'étude que le Congrès d'Ottawa pourrait confier à ce nouv. organe. La CEL se livra, au cours de sa session de 1957, à un examen approfondi de la question et les résultats de ses délibérations furent concrétisés dans une recommandation, une résolution et deux amendements aux prop. des Pays-Bas mentionnées plus haut (v. prop. 680, 681, 685 et 687) (v. compte rendu analytique de cette session, p. 20).

4. En plus des prop. de la CEL et des Pays-Bas, le Congrès d'Ottawa 1957 fut saisi de plusieurs prop. tendant à créer un nouv. organe (prop. 686 et 1204) auquel seraient confiées les différentes questions à étudier. Il constitua une Comm. spéciale (dénommée Comm. du programme des études techniques et économiques) chargée d'étudier toutes ces prop. Les résultats des travaux de ladite Comm. (parmi lesquels il faut citer, notamment, le projet de résolution concernant la convocation de la CCEP en assemblée plénière constitutive et les prop. à insérer dans les Actes de l'UPU) furent approuvés par le Congrès (II 252 et 257 à 269, Doc 57). En ce qui concerne les délibérations du Congrès d'Ottawa 1957 au sujet de la CCEP, v. II 199 à 269.

5. Le Congrès de Vienne 1964 s'efforça d'harmoniser le fonctionnement des organes de l'UPU. Par une disp. expresse de son Règl. int., il décida que la CCEP siégerait en même temps que lui-même, qu'elle serait une des Comm. de ce Congrès et que celui-ci élirait les membres du Conseil de gestion. Ces mesures d'application immédiate furent, par la suite, rendues définitives. Par ailleurs, le Congrès entérina la création du Comité directeur du Conseil de gestion, organe que ce dernier avait jugé utile de former pour préparer et diriger ses travaux; il autorisa le Conseil de gestion à formuler des prop. au Congrès, sous réserve d'approbation soit du CE, soit de la CCEP, suivant la nature de ces prop.; enfin, il rendit définitive la publication du Rapp. sur l'ensemble de l'activité du Conseil de gestion, que ce Conseil avait estimé devoir présenter au Congrès de Vienne en s'inspirant de la procédure suivie par le CE.

6. La CCEP, créée par le Congrès d'Ottawa 1957, était un organe quasi fictif; en fait, c'était son Conseil de gestion qui était l'organe permanent et actif. Aux termes de l'art. 104, par. 4, du Règl. gén. (Vienne 1964), la CCEP était censée se réunir aux lieux et dates fixés par les Congrès et fonctionner comme Comm. du Congrès. En fait, la CCEP a uniquement fait office de 3<sup>e</sup> Comm. des Congrès de Vienne 1964 et de Tokyo 1969 et n'a joué aucun rôle effectif pendant la période entre deux Congrès.

Pour éviter la confusion entre la CCEP en tant qu'organe permanent et en tant que Comm. du Congrès et pour donner un statut réaliste au Conseil de gestion de ladite CCEP, le Congrès de Tokyo 1969 a aboli la CCEP et remplacé son Conseil de gestion par un Conseil consultatif des études postales (II 1186 et 1187, prop. 1314). Le nouv. Conseil consultatif des études postales, désigné ci-après également par «CCEP», devint ainsi un organe de l'Union (v. art. 13) dont les activités sont décrites aux art. 104 et 105 du Règl. gén.

3) Cette abréviation, qui a été officialisée au Congrès de Vienne 1964, désignait tout d'abord la Comm. consultative des études postales, formée de l'ensemble des Pays-membres de l'Union.

## Article 19 Commissions spéciales

(Supprimé) (1)

1) C'est le Congrès de Hambourg 1984 qui a décidé de supprimer la possibilité de tenir des Comm. spéciales (II 342, prop. 1019.1).

Il y a lieu de rappeler que les Comm. spéciales suivantes ont été convoquées entre deux Congrès:

1. Comm. d'étude, à Bruxelles 1890 (26 juin au 1<sup>er</sup> juillet), pour la préparation de l'Arr. des abonnements aux journaux; membres: les trois Adm. qui avaient présenté des projets (Congrès de Lisbonne 1885, II 332 à 336);
2. Comm. d'étude, nommée par le Congrès de Madrid 1920, pour l'amélioration et la simplification des Actes quant à leur forme et à leur rédaction. Sept Adm. membres (II 792). Séances à Zermatt 1921, à Nice 1922 et à Florence 1923;
3. Comm. d'étude, instituée par le Congrès de Stockholm 1924, pour simplifier le travail des Congrès et en accélérer la marche. Quatorze Adm. membres (II 719, 794 à 798, 803, 804 et 833). Séances à Cortina d'Ampezzo 1925 et, au titre de Comm. préparatoire pour le Congrès de Londres, à Paris 1928;
4. Comm. préparatoire, désignée par le Congrès de Londres 1929, et chargée de préparer le Congrès du Caire. Quatorze Adm. membres, élues au scrutin secret; deux observateurs ont été admis ultérieurement (II 251 à 262, 264 et 598). Séance à Ottawa 1933. Dans son rapport, cette Comm. constata: «La Commission, soucieuse de rester un simple organe d'étude et de préparation, a toujours et unanimement manifesté sa volonté de ne pas s'écarter de ce rôle et de laisser au Congrès, assemblée plénière des délégués plénipotentiaires de l'Union, la possibilité de se prononcer, en toute indépendance, sur les avis qu'elle formulait» (Congrès du Caire 1934, I 2);
5. En outre, une Commission technique du transit (CTT) avait été instituée par le Congrès de Buenos Aires 1939. Elle était chargée de rechercher les bases les plus équitables pour la fixation des droits de transit et de suggérer les méthodes les plus indiquées pour simplifier le calcul des redevances dues de ce chef. Elle comprenait dix-sept Adm. membres, dont quatre de l'Amérique, neuf de l'Europe et quatre des autres continents. En vue de ne pas alourdir le fonctionnement de la Comm., les observateurs n'étaient pas admis (II 556). Cette Comm. n'a pu se réunir jusqu'au Congrès suivant, à cause des circonstances de guerre. Il a été, en conséquence, décidé de la dégager formellement de l'obligation de présenter son rapport dans le délai qui lui avait été imparti et de réserver la question de sa reconstitution à la décision du Congrès de Paris 1947 (circ. 7 et 75/1946). Celui-ci a confirmé la création de la Comm. et maintenu le mandat dont elle avait été investie par le Congrès de Buenos Aires 1939. Il a désigné les dix-sept pays appelés à en faire partie, à savoir: Afrique du Sud, Amérique (Etats-Unis), Argentine, Canada, Chine, Danemark, Egypte, France, Grande-Bretagne, Inde, Italie, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, URSS et Yougoslavie (Congrès de Paris 1947, II 338 à 351, 447 à 450 et 460). La CTT a tenu une première session à Interlaken (Suisse) du 1<sup>er</sup> au 16 juin 1949 et une seconde à Pontresina (Suisse) du 6 au 15 juin 1951. Dans l'intervalle, un groupe d'étude s'était réuni à Axenstein (Suisse) du 25 au 29 septembre 1950. Le résultat définitif des travaux de la CTT fit l'objet d'un volumineux rapport, accompagné de prop., qui fut transmis aux Adm. de l'Union pour être discuté au Congrès de Bruxelles 1952 (I 309 à 341; v. aussi annot. 2 à l'art. 71 de la Conv.).

## Article 20

### Bureau international (1)

Un office central, fonctionnant au siège de l'Union sous la dénomination de Bureau international de l'Union postale universelle, (2) dirigé par un Directeur général (3) et placé sous le contrôle du Conseil exécutif, (4) sert d'organe de liaison, d'information et de consultation aux Administrations postales. (5) (6)

---

1) Le BI a été créé par l'art. 15 du Traité de Berne 1874. L'installation effective du BI a eu lieu à la date du 15 septembre 1875.

2) Aux Congrès de Lisbonne 1885 (I 65, II 91) et du Caire 1934 (I 26 et 28), des prop. ont été formulées, tendant à fusionner le BI de l'UPU et celui de l'UIT, vu que les services postaux et télégraphiques relevaient, dans la plupart des pays, de la même Adm. A Lisbonne, la prop. a été transformée en vœu (II 91); au Caire, elle a été écartée parce que ces deux sortes de services internationaux, à cause de la multiplicité de leurs activités et de leur complexité, justifient la formation de deux Unions distinctes. Ces deux sortes de services publics, dont la nature exige d'ailleurs des connaissances professionnelles très différentes, sont mieux servis et peuvent tirer meilleur profit de leur office central si on laisse à chacun l'établissement de son propre Bureau spécialisé plutôt que de tout accumuler dans une seule organisation (Congrès du Caire 1934, I 1269).

3) Nouv. titre du chef du BI adopté par le Congrès de Vienne 1964 (II 916 et 1326, prop. 1553; v. également II 521, résolution C 2/1964, II 432 et 696, Doc 131). Pour ce qui concerne l'élection et les compétences du Directeur général, v. art. 108 du Règl. gén.

4) Lors de sa création, le BI a été placé sous la haute surveillance du Gouvernement suisse, qui, à ce titre, arrêta et revisait périodiquement le Règlement régissant l'organisation, le fonctionnement et le contrôle de l'activité du BI. Cette situation dura jusqu'en 1972. A partir de cette date et conformément à la résolution C 35/1969 du Congrès de Tokyo (III 746), c'est le CE qui arrêta le Statut du personnel et le Règlement financier de l'Union. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979, pour sa part, décida de renoncer aux services du Gouvernement suisse pour l'alimentation de la trésorerie de l'Union et opta pour un système d'autofinancement semblable à celui des autres institutions spécialisées des Nations Unies. La haute surveillance du Gouvernement suisse étant ainsi pratiquement vidée de sa substance, le Congrès de Hambourg 1984 remplaça, à l'art. 20, la «haute surveillance du Gouvernement suisse» par le «contrôle du Conseil exécutif» (II 342).

Le Gouvernement suisse continue toutefois à contrôler gratuitement les comptes de l'Union (v. art. 124, par. 10, du Règl. gén.).

5) Les contacts du BI avec d'autres organismes internationaux ont été pratiquement inexistantes jusqu'au moment où l'UPU est devenue une institution spécialisée de l'ONU.

Puis ils se sont développés progressivement. Actuellement, le BI participe à de nombreuses réunions interorganisations, notamment dans le cadre de l'ONU (v. annot. à l'art. 10 et Accords ONU/UPU). A cet effet, le Règl. int. du CE dispose que le Secrétaire général de ce Conseil est chargé d'organiser, dans l'intervalle des sessions et conformément aux éventuelles directives du Conseil, la représentation de l'Union aux réunions des Nations Unies, des institutions spécialisées, des Unions restreintes et des autres organisations internationales auxquelles s'intéresse l'Union (art. 7, par. 2.9, du Règl. int. du CE).

6) Par Adm., il faut entendre les Adm. des Pays-membres (Congrès de Bruxelles 1952, II 466 et 467).



## Chapitre IV

### Finances de l'Union

#### Article 21

Dépenses de l'Union. Contributions des Pays-membres  
(Règl. gén. 124, 125)

1. Chaque Congrès arrête le montant maximal que peuvent atteindre:
  - a) annuellement les dépenses de l'Union; (1)
  - b) les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès. (2)
2. Le montant maximal des dépenses prévu au paragraphe 1 peut être dépassé si les circonstances l'exigent, sous réserve que soient observées les dispositions y relatives du Règlement général. (3)
3. Les dépenses de l'Union, y compris éventuellement les dépenses visées au paragraphe 2, sont supportées en commun par les Pays-membres de l'Union. (4) A cet effet, chaque Pays-membre choisit la classe de contribution dans laquelle il entend être rangé. Les classes de contribution sont fixées dans le Règlement général. (5)
4. En cas d'adhésion ou d'admission à l'Union en vertu de l'article 11, **le pays intéressé choisit librement** la classe de contribution dans laquelle **il désire** être rangé au point de vue de la répartition des dépenses de l'Union. (6)

---

1) Le Congrès fixe un «plafond financier» (qui correspond aux dépenses nettes) pour chaque année de la période allant de l'entrée en vigueur des Actes conclus à un Congrès jusqu'à l'entrée en vigueur des Actes du Congrès subséquent (en règle générale pour une période de cinq ans).

2) Un «plafond financier» séparé est fixé pour les frais relatifs à la réunion du prochain Congrès tels qu'ils sont définis à l'art. 124, par. 2, du Règl. gén., étant entendu que ces dépenses sont néanmoins imputées au budget ordinaire, dont elles constituent un chapitre particulier.

3) Le plafond des dépenses de l'Union peut être dépassé dans certaines circonstances selon les règles prévues à l'art. 124, par. 3 à 6, du Règl. gén. Cette disp. a été introduite par le Congrès de Vienne 1964 en vue de faire face aux situations créées par des faits nouv. et imprévisibles entraînant des dépenses inévitables.

4) Les dépenses annuelles de l'Union ainsi que celles relatives à la réunion du Congrès sont réparties globalement entre tous les membres de l'Union. Echappent à ce principe les frais de traduction vers une langue autre que la langue officielle et les frais des services d'interprétation simultanée (art. 107, par. 6, 7 et 12, du Règl. gén.).

5) Le Congrès de Lausanne 1974 a supprimé la compétence qu'avait antérieurement le Congrès de classer les Pays-membres dans les différentes classes de contribution et a consacré le principe du libre choix de la classe de contribution (v. aussi art. 125 du Règl. gén.).

6) En consacrant le principe du libre choix de la classe de contribution en cas d'adhésion ou d'admission à l'Union, le Congrès de Washington 1989 n'a fait qu'entériner la pratique suivie jusqu'ici (prop. 1021.1).

## Titre II

### Actes de l'Union

#### Chapitre I

#### Généralités

##### Article 22

##### Actes de l'Union (1) (2)

1. La Constitution est l'Acte fondamental de l'Union. (3) Elle contient les règles organiques de l'Union.

2. Le Règlement général comporte les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union. (4) Il est obligatoire pour tous les Pays-membres. (5)

3. La Convention postale universelle et son Règlement d'exécution comportent les règles communes applicables au service postal international et les dispositions concernant les services de la poste aux lettres. Ces Actes sont obligatoires pour tous les Pays-membres. (5)

4. Les Arrangements (6) de l'Union et leurs Règlements d'exécution règlent les services autres que ceux de la poste aux lettres entre les Pays-membres qui y sont parties. Ils ne sont obligatoires que pour ces pays. (7)

5. Les Règlements d'exécution, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements, sont arrêtés par **le Conseil exécutif, compte tenu des décisions prises par le Congrès.** (8) (9)

6. Les Protocoles finals éventuels annexés aux Actes de l'Union visés aux paragraphes 3, 4 et 5 contiennent les réserves à ces Actes. (10) (11) (12)

1) **Structure des Actes – Aspect historique.** La question de savoir comment diviser la matière qui fait l'objet des Actes de l'Union a été soulevée dans les Congrès suivants:

Vienne 1891. Prop. de l'Autriche et de la Hongrie tendant à modifier la forme de la Conv. principale sur le modèle de la Conv. télégraphique de Saint-Pétersbourg 1875, ce qui aurait eu pour effet de faire tenir dans un seul traité, qui resterait autant que possible immuable, les disp. fondamentales des Conv. et Arr. de l'UPU. Les questions de détail feraient l'objet d'un Règl. qui pourrait être plus facilement modifié selon les besoins du service (p. 370 à 376, 379, 380 et 632 à 639).

Washington 1897. Même prop., reprise par la Norvège et les Pays-Bas (p. 16 et 407 à 409). Rome 1906. Prop. de la Suisse tendant à fusionner en un seul Acte les sept Conv. et Arr. qui régissent les diverses branches d'activité de l'UPU (II 103 à 105, 204 et 253). Rapp. de la S.-Comm. chargée d'examiner l'opportunité d'un remaniement des doc de l'UPU, soit dans la forme proposée par la Suisse, soit dans toute autre forme (II 302 à 306).

Madrid 1920. Prop. de l'Italie reprenant en principe la prop. ci-dessus de la Suisse ayant pour objet de réunir en un seul texte toutes les disp. de caractère général (I 566 à 569). Prop. de la Suède ayant pour but une meilleure rédaction, notamment une répartition plus judicieuse des disp. entre la Conv. et le Règl. (Comm. d'étude) (II 792).

Buenos Aires 1939. Prop. de l'Argentine et de la Suisse en vue de diviser la Conv. en une «Convention principale» et un «Arrangement concernant les objets de correspondance» semblable aux Arr. relatifs aux autres services (II 35, 37 à 39, 519 et 520).

Paris 1947. Vœu émis par la 4<sup>e</sup> Comm. que le travail de revision, au point de vue rédactionnel, du texte de la Conv. et des Arr. soit repris par une section de la CEL (II 880) et suggestion de la Grande-Bretagne, selon laquelle la CEL devrait être chargée d'étudier le remaniement de la Conv. et la rédaction de quelques-uns des Arr., p. ex. celui des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (II 978 et 979).

Conformément à ce qui précède, et à la suite d'une prop. commune présentée par les Pays-Bas et la Suisse, la Comm. provisoire exécutive et de liaison a créé, en 1948, une S.-Comm. chargée d'entreprendre la revision rédactionnelle de la Conv. et le remaniement des Actes (cf. compte rendu analytique de la session d'avril 1948 de la Comm. provisoire exécutive et de liaison, p. 15).

En mai 1950, cette S.-Comm. a présenté son rapport, dans lequel elle a proposé de séparer les disp. de caractère organique de l'Union des disp. réglant le service de la poste aux lettres. La CEL fit siens les projets d'Actes ainsi remaniés, sous réserve de quelques légères modifications (v. compte rendu analytique de la CEL, session de mai 1950, p. 16 à 18).

Après consultation des Pays-membres de l'UPU, il fut même décidé que les prop. pour le Congrès de Bruxelles 1952 seraient présentées sur la base de ces Actes remaniés (circ. 26/1951). Toutefois, le Congrès de Bruxelles 1952, qui eut l'occasion d'examiner le principe de la scission de la Conv. lors de la mise en discussion de la prop. 1 présentée par le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède, rejeta la scission proposée et préféra le maintien d'un Acte unique tout en conservant l'ordonnance de la matière proposée dans les projets d'Actes remaniés (I 143, II 283 à 293). De plus, il a chargé la CEL de poursuivre le travail de remaniement des Actes qui n'avaient pas fait l'objet d'un tel remaniement en vue du Congrès de Bruxelles 1952, à savoir ceux qui concernent les correspondances-avion et les articles d'argent (II 311 et 312, prop. 2).

La question de la rev. gén. de la Conv. a été reprise à la session de mai 1955 de la CEL. Sur prop. des Etats-Unis d'Amérique, le Secrétaire général a présenté à la Comm., à sa session de mai 1956, un rapport sur le problème de la revision et proposé trois variantes d'Actes révisés (v. compte rendu analytique de cette session, p. 21 et 22). Le rapport en question a préalablement été transmis aux Adm. de l'Union, avec invitation à se prononcer sur les diverses variantes. La majorité qui s'est dégagée en faveur d'une revision éventuelle de la Conv. n'a pas été jugée suffisante pour amener la Comm. à se prononcer elle-même sur le principe. Par conséquent, l'examen final de la question a été différé à la session d'avril 1957. A cette session, la CEL a adopté une recommandation à l'intention du Congrès d'Ottawa 1957 en vue de poursuivre l'étude de la question (v. compte rendu analytique de cette session, p. 21).

Le Congrès d'Ottawa 1957 a, à son tour, adopté cette recommandation; en même temps, il a fixé les principes de la revision et la procédure à suivre dans une résolution ad hoc (II 59, 299 à 303, 325, 329 et 330, prop. 509 CEL).

Selon cette résolution, tous les pays non membres de la CEL qui ont manifesté le désir de participer à cette rev. gén. de la Conv. ont été autorisés à prendre part, avec droit de vote, aux travaux de la CEL sur ce point. Les 33 pays suivants constituèrent la CEL (élargie):

Pays-membres de la CEL: Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Belgique, Canada, Chili, Grande-Bretagne, Indonésie, Italie, Japon, Liban, Libye, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pologne (Rép. pop.), Turquie, Vénézuéla, Yougoslavie.

Pays non membres de la CEL: Amérique (Etats-Unis), Arabie saoudite, Bulgarie, Colombie, France, Ensemble des Etats et territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer, Pérou, République arabe unie (Egypte), République arabe syrienne, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie, URSS.

A sa session de mai 1958, la CEL (élargie) a constitué une S.-Comm. chargée de la rev. gén. de la Conv., composée des Pays-membres suivants: Yougoslavie (présidence), Norvège (vice-présidence), Suisse (pays rapporteur), Indonésie, Italie, Libye, Amérique (Etats-Unis) (v. compte rendu analytique de cette session, p. 10 et 11).

En 1959, un premier avant-projet d'Actes révisés fut soumis pour consultation aux Adm. de l'Union dans le but de recueillir leurs avis et commentaires sur certaines questions importantes inhérentes au problème de la rev. gén. de la Conv. (cf. compte rendu analytique 1959, p. 28 s.).

Sur la base des avis ainsi obtenus, la CEL (élargie) mit définitivement au point, à sa session de 1960, les projets d'Actes révisés (cf. compte rendu analytique 1960, p. 27 s.). Elle consulta ensuite les Adm. de l'Union pour savoir si elles consentaient à présenter leurs prop. par rapport auxdits projets. La quasi-unanimité des Adm. se déclara d'accord avec cette manière de faire.

Les résultats de la rev. gén. de la Conv., complétés par la CEL en 1961 (v. compte rendu analytique, p. 18), ont été soumis au Congrès de Vienne 1964 par la prop. 1000 et le Doc 1 (I 51, II 95). Celui-ci réserva un accueil favorable aux projets d'Actes révisés (Const., Règl. gén., Conv. et son Règl.); il approuva à une très forte majorité le principe de la scission (II 635 à 639) et décida de prendre ces projets pour base de ses délibérations. Les prop. d'amendement furent étudiées ensuite dans le cadre des Comm. 4 et 5 (II 863 à 1128).

Les travaux de la CEL (élargie) ont fait l'objet d'une publication particulière (Documents de la revision générale de la Convention 1959 et 1960) qui fut remise à tous les Pays-membres qui participèrent à cette revision.

2) Par la résolution C 56/1984, le Congrès de Hambourg a chargé le CE «d'étudier une façon différente de concevoir et de présenter la réglementation internationale, notamment celle qui doit être élaborée pour la mise en œuvre des nouv. services, afin:

- de faciliter son application souple par les Administrations postales;
- de rendre plus rapide sa modification en fonction des besoins, en particulier lorsqu'il ne s'agit pas de principes fondamentaux;
- d'éviter le recours systématique au Congrès pour cette modification».

(II 294 et 307, prop. 031, 1022.2, 1502.10 et 1519.92).

Sur la base des conclusions de cette étude, le Congrès de Washington 1989 a pris plusieurs mesures d'importance:

- par ses résolutions C 1/1989 (prop. 01) et C 92/1989 (Congrès – Doc 88), il a transféré au CE une partie de la fonction législative du Congrès, notamment en matière de Règl.;
- par ses résolutions C 2/1989 et C 14/1989, il a chargé le CE de poursuivre l'étude en vue d'une deuxième phase de transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès et d'effectuer une étude de la structure de la Conv., des Arr. et de leurs Règl.;
- par sa résolution C 25/1989 (prop. 2000.15), il a entériné l'Accord-cadre adopté par le CE en collaboration avec le CCEP concernant le service EMS et donné compétence au CE pour concevoir et modifier la réglementation régissant ce service, en collaboration avec le CCEP.

3) Le Congrès de Vienne 1964 a créé la Const. pour assurer la pérennité de l'Union par un Acte stable et permanent analogue à celui des autres organisations internationales.

La Const. n'est pas destinée à être renouvelée à chaque Congrès, comme le furent jusqu'ici les Actes de l'Union, exception faite des Actes du Congrès de Lisbonne 1885, qui furent modifiés par voie d'Actes additionnels.

Les changements apportés à la Const. par les Congrès de Tokyo 1969, de Lausanne 1974, de Hambourg 1984 et de Washington 1989 ont fait l'objet respectivement du premier Prot. add. (Tokyo 1969), du deuxième Prot. add. (Lausanne 1974), du troisième Prot. add. (Hambourg 1984) et du quatrième Prot. add. (Washington 1989).

4) Pour assurer la stabilité de la Const., on n'a inclus dans cet Acte que les disp. organiques essentielles et véritablement stables et il a été nécessaire de créer parallèlement un nouv. Acte – le Règl. gén. – renouvelable à chaque Congrès pour les disp. destinées à assurer l'application de la Const. et le fonctionnement de l'Union.

5) Le Règl. gén., la Conv. et son Règl. ont été déclarés «Actes obligatoires» afin de maintenir la situation qui existait antérieurement au Congrès de Vienne 1964. Tous les Pays-membres étaient alors tenus d'accepter non seulement l'ensemble des disp. régissant l'organisation et le fonctionnement de l'Union, mais également les disp. générales du service postal international et celles relatives au service de la poste aux lettres, les unes et les autres se trouvant réunies en un seul Acte. C'est en raison de ce caractère obligatoire que l'on a également maintenu le titre de Conv. pour les disp. de la poste aux lettres. On distingue ainsi mieux cet Acte des Arr., qui ont un caractère facultatif.

Le caractère obligatoire sur le plan international du Règl. gén., de la Conv. et du Règl. de celle-ci ne dispense pas les Pays-membres de faire approuver ces Actes sur le plan national d'après leurs règles constitutionnelles, conformément à l'art. 25, par. 4 (v. annot. 7 à l'art. 25).

6) Les Arr. qui règlent les services autres que ceux de la poste aux lettres sont:

	<i>Créé au Congrès de</i>	<i>Nombre de pays signataires</i>
1° Arr. concernant les colis postaux	Paris 1880 (Conf.)	141
2° Arr. concernant les mandats de poste	Paris 1878 (Mandats)	84
3° Arr. concernant le service des chèques postaux (cet Arr. remplace, depuis le Congrès de Lausanne 1974, l'Arr. concernant les virements postaux)	Madrid 1920	62
4° Arr. concernant les envois contre remboursement	Paris 1947	64

Ces Arr. ont également fait l'objet d'une édition spéciale comportant des annot. du BI (v. fasc. 3 et 4 des Actes annotés par le BI).

Les disp. de l'Arr. concernant les lettres avec valeur déclarée, qui avait été créé au Congrès de Paris 1878, ont été intégrées par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 dans la Conv., où elles ont toutefois un caractère facultatif (v. annot. 2 au préambule de la Conv.).

Par sa résolution C 10/1984, le Congrès de Hambourg a chargé le CE de procéder à:

- une étude sur l'utilité des Arr. concernant les services financiers postaux et de l'Arr. concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;
- une révision quant au fond des Arr. dont l'utilité serait établie, en vue de les actualiser, de les assouplir et de les alléger en s'efforçant de ne retenir que les disp. les plus générales.

Après examen des conclusions de l'étude, le Congrès de Washington 1989 a décidé, par sa résolution C 3/1989 (prop. 05):

- de supprimer dans l'Arr. concernant les mandats de poste les disp. concernant les bons postaux de voyage;
- de supprimer dans l'Arr. concernant le service des chèques postaux les disp. sur les «Chèques postaux de voyage» et celles concernant le «Règlement par virement des valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux»;
- de supprimer l'Arr. concernant les recouvrements, l'Arr. concernant le service international de l'épargne et l'Arr. concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;
- de laisser toutefois aux Adm. la possibilité de maintenir ou de réintroduire ultérieurement entre elles tout ou partie des disp. régissant les services précités.

7) L'adhésion aux Arr. est facultative pour les Pays-membres. Pour y adhérer, il faut toutefois être partie à la Const. et aux Actes obligatoires visés aux par. 2 et 3.

8) Jusqu'au Congrès de Washington 1989, les Règl. de la Conv. et des Arr. étaient arrêtés par les représentants des Adm., alors que la Const., le Règl. gén., la Conv. et les Arr. sont adoptés par les plénipotentiaires des Pays-membres. Cette distinction, qui remonte aux origines de l'Union (Traité de Berne 1874, art. 13), devait avoir pour conséquence de ne pas alourdir inutilement les travaux du Congrès par l'examen de questions purement techniques et secondaires, et de laisser aux seuls experts postaux le soin de reviser ces disp. dans des Conf. administratives. Selon le Congrès de Paris 1878, sont réservées pour les Règl. toutes les disp. d'application sujettes à variation et rentrant par suite dans le domaine purement administratif. Toutefois, les Congrès prirent l'habitude, dès la fondation de l'Union, de reviser eux-mêmes les Règl. et de les soumettre à la signature en même temps que les autres Actes de l'UPU. Pour remédier à cet état de fait, le Congrès de Washington 1989 a transféré au CE la compétence d'arrêter et de reviser les Règl. Cette distinction dans la nature juridique des Actes de l'UPU a pour effet que l'UPU n'exige pas la ratification ou l'approbation des Règl. Dès lors, dans de nombreux pays, les Règl. ne sont pas compris dans la procédure de ratification à laquelle sont soumis les autres Actes.

9) Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, les Règl. n'étaient pas considérés comme des Actes de l'Union, en ce sens qu'ils n'étaient pas compris dans l'art. portant ce titre; ils faisaient l'objet d'un art. distinct. Cette distinction a été supprimée au Congrès de Vienne 1964 sur prop. de la CEL (élargie) (Doc de la rev. gén. de la Conv. 1959, p. 216 et 217).

10) Cette disp. oblige les pays qui désirent être mis au bénéfice d'une réserve à présenter celle-ci sous la forme d'une prop. et à la faire entériner par le Congrès ou le CE en vue de son insertion dans le Prot. de l'Acte qu'elle concerne. L'art. 22, par. 6, précité homologue la pratique en vigueur depuis le Congrès de Londres 1929 et qui découlait précisément d'une décision dudit Congrès (Congrès de Londres 1929, II 155).

Le Congrès de Lausanne 1974 a confirmé cette pratique en adoptant la résolution C 32/1974. Il a adopté parallèlement la résolution C 35/1974, qui a chargé le CE d'examiner l'opportunité d'adopter une disp. à insérer dans les Actes en lieu et place de la résolution C 32/1974. La prop. présentée à cet effet au Congrès de Rio de Janeiro 1979 n'a pas été adoptée (II 1458 et 1459, prop. 1526.91 CE).

11) En ce qui concerne la pratique générale en matière de réserve et celle de l'UPU, v. étude faite à ce sujet pour le Congrès de Lausanne 1974 (II 1306 à 1308, Congrès – Doc 6).

12) Quant aux déclarations unilatérales par lesquelles les Pays-membres réagissent à une situation politique donnée ou traitent de leurs relations avec tel autre Etat, elles ne sont pas à proprement parler des réserves. Elles ne visent pas l'application d'une disp. des Actes et découlent de considérations politiques qui se placent hors du cadre de l'UPU. Dès lors, elles ne sont soumises à aucune procédure particulière et peuvent être présentées à n'importe quel moment.

Au Congrès de Washington 1989, plusieurs pays ont présenté, au moment de la signature des Actes, des déclarations d'ordre politique. Celles-ci ont été publiées en même temps que les Actes du Congrès et notifiées par la voie diplomatique aux Pays-membres de l'Union (III/1 73 à 77). Elles sont reproduites dans le présent fasc. après les Prot. add. (p. 71 à 75).

## Article 23

Application des Actes de l'Union aux territoires dont un Pays-membre assure les relations internationales (1)

1. Tout pays peut déclarer à tout moment (2) que l'acceptation par lui des Actes de l'Union comprend tous les territoires dont il assure les relations internationales, ou certains d'entre eux seulement.

2. La déclaration prévue au paragraphe 1 doit être adressée au **Directeur général du Bureau international**. (3)

3. Tout Pays-membre peut en tout temps adresser au **Directeur général du Bureau international** une notification en vue de dénoncer l'application des Actes de l'Union pour lesquels il a fait la déclaration prévue au paragraphe 1. Cette notification produit ses effets un an après la date de sa réception par le **Directeur général du Bureau international**. (4)

4. Les déclarations et notifications prévues aux paragraphes 1 et 3 sont communiquées aux Pays-membres par le **Directeur général du Bureau international**. (4)

5. Les paragraphes 1 à 4 ne s'appliquent pas aux territoires possédant la qualité de membre de l'Union et dont un Pays-membre assure les relations internationales. (5)

---

1) Cet art. a été ajouté au Congrès du Caire 1934 pour introduire à l'UPU une procédure pareille à celle qui se trouvait en usage dans d'autres traités internationaux pour les territoires dépendants (II 604, 606, 620 et 621).

2) La déclaration en question peut avoir lieu soit au moment de l'admission à l'Union, de la signature des Actes d'un Congrès, de leur ratification ou d'un autre mode d'approbation, de l'adhésion à ceux-ci, ou enfin ultérieurement.

3) Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, le dépôt des instruments de ratification se faisait auprès du gouvernement du pays siège du Congrès. Les déclarations dont il est question dans le présent art. avaient donc lieu également auprès de cette autorité lorsqu'elles accompagnaient un Acte de ratification. Le Congrès de Vienne 1964 a transféré la fonction de dépositaire des Actes de l'Union au Gouvernement suisse pour les raisons invoquées à l'annot. 1 à l'art. 26. Celui de Washington 1989 a confié cette fonction au Directeur général du BI (v. annot. 7 à l'art. 11). Depuis lors, toutes les déclarations de l'espèce se font auprès du Directeur général, à l'exclusion des déclarations présentées au moment de la signature.

4) Compétence transférée au Directeur général du BI par le Congrès de Washington 1989 (v. annot. 7 à l'art. 11).

5) Les territoires en question sont ceux qui ne font pas partie des ensembles de territoires auxquels l'Union a conféré la qualité de Pays-membre et qui sont liés par les Actes de l'Union selon les mêmes formalités que les autres Pays-membres (ratification, approbation, adhésion).

## Article 24

### Législations nationales

Les stipulations des Actes de l'Union ne portent pas atteinte à la législation de chaque Pays-membre dans tout ce qui n'est pas expressément prévu par ces Actes. (1) (2) (3) (4)

1) Selon un principe généralement admis par la doctrine et les tribunaux, le droit créé par un traité prime le droit interne des Etats contractants. Par conséquent, en tant que les Actes de l'UPU ont réglé une matière, c'est cette réglementation qui prévaut contre celle des lois internes qui pourraient être en contradiction avec elle.

2) Aussi longtemps qu'un pays n'est pas effectivement sorti de l'UPU (v. art. 12), sa législation intérieure ne peut pas déroger aux disp. obligatoires des Actes de l'UPU auxquels ce pays a adhéré (sentence publiée dans «Union Postale» 1916, p. 39).

3) A la législation intérieure est notamment réservée la réglementation des envois postaux qui ne sortent pas du territoire du pays d'origine (sentence, «Union Postale» 1877, p. 215; Congrès de Londres 1929, II 565).

En outre, les disp. de la législation intérieure s'appliquent, à titre complémentaire, aux envois du service postal international, soit lorsque cette application est expressément réservée dans les disp. des Actes de l'UPU (v. notamment art. 12, par. 1, 20, par. 6 à 8, 23, par. 1, 35, 45, 48, par. 3, et 52 de la Conv. et art. 4, par. 4, et 14, lettre I), de l'Arr. des colis), soit lorsque les questions dont il pourrait s'agir ont été laissées ouvertes dans les Actes de l'UPU.

4) Le Congrès de Bruxelles 1952 a émis le vœu suivant: «Les Pays-membres de l'Union s'efforceront d'uniformiser les méthodes de travail de leurs Administrations en les adaptant, dans toute la mesure possible, à celles du service international.» (II 318 et 319, vœu C 11/1952.)

## Chapitre II

### Acceptation et dénonciation des Actes de l'Union

#### Article 25

Signature, **authentification**, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union (1) (2)

1. **Les Actes de l'Union issus du Congrès sont signés** par les plénipotentiaires **des Pays-membres**. (3)

2. **Les Règlements d'exécution sont authentifiés par le Président et le Secrétaire général du Conseil exécutif**. (2)

3. La Constitution est ratifiée (4) (5) aussitôt que possible (6) par les pays signataires.

4. L'approbation des Actes de l'Union autres que la Constitution est régie par les règles constitutionnelles de chaque pays signataire. (7)

5. Lorsqu'un pays ne ratifie pas la Constitution ou n'approuve pas les autres Actes signés par lui, la Constitution et les autres Actes n'en sont pas moins valables pour les pays qui les ont ratifiés ou approuvés. (8) (9)



1) L'approbation des Actes de l'Union a été profondément modifiée au Congrès de Vienne 1964. Antérieurement à ce Congrès, on prévoyait que tous les pays signataires des Actes de l'Union devaient soumettre ceux-ci à la ratification des autorités nationales compétentes.

Le nombre des Actes soumis à la ratification, à savoir la Conv., les sept Arr. et leurs Prot., ainsi que les problèmes que posait cette procédure dans le cadre des Pays-membres justifiaient aux yeux de certains Adm. l'introduction d'une procédure plus simple pour l'approbation des Actes.

C'est ainsi que, dans la résolution relative à la rev. gén. de la Conv., le Congrès d'Ottawa 1957 chargea la CEL d'étudier «une procédure de mise en vigueur des dispositions d'ordre technique plus simple et plus rapide que la ratification prévue à l'art. 25 de la Convention postale universelle d'Ottawa», étant entendu que la ratification serait maintenue pour la mise en application des disp. organiques de l'Union. La recherche d'une solution réellement valable à ce problème a été rendue difficile par le fait que l'approbation des traités est avant tout une affaire interne dépendant des règles constitutionnelles de chaque pays. Il n'était donc pas possible d'imposer d'une manière générale une procédure simplifiée. S'inspirant cependant de la pratique du droit international public pour les traités de portée analogue, la CEL (élargie) a admis expressément la possibilité, pour chaque pays, d'approuver la Conv., le Règl. gén. et les Arr. par une procédure plus simple que la ratification. La solution présentée n'apporte en fait des simplifications réelles qu'aux pays dont les règles constitutionnelles permettent l'approbation de certains accords internationaux par une procédure plus simple que la ratification classique. Les pays qui n'auront pas la faculté dont on vient de parler peuvent, bien entendu, continuer à approuver tous les Actes par la procédure classique (v. Congrès de Vienne 1964, II 105).

2) Le Congrès de Washington 1989 a introduit dans le titre de cet art. le terme «authentification» et créé un nouv. par. 2 concernant les Règl. arrêtés par le CE. La signature du Président et du Secrétaire général du CE authentifie ces textes (prop. 1025.1).

3) La signature donnée par les plénipotentiaires peut avoir une portée juridique différente selon l'Acte considéré et les disp. constitutionnelles des Pays-membres (v. Rapp. 1964, p. 42). Elle peut:

- soit lier définitivement le pays considéré si le droit interne le permet. Cette faculté doit ressortir des pouvoirs dont sont munis les plénipotentiaires ou être confirmée «ex post» par l'autorité nationale compétente; elle n'est toutefois pas valable à l'égard de la Const. et du Prot. add., puisque l'UPU exige la ratification;
- soit être suivie de ratification ou d'un autre mode d'approbation. En l'absence de précisions à ce sujet dans les pouvoirs des plénipotentiaires, il y a une présomption en faveur d'une approbation formelle des traités par les autorités nationales. La forme d'approbation par excellence des traités reste la ratification.

4) La ratification est la formalité par laquelle un Etat s'engage définitivement à l'égard d'un traité; elle émane généralement de la plus haute autorité exécutive d'un Etat et elle donne lieu à l'établissement d'un acte diplomatique particulier qu'on appelle «instrument de ratification». La ratification est précédée habituellement par l'approbation de l'autorité législative de l'Etat. La ratification est très formelle. C'est ce qui la distingue des autres modes d'approbation, qui se font selon une procédure plus simple ne relevant pas forcément de l'autorité suprême. Il incombe bien entendu à la législation intérieure de déterminer cette procédure.

5) Dans le passé, la plupart des Pays-membres n'avaient pas ratifié les Actes de l'Union au moment où ces derniers entraient en vigueur, et pourtant ils les appliquaient. Pour résoudre les litiges qui se produisaient dans ces circonstances, on a admis le principe de la «ratification tacite», qui se fonde sur l'exécution effective des disp. contenues dans les nouv. Actes de l'Union (cf. Congrès de Washington 1897, p. 438; du Caire 1934, II 96 à 98 et 624 à 626). Ce principe a gardé sa valeur, avec deux nuances toutefois:

- 1° en raison des changements apportés à la procédure d'approbation des Actes par l'art. 25, il est plus correct de parler du principe de l'«approbation tacite» que de celui de la «ratification tacite»;

2° en ce qui concerne la Conv. et le Règl. gén., ce principe a perdu de sa valeur du fait que ces Actes ont été déclarés obligatoires par l'art. 22 et que tous les Pays-membres sont liés par les disp. de la Const. (v. annot. 5 à l'art. 22).

6) Malgré la souplesse introduite par le Congrès de Vienne 1964 en ce qui concerne les modes d'approbation des Actes de l'Union, rares sont les Pays-membres qui accomplissent cette formalité avant la mise en vigueur desdits Actes.

7) Les Pays-membres peuvent, si les disp. de leur droit interne le permettent et s'il ne s'agit pas de la Const. ni du Prot. add., faire approuver les Actes de l'Union par une procédure plus simple et moins formelle que la ratification. Ce peut être la seule signature des plénipotentiaires (v. à ce sujet l'étude «Approbation des Actes de l'UPU», Rapp. 1964, p. 42 et 43).

8) Cf. «Union Postale» 1939, p. 554 à 588, et 1942, p. 260 à 290. V. aussi demande d'avis du BI sur la portée de cette disp. (Rapp. 1946, p. 18 et 19).

9) En ce qui concerne l'exécution simultanée des Actes conclus à un Congrès, v. annot. 3 à l'art. 31.

## Article 26

### Notification des ratifications et des autres modes d'approbation des Actes de l'Union

Les instruments de ratification de la Constitution, **des Protocoles additionnels à celle-ci** et éventuellement d'approbation des autres Actes de l'Union sont déposés dans le plus bref délai auprès du **Directeur général du Bureau international** (1) qui notifie ces dépôts aux **Gouvernements des Pays-membres**. (2)

---

1) Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, le pays où s'était tenu un Congrès assumait la fonction de dépositaire des Actes de l'Union, c'est-à-dire l'enregistrement officiel des instruments de ratification et la notification ensuite par la voie diplomatique aux Pays-membres de l'Union des ratifications ainsi enregistrées. Or, cette procédure provoquait des changements continus dans les autorités compétentes en la matière; il en résultait une pratique qui n'était pas toujours uniforme. En outre, la création d'une Const. de caractère permanent et, par conséquent, non renouvelable à chaque Congrès aurait rendu cette situation encore plus critiquable. C'est pourquoi le Congrès de Vienne 1964 estima qu'il était préférable de confier à la même autorité le soin de s'occuper de toutes les notifications diplomatiques relatives aux Actes de l'UPU. Il choisit à cet effet la Confédération suisse, étant donné que Berne était le siège de l'UPU et que la Confédération suisse était déjà chargée de la procédure d'admission et d'adhésion à l'Union (art. 11) (II 105). C'est le dépôt de l'instrument de ratification ou d'approbation qui est déterminant pour fixer la date à laquelle ces formalités prennent effet. Le Congrès de Washington 1989 a transféré cette compétence au Directeur général du BI (v. annot. 7 à l'art. 11).

2) La fin de cet art. a été modifiée par le Congrès de Tokyo 1969, par analogie au changement apporté à l'art. 11 (II 1224 et 1003, prop. 1303 CE). L'anc. art. 26 prévoyait l'envoi aux Pays-membres des instruments de ratification et éventuellement d'approbation. La nouv. teneur de l'art., qui s'inspire notamment de la pratique en vigueur à l'ONU et à l'UIT, prévoit une procédure plus simple pour la notification des ratifications et des approbations. Désormais, il n'est plus nécessaire de transmettre aux Pays-membres une copie des instruments de ratification et d'approbation, mais il suffit d'en notifier les éléments essentiels. Le Congrès de Washington 1989 a également précisé que la notification du dépôt des instruments de ratification est faite aux gouvernements, et non aux Adm. des Pays-membres.

## Article 27

### Adhésion aux Arrangements (1) (2)

1. Les Pays-membres peuvent, en tout temps, adhérer à un ou à plusieurs des Arrangements prévus à l'article 22, paragraphe 4. (3)
2. L'adhésion des Pays-membres aux Arrangements est notifiée conformément à l'article 11, paragraphe 3. (4) (5)

- 
- 1) Le Congrès de Vienne 1964 a adopté la recommandation (C 1/1964) suivante:

#### «Adhésion aux Arrangements

Plusieurs Pays-membres ne signent pas les Arrangements de l'UPU relatifs à certains services facultatifs alors que ces services existent dans leur pays. Ils concluent dès lors des Arrangements bilatéraux pour régler ce service sur le plan international avec d'autres Pays-membres. Il en résulte une réglementation qui diffère de celle de l'UPU et un certain ralentissement dans l'exécution des opérations postales. Dès lors, le Congrès recommande que les Pays-membres signent uniformément tous les Actes de l'Union qui concernent une branche du service postal existant dans ces pays.» (II 658.)

- 2) Plusieurs Congrès ont exhorté les Adm. de l'Union à adhérer à ces Actes facultatifs (Congrès de Paris 1947, II 1058; Congrès de Bruxelles 1952, II 319, prop. 1286; Congrès de Hambourg 1984, résolution C 13/1984 pour le développement des services financiers postaux, en particulier du service des mandats de poste internationaux; Congrès de Washington 1989, résolution C 16/1989 pour l'introduction et l'extension du service des colis postaux).

- 3) L'adhésion désigne l'acte juridique unilatéral par lequel un Pays-membre non signataire devient partie à l'un ou l'autre des Arr. Elle peut se faire en tout temps, alors que l'adhésion à la Const. et aux Actes obligatoires a lieu nécessairement lors de l'admission ou de l'adhésion à l'Union en vertu de l'art. 11, par. 3, ou encore lors de l'adhésion à la Const. dans le cas prévu à l'art. unique du Prot. final de la Const.

- 4) Cette notification doit se faire auprès du Directeur général du BI et par celui-ci aux autres Pays-membres. L'adhésion prend effet à partir de la notification, étant donné que la disp. renvoie à l'art. 11, par. 3, et par analogie aux disp. du par. 5 du même art.

- 5) L'adhésion à un Arr. implique l'adhésion aux Prot. et Règl. respectifs.

## Article 28

### Dénonciation d'un Arrangement

Chaque Pays-membre a la faculté de cesser sa participation à un ou plusieurs des Arrangements, aux conditions stipulées à l'article 12. (1)

- 
- 1) L'art. 12 est applicable en ce qui concerne la procédure à suivre et la date à laquelle cette dénonciation prend effet (cf. annot. à cet art.).

## Chapitre III

### Modification des Actes de l'Union (1)

1) Avant le Congrès de Vienne 1964, les Actes de l'Union ne contenaient que les disp. relatives à la modification des Actes dans l'intervalle des Congrès. Pour la modification des Actes en Congrès, les disp. étaient incluses dans le Règl. int. de cet organe. Lors de la rev. gén. de la Conv., il parut normal à la majorité de la CEL (élargie) d'inclure également dans les projets d'Actes révisés les règles essentielles régissant la modification des Actes en Congrès (Vienne 1964, II 106). Ce principe a été admis pour l'ensemble des Actes de l'Union (v. art. respectifs des différents Actes).

#### Article 29

##### Présentation des propositions (Règl. gén. 119, 120)

1. L'Administration postale d'un Pays-membre a le droit de présenter, soit au Congrès, soit entre deux Congrès, des propositions concernant les Actes de l'Union auxquels son pays est partie. (1) (2) (3)

2. Toutefois, les propositions concernant la Constitution et le Règlement général ne peuvent être soumises qu'au Congrès. (4)

1) Le Congrès d'Ottawa 1957 avait adopté un art. consacrant le principe selon lequel les Adm. ont le droit de présenter des prop. au Congrès (II 339, 340 et 342, prop. 7 CEL; art. 13 de la Conv. (Ottawa 1957)). Cet art. ayant été inséré, lors de la rev. gén. de la Conv., dans un chapitre qui règle l'ensemble des modifications à apporter aux Actes lors des Congrès et dans l'intervalle de ceux-ci, il a fallu en élargir la portée lors de l'élaboration des projets d'Actes révisés soumis au Congrès de Vienne 1964.

2) La procédure applicable à la présentation de ces prop. est fixée dans le Règl. gén. (art. 119 et 120).

3) En ce qui concerne le droit du CE et du CCEP de présenter des prop. au Congrès, v. art. 102, par. 6.20, et 104, par. 11, du Règl. gén.

4) Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, les disp. concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Union pouvaient être modifiées entre deux Congrès, mais il fallait que les prop. portant sur ces disp. soient approuvées à l'unanimité des suffrages, ce qui était pratiquement irréalisable. Le par. 2 ne fait donc qu'entériner la réalité (Doc de la rev. gén. de la Conv. 1959, p. 231).

#### Article 30

##### Modification de la Constitution (1)

1. Pour être adoptées, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Constitution doivent être approuvées par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union. (2)

2. Les modifications adoptées par un Congrès font l'objet d'un protocole additionnel et, sauf décision contraire de ce Congrès, entrent en vigueur en même temps que les Actes renouvelés au cours du même Congrès. Elles sont ratifiées aussitôt que possible par les Pays-membres et les instruments de cette ratification sont traités conformément à la règle requise à l'article 26. (3) (4)

---

1) V. annot. 1 relative au titre du présent chapitre et annot. 2 à l'art. 22.

2) En ce qui concerne le quorum requis pour la modification de la Const., v. art. 18, par. 2, du Règl. int. des Congrès.

3) Lors de la rev. gén. de la Conv., les avis ont été très partagés sur les conditions de mise en vigueur des amendements à la Const. Le Congrès de Vienne 1964 fut saisi de trois variantes à ce sujet et choisit finalement celle-ci (II 1002 et 1003, prop. 1576, 1577 et 1578).

4) Les modifications apportées jusqu'ici à la Const. ont fait l'objet du Prot. add. de Tokyo 1969, du deuxième Prot. add. de Lausanne 1974, du troisième Prot. add. de Hambourg 1984 et du quatrième Prot. add. de Washington 1989. Le texte de la présente Const. a été mis à jour sur la base de ces quatre Prot. Leur texte original est reproduit dans les Doc de Tokyo 1969 (III 9), de Lausanne 1974 (III 23), de Hambourg 1984 (III 25) et de Washington 1989 (III/1 27).

## Article 31

### Modification du Règlement général, de la Convention et des Arrangements (1)

1. Le Règlement général, la Convention et les Arrangements fixent les conditions auxquelles est subordonnée l'approbation des propositions qui les concernent. (2)

2. Les Actes visés au paragraphe 1 sont mis à exécution simultanément et ils ont la même durée. (3) Dès le jour fixé par le Congrès pour la mise à exécution de ces Actes, les Actes correspondants du Congrès précédent sont abrogés.

---

1) V. annot. 1 relative au titre du présent chapitre.

2) Les conditions de modification des Actes en Congrès sont soumises à une certaine gradation suivant l'importance de l'Acte visé:

Const.:	majorité des deux tiers des Pays-membres de l'Union (art. 30); les deux tiers de ceux-ci doivent être présents au moment du vote (art. 18, par. 2, du Règl. int. des Congrès)
Règl. gén.:	majorité des Pays-membres représentés au Congrès; les deux tiers des Pays-membres de l'Union doivent être présents au moment du vote (art. 128)
Conv.:	majorité des Pays-membres présents et votant; la moitié des Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote (art. 93)
Arr.:	majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arr.; la moitié de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote (art. 57 de l'Arr. des colis, 13, par. 3, de l'Arr. des mandats, 17, par. 3, de l'Arr. des chèques et 9, par. 2, de l'Arr. des remboursements).

3) Le par. 2 tient compte des considérations suivantes:

1° Les très nombreuses modifications apportées aux Actes de l'Union lors des Congrès ont implanté la pratique selon laquelle l'UPU renouvelle l'ensemble de ces Actes à chaque Congrès. Seul le Congrès de Lisbonne 1885 fait exception. Les modifications apportées à ce Congrès firent l'objet d'Actes additionnels. Le Congrès de Vienne 1964 a consacré cette pratique quasi constante pour l'ensemble des Actes, à l'exception de la Const. (cf. art. 30 et annot. y relatives).

2° Il est important, du point de vue pratique, que toutes les modifications apportées par un Congrès entrent en vigueur simultanément et indépendamment de leur approbation selon la législation intérieure. Cette exigence pratique est, de plus, conforme à l'esprit qui anime l'art. 1, par. 1, selon lequel les pays qui ont adopté la Const. forment un seul territoire pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres.

Vu d'ailleurs que le but d'une revision est le perfectionnement des services postaux (art. 1, par. 2), il y a tout intérêt à ce que les nouv. disp., une fois arrêtées, ne tardent pas à être mises à exécution.

Nonobstant ces deux considérations, il faut pourtant laisser aux parties contractantes le temps nécessaire pour prendre les mesures pratiques et législatives qui s'imposent et pour procéder à l'approbation des Actes, qui seule lie juridiquement les parties.

Le délai laissé entre la clôture du Congrès et le jour fixé pour la mise à exécution des Actes révisés a varié après chaque Congrès de la manière suivante:

<i>Congrès</i>	<i>Clôture du Congrès</i>	<i>Mise à exécution</i>	<i>Délai</i>
1. Berne 1874	9 octobre 1874	1 <sup>er</sup> juillet 1875 (France, 1 <sup>er</sup> janvier 1876)	8 1/2 mois
2. Paris 1878	4 juin 1878	1 <sup>er</sup> avril 1879	10 mois
3. Lisbonne 1885	21 mars 1885	1 <sup>er</sup> avril 1886	12 1/2 mois
4. Vienne 1891	4 juillet 1891	1 <sup>er</sup> juillet 1892	12 mois
5. Washington 1897	15 juin 1897	1 <sup>er</sup> janvier 1899	18 1/2 mois
6. Rome 1906	26 mai 1906	1 <sup>er</sup> octobre 1907	16 mois
7. Madrid 1920	30 novembre 1920	1 <sup>er</sup> janvier 1922	13 mois
8. Stockholm 1924	28 août 1924	1 <sup>er</sup> octobre 1925	13 mois
9. Londres 1929	28 juin 1929	1 <sup>er</sup> juillet 1930	12 mois
10. Le Caire 1934	20 mars 1934	1 <sup>er</sup> janvier 1935	9 1/2 mois
11. Buenos Aires 1939	23 mai 1939	1 <sup>er</sup> juillet 1940	13 mois
12. Paris 1947	5 juillet 1947	1 <sup>er</sup> juillet 1948	12 mois
13. Bruxelles 1952	11 juillet 1952	1 <sup>er</sup> juillet 1953	12 mois
14. Ottawa 1957	3 octobre 1957	1 <sup>er</sup> avril 1959	18 mois
15. Vienne 1964	10 juillet 1964	1 <sup>er</sup> janvier 1966	18 mois
16. Tokyo 1969	14 novembre 1969	1 <sup>er</sup> juillet 1971	19 1/2 mois
17. Lausanne 1974	4 juillet 1974	1 <sup>er</sup> janvier 1976	18 mois
18. Rio de Janeiro 1979	26 octobre 1979	1 <sup>er</sup> juillet 1981	20 mois
19. Hamburg 1984	27 juillet 1984	1 <sup>er</sup> janvier 1986	17 mois
20. Washington 1989	14 décembre 1989	1 <sup>er</sup> janvier 1991	12 1/2 mois

## Chapitre IV

### Règlement des différends

#### Article 32

#### Arbitrages (Règl. gén. 127) (1)

En cas de différend entre deux ou plusieurs Administrations postales des Pays-membres (2) relativement à l'interprétation des Actes de l'Union ou de la responsabilité dérivant, pour une Administration postale, de l'application de ces Actes, (3) la question en litige est réglée par jugement arbitral. (4) (5)

1) Dans le domaine international, tout différend existant ou surgissant entre deux parties peut être résolu par différents moyens, notamment par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbit. ou de règlement judiciaire (v. art. 33 de la Charte des Nations Unies). L'Union, tout en n'excluant aucun moyen susceptible de trouver d'un commun accord une solution aux questions litigieuses entre deux Adm., a expressément arrêté à cet effet deux procédures dans le cadre de ses Actes:

- a) demander, d'un commun accord, l'avis du BI (art. 113, par. 2, du Règl. gén.). Cet avis, il est vrai, ne liera pas les parties;
- b) recourir (unilatéralement ou d'un commun accord) à la procédure d'arbit. prévue aux art. 32 de la Const. et 127 du Règl. gén. Dans ce cas, la ou les parties opposées sont obligées d'accepter l'arbit.

Toutefois, il ne peut s'agir ici que de litiges entre Adm., étant entendu que ceux-ci peuvent avoir pour origine la réclamation d'un usager. En revanche, les litiges entre les usagers et les Adm. doivent être portés devant les instances judiciaires du pays de l'Adm. intimée, s'ils ne peuvent être résolus d'une autre manière (cf. à ce sujet sentence, «Union Postale» 1916, p. 39). Si l'arbit. entre les Adm. se termine avant le procès intenté par le réclamant contre l'Adm. d'origine, le juge, selon la doctrine, ne sera pas lié par les constatations et la sentence des arbitres; il ne manquera pas, il est vrai, de les examiner de très près, mais il les appréciera souverainement avant de les faire siennes. L'arbitre procédera de même si la cause entre l'expéditeur et l'Adm. d'origine prend fin avant la procédure arbitrale.

2) A défaut d'un règlement à l'amiable entre les Adm., les litiges se produisant à l'intérieur de l'Union sont réglés par arbit. Toute Adm. partie à un différend peut recourir à l'arbit., conformément à la procédure définie à l'art. 127 du Règl. gén. Le recours à l'arbit. ne dépend pas d'un accord préalable des Pays-membres participant au litige (v. Congrès de Bruxelles 1952, II 366 à 369, 1327, 1330 et 1331).

3) La procédure d'arbit. s'applique, d'une part, à l'interprétation de tous les Actes de l'Union (Const., Règl. gén., Conv., Arr., Règl. et Prot.) (v. art. 22) et, d'autre part, à la responsabilité dérivant de l'application de ces Actes.

Dans la pratique, c'est en premier lieu la question de responsabilité qui prévaut dans les sentences arbitrales rendues jusqu'à présent (v. annot. 5).

4) En ce qui concerne la procédure d'arbit., v. art. 127 du Règl. gén.

5) Le jugement arbitral – qu'il soit décidé à la majorité des voix des arbitres ou par un arbitre unique – est sans appel; il a force obligatoire pour les Adm. parties aux différends (v. également art. 127 du Règl. gén.).

**Résumé chronologique des sentences arbitrales publiées** (cf. également la liste des sentences arbitrales reproduite dans le Catalogue de l'UPU, tome II, rubrique G, Rapp.)

Note. – Des 28 sentences arbitrales résumées ci-après, 21 ont été rendues d'un commun accord par les deux arbitres choisis soit par les Adm. en cause, soit, dans un seul cas (n° 26), par l'une des Adm. en cause et par le BI, qui a désigné d'office l'autre arbitre selon les disp. de l'art. 125 du Règl. gén.; cinq, à savoir les n°s 6, 12, 16, 18 et 20, l'ont été par un tiers arbitre, les deux arbitres choisis par les Adm. en cause n'ayant pu se mettre d'accord; deux (n°s 25 et 28) l'ont été par le BI, choisi comme seul arbitre par compromis spécial des parties en cause.

1. *Législation intérieure. Inviolabilité de la lettre close.* Journal 1877, p. 215 s. L'Adm. d'un pays, dont la législation intérieure défend l'insertion dans les lettres des valeurs papier au porteur, a soumis une lettre recommandée provenant d'un autre pays de l'UPU à des perquisitions et frappé le destinataire d'une taxe supplémentaire en raison des valeurs de l'espèce y contenues. C'était inadmissible. En tant que la Conv. règle une matière, elle fait loi, à l'exclusion de la législation intérieure, qui dès lors ne s'applique qu'à la correspondance ne sortant pas du territoire d'origine. Il est vrai que des arrangements particuliers concernant le service des valeurs déclarées sont réservés. Mais, en l'espèce, aucun arrangement n'existait entre les pays intéressés et le simple fait de cette réserve dans la Conv. n'équivalait pas à la faculté d'appliquer la législation intérieure sans autre procédure. En outre, les lettres se trouvent protégées par le principe d'ordre supérieur de l'inviolabilité de la lettre close, qui peut fléchir, dans une certaine mesure, devant des nécessités d'ordre public (qui n'existent pas dans l'espèce), mais jamais devant un intérêt purement fiscal. Ce principe, sans être inscrit au Traité de Berne, est incontestablement une des bases de la correspondance internationale.

2. *Diverses questions de transit. Arrangements contraires.* Rapp. 1896, p. 6.

a) Par les soins et sous la surveillance de l'Adm. à Montevideo, des dépêches apportées par un paquebot d'outre-mer sont d'abord transbordées en rade extérieure sur un tender, remises ensuite à la poste centrale et réexpédiées sur des vapeurs privilégiés ou subventionnés par le Gouvernement uruguayen. Là, elles restent sous la garde de l'agent postal de l'Uruguay (estafette fluviale), qui les accompagne jusqu'à Buenos Aires, où elles sont remises à la poste argentine. Ce transport constitue un service local revêtant le caractère d'un transit territorial. C'est plus qu'un simple entrepôt dans un port de dépêches closes apportées par un paquebot et destinées à être reprises par un autre paquebot. En revanche, le transport par les paquebots transatlantiques, entre Montevideo et Buenos Aires, des dépêches non transbordées dans le premier port forme une partie du service maritime effectué par ces paquebots.

b) Les compagnies de navigation, subventionnées sous une forme quelconque par l'Etat, n'ont pas le droit de s'engager à transporter gratuitement les dépêches postales qui leur sont livrées par les Adm. d'autres pays et de porter ainsi préjudice aux recettes qui ne sont pas destinées à ces compagnies, mais bien à l'Etat qui les subventionne. Si des arrangements particuliers, il est vrai, sont réservés, il ne peut s'agir que d'arrangements entre parties contractantes de la Conv. et non pas d'arrangements entre une de ces parties et un tiers.

3. *Paiement en pièces d'or.* Rapp. 1897, p. 7 et 8. Ces pièces possèdent la puissance libératoire, en tant qu'elles restent dans les limites de la tolérance de poids pour usure et frai admise par la Convention de l'Union monétaire latine.

4. *Responsabilité.* Rapp. 1910, p. 6 et 7. Le destinataire d'une lettre avec valeur déclarée constata, il est vrai seulement après avoir «donné reçu et pris livraison», mais immédiatement après cela et avant même d'avoir quitté la salle d'attente du bureau de poste, que, dans le pli, des imprimés sans valeur avaient été substitués aux valeurs déclarées. Les arbitres décidèrent que, dans ces conditions, la prise de livraison ne pouvait être invoquée comme clause libératoire par l'Adm. de destination et ils confirmèrent la responsabilité de cette dernière, nonobstant la quittance régulière que l'ayant droit avait donnée avant de connaître la spoliation.



5. *Responsabilité pour envois contre remboursement.* Rapp. 1913, p. 7 s. Une Adm. de destination qui omit l'encaissement de cinq remboursements avait intenté un procès au destinataire en vue d'obtenir sa condamnation au paiement des sommes réclamées. Ayant été déboutée de sa plainte par le tribunal compétent, cette Adm., de son côté, déclina sa responsabilité envers l'Adm. d'origine. Aux termes du jugement arbitral, l'Adm. de destination ne pouvait décliner sa responsabilité que sur la preuve que les disp. concernant le conditionnement des envois grevés de remboursement n'avaient pas été observées de la part de l'Adm. d'origine. Or, cette preuve n'a pas été administrée. Au lieu de celle-ci, l'Adm. de destination n'alléguait, en effet, qu'une présomption basée sur des constatations faites plus tard sur d'autres envois de la même espèce. Une telle présomption ne peut pas être considérée comme l'équivalent d'une preuve.

6. *Transit par la voie la plus rapide.* Rapp. 1913, p. 10 s. Une Adm. qui a servi d'intermédiaire pendant la statistique et dont le territoire fait partie de la voie la plus rapide peut réclamer les frais de transit conformément au résultat de la statistique, même si, dans la suite, l'Adm. d'origine demande que ses dépêches prennent une autre voie de transit n'empruntant plus les services de l'Adm. réclamante. La décision s'appuie sur les considérations que les dépêches doivent être acheminées par la voie la plus rapide, que cette disp. de la Conv. est coercitive et ne laisse pas la faculté aux Adm. de se concerter sur une voie moins rapide et qu'au reste, dans l'espèce, même après la demande de l'Adm. d'origine, les dépêches continuaient à être dirigées de temps à autre par les services de l'Adm. réclamante.

Observation du BI: cet arbit. a provoqué une réaction au Congrès de Madrid 1920, en ce sens que la règle de la voie la plus rapide a été tempérée par la faculté pour l'Adm. d'origine d'indiquer à sa convenance la voie à suivre par les dépêches closes qu'elle expédie (II 225 et 226; art. 156, par. 2, du Règl. de la Conv. (Lausanne 1974)).

7. *Clause libératoire de la force majeure.* Rapp. 1920, p. 6 s. Les doc et les registres du bureau de poste destinataire, restés dans le bureau évacué, ayant été détruits à la suite de faits de guerre, la délivrance d'un envoi recommandé au destinataire ne put plus être prouvée lorsque l'expéditeur, six mois après l'expédition, déposa une réclamation afin d'en connaître le sort. Il fut reconnu que ces circonstances constituent un cas de force majeure. La clause libératoire de la force majeure s'applique non seulement à la perte effective d'un envoi recommandé, mais aussi à l'impuissance d'en prouver la remise à l'ayant droit.

Comme conséquence de cet arbit., une disp. dans ce sens a été insérée dans la Conv. par le Congrès de Madrid 1920 (II 203 in fine). La disp. de 1920 fut, toutefois, tempérée au Congrès du Caire 1934 (I 1294) par l'addition des mots «la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement», qui n'existaient pas jusqu'alors dans le texte adopté à Madrid (cf. art. 45, par. 2, ch. 1<sup>o</sup>, lettre b), de la Conv. (Lausanne 1974)).

8. *Transit par le train Simplon-Orient-Express.* Rapp. 1923, p. 9 s.; Journal 1923, p. 145 s. Les Adm. confient généralement leurs transports à d'autres entreprises publiques ou privées qui s'en chargent aux conditions fixées d'un commun accord entre l'Adm. et l'entreprise. Dans ces cas, les Adm. n'en sont pas moins considérées, au regard des autres Adm. de l'Union, comme exécutant elles-mêmes le service. Dès lors, il n'appartient pas à une Adm. empruntant le transit par d'autres pays de s'entendre de son propre chef avec une compagnie au sujet de ce transit. Au surplus, les Adm. des pays intermédiaires ont conclu avec la même compagnie des contrats au sujet du transport sur leurs territoires non seulement de leurs propres dépêches, mais aussi des dépêches en transit. Par cela, ces pays ont, en réalité, assuré le transport des dépêches en transit et les Adm. des pays d'origine leur doivent les frais de transit.

9. *Responsabilité en cas d'objets interdits.* Rapp. 1924, p. 9 s.; Journal 1925, p. 33 s. Deux cents envois recommandés, admis aux tarifs et conditions des échantillons sans valeur, sans indication spécifique du contenu, renfermaient chacun 240 g net de saccharine. Une Adm. de transit passa ces objets à la douane, qui, en vertu de la législation de ce pays, les confisqua et les détruisit. Ce fut à tort, il est vrai, qu'on procéda ainsi, car il était plutôt indiqué de renvoyer les objets au bureau d'origine. Toutefois, vu que l'introduction de cette marchandise était interdite non seulement dans le pays intermédiaire, mais encore et surtout dans le pays de destination et attendu qu'en réalité il ne s'agissait pas d'échantillons sans valeur, mais bien d'un important

envoi de marchandises expédiées en contrebande, dont le caractère illégal permettait à l'Adm. d'origine de décliner l'indemnité réclamée par l'expéditeur, la responsabilité de l'Adm. intermédiaire fut également dégagee.

Dès lors, le Congrès de Londres 1929 a prescrit que les échantillons expédiés en nombre en vue d'éviter la perception de droits de douane seraient soumis au traitement prévu par les règlements intérieurs de l'Adm. qui en constate la présence (art. 33, par. 3, de la Conv. (Lausanne 1974)).

10. *Responsabilité*. Rapp. 1925, p. 12 s.; Journal 1926, p. 26 s. Un fourgon plombé, contenant 269 colis-valeur et 936 colis ordinaires, avait été spolié; à la vérification au bureau de destination, neuf colis manquaient, dont sept avec valeur. Avant d'arriver au bureau de destination, le fourgon fut ouvert une première fois à la sortie du pays d'origine et une autre fois à l'entrée au pays de destination pour le contrôle douanier. Il ne fut pas possible de déterminer sur quel territoire le vol s'était produit. Dans ces conditions, il y avait lieu de faire supporter le dommage par parts égales par les Adm. en cause, et c'est ce que décidèrent les arbitres.

11. *Transit maritime*. Rapp. 1925, p. 13 s.; Journal 1926, p. 50 s. Répartition des frais de transit pour les dépêches expédiées des Etats-Unis d'Amérique à destination de la Norvège et acheminées par la voie de la Grande-Bretagne, dépêches transportées sur des paquebots américains de New York à Plymouth (3000 milles marins), puis par les paquebots de la ligne norvégienne Newcastle-Bergen (404 milles marins). Il est à considérer que la longueur du parcours n'est pas la seule base servant à fixer les taux des frais maritimes. Si, en particulier, les mêmes taux d'indemnité sont fixés pour les parcours entre l'Amérique du Nord et l'Europe (3000 milles marins) et pour les parcours de plus de 300 jusqu'à 1500 milles marins, c'est surtout parce que les lignes de paquebots de l'océan Atlantique, en raison de leur intense fréquentation, peuvent être exploitées plus économiquement et, partant, travailler à meilleur compte que les autres lignes de transports maritimes. D'autre part, une répartition au prorata des distances parcourues n'est prescrite que lorsque le total des frais du parcours maritime dépasse un taux max. déterminé, ce qui n'était pas le cas ici. En conséquence, chacune de ces deux lignes doit être rémunérée par 4 fr par kg LC et 50 c par kg AO.

12. *Taux de conversion pour mandats de poste*. Rapp. 1926, p. 8 s.; Journal 1926, p. 149. Deux Adm. convinrent en 1886 d'exprimer le montant des mandats en «francs», et cela uniformément dans les deux directions. L'une de ces Adm. avait le franc comme monnaie nationale et l'autre déterminait le taux de conversion de sa monnaie en francs. Par suite, le solde du décompte mensuel était également payé par chèques établis en francs, et cela d'après la convenance des deux Adm., régulièrement par chèques sur Paris. Cet arrangement donnait toute satisfaction à l'époque où il existait encore, dans les pays de l'Union monétaire latine, des francs à étalon-or qui ne différaient guère les uns des autres. Mais, en août 1914, ce système monétaire classique prit fin dans tous les pays respectifs. Il en résulta un franc français et un franc suisse très variables et différents l'un de l'autre et, de ce fait, des difficultés dans les relations des deux Adm. ne tardèrent pas à surgir tant pour la conversion des versements des expéditeurs que pour le paiement du solde. L'Adm. qui devait, pour ces versements, opérer la conversion de sa monnaie nationale en «francs», le fit au taux du franc français, tandis que l'autre Adm. paya aux destinataires le même nombre de francs en francs suisses, sa monnaie nationale, moins dévaluée que le franc français. Le public pouvait donc abuser de cette circonstance pour se procurer un profit considérable au détriment de la poste. Il en résulta une différence à la charge de l'Adm. de destination, qui payait aux destinataires des montants plus élevés que ceux que l'Adm. d'origine offrait de lui rembourser. Cette dernière aurait pu, par l'accroissement anormal du nombre des mandats émis, se rendre compte de la situation nouv. devenue intenable. Elle aurait dû tout de suite augmenter le taux de conversion pour les versements des expéditeurs, ce qu'elle a omis de faire. Parce que le dommage était dû à son manque de vigilance, elle fut tenue de prendre le découvert à sa charge.

13. *Déclaration de valeur inférieure à la valeur réelle*. Rapp. 1927, p. 8 s.; Journal 1927, p. 93. Un colis, valeur déclarée 500 fr, contenant 70 montres d'une valeur totale de 1441 fr, fut spolié; à l'arrivée, 23 montres manquaient, d'une valeur totale de 469 fr, montant inférieur à la valeur

déclarée totale. Les Adm. ayant la faculté de fixer un max. pour les déclarations de la valeur, ces déclarations ne peuvent être assimilées aux assurances. Par conséquent, l'indemnité ne doit pas être réduite par rapport à la perte subie dans la proportion où la valeur déclarée est inférieure à la valeur réelle primitive; l'indemnité, sans qu'elle puisse dépasser la valeur déclarée, doit plutôt couvrir la valeur réelle et entière de la marchandise perdue.

Des prop. tendant à fixer l'indemnité selon le rapport entre la valeur réelle et la valeur déclarée ont été, dans la suite, écartées par le Congrès de Londres 1929 (I 936 et 1579, II 390) et du Caire 1934 (I 678 et 1351).

14. *Responsabilité*. Rapp. 1927, p. 11 s.; Journal 1927, p. 373 s. Quarante et un colis postaux, expédiés au cours de trois mois à destination de différentes personnes, ont été remis à une seule de ces personnes, qui était du reste le représentant de l'expéditeur. Ce dernier, après réclamation, manifesta d'abord son intention de recouvrer lui-même, sans l'intervention du service postal, les sommes qui lui étaient dues du chef des envois dont il s'agit. Ce ne fut qu'après un an et dix mois qu'il revint à la charge. Mais, à cette époque, l'Adm. de destination ne possédait plus les doc de service se rapportant à la période où les colis furent livrés. Elle était, après le temps écoulé, en droit d'admettre que la livraison des colis au représentant de l'expéditeur était finalement reconnue régulière. En outre, l'expéditeur n'aurait pas manifesté son intention de régler lui-même l'affaire si les colis avaient réellement dû être considérés comme perdus. L'Adm. de destination fut déclarée non responsable envers l'Adm. d'origine.

15. *Responsabilité*. Rapp. 1929, p. 12 s.; Journal 1929, p. 278 s. Une dépêche de 30 objets recommandés arriva entièrement vide à destination. Il résulta de l'examen des conditions de la livraison par un service et de l'acceptation par le suivant que ni l'un ni l'autre ne pouvaient établir de manière suffisamment probante, le premier que cette dépêche avait été livrée en bon état, le second que la dépêche lui avait, au contraire, été remise déjà spoliée. Les arbitres conclurent que les deux Adm. en cause devaient supporter le dommage par parts égales.

16. *Franc effectif*. Rapp. 1930, p. 8 s.; Journal 1930, p. 381 s. Pour le solde de 54 280 fr, résultant de la balance des comptes réciproques des colis postaux échangés pendant l'année 1919, une Adm. débitrice envoya un chèque, établi en drachmes, monnaie nationale de l'Adm. créditrice, tandis que l'art. XVIII, par. 5, du Règl. de la Conv. des colis (Rome 1906) parle de «francs effectifs» (observation du BI: ce terme vise le franc, défini en or par l'Union monétaire latine et appartenant à une monnaie nationale à étalon-or; de ce fait, la fluctuation du change de cette monnaie ne pouvait dépasser des limites très restreintes, ce qui, pratiquement, l'assimilait au fr-or).

Or, jusqu'au mois d'août 1914, le franc français était un franc effectif de même que la drachme, appartenant au même système monétaire, de sorte que le tableau des équivalents à l'art. II du Règl. prérappelé ne mentionnait même pas d'équivalent entre ces deux monnaies, un franc ayant la valeur d'une drachme et vice versa. De ce fait, ces deux Adm. avaient, déjà dans des cas antérieurs, liquidé les soldes établis en francs par un nombre égal de drachmes. Cependant, la situation changea pendant la guerre 1914–1918. Le franc français, détaché de l'étalon-or, fléchit beaucoup, sans que les taxes perçues en francs français fussent augmentées. Malgré cela, dans les années 1917 et 1918, l'Adm. débitrice bonifia encore à l'Adm. créditrice les soldes en francs par traites établies en drachmes et elle subit de ce fait une perte considérable, la drachme étant, à cette époque, moins dépréciée que le franc français. En 1919, l'inverse se produisit, la drachme ayant baissé davantage que le franc français. Ce fut seulement alors que l'Adm. créditrice exigea de ne plus être réglée en drachmes, mais au même nombre de fr-or, car les 54 280 drachmes équivalaient à peine encore à 3500 fr-or. L'arbitre estima que, dans ces circonstances, il était exclu de subroger au nombre de francs dus le même nombre de fr-or. Toutefois, il adjugea à l'Adm. créditrice le montant en fr-or qui résultait de la conversion de la monnaie nationale par rapport au dollar, au change moyen de l'année 1919, ce qui donna 27 122 fr-or.

17. *Responsabilité*. Rapp. 1931, p. 10 s.; Journal 1931, p. 91 s. Trois lettres avec valeur déclarée transmises par le même bureau d'origine au même bureau de destination furent spoliées de la même façon; du papier de journaux fut substitué aux valeurs. Le bureau de

destination avait omis de faire parvenir, par le premier courrier après la vérification, à l'Adm. expéditrice un procès-verbal constatant l'irrégularité. Dans ces circonstances, l'Adm. de destination ne pouvait être dégagée de sa responsabilité. D'autre part, il a été utilisé pour l'expédition des lettres précitées des enveloppes mises en vente par l'Adm. d'origine spécialement pour l'envoi de valeurs déclarées. Ces enveloppes, en différents points, ne correspondaient pas aux prescriptions; elles facilitaient la spoliation survenue. Dans ces circonstances, les deux Adm. en cause durent assumer la responsabilité par parts égales.

18. *Responsabilité.* Rapp. 1931, p. 14 s.; Journal 1932, p. 141. Une dépêche avait été spoliée de tous ses envois recommandés, parmi lesquels 74 donnèrent lieu à des réclamations en temps utile pour une somme totale de 3700 fr-or. Il ne fut pas possible d'établir avec certitude sur le territoire ou dans le service de laquelle des deux Adm. en cause la spoliation s'était produite. Par conséquent, les deux Adm. durent supporter le dommage par parts égales.

19. *Responsabilité.* Rapp. 1932, p. 8 s.; Journal 1932, p. 201 s. Dans les années 1923 à 1925, nombre de dépêches expédiées par une Adm. en transit par plusieurs pays parvinrent spoliées à l'Adm. de destination. Les principes sur lesquels les arbitres se sont accordés en vue de trancher le différend dont il s'agit sont les suivants:

- a) la Conv. de Madrid 1920 ne prévoit pas qu'une notification doive être adressée à une Adm. intermédiaire au cas où un sac a été transmis en mauvais état ou que le bureau de destination constate des erreurs ou des irrégularités dans les dépêches vérifiées. Le jugement des arbitres devant se borner, en l'espèce, à la controverse entre les Adm. d'origine et de destination, il ne peut décider sur la responsabilité d'Adm. intermédiaires non représentées;
- b) lorsqu'un bureau a omis d'adresser un duplicata du bulletin de vérification à l'Adm. dont relève le bureau expéditeur ou qu'il a omis de joindre au duplicata en question le sac, la ficelle, l'étiquette et le cachet ou plomb de la dépêche, d'après les disp. de l'art. XXIII, par. 6, du Règl. de la Conv. (Madrid 1920), ces faits entraînent la responsabilité du bureau fautif;
- c) il en est de même au cas où le bulletin de vérification signalant des erreurs ou des irrégularités a été transmis avec du retard;
- d) une explication raisonnable de la part de l'Adm. de destination, en vue d'établir que l'irrégularité dont il s'agit n'aurait pu être vérifiée dans son service, peut être généralement admise comme la preuve du contraire rappelée dans l'art. XXIII, par. 8, du Règl. de la Conv. (Madrid 1920).

D'après ces règles, les arbitres décidèrent que, dans dix-huit cas, la responsabilité incombait à l'Adm. de destination, et dans deux cas aux deux Adm. par parts égales; dans sept cas, l'Adm. de destination fut dégagée de la responsabilité.

En ce qui concerne le point a), un bulletin de vérification, destiné au dernier bureau intermédiaire, est prescrit dans les cas de ce genre depuis le Congrès de Stockholm 1924 (art. 158, par. 6, 7 et 9, du Règl. de la Conv. (Lausanne 1974)).

20. *Responsabilité.* Rapp. 1932, p. 18 s.; Journal 1933, p. 1 s. Une dépêche échangée entre deux pays voisins et contenant 203 lettres avec valeur déclarée représentant une somme totale de 19 400 fr-or a été falsifiée et substituée à la dépêche authentique. Le sac arriva en parfait état extérieur, mais ne renfermait que du papier d'emballage. L'enquête, instruite très minutieusement par les arbitres, révéla que le poids de la dépêche transmise à la frontière était de 2,5 kg, tandis que la dépêche authentique pesait 5,4 kg et que, de ce fait, non seulement la falsification, mais aussi la substitution de la fausse dépêche à l'authentique avait dû avoir lieu avant cette transmission, donc dans le pays d'origine. Par conséquent, l'Adm. dudit pays fut chargée de la responsabilité.

21. *Statistique de transit.* Rapp. 1933, p. 8 s. Une Adm. de transit maritime constata que le nombre et le poids moyens résultant de la statistique du mois de mai 1929 des dépêches expédiées par une autre Adm. à destination de ses colonies atteignaient à peine la moitié du volume transporté avant et après la période de statistique. Elle en conclut que des correspondances avaient été retenues ou détournées par une autre voie pendant cette période et déclara n'être pas en mesure d'accepter le résultat de la statistique. Elle trouva les faits confirmés par

une statistique supplémentaire qu'elle poursuivait pendant deux ans encore, mais que l'Adm. empruntant le transit ne voulut pas reconnaître. Le litige finit par une transaction, suggérée par un des arbitres, selon laquelle une majoration de 75 pour cent sur le résultat de la statistique du mois de mai 1929 fut acceptée d'un commun accord.

22. *Responsabilité.* Rapp. 1934, p. 8 s.; Journal 1934, p. 273 s. Une lettre avec valeur déclarée de 15 000 fr-or, acheminée à travers deux pays de transit, fut insérée par le premier pays de transit dans une dépêche-valeur directe pour le pays de destination. A l'arrivée au bureau de poste destinataire, la lettre mentionnée avait disparu, bien que le sac se trouvât dans un état extérieur irréprochable. Les considérants des arbitres furent les suivants:

Il y a lieu tout d'abord de constater qu'on ne peut mettre en cause la responsabilité de la deuxième Adm. de transit, attendu que son service a remis au service destinataire, en parfait état extérieur et sans observation ni réserve de la part de celui-ci, le sac des lettres avec valeur déclarée qui lui avait été confié par l'Adm. précédente et qu'il n'a pas reçu de bulletin de vérification de la part de l'Adm. de destination.

En revanche, l'Adm. qui confectionna le sac a contrevenu aux disp. de l'art. 8, par. 2, du Règl. de l'Arr. des lettres et boîtes avec valeur déclarée (revision de Londres 1929) en négligeant de cacheter à la cire le paquet de valeurs; de son côté, l'Adm. de destination n'a pas observé strictement, au moment de l'ouverture de la dépêche, les prescriptions de l'art. 9, par. 3, du Règl. de l'Arr., non plus que celles de l'art. 20, par. 1, 3<sup>e</sup> al., de cet Arr. et de l'art. 58, par. 3, du Règl. de la Conv. Dans ces conditions, il n'est pas possible de faire supporter la responsabilité par une seule des deux Adm. en cause. En outre, eu égard au fait qu'il n'a pas été possible d'établir sur quel territoire ou dans quel service la perte de la lettre avec valeur déclarée a eu lieu, il convient de mettre le montant de l'indemnité à la charge des deux Adm. en cause par parts égales.

23. *Responsabilité.* Rapp. 1935, p. 8 s.; Journal 1935, p. 43 s. Deux lettres avec valeur déclarée, chacune de 1000 fr, étaient adressées, selon les pièces de l'expéditeur et de l'Adm. d'origine, à deux personnes différentes. Elles furent cependant délivrées toutes deux à l'un de ces deux destinataires, qui, du reste, prétendait, mais sans être à même d'en fournir la preuve, que les deux lettres lui étaient bien destinées. L'Adm. de destination contesta qu'une erreur de livraison se fût produite. Après examen très détaillé, les arbitres ont trouvé qu'une erreur de la part de l'Adm. d'origine semblait exclue, tandis qu'elle paraissait possible de la part de l'Adm. de destination. Par conséquent, cette dernière fut tenue de rembourser le montant de l'indemnité que l'Adm. d'origine avait payée à l'expéditeur.

24. *Indemnités en matière de transport maritime.* Rapp. 1945, p. 7 s.; Journal 1946, p. 10 s. Sous le régime de la Conv. de Rome 1906, les Adm. A et B avaient convenu que les frais consécutifs au transport des dépêches de correspondances expédiées par l'Adm. A à l'Adm. B et prises en charge par les compagnies de navigation «Royal Dutch West India Mail Line» (RDL) et «Holland-America Line» (HAL) seraient calculés et payés d'après le poids réel des dépêches. A la suite de l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier 1922, de la Conv. de Madrid, l'Adm. B remplaça les contrats qu'elle avait conclus avec ces deux compagnies de navigation. Les nouv. contrats prévoyaient que les compagnies «RDL» et «HAL» avaient droit, pour le transport des dépêches originaires de pays autres que l'Adm. B, au paiement des frais de transit prévus par les disp. de la Conv. La mise en vigueur de ces contrats était fixée rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 1920 pour la «RDL» et au 1<sup>er</sup> janvier 1922 pour la «HAL».

Par circ. 211 du BI du 30 juin 1921, l'Adm. B communiqua aux Adm. de l'Union la liste des lignes de paquebots dépendant d'elle et qu'elle mettait à la disposition de ces. Adm.; cette liste mentionnait entre autres les services de la «RDL» et ceux de la «HAL». Toutefois, ce n'est que par lettre du 11 août 1922 que l'Adm. B manifesta à l'Adm. A sa volonté de recevoir paiement des frais de transit d'après la statistique prévue par la Conv. et, de ce fait, qu'elle résilia l'anc. «arrangement contraire».

Par lettre du 3 janvier 1925, l'Adm. B, estimant que les dépêches de correspondances transportées par la «RDL» du 1<sup>er</sup> janvier 1920 au 31 décembre 1923 et par la «HAL» du 1<sup>er</sup> janvier 1922 au 31 décembre 1923 devaient donner lieu au paiement des indemnités forfaitaires calculées conformément aux disp. de la Conv. relatives à la statistique (art. 3, par. 2, et 4 des Conv. de Rome et de Madrid), réclama à l'Adm. A le paiement d'une somme d'environ 962 000 fr-or, indépendamment des frais de transit déjà touchés pour la période de 1920 à 1923 et calculés sur

la base du poids réel de chaque dépêche effectivement transportée (arrangement contraire). L'Adm. A n'accepta pas de prendre la statistique de mai 1921, prévue par la Conv., comme base de calcul des frais de transit revenant aux compagnies de navigation «RDL» et «HAL» pendant les années 1920 à 1923, mais estima que seul un règlement sur la base du poids réel des dépêches transportées, tel qu'il avait été prévu par les deux Adm., devait entrer en considération.

Les arbitres, tenant compte de toutes les circonstances du litige, ont limité *ex aequo et bono* à 100 000 fr-or le montant que pouvait réclamer l'Adm. B à l'Adm. A.

25. *Responsabilité.* Rapp. 1948, p. 14 à 20. Un colis postal avec valeur déclarée de 980 fr-or avait été déposé en 1943 dans le pays A, à l'adresse d'une raison sociale du pays B. Sur demande de cette raison sociale, le colis devait être réexpédié à une nouv. adresse du pays C. Au cours de cette réexpédition, le colis parvint par erreur au pays D, d'où il fut dirigé sur le pays E, qui le réachemina sur le bureau de destination du pays C, où le colis a été reconnu partiellement spolié. Le BI a estimé que les disp. applicables dans la circonstance étaient celles de l'art. 44, par. 1, 3<sup>e</sup> al., de l'Arr. des colis (Buenos Aires 1939), qui prévoit entre autres choses que, si la spoliation s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Adm. en cause supportent le dommage par parts égales.

Le pays C paraissant hors de cause, le BI a été d'avis que les trois pays B, D et E devaient contribuer par parts égales au paiement de l'indemnité de 980 fr-or.

Cet avis a revêtu le caractère d'une sentence arbitrale, en raison du fait que les parties en cause avaient décidé, par compromis spécial, de choisir le BI comme seul arbitre.

26. *Compensation des créances. Succession de droit.* Rapp. 1956, p. 24 à 28; Journal 1956, p. 122 à 125. Dans son relevé C 21 afférent aux frais de transit pour les années 1951 à 1953, l'Adm. de l'Etat A a déduit de la créance appartenant à l'Adm. de l'Etat B deux sommes, une de 30 fr-or et l'autre de 266 fr-or, qui avaient été contestées par l'Adm. de l'Etat B et au sujet desquelles les deux Adm. en question n'ont pu tomber d'accord. La somme de 30 fr-or a représenté la créance de l'Adm. de l'Etat A provenant du relevé des coupons-réponse émis dans l'Etat de l'Adm. C qui a été constitué sur le territoire de l'Etat B pendant la dernière guerre mondiale. Ladite somme a été acceptée, en avril 1944, par l'Adm. de l'Etat C, mais l'Adm. de l'Etat B a refusé de la payer en argumentant que, son Gouvernement ayant nettement refusé reconnaître l'existence de l'Etat C, l'Etat B se désintéresse complètement des avoirs et des dettes dudit Etat. La somme de 266 fr-or représentait les frais de transit des dépêches expédiées du territoire de l'Etat B et transportées en transit par le territoire de l'Etat A pendant la période du 19 avril au 31 décembre 1941, où le territoire de l'Etat B était occupé par l'ennemi. L'Adm. de ce dernier Etat n'a pu se mettre d'accord avec la compensation de la somme de 296 fr-or, en alléguant que son pays a été occupé par les ennemis depuis le commencement d'avril 1941 jusqu'à la fin de l'année 1944; par conséquent, elle ne se sent responsable ni de dettes contractées par l'Adm. de l'ex-Etat C ni de celles contractées par les autorités qui ont occupé son territoire pendant la dernière guerre mondiale.

Les arbitres, en interprétant les disp. de la Conv., ont trouvé les deux créances de l'Adm. de l'Etat A incontestables mais ne provenant pas d'opérations postales effectuées par l'Adm. de l'Etat B, à laquelle la première Adm. s'est adressée pour la liquidation des comptes. L'Adm. de l'Etat A estimait comme suffisant pour s'adresser à l'Adm. de l'Etat B le seul fait que le territoire sur lequel opéraient l'Adm. de l'ex-Etat C et les autorités d'occupation étaient partie intégrante de l'Etat B actuel et que celui-ci devrait donc être considéré comme successeur de droit des autorités qui ont exercé le pouvoir sur le même territoire pendant la dernière guerre mondiale.

Le règlement des dettes par compensation est soumis à certaines conditions. En particulier, le créancier n'a pas le pouvoir de remplacer le débiteur primitif par un autre qu'il estime être le successeur de droit si cette succession n'est reconnue ni par le nouv. débiteur ni par un arrangement international particulier ou une règle incontestée du droit international public.

Vu qu'en l'espèce cette succession de droit est contestée par l'Etat B et qu'aucun arrangement international particulier ni aucune règle incontestée du droit international public ne reconnaissent la succession, puisque les instances compétentes pour résoudre des questions de ce genre ne se sont pas encore prononcées à cet égard, une compensation ne peut être effectuée.



Par conséquent, étant donné que la question de la responsabilité pour les obligations contractées pendant la guerre par l'Etat C et les autorités d'occupation sur le territoire de l'Etat B n'est pas réglée par les instances compétentes, l'Adm. de l'Etat A n'est pas fondée à se faire payer ses créances contestées (au total 296 fr-or) par voie de compensation.

27. *Responsabilité.* Rapp. 1966, p. 62 à 67. Ce différend opposait deux Adm. au sujet de la responsabilité encourue pour la perte d'un certain nombre de colis postaux et pour la spoliation d'autres colis expédiés à deux mois d'intervalle par le même paquebot et pour la même destination. L'Adm. de destination (Adm. B) déclarait qu'à l'ouverture des sacs contenant les colis litigieux ses services avaient constaté la disparition et la spoliation de plusieurs colis et avaient établi les bulletins de vérification exigés à l'intention de l'Adm. d'origine. Cette Adm. considérait dès lors que la perte et la spoliation avaient eu lieu hors de son ressort et qu'elle était de ce fait habilitée à décliner toute responsabilité pour les colis en cause.

L'Adm. expéditrice (Adm. A) affirmait de son côté que les sacs constituant la dépêche avaient été remis en parfait état à l'Adm. B, qui n'avait, du reste, fait aucune réserve à ce moment. Les bulletins de vérification établis plusieurs jours après cette remise ne permettaient pas de rejeter la responsabilité de ces pertes et spoliations sur l'Adm. expéditrice.

L'enquête permit d'établir que l'Adm. B n'avait pas dressé de bulletin de vérification au moment de la remise et selon les conditions exigées à l'art. 134, par. 1, du Règl. de l'Arr. des colis (Ottawa 1957) (art. 123 du Règl. de la Conv. (Lausanne 1974)), qu'elle n'avait pas non plus envoyé à l'Adm. A les pièces requises par l'art. 135 (125 du Règl. de la Conv. (Lausanne 1974)) du même Règl. (sacs, ficelles, plombs de fermeture, étiquettes). En conséquence, les arbitres conclurent à la responsabilité légale de l'Adm. B.

Toutefois, tenant compte des circonstances qui ont empêché l'Adm. B d'ouvrir et de vérifier immédiatement les dépêches et en raison de l'attitude conciliatrice de l'Adm. A, qui s'était préalablement déclarée d'accord de prendre à sa charge la moitié des indemnités à payer aux expéditeurs, les arbitres ont décidé que les Adm. A et B participeraient chacune pour une moitié au versement desdites indemnités, ceci afin de réconcilier les parties en cause et dans l'intérêt de la continuation de la bonne collaboration dans le domaine de l'échange des dépêches postales internationales.

28. *Taux de conversion d'un compte exprimé en fr-or.* Rapp. 1981, p. 94 à 97. Au début de 1979, l'Adm. A avait payé dans la monnaie choisie par le créancier B un décompte exprimé en fr-or en convertissant tout d'abord les fr-or dans sa propre monnaie A par l'intermédiaire du taux de conversion notifié par le BI en 1973, puis le résultat ainsi obtenu en appliquant le cours de la monnaie B pratiqué la veille du paiement sur le marché principal des changes de son pays. Pour sa part, l'Adm. B demandait le paiement sur la base du taux de conversion de sa monnaie par rapport au fr-or, également notifié par le BI en 1973.

Dans la situation monétaire générale créée par la démonétisation de l'or à partir du 1<sup>er</sup> avril 1978 décidée par le Fonds monétaire international (FMI), ni l'art. 7 de la Const., ni l'art. 12 de la Conv. (Lausanne 1974), ni l'art. 103 de son Règl. n'offrent à deux pays membres de cette institution spécialisée des Nations Unies une solution acceptable pour la conversion en monnaie de paiement d'un compte postal international exprimé en fr-or.

Se fondant sur le fait que la révision des taux et des taxes par le Congrès de Lausanne 1974 a été approuvée sur la base de rapports fixes entre chaque monnaie et le dénominateur commun qu'est le fr-or, monnaie type de l'Union, et que par ailleurs l'établissement des comptes postaux en fr-or vise à assurer la stabilité des créances dans un régime de parités fixes, mais ajustables, il a paru que le problème n'était pas tant de chercher une valeur théorique pour le fr-or, mais de savoir comment la valeur constante en prix de 1974 des prestations postales internationales pouvait être maintenue et garantie sous le régime de flottaison générale des monnaies. Dans les circonstances données, l'utilisation du Droit de tirage spécial (DTS) comme monnaie intermédiaire selon la résolution CE 5/1977 a été considérée comme une solution acceptable pour les deux parties en cause et conforme à la position prise par le Congrès de Lausanne 1974 à l'égard de la situation monétaire hésitante de l'époque.

Ainsi, le BI, en qualité d'arbitre unique, a fixé en DTS le montant encore dû par l'Adm. débitrice A et il a arrêté que cette somme était à régler dans la monnaie du pays B au taux de conversion en vigueur à la date de paiement, laquelle ne pouvait pas être éloignée de plus de six semaines de la date de réception de la sentence.

## Titre III

### Dispositions finales

#### Article 33

##### Mise à exécution et durée de la Constitution (1)

La présente Constitution sera mise à exécution le 1<sup>er</sup> janvier 1966 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé (2) la présente Constitution en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du pays siège de l'Union. (3) Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

---

1) Selon une pratique suivie à l'Union depuis sa fondation, le Congrès fixe la date de mise à exécution des Actes sans égard au nombre et à la date des ratifications déposées par les pays signataires. Cette procédure diffère de la pratique classique toujours utilisée, mais moins fréquemment qu'autrefois, selon laquelle les traités entrent en vigueur après qu'un certain nombre de pays signataires les ont ratifiés. L'UPU abandonna également très rapidement la procédure d'échange des instruments de ratification, qui était largement pratiquée autrefois et que l'UPU utilisa au début avant d'introduire la procédure de dépôt desdits instruments auprès du gouvernement qui avait organisé le Congrès.

Il y a lieu de signaler également que, malgré les retards apportés dans la ratification et l'approbation, les Actes de l'Union ont toujours été appliqués par l'ensemble des Pays-membres depuis la date de leur mise à exécution.

Des prop. ont été présentées tendant à ce que les signataires stipulent expressément dans la Conv. même que les Actes signés seraient exécutés provisoirement au cas où, à la date fixée pour l'entrée en vigueur, leur ratification ferait encore défaut. La question fut longuement discutée à la Comm. préparatoire d'Ottawa 1933 et au Congrès du Caire 1934, mais, en fin de compte, ces prop. ne furent pas acceptées (I 20 à 23, 204, 1267 et 1268, II 95 à 98, 151, 152 et 624 à 626, prop. 16, 1275 et 1392). Une prop. tendant à faire dépendre l'entrée en vigueur de la Const. du dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion n'a pas été acceptée par le Congrès de Vienne 1964 (II 1004 et 1005, prop. 1582).

2) Plusieurs déclarations de nature politique ont été faites lors de la signature des Actes des Congrès de Vienne 1964 (III 58 à 61), de Tokyo 1969 (III 35 à 41), de Lausanne 1974 (III 49 à 55), de Rio de Janeiro 1979 (III 25 à 32) et de Hambourg 1984 (III 65 à 77). Pour celles qui ont été faites lors du Congrès de Washington 1989, v. III/1 73 à 77.

3) Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, la fonction de dépositaire des Actes d'un Congrès était assumée par le pays siège de ce Congrès. Etant donné que la Const. est un Acte permanent et pour éviter que des Actes qui sont simultanément en vigueur soient déposés auprès des gouvernements de différents pays, la fonction de dépositaire pour l'ensemble des



Actes de l'Union a été confiée au gouvernement du pays siège de l'UPU, soit au Gouvernement de la Confédération suisse, avant d'être transféré au Directeur général du BI par le Congrès de Washington 1989.

(Signatures) (1) (2) (3)

Pour l'Afghanistan:

M. Azim Gran

Pour la République de l'Afrique du Sud (4)

Pour la République populaire d'Albanie:

G. Nesho

Pour la République algérienne  
démocratique et populaire:

A. Amrani

Pour l'Allemagne:

R. Stücklen

D<sup>r</sup> H. Steinmetz

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

W.J. Hartigan

F.E. Batrus

G. Allan

D.S. Goodson

F.L. Coolidge

A.J. Rioux

R.K. Hancock

Pour l'Ensemble des territoires

des Etats-Unis d'Amérique,

y compris le territoire sous tutelle  
des îles du Pacifique (5):

W.J. Hartigan

F.E. Batrus

G. Allan

D.S. Goodson

F.L. Coolidge

A.J. Rioux

R.K. Hancock

Pour le Royaume de l'Arabie saoudite:

I. Zarai

S.A. Akki

A. Sheikh Jamal Ellil

M.S. Karkadan

Pour la République argentine:

D<sup>r</sup> A. Pages Larraya

A.B. Gazzolo

E.S. Kalbermatten

1) Pour les signatures, v. Congrès de Vienne 1964, III 18 à 33.

2) Des 125 Pays-membres que comptait l'Union à l'ouverture du XV<sup>e</sup> Congrès, 120 ont signé les Actes. Les cinq Pays-membres qui n'ont pas signé sont la Rép. de l'Afrique du Sud, la Rép. d'Haïti, la Rép. de Panama, les Provinces portugaises de l'Afrique occidentale, les Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie.

3) Les dénominations de certains pays ont été modifiées après le Congrès de Vienne 1964. V. liste des pays signataires du quatrième Prot. add. de Washington 1989 (III/1 33 à 69).

4) La Rép. de l'Afrique du Sud a adhéré à la Const. conformément à la procédure décrite à l'art. unique du Prot. final de la Const. (circ. 167/1964). Elle a été expulsée de l'Union par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (résolution C 6/1979). Se fondant sur sa qualité de membre de l'ONU, elle est redevenue Pays-membre de l'UPU en 1981. Le Congrès de Hambourg 1984, par sa résolution C 7/1984, a confirmé l'exclusion de la Rép. d'Afrique du Sud de l'Union et décidé qu'elle ne peut se prévaloir de sa qualité de pays membre de l'ONU pour obtenir sa réadmission à l'UPU tant qu'elle continuera à pratiquer sa politique d'apartheid.

5) L'«Ensemble des territoires des Etats-Unis d'Amérique, y compris le territoire sous tutelle des îles du Pacifique», n'a plus la qualité de Pays-membre depuis le 22 décembre 1977. Ces territoires sont englobés depuis lors dans le ressort de l'Union sur la base de l'art. 23 (circ. 46/1977).

Pour le Commonwealth de l'Australie:  
R.J. Page  
W.K. Waterson  
E.A. Young

Pour la République d'Autriche:  
D<sup>r</sup> B. Schaginger  
D<sup>r</sup> H. Grascher  
D<sup>r</sup> P. Machold  
D<sup>r</sup> J. Paroubek

Pour la Belgique:  
L. Colot  
E. Struyf

Pour la République soviétique socialiste  
de Biélorussie:  
P. Afanassiev

Pour la Birmanie:  
Hla Gyaw Pru

Pour la Bolivie:  
A. Azurduy Estenssoro

Pour les Etats-Unis du Brésil:  
C.F.D.G. da Rocha  
R. Ricupero  
C. de Oliveira Araújo

Pour la République populaire de Bulgarie:  
V.I. Makarski

Pour le Royaume du Burundi:  
B. Ntawigaya

Pour le Royaume du Cambodge:  
H. Sam Ath

Pour la République fédérale du Cameroun:  
G. Tamba

Pour le Canada:  
W.H. Wilson  
F. Pageau  
R. Gosselin  
W.M. MacLean

Pour la République centrafricaine:  
T. Sokony

Pour Ceylan:  
W.S.A. Gunasekera

Pour le Chili:  
A. Urra Pinto

Pour la Chine:  
D<sup>r</sup> K. Wang  
Y.-S. Yü  
P.-W. Sieh

Pour la République de Chypre:  
P. Hajioannou

Pour la République de Colombie:  
T. Muñoz Bolaños  
A. Salazar Paez  
J.C. Castillo Lopez  
D<sup>r</sup> H. Zimmermann

Pour la République du Congo (Brazzaville):  
M. Mavounia

Pour la République du Congo (Léopoldville):  
T. Simpson  
S. Mukendi  
G. Kenda  
A.G. Mubiay

Pour la République de Corée:  
C.H. Lee  
M.K. Bang

Pour la République de Costa-Rica:  
G.L. Herzog

Pour la République de Côte d'Ivoire:  
M. Boguefo

Pour la République de Cuba:  
D. Portela Placeres  
D<sup>r</sup> L. Sola Vila  
F. Marty Valdes

Pour la République du Dahomey:  
G. Gounongbe

Pour le Royaume de Danemark:  
D<sup>r</sup> A. Krog  
J.M.S. Andersen  
T.W. Madsen

Pour la République dominicaine:  
D<sup>r</sup> A.A. Asmar Sanchez

Pour la République de El Salvador:  
D<sup>r</sup> J. Contreras Chavez

Pour la République de l'Equateur:  
R. de Ycaza Cucalon

Pour l'Espagne:  
J.S. de Erice y O'Shea  
M. González y González  
A.M. Garcia  
S. Casasblanco  
L.J. Gil

Pour les Territoires espagnols de l'Afrique (1):

J.A. Prendes  
R.A. Arenas

Pour l'Ethiopie:

M. Hanna  
T. Stéphanos  
G. Gebre Wold

Pour la République de Finlande:

O.J. Saloila  
T.A. Puolanne

Pour la République française:

I. Cabanne  
R. Joder  
C. Girard  
E. Chapart  
E. Mouilleseaux  
A. Gouyon  
R. Morillon  
A. Vatteone

Pour l'Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer (2):

E. Skinazi  
M. Chapron  
M. Chappé

Pour la République gabonaise:

E. Mefane

Pour le Ghana:

J.M. Aggrey

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, y compris les îles de la Manche et l'île de Man:

K.S. Holmes  
K. Hind  
H.C. Hainworth  
C.E. Haynes  
T. Scott  
V.C. Lucas

Pour les Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

K.S. Holmes  
K. Hind  
H.C. Hainworth  
C.E. Haynes  
T. Scott  
V.C. Lucas

Pour la Grèce:

H. Dimopoulos  
G. Yannopoulos  
P. Kiosseoglou

Pour la République du Guatemala:

R.A.M. Hernández

Pour la République de Guinée:

J. Montlouis  
S. Diarra

Pour la République d'Haïti (3)

Pour la République de Haute-Volta:

H. Yameogo  
R.P.A. Ghintran

Pour la République du Honduras:

A. Englander

Pour la République populaire hongroise:

D. Horn

Pour l'Inde:

M. Dayal  
S.M. Gosh  
K.V. Raja

Pour la République d'Indonésie:

S.H. Simatupang

Pour l'Iran:

D' A.N. Mir-Eskandari

Pour la République d'Iraq:

N. Al-Mudarris

1) Le Pays-membre «Territoires espagnols de l'Afrique» a cessé d'exister le 28 février 1976 (circ. 97/1976).

2) L'«Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer» n'a plus la qualité de Pays-membre depuis le 22 décembre 1977. Ces territoires sont englobés depuis lors dans le ressort de l'Union sur la base de l'art. 23 (circ. 46/1977).

3) Haïti a adhéré à la Const. conformément à la procédure décrite à l'art. unique du Prot. final de la Const. (circ. 164/1975).

Pour l'Irlande:

L.O. Bróin  
P.A. Duignan

Pour la République d'Islande:

G. Briem  
R. Júlíusson

Pour Israël:

Ch. Ben-Menachem  
A. Ranan  
Y.L. Landau

Pour l'Italie:

D<sup>r</sup> A. Ponsiglione  
D<sup>r</sup> B. Brunetti

Pour la Jamaïque:

K.A. Jones  
H.A. Fairweather

Pour le Japon:

F. Uchida

Pour le Royaume hachémite de Jordanie:

M. Aoun

Pour Kuwait:

I.Y. Al-Abd Al-Razzak

Pour le Royaume du Laos:

I. Cabanne  
R. Joder  
C. Girard  
E. Chapart  
E. Mouilleseaux  
A. Gouyon  
R. Morillon  
A. Vatteone

Pour la République libanaise:

M. Aoun

Pour la République de Libéria:

B. Page  
B. Andrews

Pour la Libye:

K. Marabutachi  
A.B. Shehab

Pour la Principauté de Liechtenstein:

J. Büchel

Pour le Luxembourg:

D<sup>r</sup> E. Raus  
R. Fournelle

Pour la Malaisie:

I. Varshay  
K.L. Ong  
S. Martin

Pour la République malgache:

J. Ralaivao  
G. Carillon

Pour la République du Mali:

B. Diall

Pour le Royaume du Maroc:

M. El Fassi el Halfaoui  
A. Berrada

Pour les Etats-Unis du Mexique:

L.F. Ramirez Umaña

Pour la Principauté de Monaco:

H.P. Masmejean

Pour la République populaire de Mongolie:

M. Tchimidorj  
L. Natsagdorj

Pour le Népal:

J.L. Satyal

Pour le Nicaragua:

D<sup>r</sup> H. Romich de Gloger

Pour la République du Niger:

M. Zakara  
B. Bolho

Pour la République fédérale de Nigéria:

L.O. Bassey

Pour la Norvège:

K. Johannessen  
W. Sjögren  
E. Døving  
K. Strømsnes

Pour la Nouvelle-Zélande:

J.B. Darnell  
L.T. Heath  
F.J. Jeffery

Pour l'Ouganda:

H.Z.E. Ramogi  
R.H. Newel

Pour le Pakistan:

H.B. Kazi  
A. Shakoor  
Z.N. Ahmad

Pour la République de Panama (1)

Pour le Paraguay:  
K. Bene

Pour les Pays-Bas:  
L.T. Hoolboom

Pour les Antilles néerlandaises  
et Surinam (2):  
E.G. Lede  
P.H.J. Breusers

Pour la République du Pérou:  
H. Merino Machuca  
D<sup>r</sup> E. Cáceres Boluarte

Pour la République des Philippines:  
E. Palomar  
A.S. Navarro

Pour la République populaire de Pologne:  
F. Ladosz

Pour le Portugal:  
D<sup>r</sup> M. de Fontes Pereira de Mello Fonseca  
D<sup>r</sup> J. Braga  
D. Duarte Belo  
J.R. de Matos Pereira  
J. Luciano Viegas de Matos  
C.A. de Melo

Pour les Provinces portugaises de l'Afrique  
occidentale (3)

Pour les Provinces portugaises de l'Afrique  
orientale de l'Asie et de l'Océanie (4)

Pour la République arabe unie:  
D<sup>r</sup> A. Bakir  
T.H. Abdelrahman  
A.H. Haggag  
A.S. Eldali

Pour la République populaire roumaine:  
M. Grigore  
A.P. Matescu  
I. Petraru  
P. Postelnicu  
I. Seefeld

Pour la République rwandaise:  
G. Kamanzi

Pour la République de Saint-Marin:  
D. Forcellini  
W. Müller-Fembeck

Pour la République du Sénégal:  
I. N'Diaye  
M. Ouattara  
A. Sarda  
D. Sow  
C. Migné

Pour la Sierra Leone:  
C.S. Davies

Pour la Somalie:  
D<sup>r</sup> G. Thorel

Pour la République du Soudan:  
M. Salih Sulieman  
H.I. Beshir

Pour la Suède:  
A.E.V. Swartling  
K.A.S. Löfgren  
T.B. Seiden

Pour la Confédération suisse:  
D<sup>r</sup> V. Tuason  
F. Sauser  
E. Buzzi  
C. Chappuis  
M. Marguerat

Pour la République arabe syrienne:  
A.K. Baghdadi  
M. El-Mahamid

1) La Rép. de Panama a adhéré à la Const. conformément à la procédure décrite à l'art. unique du Prot. final de la Const. (circ. 19/1985).

2) Comme suite à l'accession de Suriname à l'indépendance, la dénomination officielle est actuellement «Antilles néerlandaises et Aruba».

3) Ce Pays-membre a cessé d'exister le 11 novembre 1975 (circ. 95/1976).

4) Ce Pays-membre a cessé d'exister le 28 décembre 1977 (circ. 32/1978).

Pour la République unie du Tanganyika  
et de Zanzibar:  
R. Yusuf

Pour la République du Tchad:  
J. Golsala

Pour la République socialiste  
tchécoslovaque:  
J. Maňák

Pour la Thaïlande:  
T. Kiranandana  
S. Sukhanetr  
C. Thongma  
T. Yaowakhandha

Pour la République togolaise:  
E. Lawson  
I. Ekue

Pour Trinité et Tobago:  
K. Mohammed  
G. Lee  
N. Warren  
S. Carmudden

Pour la Tunisie:  
S. Bezzaouia  
A. Fendri

Pour la Turquie:  
F. Alpiskender  
A.E. Kutkan  
N.N. Ekinci

Pour la République soviétique socialiste  
d'Ukraine:  
G. Sintshenko

Pour l'Union des républiques soviétiques  
socialistes:  
K. Sergueitchuk

Pour la République orientale de l'Uruguay:  
C.W. Aliseris

Pour l'Etat de la cité du Vatican:  
G. Pringione  
H. Miehsler  
D' F. Muschl

Pour la République de Vénézuéla:  
O.M. Lips  
J.M. Sánchez

Pour le Viêt-Nam:  
T. Ran-Văn-Viễn  
Vô-Văn-Cái

Pour la République arabe du Yémen:  
M. Zayed

Pour la République socialiste fédérative  
de Yougoslavie:  
P. Vasiljević  
M. Mićić  
D. Pataki  
M. Kristić

## Protocole final de la Constitution de l'Union postale universelle

Au moment de procéder à la signature de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

### Article unique

#### Adhésion à la Constitution (1)

Les Pays-membres de l'Union qui n'ont pas signé la Constitution peuvent y adhérer en tout temps. L'instrument d'adhésion est adressé par la voie diplomatique au Gouvernement du pays siège de l'Union et, par ce dernier, aux Gouvernements des Pays-membres de l'Union. (2) (3) (4)

---

1) Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, il était usuel d'inclure dans le Prot. final de la Conv. un art. permettant aux Pays-membres qui n'étaient pas représentés au Congrès d'adhérer unilatéralement aux Actes de ce Congrès avant leur mise en vigueur (art. XV et XVI du Prot. final de la Conv. (Ottawa 1957)). Les Pays-membres qui, tout en étant représentés, n'avaient pas signé les Actes d'un Congrès ont également été traités de la même façon (art. XIV du Prot. final de la Conv. (Ottawa 1957)).

Malgré l'art. 2 de la Const., qui transfère la qualité de Pays-membre aux pays qui avaient cette qualité dans le cadre des Actes d'Ottawa, le Congrès de Vienne 1964 décida, sur prop. de l'URSS, d'insérer un art. dans le même sens au Prot. final de la Const. (Il 1009 et 1020, Doc 128). Il en résulte que les Pays-membres non signataires de la Const. de Vienne doivent, malgré le droit dont ils bénéficient en vertu de l'art. 2 de la Const., accomplir l'acte formel d'adhésion prévu dans le présent art. Les Pays-membres visés par le présent art. sont, d'une part, ceux qui n'ont pas signé les Actes de Vienne (cf. Il 470, lettre b)) et, d'autre part, ceux qui sont devenus membres avant le 1<sup>er</sup> janvier 1966, date de la mise en vigueur de la Const. Aucun délai n'est prescrit pour leur adhésion.

L'adhésion à la Const. doit comporter également une déclaration d'adhésion aux Actes obligatoires de l'Union, par analogie avec ce qui figure à l'art. 11, par. 3, de la Const. (cf. aussi art. 22, par. 2 et 3, de la Const.).

2) La République de l'Afrique du Sud (circ. 167/1964), le Kenya, en 1966 (circ. 107/1968), Malte (circ. 124/1968), les Provinces portugaises de l'Afrique occidentale et les Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie (circ. 241/1968) ont eu recours à cette procédure pour adhérer aux Actes du Congrès de Vienne 1964. La République d'Haïti (circ. 164/1975) et la République de Panama (circ. 19/1985) ont également fait usage de cette disp. pour adhérer à la Const.

3) L'adhésion en vertu de cet art. prend effet à partir de la date du dépôt de l'instrument d'adhésion.

4) Il n'y a plus, à l'heure actuelle, de Pays-membre devant encore adhérer à la Const.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Constitution, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du pays siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

---

(Pour les signatures, v. Doc du Congrès de Vienne 1964, III 35 à 50.)



## Protocoles additionnels à la Constitution de l'Union postale universelle (1)

1) Depuis l'adoption de la Const. de l'UPU au Congrès de Vienne 1964, celle-ci a été modifiée successivement aux Congrès de Tokyo 1969, de Lausanne 1974, de Hambourg 1984 et de Washington 1989. Les modifications ont été insérées dans le texte de la Const. qui figure en tête de ce fasc. Toutefois, il a paru utile de reproduire les art. IX, X et XI du quatrième Prot. add. de Washington 1989, qui ne sont pas intégrés dans la Const., mais qui demeurent valables.

### Quatrième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle (Washington 1989)

(Extrait)

#### Table des matières

Art.

- I. (art. 7 modifié) Unité monétaire
- II. (art. 11 modifié) Adhésion ou admission à l'Union. Procédure
- III. (art. 12 modifié) Sortie de l'Union. Procédure
- IV. (art. 21 modifié) Dépenses de l'Union. Contributions des Pays-membres
- V. (art. 22 modifié) Actes de l'Union
- VI. (art. 23 modifié) Application des Actes de l'Union aux territoires dont un Pays-membre assure les relations internationales
- VII. (art. 25 modifié) Signature, authentification, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union
- VIII. (art. 26 modifié) Notification des ratifications et des autres modes d'approbation des Actes de l'Union
- IX. Notification de l'adhésion aux Protocoles additionnels à la Constitution de l'Union postale universelle
- X. Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union
- XI. Mise à exécution et durée du Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Les plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle, réunis en Congrès à Washington, vu l'article 30, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont adopté, sous réserve de ratification, les modifications suivantes à ladite Constitution.

**Article I**  
**(Article 7 modifié) (1)**

- 
- 1) Pour le texte, v. art. 7 modifié de la Const.

**Article II**  
**(Article 11 modifié) (1)**

- 
- 1) Pour le texte, v. art. 11 modifié de la Const.

**Article III**  
**(Article 12 modifié) (1)**

- 
- 1) Pour le texte, v. art. 12 modifié de la Const.

**Article IV**  
**(Article 21 modifié) (1)**

- 
- 1) Pour le texte, v. art. 21 modifié de la Const.

**Article V**  
**(Article 22 modifié) (1)**

- 
- 1) Pour le texte, v. art. 22 modifié de la Const.

Article VI  
(Article 23 modifié) (1)

- 
- 1) Pour le texte, v. art. 23 modifié de la Const.

Article VII  
(Article 25 modifié) (1)

- 
- 1) Pour le texte, v. art. 25 modifié de la Const.

Article VIII  
(Article 26 modifié) (1)

- 
- 1) Pour le texte, v. art. 26 modifié de la Const.

Article IX  
Notification de l'adhésion aux Protocoles additionnels à la Constitution de  
l'Union postale universelle

A partir de la mise en vigueur des Actes du Congrès de Washington 1989, les instruments portant adhésion au Protocole additionnel de Tokyo 1969, au deuxième Protocole additionnel de Lausanne 1974 et au troisième Protocole additionnel de Hamburg 1984 doivent être adressés au Directeur général du Bureau international. Celui-ci notifie ce dépôt aux Gouvernements des Pays-membres.

Article X  
Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union

1. Les Pays-membres qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer en tout temps. (1)
2. Les Pays-membres qui sont parties aux Actes renouvelés par le Congrès mais qui ne les ont pas signés sont tenus d'y adhérer dans le plus bref délai possible.

3. Les instruments d'adhésion relatifs aux cas visés aux paragraphes 1 et 2 doivent être adressés au Directeur général du Bureau international. Celui-ci notifie ce dépôt aux Gouvernements des Pays-membres.

---

1) L'adhésion prend effet à la date du dépôt de l'instrument d'adhésion auprès du Directeur général du BI.

#### Article XI

Mise à exécution et durée du Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Le présent Protocole additionnel sera mis à exécution le 1<sup>er</sup> janvier 1991 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont dressé le présent Protocole additionnel, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Constitution, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Washington, le 14 décembre 1989.

---

(Pour les signatures, v. tome III/1 des Doc de Washington 1989, p. 33 à 69.)

## Déclarations faites lors de la signature des Actes du Congrès de Washington 1989

### I

#### *Au nom de la République argentine:*

«Il est réitéré la réserve formulée lors de la ratification de la Constitution de l'Union postale universelle, signée à Vienne (Autriche) le 10 juillet 1964, par laquelle le Gouvernement argentin a expressément fait remarquer que l'article 23 de ladite charte organique ne vise ni ne comprend les îles Malouines, les îles Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud ni l'Antarctide argentine. C'est pourquoi la République argentine réaffirme sa souveraineté sur lesdits territoires qui font partie intégrante de son territoire national. Il est également rappelé que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté les résolutions 2065(XX), 3160(XVIII), 31/49, 37/9, 38/12, 39/6, 40/21, 41/40, 42/19 et 43/25, par lesquelles il est reconnu l'existence d'un litige de souveraineté et il est demandé aux Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'engager des négociations afin de résoudre le litige et de trouver une solution pacifique et définitive aux problèmes en suspens entre les deux pays, y compris toutes les questions concernant l'avenir des îles Malouines, conformément à la Charte des Nations Unies.

De même, la République argentine signale que la disposition contenue dans l'article 30, paragraphe 1, de la Convention postale universelle sur la circulation de timbres-poste valables dans le pays d'origine ne sera pas considérée comme obligatoire pour la République lorsque ceux-ci déforment la réalité géographique et juridique argentine, sans préjudice de l'application du paragraphe 15 de la Déclaration commune argentino-britannique du 1<sup>er</sup> juillet 1971 sur les communications et sur le mouvement entre le territoire continental argentin et les îles Malouines, approuvée par échange de lettres entre les deux Gouvernements le 5 août 1971.»

(Congrès – Doc 87)

### II

#### *Au nom du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man:*

«Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'a aucun doute quant à la souveraineté du Royaume-Uni sur les îles Falkland, la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud, ainsi que sur le

Territoire britannique antarctique. A ce propos, il appelle l'attention sur l'article IV du Traité de l'Antarctique auquel le Royaume-Uni et l'Argentine sont parties.

Le Gouvernement du Royaume-Uni n'accepte donc pas la déclaration de la République argentine qui prétend contester la souveraineté des territoires mentionnés ci-dessus et il n'accepte pas non plus la déclaration de la République argentine relative à l'article 30, paragraphe 1, de la Convention postale universelle.

En ce qui concerne les autres questions visées dans la déclaration de la République argentine, le Gouvernement du Royaume-Uni réserve sa position.»

(Congrès – Doc 90)

### III

*Au nom de la République d'Afghanistan, de la République algérienne démocratique et populaire, du Royaume de l'Arabie saoudite, de l'Etat de Bahrein, de Brunei Darussalam, de la République de Djibouti, des Emirats arabes unis, de la République d'Indonésie, de la République d'Iraq, de la Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste, du Royaume hachémite de Jordanie, de Kuwait, de la République libanaise, de la Malaisie, du Royaume du Maroc, de la République islamique de Mauritanie, du Sultanat d'Oman, de la République islamique du Pakistan, de l'Etat de Qatar, de la République arabe syrienne, de la République tunisienne, de la République arabe du Yémen de la République démocratique populaire du Yémen:*

«Les délégations susmentionnées,

considérant

la Quatrième Convention de Genève 1949 relative à la protection des civils en temps de guerre, d'une part, et la décision de l'Organisation des Nations Unies n° 3379 D.30 du 10 novembre 1975 qualifiant le sionisme de forme de racisme et de discrimination raciale, d'autre part,

rappelant

que le sionisme présente tous les caractères de l'impérialisme par le fait qu'il est une source constante de conflit et de guerre avec les pays du Moyen-Orient (limitrophes),

constatant

que le sionisme pratique, de par sa philosophie fondamentale, un expansionnisme déclaré puisqu'il occupe des territoires reconnus de facto et de jure appartenant à des pays libres, indépendants, et membres de la communauté internationale,

conscientes

de ce que le peuple palestinien subit les affres d'une guerre qui lui est imposée et que, par conséquent, sa défense est une cause juste puisqu'elle vise la cessation de son martyre, le recouvrement de ses droits humains et sociaux, et le droit à l'autodétermination et la construction de son Etat indépendant sur le territoire de Palestine,

considérant

que le dénommé Israël est le fer de lance de cette philosophie d'impérialisme, d'expansionnisme et de racisme,

*confirment*

leur déclaration n° IX faite au Congrès de Vienne 1964, leur déclaration n° III faite au Congrès de Tokyo 1969, leur déclaration n° III faite au Congrès de Lausanne 1974, leur déclaration n° V faite au Congrès de Rio de Janeiro 1979 et leur déclaration n° XXVII faite au Congrès de Hamburg 1984

*et réaffirment*

que leur signature de tous les Actes de l'Union postale universelle (Congrès de Washington 1989) ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de ces Actes par leur gouvernement respectif ne sont pas valables vis-à-vis du membre inscrit sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.»

(Congrès – Doc 90/Add 1/Rev 1)

#### IV

*Au nom d'Israël:*

#### A

«La délégation d'Israël au XX<sup>e</sup> Congrès de l'Union postale universelle rejette sans réserve et dans leur intégralité toutes les déclarations ou réserves faites par certains Pays-membres de l'Union au XV<sup>e</sup> Congrès de l'Union (Vienne 1964), au XVI<sup>e</sup> Congrès (Tokyo 1969), au XVII<sup>e</sup> Congrès (Lausanne 1974), au XVIII<sup>e</sup> Congrès (Rio de Janeiro 1979), au XIX<sup>e</sup> Congrès (Hamburg 1984) et au XX<sup>e</sup> Congrès (Washington 1989) prétendant ne pas tenir compte de ses droits de membre de l'UPU. Elles sont en effet incompatibles avec le statut de membre de l'ONU et de l'UPU d'Israël. En outre, ces déclarations ont été faites dans l'intention de ne pas appliquer les dispositions des

Actes de l'UPU et sont dès lors contraires à la lettre et à l'esprit de la Constitution, de la Convention et des Arrangements.

De ce fait, la délégation d'Israël considère ces déclarations comme illégales, nulles et non avenues.»

(Congrès – Doc 90/Add 2)

### B

«La délégation d'Israël déplore la tentative d'une certaine délégation au XX<sup>e</sup> Congrès d'introduire des propositions ou des questions de caractère purement politique hors de propos pour saper les efforts visant à atteindre les objectifs de collaboration internationale de l'UPU dans les domaines culturel, social et économique. Cette politisation est contraire au but essentiellement technique et spécialisé de l'UPU et porte atteinte au rôle précieux que l'Union joue dans la communauté internationale.

La délégation d'Israël déclare s'opposer à toute proposition ou résolution contrevenant au principe d'universalité de la qualité de membre de l'UPU ou de tout autre organisme ou institution spécialisé de l'Organisation des Nations Unies.»

(Congrès – Doc 90/Add 3)

### V

*Au nom du Chili:*

«Tous les bureaux de poste du Chili sont établis sur son propre territoire, dont le secteur antarctique chilien fait partie intégrante.»

(Congrès – Doc 90/Add 4)

### VI

*Au nom du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man:*

«En ce qui concerne la déclaration faite par la délégation du Chili, le Royaume-Uni désire déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté ne doute pas de sa souveraineté sur le Territoire britannique de l'Antarctique et souhaite attirer l'attention sur l'article 4 du Traité de 1959 sur l'Antarctique, auquel le Gouvernement chilien et le Gouvernement de Sa Majesté sont tous deux parties.»

(Congrès – Doc 90/Add 5)



## VII

### *Au nom des Etats-Unis d'Amérique:*

«Compte tenu de la déclaration faite à propos des bureaux de poste situés en Antarctique, les Etats-Unis d'Amérique déclarent qu'ils réservent leur position et qu'ils prennent note de l'article 4 du Traité de 1959 sur l'Antarctique.»

(Congrès – Doc 90/Add 6)

## VIII

### *Au nom de l'Australie:*

«Compte tenu de la déclaration faite par la délégation du Chili, l'Australie attire l'attention sur l'article 4 du Traité sur l'Antarctique et déclare qu'elle considère ses bureaux de poste situés sur le Territoire australien de l'Antarctique comme faisant partie du territoire australien.»

(Congrès – Doc 90/Add 7)

## IX

### *Au nom d'Israël:*

«La délégation d'Israël s'oppose fermement au changement de désignation de l'OLP par celle de «Palestine» sur la pancarte portant le nom des pays au XX<sup>e</sup> Congrès. La délégation d'Israël maintient son objection à l'octroi du statut d'observateur à l'OLP, sous quelque désignation que ce soit, pour les raisons qui sont bien connues. La délégation d'Israël considère cette mesure comme une action qui aggrave davantage la situation.»

(Congrès – Doc 90/Add 8)



# Règlement général de l'Union postale universelle

## Table des matières

### Chapitre I

#### Fonctionnement des organes de l'Union

Art.

- 101. Organisation et réunion des Congrès et Congrès extraordinaires
- 102. Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif
- 103. Documentation sur les activités du Conseil exécutif
- 104. Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales
- 105. Documentation sur les activités du Conseil consultatif des études postales
- 106. Règlement intérieur des Congrès
- 107. Langues utilisées pour la **documentation**, les délibérations et la correspondance de service

### Chapitre II

#### Bureau international

- 108. Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international
- 109. Fonctions du Directeur général
- 110. Fonctions du Vice-Directeur général
- 111. Secrétariat des organes de l'Union
- 112. Liste des Pays-membres
- 113. Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes
- 114. Coopération technique
- 115. Formules fournies par le Bureau international
- 116. Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux
- 117. Revue de l'Union
- 118. Rapport annuel sur les activités de l'Union

## Chapitre III

### Procédure d'introduction et d'examen des propositions

- 119. Procédure de présentation des propositions au Congrès
- 120. Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès
- 121. Examen des propositions entre deux Congrès
- 122. Notification des décisions adoptées entre deux Congrès
- 123. **Mise en vigueur des Règlements d'exécution et des autres décisions adoptés** entre deux Congrès

## Chapitre IV

### Finances

- 124. Fixation et règlement des dépenses de l'Union
- 125. Classes de contribution
- 126. Paiement des fournitures du Bureau international

## Chapitre V

### Arbitrages

- 127. Procédure d'arbitrage

## Chapitre VI

### Dispositions finales

- 128. Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général
- 129. Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies
- 130. Mise à exécution et durée du Règlement général

# Règlement général de l'Union postale universelle

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, (1) de ladite Constitution, arrêté, dans le présent Règlement général, les dispositions suivantes assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union. (2)

- 1) Cette disp. est devenue l'art. 25, par. 4, depuis l'entrée en vigueur des Actes de Washington.
- 2) V. annot. à l'art. 22 de la Const.

## Chapitre I

### Fonctionnement des organes de l'Union

#### Article 101

Organisation et réunion des Congrès et Congrès extraordinaires  
(Const. 14, 15) (1) (2) (3)

1. Les représentants des Pays-membres se réunissent en Congrès au plus tard cinq ans après la date de mise à exécution des Actes du Congrès précédent.
2. Chaque Pays-membre se fait représenter au Congrès par un ou plusieurs plénipotentiaires munis, par leur Gouvernement, des pouvoirs nécessaires. (4) (5) (6) (7) Il peut, au besoin, se faire représenter par la délégation d'un autre Pays-membre. Toutefois, il est entendu qu'une délégation ne peut représenter qu'un seul Pays-membre autre que le sien.
3. Dans les délibérations, chaque Pays-membre dispose d'une voix. (8)
4. En principe, chaque Congrès désigne le pays dans lequel le Congrès suivant aura lieu. (9) Si cette désignation se révèle inapplicable, le Conseil exécutif est autorisé à désigner le pays où le Congrès tiendra ses assises, après entente avec ce dernier pays. (10)
5. Après entente avec le Bureau international, le Gouvernement invitant fixe la date définitive et le lieu exact du Congrès. Un an, en principe, avant

cette date, le Gouvernement invitant envoie une invitation au Gouvernement de chaque Pays-membre. Cette invitation peut être adressée soit directement, soit par l'intermédiaire d'un autre Gouvernement, soit par l'entremise du Directeur général du Bureau international. Le Gouvernement invitant est également chargé de la notification à tous les Gouvernements des Pays-membres des décisions prises par le Congrès. (11) (12) (13)

6. Lorsqu'un Congrès doit être réuni sans qu'il y ait un Gouvernement invitant, le Bureau international, avec l'accord du Conseil exécutif et après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser le Congrès dans le pays siège de l'Union. Dans ce cas, le Bureau international exerce les fonctions du Gouvernement invitant. (14)

7. Le lieu de réunion d'un Congrès extraordinaire est fixé, après entente avec le Bureau international, par les Pays-membres ayant pris l'initiative de ce Congrès.

8. Les paragraphes 2 à 6 sont applicables par analogie aux Congrès extraordinaires. (15)

1) Note sur les Congrès, leur durée, ainsi que sur le nombre des participants, des pays représentés et des prop.

	<i>Jours</i>	<i>Délégués</i>	<i>Fonctionnaires attachés, experts, etc.</i>	<i>Total des participants</i>	<i>Pays représentés</i>	<i>Nombre de prop.</i>
1. Berne 1874 (15 septembre–9 octobre)	25	33	9	42	22	—
2. Paris 1878 (2 mai–4 juin)	34	54	9	63	37	413
3. Lisbonne 1885 (4 février–21 mars)	46	57	27	84	48	818
4. Vienne 1891 (20 mai–4 juillet)	46	74	25	99	49	553
5. Washington 1897 (5 mai–15 juin)	42	86	17	103	56	653
6. Rome 1906 (7 avril–26 mai)	50	107	26	133	63	798
7. Madrid 1920 (1 <sup>er</sup> octobre–30 novembre)	61	138	33	171	69	2248
8. Stockholm 1924 (4 juillet–28 août)	56	148	34	182	78	1501
9. Londres 1929 (10 mai–28 juin)	50	148	31	179	85	1895
10. Le Caire 1934 (1 <sup>er</sup> février–20 mars)	48	121	32	153	81	1666
11. Buenos Aires 1939 (1 <sup>er</sup> avril–23 mai)	53	141	33	174	81	1108
12. Paris 1947 (7 mai–5 juillet)	60	208	83	291	79	821
13. Bruxelles 1952 (14 mai–11 juillet)	59	228	55	283	91	1712

	Jours	Délégués	Fonctionnaires attachés, experts, etc.	Total des participants	Pays représentés	Nombre de prop.
14. Ottawa 1957 (14 août–3 octobre)	51	241	49	290	96	1288
15. Vienne 1964 (29 mai–11 juillet)	44	466	54	520	122	1244
16. Tokyo 1969 (1 <sup>er</sup> octobre–14 novembre)	45	474	54	528	133	1156
17. Lausanne 1974 (22 mai–4 juillet)	44	616	75	691	143	1038
18. Rio de Janeiro 1979 (12 septembre–26 octobre)	45	681	143	824	143	1351
19. Hamburg 1984 (18 juin–27 juillet)	40	757	179	936	153	1048
20. Washington 1989 (13 novembre–14 décembre)	32	1006	157	1163	162	881

2) Le Congrès a pour tâche essentielle de reviser les Actes ou de les compléter. En outre:

- a) il désigne les Pays-membres du CE (art. 102, par. 3) et du CCEP (art. 104, par. 2);
- b) il élit le Directeur général et le Vice-Directeur général du BI (art. 108, par. 1);
- c) il fixe le chiffre max. que peuvent atteindre les dépenses annuelles de l'Union (art. 124, par. 1) et les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (art. 124, par. 2);
- d) il examine le rapport que le CE, d'une part, et le CCEP, d'autre part, lui présentent sur l'ensemble de leurs activités (art. 103, par. 2, et 105, par. 3);
- e) il arrête le programme général des activités de l'Union pour la période quinquennale suivante (v. résolution C 91/1989 du Congrès de Washington);
- f) il fixe les études que devra effectuer le CE (art. 102, par. 6.18);
- g) il examine et adopte le programme de travail du CCEP (art. 104, par. 12);
- h) il adopte les décisions et les résolutions concernant le fonctionnement des différents organes de l'Union;
- i) il fixe les modalités d'application de certaines disp. des Actes de l'Union;
- j) il peut donner son interprétation (interprétation authentique) ou son avis sur l'application des disp. des Actes de l'Union ou sur une question d'intérêt commun;
- k) il prend certaines décisions de principe au sujet de l'administration du BI;
- l) il prend certaines décisions de principe au sujet de la coopération technique.

En ce qui concerne la portée juridique des avis, interprétations et vœux, le Congrès de Bruxelles 1952 a pris la résolution suivante: «Appelé à se prononcer sur la portée des avis, des interprétations et des vœux se rapportant aux Actes de l'Union, adoptés par les divers Congrès et relatés dans les procès-verbaux des séances, le Congrès de Bruxelles 1952 a exprimé l'avis que ceux-ci n'ont pas la même valeur juridique que les Actes auxquels ils se rapportent. Ces avis, interprétations, etc., ont pour objet de faciliter éventuellement l'interprétation de la Convention et des Arrangements.» (II 316 et 317, prop. 4.)

A part ces interprétations qui ressortent des procès-verbaux, il y a les interprétations authentiques des Actes de l'Union qui font l'objet d'une prop. formelle. Ces interprétations ont la même valeur que les Actes auxquels elles se rapportent (v. Congrès de Hamburg 1984, II 347 à 349, prop. 1003.1); elles sont adoptées à la majorité des membres présents et votant, à moins que le Congrès n'en décide autrement à la majorité des Pays-membres présents et votant (art. 20, par. 2, du Règl. int. des Congrès).

3) Le Congrès de Vienne 1964 a chargé le CE «d'étudier les méthodes et les moyens par lesquels les travaux des Congrès pourraient être simplifiés et leur marche accélérée, en tenant compte des idées contenues dans la prop. 1002» (II 523, résolution C 10/1964). Cette question a été examinée sous divers aspects par le CE. En ce qui concerne plus particulièrement le remplacement éventuel du Congrès tel qu'on l'a connu jusqu'ici par un Congrès de portée limitée et des Conf. administratives pour les problèmes relevant de la technique postale, une enquête fut ouverte auprès de l'ensemble des Adm., qui se prononcèrent dans leur majorité contre cette éventualité (Rapp. quinquennal 1964–1969, ch. 59).

Le CE issu du Congrès de Rio de Janeiro 1979 a également été saisi d'une prop. présentée par les membres de l'APPU, qui demandaient que cet organe procédât à un examen détaillé de l'organisation et du fonctionnement des Congrès de l'UPU en vue d'en améliorer l'efficacité et le déroulement (décision CE 4/1980). Le Congrès de Hambourg 1984 adopta toute une série de mesures à cet effet (I 1230 à 1234, II 295 à 306) et chargea le CE de parachever ce travail de rationalisation du Congrès par deux nouv. études, l'une portant sur la réglementation postale internationale, dans le but d'éviter notamment le recours systématique au Congrès pour la revision des Actes de l'Union (résolution C 56/1984), l'autre sur les moyens de ramener à cinq semaines au plus la durée du Congrès (résolution C 53/1984). Au terme de cette dernière étude, le CE a pris plusieurs séries de mesures (décisions CE 17/1985 et CE 12/1986 ainsi que résolution CE 2/1988). En outre, sur la base de ses prop., le Congrès de Washington 1989 a mis en place, avec effet immédiat, un mécanisme plus rapide de prise de décisions et de mesures entre les Congrès, en transférant au CE le pouvoir législatif en matière de Règl. (art. 22 de la Const.) et en renforçant le rôle du CCEP dans l'établissement et la revision des normes techniques (art. 104, par. 9.7). Une étude complémentaire a été demandée au CE sur les questions suivantes:

- deuxième phase du transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès (résolution C 2/1989);
- structure de la Conv. des Arr. et de leurs Règl. (résolution C 14/1989);
- renforcement des activités prioritaires de l'Union (résolution C 67/1989);
- amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union (résolution C 8/1989).

4) Jusqu'au Congrès de Paris 1947, le principe avait toujours prévalu de ne pas admettre aux réunions de l'UPU des organismes étrangers au service postal. V. aussi annot. 5 à l'art. 20 de la Const. Les premiers observateurs qui ont été admis à cette époque furent l'ONU, l'OACI et l'IATA. A noter que, depuis le Congrès de Vienne 1964, il incombe au CE de désigner les organisations internationales intergouvernementales qui doivent être invitées à se faire représenter à un Congrès. Cette compétence a été étendue aux organisations non gouvernementales par le Congrès de Hambourg 1984 (v. art. 102, par. 6.17).

Un certain nombre d'organisations internationales sont actuellement considérées comme observateurs de droit au Congrès, car leur représentation découle d'une disp. ou d'une résolution. Ce sont:

- les représentants de l'ONU (Accord ONU/UPU);
- les représentants des Unions restreintes (art. 8, par. 2, de la Const.);
- des représentants de l'OUA, de la Ligue des Etats arabes (résolutions C 92/1974 du Congrès de Lausanne et C 7/1979 du Congrès de Rio de Janeiro);
- les mouvements de libération nationale (résolution C 3/1974 du Congrès de Lausanne).

5) Au Congrès de Vienne 1891, la question fut discutée de savoir s'il ne conviendrait pas de renoncer à l'expression «plénipotentiaires» pour se contenter de celle de «délégués» des pays contractants et encore de remplacer la «ratification» des Actes du Congrès par une simple «approbation», forme moins solennelle. Cependant, par souci de conserver au Congrès le même caractère diplomatique qu'il avait dès le début, la prop. fut écartée.

6) «Gouvernement» désigne ici la plus haute autorité qui détient le pouvoir de négocier et de conclure les traités et conventions, soit le pouvoir exécutif représentant l'Etat (Congrès de Londres 1929, II 134 et 135). En fait, les pouvoirs des délégués sont signés soit par le Chef de l'Etat, par le Chef du Gouvernement ou par le Ministre des affaires étrangères, comme le prévoit l'art. 3, par. 1, du Règl. int. des Congrès.

7) La situation des délégués dont les pouvoirs font défaut ou sont irréguliers est réglée à l'art. 3, par. 3, du Règl. int. des Congrès.

8) Un Etat confédéré ou une confédération d'Etats avec un pouvoir central, même s'il se compose de plusieurs Etats ayant conservé une certaine autonomie ou souveraineté, ne peut toutefois pas prétendre à plusieurs voix (Congrès de Stockholm 1924, II 128, 206, 217 et 218).

9) Le prochain Congrès aura lieu en Corée (Rép.), en 1994 (Congrès de Washington 1989, II Congrès – PV 10, décision C 49/1989).



10) Ce par. a été ajouté par le Congrès de Vienne 1964 (II 909, 910 et 975 à 977, prop. 2002 CEL amendée par la France et la République arabe unie). Sous le régime des Actes antérieurs, le Congrès seul était habilité à désigner le pays siège du prochain Congrès. Cette pratique trop stricte a causé de sérieuses difficultés pour l'organisation du XV<sup>e</sup> Congrès. En effet, le pays hôte désigné par le Congrès d'Ottawa s'étant désisté, la CEL n'a eu d'autre ressource que de demander au Gouvernement suisse de procéder à une consultation diplomatique des Pays-membres de l'UPU pour approuver la candidature d'un nouv. pays siège (circ. 89 et 147/1961). L'Inde, à son tour, ayant dû se désister, une seconde consultation diplomatique aboutit à la désignation de l'Autriche, qui devint ainsi le siège du XV<sup>e</sup> Congrès (circ. 174/1962, 14 et 55/1963). La procédure envisagée, outre qu'elle laisse au Congrès la latitude de désigner le siège du prochain Congrès, permet au CE de régler lui-même cette question quand, par suite de circonstances particulières et imprévisibles, le pays hôte désigné n'est pas en mesure de faire face à ses engagements.

11) Ce par. a été introduit par le Congrès de Vienne 1964 (II 978 et 979, prop. 2003). C'est en somme la consécration officielle de la pratique suivie jusqu'ici pour ce qui concerne les invitations à adresser aux Pays-membres en vue du prochain Congrès. Par ailleurs, il paraissait excessif de fixer cinq ans à l'avance la date définitive et le lieu exact du Congrès. Dorénavant, l'un et l'autre ne deviendront définitifs qu'au moment de la convocation officielle des Pays-membres par le gouvernement du pays siège.

12) En ce qui concerne la notification des résolutions et décisions du Congrès autres que celles modifiant les Actes, le Congrès de Lausanne 1974 a adopté la résolution C 1/1974. Les décisions dont il s'agit figurent à la fin du tome III des Doc du Congrès et, sous cette même forme, elles ont été transmises aux gouvernements des Pays-membres de l'Union avec les Actes définitifs dans le volume intitulé «Décisions du Congrès».

13) Des difficultés diplomatiques entre pays ne doivent pas influencer ou empêcher une invitation, soit directe, soit par l'intermédiaire d'un autre pays, ni la représentation du pays intéressé à un Congrès ou à une Conf. (Congrès de Londres 1929, I 1383, II 155).

14) Ce par. a été ajouté par le Congrès de Vienne 1964 (II 979, prop. 2004) pour permettre au Congrès de se réunir même s'il n'y a pas de pays invitant.

15) V. annot. 2 et 3 à l'art. 15 de la Const.

## Article 102

### Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif (Const. 17) (1) (2)

1. Le Conseil exécutif se compose d'un Président (3) et de trente-neuf membres (4) (5) qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs. (6)

2. La présidence est dévolue de droit au pays hôte du Congrès. (7) Si ce pays se désiste, il devient membre de droit et, de ce fait, le groupe géographique (8) auquel il appartient dispose d'un siège supplémentaire auquel les restrictions du paragraphe 3 ne sont pas applicables. Dans ce cas, le Conseil exécutif élit à la présidence un des membres appartenant au groupe géographique dont fait partie le pays hôte.

3. Les trente-neuf membres du Conseil exécutif sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. (9) La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; (10) aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès. (11)
4. Le représentant de chacun des membres du Conseil exécutif est désigné par l'Administration postale de son pays. (12) Ce représentant doit être un fonctionnaire qualifié de l'Administration postale. (13)
5. Les fonctions de membre du Conseil exécutif sont gratuites. Les frais de fonctionnement de ce Conseil sont à la charge de l'Union.
6. Le Conseil exécutif a les attributions suivantes: (14)
  - 6.1 coordonner et superviser toutes les activités de l'Union dans l'intervalle des Congrès; (15)
  - 6.2 **procéder à la revision des Règlements d'exécution de l'Union dans les six mois qui suivent la clôture du Congrès, à moins que celui-ci n'en décide autrement. En cas d'urgente nécessité, le Conseil exécutif peut également modifier lesdits Règlements à d'autres sessions;** (16)
  - 6.3 **entreprendre toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;** (17)
  - 6.4 favoriser, coordonner et superviser toutes les formes d'assistance technique postale dans le cadre de la coopération technique internationale; (18)
  - 6.5 examiner et approuver le budget et les comptes annuels de l'Union;
  - 6.6 autoriser, si les circonstances l'exigent, le dépassement du plafond des dépenses conformément à l'article 124, paragraphes 3, 4 et 5;
  - 6.7 arrêter le Règlement financier de l'UPU;
  - 6.8 arrêter les règles régissant le Fonds de réserve;
  - 6.9 **arrêter les règles régissant le Fonds des activités spéciales;** (19)
  - 6.10 assurer le contrôle de l'activité du Bureau international; (20)
  - 6.11 autoriser, s'il est demandé, le choix d'une classe de contribution inférieure, conformément aux conditions prévues à l'article 125, paragraphe 6;
  - 6.12 arrêter le Statut du personnel et les conditions de service des fonctionnaires élus; (21)
  - 6.13 nommer ou promouvoir les fonctionnaires au grade de Sous-Directeur général (D 2); (22)
  - 6.14 arrêter le Règlement du Fonds social;
  - 6.15 approuver le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union et présenter, s'il y a lieu, des commentaires à son sujet;

- 6.16 décider des contacts à prendre avec les Administrations postales pour remplir ses fonctions;
- 6.17 décider des contacts à prendre avec les organisations qui ne sont pas des observateurs de droit, examiner et approuver les rapports du Bureau international sur les relations de l'UPU avec les autres organismes internationaux, prendre les décisions qu'il juge opportunes sur la conduite de ces relations et la suite à leur donner; (23) (24) désigner, en temps utile, les organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales qui doivent être invitées à se faire représenter à un Congrès et charger le Directeur général du Bureau international d'envoyer les invitations nécessaires; (25)
- 6.18 étudier, à la demande du Congrès, du CCEP ou des Administrations postales, les problèmes d'ordre administratif, législatif et juridique intéressant l'Union ou le service postal international et communiquer le résultat de ces études à l'organe concerné ou aux Administrations postales, selon le cas. Il appartient au Conseil exécutif de décider s'il est opportun ou non d'entreprendre les études demandées par les Administrations postales dans l'intervalle des Congrès;
- 6.19 **reviser et modifier, dans l'intervalle entre deux Congrès et selon la procédure prescrite dans la Convention postale universelle, les taxes d'affranchissement des envois de la poste aux lettres;** (26)
- 6.20 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des Administrations postales conformément à l'article 121;
- 6.21 examiner, à la demande de l'Administration postale d'un Pays-membre, toute proposition que cette Administration transmet au Bureau international selon l'article 120, en préparer les commentaires et charger le Bureau d'annexer ces derniers à ladite proposition avant de la soumettre à l'approbation des Administrations postales des Pays-membres;
- 6.22 recommander, si **nécessaire**, et éventuellement après consultation de l'ensemble des Administrations postales, l'adoption **d'une réglementation** ou d'une nouvelle pratique **en attendant que le Congrès décide en la matière;** (27)
- 6.23 examiner le rapport annuel établi par le Conseil consultatif des études postales et, le cas échéant, les propositions soumises par ce dernier;
- 6.24 soumettre des sujets d'étude à l'examen du Conseil consultatif des études postales, conformément à l'article 104, paragraphe 9.6;
- 6.25 désigner le pays siège du prochain Congrès dans le cas prévu à l'article 101, paragraphe 4;
- 6.26 déterminer, en temps utile, le nombre de Commissions nécessaires pour mener à bien les travaux du Congrès et en fixer les attributions;
- 6.27 désigner en temps utile et sous réserve de l'approbation du Congrès les Pays-membres susceptibles;

- d'assumer les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres;
  - de faire partie des Commissions restreintes du Congrès;
- 6.28** décider s'il y a lieu ou non de remplacer les procès-verbaux des séances d'une Commission du Congrès par des rapports.

7. Pour nommer (28) les fonctionnaires au grade D 2, le Conseil exécutif examine les titres de compétence professionnelle des candidats recommandés par les Administrations postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité, en veillant à ce que les postes des Sous-Directeurs généraux soient, dans toute la mesure possible, pourvus par des candidats provenant de régions différentes et d'autres régions que celles dont le Directeur général et le Vice-Directeur général sont originaires, compte tenu de la considération dominante de l'efficacité du Bureau international et tout en respectant le régime intérieur de promotions du Bureau. (29)

8. A sa première réunion, qui est convoquée par le Président du Congrès, le Conseil exécutif élit, parmi ses membres, quatre Vice-Présidents (30) et arrête son Règlement intérieur. (31)

9. Sur convocation de son Président, le Conseil exécutif se réunit, en principe une fois par an, au siège de l'Union. (32) (33)

10. Le représentant de chacun des membres du Conseil exécutif participant aux sessions de cet organe, à l'exception des réunions qui ont eu lieu pendant le Congrès, (34) a droit au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1<sup>re</sup> classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique. (35)

11. Le Président du Conseil consultatif des études postales représente celui-ci aux séances du Conseil exécutif à l'ordre du jour desquelles figurent des questions relatives à l'organe qu'il dirige. (36)

12. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Président, le Vice-Président et les Présidents des Commissions du Conseil consultatif des études postales peuvent, s'ils en expriment le désir, assister aux réunions du Conseil exécutif en qualité d'observateurs. (37)

13. L'Administration postale du pays où le Conseil exécutif se réunit est invitée à participer aux réunions en qualité d'observateur, si ce pays n'est pas membre du Conseil exécutif. (38)

14. Le Conseil exécutif peut inviter à ses réunions, sans droit de vote, tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux. (39) Il peut également inviter dans les mêmes conditions une ou plusieurs Administrations postales des Pays-membres intéressées à des questions prévues à son ordre du jour.

1) Les disp. relatives au CE entrent immédiatement en vigueur, conformément à la résolution C 87/1984 du Congrès de Hambourg.

2) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 avait, par sa résolution C 44/1979, confié au CE une étude sur l'organisation, le fonctionnement, les méthodes de travail du CE et la délimitation des compétences entre le CE et le CCEP. Au terme de cette étude, le CE a été d'avis que, d'une manière générale, la pratique actuelle était satisfaisante en ce qui concernait la composition, l'organisation, la périodicité des réunions, les méthodes de travail et le système de documentation du CE et méritait d'être maintenue (v. Congrès de Hambourg 1984, I 1235 à 1237). Il a cependant jugé utile d'apporter certaines modifications au par. 6 du présent art. aux fins de préciser les compétences du CE ou de combler les lacunes et d'y changer l'ordonnance des attributions selon leur importance et leur fréquence (prop. 1502.6). Pour ce qui est de la délimitation des compétences entre le CE et le CCEP, le Congrès de Hambourg 1984 a inséré dans le Règl. int. des Congrès l'art. 25, qui règle l'attribution des études à ces deux organes.

3) Lors de sa session de mai 1953 (cf. compte rendu analytique de cette session, p. 5), la CEL a interprété le terme «Président» en ce sens que la présidence est confiée à un pays et non à une personne déterminée. Cette idée est confirmée par le par. 2 du présent art.

4) En raison de l'accroissement constant du nombre des Pays-membres de l'UPU, la plupart des Congrès ont augmenté le nombre des membres de la CEL, puis du CE. Depuis la création de cet organe, le nombre de ses membres a progressé comme suit:

	<i>Nombre des membres de la CEL/du CE</i>	<i>Nombre des Pays-membres de l'UPU</i>
Paris 1947	19	88
Bruxelles 1952	20	94
Ottawa 1957	20	96
Vienne 1964	27	125
Tokyo 1969	31	142
Lausanne 1974	40	153

Les Congrès qui ont suivi celui de Lausanne 1974 n'ont modifié ni le nombre des membres du CE ni la clé de répartition des sièges entre les groupes géographiques.

5) En ce qui concerne la composition du CE depuis 1947, la répartition de ses membres dans les différents groupes géographiques a été la suivante (les chiffres entre parenthèses indiquent le groupe géographique auquel appartient le pays). Le Congrès de Hambourg 1984 avait chargé le CE d'étudier la question de la répartition géographique des sièges du CE en fonction de certaines délimitations régionales, notamment celles des diverses Commissions économiques des Nations Unies (décision C 91/1984). L'étude menée par le CE a conduit au maintien du statu quo. V. aussi annot. 9 ci-après.

Congrès de Paris 1947

Amérique (Etats-Unis) (1)	France (3)	Suisse (3)
Argentine (1)	Grande-Bretagne (3)	Tchécoslovaquie (2)
Australie (4)	Inde (4)	Turquie (4)
Brésil (1)	Mexique (1)	URSS (2)
Chine (4)	Pays-Bas (3)	Yougoslavie (2)
Colombie (1)	Portugal (3)	
Egypte (5)	Suède (3)	

Congrès de Bruxelles 1952

Afrique du Sud (5)  
Amérique (Etats-Unis) (1)  
Australie (4)  
Belgique (3)  
Brésil (1)  
Chili (1)  
Danemark (3)

Egypte (5)  
France (3)  
Inde (4)  
Indonésie (4)  
Italie (3)  
Japon (4)  
Pakistan (4)

Pologne (2)  
Suisse (3)  
Syrienne (Rép. arabe) (4)  
URSS (2)  
Uruguay (1)  
Vénézuéla (1)

Congrès d'Ottawa 1957

Afrique du Sud (5)  
Allemagne (3)  
Argentine (1)  
Belgique (3)  
Canada (1)  
Chili (1)  
Grande-Bretagne (3)

Indonésie (4)  
Italie (3)  
Japon (4)  
Liban (4)  
Libye (5)  
Mexique (1)  
Norvège (3)

Nouvelle-Zélande (4)  
Pakistan (4)  
Pologne (2)  
Turquie (4)  
Vénézuéla (1)  
Yougoslavie (2)

Congrès de Vienne 1964

Allemagne (3)  
Amérique (Etats-Unis) (1)  
Argentine (1)  
Autriche (3)  
Bulgarie (2)  
Canada (1)  
Egypte (5)  
Ethiopie (5)  
France (3)

Grande-Bretagne (3)  
Hongrie (2)  
Inde (4)  
Kuwait (4)  
Malaisie (4)  
Malgache (Rép.) (5)  
Mexique (1)  
Nigéria (5)  
Nouvelle-Zélande (4)

Pérou (1)  
Sénégal (5)  
Soudan (5)  
Suède (3)  
Syrienne (Rép. arabe) (4)  
Thaïlande (4)  
Tunisie (5)  
Turquie (4)  
URSS (2)

Congrès de Tokyo 1969

Amérique (Etats-Unis) (1)  
Australie (4)  
Autriche (3)  
Bulgarie (2)  
Cameroun (5)  
Colombie (1)  
Congo (Rép. pop.) (5)  
Egypte (5)  
Ethiopie (5)  
Finlande (3)  
France (3)

Inde (4)  
Indonésie (4)  
Iran (4)  
Italie (3)  
Japon (4)  
Liban (4)  
Maroc (5)  
Niger (5)  
Nigéria (5)  
Pakistan (4)  
Pays-Bas (3)

Pérou (1)  
Roumanie (2)  
Sénégal (5)  
Thaïlande (4)  
Trinité et Tobago (1)  
Tunisie (5)  
URSS (2)  
Uruguay (1)  
Vénézuéla (1)

Congrès de Lausanne 1974

Allemagne, Rép. féd. d' (3)  
Argentine (1)  
Australie (4)  
Bangladesh (4)  
Brésil (1)  
Cameroun (5)  
Canada (1)  
Chine (Rép. pop.) (4)  
Colombie (1)  
Congo (Rép. pop.) (5)  
Cuba (1)  
Espagne (3)  
Grande-Bretagne (3)  
Guinée (5)

Indonésie (4)  
Islande (3)  
Italie (3)  
Jamaïque (1)  
Japon (4)  
Kenya (5)  
Liban (4)  
Libéria (5)  
Libye (5)  
Malaisie (4)  
Mali (5)  
Maroc (5)  
Maurice (5)  
Niger (5)

Pakistan (4)  
Pays-Bas (3)  
Roumanie (2)  
Soudan (5)  
Sri Lanka (Ceylan) (4)  
Suisse (3)  
Syrienne (Rép. arabe) (4)  
Tchécoslovaquie (2)  
Ukraine (2)  
Uruguay (1)  
Vénézuéla (1)  
Yougoslavie (2)

Congrès de Rio de Janeiro 1979

Algérie (5)	Egypte (5)	Malaisie (4)
Allemagne, Rép. féd. d' (3)	Espagne (3)	Mali (5)
Amérique (Etats-Unis) (1)	France (3)	Mexique (1)
Arabie saoudite (4)	Gabon (5)	Mongolie (Rép. pop.) (2)
Argentine (1)	Grande-Bretagne (3)	Sénégal (5)
Bangladesh (4)	Guinée (5)	Soudan (5)
Barbade (1)	Honduras (Rép.) (1)	Sri Lanka (4)
Brésil (1)	Inde (4)	Syrienne (Rép. arabe) (4)
Canada (1)	Iraq (4)	Tchécoslovaquie (2)
Chili (1)	Irlande (3)	Thaïlande (4)
Chine (Rép. pop.) (4)	Jamahiriya libyenne (5)	URSS (2)
Côte d'Ivoire (Rép.) (5)	Jordanie (4)	Yougoslavie (2)
Cuba (1)	Kenya (5)	
Danemark (3)	Libéria (5)	

Congrès de Hambourg 1984

Algérie (5)	France (3)	Nouvelle-Zélande (4)
Allemagne, Rép. féd. d' (3)	Gabon (5)	Pakistan (4)
Amérique (Etats-Unis) (1)	Honduras (Rép.) (1)	Pérou (1)
Arabie saoudite (4)	Hongrie (Rép. pop.) (2)	Pologne (Rép. pop.) (2)
Australie (4)	Inde (4)	Portugal (3)
Belgique (3)	Iraq (4)	Roumanie (2)
Bénin (5)	Irlande (3)	Sénégal (5)
Brésil (1)	Japon (4)	Suisse (3)
Cameroun (5)	Jordanie (4)	Thaïlande (4)
Chili (1)	Liban (4)	URSS (2)
Colombie (1)	Madagascar (5)	Uruguay (1)
Côte d'Ivoire (Rép.) (5)	Mexique (1)	Zambie (5)
Egypte (5)	Nigéria (5)	
Ethiopie (5)	Norvège (3)	

Congrès de Washington 1989

Allemagne, Rép. féd. d' (3)	Cuba (1)	Nouvelle-Zélande (4)
Amérique (Etats-Unis) (1)	Emirats arabes unis (4)	Pakistan (4)
Argentine (1)	Ethiopie (5)	Pologne (Rép.) (2)
Australie (4)	Grande-Bretagne (3)	Suède (3)
Bahamas (1)	Hongrie (Rép.) (2)	Suisse (3)
Belgique (3)	Indonésie (4)	Tanzanie (Rép. unie) (5)
Bénin (5)	Italie (3)	Togo (5)
Brésil (1)	Japon (4)	Tunisie (5)
Cameroun (5)	Kenya (5)	Vénézuéla (1)
Canada (1)	Kuwait (4)	Yougoslavie (2)
Chine (Rép. pop.) (4)	Liban (4)	Zambie (5)
Colombie (1)	Maroc (5)	Zimbabwe (5)
Corée (Rép.) (4)	Mongolie (Rép. pop.) (2)	
Costa-Rica (1)	Nigéria (5)	

6) En ce qui concerne l'interprétation à donner à la mention «durant la période qui sépare deux Congrès successifs», v. annot. 2 à l'art. 17 de la Const.

7) Antérieurement au Congrès de Lausanne 1974, le CE élitait lui-même son Président, qui était choisi, lors de la séance constitutive, parmi les membres du CE désignés par le Congrès. Par tradition, cette présidence était attribuée au pays hôte du Congrès. En introduisant la disp. du par. 2, le Congrès de Lausanne 1974 a entériné cette tradition et, de ce fait, le pays hôte du

Congrès devient membre de droit du CE, que ce soit comme Président ou comme membre en cas de désistement, et il n'a pas besoin de poser sa candidature pour faire partie de cet organe (Congrès de Lausanne 1974, II 1197 à 1199 et 1202 à 1204, prop. 1502.20/Rev).

8) Sur recommandation du Groupe de travail A 19 du CCEP, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a remplacé l'expression «zone géographique» par celle de «groupe géographique». On a considéré que les expressions «zone géographique» et «groupe géographique» sont synonymes, mais que l'expression «groupe géographique» est d'un usage plus anc. et est également utilisée à l'art. 112. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté cette prop. rédactionnelle (prop. 1502.2 R CCEP).

9) Pour l'élection des membres du CE, le Congrès de Washington 1989 a maintenu les cinq groupes géographiques qui avaient été arrêtés par le Congrès de Bruxelles 1952 et, dans ces cinq groupes, il a maintenu la répartition des sièges décidée au Congrès de Lausanne 1974, à savoir (abstraction faite du siège réservé au pays hôte):

1. Hémisphère occidental = 8 sièges + la présidence;
2. Europe orientale et Asie du Nord = 4 sièges;
3. Europe occidentale = 6 sièges;
4. Asie du Sud et Océanie = 10 sièges;
5. Afrique = 11 sièges.

(Congrès – Doc 42 et 43; v. également Congrès – Doc 45 et 47.)

10) Ainsi qu'il ressort du tableau reproduit dans l'annot. 5, 19 des 40 Pays-membres du CE élus par le Congrès de Washington 1989 faisaient partie du CE de Hambourg 1984, 21 sont nouv.

11) Cette disp. a été appliquée par chaque Congrès à partir de celui d'Ottawa 1957. Les Congrès de Vienne 1964 et de Lausanne 1974 ont chacun rejeté une prop. tendant à supprimer la dernière phrase du par. 2 (Congrès de Vienne 1964, II 912, prop. 2018; Congrès de Lausanne 1974, II 1204 et 1205, prop. 1502.19). Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a rejeté une prop. tendant à renouveler les deux tiers des membres du CE à chaque Congrès (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1308 et 1381, prop. 1502.3). N'entre pas dans cette notion de périodes successives la période pendant laquelle un Pays-membre assume la présidence du CE en sa qualité d'organisateur du précédent Congrès, ou devient membre de droit du CE pour cette même raison. Le Congrès de Hambourg 1984 avait été saisi de la prop. 1502.11/Rev 1, qui tendait à supprimer cette dernière phrase et à créer un nouv. par. disposant que «nul pays ne peut être membre du CE pendant plus de deux périodes successives, sauf le pays hôte, qui peut l'être pour une troisième période après le Congrès». Cette prop. a été rejetée (II 308 à 312 et 322 à 324).

12) Il appartient à chaque pays de définir son Adm. et de désigner en particulier les autorités ayant qualité pour la représenter. Ce peut être un fonctionnaire qualifié de l'Adm. elle-même ou d'un ministère dont elle dépend. L'important est que ce représentant connaisse bien les matières traitées au CE ou au CCEP et que, conformément au vœu C 53/1989 émis par le Congrès de Washington, la délégation au CE soit dirigée dans toute la mesure possible et au moins pendant les séances plénières par un responsable de l'Adm. qui puisse engager son Adm.

Il faut préciser en outre que la question ne se pose que pour le «représentant», c'est-à-dire en fait le chef de délégation. Celui-ci peut se faire accompagner par un ou plusieurs autres fonctionnaires également habilités à prendre part aux discussions et à voter (art. 2, par. 2, du Règl. int. du CE), voire par des experts ou des conseillers.

13) Le Congrès de Paris 1947 a émis un vœu précisant que l'expression «fonctionnaire qualifié» veut dire «fonctionnaire titulaire, chevronné et compétent» (II 977). Se fondant sur cette disp. la CEL et le CE ont refusé aux diplomates le droit de représenter leur pays à une session ordinaire de cet organe. Ils ont admis cependant, à plusieurs reprises, que des agents diplomatiques (membres des ambassades ou des missions permanentes) représentent leur pays avec la qualité d'observateur ou accompagnent le représentant en titre (Doc CEL 1959, p. 315; Doc CE 1971, PV 1 et 2). Toutefois, les disp. de ce par. ne s'appliquent pas aux séances tenues au cours du Congrès, du fait que certains pays élus membres du CE sont représentés au Congrès par des membres du corps diplomatique (Congrès de Lausanne 1974, II 1300, prop. 1502.1/Rev, résolution C 18/1974).



14) Pour effectuer les tâches qui lui ont été confiées par le Congrès de Washington 1989 ou qui résultent du présent art., le CE a constitué les dix Comm. suivantes lors de sa session de 1989:

- Comm. 1 (Gestion des ressources humaines)
- Comm. 2 (Finances)
- Comm. 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
- Comm. 4 (Réglementation de la poste aux lettres)
- Comm. 5 (Poste aux lettres – Tarification et rémunération)
- Comm. 6 (Transports aériens et contrôle de la qualité)
- Comm. 7 (Colis postaux)
- Comm. 8 (Services financiers postaux)
- Comm. 9 (Coopération technique)
- Comm. 10 (Programme général d'action de Washington).

15) Les termes «coordonne et supervise toutes les activités de l'Union» ont été ajoutés par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1289 et 1511, prop. 1307). Afin d'éviter tout conflit de compétence entre les organes permanents de l'Union, le Congrès a estimé utile de confier à l'un d'entre eux, en l'occurrence le CE, la tâche de coordonner et de superviser tous les travaux de ces organes dans l'intervalle entre deux Congrès.

16) Introduite par le Congrès de Washington 1989, cette clause précise les conditions dans lesquelles le CE revise les Règl. conformément à la compétence qui lui a été donnée par ledit Congrès à l'art. 22, par. 5, de la Const. (II Congrès/C 3 – PV 2, prop. 1502.2).

17) Nouv. clause introduite par le Congrès de Washington 1989 et visant à permettre au CE de répondre mieux et plus rapidement aux besoins changeants de la clientèle et d'adapter l'Union aux exigences commerciales et techniques actuelles (prop. 1502.6).

18) La compétence du CE en matière d'ass. techn. a été introduite au Congrès de Vienne 1964 (II 880 à 882, prop. 2019 CEL). Par ailleurs, le Congrès de Tokyo 1969 a tenu à préciser le rôle de coordonnateur du CE également en matière d'ass. techn., afin d'éviter des chevauchements dans ce domaine avec le CCEP et le BI (II 1252 et 1483, prop. 1604 CEL). La résolution C 6/1969 qu'il a adoptée à ce sujet a été actualisée par la résolution C 43/1979 du Congrès de Rio de Janeiro. Le Congrès de Hambourg 1984 a, par sa résolution C 38/1984, arrêté les priorités et principes d'action en matière d'ass. techn., tout en confiant au CE et au BI le soin de les mettre en application. Pour ce qui concerne les priorités et principes d'action adoptés par le Congrès de Washington 1989, v. la résolution C 6/1989 (v. également annot. 7 et 8 à l'art. 1 de la Const.).

19) Nouv. clause introduite par le Congrès de Washington 1989 (II Congrès/C 3 – PV 6, prop. 1502.5). Le Fonds des activités spéciales, alimenté en partie par le budget de l'Union et en partie par les contributions volontaires des Adm., a été créé pour financer les travaux entrepris dans le cadre du «projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser» ainsi que pour permettre la réalisation de tâches urgentes ou imprévues.

20) Parallèlement au contrôle du CE, le BI était, jusqu'au Congrès de Hambourg 1984, placé sous la haute surveillance du Gouvernement de la Confédération suisse (v. annot. 4 à l'art. 20 de la Const.) La délimitation des attributions entre les autorités suisses et la CEL/CE ont évolué progressivement depuis 1947 jusqu'à la suppression totale de la haute surveillance en 1984 (v. à ce sujet Code annoté, Rio de Janeiro 1979, 1<sup>er</sup> fasc., p. 96 et 97, annot. 21 à l'art. 102).

21) Le Statut du personnel du BI, révisé, est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1973. Quant aux conditions de service des fonctionnaires élus, v. annot. 5 à l'art. 108.

22) Selon l'art. 102, par. 6, lettre j), ch. 3<sup>o</sup> (Lausanne 1974), le CE approuvait, sur prop. du Directeur général, toutes les nominations des fonctionnaires des grades D 2, D 1 et P 5. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a limité cette compétence du CE au grade de Sous-Directeur général (D 2) en la renforçant en même temps par la suppression des mots «sur proposition du Directeur général du Bureau international». Par la même occasion, il a été précisé que la

compétence du CE comprend aussi bien les «nominations» (recrutements) que les «promotions» au grade D 2.

Pour plus de détails et les références concernées, v. annot. 7 et 8 à l'art. 109 (Fonctions du Directeur général).

Quant à la procédure à suivre pour ces élections, l'art. 23 du Règl. int. du CE stipule que la nomination et la promotion au grade D 2 se font au scrutin secret, selon la procédure prévue à l'art. 22 de ce même Règl. pour l'élection du Vice-Directeur général.

23) Pour trouver une solution à certains problèmes, l'UPU a parfois besoin du concours d'autres organismes internationaux qui admettent de coopérer avec elle dans des comités mixtes. C'est le cas notamment du Comité de contact CCD/UPU (Conseil de coopération douanière/UPU), qui s'occupe des questions relatives au traitement douanier des envois postaux (v. annot. 1 à l'art. 42 de la Conv.), du Comité de contact IATA/UPU (Association internationale du transport aérien/UPU) pour l'étude des problèmes concernant la poste aérienne (v. annot. 3 à l'art. 82 de la Conv.) et du Comité de contact ICS/UPU (Chambre internationale de la marine marchande/UPU) pour l'examen des questions concernant le transit maritime (décision CE 18/1975).

24) En ce qui concerne les relations avec les autres institutions spécialisées de l'ONU, v. annot. à l'art. 9 de la Const.

25) La compétence d'inviter les organisations gouvernementales au Congrès a été transférée au CE par le Congrès de Vienne 1964 (II 915, prop. 2022 CEL); celle d'inviter les organisations non gouvernementales par le Congrès de Hambourg 1984. Le CE devrait toutefois s'assurer que les organismes invités ont de vastes responsabilités sur le plan international. Ainsi, dans le cadre des Nations Unies, ces invitations ne sont adressées qu'aux institutions spécialisées (I 1233, ch. 23 et 24, II 297, prop. 1502.5).

26) Disp. introduite par le Congrès de Washington 1989 (II Congrès/C 3 – PV 4, prop. 1502.4; v. également annot. 6 à l'art. 20 de la Conv.).

27) La clause introduite par le Congrès de Hambourg 1984 permettait de faire face à certaines situations. En lui donnant une portée plus large ne se limitant pas à des circonstances exceptionnelles, le Congrès de Washington 1989 a assoupli cette clause pour permettre à l'UPU d'adopter de nouv. pratiques et ainsi de s'adapter suffisamment rapidement à l'évolution des techniques et aux besoins de la clientèle (II Congrès/C 3 – PV 1, prop. 1502.1).

28) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a introduit pour la première fois, aux art. 102 et 108, une distinction claire entre les «nominations» et les «promotions» (soit entre «nommer» et «promouvoir»), afin d'aligner la terminologie du Règl. gén. sur celle du système commun des Nations Unies, terminologie qui a été reprise également dans le Statut du personnel du BI arrêté par le CE (v. annot. 7 à l'art. 109). Le terme «nommer» au sens du par. 7 ne vise donc que les nominations (recrutements).

29) Clause par laquelle le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a entériné, dans l'art. 102, les principes qui figuraient auparavant au par. 3 de la décision CE 17/1976 (application du principe de la répartition géographique équitable aux postes de la Direction), décision prise à la suite d'une étude effectuée par le CE en exécution de la résolution C 23/1974 du Congrès de Lausanne (politique de recrutement et de promotions au Bureau international) (II 1437 à 1441, prop. 1502.4/Rev 1, II 1277 et 1278, Doc 136/Rev 1).

30) Lors de sa séance constitutive, le 11 décembre 1989 à Washington, le CE a désigné le Cameroun, la Chine (Rép. pop.), la Hongrie (Rép.) et l'Italie comme Vice-Présidents.

31) Le Règl. int. adopté par le CE à sa session de mai 1990 est reproduit dans le présent fasc. (v. Règl. int. du CE).

32) Une prop. tendant à permettre de réunir occasionnellement le CE en dehors du siège de l'Union n'a pas été adoptée par le Congrès de Vienne 1964 (II 915, prop. 2061). En ce qui

concerne les Comm., il est nécessaire de sauvegarder les intérêts de l'Union et de prévoir les réunions là où cela paraît le plus raisonnable du point de vue économique (séance d'ouverture de la session de mai 1958 de la CEL).

33) Le Congrès de Hambourg 1984 avait chargé le CE d'étudier les prop. 1502.2/Rev 1, 1502.8 et 1504.1, relatives à la non-participation des membres du CE et du CCEP aux sessions de ces organes (décision C 46/1984). Au terme de cette étude, le CE a estimé qu'il n'est pas opportun d'adopter des sanctions à l'encontre des membres de ces organes qui ne participent pas régulièrement à leurs travaux. Il a néanmoins recommandé aux Unions restreintes de rendre attentifs leurs pays membres candidats à des sièges du CE et du CCEP sur les obligations liées à leur éventuelle élection (décision CE 21/1985).

34) Précision apportée par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1258 et 1489, prop. 1614). La participation effective aux réunions du CE est une condition *sine qua non* pour le remboursement des frais de voyage. En outre, ces frais ne sont pas remboursés lorsque la réunion du CE a lieu pendant le Congrès, étant donné que la participation au Congrès est la raison primordiale du déplacement des délégués.

35) Antérieurement au Congrès de Lausanne 1974, les représentants des Pays-membres du CE avaient droit au remboursement du prix d'un billet-avion aller et retour en 1<sup>re</sup> classe. En modifiant cette disp., le Congrès de Lausanne 1974 a, d'une part, voulu réduire les dépenses de l'Union au titre du déplacement des membres du CE et, d'autre part, réglementer le remboursement des frais de voyage pour les déplacements effectués par un mode de transport autre que l'avion (II 1303, prop. 1502.10/Rev).

36) En introduisant cette disp., le Congrès de Lausanne 1974 n'a fait qu'entériner une pratique qui existait depuis la création de la CCEP (II 1302, prop. 1502.12 CE et CCEP).

37) Ce par. a été introduit par le Congrès de Lausanne 1974. Il offre au Président du CCEP, qui a déjà le droit de représenter cet organe aux séances du CE à l'ordre du jour desquelles figurent des questions relatives au CCEP (par. 11 du présent art.), la possibilité d'assister également aux autres séances. Cette dernière faculté a aussi été accordée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 au Vice-Président du CCEP et aux Présidents des Comm. (II 1370 à 1372, prop. 1502.9 et 1504.3/Rev 1).

38) Disp. adoptée par le Congrès de Vienne 1964 (II 916, prop. 2068).

39) Sur la base de la résolution C 16/1974 du Congrès de Lausanne, le CE a entrepris une étude sur l'admission et la participation des observateurs aux séances plénières et aux réunions des Comm., des Groupes de travail et Comités de contact de cet organe (v. décisions CE 7/1976, CE 8/1976, CE 9/1976, CE 5/1977 et CE 6/1977 et Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE 1974–1979, p. 42, ch. 59).

## Article 103

### Documentation sur les activités du Conseil exécutif (Règl. gén. 102)

1. Le Conseil exécutif adresse aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union et aux Unions restreintes, pour information, après chaque session:

- a) un compte rendu analytique;
- b) les «Documents du Conseil exécutif» contenant les rapports, les délibérations, le compte rendu analytique ainsi que les résolutions et décisions. (1) (2)

2. Le Conseil exécutif fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Administrations postales au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès. (3)

---

1) Le par. 1 a été complété par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1260 et 1489, prop. 1615 CE) afin de rendre officielle la publication «Documents du Conseil exécutif», qui était déjà transmise dès 1967 à toutes les Adm. des Pays-membres et aux Unions restreintes conformément à l'art. 112, par. 1, lettre c), du Règl. de la Conv. (Tokyo 1969). V. également décision CE 7/1966.

2) Les résolutions et décisions du CE font l'objet chaque année d'un tirage à part. En outre, le BI a publié un recueil contenant les résolutions et décisions encore applicables à l'issue du Congrès de Washington 1989 (1947–1990).

3) Le Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE 1984–1989 a été approuvé par le Congrès de Washington 1989 (Doc 16) (II Congrès – PV 3; v. décision C 42/1989).

#### Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales (Const. 18) (1) (2)

1. Le Conseil consultatif des études postales se compose de trente-cinq membres (3) qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs. (4)

2. Les membres du Conseil consultatif sont élus par le Congrès, en principe sur la base d'une répartition géographique aussi large que possible. (5)

3. Le représentant de chacun des membres du Conseil consultatif est désigné par l'Administration postale de son pays. Ce représentant doit être un fonctionnaire qualifié de l'Administration postale. (6)

4. Les frais de fonctionnement du Conseil consultatif sont à la charge de l'Union. Ses membres ne reçoivent aucune rémunération. Les frais de voyage et de séjour des représentants des Administrations participant au Conseil consultatif sont à la charge de celles-ci. Toutefois, le représentant de chacun des pays considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies a droit, sauf pour les réunions qui ont lieu pendant le Congrès, au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1<sup>re</sup> classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique. (7) (8)

5. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil consultatif choisit, parmi ses membres, un Président, (9) un Vice-Président et les Présidents des Commissions. (10)
6. Le Conseil consultatif arrête son Règlement intérieur. (11)
7. En principe, le Conseil consultatif se réunit tous les ans au siège de l'Union. (12) La date et le lieu de la réunion sont fixés par son Président, après accord avec le Président du Conseil exécutif et le Directeur général du Bureau international.
8. Le Président, le Vice-Président et les Présidents des Commissions du Conseil consultatif forment le Comité directeur. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil consultatif et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier. (13)
9. Les attributions du Conseil consultatif sont les suivantes: (14)
  - 9.1 organiser l'étude des problèmes techniques, d'exploitation, économiques et de coopération technique les plus importants qui présentent de l'intérêt pour les Administrations postales de tous les Pays-membres de l'Union et élaborer des informations et des avis à leur sujet;
  - 9.2 procéder à l'étude des problèmes d'enseignement et de formation professionnelle intéressant les pays nouveaux et en développement;
  - 9.3 prendre les mesures nécessaires en vue d'étudier et de diffuser les expériences et les progrès faits par certains pays dans les domaines de la technique, de l'exploitation, de l'économie et de la formation professionnelle intéressant les services postaux;
  - 9.4 étudier la situation actuelle et les besoins des services postaux dans les pays nouveaux et en développement et élaborer des recommandations convenables sur les voies et les moyens d'améliorer les services postaux dans ces pays;
  - 9.5 prendre, après entente avec le Conseil exécutif, les mesures appropriées dans le domaine de la coopération technique avec tous les Pays-membres de l'Union, en particulier avec les pays nouveaux et en développement; (15) (16)
  - 9.6 examiner toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil consultatif, par le Conseil exécutif (17) (18) ou par toute Administration d'un Pays-membre; (19)
  - 9.7 **élaborer et présenter, sous forme de recommandations aux Administrations postales, des normes en matière technique, d'exploitation et dans d'autres domaines de sa compétence où une pratique uniforme est indispensable. De même, il procède, en cas de besoin, à des modifications de normes qu'il a déjà établies.** (20)

10. Les membres du Conseil consultatif participent effectivement à ses activités. (21) Les Pays-membres n'appartenant pas au Conseil consultatif peuvent, sur leur demande, collaborer aux études entreprises. (22)

11. Le Conseil consultatif formule, s'il y a lieu, des propositions à l'intention du Congrès découlant directement de ses activités définies par le présent article. Ces propositions sont soumises par le Conseil consultatif lui-même, après entente avec le Conseil exécutif lorsqu'il s'agit de questions relevant de la compétence de celui-ci. (23)

12. Le Conseil consultatif établit à sa session précédant le Congrès le projet de programme de travail **de base** du prochain Conseil à soumettre au Congrès, compte tenu des demandes des Pays-membres de l'Union ainsi que du Conseil exécutif **et du Bureau international. Ce programme de base comprenant un nombre limité d'études sur des sujets d'actualité et d'intérêt commun est revisable chaque année en fonction des réalités et des priorités nouvelles.** (24) (25)

13. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Président, les Vice-Présidents **et les Présidents des Commissions** du Conseil exécutif peuvent, s'ils en expriment le désir, assister aux réunions du Conseil consultatif en qualité d'observateurs. (26)

14. Le Conseil consultatif peut inviter à ses réunions sans droit de vote: (27)  
a) tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux; (28)  
b) des Administrations postales de Pays-membres n'appartenant pas au Conseil consultatif.

---

1) Le Congrès de Tokyo 1969 a décidé de confier au CCEP (organe restreint) l'ensemble des tâches dévolues antérieurement à la CCEP et à son Conseil de gestion (II 818, 819, 1186 à 1196, 1208, 1213 et 1511, prop. 1651, 1653, 1654, 1660, 1665, 1666 et Doc 156; v. également annot. à l'art. 18 de la Const.).

2) Les disp. relatives au CCEP entrent immédiatement en vigueur, conformément à la résolution C 87/1984 du Congrès de Hambourg.

3) Le Congrès de Lausanne 1974 a porté de 30 à 35 le nombre des membres du CCEP (II 1004, 1005 et 1160 à 1163).

Le Congrès de Washington 1989 a maintenu le même nombre de membres et élu les pays suivants: Algérie, Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chine (Rép. pop.), Cuba, Danemark, Egypte, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Italie, Japon, Jordanie, Kenya, Maroc, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Suisse, Thaïlande, Tunisie, URSS.

4) Modification apportée par le Congrès de Lausanne 1974.  
En ce qui concerne l'interprétation à donner à la mention «durant la période qui sépare deux Congrès successifs», v. annot. 2 à l'art. 17 de la Const.

5) Pour établir un équilibre entre pays industrialisés et pays en développement représentés au sein du CCEP, le Congrès de Lausanne 1974 a adopté le principe de la répartition géographique «aussi large que possible» pour l'élection des membres du CCEP, étant entendu que la moitié des sièges devrait, d'une manière générale, revenir aux pays en développement. En introduisant ce principe, le Congrès n'a pas voulu appliquer la notion de répartition géographique équitable qui est en vigueur pour le CE et qui est fondée sur une proportion purement arithmétique des Pays-membres appartenant à une région géographique. Le Congrès a ainsi mis l'accent sur la nécessité d'une participation accrue des pays en développement aux travaux du CCEP (Congrès de Lausanne 1974, II 1007 et 1153 à 1159). Au sujet de la participation de ces pays, v. également les recommandations C 81/1974 du Congrès de Lausanne et C 29/1984 du Congrès de Hambourg.

6) Ce par. a été ajouté par le Congrès de Vienne 1964 (II 826, prop. 9007 CEL) pour harmoniser le fonctionnement du Conseil de gestion (actuellement CCEP) avec celui du CE (art. 102, par. 4). V. également annot. 13 à l'art. 102. Les disp. de ce par. ne s'appliquent pas aux séances tenues au cours du Congrès, du fait que certains pays élus membres du CCEP sont représentés au Congrès par des membres du corps diplomatique (Congrès de Lausanne 1974, II 1300, prop. 1502.1/Rev; v. résolution C 18/1974).

7) Disp. introduite par le Congrès de Lausanne 1974 et complétée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 pour faciliter la participation des pays en développement aux réunions du CCEP. Elle s'applique aux membres du CCEP faisant partie des pays considérés comme défavorisés par l'ONU ainsi qu'ils sont définis au renvoi 1 de la résolution C 37/1979 du Congrès de Rio de Janeiro, à la résolution C 38/1984 du Congrès de Hambourg et à la résolution C 6/1989 du Congrès de Washington:

*I. Pays les moins avancés (41).* Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Centrafrique, Comores, Djibouti, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Kiribati, Lao (Rép. dém. pop.), Lesotho, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, Rwanda, Samoa occidentale, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie (Rép. unie), Tchad, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen.

*II. Pays insulaires ou sans littoral (à l'exclusion des pays les moins avancés) (32).* Antilles néerlandaises, Bahamas, Bahrein, Barbade, Bolivie, Brunei Darussalam, Chypre, Cuba, République dominicaine, Dominique, Fidji, Grenade, Indonésie, Jamaïque, Madagascar, Malte, Maurice, Nauru, Papouasie – Nouvelle-Guinée, Paraguay, Philippines, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Salomon (îles), Seychelles, Singapour, Sri Lanka, Swaziland, Territoires de la Grande-Bretagne, Tonga, Trinité-et-Tobago, Zambie.

*III. Pays les plus gravement touchés par la crise économique et les catastrophes naturelles.* Il n'est pas possible d'établir une liste stable de ces pays en raison du caractère imprévisible des causes de sous-développement prises en considération sous cette rubrique de la classification des Nations Unies.

*IV. Pays considérés par le PNUD comme les moins avancés (ASIF).* Angola, Nicaragua, Sénégal.

8) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 avait chargé le CCEP d'entreprendre une étude sur le remboursement des frais de voyage des membres du CCEP et d'en soumettre les résultats au CE (décision C 80/1979). Au terme de cette étude, le statu quo a été maintenu (Congrès de Hambourg 1984, Doc 2, ch. 20 à 22).

9) Invité à examiner la possibilité d'accorder au Président du CCEP des conditions analogues à celles du Président du CE en matière de frais de voyage et d'indemnités (décision CE 26/1985), le CE issu du Congrès de Hambourg 1984 a décidé d'accorder au Président du CCEP des indemnités et frais de représentation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1987 dans les conditions précisées dans la résolution CE 5/1987.

10) Lors de sa séance constitutive, le 12 décembre 1989 à Washington, le CCEP a attribué la présidence à l'URSS, la vice-présidence au Canada et la présidence des sept Comm. respectivement aux pays suivants: Australie, Danemark, Belgique, France, Egypte, Kenya, Inde (compte rendu analytique du CCEP 1989).

11) Le Règl. int. adopté par le CCEP à sa session d'octobre 1990 est reproduit dans le présent fasc. (v. Règl. int. du CCEP).

12) Disp. adoptée par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1170 et 1474, prop. 1659). Elle répond à un souci d'économie pour les finances de l'Union et au désir d'aligner le fonctionnement du CCEP sur celui du CE. La possibilité de réunir le CCEP ailleurs qu'au siège de l'Union si les circonstances le justifient a été néanmoins retenue.

13) Disp. adoptée par le Congrès de Vienne 1964 (II 826, prop. 9007 CEL) et qui consacre un état de fait existant depuis 1960 (v. compte rendu analytique 1960, p. 7). Le Conseil de gestion de la CCEP en 1961 et 1968 et le CCEP en 1973, 1978, 1983 et 1988 déléguèrent leurs pouvoirs au Comité directeur pour agir en leur nom. En vertu de ce mandat, le Comité directeur s'est réuni à Berne en 1962, 1974, 1979, 1984 et 1989 et à Paris en 1969 (v. Doc du CCEP des années considérées).

14) Le CCEP est essentiellement un organe d'étude qui touche les domaines les plus divers. Le résultat de ces études fait l'objet d'un rapport qui est publié dans la Collection d'études postales, éditée par le BI. Un résumé de ce rapport est publié dans la revue «Union Postale» et des tirages à part sont fournis gratuitement aux Adm. pour former le Manuel de la modernisation des services postaux (v. circ. 108/1961).

Le CCEP publie également d'autres ouvrages intéressant les Adm. ainsi que leurs partenaires et leurs clients. Ils se présentent sous différentes formes (fichiers, recueils, guides, manuels, etc.), dont certains sont actualisables par réédition ou par mises à jour. Ces ouvrages sont disponibles dans les Adm. et au BI de l'UPU (cf. liste des publications indiquant les langues, prix de cession, etc.).

15) Les attributions des organes de l'Union, et en particulier du Conseil consultatif en matière de coopération technique, figurent dans la résolution C 43/1979 du Congrès de Rio de Janeiro.

16) En ce qui concerne les priorités et principes d'action de l'Union en matière d'assistance technique, le Congrès de Washington 1989 a adopté la résolution C 6/1989.

17) V. art. 102, par. 6.24. Sur la base de cette disp., le CE a confié au Conseil de gestion de la CCEP, puis au CCEP lui-même, à partir de 1970, l'étude des questions suivantes depuis 1964:

- utilisation max. de la voie aérienne pour le transport du courrier (v. compte rendu analytique 1967, p. 20; 1970, p. 5; 1971, p. 6; 1975, p. 15);
- rapport entre les dépenses d'exploitation servant au calcul des taux de base et la longueur du parcours (v. compte rendu analytique 1967, p. 20, et compte rendu analytique 1968, p. 20);
- normalisation des formats d'enveloppes de lettres et du poids du papier à utiliser pour la confection de ces lettres (v. compte rendu analytique 1967, p. 12 et 14);
- forme et présentation de la carte d'identité postale (v. compte rendu analytique 1967, p. 13, et compte rendu analytique 1968, p. 13);
- code d'identification des Adm. et adaptation des services en fonction de l'utilisation des ensembles électroniques (v. compte rendu analytique 1967, p. 13 et 15; Congrès de Rio de Janeiro 1979, recommandation C 77/1979);
- documentation des organes du Conseil de gestion de la CCEP et forme de la publication «Statistique des services postaux» (v. compte rendu analytique 1968, p. 12);
- simplification de la documentation du CCEP (v. compte rendu analytique 1970, p. 5);
- conditionnement et emballage des envois (v. compte rendu analytique 1970, p. 5).

18) S'agissant de la répartition des études à faire entre le CE et le CCEP, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté la résolution C 4/1979. Ce texte a été intégré dans le Règl. int. des



Congrès par le Congrès de Hambourg 1984 (v. art. 25). Le comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union est aussi chargé de cette question (résolution C 4/1989).

19) Les pays qui, dans l'intervalle des Congrès, proposent l'étude d'une question particulière doivent définir celle-ci d'une manière précise; cela ne signifie pas toutefois que le champ d'activité du CCEP se trouve ainsi limité et ne puisse déborder le cadre envisagé (v. compte rendu analytique 1958, p. 12; v. également circ. 173/1958).

Les prop. suivantes ont été soumises par les Pays-membres de l'Union depuis 1964:

- a) prop. de l'Italie: présentation des publications de la Collection d'études postales (v. compte rendu analytique 1965, p. 12);
- b) prop. du Pakistan: constitution d'équipes d'experts chargés d'examiner sur place la situation actuelle des services postaux des pays en développement et d'évaluer leurs besoins, en vue de leur permettre de se développer selon un taux d'accroissement raisonnable (v. compte rendu analytique 1967, p. 13);
- c) prop. de la Suède: étude relative à l'écriture numérique des dates (v. compte rendu analytique 1970, p. 5; v. également circ. 218/1982);
- d) prop. des Etats-Unis d'Amérique: situation et avenir des services postaux (v. compte rendu analytique 1977, p. 12).

En outre, cinq prop. de Kuwait ont été transférées, en accord avec cette Adm., au CE (v. compte rendu analytique 1966, p. 12).

20) Disp. adoptée par le Congrès de Washington 1989, précisant et consacrant le rôle du CCEP en tant qu'organe établissant des normes sous forme de recommandations (et pouvant également les modifier) dans de nombreux domaines postaux relevant de la technique et de l'exploitation. L'exposé des motifs de la prop. 1504.2 adoptée en cite quelques-uns: conditionnement des envois, contenu et emplacement des adresses et autres mentions de service sur les enveloppes. Le CCEP est également chargé d'élaborer des normes en liaison avec l'ISO (sur les questions communes ISO/UPU) et avec l'UIT/CCITT (pour le courrier électronique). Tout récemment, le CCEP a élaboré des normes concernant les codes à barres et le système d'identification unique des envois.

21) Le Congrès de Hambourg 1984 avait chargé le CE de l'étude des prop. 1502.2/Rev 1, 1502.8 et 1504.1, relatives à la non-participation des membres du CE et du CCEP aux sessions de ces organes (décision C 46/1984). Au terme de cette étude, le CE a estimé qu'il n'est pas opportun d'adopter des sanctions à l'encontre des membres des organes qui ne participent pas régulièrement à leurs travaux. Il a néanmoins recommandé aux Unions restreintes de rendre attentifs leurs pays membres candidats à des sièges du CE et du CCEP sur les obligations liées à leur éventuelle élection (décision CE 21/1985).

22) L'envoi de la liste des études comprises dans le programme de travail quinquennal est l'occasion de rappeler à tous les Pays-membres de l'Union qu'ils peuvent collaborer aux études entreprises par le CCEP.

23) Le Congrès de Vienne 1964 a donné compétence au Conseil de gestion de la CCEP pour présenter directement des prop. au Congrès, compétence qui, antérieurement, n'appartenait qu'aux Pays-membres de l'Union et au CE. Cette disp. ayant toutefois engendré des divergences d'interprétation, le Congrès de Tokyo 1969 a adopté une disp. plus explicite (II 1194, prop. 1658).

24) Par sa résolution C 19/1989, le Congrès de Washington a adopté le programme de travail de base proposé par le CCEP issu du Congrès de Hambourg 1984, tout en laissant au CCEP le soin:

- a) d'orienter ses travaux de la manière qui lui semblera la plus opportune;
- b) de décider des études permanentes à reprendre;
- c) de veiller à ce que les résultats obtenus au terme de certaines études puissent être largement utilisés sur le terrain en faveur des pays les plus défavorisés;
- d) d'apporter s'il le faut à certaines études les correctifs nécessaires afin de répondre à des buts bien précis et d'obtenir la plus grande efficacité;

- e) d'employer les méthodes de travail les mieux adaptées aux sujets à traiter afin d'aboutir aux meilleurs résultats.

En plus des études qui figurent dans l'annexe à la résolution C 19/1989, le Congrès de Washington a chargé le CCEP d'effectuer les études sur les sujets indiqués dans les décisions suivantes. Etudes individualisées: résolution C 27/1989 et décision informelle (II Congrès – PV 9, colloque sur le développement postal); sujets rattachés à des études principales du programme de travail de base: résolutions C 5/1989, C 12/1989, C 13/1989, C 22/1989, C 24/1989, C 25/1989, C 69/1989, C 91/1989 et décision C 82/1989.

25) En adoptant la prop. 1504.3, le Congrès de Washington 1989 a donné au CCEP plus de souplesse en ce qui concerne la conception du programme de travail et sa révision au cours d'un quinquennat ainsi qu'une meilleure définition de son rôle dans un but d'efficacité et d'innovation.

26) Ce par., introduit par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1170, prop. 1504.4 CE et CCEP), est le pendant du par. 12 de l'art. 102. En ce qui concerne le remboursement des frais de voyage, v. art. 19, par. 3, du Règl. int. du CCEP. Le Congrès de Washington 1989, en accordant la qualité d'observateur aux Présidents des Comm. du CE, a tenu à préciser que cette participation n'ouvrait pas droit au remboursement des frais de voyage tel qu'il est prévu à l'art. 102, par. 10, pour les sessions du CE (II Congrès/C 3 – PV 4, prop. 1504.1).

27) Ce par., introduit par le Congrès de Vienne 1964 (II 827, prop. 9007 CEL), est le pendant du par. 14 de l'art. 102. Les frais de voyage et éventuellement les honoraires des personnes que le CCEP désire associer à ses travaux ne sont mis à la charge de l'Union que dans des cas exceptionnels et après accord préalable entre le Président du CCEP, le Président du CE et le Directeur général du BI (v. Règl. int. du CCEP, art. 4).

28) Le CCEP entretient des relations suivies avec le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT) et l'Organisation internationale de normalisation (ISO), avec lesquels il a établi des Comités de contact.

## Article 105

### Documentation sur les activités du Conseil consultatif des études postales (Const. 18)

1. Le Conseil consultatif des études postales adresse aux Administrations postales des Pays-membres et aux Unions restreintes, pour information, après chaque session:

- a) un compte rendu analytique;
- b) les «Documents du Conseil consultatif des études postales» contenant les rapports, les délibérations et le compte rendu analytique. (1)

2. Le Conseil consultatif établit, à l'intention du Conseil exécutif, un rapport annuel sur ses activités. (2)

3. Le Conseil consultatif établit, à l'intention du Congrès, un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Administrations postales des Pays-membres au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès. (3)

---

1) Le par. 1 a été complété par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1196 et 1503, prop. 1624 CE) afin de rendre officiel ce doc qui était déjà transmis dès 1967 à toutes les Adm. en vertu de l'art. 112, par. 1, lettre c), du Règl. de la Conv. (Tokyo 1969). V. également décision CE 7/1966.

2) V. art. 102, par. 6.23.

3) Le Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CCEP 1984–1989 a été soumis au Congrès de Washington 1989 (Congrès – Doc 17) et a été approuvé (II Congrès – PV 4, décision C 43/1989).

## Article 106

### Règlement intérieur des Congrès (Const. 14)

1. Pour l'organisation de ses travaux et la conduite de ses délibérations, le Congrès applique le Règlement intérieur des Congrès qui est annexé au présent Règlement général. (1)

2. Chaque Congrès peut modifier ce Règlement dans les conditions fixées au Règlement intérieur lui-même. (2)

---

1) Les par. 1 et 2 ont été ajoutés par le Congrès de Tokyo 1969, comme conséquence de l'adoption d'un Règl. int. permanent des Congrès (II 1024 à 1027, 1260 à 1279, 1282 et 1283, prop. 1625 CE).

2) Un Congrès peut modifier son Règl. int. à tout moment aux conditions posées à l'art. 28 du Règl. int. des Congrès.

## Article 107

Langues utilisées pour la **documentation**, les délibérations et la correspondance de service (1)

1. Pour la **documentation** de l'Union, les langues française, anglaise, arabe et espagnole sont utilisées. (2) (3) Sont également utilisées les langues allemande, chinoise, portugaise et russe, à condition que la production dans ces dernières langues se limite à la **documentation** de base la plus **importante**. (4) D'autres langues sont également utilisées, à condition qu'il n'en résulte pas une augmentation des frais à supporter par l'Union selon le paragraphe 6. (5)

2. Le ou les Pays-membres ayant demandé une langue autre que la langue officielle constituent un groupe linguistique. (6) Les Pays-membres qui ne font pas une demande expresse sont censés avoir demandé la langue officielle.

3. **La documentation est publiée** par le Bureau international dans la langue officielle et dans les langues des groupes linguistiques constitués, (7) soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux régionaux de ces groupes, conformément aux modalités convenues avec le Bureau international. La publication dans les différentes langues est faite selon le même modèle.

4. **La documentation publiée** directement par le Bureau international **est** en principe (8) **distribuée** simultanément dans les différentes langues demandées.

5. Les correspondances entre les Administrations postales et le Bureau international et entre ce dernier et des tiers peuvent être échangées en toute langue pour laquelle le Bureau international dispose d'un service de traduction. (9) (10) (11)

6. Les frais de traduction vers une langue autre que la langue officielle, y compris ceux résultant de l'application du paragraphe 5, sont supportés par le groupe linguistique ayant demandé cette langue. Sont supportés par l'Union les frais de traduction vers la langue officielle des documents et des correspondances reçues en langues anglaise, arabe et espagnole, ainsi que tous les autres frais afférents à la fourniture des documents. (12) Le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents en allemand, chinois, portugais et russe est fixé par une résolution du Congrès. (13)

7. Les frais à supporter par un groupe linguistique sont répartis entre les membres de ce groupe proportionnellement à leur contribution aux dépenses de l'Union. Ces frais peuvent être répartis entre les membres du groupe linguistique selon une autre clé de répartition, à condition que les intéressés s'entendent à ce sujet et notifient leur décision au Bureau international par l'intermédiaire du porte-parole du groupe.

8. Le Bureau international donne suite à tout changement de choix de langue demandé par un Pays-membre après un délai qui ne doit pas dépasser deux ans.

9. Pour les délibérations des réunions des organes de l'Union, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation – avec ou sans équipement électronique – dont le choix est laissé à l'appréciation des organisateurs de la réunion après consultation du Directeur général du Bureau international et des Pays-membres intéressés. (14) (15)

10. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations et les réunions indiquées au paragraphe 9.

11. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées au paragraphe 9, soit par le système indiqué au même paragraphe, lorsque les modifications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.

12. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. (16) (17) Toutefois, les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union. (18)

13. Les Administrations postales peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques. A défaut d'une telle entente, la langue à employer est le français. (19)

1) A la suite de la décision C 64/1984 du Congrès de Hambourg, le CE a procédé à une étude de portée purement rédactionnelle en vue de définir les termes «documentation», «document» et «publication» utilisés dans les Actes de l'Union. Il a retenu comme critère de référence les définitions données par l'art. 17 des «Prescriptions internes» du BI, dont le texte est le suivant:

*«Documents et publications»*

1. La documentation de l'Union se compose de documents et de publications.

2. Est considéré comme «document» tout texte préparé à l'intention d'une réunion d'un organe de l'Union et, en général, toute autre pièce écrite ou imprimée non destinée à la vente.

3. Les textes reproduits sous forme de brochures ou de livres (classeurs à feuilles mobiles) et disponibles pour la vente sont des «publications.»

(II Congrès/C 3 – PV 6, prop. 1507.1.)

2) Les premières disp. relatives à la traduction des doc et publications ont été introduites après de longs débats au Congrès de Vienne 1964 (v. annot. 1 à l'art. 6 de la Const.). Les difficultés rencontrées à ce sujet par ledit Congrès n'ont cependant pas permis à celui-ci d'arrêter toutes les modalités d'exécution du nouv. régime linguistique. C'est pourquoi il a chargé le CE de procéder à certaines études et de prendre certaines décisions complémentaires, conformément à la résolution C 19/1964.

L'étude des modalités pratiques et économiques de traduction par l'intermédiaire du BI des doc et publications a été menée conjointement avec celle relative à la distribution de la documentation de l'Union (v. annot. 1 à l'art. 112 du Règl. de la Conv.). Au terme de ces études, le CE a pris les décisions CE 7/1966 et CE 4/1967, qui instaurent un nouv. régime linguistique dont l'organisation et les modalités de fonctionnement se présentaient comme suit:

1° la langue française étant la langue officielle de l'UPU, la documentation est fournie à toutes les Adm. de l'Union en cette langue;

2° [un système de compensation est admis en faveur des Adm. qui doivent faire traduire les doc pour leur propre usage et qui, par ce moyen, ne sont pas désavantagées par rapport à celles qui utilisent la langue française;]<sup>1</sup>

3° la traduction de la documentation se fait soit par un service central installé auprès du BI à Berne (systèmes anglais et arabe), soit par un service décentralisé avec un effectif réduit délégué auprès du BI pour y traduire les pièces urgentes, le reste des doc et publications étant traduit dans le centre principal du groupe linguistique considéré (système espagnol). D'autres systèmes pourront être envisagés, si le cas se présente. Les services de traduction doivent se constituer dans un cadre autonome;

<sup>1</sup> [] Disp. devenues caduques à la suite des décisions prises par les Congrès ultérieurs.

- 4° chaque groupe linguistique désigne un porte-parole avec lequel le BI peut traiter des questions liées au fonctionnement du service de traduction considéré. Pour donner suite à cette disp., le groupe anglais a désigné comme porte-parole un comité directeur composé de Pays-membres du groupe, les porte-parole des groupes arabe et espagnol étant le Secrétariat général de la Ligue des Etats arabes et de l'UPAE, respectivement;
- 5° les frais de fourniture, par l'intermédiaire du BI, des doc et publications en diverses langues sont à la charge des pays bénéficiaires et répartis entre ceux-ci proportionnellement à leur contribution aux frais de l'Union ou selon une autre clé de répartition. En vue d'arriver à un décompte aussi simple que possible, ce principe est appliqué d'une manière générale, qu'une Adm. désire recevoir la totalité des textes élaborés par le service de traduction auquel elle est affiliée ou seulement un choix limité de cette documentation. Les quotes-parts à payer sont ajoutées aux contributions annuelles destinées à régler les dépenses de l'Union;
- 6° les dépenses des services de traduction installés auprès du BI [sont payées par ce dernier, qui se les fait rembourser par les pays intéressés. Elles]\* doivent faire l'objet de comptes séparés [formant une annexe au budget de l'Union]\*. Le Gouvernement suisse a accepté [d'avancer les fonds nécessaires au fonctionnement desdits services et]\* de reviser les comptes y afférents, à l'instar de ce qui se fait pour les dépenses de l'Union;
- 7° les correspondances émanant du BI doivent toujours être rédigées en français. Elles peuvent toutefois, à la demande des pays intéressés, être accompagnées d'une traduction établie par le service de traduction compétent installé auprès du BI;
- 8° les correspondances adressées au BI doivent être rédigées en français, à moins qu'elles ne puissent être traduites par un des services de traduction constitués à Berne;
- 9° un poste d'agent de liaison entre les services de traduction et le BI a été créé au sein de ce Bureau à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1967 [les frais résultant de la création de ce poste sont supportés à 50 pour cent par l'UPU et à 50 pour cent par l'ensemble des groupes linguistiques, étant entendu qu'un tel arrangement ne doit pas constituer un précédent, au cas où d'autres postes de ce genre devraient être créés à l'avenir]';
- 10° la détermination du statut et des conditions de service des fonctionnaires des services de traduction organisés auprès du BI est de la compétence exclusive des groupes linguistiques qui assument la charge de ces services. Ces groupes linguistiques ont exprimé le désir que leurs fonctionnaires bénéficient du même statut que les fonctionnaires internationaux et des mêmes conditions de service que le personnel du BI, et cela à la charge des groupes respectifs.  
La réglementation financière des services de traduction doit être conforme aux disp. du Règlement financier de l'Union.

3) Après de longues délibérations, le Congrès de Lausanne 1974 a arrêté pour la publication de la documentation le nouv. régime linguistique défini aux par. 1 à 6 (II 1241 à 1284, prop. 1006.1 à 1006.5, 1507.1/Rev 3 à 1507.6 et 2512.1 et Doc 42, 43 et 58).

Les principales modifications par rapport au régime linguistique antérieur résident dans le fait que l'art. 107, par. 1, précise que la documentation de l'Union est publiée en français, en anglais, en arabe et en espagnol, alors que, sous l'anc. régime, elle était fournie en toute langue aux frais des bénéficiaires. En outre, les groupes linguistiques anglais, arabe et espagnol ne supportent dorénavant que les frais de traduction vers leur langue. Les frais de traduction vers la langue officielle et tous les frais afférents à la reproduction et à la fourniture de la documentation sont mis à la charge de l'Union.

4) A la suite d'une étude entreprise par le CE sur la base de la résolution C 33/1974 du Congrès de Lausanne, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a admis les langues allemande, chinoise, portugaise et russe pour la publication de la documentation de base de l'Union, étant entendu que la contribution de l'Union ne doit pas excéder un plafond financier commun aux quatre groupes (v. par. 6 in fine) (II 1271 à 1284, prop. 0013, 0056, 1507.3 et 1507. 11, Doc 27 et résolution C 106/1979). Le Congrès de Hambourg 1984 a porté à 150 000 fr suisses la subvention versée aux quatre groupes précités (II 332 et 333, prop. 021/Rev 1 et résolution C 63/1984).

<sup>1</sup> [ ] Disp. devenues caduques à la suite des décisions prises par les Congrès ultérieurs.

- 5) L'utilisation d'autres langues est liée à la condition qu'il n'en résulte aucuns frais supplémentaires pour l'Union; ce qui signifie que le ou les Pays-membres qui désireraient faire publier la documentation dans une langue autre que celles qui sont énumérées au par. 1 devraient prendre à leur charge la totalité des frais qui en résulteraient, c'est-à-dire aussi bien les frais de traduction que ceux de reproduction et de fourniture.
- 6) Les Pays-membres qui reçoivent la documentation uniquement dans la langue officielle ne constituent pas un groupe linguistique. Par conséquent, ils ne doivent pas supporter les frais de traduction vers cette langue, lesquels sont mis à la charge de l'Union.
- 7) Pour la distribution de la documentation dans les différentes langues, v. art. 112 du Règl. de la Conv. et annot. y relatives.
- 8) Le terme «en principe» a été ajouté par le Congrès de Hambourg 1984; il s'applique essentiellement aux langues qui ne sont pas traduites à Berne, la documentation imprimée à Berne continuant à être distribuée simultanément, pour autant que, par suite de circonstances exceptionnelles, une version ne pourrait être achevée suffisamment vite et risquerait de retarder indûment la diffusion des autres versions. Dans de tels cas, il est dans l'intérêt des Adm. de pouvoir obtenir la version officielle des textes urgents le plus tôt possible. Les Adm. du groupe linguistique concerné sont informées en conséquence lors de la fourniture de l'exemplaire français qui leur revient (II 333, prop. 1507.1).
- 9) Ce par. a été introduit par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1281 à 1284, prop. 1507.2/ Rev 2). Auparavant, aucune disp. ne réglementait l'échange des correspondances entre les Adm. et le BI. Celui-ci recevait très fréquemment des lettres en d'autres langues que la langue officielle, notamment en anglais. Il n'en demandait la traduction française aux services installés auprès du BI que si cela était nécessaire. Par contre, les correspondances qu'il envoyait aux Adm. étaient toujours rédigées en français. Depuis l'introduction par le Congrès de Vienne 1964 d'un nouv. régime linguistique pour la publication de la documentation, les Adm. qui faisaient partie d'un groupe linguistique disposant d'un service de traduction installé auprès du BI pouvaient demander que les correspondances envoyées à leur adresse soient accompagnées d'une traduction dans la langue de ce groupe linguistique. Cette pratique se trouve en quelque sorte officialisée par les nouv. disp.  
En ce qui concerne les correspondances échangées entre les particuliers et le BI, elles parviennent très souvent à ce dernier en d'autres langues que la langue officielle. Les réponses du BI sont rédigées en français, mais elles peuvent être accompagnées d'une traduction dans la langue du groupe auquel appartient le destinataire.
- 10) En ce qui concerne le BI, la langue de travail a fait l'objet de l'art. 175 du Règl. de la Conv. (Paris 1947). Depuis lors, cet art. a disparu, mais on admet que la langue de travail est la langue officielle. Cette idée se trouve indirectement confirmée par la résolution C 33/1974 (v. annot. 11).
- 11) Le Congrès de Lausanne 1974 a chargé le CE, en collaboration avec le Directeur général du BI, d'étudier la possibilité de travailler au BI en d'autres langues que la langue officielle (résolution C 33/1974). Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a maintenu le statu quo.
- 12) Disp. introduite au Congrès de Lausanne 1974. En vertu de cette disp. et du par. 5, les doc, publications et correspondances adressés par le BI aux Adm. ainsi qu'aux tiers sont traduits vers l'anglais, l'arabe et l'espagnol aux frais des groupes linguistiques, alors que les doc, publications et correspondances reçus par le BI en anglais, en arabe et en espagnol sont, le cas échéant, traduits vers le français aux frais de l'Union.
- 13) Disp. introduite au Congrès de Rio de Janeiro 1979 comme conséquence des prop. 1507.3 et 1507.11. Le Congrès de Hambourg 1984 a porté de 50 000 à 150 000 fr suisses le montant alloué chaque année aux groupes linguistiques allemand, chinois, portugais et russe (résolution C 63/1984).

14) Des prop. tendant à ajouter le chinois, l'arabe et le portugais aux langues de délibération des organes de l'Union n'ont pas été acceptées par le Congrès de Hambourg 1984 (II 336, prop. 1507.2, 1507.6, 1507.7 et 1507.8).

15) Jusqu'au Congrès de Bruxelles 1952, chaque réunion (Congrès, Conf., Comm.) fixait elle-même, par une disp. de son Règl. int., le régime linguistique applicable à ses délibérations (v. p. ex. art. 10 du Règl. int. des Congrès (Paris 1947)). Depuis Bruxelles, les disp. y relatives sont comprises dans les Actes de l'Union (v. annot. 1 à l'art. 6 de la Const.).

16) Depuis le Congrès de Bruxelles 1952 et jusqu'au Congrès de Vienne 1964, les frais d'interprétation en langue française étaient à la charge de l'Union, alors que les frais relatifs à l'interprétation en langues anglaise, espagnole et russe étaient à la charge des pays utilisant ces langues et divisés en trois parts égales, dont chacune était répartie entre les pays du groupe auquel ils appartiennent, proportionnellement à leur classe de contribution aux dépenses de l'Union (art. 10, par. 4, lettre b), de la Conv. (Ottawa 1957)). Des prop. visant à faire supporter par l'Union les frais d'interprétation dans les langues mentionnées aux par. 9 et 10 ont été rejetées par le Congrès de Hambourg 1984 (II 336, prop. 1507.3 et 1507.5).

17) Jusqu'au Congrès de Tokyo 1969, les frais des services d'interprétation des sessions du CE et du CCEP étaient répartis entre les membres des groupes linguistiques, que ceux-ci soient ou non représentés à ces sessions. Chargé par le Congrès d'étudier cette question (Congrès de Tokyo 1969, II 1285 et 1286, prop. 1664 et résolution C 22/1969), le CE a modifié, lors de sa session de 1971, son Règl. int. de façon à ne pas faire supporter les frais d'interprétation aux membres des groupes linguistiques dont la langue n'est pas utilisée lors d'une réunion, à la condition toutefois que le BI n'ait pas pris d'engagement à ce sujet (décision CE 21/1971). Sur recommandation du CE (résolution CE 6/1972), le CCEP a modifié son Règl. int. dans le même sens lors de sa session de 1972.

18) Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique n'étaient supportés par l'Union que pour les langues française, anglaise, espagnole et russe. La nouv. disp. s'applique à toute langue pour laquelle un pays ou un groupe de pays demande l'interprétation simultanée.

19) C'est le Congrès de Paris 1947 qui a arrêté pour la première fois une disp. relative à la langue à employer pour la correspondance de service entre les Adm. (art. 33, par. 4, de la Conv. (Paris 1947)) (cf. annot. 2, ch. 7°, ci-dessus). Une Adm. peut refuser d'accepter des lettres dans une langue autre que le français, si une entente n'est pas intervenue (Congrès du Caire 1934, I 36, 38, 39 et 1272, prop. Colombie et Perse).

## Chapitre II

### Bureau international (1)

---

1) Le présent chapitre concerne la direction et le personnel du BI; il résume également les principales fonctions et attributions du BI. L'art. 109, notamment, constitue, en quelque sorte, la synthèse de toutes ces compétences qui sont énumérées en détail (v. annot. 4 audit art.). En ce qui concerne le fonctionnement proprement dit du BI, il fait l'objet également des disp. suivantes, qui ne sont pas reproduites dans le présent fasc.:



- Statut du personnel, qui est arrêté par le CE conformément à l'art. 102, par. 6.12;
- Règlement du personnel, qui comprend les disp. d'exécution du Statut du personnel et qui est de la compétence du Directeur général;
- conditions de service du Directeur général et du Vice-Directeur général, qui sont adoptées par le CE conformément à l'art. 102, par. 6.12. A ce sujet, v. également les résolutions C 51/1969, C 52/1969 et C 56/1969 du Congrès de Tokyo concernant respectivement les conditions de service, les pensions de retraite et la sécurité sociale des fonctionnaires élus;
- instructions administratives concernant le personnel et l'administration du BI, que le Directeur général arrête au fur et à mesure des besoins;
- Statuts de la Caisse de prévoyance de l'UPU, qui sont adoptés par le Conseil de fondation de celle-ci avec l'approbation de l'Autorité de surveillance de la Fondation et du CE;
- Fonds social pour le personnel du BI de l'UPU, qui est alimenté par ce que ristourne l'Adm. suisse au BI pour la vente des timbres de service de l'UPU et dont le Règlement est arrêté par le CE conformément à l'art. 102, par. 6.14;
- Règlement financier, qui a été arrêté par le CE conformément à l'art. 102, par. 6.7;
- Règles de gestion financière, d'organisation comptable et de contrôle, qui sont adoptées par le Directeur général conformément à l'art. 3, par. 2, du Règlement financier;
- Fonds de réserve, qui sert à la stabilisation des contributions des Pays-membres et dont le CE fixe les disp. régissant l'alimentation et l'utilisation conformément à l'art. 102, par. 6.8 (v. annot. 13 à l'art. 124);
- Fonds des activités spéciales, alimenté en partie par le budget de l'Union et en partie par des contributions volontaires des Adm., conformément à l'art. 102, par. 6.9.

## Article 108

### Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international (1)

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international sont élus par le Congrès (2) pour la période séparant deux Congrès successifs, la durée minimale de leur mandat étant de cinq ans. Leur mandat est renouvelable une seule fois. (3) Sauf décision contraire du Congrès, la date de leur entrée en fonctions est fixée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit le Congrès. (4) (5)

2. **Au moins sept mois (6) avant l'ouverture du Congrès, le Directeur général du Bureau international adresse (7) une note aux Gouvernements des Pays-membres en les invitant à présenter les candidatures éventuelles pour les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général et en indiquant en même temps si le Directeur général ou le Vice-Directeur général en fonctions sont intéressés au renouvellement éventuel de leur mandat initial. (8) Les candidatures, (9) accompagnées d'un curriculum vitae, doivent parvenir au Bureau international deux mois (6) au moins avant l'ouverture du Congrès.** Les candidats doivent être des ressortissants des Pays-membres qui les présentent. **Le Bureau international élabore la documentation nécessaire pour le Congrès.** L'élection du Directeur général et celle du Vice-Directeur général ont lieu

au scrutin secret, la première élection portant sur le poste de Directeur général.

3. En cas de vacance du poste de Directeur général, le Vice-Directeur général assume les fonctions de Directeur général jusqu'à la fin du mandat prévu pour celui-ci; il est éligible à ce poste et est admis d'office comme candidat, sous réserve que son mandat initial en tant que Vice-Directeur général n'ait pas déjà été renouvelé une fois par le Congrès précédent et qu'il déclare son intérêt à être considéré comme candidat au poste de Directeur général. (10)

4. En cas de vacance simultanée des postes de Directeur général et de Vice-Directeur général, le Conseil exécutif élit, sur la base des candidatures reçues à la suite d'une mise au concours, un Vice-Directeur général pour la période allant jusqu'au prochain Congrès. Pour la présentation des candidatures, le paragraphe 2 s'applique par analogie.

5. En cas de vacance du poste de Vice-Directeur général, le Conseil exécutif charge, sur proposition du Directeur général, un des Sous-Directeurs généraux au Bureau international d'assumer, jusqu'au prochain Congrès, les fonctions de Vice-Directeur général. (11)

---

1) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a scindé l'anc. art. 108 (intitulé «Directeur général et Vice-Directeur général du Bureau international») et réparti son contenu dans les nouv. art. 108 (Election du Directeur général et du Vice-Directeur général), 109 (Fonctions du Directeur général) et 110 (Fonctions du Vice-Directeur général).

2) Jusqu'au Congrès de Lausanne 1974, le Directeur général (DG) était nommé par le CE, alors que le Vice-Directeur général (VDG) était nommé par le Directeur général, cette nomination étant ensuite soumise à l'approbation du CE (art. 102, par. 6 (Tokyo 1969)). Aucune disp. ne limitait la durée de leur mandat. Dans la pratique, ils étaient nommés à titre permanent comme les autres fonctionnaires du BI. Le Congrès de Lausanne 1974 a décidé de faire élire ces deux hauts fonctionnaires par le Congrès et de limiter la durée de leur mandat (II 968 à 970 et 1212 à 1214, prop. 1509.2/Rev CE, 1509.4, 1509.5/Rev 2, 1509.7 R et 1509.8/Rev). Le Congrès de Hambourg 1984 a rejeté deux prop. prévoyant que les postes de DG et de VDG devraient être pourvus par des ressortissants de deux Pays-membres de l'Union appartenant à deux régions géographiques différentes (Congrès de Hambourg 1984, II 278 à 282, prop. 1508.2/Rev 2 et 1508.6).

3) En réponse à une question posée par une délégation au sein de la Comm. 4 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, le BI a émis l'avis selon lequel un VDG qui a accompli un premier mandat de cinq ans ne peut être élu qu'une seule fois au poste de DG, son mandat dans cette nouv. fonction n'étant donc pas renouvelable. Cette interprétation se base sur l'esprit de l'art. 108, par. 1, 2<sup>e</sup> phrase, qui veut que la période de service accomplie en qualité de fonctionnaire élu ne dépasse en aucun cas dix ans, que l'intéressé ait exercé exclusivement les fonctions de VDG ou celles de DG, ou les deux successivement. La Comm. 4, tout en partageant cette manière de voir, n'a pas estimé nécessaire d'amender en ce sens la disp. précitée, dont le libellé actuel lui paraissait suffisamment clair (II 1434 et 1435). Le Congrès de Hambourg 1984 a rejeté une prop. visant à exclure tout renouvellement du mandat du DG et du VDG (prop. 1508.1), de même qu'une prop. selon laquelle le Congrès pourrait, à

titre exceptionnel, à la demande de dix pays au moins, élire le DG et le VDG pour un troisième et dernier mandat (prop. 1508.5); une prop. analogue (prop. 1508.3) avait auparavant été retirée en faveur de cette dernière (Congrès de Hambourg 1984, II 273 à 277).

4) Cette disp. a été appliquée pour la première fois par le Congrès de Lausanne 1974, qui avait également arrêté, par deux résolutions, la procédure à suivre pour l'élection du DG et du VDG. Cette procédure est réglée aujourd'hui dans l'art. 22 du Régl. int. des Congrès.

5) Les conditions de service des fonctionnaires élus (DG et VDG) sont actuellement réglées par les résolutions C 51/1979 et C 52/1979 du Congrès de Rio de Janeiro (II 1431 et 1432, prop. 0001 CE et 0011/Rev 1) ainsi que par la résolution CE 1/1977, amendée par les décisions CE 5/1979, CE 9/1982, CE 11/1983 et CE 26/1990.

6) Les délais pour la mise au concours des postes de DG et de VDG et pour la présentation des candidatures ont été introduits par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 afin de permettre au BI de préparer, de traduire et de diffuser suffisamment tôt avant le Congrès la documentation nécessaire pour les élections (II 1433 à 1435, prop. 1508.1 CE).

7) Amendement adopté par le Congrès de Washington 1989, visant à renoncer à la pratique antérieure selon laquelle les candidatures devaient être présentées par les gouvernements des Pays-membres par l'intermédiaire du Gouvernement de la Confédération suisse, qui, à cette fin, leur avait adressé une note (II Congrès/C 3 – PV 5 et 6, prop. 1508.1). Il ressort de l'étude du CE que, dans aucune institution spécialisée de l'ONU, on ne prescrit la voie diplomatique ou l'intervention des services diplomatiques du pays siège pour la mise au concours des postes de DG et de VDG, ainsi que pour la réception des candidatures y relatives. Aucun motif ne justifie le maintien de cette procédure désuète, à l'abandon de laquelle la Suisse a donné son plein accord. V. aussi annot. 7 à l'art. 11 de la Const.

8) Amendement introduit par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, ayant pour objet de régler la procédure à suivre pour la mise au concours si, à la fin de son premier mandat, un DG ou un VDG est intéressé au renouvellement de son mandat. Il ressort des motifs de la prop. qui était à la base de cet amendement (prop. 1508.1 CE) que, dans une telle éventualité, une nouv. présentation formelle de la candidature du DG ou du VDG en fonctions par le gouvernement de leur pays n'est pas nécessaire. Par contre, la déclaration écrite du DG ou du VDG, selon laquelle il serait intéressé au renouvellement éventuel de son mandat, doit être considérée comme suffisante (II 1433 à 1435, prop. 1508.1 CE).

9) A la suite d'un examen de la question de savoir dans quelles conditions un Sous-Directeur général (SDG) pourrait faire acte de candidature au poste vacant de DG et de VDG, le CE a décidé, en 1983, que la procédure prévue à l'art. 108 s'applique à toutes les candidatures, y compris celles des fonctionnaires du BI (décision CE 8/1983).

10) Amendement adopté par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, visant à renoncer dans cette hypothèse à la procédure normale de la soumission des candidatures (par. 2), étant donné que le VDG concerné a déjà exercé ad interim les fonctions de DG et que sa candidature avait été présentée formellement par le gouvernement de son pays pour son élection au poste de VDG lors du Congrès précédent (II 1433 à 1435, prop. 1508.1 CE).

11) Cette disp., ajoutée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, a pour but de régler la procédure en cas de vacance du poste de VDG et de combler ainsi une lacune qui existait dans l'anc. art. 108. Elle autorise le CE à charger un des SDG d'assumer ad interim les fonctions de VDG jusqu'au prochain Congrès, qui procédera à l'élection d'un nouv. VDG. Il s'agit de pourvoir provisoirement, sans tarder, le poste vacant du VDG en vue d'assurer la continuité des travaux et d'éviter des difficultés lors des absences du DG. Le SDG désigné par le CE conserve son grade D 2; il exerce simplement ad interim les fonctions de VDG sans être nommé à ce grade (II 1433 à 1435, prop. 1508.1 CE). Cela étant, les par. 2, 4<sup>e</sup> phrase, in fine, et 3 de l'art. 108 ne lui sont pas applicables, interprétation qui a été confirmée par le CE en 1982, lors de la nomination d'un VDG ad interim (décision CE 10/1982).

Article 109

Fonctions du Directeur général (1)

1. Le Directeur général organise, administre (2) et dirige le Bureau international, dont il est le représentant légal. (3) (4) Il est compétent pour classer les postes des grades G 1 à D 1 (5) (6) et pour nommer et promouvoir (7) les fonctionnaires dans ces grades. (8) (9) Pour les nominations (10) dans les grades P 1 à D 1, il examine les titres de compétence professionnelle des candidats recommandés par les Administrations postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité (11) en tenant compte d'une équitable répartition géographique continentale et des langues ainsi que de toutes autres considérations y relatives, tout en respectant le régime intérieur de promotions du Bureau. (12) (13) Il tient également compte de ce qu'en principe les personnes qui occupent les postes des grades D 2, D 1 et P 5 doivent être des ressortissants de différents Pays-membres de l'Union. (14) Il informe le Conseil exécutif une fois par an, dans le Rapport sur les activités de l'Union, des nominations et des promotions aux grades P 4 à D 1. (15)

2. Le Directeur général a les attributions suivantes:

**2.1 assurer les fonctions de dépositaire des Actes de l'Union et d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union ainsi que de sortie de celle-ci; (16)**

**2.2 notifier à l'ensemble des Administrations les Règlements d'exécution arrêtés ou révisés par le Conseil exécutif; (17)**

**2.3** préparer le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumettre en temps opportun à l'examen du Conseil exécutif; communiquer le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation du Conseil exécutif;

**2.4** servir d'intermédiaire dans les relations entre:

- l'UPU et les Unions restreintes;
- l'UPU et l'Organisation des Nations Unies;
- l'UPU et les organisations internationales dont les activités présentent un intérêt pour l'Union;

**2.5** assumer la fonction de Secrétaire général des organes de l'Union et veiller à ce titre, compte tenu des dispositions spéciales du présent Règlement, notamment:

- à la préparation et à l'organisation des travaux des organes de l'Union;
- à l'élaboration, à la production et à la distribution des documents, rapports et procès-verbaux;
- au fonctionnement du secrétariat durant les réunions des organes de l'Union;

**2.6** assister aux séances des organes de l'Union et prendre part aux délibérations sans droit de vote, avec la possibilité de se faire représenter.

- 1) L'art. 109 a été créé par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (v. annot. 1 à l'art. 108).
- 2) Les compétences du Directeur général concernant l'administration du BI dans les domaines du personnel et des finances sont déterminées dans le Statut du personnel du BI et dans le Règlement financier de l'UPU, arrêtés par le CE.
- 3) Les termes «dont il est le représentant légal» ont été ajoutés par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1231 à 1233, prop. 1509.2/Rev CE). Cette clause figurait auparavant d'abord dans le Règlement du BI du 20 décembre 1963 et ensuite dans le Statut du personnel du BI, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1973, qui a remplacé ce Règlement.
- 4) Lorsque le CE fut chargé d'élaborer un art. sur les attributions et les obligations du BI, la question s'est posée de savoir s'il fallait distinguer les attributions du BI en tant qu'organe de l'Union de celles de son Directeur général. Craignant qu'une telle distinction ne soit de nature à entraîner des confusions sur le plan des responsabilités, le CE a décidé que le Directeur général serait désigné comme l'unique responsable aux yeux des Pays-membres, étant entendu que, pour exercer son autorité, il dispose des moyens nécessaires, à savoir le BI (CE 1971 – Doc 7 et PV 5). L'art. 109 a été conçu dans ce sens. Néanmoins, dans les divers art. des Actes, on a maintenu la distinction entre les compétences du Directeur général et celles du BI, qui sont les suivantes:

**a) Tâches attribuées au Directeur général**

*Constitution*

- 1° Notifier l'adhésion à l'Union ou consulter les Pays-membres sur la demande d'admission à l'Union (art. 11, par. 3 et 5).
- 2° Communiquer aux gouvernements des Pays-membres la dénonciation de la Const. (art. 12, par. 1).
- 3° Assumer la direction du BI (art. 20).
- 4° Communiquer aux Pays-membres les déclarations et notifications prévues à l'art. 23, par. 1 et 3 (art. 23, par. 4).
- 5° Notifier aux gouvernements des Pays-membres le dépôt des instruments de ratification ou d'approbation des Actes (art. 26).

*Règlement général*

- 6° Le cas échéant, servir d'intermédiaire pour la transmission des invitations au Congrès envoyées par le gouvernement invitant aux gouvernements des Pays-membres (art. 101, par. 5).
- 7° Envoyer les invitations nécessaires aux organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales que le CE a désignées pour se faire représenter à un Congrès (art. 102, par. 6.17).
- 8° Donner son accord pour la fixation de la date et du lieu de la réunion du CCEP (art. 104, par. 7).
- 9° Donner son avis aux organisateurs des réunions d'organes de l'Union quant au choix du système d'interprétation à utiliser pour les délibérations (art. 107, par. 9).
- 10° Adresser une note aux gouvernements des Pays-membres concernant les candidatures aux postes de Directeur général et de Vice-Directeur général, recueillir les candidatures et élaborer la documentation nécessaire pour le Congrès (art. 108, par. 2).
- 11° Organiser, administrer et diriger le BI et en être le représentant légal (art. 109, par. 1).
- 12° Classer les postes des grades G 1 à D 1 et nommer et promouvoir les fonctionnaires dans ces grades (art. 109, par. 1).

- 13° Assumer les fonctions de dépositaire des Actes de l'Union et d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union ainsi que de sortie de celle-ci (art. 109, par. 2.1).
- 14° Notifier à l'ensemble des Adm. les Règl. arrêtés ou révisés par le CE (art. 109, par. 2.2).
- 15° Préparer le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumettre en temps opportun à l'examen du CE. Communiquer le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation du CE (art. 109, par. 2.3).
- 16° Servir d'intermédiaire dans les relations entre l'UPU et les Unions restreintes, l'UPU et l'ONU, l'UPU et les organisations internationales dont les activités présentent un intérêt pour l'Union (art. 109, par. 2.4).
- 17° Assumer la fonction de Secrétaire général des organes de l'Union et, à ce titre, veiller notamment à la préparation et à l'organisation des travaux des organes de l'Union, à l'élaboration, à la production et à la distribution des doc, rapports et procès-verbaux, au fonctionnement du secrétariat durant les réunions des organes de l'Union (art. 109, par. 2.5).
- 18° Assister aux séances des organes de l'Union et prendre part aux délibérations sans droit de vote, avec la possibilité de se faire représenter (art. 109, par. 2.6).
- 19° Assumer la responsabilité du secrétariat des organes de l'Union qui est assuré par le BI (art. 111).
- 20° Autoriser, en cas d'extrême urgence, un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du BI, sans toutefois que le montant du dépassement ne puisse excéder 65 000 fr suisses par année (art. 124, par. 5).

### *Règlement intérieur des Congrès*

- 21° Assister aux réunions du Bureau du Congrès (art. 8, par. 2).
- 22° Assumer les fonctions de Secrétaire général du Congrès (art. 11, par. 1).
- 23° Assister aux séances du Congrès et du Bureau du Congrès et prendre part aux délibérations sans droit de vote. Assister, s'il le désire et dans les mêmes conditions, aux séances des Comm. ou s'y faire représenter par un fonctionnaire supérieur du BI (art. 11, par. 2).

## **b) Tâches attribuées au Bureau international**

### *Constitution*

- 1° Servir d'organe de liaison, d'information et de consultation aux Adm. (art. 20).

### *Règlement général*

- 2° S'entendre avec le gouvernement invitant avant que celui-ci fixe la date définitive et le lieu exact du Congrès (art. 101, par. 5).
- 3° Avec l'accord du CE et après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prendre les disp. nécessaires pour convoquer et organiser le Congrès dans le pays siège de l'Union, lorsque le Congrès doit être réuni sans qu'il y ait un gouvernement invitant. Exercer dans ce cas les fonctions du gouvernement invitant (art. 101, par. 6).
- 4° S'entendre avec les Pays-membres ayant pris l'initiative d'un Congrès extraordinaire avant que ceux-ci fixent le lieu de réunion de ce Congrès (art. 101, par. 7).
- 5° Annexer à toute prop. présentée en vertu de l'art. 120, et avant de la soumettre à l'approbation des Adm. des Pays-membres, les commentaires que le CE aurait préparés à la demande de l'Adm. auteur de ladite prop. (art. 102, par. 6.21).
- 6° Publier la documentation dans la langue officielle et dans les langues des groupes linguistiques constitués, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux régionaux de ces groupes, conformément aux modalités convenues avec ces bureaux régionaux. La publication dans les différentes langues est faite selon le même modèle (art. 107, par. 3).
- 7° Distribuer en principe simultanément dans les différentes langues demandées la documentation qu'il publie directement (art. 107, par. 4).

- 8° Echanger les correspondances avec les Adm. en toute langue pour laquelle il dispose d'un service de traduction (art. 107, par. 5).
- 9° Donner suite à tout changement de choix de langue demandé par un Pays-membre après un délai qui ne doit pas dépasser deux ans (art. 107, par. 8).
- 10° Assurer, sous la responsabilité du Directeur général, le secrétariat des organes de l'Union. Adresser tous les doc publiés à l'occasion de chaque session aux Adm. des membres de l'organe, aux Adm. des pays qui, sans être membres de l'organe, collaborent aux études entreprises, aux Unions restreintes ainsi qu'aux autres Adm. des Pays-membres qui en font la demande (art. 111).
- 11° Etablir et tenir à jour la liste des Pays-membres de l'Union en y indiquant leur classe de contribution, leur groupe géographique et leur situation par rapport aux Actes de l'Union (art. 112).
- 12° Se tenir en tout temps à la disposition du CE, du CCEP et des Adm. pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service (art. 113, par. 1).
- 13° Entre autres, réunir, coordonner, publier et distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service postal international; émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; donner suite aux demandes d'interprétation et de modification des Actes de l'Union et, en général, procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que lesdits Actes lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union (art. 113, par. 2).
- 14° Procéder aux enquêtes qui sont demandées par les Adm. en vue de connaître l'opinion des autres Adm. sur une question déterminée (art. 113, par. 3).
- 15° Saisir, à toutes fins utiles, le Président du CCEP des questions qui sont de la compétence de cet organe (art. 113, par. 4).
- 16° Intervenir, à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal international, entre les Adm. qui réclament cette intervention (art. 113, par. 5).
- 17° Développer l'ass. techn. postale sous toutes ses formes, dans le cadre de la coopération technique internationale (art. 114).
- 18° Faire confectionner les cartes d'identité postales et les coupons-réponse internationaux et en approvisionner, au prix de revient, les Adm. qui en font la demande (art. 115).
- 19° Veiller à ce que les Actes des Unions restreintes et les arrangements spéciaux ne prévoient pas des conditions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues dans les Actes de l'Union et informer les Adm. de l'existence des Unions et des arrangements susdits. Signaler au CE toute irrégularité constatée en vertu de la présente disp. (art. 116, par. 2).
- 20° Rédiger, à l'aide des doc qui sont mis à sa disposition, une revue en langues allemande, anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe (art. 117).
- 21° Faire, sur les activités de l'Union, un rapp. annuel qui est communiqué, après approbation par le CE, aux Adm., aux Unions restreintes et à l'ONU (art. 118).
- 22° Publier, sous un numéro suivi de la lettre R, les prop. d'ordre rédactionnel munies, en tête, de la mention «Proposition d'ordre rédactionnel» par les Adm. qui les présentent. Publier avec une annot. appropriée les prop. non munies de cette mention mais qui, de son avis, ne touchent que la rédaction; établir une liste de ces prop. à l'intention du Congrès (art. 119, par. 4).
- 23° Servir d'intermédiaire pour adresser aux autres Adm. les prop. visées à l'art. 120, par. 1 (art. 120, par. 2).
- 24° Notifier par circ. toute prop. présentée en vertu de l'art. 121, par. 1, les Adm. disposant d'un délai de deux mois pour examiner la prop. et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations au BI. Réunir les réponses et les communiquer aux Adm. avec invitation de se prononcer pour ou contre la prop. (art. 121, par. 1).
- 25° Notifier aux gouvernements des Pays-membres les modifications apportées à la Conv., aux Arr. et à leurs Prot. fin. (art. 122, par. 1).
- 26° Notifier aux Adm. les modifications apportées par le CE aux Règl. et à leurs Prot. fin. ainsi que les interprétations visées à l'art. 93, par. 3, lettre c), ch. 2°, de la Conv. et aux disp. correspondantes des Arr. (art. 122, par. 2).
- 27° Porter à l'attention du Congrès les changements ultérieurs de classe de contribution que les Pays-membres lui ont notifiés avant l'ouverture du Congrès (art. 125, par. 4).

- 28° Au cas où l'une des Adm. en cause ne donne pas suite à une prop. d'arbit. dans le délai de six mois, provoquer à son tour, si la demande lui en est faite, la désignation d'un arbitre par l'Adm. défaillante ou en désigner un lui-même d'office (art. 127, par. 2).
- 29° Fonctionner comme arbitre unique dans une procédure d'arbit. lorsque les parties en cause le désignent après entente (art. 127, par. 3).
- 30° Désigner, pour trancher un différend en cas de partage des voix, une Adm. parmi celles qui ne sont pas proposées par les arbitres, lorsque ceux-ci ne peuvent s'entendre sur le choix d'une autre Adm. également désintéressée dans le litige (art. 127, par. 5).

### *Règlement intérieur des Congrès*

- 31° S'entendre avec l'Adm. du pays siège du Congrès pour suggérer la désignation du Doyen du Congrès (art. 6, par. 1).
- 32° Assurer, avec la collaboration de l'Adm. du pays invitant, les travaux du Secrétariat du Congrès, du Bureau du Congrès et des Comm. (art. 11, par. 3).
- 33° Mettre à disposition les fonctionnaires supérieurs chargés d'assumer les fonctions de Secrétaire du Congrès, du Bureau du Congrès et des Comm. (art. 11, par. 4).
- 34° Publier en langue française les doc élaborés pendant le Congrès, y compris les projets de décisions soumis à l'approbation du Congrès (art. 13, par. 1).
- 35° Distribuer aux délégués, dans les conditions prévues à l'art. 14, par. 5 et 6, les amendements présentés en Congrès au sujet de prop. déjà faites ainsi que les prop. ne visant pas à modifier le texte des Actes (art. 14, par. 5 et 6).
- 36° Etablir à l'intention de la Comm. de rédaction et des Comm. intéressées les listes de prop. visées à l'art. 15, par. 1 (art. 15, par. 1).
- 37° Servir d'intermédiaire entre les délégués et le Président d'une séance pour les observations que ceux-ci auraient à présenter au sujet de l'épreuve du procès-verbal de cette séance (art. 23, par. 4).
- 38° Tenir compte des observations éventuelles que les délégués des Pays-membres lui communiquent dans un délai de quarante jours après l'envoi des procès-verbaux ou des rapp. des dernières séances qui n'ont pu être approuvés en Congrès ou en Comm., mais qui l'ont été par les Présidents respectifs de ces réunions (art. 23, par. 5).
- 39° Rectifier dans les procès-verbaux ou les rapp. des séances du Congrès et des Comm. les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de leur approbation (art. 23, par. 6).
- 40° Rectifier dans les Actes définitifs et dans les décisions autres que les Actes les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de l'examen de ceux-ci, le numérotage des art. et des par. ainsi que les références (art. 24, par. 5 et 6).

### *Convention*

- 41° Aviser, le cas échéant, les Adm. par télégramme ou par télex de la suspension ou de la reprise des services (art. 4, par. 2).
- 42° Notifier à toutes les Adm. les spécifications techniques définies par le CCEP pour l'emploi de codes à barres dans le service postal international (art. 7, par. 2).
- 43° Calculer la distance moyenne pondérée des parcours effectués par le courrier international sur le réseau intérieur (art. 85, par. 3).

### *Convention, Règlement*

- 44° Assurer la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal international, les comptes des services des télécommunications pouvant être aussi compris dans ces décomptes (art. 101, par. 3).
- 45° Notifier aux Adm. les équivalents des taxes postales prévues par la Conv., les Arr. et leurs Prot. fin. ainsi que le prix de vente des coupons-réponse internationaux (art. 104, par. 1).
- 46° Publier un recueil indiquant les équivalents des taxes, la valeur moyenne du DTS et le prix de vente des coupons-réponse internationaux (art. 104, par. 4).
- 47° Servir d'intermédiaire à chaque Adm. pour la notification à toutes les autres Adm. de toute nouv. émission de timbres-poste (art. 105, par. 1).
- 48° Servir d'intermédiaire aux Adm. pour l'échange (en trois exemplaires) de leurs nouv. émissions de timbres-poste (art. 105, par. 2).



- 49° Fournir les cartes d'identité postales (art. 106, par. 2).
- 50° Publier un recueil officiel des renseignements d'intérêt général relatifs à l'exécution de la Conv. et de son Régl. Publier des recueils analogues se rapportant à l'exécution des Arr. et de leurs Régl. (art. 111, par. 1).
- 51° Publier les listes, recueils, etc., énumérés à l'art. 111, par. 2 (art. 111, par. 2).
- 52° Publier les Actes annotés et un Vocabulaire polyglotte du service postal international (art. 111, par. 3).
- 53° Notifier par circ., bulletin, supplément ou autre moyen convenable les modifications apportées aux diverses publications énumérées à l'art. 111, par. 1 à 3 (art. 111, par. 4).
- 54° Distribuer aux Adm. les publications qu'il édite, selon les règles prévues à l'art. 112, par. 1 (art. 112, par. 1).
- 55° Fournir aux Adm. au prix de revient les publications demandées en plus du nombre d'exemplaires gratuits auxquels elles ont droit (art. 112, par. 2).
- 56° Transmettre aux Unions restreintes les publications qu'il édite (art. 112, par. 3).
- 57° Servir d'intermédiaire pour communiquer aux Adm. intéressées la valeur en DTS fixée par une Adm. pour toutes les espèces de sacs postaux utilisées par ses bureaux d'échange (art. 173, par. 8).
- 58° Servir d'intermédiaire aux Adm. pour notifier aux autres Adm. l'adresse spéciale à laquelle doivent être transmises certaines form. (art. 191).
- 59° En cas de différence entre les indications correspondantes fournies par deux Adm. au sujet des frais de transit et des frais terminaux, inviter ces Adm. à se mettre d'accord et à lui indiquer les sommes définitives arrêtées (art. 192, par. 6).
- 60° Lorsqu'une Adm. seulement a fourni les relevés C 21 ou C 21bis relatifs aux frais de transit et aux frais terminaux, informer l'autre Adm. intéressée et lui indiquer les montants des relevés reçus (art. 192, par. 7).
- 61° Etablir, au moins deux fois par année, le décompte des frais de transit et des frais terminaux (art. 192, par. 8 à 11).
- 62° Faire paraître en temps opportun les décomptes généraux des frais de transit et des frais terminaux, de telle manière que les paiements provisoires puissent intervenir dans les conditions fixées à l'art. 190 (art. 192, par. 9).
- 63° Si le paiement du solde des frais de transit et des frais terminaux résultant du décompte général n'est pas effectué dans les trois mois suivant l'expiration du délai réglementaire prévu à l'art. 103, par. 9, faire figurer ces sommes dans le décompte général suivant, à l'avoir de l'Adm. créancière (art. 193, par. 1).
- 64° Notifier aux Adm. les informations reçues d'une Adm. lui signalant que sa législation ne permet pas la procédure prévue à l'art. 198, par. 1, lettres a) et b) (art. 198, par. 3).
- 65° Imprimer les coupons-réponse internationaux et les livrer aux Adm. (art. 199, par. 1).
- 66° A la demande d'une Adm., indiquer le prix de vente et le nom du pays sur les coupons-réponse au moment de l'impression (art. 199, par. 2, lettres b) et c)).
- 67° Reprendre également les coupons-réponse détériorés transmis à l'appui d'un relevé C 23 séparé, établi en double exemplaire (art. 199, par. 5).
- 68° A titre exceptionnel, tenir compte des coupons-réponse internationaux détruits avant la vente ou après l'échange (art. 199, par. 6).
- 69° Tenir pour les coupons-réponse une comptabilité appropriée conformément à l'art. 199, par. 7, lettres a) et b). Envoyer un relevé de compte pour approbation à chaque Adm. intéressée (art. 199, par. 7).
- 70° Etablir un décompte général biennal selon les modalités fixées à l'art. 199, par. 8 (art. 199, par. 8).
- 71° Transmettre le décompte général aux Adm., complété par un tableau de compensation qui sert de base aux règlements (art. 199, par. 9).
- 72° Elaborer et distribuer aux Adm. les publications énumérées à l'art. 225, par. 1 (art. 225, par. 1).
- 73° Porter à la connaissance des Adm. par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), dans les moindres délais et sous la forme la mieux appropriée, toutes modifications aux publications visées à l'art. 225, par. 1, ainsi que la date de mise en vigueur de ces modifications (art. 225, par. 3).

*Colis, Arrangement*

- 74° Communiquer aux Adm. intéressées au moins trois mois avant la date d'entrée en vigueur les modifications des quotes-parts territoriales d'arrivée (art. 47, par. 5).
- 75° Calculer la distance moyenne pondérée des colis dont un pays assure le transit (art. 48, par. 2).
- 76° Calculer la distance moyenne pondérée des parcours effectués par les colis-avion du service international sur le réseau aérien intérieur (art. 52, par. 5).

*Colis, Règlement*

- 77° Servir d'intermédiaire aux Adm. pour communiquer aux autres Adm. les renseignements concernant le service des colis postaux (art. 101).
- 78° Servir d'intermédiaire à chaque Adm. pour communiquer, le cas échéant, aux autres Adm. le nom du bureau spécialement désigné pour recevoir les avis de non-livraison (art. 136, par. 4).

*Mandats, Règlement*

- 79° Servir d'intermédiaire aux Adm. pour communiquer aux autres Adm. les renseignements concernant le service des mandats de poste (art. RE 1302, par. 1 et 2).
- 80° Fournir aux Adm. qui les demandent les caractéristiques techniques des form. MP 1bis et MP 12bis et les renseignements concernant leur utilisation (art. RE 202, par. 4).

*Chèques, Règlement*

- 81° Servir d'intermédiaire aux Adm. pour communiquer aux autres Adm. les renseignements concernant le service des chèques postaux (art. RE 1701, par. 2 et 3).
- 82° Fournir aux Adm. qui les demandent les caractéristiques techniques des postchèques (VP 14) et de la carte de garantie postchèque (VP 15) (art. RE 201, par. 5.1 et 6).

*Remboursements, Règlement*

- 83° Servir d'intermédiaire à chaque Adm. pour communiquer aux autres Adm. les renseignements concernant le service des envois contre remboursement (art. RE 902).

5) La clause selon laquelle le Directeur général est compétent pour classer les postes des grades G 1 à D 1 a été adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1277 et 1278, Doc 136/Rev 1, prop. 1508.2/Rev 1). Antérieurement à ce Congrès, la compétence du Directeur général en matière de classement des postes était réglée dans le Statut du personnel arrêté par le CE.

6) Le Congrès de Vienne 1964 a confié au CE la création des nouv. postes pour les catégories de fonctionnaires dont la nomination était soumise à l'approbation de ce Conseil (II 525, résolution C 15/1964). Par ailleurs, lors de sa session de mai 1975, le CE a entériné dans le Statut du personnel la pratique selon laquelle la création et la suppression de tous les postes au BI étaient de sa compétence (Doc CE 1974/1975, CE 1975 – Doc 6).

7) Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a introduit pour la première fois, aux art. 102 et 108, une distinction claire entre «nominations» et «promotions» (soit entre «nommer» et «promouvoir»), afin d'aligner la terminologie du Règl. gén. sur celle du système commun des Nations Unies, terminologie qui a été reprise également par le Statut du personnel du BI arrêté par le CE. Selon la nouv. terminologie, «nomination» signifie le recrutement d'un candidat de l'extérieur en qualité de fonctionnaire international, alors que la «promotion» constitue un acte administratif par lequel un fonctionnaire déjà en service passe à un grade plus élevé (II 1277, 1278, 1436 et 1437, Doc 136/Rev 1, prop. 1502.1 CE, 1502.4/Rev 1 et 1508.2/Rev 1).

8) Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, le CE nommait, sur prop. du Gouvernement suisse, tout le personnel hors classe, y compris le Directeur général. Depuis ce Congrès, le

personnel hors classe et les fonctionnaires des 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classes (correspondant aux grades actuels P 4, P 3 et P 2) ont été nommés par le Directeur général, ces nominations devant être ensuite approuvées par le CE (II 915, prop. 2023 CEL et 2058).

Au Congrès de Lausanne 1974, la compétence de nommer le Directeur général et le Vice-Directeur général a été attribuée au Congrès (II 1212 à 1214, prop. 1507.92, 1509.4, 1509.5/Rev 2, 1509.7 R et 1509.8/Rev). Ce même Congrès a également supprimé l'approbation du CE pour les nominations effectuées par le Directeur général des fonctionnaires des grades P 4, P 3 et P 2 (II 1234 à 1238, prop. 1502.9 et 1502.16). Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a élargi aux grades D 1 (Conseiller supérieur) et P 5 (Conseiller) la compétence du Directeur général de nommer et promouvoir, sans approbation du CE, les fonctionnaires du BI. En même temps, il a renforcé, à l'art. 102, par. 6.13, la compétence du CE en ce qui concerne les nominations et promotions au grade D 2 (Sous-Directeur général), en supprimant dans l'anc. ch. 3<sup>e</sup> les mots «sur proposition du Directeur général du Bureau international» (II 1277 à 1278, Doc 136/Rev 1, prop. 1502.4/Rev 1 et 1508.2/Rev 1).

9) Le Congrès de Vienne 1964 a recommandé que le Directeur général du BI avise par circ. tous les Pays-membres de l'UPU des postes qui sont vacants au BI et qui ne sont pas repourvus par voie de promotion dans le cadre dudit Bureau, en vue de proposer des candidatures. Les Adm. devraient être avisées de toutes les vacances concernant les postes hors classe à Troisième Secrétaire. Les capacités requises pour chaque fonction, telles que l'expérience, la formation, etc., devraient être indiquées dans chaque mise au concours (II 539, recommandation C 3/1964). Les disp. régissant le recrutement (y compris la procédure de la mise au concours des postes vacants), les nominations et les promotions figurent aujourd'hui dans le Statut du personnel du BI arrêté par le CE et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1973. Selon ces disp., les postes vacants au BI sont pourvus soit par recrutement à l'extérieur (nominations), soit par mutation ou promotion à l'intérieur du BI. Sans entraver l'apport de nouv. talents aux divers grades, il doit être pleinement tenu compte, pour occuper les postes vacants, des aptitudes et de l'expérience que peuvent posséder des fonctionnaires qui sont déjà au service de l'Union. Le Directeur général avise, par lettre-circ., les Adm. des postes vacants des grades D 2 à P 1, qui ne sont pas pourvus dans le cadre du BI, en vue de proposer des candidatures. Lors de l'examen des candidatures reçues de l'extérieur, il faut passer d'office en revue également les cas des fonctionnaires du BI du grade immédiatement inférieur à celui du poste vacant. Un Comité des nominations et des promotions est chargé de conseiller le Directeur général dans tous les cas de nominations et de promotions dans les postes vacants (jusqu'au grade D 1).

10) Le terme «nomination» signifie recrutement et ne comprend pas les «promotions» (v. annot. 7).

11) «Candidats recommandés par les Administrations postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité». Modification apportée par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1004 à 1006 et 1253 à 1256, prop. 1612). Au cours de la discussion qui a eu lieu au sujet de cette prop., il a été précisé qu'il appartient à l'Adm. d'un Pays-membre de présenter et de recommander ses candidats à un poste supérieur du BI et que ces candidats doivent avoir la nationalité de l'Adm. recommandante. Cette disp. ne concerne pas la promotion des fonctionnaires déjà au service du BI.

12) Cette phrase, adaptée aux compétences élargies du Directeur général en matière de nominations et de promotions, correspond à l'art. 102, par. 6, lettre j), ch. 3<sup>e</sup> (Lausanne 1974).

13) Le principe d'une équitable répartition géographique s'applique aux postes vacants des catégories hors classe (grades D 2, D 1 et P 5) et professionnelle (grades P 4 à P 1), alors que les postes vacants de la catégorie des services généraux (grades G 7 à G 1) sont normalement pourvus par recrutement sur le plan local. En raison du nombre restreint des postes soumis à la répartition géographique (56 postes en 1990) par rapport au nombre total des Pays-membres (168 en 1990), l'UPU ne connaît pas, aux fins des nominations sur le plan international, un système de «quotas par pays», mais elle comprend le principe d'une équitable répartition géographique dans un sens «continental» (c'est-à-dire dans un sens qui vise les cinq groupes géographiques connus à l'UPU).

14) Cette phrase correspond au par. 7 de l'art. 102 (Lausanne 1974). Ce par. avait été introduit par le Congrès de Vienne 1964 (II 915, prop. 2058).

15) Cette phrase a été ajoutée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 en conséquence de l'élargissement des compétences du Directeur général en matière de nominations et de promotions (v. annot. 8).

16) Le Gouvernement suisse ayant demandé d'être déchargé de ces fonctions, le Congrès de Washington 1989 a décidé de les transférer au Directeur général du BI (v. annot. 7 à l'art. 11 de la Const.).

17) Jusqu'au Congrès de Washington 1989, les Règl. étaient arrêtés par les Adm. réunies en Congrès et notifiés aux Pays-membres en même temps que les Actes du Congrès. Par sa résolution C 92/1989, le Congrès de Washington a conféré au CE la compétence d'arrêter et de reviser lesdits Règl. Ceux-ci, quoique obligatoires (art. 22 de la Const.), sont désormais notifiés aux Adm. des Pays-membres par le Directeur général du BI comme décision du CE. L'UPU n'exige pas qu'ils soient soumis à la procédure de ratification ou d'approbation (v. annot. 8 à l'art. 22 de la Const.).

## Article 110

### Fonctions du Vice-Directeur général (1)

1. Le Vice-Directeur général assiste le Directeur général et il est responsable devant lui. (2)

2. En cas d'absence ou empêchement du Directeur général, le Vice-Directeur général exerce les pouvoirs de celui-ci. (2) Il en est de même dans le cas de vacance du poste de Directeur général visé à l'article 108, paragraphe 3. (3)

---

1) Cet art. a été créé par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (v. annot. 1 à l'art. 108).

2) Cette disp. a été reprise de l'art. 108, par. 11, 2<sup>e</sup> phrase (Lausanne 1974).

3) Précision ajoutée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, sur prop. de la Comm. de rédaction, qui avait été chargée de scinder l'anc. art. 108 (Lausanne 1974) (v. annot. 1 à l'art. 108; II 1819, 1822 et 1823).

## Article 111

### Secrétariat des organes de l'Union (Const. 14, 15, 17, 18)

Le secrétariat des organes de l'Union est assuré par le Bureau international sous la responsabilité du Directeur général. (1) Il adresse tous les documents publiés à l'occasion (2) de chaque session aux Administrations postales des membres de l'organe, aux Administrations postales des pays

qui, sans être membres de l'organe, collaborent aux études entreprises, aux Unions restreintes ainsi qu'aux autres Administrations postales des Pays-membres qui en font la demande.

---

1) Pour délimiter les tâches incombant au pays hôte, d'une part, et au BI, d'autre part, en ce qui concerne l'organisation du Congrès, le Directeur général du BI a conclu un accord particulier avec les Adm. organisatrices des Congrès de Vienne 1964, de Tokyo 1969, de Lausanne 1974, de Rio de Janeiro 1979, de Hambourg 1984 et de Washington 1989.

2) Cette disp. implique que le secrétariat doit non seulement envoyer tous les doc publiés avant une session, comme le préoyaient les art. 102, par. 8, 104, par. 13, et 110 (Tokyo 1969), mais également ceux qui sont diffusés pendant ou peu après une session, notamment les rapp. des Comm. et les procès-verbaux (Congrès de Lausanne 1974, II 1304, prop. 1502.7 et 1504.2).

## Article 112

### Liste des Pays-membres (Const. 2) (1)

Le Bureau international établit et tient à jour la liste des Pays-membres de l'Union (2) (3) en y indiquant leur classe de contribution, (4) leur groupe géographique (5) et leur situation par rapport aux Actes de l'Union (6).

---

1) Cet art. a été introduit par le Congrès de Vienne 1964 (I 205, II 991 et 1367, prop. 2063). L'établissement de cette liste est la conséquence, d'une part, de la décision prise par le Congrès de Vienne 1964 de ne pas reprendre dans le préambule de la Const. l'énumération des Pays-membres de l'Union qui figurait antérieurement dans le préambule de la Conv. et, d'autre part, de la suppression de l'art. 113 du Règl. de la Conv. (Ottawa 1957), qui donnait le classement des pays en vue de la répartition des dépenses de l'UPU. Cette liste a un caractère déclaratoire (Congrès de Vienne 1964, II 106, Congrès – Doc 1).

2) Pour établir la liste des Pays-membres, le BI reprend la dénomination sous laquelle chacun d'eux a signé les Actes du Congrès, sous réserve des changements de dénomination intervenus entre-temps et dûment communiqués au BI. Pour les nouv. Pays-membres, il est tenu compte de la dénomination communiquée au BI par les autorités compétentes (v. aussi annexe au Rapp. sur les activités de l'Union).

3) En plus de la liste des Pays-membres établie en vertu de l'art. 112 et qui indique notamment la situation juridique des pays par rapport aux Actes de l'Union (ratification, approbation, adhésion), le BI publie dans le Rapp. sur les activités de l'Union une liste des «pays et territoires compris dans le ressort de l'Union» mentionnant:

- a) leur composition et les territoires qui leur sont éventuellement rattachés en vertu de l'art. 3 de la Const;
- b) la capitale;
- c) la situation géographique;
- d) la superficie;
- e) la population;
- f) la date depuis laquelle chaque pays fait partie du ressort de l'UPU.

4) Pour la répartition des Pays-membres dans les classes de contribution, v. art. 125.

5) L'indication du groupe géographique a été ajoutée par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1304, prop. 1508.3). Il y a cinq groupes géographiques (v. annot. 9 à l'art. 102). Les Pays-membres sont classés dans ces groupes en fonction de leur position géographique. Cependant, dans les zones limitrophes, les Pays-membres ont la possibilité de décider à quel groupe ils désirent être rattachés.

6) L'établissement de la liste des Pays-membres parties aux Arr. se fonde sur les mêmes raisons que pour la liste afférente aux autres Actes de l'Union. Cette liste concerne les Arr. énumérés à l'annot. 6 à l'art. 22 de la Const. (Congrès de Vienne 1964, II 106, Congrès – Doc 1).

## Article 113

Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes  
(Const. 20, Règl. gén. 120, 121, 122, Conv. Règl. 101)

1. Le Bureau international se tient en tout temps à la disposition du Conseil exécutif, du Conseil consultatif des études postales et des Administrations postales pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service. (1)

2. Il est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service postal international; d'émettre, à la demande des parties en cause, (2) un avis sur les questions litigieuses; (3) de donner suite aux demandes d'interprétation et de modification des Actes de l'Union et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que lesdits Actes lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.

3. Il procède également aux enquêtes qui sont demandées par les Administrations postales en vue de connaître l'opinion des autres Administrations sur une question déterminée. (4) Le résultat d'une enquête ne revêt pas le caractère d'un vote et ne lie pas formellement.

4. Il saisit, à toutes fins utiles, le Président du Conseil consultatif des études postales des questions qui sont de la compétence de cet organe. (5)

5. Il intervient, à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal international, entre les Administrations postales qui réclament cette intervention. (6) (7) (8) (9) (10)

---

1) En fait, le BI fournit au CE, au CCEP et aux Adm. des renseignements non seulement sur les questions relatives au service postal, mais sur les questions de toute nature qui peuvent intéresser les uns et les autres et qu'il est à même de donner ou de se procurer.

2) Déjà en 1878, la question s'est posée de savoir quelle interprétation devait être donnée aux mots «à la demande des parties en cause». Le BI, après examen attentif, et d'entente avec

l'Autorité de surveillance, a estimé que, dans toute contestation formelle, c'est-à-dire dès qu'il ne s'agit plus de simples différences d'appréciation d'une importance toute secondaire, il n'est autorisé à émettre son avis que si la demande lui en est faite par ou au nom des différentes Adm. directement intéressées dans le litige, et non pas seulement par l'une d'entre elles. Il s'est toujours conformé, dès lors, à cette pratique, tacitement approuvée par l'ensemble des Adm. (cf. Rapp. 1878, p. 4 et 5; Rapp. 1916, p. 6 et 7; Rapp. 1918, p. 9; Rapp. 1941, p. 7). En plus des questions litigieuses, le BI a aussi été souvent appelé à émettre un avis sur des questions non litigieuses. Un certain nombre des avis (questions litigieuses et non litigieuses) sont mentionnés sous les art. respectifs des Actes annotés. Au surplus, les avis sur les questions non litigieuses sont publiés chaque année dans le Rapp. En ce qui concerne les arbit. dans lesquels le BI peut intervenir comme arbitre unique, v. art. 127, par. 2 et 5.

3) Le BI n'a pas qualité pour intervenir dans les rapports entre les Adm. et leurs usagers, p. ex. en matière de réclamations ou de recherches d'envois postaux du service international, etc. En pareil cas, le BI renvoie toujours les réclamations aux Adm. respectives.

4) De nombreuses enquêtes ouvertes par le BI à la demande d'Adm. sont mentionnées dans les Actes annotés, à la suite des art. qu'elles concernent.

5) Introduite par le Congrès d'Ottawa 1957 (II 249 à 251, prop. 1207 et Doc 46), cette disp. a pour but d'éviter le chevauchement dans les travaux du BI et du CCEP (Doc de la CCEP et de son Conseil de gestion 1958, p. 89 et 90, Doc 13/Add 1). V. aussi art. 7, par. 3, du Règl. int. du CCEP.

6) Décompte-clearing (cf. aussi annot. 3 à l'art. 101 du Règl. de la Conv.). Déjà le Traité de Berne 1874 attribua au BI, par son art. 15, la mission de faciliter les opérations de la comptabilité internationale. Cependant, un projet concernant la création d'un office central de comptabilité, élaboré et présenté en 1876 par le BI lui-même, n'eut pas de suite.

Ce n'est qu'au Congrès de Vienne 1891 (p. 331 s.) que ce service fut institué. Dans les motifs, il est relevé que le procédé des décomptes particuliers est onéreux et qu'il impose aux Adm. des frais considérables, soit par l'échange d'un grand nombre de décomptes spéciaux, soit par l'achat et la vente des traites en vue de la liquidation des différents soldes. De ce fait, on estimait que la création d'un office central de comptabilité et de liquidation comporterait, sous ce rapport, une simplification importante et sensible. Aussi envisagea-t-on le décompte centralisé pour les doits et avoirs résultant de tous les services, y compris celui du télégraphe.

Les disp. y relatives furent d'abord groupées dans un Arr. annexé au Règl. de la Conv. (p. 492 à 500). Aux termes de cet Arr., pouvaient y adhérer les Adm. qui avaient le franc pour unité monétaire ou qui s'étaient mises d'accord sur le taux de conversion de leurs monnaies en francs et centimes métalliques. Une unité monétaire uniforme est, en effet, la condition *sine qua non* d'un service de compensation multilatéral. Les Adm. adhérentes restaient cependant libres d'indiquer pour quelles branches de services et avec quels pays elles désiraient participer au décompte-clearing. Elles devaient se concerter, à cet effet, entre elles et avec le BI, chargé des fonctions d'office central, et pouvaient cesser leur participation unilatéralement trois mois après en avoir averti l'office central. Le décompte-clearing pouvait être opéré, suivant convenance, mensuellement ou trimestriellement.

De fait, le nombre des Adm. empruntant les services de l'office central pour ce clearing fut toujours restreint. Jusqu'en 1914, on n'en comptait que treize. Lorsque, au cours de la Première Guerre mondiale, l'étalon-or cessa de fonctionner, ce qui fit disparaître le franc métallique, le clearing prit forcément fin. Il fallut attendre qu'une unité monétaire stable puisse de nouveau être désignée comme base de compensation.

Après 1918, le Congrès de Madrid 1920 définît le franc comme s'entendant du fr-or. Bien qu'à cette époque ce dernier ne fût, il est vrai, qu'une monnaie purement théorique, il était pourtant en rapport fixe et stable avec une monnaie effective à étalon-or: le dollar. Aussi chercha-t-on en 1921 à remettre le clearing général en activité sur cette base (circ. 175/1921). Mais le nombre d'Adm. disposées à y participer ne fut pas suffisant pour permettre de reprendre ce décompte général avec avantage. Dès lors, les services du BI sont utilisés, dans ce domaine, seulement pour les décomptes généraux annuels des frais de transit et des coupons-réponse (art. 187 et 196 du Règl. de la Conv.).

Une nouv. tentative de faire revivre le clearing général fut entreprise en automne 1940 (circ. 281). Le résultat fut également négatif, comme il fallait du reste s'y attendre. Car les circonstances politiques et économiques qui régnaient à cette époque dans le monde aggravaient encore les difficultés déjà inhérentes de nature à un clearing international.

Sur la demande d'une Adm. qui, à cette occasion, désirait savoir si, le cas échéant, ce décompte comprendrait aussi les comptes de mandats de poste, le BI a donné l'avis suivant (circ. 300/1940): «Le système de compensation par le clearing du Bureau international présume des soldes établis ou convertis en francs-or (art. 190, par. 1, 1<sup>er</sup> al., du Règl. de la Conv. de Buenos Aires). Or, les soldes provenant du service des mandats sont des soldes en monnaie nationale. Les Administrations désirant comprendre ces soldes dans le clearing devraient donc au préalable s'entendre en vue de leur conversion en francs-or. D'autre part, le franc-or n'étant pas une monnaie effective, les soldes, résultant du clearing en francs-or, devraient de nouveau être convertis, pour le paiement, en une monnaie nationale, à moins que les Administrations intéressées ne disposent de comptes de dépôt-or à la Banque des règlements internationaux à Bâle, comptes sur lesquels elles pourraient alors effectuer des versements en or. Il s'ensuit que, dans la pratique, sauf ces derniers cas, le clearing par le Bureau international ne pourra guère convenir aux Administrations que pour les soldes provenant des rémunérations dues entre les Administrations et établies d'emblée en francs-or. Sous ce rapport, outre le décompte concernant les taxes et droits postaux, on pourrait encore envisager le décompte se rapportant aux taxes télégraphiques et téléphoniques.»

V. également annot. 1 à l'art. 7 de la Const. (Monnaie type).

7) Cf. art. 101, par. 3, du Règl. de la Conv. et annot.

8) Actuellement, le BI procède à la compensation pour:

- a) les frais de transit et les frais terminaux (art. 192 du Règl. de la Conv.);
- b) les coupons-réponse internationaux (art. 199 du Règl. de la Conv.).

9) La possibilité de faire appel à l'intervention du BI comme office de compensation pour la liquidation des indemnités consécutives à des cas de pertes et d'avaries d'envois postaux a fait l'objet d'une prop. de la Yougoslavie à la CEL, prop. qui n'a pas abouti (v. compte rendu analytique de la CEL 1959, p. 25, et 1960, p. 14).

10) Le Congrès de Washington 1989 a chargé le CE d'entreprendre deux études portant, l'une sur le maintien du rôle du BI dans le règlement des comptes, et l'autre sur les modalités d'une compensation élargie (résolution C 68/1989 et C 70/1989).

## Article 114

### Coopération technique (Const. 1) (1)

Le Bureau international est chargé, dans le cadre de la coopération technique internationale, de développer l'assistance technique postale sous toutes ses formes. (2)

---

1) Cet art. a été introduit par le Congrès de Vienne 1964 (II 882 à 885 et 1320, prop. 2037 CEL). En ce qui concerne les attributions des différents organes de l'UPU en matière de coopération technique, le Congrès de Rio de Janeiro 1979, par sa résolution C 43/1979, a actualisé les attributions définies par le Congrès de Tokyo 1969 dans sa résolution C 6/1969. Par sa résolution C 38/1984, le Congrès de Hambourg a défini les priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'ass. techn. qui doivent être appliqués par le CE et le BI dans le cadre de leurs compétences respectives.



Pour sa part, le Congrès de Washington 1989 a adopté six résolutions et un doc portant sur:

- les priorités et les principes d'action de l'UPU en matière d'ass. techn. (résolution C 6/1989);

- le financement des activités d'ass. techn. (résolution C 7/1989);
- la coopération technique entre pays en développement (résolution C 20/1989);
- la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'ass. techn. (résolution C 21/1989);
- l'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA) (résolution C 28/1989);
- les principes à souligner en matière d'activités d'ass. techn. (résolution C 29/1989);
- les ressources humaines et la formation (Congrès – Doc 54).

Le Congrès a également décidé de renforcer et de développer la coopération technique en vue d'aider les Adm. à mettre en œuvre le Programme général d'action de Washington (PGAW), adopté à l'issue du Débat général ayant pour thème «Pour mieux servir la clientèle – Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste» (Congrès – Doc 70 et résolution C 91/1989; v. aussi annot. 7 à l'art. 1 de la Const.).

2) Cf. annot. 7 et 8 à l'art. 1 de la Const. ainsi que l'annot. 18 à l'art. 102. Le BI sert notamment d'intermédiaire entre les Adm. et les services des Nations Unies s'occupant de la préparation, de l'exécution et de l'évaluation des différents programmes d'ass. techn., indépendamment de son intervention en matière d'assistance bilatérale.

## Article 115

Formules fournies par le Bureau international (Const. 20, Conv. 12, 34)

Le Bureau international est chargé de faire confectionner les cartes d'identité postales **et** les coupons-réponse **internationaux** et d'en approvisionner, au prix de revient, les Administrations postales qui en font la demande. (1) (2) (3)

---

1) Le prix de revient des diverses form. est fixé par le BI et communiqué aux Adm. par circ.

2) Les disp. réglementaires relatives aux form. mentionnées dans cet art. figurent dans les art. 12 de la Conv. et 106 de son Régl. (cartes d'identité postales) et dans les art. 34 de la Conv. et 199 de son Régl. (coupons-réponse internationaux).

3) A la suite de la suppression par le Congrès de Washington 1989 du service des bons postaux de voyage (résolution C 3/1989), les bons et les couvertures de carnets de bons ne sont plus fournis par le BI.

## Article 116

Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux (Const. 8)

1. Deux exemplaires des Actes des Unions restreintes et des arrangements spéciaux conclus en application de l'article 8 de la Constitution doivent être transmis au Bureau international par les bureaux de ces Unions ou, à défaut, par une des parties contractantes. (1)

2. Le Bureau international veille à ce que les Actes des Unions restreintes et les arrangements spéciaux ne prévoient pas des conditions moins

favorables pour le public que celles qui sont prévues dans les Actes de l'Union et informe les Administrations postales de l'existence des Unions et des arrangements susdits. Il signale au Conseil exécutif toute irrégularité constatée en vertu de la présente disposition. (2)

---

1) Au fur et à mesure de la réception de ces doc, le BI informe les Adm. par voie de circ. Le BI publie également la conclusion d'arrangements qui règlent l'échange du courrier avec un pays non membre de l'UPU ou un Pays-membre non signataire de l'Arr. de l'UPU. Cette documentation est tenue à la disposition des Adm. par le service de prêt du BI (cf. circ. 226/1953). Les taxes réduites appliquées dans les Unions restreintes et en vertu d'arrangements spéciaux sont publiées par le BI dans le Recueil des taxes réduites (v. art. 109, par. 1, lettre c), du Règl. de la Conv.).

2) Les disp. reprises au par. 2 ont été adoptées par le Congrès de Vienne 1964 (II 961, 962 et 1344, prop. 2038). Déjà le Congrès de Bruxelles 1952 avait chargé le BI de veiller à ce que les Actes des Unions restreintes et les arrangements spéciaux ne prévoient pas des conditions moins favorables pour le public; mais il l'avait fait sous forme de décision (II 143, 398 et 399). En reprenant cette disp. dans les Actes, le Congrès de Vienne 1964 a, en plus, chargé le BI de signaler au CE toute irrégularité constatée sous ce rapport (II 962, prop. orale Inde).

## Article 117

### Revue de l'Union

Le Bureau international rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, une revue en langues allemande, anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe. (1) (2) (3) (4) (5) (6) (7) (8) (9)

---

1) Il s'agit d'«Union Postale», revue trimestrielle qui contient des renseignements et des nouvelles d'intérêt postal et administratif, publiés sur la base suivante (décision CE 18/1987):

- a) articles techniques sur le service postal et, notamment, sur les problèmes des relations postales internationales, sur l'exploitation postale, tout spécialement sur la mécanisation et la modernisation des services postaux et sur d'autres questions pouvant intéresser les milieux postaux. Il reste toutefois entendu que, pour les articles dont il s'agit, l'Adm. du pays où l'auteur réside doit être consultée. Si l'auteur est fonctionnaire postal, les articles sont transmis par son Adm., qui prend la responsabilité de cette transmission;
- b) articles qui ont déjà paru dans d'autres revues techniques ou professionnelles (reproduction intégrale ou résumé);
- c) décisions juridiques se rapportant au service postal et intéressant les Adm. de l'UPU;
- d) comptes rendus des réunions des organes de l'UPU (Congrès, CE, CCEP);
- e) brefs résumés sur les réunions d'organismes internationaux auxquels l'UPU se fait représenter;
- f) communications et informations d'ordres divers intéressant les milieux postaux;
- g) analyses d'ouvrages importants, nouvellement parus, pouvant intéresser les Adm. (en particulier analyses des études publiées par décision du CE ou analyses des études et avis publiés au sujet de différentes questions confiées au CCEP);
- h) philatélie (décision 17/1987).

2) Les articles de la revue sont publiés simultanément dans les sept langues mentionnées à cet art. S'agissant de la présentation de la revue dans ces différentes langues, la question a été tranchée par la CEL (v. compte rendu analytique de la session de 1961, p. 16). Dès le début

(1875), la revue a été publiée en langues allemande, anglaise et française. Le Congrès de Paris 1947 avait supprimé la langue allemande (II 373 à 376), mais le Congrès de Bruxelles 1952 l'a rétablie (II 400, prop. 84). V. aussi compte rendu analytique de la CEL, session de mai 1953, p. 8. La langue espagnole a été introduite par le Congrès de Madrid 1920 (II 59, 150, 167, 326 et 912). Les langues arabe, chinoise et russe l'ont été par le Congrès de Paris 1947 (II 373 à 376, 1061 et 1062).

3) Les articles doivent être tenus dans les limites d'une stricte objectivité et être exempts de toute tendance politique (Congrès de Buenos Aires 1939, II 552).

4) Le Congrès d'Ottawa 1957 a adopté, à l'égard de la revue «Union Postale», la résolution suivante (II 64 et 394 à 396, Doc 68):

«En vue de renforcer l'échange d'expériences et de progrès scientifiques, techniques et économiques des communications postales et d'augmenter toujours plus la collaboration internationale et les relations de tous les Pays-membres de l'Union dans ce domaine, le Congrès charge le Bureau international d'assurer une plus large place dans la revue «Union Postale» à la publication des problèmes actuels du service postal concernant des expériences faites, des progrès scientifiques et techniques de différents pays, des questions de la mécanisation et de l'automatisation des processus de la production, des problèmes économiques essentiels du service postal, ainsi que d'insérer, dans la revue, des extraits puisés dans la littérature spécialisée, la critique des livres, des manuels et autres imprimés.

Il fait appel aux Administrations de l'Union, à la Commission consultative des études postales et à la Commission exécutive et de liaison pour qu'elles apportent leur collaboration à cette fin.» A la suite de cette résolution, la revue «Union Postale» publie périodiquement un résumé du rapport général établi, par le pays rapporteur des Groupes de travail du CCEP, sur l'étude dont ces groupes sont chargés.

Le BI est autorisé à apporter les adaptations jugées nécessaires afin de présenter ces résumés dans un style journalistique (décision CCEP 18/1986).

5) La CEL a chargé son Secrétaire général de publier dans la revue, entre autres, des articles biographiques sur les fonctionnaires supérieurs du BI (v. compte rendu analytique de la session de 1963, p. 8).

6) Le Congrès de Vienne 1964 a adopté la recommandation C 4/1964 suivante concernant l'élargissement de la rubrique bibliographique de la revue:

«Les Administrations postales sont invitées à faire accompagner les publications périodiques qu'elles envoient au Bureau international d'une traduction en langue française ou, à défaut, en une des autres langues utilisées par la revue «Union postale» de la table des matières et, si possible, d'un résumé des articles qu'elles jugent importants.» (II 539 et 992 à 994, prop. 2039 CEL.)

7) Le CE a conclu, après diverses études faites par le BI et lui-même, que le coût de production de la revue non couvert par des recettes ne doit pas être considéré comme un déficit au sens commercial du terme, mais comme des frais d'information et de publicité au profit de l'Union. A la même occasion, le CE a aussi approuvé l'ouverture d'une nouv. rubrique «Appels d'offres». Enfin, le CE a refusé d'admettre une augmentation du prix d'abonnement de la revue, celle-ci étant un doc de travail pour les Adm. en même temps qu'elle aide au développement de l'ass. techn. (décision CE 10/1968). Entre les Congrès de Tokyo 1969 et de Lausanne 1974, le CE s'est penché à diverses reprises sur la situation financière de la revue. Par sa décision CE 11/1973, notamment, il a chargé le BI «d'étudier de façon permanente les mesures susceptibles de réduire les dépenses de la revue et, le cas échéant, de présenter un rapport à ce sujet au Conseil». Le CE élu par le Congrès de Lausanne 1974 s'est également saisi du problème. Le CE issu du Congrès de Rio de Janeiro 1979 s'est également penché sur la situation financière de la revue. Par sa décision CE 19/1981, il a décidé de maintenir le prix des abonnements au même niveau que précédemment, tout en laissant le soin au Directeur général de proposer les mesures que celui-ci jugerait utiles lorsque le montant des dépenses annuelles nettes de la revue atteindra 280 000 fr suisses. Par la suite, bien que la périodicité ait été ramenée à quatre numéros par an, le tarif des abonnements n'a pas été modifié (décision CE 15/1987).

8) Par sa décision CE 19/1987, le CE a décidé de modifier l'annexe de la résolution CE 7/1971 afin d'autoriser le BI à publier uniquement la composition du lauréat ayant gagné la médaille d'or-vermeil, au lieu de celles des trois premiers lauréats, comme jusqu'alors.

9) Le CE a recommandé aux Adm. d'élargir le champ de distribution de la revue dans leurs services, de manière à contribuer à sa diffusion (v. compte rendu analytique de la session de 1987, p. 409/35).

## Article 118

### Rapport annuel sur les activités de l'Union (Const. 20, Règl. gén. 102, par. 6.15) (1)

Le Bureau international fait, sur les activités de l'Union, un rapport annuel qui est communiqué, après approbation par le Conseil exécutif, aux Administrations postales, aux Unions restreintes (2) et à l'Organisation des Nations Unies. (3) (4) (5)

---

1) Jusqu'au Congrès de Paris 1947, le BI a fait sur sa gestion un rapp. annuel qu'il communiquait aux Adm. des Pays-membres (v. art. 186 de la Conv. (Buenos Aires 1939)). Selon les disp. de la Conv. (Paris 1947) (art. 18, par. 11, lettre e), in fine), la CEL devait elle-même présenter un rapp. annuel aux Pays-membres. Toutefois, il a été décidé que le rapp. du BI préparé par le Directeur tiendra lieu également de rapp. de la CEL aux Pays-membres (v. Doc de la CEL 1948, p. 169). Cet état de fait a été validé par le Congrès de Bruxelles 1952 (art. 109 du Règl. de la Conv.). Jusqu'au Congrès de Tokyo 1969, le rapp. établi par le BI était approuvé par le Président du CE, sous réserve de ratification par cet organe, puis distribué aux Adm. avant l'approbation définitive du CE, celle-ci ainsi que les modifications et remarques éventuelles étant portées par circ. à la connaissance des Adm. Par suite de la modification apportée à cet art. par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1287 et 1511, prop. 1656), le rapp. n'est transmis dorénavant aux Adm. qu'après son approbation par le CE. Depuis le Congrès de Lausanne 1974, le Président du CE ne signe plus le rapp. annuel, étant donné qu'il s'agit d'un rapp. du BI.

2) Les termes «aux Unions restreintes» ont été ajoutés par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1287 et 1511, prop. 1656).

3) La mention «et à l'Organisation des Nations Unies» a été ajoutée par le Congrès de Vienne 1964 (II 994, prop. 2041). De la sorte, cet art. est mis en concordance avec l'art. V, par. 2, lettre a), de l'Accord ONU/UPU (v. aussi annot. 1 à l'art. V de l'Accord ONU/UPU).

4) Le Congrès de Buenos Aires 1939 a exprimé le vœu: a) que les comptes de gestion annuels du BI soient appuyés d'une form. d'approbation par l'organisme compétent du Gouvernement fédéral suisse; b) qu'il soit soumis à chaque Congrès un état comparatif des recettes et des dépenses pour les années écoulées depuis le Congrès précédent. Cet état indiquera, le cas échéant, l'affectation donnée annuellement aux excédents, de quelque nature qu'ils soient (II 537). Le BI donne suite au vœu mentionné sous a) dans les Rapp. depuis 1939. D'autre part, en ce qui concerne le vœu figurant sous b), le BI y satisfait en présentant à chaque Congrès un rapp. de son Directeur sur les finances de l'Union. Le rapp. soumis au Congrès de Washington 1989 a fait l'objet du Doc 19 (II Congrès/C 2 – Rapp. 1, résolution C 3/1989).

5) Ce rapp. comporte en annexe:

- la liste des Pays-membres de l'UPU, avec indication de leur situation par rapport aux Actes de l'UPU;

- une liste des pays et territoires compris dans le ressort de l'Union, avec indication de la capitale, de la situation géographique, de la superficie en km<sup>2</sup>, de la population et de la date d'application des Actes de l'UPU;
- les projets de coopération technique au titre du PNUD;
- les activités au titre des ressources propres de l'UPU;
- les activités spéciales UPU financées par des ressources spéciales;
- les activités des experts et consultants;
- un état des Adm. débitrices;
- le rapp. de gestion de la Caisse de prévoyance de l'UPU;
- le rapp sur les services de traduction.

## Chapitre III

### Procédure d'introduction et d'examen des propositions (1)

---

1) Le titre du chapitre III a été modifié par le Congrès de Tokyo 1969 pour tenir compte de la modification apportée au par. 1 de l'art. 119 (II 1287 et 1511, prop. 1600 CE; v. également annot. 4 à l'art. 119).

#### Article 119

##### Procédure de présentation des propositions au Congrès (Const. 29) (1) (2) (3)

1. Sous réserve des exceptions prévues aux paragraphes 2 et 5, la procédure suivante règle l'introduction des propositions de toute nature (4) à soumettre au Congrès par les Administrations postales des Pays-membres:

- a) sont admises les propositions qui parviennent au Bureau international au moins six mois avant la date fixée pour le Congrès;
- b) aucune proposition d'ordre rédactionnel n'est admise pendant la période de six mois qui précède la date fixée pour le Congrès;
- c) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre six et quatre mois avant la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins deux Administrations;
- d) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre quatre et deux mois qui précède la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au

- moins huit Administrations. Les propositions qui parviennent ultérieurement ne sont plus admises; (5)
- e) les déclarations d'appui doivent parvenir au Bureau international dans le même délai que les propositions qu'elles concernent.
2. Les propositions concernant la Constitution ou le Règlement général doivent parvenir au Bureau international six mois au moins avant l'ouverture du Congrès; celles qui parviennent postérieurement à cette date mais avant l'ouverture du Congrès ne peuvent être prises en considération que si le Congrès en décide ainsi à la majorité des deux tiers des pays représentés au Congrès et si les conditions prévues au paragraphe 1 sont respectées. (6)
3. Chaque proposition ne doit avoir en principe qu'un objectif et ne contenir que les modifications justifiées par cet objectif. (7)
4. Les propositions d'ordre rédactionnel sont munies, en tête, de la mention «Proposition d'ordre rédactionnel» par les Administrations qui les présentent et publiées par le Bureau international sous un numéro suivi de la lettre R. Les propositions non munies de cette mention mais qui, de l'avis du Bureau international, ne touchent que la rédaction sont publiées avec une annotation appropriée; le Bureau international établit une liste de ces propositions à l'intention du Congrès. (8)
5. La procédure prescrite aux paragraphes 1 et 4 ne s'applique ni aux propositions concernant le Règlement intérieur des Congrès (9) ni aux amendements à des propositions déjà faites. (10)

---

1) La publication des prop. sous forme de feuilles volantes séparées pour chaque prop. a été décidée par le Congrès de Buenos Aires 1939 (II 517 et 518). Elle a pris effet pour la présentation des prop. au Congrès de Paris 1947. Actuellement, la présentation des prop. obéit à des règles bien précises qui en facilitent le classement et l'examen. En ce qui concerne le délai de présentation des prop., le Congrès de Buenos Aires avait émis un vœu qui invitait les Adm. à présenter leurs prop. dans un délai aussi étendu que possible avant le Congrès. Ce vœu étant resté sans effet réel sur la pratique des Adm., le Congrès de Bruxelles 1952 a chargé la CEL d'étudier l'élaboration, la recevabilité, la fixation des délais de présentation des prop. (II 141 et 142, et Doc 28, p. 1361 et 1362). La CEL a adopté une résolution qui a été rendue applicable pour la préparation du Congrès d'Ottawa 1957, lequel a, à son tour, entériné la procédure mise ainsi sur pied et qui est prévue dans le présent art.

2) Il incombe au BI, en vertu de l'art. 111, de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de la publication des prop. à soumettre au Congrès.

3) La procédure réglant le traitement des prop. en Congrès est régie par l'art. 15 du Règl. int. des Congrès.

4) Les termes «de toute nature» ont été ajoutés par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1287 et 1511, prop. 1600 CE). La procédure décrite sous cet art., qui ne s'appliquait auparavant qu'aux prop. modifiant les Actes de l'Union, a été étendue à toutes les prop., quelle que soit leur nature, à l'exception toutefois des prop. relatives au Règl. int. des Congrès.

- 5) Le délai de présentation des prop. de fond a été limité à deux mois avant l'ouverture du Congrès par le Congrès de Hambourg 1984 pour permettre au BI de traduire les prop. dans les langues prévues à cet effet et de les diffuser en temps opportun pour que les Adm. puissent les recevoir et les étudier avant l'ouverture du Congrès (II 304 et 305, prop. 1519.4).
- 6) Cette disp., qui s'applique aux prop. concernant la Const. et le Règl. gén., a été introduite par le Congrès de Hambourg 1984, afin que chaque Adm. ait le temps de les examiner d'une manière approfondie (II 305, prop. 1519.3).
- 7) Nouv. par. créé par le Congrès de Hambourg 1984 à la suite de l'étude entreprise par le CE au sujet de l'organisation, du fonctionnement et des méthodes de travail du Congrès (II 303 et 304, prop. 1519.2).
- 8) Pour le Congrès de Washington 1989, la liste des prop. d'ordre rédactionnel a été publiée dans le Doc 36.
- 9) Adjunction apportée par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1287 et 1511, prop. 1600 CE). Les prop. concernant le Règl. int. des Congrès ne sont pas soumises à la procédure prévue dans le présent art. en raison de leur caractère particulier.
- 10) La notion d'amendement est précisée à l'art. 14, par. 4, du Règl. int. des Congrès.

## Article 120

### Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. 113) (1) (2)

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par une Administration postale (3) entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres Administrations. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, les déclarations d'appui nécessaires.
2. Ces propositions sont adressées aux autres Administrations postales par l'intermédiaire du Bureau international.
- 3. Les propositions concernant les Règlements d'exécution n'ont pas besoin d'appui mais ne sont prises en considération par le Conseil exécutif que si celui-ci en approuve l'urgente nécessité. (4)**

---

1) La valeur pratique de la procédure prévue au présent art. se révèle par le nombre de cas où des prop. ont été présentées et votées en vue de modifier ou de compléter certaines disp. dans l'intervalle des Congrès. Le tableau ci-après indique les Congrès qui ont été suivis de telles votations, le nombre de celles-ci, la répartition des prop. entre la Conv. (C) et les Arr. des valeurs (VD), des colis (CP), des mandats (MP) et des recouvrements (R) ainsi que leur adoption ou leur rejet:

<i>Après le Congrès de</i>	<i>Votations</i>	<i>C</i>	<i>VD</i>	<i>CP</i>	<i>MP</i>	<i>R</i>	<i>Adoptions</i>	<i>Rejets</i>
Paris 1878	20	(13	3	4	—	—)	19	1
Lisbonne 1885	29	(14	1	8	4	2)	25	4
Vienne 1891	28	(21	—	3	4	—)	10	18
Washington 1897	5	(5	—	—	—	—)	5	—
Rome 1906	6	(4	1	1	—	—)	3	3
Madrid 1920	11	(8	—	3	—	—)	8	3
Stockholm 1924	7	(7	—	—	—	—)	6	1
Londres 1929	2	(2	—	—	—	—)	2	—
Le Caire 1934	7	(6	—	1	—	—)	4	3
Buenos Aires 1939	3	(—	—	3	—	—)	3	—
Paris 1947	1	(—	—	1	—	—)	1	—
Bruxelles 1952	3	(2	—	1	—	—)	3	—
Ottawa 1957	2	(2	—	—	—	—)	2	—
Vienne 1964	10	(1	—	9	—	—)	1	9

Les disp. de l'Arr. des valeurs ont été intégrées dans la Conv. au Congrès de Rio de Janeiro 1979.

2) Cette procédure vise non seulement la modification des Actes de l'Union, mais également leur interprétation, leur application ou leur suspension temporaire ou toute autre question qui requiert l'assentiment général des Pays-membres de l'Union (consultation relative au dépassement du plafond, v. art. 124, par. 6). Cette procédure était prévue à l'art. XXVII, 12, du Règl. pour l'exécution du Traité de Berne 1874. V. aussi circ. 106/1958 et lettre-circ. C 100/1963 (délégation de compétence à la CEL). Les prop. concernant l'interprétation des Actes sont rares. V. p. ex. lettres-circ. C 2327 du 7 août 1954 et C 442 du 28 février 1965 (interprétation authentique des disp. de l'art. 15, par. 9, lettre a), Corr.-avion).

3) Quoique la Conv. et les Arr. soient des traités conclus par les gouvernements, le Règl. gén. autorise les Adm. à traiter les prop. de modification ou d'interprétation de ces Actes entre deux Congrès.

4) Ce par. a été ajouté par le Congrès de Washington 1989 comme conséquence du transfert au CE de la compétence législative pour arrêter et réviser les Règl. (v. annot. 8 à l'art. 22 de la Const.).

## Article 121

### Examen des propositions entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. 113, 120)

1. Toute proposition **concernant la Convention, les Arrangements et leurs Protocoles finals** (1) est soumise à la procédure suivante: un délai de deux mois est laissé aux Administrations postales des Pays-membres pour examiner la proposition notifiée par circulaire du Bureau international et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations audit Bureau. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations postales avec invitation de se prononcer pour ou contre la proposition. Celles qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de deux mois sont considérées comme s'abstenant. Les délais précités comptent à partir de la date des circulaires du Bureau international. (2) (3)



## 2. Les propositions de modification des Règlements d'exécution sont traitées par le Conseil exécutif. (4)

3. Si la proposition concerne un **Arrangement ou son Protocole final**, (1) seules les Administrations postales de Pays-membres qui sont parties à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées au paragraphe 1.

1) Les membres de phrase «concernant la Convention, les Arrangements et leurs Protocoles finals» (par. 1), et «Arrangement ou son Protocole final» (par. 3) ont été introduits par le Congrès de Washington 1989 afin d'adapter le contenu de ces par. aux nouv. compétences législatives du CE en matière de Règl. (v. annot. 8 à l'art. 22 de la Const.).

2) La procédure fixée par le par. 1 a été suivie à l'égard de deux prop. particulières soumises en 1948 par la CEL aux Adm. de l'Union. Il s'agissait, d'une part, de la question de l'acceptation, par l'Union, de l'annexe VIII à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées et, d'autre part, de la conclusion d'un Accord additionnel à l'Accord entre l'ONU et l'UPU, Accord additionnel qui avait pour objet de conférer aux fonctionnaires de l'Union le droit d'utiliser les laissez-passer des Nations Unies (v. p. 293). La CEL avait décidé que, pour la consultation relative au premier point, la majorité requise serait celle des deux tiers des suffrages, alors que, pour le second, il faudrait l'unanimité, l'Accord additionnel dont il était question se rapportant à l'art. 2 de la Conv. (Paris 1947). Ces deux prop. ont été acceptées par l'Union (Rapp. 1948, p. 25, et 1949, p. 1 à 3).

Par ailleurs, cette procédure a également été suivie en 1967 en vertu des disp. figurant actuellement à l'art. 102, par. 6.20, pour la prop. de modification de l'art. 113 du Règl. de la Conv. (Vienne 1964), que le CE a soumise aux Adm. conformément à la résolution C 36/1964. Cette prop. a été adoptée (lettre-circ. 8760 du 22.12.1967).

3) Suivant l'art. 102, par. 6.21, le pays qui présente une prop. dans l'intervalle entre deux Congrès peut demander au CE de l'examiner et d'en préparer les commentaires, lesquels seront annexés par le BI à ladite prop. avant de la soumettre à l'approbation des Pays-membres de l'Union.

4) Ce par. a été ajouté par le Congrès de Washington 1989, comme conséquence du transfert au CE de la compétence pour arrêter et reviser les Règl. (v. annot. 8 à l'art. 22 de la Const.).

## Article 122

Notification des décisions adoptées entre deux Congrès  
(Const. 29, Règl. gén. 120, 121) (1)

1. Les modifications apportées à la Convention, aux Arrangements et aux Protocoles finals de ces Actes sont consacrées par une **notification du Directeur général du Bureau international** (2) aux Gouvernements des Pays-membres.

2. Les modifications apportées **par le Conseil exécutif** aux Règlements d'exécution et à leurs Protocoles finals **sont notifiées** aux Administrations postales par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées à l'article 93, paragraphe 3, lettre c), chiffre 2°, de la Convention et aux dispositions correspondantes des Arrangements. (3)

1) Les procédures différentes suivies pour la notification des modifications adoptées entre deux Congrès découlent de la distinction faite par l'UPU, dès ses origines et confirmée par l'art. 22 de la Const., entre les Actes qui sont considérés comme des traités intergouvernementaux (Conv. et Arr.) et ceux qui sont des accords administratifs (Règl.).

2) La notification aux gouvernements des Pays-membres de l'Union, par le Directeur général du BI, des Actes fondamentaux ayant caractère de traités intergouvernementaux résulte de la décision du Congrès de Washington 1989 de transférer au Directeur général la fonction de dépositaire des Actes de l'Union, exercée jusque-là par le Gouvernement de la Confédération suisse (v. annot. 7 à l'art. 11 de la Const.).

3) Ce par. a été modifié par le Congrès de Washington 1989, comme conséquence du transfert au CE de la compétence pour arrêter et réviser les Règl. (v. annot. 8 à l'art. 22 de la Const.).

#### Article 123

##### **Mise en vigueur des Règlements d'exécution et des autres décisions adoptés entre deux Congrès (1)**

**1. Les Règlements d'exécution entrent en vigueur à la même date et ont la même durée que les Actes issus du Congrès. (2)**

**2. Sous réserve du paragraphe 1, les décisions de modification des Actes de l'Union qui sont adoptées entre deux Congrès ne sont exécutoires que trois mois, au moins, après leur notification.**

---

1) Le Congrès de Washington 1989 a modifié cet art. afin de l'adapter aux nouv. fonctions législatives du CE en matière de Règl. (v. annot. 8 à l'art. 22 de la Const.).

2) Ce par. vise à coordonner dans le temps l'entrée en vigueur et la durée des Actes issus du Congrès et des Règl. arrêtés par le CE.

## Chapitre IV

### Finances

#### Article 124

##### **Fixation et règlement des dépenses de l'Union (Const. 21)**

1. Sous réserve des paragraphes 2 à 6, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser les sommes ci-après pour les années **1991** et suivantes: (1)

**26 070 100 francs (2) suisses pour l'année 1991;**

**26 586 900 francs suisses pour l'année 1992;**

**26 800 100 francs suisses pour l'année 1993;**

**26 773 200 francs suisses pour l'année 1994;**

**26 935 600 francs suisses pour l'année 1995.**

La limite de base pour l'année **1995** s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour **1994**. (3)

2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacement du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée, frais de reproduction des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de **3 676 000 francs suisses**. (4)

3. Le Conseil exécutif est autorisé à dépasser les limites fixées aux paragraphes 1 et 2 pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève. (5)

4. Le Conseil exécutif est également autorisé à ajuster, chaque année, le montant des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation. (6)

5. Par dérogation au paragraphe 1, le Conseil exécutif, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder 65 000 francs suisses par année. (7)

6. Si les crédits prévus par les paragraphes 1 et 2 se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, ces limites ne peuvent être dépassées qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union. Toute consultation doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande. (8)

7. Les pays qui adhèrent à l'Union ou qui sont admis en qualité de membres de l'Union ainsi que ceux qui sortent de l'Union doivent acquitter leur cotisation pour l'année entière au cours de laquelle leur admission ou leur sortie devient effective. (9)

8. Les Pays-membres paient à l'avance leur part contributive aux dépenses annuelles de l'Union, sur la base du budget arrêté par le Conseil exécutif. Ces parts contributives doivent être payées au plus tard le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le budget. (10) Passé ce terme, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison de

3 pour cent par an durant les six premiers mois et de 6 pour cent par an à partir du septième mois. (11) (12)

9. Pour pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union, il est constitué un Fonds de réserve dont le montant est fixé par le Conseil exécutif. Ce Fonds est alimenté en premier lieu par les excédents budgétaires. Il peut servir également à équilibrer le budget ou à réduire le montant des contributions des Pays-membres. (13)

10. En ce qui concerne les insuffisances passagères de trésorerie, le Gouvernement de la Confédération suisse fait, à court terme, les avances nécessaires selon des conditions qui sont à fixer d'un commun accord. (14) Ce Gouvernement surveille sans frais la tenue des comptes financiers ainsi que la comptabilité du Bureau international dans les limites des crédits fixés par le Congrès. (15)

---

1) Le Congrès fixe un «plafond financier» pour chacune des cinq années de la période couverte par les Actes d'un Congrès. Les sommes fixées s'entendent de la totalité des dépenses nettes de l'Union, à l'exception toutefois des dépenses non récurrentes, pour lesquelles le Congrès fixe un plafond séparé (fixation des sommes: Congrès de Washington 1989, II Congrès – PV 14, Doc 19 et 68).

2) Le plafond est exprimé en francs suisses (monnaie du pays siège), cette monnaie étant ainsi la même que celle utilisée pour l'établissement du budget, la tenue des comptes et les paiements à faire à l'Union (Congrès de Lausanne 1974, II 250 à 252, 852 et 1058).

3) Le plafond ayant été fixé pour chacune des années allant de 1991 jusqu'à 1995 selon une méthode récurrente basée sur une somme initiale de 24 390 000 fr suisses, le Congrès de Washington 1989 a décidé que le montant du plafond qui serait applicable aux années subséquentes en cas d'ajournement du XXI<sup>e</sup> Congrès se déterminerait en extrapolant selon la même méthode la limite de base ainsi fixée pour l'année 1991 (Congrès de Washington 1989, II Congrès – PV 14, Doc 19 et 68).

4) Les frais afférents à la réunion d'un Congrès représentant une dépense importante à caractère cyclique, un plafond séparé est fixé pour de telles dépenses qui se bornent aux seuls frais encourus pendant la réunion du Congrès, à l'exclusion de ceux occasionnés, p. ex., pour la production de doc avant ou après la réunion proprement dite (fixation de la somme: Congrès de Washington 1989, II Congrès – PV 14, Doc 19/Add 1 et 68).

5) Cette disp., introduite par le Congrès de Tokyo 1969, autorise le CE à dépasser le plafond pour appliquer au personnel du BI les augmentations des barèmes de traitement et d'indemnités du personnel de l'Office des Nations Unies à Genève.

6) Concernant la prise en compte des effets de la hausse du coût de la vie à l'égard des dépenses générales autres que celles relatives au personnel, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 s'est écarté de la pratique suivie par les Congrès antérieurs (inclusion dans le plafond d'un taux d'inflation fixé forfaitairement à 5 pour cent par an) et a préféré donner au CE la faculté d'ajuster (en hausse ou en baisse), chaque année, le montant des dépenses générales incluses dans le plafond en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation (II 320, 1105 et 1293).

7) Au sujet de réparations éventuelles du bâtiment du BI, le Congrès de Lausanne 1974 a écarté la constitution d'un fonds d'entretien et a jugé préférable d'autoriser le CE, ou en cas

d'extrême urgence le Directeur général, à dépasser le plafond des dépenses fixé à l'art. 124, par. 1, jusqu'à concurrence de 65 000 fr suisses par année.

8) Vu que le plafond est fixé pour chacune des années de la période couverte par les Actes d'un Congrès et compte tenu des clauses de souplesse prévues aux par. 3 à 5, une élévation du plafond découlant d'une autre cause ne peut être autorisée qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union dûment consultés.

9) Texte introduit par le Congrès de Vienne 1964 (II 995) conformément à l'usage suivi à l'UPU depuis longtemps. Il y a lieu de relever que, dans les autres institutions spécialisées du système commun, la contribution initiale est calculée *prorata temporis*.

10) Alors que, depuis la fondation de l'UPU, le Gouvernement de la Confédération suisse effectuait les avances de trésorerie nécessaires au fonctionnement de l'Union, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a mis fin à cette pratique et a adopté, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1981, un système d'autofinancement analogue à celui des autres institutions spécialisées des Nations Unies, selon lequel les parts contributives sont payables à l'avance sur la base du budget de l'année suivante et non plus *a posteriori* sur la base des dépenses effectives de l'année écoulée (II 905 à 945 et 1400 à 1410).

11) En ce qui concerne l'intérêt moratoire, lors de l'adoption du nouv. système de financement instauré à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1981, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 s'est prononcé pour un alignement sur la pratique de l'UIT, à savoir un taux de 3 pour cent durant les six premiers mois et de 6 pour cent par la suite, alors qu'auparavant ce taux était fixé uniformément à 5 pour cent par an. Lors de l'adoption de cette disp., il a cependant été entendu que le BI manifesterait toute la souplesse possible à l'égard des pays qui, exceptionnellement et compte tenu de leur législation interne, ne peuvent pas verser leurs contributions avant le début de l'exercice auquel elles se rapportent, à la condition que:

- 1° les Adm. concernées annoncent leur retard dans le versement de leur contribution au moins quinze jours avant le début de l'exercice auquel celle-ci se rapporte;
- 2° le manque éventuel de liquidités n'oblige pas le BI à emprunter des sommes à court terme auprès de la Confédération suisse. Il est quasi certain que cette deuxième condition ne se produira pas, car il y aura très peu de pays qui se trouveront dans une telle situation et qui devront procéder au versement de leur contribution après le début de l'exercice (II 906 et 1406 à 1410).

12) Au sujet de la mise en compte d'intérêts pour les fournitures du BI non payées dans le délai prescrit, v. art. 126.

13) Bien que les parts contributives soient payables d'avance, un fonds est néanmoins nécessaire pour assurer que la trésorerie soit suffisante pour permettre à l'Union de faire face à ses obligations au cas où certaines parts contributives ne seraient pas versées à temps. Plutôt que de créer un nouv. fonds, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a préféré élargir à cette fin la portée du Fonds de réserve qui avait été créé par le Congrès d'Ottawa 1957 (II 68, 75, 76, 80 et 1155) pour stabiliser les contributions. Le Fonds de réserve, qui est propriété de l'Union, est contrôlé par le CE, qui fixe son niveau et surveille l'emploi qui en est fait conformément aux modalités précisées au Règlement financier de l'UPU (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 905 à 945 et 1400 à 1410).

14) Au cas où le Fonds de réserve s'avérerait passagèrement insuffisant pour faire face aux besoins de trésorerie de l'Union, le Gouvernement de la Confédération suisse s'est déclaré disposé à faire, à court terme et aux conditions les plus favorables, les avances qui seraient nécessaires pour pallier de telles insuffisances de trésorerie (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 905 à 945 et 1400 à 1410; CE 1981 – Doc 6).

15) Le Gouvernement de la Confédération suisse nomme un vérificateur extérieur qui procède à la vérification formelle et matérielle de tous les comptes de l'Union et atteste leur exactitude. Le Congrès de Washington 1989 a approuvé les comptes des années 1984 à 1988 par sa

résolution C 9/1989 et a exprimé sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide apportée dans le domaine des finances de l'Union (résolution C 23/1989; v. également annot. 4 à l'art. 118).

#### Article 125

##### Classes de contribution (Const. 21, Règl. gén. 112, 124) (1)

1. Les Pays-membres contribuent à la couverture des dépenses de l'Union selon la classe de contribution à laquelle ils appartiennent. (2) Ces classes sont les suivantes:

classe de 50 unités;

classe de 40 unités;

classe de 35 unités;

classe de 25 unités;

classe de 20 unités;

classe de 15 unités;

classe de 10 unités;

classe de 5 unités;

classe de 3 unités;

classe de 1 unité;

classe de 0,5 unité, réservée aux pays les moins avancés énumérés par l'Organisation des Nations Unies et à d'autres pays désignés par le Conseil exécutif.

2. Outre les classes de contribution énumérées au paragraphe 1, tout Pays-membre peut choisir de payer un nombre d'unités de contribution supérieur à 50 unités.

3. Les Pays-membres sont rangés dans l'une des classes de contribution précitées au moment de leur admission ou de leur adhésion à l'Union, selon la procédure visée à l'article 21, paragraphe 4, de la Constitution. (3)

4. Les Pays-membres peuvent changer ultérieurement de classe de contribution à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international avant l'ouverture du Congrès. (4) Cette notification, qui est portée à l'attention du Congrès, prend effet à la date de mise en vigueur des dispositions financières arrêtées par le Congrès.

5. Les Pays-membres ne peuvent pas exiger d'être déclassés de plus d'une classe à la fois. (5) Les Pays-membres qui ne font pas connaître leur désir de changer de classe de contribution avant l'ouverture du Congrès sont maintenus dans la classe à laquelle ils appartenaient jusqu'alors.

6. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles telles que des catastrophes naturelles nécessitant des programmes d'aide internationale,

le Conseil exécutif peut autoriser le déclassement d'une classe de contribution à la demande d'un Pays-membre si celui-ci apporte la preuve qu'il ne peut plus maintenir sa contribution selon la classe initialement choisie.

7. Par dérogation aux paragraphes 4 et 5, les surclassements ne sont soumis à aucune restriction. (6)

1) Lors de la fondation de l'UPU, le Congrès de Berne 1874 avait adopté, pour cette répartition, la même classification que celle qui avait été établie à Vienne 1868 par l'Union télégraphique pour son office central, classification qui prenait en considération le chiffre de la population, l'étendue des lignes et le nombre des bureaux (Doc de la Conf. télégraphique de Vienne 1868, p. 453; Congrès de Berne 1874, p. 57). Aux six classes adoptées au début, le Congrès de Paris 1878 en ajouta une septième. Par la suite, des prop. tendant à réduire le nombre des classes ne furent pas retenues (Congrès du Caire 1934, II 214, 619, 627 et 651; Buenos Aires 1939, I 63 et 248, II 58 et 132; Paris 1947, II 134 et 135).

Au Congrès de Paris 1947, une prop. visant à ce que les contributions des pays de l'Union soient basées sur les principes et le barème en vigueur pour l'ONU a également été rejetée (I 65 et 66, II 1015 à 1022, prop. 808). Cf. aussi l'étude que le BI a présentée au même Congrès au sujet de la répartition des frais d'entretien du BI entre les pays de l'Union (II 122 à 133). Le Congrès de Bruxelles 1952 a chargé la CEL d'étudier le problème de la répartition des dépenses de l'Union sur la base du système comportant quatre classes de contribution (II 371, prop. 41 Argentine). Ladite Comm. a examiné cette question dans sa session de 1953. Après avoir souligné la complexité de ce problème et fait ressortir les difficultés inhérentes à la mise sur pied d'un système scientifique de classification des pays, elle a renoncé à pousser plus avant l'étude de cette question et s'est prononcée, à une forte majorité, en faveur du statu quo (cf. compte rendu analytique de la CEL 1953, p. 15). Le Congrès d'Ottawa 1957 n'a pas retenu une prop. visant trois variantes éventuelles pour la répartition des frais: a) barème de l'ONU; b) barème fondé sur le revenu brut de chaque Adm.; c) quatorze classes de contribution, à l'instar de l'UIT.

Saisi de plusieurs prop. de révision du système des classes de contribution, le Congrès de Vienne 1964 a chargé le CE «d'étudier une nouvelle base de répartition des frais de l'Union» (Congrès de Vienne 1964, II 995 à 999, résolution C 21).

Au terme de son étude, fondée sur les principes de la collaboration internationale, sur des éléments de comparaison entre Pays-membres ainsi que sur l'importance de services rendus, le CE s'est prononcé en faveur du droit absolu des Pays-membres de choisir librement leur classe de contribution. Le Conseil a toutefois envisagé la possibilité pour le Congrès ou pour l'organe chargé d'entériner ce choix d'en juger sur la base de critères de comparabilité à déterminer (cf. Doc du CE 1967, p. 198, 206 à 211 et 419; Doc du CE 1969, p. 340 à 342, 441 et 442; Congrès de Tokyo 1969, II 382 à 389).

Indépendamment de l'étude précitée du CE, le Congrès de Tokyo 1969 a été saisi d'une prop. suggérant de retenir le trafic international de départ des envois de la poste aux lettres comme critère de classement (prop. 1020) ainsi que d'une prop. prévoyant d'augmenter le nombre d'unités contributives des deux premières classes afin d'élargir de 50 unités à 1 unité l'assiette de répartition des classes de contribution (prop. 1650). Compte tenu du désir exprimé par plusieurs Pays-membres d'adapter leur contribution à leurs possibilités économiques, le Congrès de Tokyo 1969, tout en maintenant le système de répartition en vigueur, a chargé le CE d'entreprendre une nouv. étude sur la répartition des dépenses de l'Union.

Le Congrès de Lausanne 1974 a adopté le résultat de l'étude entreprise par le CE (prop. 1523.1). Le nouv. système de répartition des dépenses de l'Union confirme le principe du libre choix de la classe de contribution et rend plus réelle l'application de ce principe. En outre, il prévoit huit classes de contribution, une nouv. classe de 50 unités ayant été ajoutée aux sept classes existantes pour permettre aux pays économiquement forts de prendre à leur charge une part des dépenses de l'Union qui corresponde mieux à leurs possibilités économiques. Divers appels ont été lancés à tous les Pays-membres afin qu'ils reconsidèrent le choix de leur classe de contribution, en fonction de leurs possibilités économiques. Lors de sa session de 1975, le CE a

invité le Directeur général du BI à renouveler un tel appel chaque année, en temps opportun (résolution CE 3/1975). Mais, en 1976, le CE a nuancé cette décision en laissant au Secrétaire général le soin d'entreprendre les démarches qu'il jugera utiles pour atteindre le meilleur résultat (décision CE 1/1976).

Pour mieux répartir les parts contributives des Pays-membres aux dépenses de l'Union en fonction de leurs possibilités financières et économiques, le Congrès de Hambourg 1984 a ajouté trois nouv. classes de contribution avec respectivement 40, 35 et 0,5 unités. Cette dernière classe est réservée aux pays les moins avancés (PMA) énumérés par l'ONU et à d'autres pays auxquels le CE pourrait accorder cette facilité dans des circonstances exceptionnelles. Les Pays-membres rangés dans la classe à 1 unité lors du Congrès de Hambourg 1984 ont été autorisés à choisir la classe à 0,5 unité, à condition d'être classés PMA par l'ONU et de notifier leur désir au BI avant le 31 décembre 1984 (résolution C 39/1984). En outre, les Pays-membres ont la possibilité de participer aux dépenses de l'Union pour davantage que 50 unités de contribution (II 315 à 322, prop. 032, 1502.4, 1525.3 et 1525.4).

2) Jusqu'au Congrès de Vienne 1964, les Actes de l'Union comportaient un art. qui contenait la classification des Pays-membres pour la répartition des dépenses de l'Union. Les Pays-membres qui désiraient changer de classe de contribution devaient faire modifier l'art. en question soit en soumettant une prop. à cet effet au Congrès, soit en utilisant la procédure de modification des Actes dans l'intervalle des Congrès. Le Congrès de Vienne a supprimé l'art. en question et a admis que seul le Congrès pouvait se prononcer sur les demandes de changement de classe de contribution. En fait, les Congrès de Vienne 1964 et de Tokyo 1969 ont rejeté toutes les demandes de l'espèce. Les Congrès de Lausanne 1974 et Hambourg 1984 ont donné plus de réalité au principe du libre choix de la classe de contribution en élargissant le nombre des dites classes de contribution. La classe de contribution de chaque Pays-membre est indiquée dans la liste des Pays-membres de l'Union, conformément à l'art. 112.

3) V. annot. 6 à l'art. 21 de la Const.

4) Les raisons pour lesquelles les Pays-membres sont invités à communiquer leur intention de changer de classe de contribution avant l'ouverture d'un Congrès n'ont pas pour but de permettre à cet organe de s'y opposer, mais simplement de le mettre dans la possibilité de réagir devant de trop nombreuses demandes de déclassement ou de prendre certaines mesures adéquates, notamment lors de la fixation du plafond des dépenses annuelles.

5) Bien que le nouv. système de répartition des dépenses de l'Union confirme le principe du libre choix de la classe de contribution, cette disp. limite quelque peu la portée de ce principe en interdisant les déclassements de plus d'une classe.

6) Chaque Pays-membre a la faculté de demander à être surclassé d'une ou de plusieurs classes. Ces demandes peuvent être présentées à tout moment, que ce soit avant, pendant ou après un Congrès.

## Article 126

### Païement des fournitures du Bureau international (Règl. gén. 115)

Les fournitures que le Bureau international livre à titre onéreux aux Administrations postales doivent être payées dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans les six mois à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'envoi du compte par ledit Bureau. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison de 5 pour cent par an, à compter du jour de l'expiration dudit délai. (1) (2) (3) (4)



1) Lors de l'introduction du nouv. système d'autofinancement de l'Union à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1981, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 s'était prononcé pour l'adoption des conditions en usage dans le commerce pour le paiement de factures et avait ramené le délai de paiement des fournitures à trois mois (auparavant six mois) après la réception du compte, étant entendu que, passé ce délai, les sommes dues sont productrices d'intérêts au profit de l'Union qui en a fait l'avance. Cependant, la pratique ayant montré que ce délai était trop bref, le CE a rétabli en 1982 le délai antérieur de six mois (résolution CE 3/1982), mesure qui a été ensuite entérinée par le Congrès de Hambourg 1984.

2) Entrent dans le cadre de cet art. notamment:

- la fourniture des publications qui ne sont pas remises gratuitement en vertu de l'art. 112 du Règl. de la Conv.;
- la fourniture de cartes d'identité postales;
- la fourniture de coupons-réponse internationaux;
- les frais des services d'interprétation;
- les abonnements à la revue «Union Postale»;
- la fourniture de bulletins rectificatifs et de mises à jour;
- les surtaxes aériennes pour l'envoi de circ., bulletins, etc.

Ne sont pas visées par cet art. les dépenses des services de traduction installés auprès du BI. Celles-ci sont soumises aux règles qui régissent le paiement des parts contributives (v. décision CE 7/1966).

3) En ce qui concerne la distribution des publications aux Adm. et leur vente aux particuliers, v. annot. 1 et 2 à l'art. 112 du Règl. de la Conv.

4) Au sujet de la mise en compte d'intérêts pour des parts contributives non payées dans le délai prescrit, v. art. 124, par. 8.

## Chapitre V

### Arbitrages

#### Article 127

##### Procédure d'arbitrage (Const. 32) (1)

1. En cas de différend à régler par jugement arbitral, chacune des Administrations postales en cause choisit une Administration postale d'un Pays-membre qui n'est pas directement intéressée dans le litige. (2) Lorsque plusieurs Administrations font cause commune, elles ne comptent, pour l'application de cette disposition, que pour une seule. (3)

2. Au cas où l'une des Administrations en cause ne donne pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois, le Bureau international, si la demande lui en est faite, provoque à son tour la désignation d'un arbitre par l'Administration défaillante ou en désigne un lui-même, d'office. (4)

3. Les parties en cause peuvent s'entendre pour désigner un arbitre unique qui peut être le Bureau international.

4. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.

5. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration postale également désintéressée dans le litige. A défaut d'une entente sur le choix, cette Administration est désignée par le Bureau international parmi les Administrations non proposées par les arbitres. (4)

6. S'il s'agit d'un différend concernant l'un des Arrangements, les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des Administrations qui participent à cet Arrangement.

---

1) Le présent art. ne traite qu'une partie de la procédure d'arbit., à savoir le choix des arbitres (ou de l'arbitre) et la manière de prendre les décisions. Il laisse ouverte la question des règles de procédure à suivre, d'exécution de la sentence, de la révision ou de la nullité de celle-ci, des frais d'arbit., etc. Cela étant, les arbitres (ou l'arbitre) peuvent décider librement de la procédure à suivre, tout en étant au moins liés par les règles générales du droit international.

2) L'Adm. choisie en tant qu'arbitre ne doit pas être concernée par le litige et elle doit agir en toute indépendance vis-à-vis de l'Adm. qui la choisit et en toute neutralité dans la procédure d'arbit.

3) Des questions litigieuses peuvent se poser où plus de deux Adm. sont impliquées dans le différend. Afin d'éviter que chacune des Adm. ne choisisse séparément un arbitre, les Adm. ayant des intérêts communs ne comptent, en ce qui concerne le choix d'arbitres, que pour une seule Adm. (v. aussi Congrès du Caire 1934, I 16).

4) L'intervention du BI (par. 2 et 5) est la conséquence de la soumission obligatoire des Pays-membres à l'arbit.

## Chapitre VI

### Dispositions finales

#### Article 128

Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général

Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Règlement général doivent être approuvées par la

majorité des Pays-membres représentés au Congrès. Les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union doivent être présents au moment du vote. (1)

---

1) V. annot. 2 à l'art. 31 de la Const.

## Article 129

Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies (Const. 9) (1) (2)

Les conditions d'approbation visées à l'article 128 s'appliquent également aux propositions tendant à modifier les Accords conclus entre l'Union postale universelle et l'Organisation des Nations Unies dans la mesure où ces Accords ne prévoient pas les conditions de modification des dispositions qu'ils contiennent. (3)

---

1) Les modifications des Accords entre l'ONU et l'Union sont assujetties à une double procédure: d'une part, celle qui est propre à chaque organisation contractante et qui est basée sur la réglementation intérieure de chacune d'elles et, d'autre part, celle qui découle des arrangements d'ordre procédural qui peuvent être pris par les deux organisations en fonction de l'art. XVI de l'Accord ONU/UPU. Le présent art. a trait à la procédure propre à l'Union.

2) Le problème de la modification éventuelle des Accords ONU/UPU s'est posé dans le cadre des Nations Unies. Le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a adopté à ce sujet la résolution 1768 (LIV). Jusqu'ici, l'ECOSOC a examiné certains aspects de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, mais il n'a pas véritablement abordé l'examen des accords conclus entre l'ONU et les institutions spécialisées. Les Congrès de Lausanne 1974 et de Rio de Janeiro 1979 ont tous deux adopté une résolution qui charge le CE de suivre l'évolution de cette question (v. résolutions C 7/1974 du Congrès de Lausanne et C 91/1979 du Congrès de Rio de Janeiro).

3) Avant la rev. gén. de la Conv. (Congrès de Vienne 1964), il était possible de modifier ces Accords dans l'intervalle des Congrès (art. 32 de la Conv. (Ottawa 1957)). Lors de la révision, cette disp. a été transférée à l'art. 129 sous une forme quelque peu différente qui, de l'avis de la CEL (élargie), «excluait la possibilité d'approuver une modification des Accords ONU/UPU dans l'intervalle des Congrès» (Doc de la rev. gén. de la Conv. 1959, p. 419). En revanche, de l'avis du BI, on peut se demander si l'art. 129 exclut réellement la modification des Accords ONU/UPU dans l'intervalle des Congrès puisqu'il reprend *mutatis mutandis* le texte de l'art. 32 de la Conv. (Ottawa 1957), qui permettait précisément la modification de ces Accords dans l'intervalle des Congrès et parce que le texte du présent art. mentionne uniquement les conditions d'approbation.

Le Congrès de Lausanne 1974 a indirectement confirmé cette interprétation du BI lors de l'adoption de la résolution C 7/1974, par laquelle il demande au CE de soumettre, le cas échéant, les projets de nouv. disp. à l'approbation des Pays-membres. Par analogie avec l'art. 128, les modifications à apporter éventuellement à ces Accords ne seront considérées comme adoptées par l'UPU que si elles recueillent l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union, les deux tiers au moins d'entre eux devant participer au vote.

Article 130

Mise à exécution et durée du Règlement général (1) (2)

Le présent Règlement général sera mis à exécution le **1<sup>er</sup> janvier 1991** et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

---

1) V. annot. 1 à l'art. 33 de la Const. ainsi que l'art. 31.

2) Le Congrès de Hambourg 1984 a décidé de mettre immédiatement en vigueur les disp. relatives au CE et au CCEP (v. résolution C 87/1984).

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé le présent Règlement général en un exemplaire qui **est déposé auprès du Directeur général du Bureau international**. (1) Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à **Washington**, le **14 décembre 1989**.

---

1) Le Congrès de Washington 1989 a transféré au Directeur général du BI la fonction de dépositaire des Actes de l'Union exercée jusque-là par le Gouvernement de la Confédération suisse (v. annot. 7 à l'art. 11 de la Const.).

(Pour les signatures, v. tome III/1 des Doc de Washington 1989, p. 33 à 69. Ce sont les mêmes que pour le quatrième Prot. add.)

# Liste des décisions du Congrès de Washington 1989 autres que celles modifiant les Actes

Résolutions (Rés.), décisions (Déc.), recommandations (Recom.), vœux, etc.

Nature et numéro de la décision	Titre	Fascicule
Rés. C 1	Application immédiate des nouvelles compétences législatives du CE	1
Rés. C 2	Deuxième phase du transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès	1
Rés. C 3	Arrangements des services financiers postaux et abonnements aux journaux et écrits périodiques supprimés. Possibilité de leur maintien ou de leur réintroduction	4
Rés. C 4	Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union	1
Rés. C 5	Contrôle permanent de la qualité du service à l'échelle mondiale	2
Rés. C 6	Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique	1
Rés. C 7	Financement des activités d'assistance technique de l'UPU	1
Rés. C 8	Amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union	1
Rés. C 9	Approbation des comptes de l'Union des années 1984 à 1988	1
Rés. C 10	Réglementation des imprimés	2
Rés. C 11	Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU (Conseil de coopération douanière/Union postale universelle) et création de comités de contact nationaux poste/douane	2

Nature et numéro de la décision	Titre		Fascicule
Rés.	C 12	Action pour renforcer la sécurité du courrier international et en préserver l'intégrité	2
Rés.	C 13	Logotype universel pour identifier les services postaux	2
Rés.	C 14	Etude de la structure de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution	1
Rés.	C 15	Harmonisation des conditions d'admission et des prestations supplémentaires offertes dans le service des colis postaux	3
Rés.	C 16	Introduction et extension du service des colis postaux	3
Rés.	C 17	Taux universel pour les quotes-parts territoriales et maritimes	3
Rés.	C 18	Revision des quotes-parts territoriales et maritimes	3
Rés.	C 19	Programme de travail du CCEP pour la période 1989-1994	1
Rés.	C 20	Coopération technique entre pays en développement (CTPD)	1
Rés.	C 21	Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique	1
Rés.	C 22	Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser	1
Rés.	C 23	Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse dans le domaine des finances de l'Union	1
Rés.	C 24	Collaboration entre le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales en vue de la mise en œuvre de la télématique à l'Union postale universelle	2

Nature et numéro de la décision	Titre	Fascicule
Rés.	C 25 Service EMS	2
Rés.	C 26 Harmonisation des systèmes de comptabilité des frais de transit des dépêches closes de la poste aux lettres de surface et des colis postaux de surface	2
Rés.	C 27 Mise en place d'une gamme de produits/ services de colis postaux adaptée à la demande du marché international	3
Rés.	C 28 Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)	1
Rés.	C 29 Principes à souligner en matière d'activités d'assistance technique de l'UPU	1
Recom.	C 30 Délai de réponse aux questionnaires	1
Recom.	C 31 Utilisation dans les services postaux de papier fabriqué selon des procédés non polluants (papier «écologique»)	2
Recom.	C 32 Envois francs de taxes et de droits	2
Recom.	C 33 Conclusion d'accords bilatéraux relatifs aux objectifs de service	2
Recom.	C 34 Emballages utilisés pour le transport des envois postaux	2
Recom.	C 35 Renvoi à l'origine des correspondances-avion	2
Recom.	C 36 Utilisation des règles de syntaxe des messages électroniques EDIFACT	3
Recom.	C 37 Utilisation du Répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU	3
Déc.	C 38 Admission de la presse au Débat général	1
Déc.	C 39 Vice-présidences du XX <sup>e</sup> Congrès	1

Nature et numéro de la décision	Titre	Fascicule
Déc.	C 40 Présidence et vice-présidences des Commissions du XX <sup>e</sup> Congrès	1
Déc.	C 41 Membres des Commissions restreintes	1
Déc.	C 42 Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1984–1989	1
Déc.	C 43 Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1984–1989	1
Déc.	C 44 Approbation du Rapport du Directeur général du Bureau international 1985–1989	1
Déc.	C 45 Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales	1
Déc.	C 46 Conditionnement des envois de marchandises à ne pas ouvrir sans précautions spéciales	2
Déc.	C 47 Signalisation des colis contenant des marchandises à ne pas exposer aux contrôles à l'aide d'appareils radiographiques ou à la lumière	3/2
Déc.	C 48 Institution d'un débat général	1
Déc.	C 49 Lieu du XXI <sup>e</sup> Congrès postal universel	1
Déc.	C 50 Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées	1
Déc.	C 51 Télégrammes des services financiers postaux (POSTFIN)	4
Déc.	C 52 Etablissement et règlement des comptes des colis postaux	3
Vœu	C 53 Représentation des membres du Conseil exécutif	1



Nature et numéro de la décision	Titre		Fascicule
Vœu	C 54	Dépêches closes en transit soupçonnées de contenir des stupéfiants ou des matières psychotropes	2
Rés.	C 55	Nouvelle présentation de la Liste des objets interdits	2
Rés.	C 56	Revision des barèmes et étude permanente des frais de transit	2
Rés.	C 57	Etude d'une distance moyenne pondérée par pays pour les dépêches en transit territorial	2
	C 58	Numéro non attribué	—
Rés.	C 59	Etude sur les frais de transit du courrier à découvert	2
Rés.	C 60	Liquidation des comptes arriérés de l'ancien régime de financement	1
Rés.	C 61	Assainissement des comptes arriérés de toute nature	1
Rés.	C 62	Hymne mondial de la poste	1
Rés.	C 63	Utilisation d'un symbole pour les cécogrammes	2
Rés.	C 64	Indication du motif du retard de la livraison des envois sur la formule de réclamation C 9	2
Rés.	C 65	Exclusion des marchandises dangereuses du courrier-avion	2
Rés.	C 66	Documents de base pour l'inscription des poids à prendre en compte pour le règlement des comptes du courrier soumis aux frais de transit et aux frais terminaux	2
Rés.	C 67	Renforcement des activités prioritaires de l'Union	1
Rés.	C 68	Etablissement et règlement des comptes	2

Nature et numéro de la décision	Titre	Fascicule
Rés.	C 69 Amélioration des services postaux des zones rurales	2
Rés.	C 70 Elargissement de la compensation organisée par le Bureau international	2
Rés.	C 71 Méthodes propres à améliorer le renvoi des sacs postaux vides	2
Rés.	C 72 Etude permanente des frais terminaux	2
Rés.	C 73 Taux de base du transport aérien du courrier	2
Recom.	C 74 Enliassage d'enveloppes «plates»	2
Recom.	C 75 Utilisation de matériau d'enliassage approprié	2
Recom.	C 76 Conteneurisation accrue du courrier	2
Recom.	C 77 Réserves au chapitre III de la Convention postale universelle et au titre III de l'Arrangement concernant les colis postaux traitant de la responsabilité	2/3
Recom.	C 78 Réservation des recettes des frais terminaux à l'amélioration de la qualité des services postaux	2
Recom.	C 79 Messages électroniques normalisés concernant les dépêches	2
Recom.	C 80 Déontologie philatélique à l'usage des Pays-membres de l'UPU	2
Déc.	C 81 Entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington 1989	1
Déc.	C 82 Etiquetage des dépêches	2
Déc.	C 83 Remise des dépêches	2
Déc.	C 84 Etude sur la rationalisation des formules de l'UPU	2

## Congrès de Washington 1989, Liste des autres décisions

Nature et numéro de la décision	Titre	Fascicule
Déc.	C 85 Frais de transit du courrier à découvert	2
Déc.	C 86 Conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte	2
Déc.	C 87 Etablissement et règlement des comptes	2
Déc.	C 88 Repostage	2
Déc.	C 89 Revision de l'Arrangement concernant les colis postaux issu du Congrès de Washington – Références à la Convention	3
Déc.	C 90 Service correspondance commerciale-réponse internationale	2
Rés.	C 91 Programme général d'action de Washington	1
Rés.	C 92 Approbation des Règlements d'exécution examinés par le Congrès	1
Déc.	C 93 Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle	1
Déc.	C 94 Utilisation d'autres moyens de transmission de fonds des services financiers postaux	4

## Autres décisions du Congrès de Washington 1989 en relation avec la Constitution et le Règlement général

### Résolution C 1/1989

#### Application immédiate des nouvelles compétences législatives du CE

Le Congrès,

vu

les nouvelles compétences législatives du CE contenues dans les articles 22, paragraphe 5, et 25, paragraphe 2, de la Constitution; 102, paragraphe 6, 109, paragraphe 2, 120, paragraphe 3, 121, paragraphe 2, 122, paragraphe 2, et 123 du Règlement général; 93, paragraphe 2, de la Convention; 57, paragraphe 2, de l'Arrangement concernant les colis postaux; 13, paragraphe 3.2, de l'Arrangement concernant les mandats de poste; 17, paragraphe 3.2, de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux; 9, paragraphe 2.2, de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement,

tenant compte

de l'évolution rapide des techniques et des besoins de la société,

estimant

qu'il est urgent et nécessaire, pour la sauvegarde du service postal, de riposter de façon appropriée, aussi rapidement et efficacement que possible, aux défis de la concurrence agressive,

considérant

que toute attente risquerait de compromettre l'efficacité des actions à mener et de rendre les décisions désuètes,

*décide*

de mettre immédiatement en vigueur les dispositions relatives aux nouvelles compétences législatives du CE.

(Proposition 01, 8<sup>e</sup> séance plénière)

## Résolution C 2/1989

### **Deuxième phase du transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès**

Le Congrès,

ayant pris connaissance avec satisfaction  
du résultat de l'étude du CE concernant la réglementation postale internationale,

ayant approuvé  
les nouvelles compétences législatives du CE en matière de Règlements d'exécution,

conscient du fait  
qu'il s'agit d'une première phase, mais que le but à atteindre est de réserver au Congrès la compétence de légiférer directement uniquement sur les questions constitutionnelles et les questions fondamentales concernant le service postal international,

ayant à l'esprit  
les orientations et la nouvelle philosophie découlant du débat général sur les stratégies commerciales et opérationnelles de la poste pour mieux servir la clientèle,

*charge*

le Conseil exécutif de poursuivre son étude sur une façon différente de concevoir et de présenter la réglementation internationale, dans le but de rendre plus rapide sa modification en fonction des besoins, sans avoir recours au Congrès lorsqu'il ne s'agit pas de principes fondamentaux, en tenant compte notamment des intérêts des pays non membres du CE.

(Proposition 02, Commission 3, 3<sup>e</sup> séance)

## Résolution C 4/1989

### **Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union**

Le Congrès,

vu

- la décision CE 11/1986 par laquelle le Conseil exécutif a décidé la mise sur pied d'un Comité de coordination composé du Président du

CE, du Président du CCEP et du Secrétaire général de ces deux organes;

- les orientations nouvelles que prend l'Union,

considérant

l'utilité du rôle joué par le Comité de coordination chargé de suivre et de coordonner les travaux concernant la Déclaration de Hamburg,

conscient

de la nécessité de renforcer la collaboration entre les organes permanents de l'UPU,

*décide*

- de donner un caractère permanent à ce Comité de coordination;
- de charger ce Comité d'assurer une concertation permanente entre le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international.

(Proposition 012, 10<sup>e</sup> séance plénière)

## **Résolution C 6/1989**

### **Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique**

Le Congrès,

vu

les rapports présentés par le Conseil exécutif sur l'assistance technique au sein de l'UPU,

soulignant

l'urgence pour les pays en développement d'entreprendre ou d'intensifier des efforts propres à améliorer la situation de leurs services postaux souvent gravement affectés par les effets d'une crise économique persistante,

conscient

de la nécessité pour l'UPU de continuer à fournir à ces pays une aide complémentaire et d'intensifier ses actions d'assistance technique dans

des domaines prioritaires en les concentrant sur un nombre limité de pays pour lesquels cette aide s'avère la plus nécessaire et urgente,

soucieux

d'assurer à cette assistance technique une efficacité aussi grande que possible grâce notamment à des mesures spéciales arrêtées en accord avec les pays bénéficiaires,

convaincu

de l'opportunité d'insérer l'aide de l'UPU dans le cadre général de la stratégie des Nations Unies pour le développement et dans le cadre particulier de plans ou de programmes nationaux ou régionaux du PNUD,

*décide*

1° d'établir comme suit les groupes des pays bénéficiaires:

- les pays les moins avancés: première priorité;
- les autres pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) selon le classement de la Banque mondiale;

2° de reconnaître comme prioritaires les actions visant à:

- restructurer la gestion;
- mettre en place des plans et des programmes de développement;
- améliorer la qualité de service;
- améliorer l'acheminement et la distribution du courrier international et interne;
- assurer la formation et la spécialisation des cadres moyens et supérieurs,

*charge*

le Conseil exécutif:

1° d'intensifier dans la mesure du possible les actions de l'assistance technique de l'UPU sur la base des priorités ainsi définies en ce qui concerne les pays bénéficiaires et les actions à entreprendre;

2° de programmer les actions d'assistance technique de l'UPU et de les intégrer dans des programmes de développement cohérents élaborés et mis en œuvre par les Administrations bénéficiaires;

3° d'appliquer les principes d'action suivants:

- inciter les pays bénéficiaires à assurer une cohérence entre leurs plans ou programmes nationaux et les objectifs régionaux;
- élaborer pour les pays les moins avancés un programme spécial dont pourraient bénéficier dans certains cas d'autres pays;
- assurer une meilleure promotion de la coopération technique entre pays en développement en entreprenant des actions pour appuyer les efforts des pays;
- mettre en œuvre la décentralisation des activités d'assistance technique de l'UPU;

- soumettre à la conclusion d'un contrat de développement les projets intégrés à caractère pluriannuel financés dans le cadre des ressources propres de l'UPU;
- assurer une meilleure coordination et une plus grande mobilisation des ressources en faveur de l'assistance technique;
- renforcer le système d'évaluation et de suivi des projets;
- resserrer les relations entre l'UPU et les Unions restreintes sur la base de la résolution CE 6/1983 adoptée par le Conseil exécutif en 1983, des accords conclus avec chaque Union restreinte et sur la base des principes et procédures appliqués par le PNUD;
- développer ses relations avec les Commissions économiques de l'ONU et étudier les moyens de conclure des accords avec ces institutions,

*charge*

le Directeur général du Bureau international de poursuivre ses efforts en vue de développer les activités d'assistance technique, dans le cadre des priorités et des principes arrêtés par le Congrès et suivant les directives données par le Conseil exécutif, en les intégrant aussi largement que possible dans le cadre du PNUD.

(Proposition 015, Commission 9, 2<sup>e</sup> séance)

## **Résolution C 7/1989**

### **Financement des activités d'assistance technique de l'UPU**

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif au sujet de l'assistance technique de l'UPU,

rappelant

le principe suivant lequel le PNUD doit demeurer la source principale de financement du programme d'assistance technique de l'UPU,

se félicitant

des efforts consentis par cet organisme pour la réalisation des projets d'assistance technique dans le secteur postal,



ayant à l'esprit  
les besoins prioritaires des pays les moins avancés qui ne cessent  
d'augmenter,

préoccupé  
par l'insuffisance des ressources complémentaires dont dispose l'UPU  
pour couvrir des besoins non satisfaits au titre du PNUD, malgré les efforts  
de certains pays,

conscient  
de la nécessité de rendre plus efficace l'aide accordée aux pays bénéfi-  
ciaires,

tenant compte  
de l'évolution de la politique générale en matière d'aide au développement  
et des moyens limités de l'UPU,

*décide*

- 1° de concentrer les ressources au profit des pays pour lesquels l'aide au développement s'avère la plus nécessaire et urgente;
- 2° de lancer un appel aux pays en vue de l'accroissement des ressources complémentaires pour l'assistance technique de l'UPU;
- 3° de compenser l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Hambourg 1984, en augmentant de 10 pour cent au moins les crédits budgétaires affectés à l'assistance technique,

*recommande*

- 1° aux pays bénéficiaires:
  - a) de prendre en charge, quand ils le peuvent, une partie des frais afférents aux activités d'assistance technique, selon la pratique du PNUD (partage des coûts);
  - b) de prendre en charge, quand ils le peuvent, certaines dépenses afférentes à l'assistance technique fournie par l'UPU (frais de voyage ou de séjour des consultants ou des boursiers, ainsi que des apports en nature aptes à faciliter l'exécution des activités de formation lors de l'organisation des cycles d'étude, des cours ou des stages);
- 2° à tous les pays:
  - a) de participer sur une base pluriannuelle à l'alimentation du Fonds spécial UPU par des contributions volontaires dont le montant devrait être augmenté pour faire face aux besoins accrus en matière de formation postale;
  - b) d'entreprendre des démarches auprès des autorités gouvernementales respectives en vue d'augmenter les crédits alloués

pour la coopération technique, afin de mettre à la disposition de leurs Administrations des fonds pour aider les services postaux des pays en développement soit directement, soit par l'intermédiaire de l'UPU;

- c) d'accorder, sur le plan bilatéral ou multilatéral, une assistance technique en nature ou des moyens de financement répondant aux besoins prioritaires signalés par l'UPU,

*charge*

le Directeur général du Bureau international:

- 1° d'utiliser pleinement les moyens offerts par la décentralisation pour multiplier ses interventions auprès des autorités nationales et des autorités du PNUD pour faciliter l'aboutissement des demandes présentées par les Administrations postales;
- 2° de soutenir les actions d'information publique entreprises à cet effet par les Administrations des pays en développement;
- 3° de poursuivre ses efforts avec la collaboration, le cas échéant, des Unions restreintes en vue de la recherche de moyens de financement complémentaires, notamment auprès des pays développés ou riches, de la Banque mondiale et des institutions financières sous-régionales et régionales;
- 4° de rechercher les moyens de conclure des accords de cofinancement des projets avec d'autres sources et notamment avec les donateurs bilatéraux et multilatéraux.

(Proposition 016, Commission 9, 2<sup>e</sup> séance)

**Résolution C 8/1989**

**Amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union**

Le Congrès,

reconnaissant

les excellents résultats obtenus par le Conseil exécutif quant à l'identification de moyens par lesquels le travail des organes de l'Union peut être amélioré et modernisé,

désireux

que d'autres possibilités d'amélioration soient identifiées et introduites,

vu

que plusieurs Administrations postales ont fait l'objet d'examens fondamentaux et de réorganisations afin de les adapter aux exigences commerciales et aux techniques de gestion les plus efficaces,

conscient

que le Bureau international doit faire face à beaucoup d'exigences, de demandes et de contraintes qui rendent encore plus difficile la tâche du Directeur général,

considérant

que ces exigences et ces demandes devraient être classées par ordre de priorité, de sorte que les plus urgentes soient traitées en premier lieu,

*charge*

le Conseil exécutif:

- a) de poursuivre son action de recherche d'améliorations dans tous les aspects de la gestion du travail de l'Union;
- b) d'évaluer les résultats de l'introduction des réformes proposées par le précédent CE et adoptées lors du Congrès de Washington;
- c) de faire examiner l'organisation et les objectifs du Bureau international, du CE et du CCEP soit par des experts choisis parmi les Administrations postales, soit par des consultants en gestion d'entreprise, ou bien par un groupe mixte composé des deux;
- d) de mettre en œuvre aussi rapidement que possible les recommandations de cette étude, exigeant, selon lui, une action immédiate;
- e) de formuler d'éventuelles propositions de réforme pour le prochain Congrès basées sur le résultat des travaux susmentionnés.

(Proposition 026, Commission 3, 4<sup>e</sup> séance)

## **Résolution C 9/1989**

### **Approbation des comptes de l'Union des années 1984 à 1988**

Le Congrès,

vu

- a) le rapport du Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès – Doc 19);
- b) le rapport de sa Commission des finances (Congrès – Doc 68),

*approuve*

les comptes de l'Union postale universelle des années 1984 à 1988.

(Congrès – Doc 19 et 68, Commission 2, 1<sup>re</sup> séance)

### **Résolution C 14/1989**

#### **Etude de la structure de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution**

Le Congrès,

*vu*

le besoin grandissant de souplesse et d'adaptabilité de l'Union postale universelle dans les circonstances actuelles et face aux contraintes extérieures,

*prenant en compte*

le travail déjà effectué par le Conseil exécutif pour l'amélioration des méthodes de travail de l'Union,

*notant*

l'intention d'agir dans ce sens ultérieurement,

*considérant*

le besoin d'une réglementation claire, simple et souple pour l'exploitation des services postaux internationaux,

*persuadé*

néanmoins que les Règlements d'exécution de la Convention et des Arrangements ne répondent plus à ce besoin de façon adéquate,

*charge*

le Conseil exécutif:

- 1° d'effectuer une étude de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution, afin de déterminer:
  - les dispositions essentielles de la Convention et des Arrangements à y maintenir et les autres dispositions qui devraient être situées ailleurs;
  - comment ces dernières dispositions et les Règlements d'exécution pourraient être reformulés en langage clair et direct dans des

manuels d'exploitation logiquement construits facilitant l'exploitation du service postal international;

- 2° de décider, si nécessaire, du statut juridique le plus souple possible à attribuer à ces manuels;
- 3° de commencer aussitôt l'élaboration de tels manuels d'exploitation;
- 4° de soumettre au prochain Congrès les résultats de ce travail avec des propositions quant aux modalités de mise à jour des manuels.

(Proposition 2000.19, Commission 3, 3<sup>e</sup> séance)

## **Résolution C 19/1989**

### **Programme de travail du CCEP pour la période 1989–1994**

Le Congrès,

vu

l'article 104, paragraphe 12, du Règlement général relatif aux attributions du Conseil consultatif des études postales,

vu

la consultation des Pays-membres de l'Union et des Unions restreintes, effectuée en vertu de l'article 104, paragraphe 12, du Règlement général,

constatant

le nombre important d'études terminées, traitant des domaines les plus divers, et déjà publiées ou en voie de l'être dans la Collection d'études postales,

considérant

le désir exprimé par les membres du Conseil consultatif des études postales de limiter le nombre des études à effectuer de telle sorte que la charge de travail corresponde aux moyens dont dispose le CCEP, gage d'une conduite efficace des études,

conscient

de la nécessité d'une intégration harmonieuse des études du CCEP dans le programme d'activité de l'Union dans son ensemble,

estimant

que la capacité d'action du Conseil consultatif devrait être réservée en priorité aux secteurs d'activité considérés comme les plus importants par les Administrations postales,

*fait sien*

le programme de travail du Conseil consultatif des études postales qui figure en annexe 1, tout en laissant à cet organe la liberté d'appréciation quant aux adaptations de ce programme en fonction de la situation que connaîtra le service postal au cours du quinquennat,

*décide*

de laisser au Conseil consultatif le soin:

- a) d'orienter ses travaux de la manière qui lui semblera la plus opportune;
- b) de décider des études permanentes à reprendre;
- c) de veiller à ce que les résultats obtenus au terme de certaines études puissent être largement utilisés sur le terrain en faveur des pays les plus défavorisés;
- d) d'apporter s'il le faut à certaines études les correctifs nécessaires afin de répondre à des buts bien précis et d'obtenir la plus grande efficacité;
- e) d'employer les méthodes de travail les mieux adaptées aux sujets à traiter afin d'aboutir aux meilleurs résultats.

(Proposition 020, 9<sup>e</sup> séance plénière)

*Annexe 1*

### **Liste des sujets d'étude présélectionnés pour le projet de programme de travail du CCEP (1989–1994)**

#### **Champ d'activité n° 1: La poste et ses marchés**

- Planification
- Stratégies de marketing
- Affaires commerciales
- Introduction de produits nouveaux

---

Intitulés des études (sujets proposés)

---

#### *A. Etudes principales et sous-études*

- 1. Stratégies commerciales dans les divers métiers de la poste:
  - Correspondances
  - Marchandises
  - Publicité

- Presse
- Courrier rapide (EMS – Courrier électronique)
- Services financiers

Suivi de la concurrence et repostage

Suivi des besoins de la clientèle

Segmentation des marchés

Produits nouveaux

Stratégies recommandées

Prospective postale

2. Réseau de distribution et analyse de la clientèle

3. Presse et édition

*B. Colloques et Comités de contact*

- Prospective postale: un colloque par session du CCEP (deux séances)
- Comité de contact éditeurs/UPU: une réunion par session du CCEP (une séance)

**Champ d'activité n° 2: Développement des services rapides**

- Développement du service dans le monde
- Accroissement de l'efficacité et de la rapidité

---

Intitulés des études (sujets proposés)

---

*A. Etudes principales et sous-études*

1. Service EMS:
  - Qualité de service
  - Extension géographique
  - Image commune
  - Suivi des envois et réclamations des clients
  - Compensation financière entre Administrations
  - Prestations additionnelles
  - Problèmes de douane

2. Courrier électronique:
  - Qualité de service
  - Extension géographique
  - Image commune
  - Compensation financière entre Administrations
  - Prestations additionnelles

*B. Colloques, Groupes de travail permanents et Comités de contact*

- Service EMS: un colloque par session du CCEP (deux séances)
- Courrier électronique: un colloque tous les deux ans (deux séances)
- Comité de contact CCEP/CCITT: une réunion tous les deux ans (une séance)
- SGT 503: une réunion tous les ans (une séance)

**Champ d'activité n° 3: Exploitation et qualité de service**

---

Intitulés des études (sujets proposés)

---

*A. Etudes principales et sous-études*

1. Amélioration du système postal:
  - Contrôle douanier
  - Moyens d'acheminement
  - Documentation des envois et dépêches
  - Rapports entre bureaux d'échange
  - Normalisation des envois postaux, des conteneurs postaux (sacs, bacs, etc.) et de l'adresse postale
  - Normalisation des étiquettes et des marques d'affranchissement (guichets, entreprises)
2. Distribution du courrier et desserte rurale: moyens – contrôle
3. Normes d'acheminement – Contrôle de la qualité du réseau postal mondial
4. Mesures nécessaires pour améliorer les services postaux ruraux dans les pays en développement: modalités d'application



*B. Colloques, Groupes de travail permanents et Comités de contact*

- Groupe mixte ISO/UPU «Adressage»: une réunion par an (une séance)
- Comité de contact ISO/UPU: une réunion par an (une séance)

**Champ d'activité n° 4: Modernisation**

---

Intitulés des études (sujets proposés)

---

*A. Etudes principales et sous-études*

1. Automatisation et informatisation:
  - Tri et lecture optique
  - Guichets et autres services
  - Services financiers
  - Bureaux d'échange (bordereau de livraison AV 7, etc.)
  - Pesage automatique des sacs
2. Codages:
  - Codes à barres
  - Système de suivi des sacs, des envois et des documents
  - Autres applications postales du code à barres
3. Echange informatisé de données entre Administrations, avec leurs partenaires (douane, compagnies aériennes, etc.) et avec leurs clients (grands) (télématique)

*B. Colloques, Groupes de travail permanents et Comités de contact*

- Application des technologies à la poste – recherche et développement: un colloque groupant les responsables des centres ou services de recherche (deux séances), éventuellement annuel
- Groupe normatif des transmissions électroniques: une réunion à chaque session du CCEP (une séance)

## **Champ d'activité n° 5: Gestion**

---

Intitulés des études (sujets proposés)

---

### *A. Etudes principales et sous-études*

1. Comptabilité internationale – Modernisation des systèmes de facturation et des règlements de comptes
2. Indices de productivité
3. Sécurité:
  - des envois (drogue, terrorisme, vols)
  - du personnel
  - des bâtiments
  - des moyens de transport
  - des fonds et valeurs

### *B. Colloques*

Décentralisation – Gestion des bureaux de poste (deux séances)

## **Champ d'activité n° 6: Ressources humaines**

---

Intitulés des études (sujets proposés)

---

### *A. Etudes principales et sous-études*

1. Adaptation des ressources humaines de la poste aux impératifs de la compétition et aux changements de structures et de technologies:
  - Gestion
  - Formation
  - Motivation
  - Compétitivité

2. Problèmes et obstacles de formation dans les Administrations postales des pays en développement

*B. Colloques*

Communication interne et mesures d'incitation (deux séances)

**Résolution C 20/1989**

**Coopération technique entre pays en développement (CTPD)**

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif concernant la coopération technique entre pays en développement (CTPD),

convaincu

de l'importance de l'application aussi large que possible du concept de CTPD conformément au Plan d'action adopté par la Conférence de Buenos Aires,

notant

avec satisfaction les initiatives prises dans le domaine considéré,

considérant

qu'un effort supplémentaire de sensibilisation active est nécessaire pour tirer le maximum de profit des possibilités offertes par la CTPD,

convaincu

de la nécessité pour les pays en développement de mobiliser davantage de ressources humaines et financières en vue de réaliser pleinement les objectifs de la CTPD,

considérant

le rôle de promoteur assigné par la Conférence de Buenos Aires aux organisations internationales en matière de CTPD,

*invite*

- les Administrations des pays en développement et les Unions restreintes à mobiliser les moyens propres à généraliser la CTPD pour toutes les actions de coopération;

- les Administrations des pays bénéficiaires à recourir plus largement aux possibilités offertes dans le cadre de la CTPD pour leurs besoins d'assistance technique;
- les Administrations des pays bénéficiaires de la CTPD à fournir les principaux apports nécessaires, les contributions des pays donateurs et de l'UPU ayant un effet catalyseur;
- les Administrations des pays industrialisés à continuer à soutenir les efforts déployés dans le domaine considéré, directement ou par l'intermédiaire de l'UPU,

*charge*

le Conseil exécutif de donner les orientations nécessaires et de prendre les initiatives qui s'imposent en vue de généraliser la CTPD,

*charge*

le Directeur général du Bureau international:

- de mener une campagne de sensibilisation active grâce à l'organisation de rencontres régionales et interrégionales et à la mise sur pied d'un système d'échange de connaissances et de techniques entre les pays en développement, avec la collaboration des Unions restreintes;
- de promouvoir la conclusion d'accords bilatéraux de CTPD conformes aux critères et principes de base adoptés en la matière;
- d'évaluer périodiquement l'impact de la CTPD sur l'efficacité de la coopération technique dans son ensemble et d'en rendre compte au Conseil exécutif.

(Proposition 017, Commission 9, 4<sup>e</sup> séance)

## **Résolution C 21/1989**

### **Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique**

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif sur la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique (Congrès – Doc 55),

considérant

les résolutions C 78 du Congrès de Lausanne, C 37 du Congrès de Rio de Janeiro et C 38 du Congrès de Hamburg qui mettent l'accent sur «la décentralisation aussi poussée que possible des activités d'assistance technique de l'UPU»,

conscient

du grave problème qu'éprouvent les Administrations postales des pays en développement à faire prendre en considération les services postaux lors de la répartition des ressources nationales,

convaincu

de la nécessité de renforcer l'aide fournie en matière d'appui sectoriel et de programmation du développement postal,

reconnaissant

que l'aide fournie sur le terrain constitue le meilleur gage de l'efficacité des activités d'assistance technique,

relevant

que la présence accrue de l'UPU sur le terrain permettra de renforcer la coopération avec les Unions postales restreintes et avec les autres organisations régionales ou sous-régionales intéressées aux problèmes de développement postal,

*charge*

le Directeur général du Bureau international:

- d'affecter six conseillers régionaux dans les régions, à raison de deux en Afrique, un en Amérique latine, deux en Asie/Pacifique et Caraïbes et un dans la région des pays arabes;
- de prélever à cet effet les ressources annuelles nécessaires sur les moyens financiers déjà disponibles;
- de continuer à étudier les voies et moyens propres à assurer une gestion aussi efficace et économique que possible des ressources dans le domaine de l'assistance technique et de faire régulièrement rapport au Conseil exécutif;
- de soumettre à la session 1993 du Conseil exécutif une évaluation de l'efficacité de la présence de l'UPU sur le terrain;
- de prendre contact et d'insister auprès des pays bénéficiaires afin qu'ils consentent à fournir des facilités d'accueil, de secrétariat et de communications;
- de s'assurer que les conseillers régionaux coopèrent étroitement avec les secrétariats des Unions postales restreintes, spécialement dans la définition des programmes régionaux d'assistance technique.

(Proposition 019, Commission 9, 4<sup>e</sup> séance)

## Résolution C 22/1989

### **Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser**

Le Congrès,

considérant

l'évolution particulièrement rapide du marché des communications sous l'effet combiné du progrès technique et d'une concurrence puissante,

notant

les résultats encourageants des efforts déployés à la suite de la Déclaration de Hambourg pour améliorer la qualité des acheminements postaux,

reconnaissant

la nécessité pour l'Union de s'engager plus avant dans la voie des actions concrètes afin de permettre à la poste de sauvegarder et d'améliorer sa position sur le marché des communications, grâce à une action décisive de promotion de la qualité de service et de diversification des prestations,

convaincu

de l'urgente nécessité pour la poste de mieux répondre aux besoins de la clientèle et par là même de lutter plus vigoureusement contre la concurrence,

*décide*

la mise en œuvre d'un projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser et comportant notamment les actions suivantes:

- suivi de la qualité des échanges postaux par une analyse approfondie des délais d'acheminement et d'actions menées sur le terrain par des consultants, en vue d'aider à résoudre les problèmes posés et à promouvoir des initiatives susceptibles d'améliorer les performances du service postal international;
- études des courants de transport afin de rationaliser et de moderniser les liaisons postales;
- développement du service EMS;
- suivi de la concurrence pour réagir de manière appropriée;
- études de marché permettant aux Administrations d'ajuster les prestations aux besoins des clients et d'introduire de nouveaux services;
- initiatives diverses dictées par l'évolution des techniques et des besoins,

*charge*

le Conseil exécutif, en collaboration avec le CCEP et le Bureau international, de prendre les mesures nécessaires pour parvenir à des résultats significatifs dans les différents domaines couverts par le projet et de présenter un rapport au prochain Congrès,

*exhorte*

- a) les Pays-membres de l'Union:
  - à tout mettre en œuvre pour améliorer la qualité des prestations postales offertes et en élargir la gamme en fonction des besoins des clients;
  - à coopérer pleinement au projet destiné à stimuler leurs initiatives et à tirer le plus grand profit de la réalisation des actions entreprises;
- b) les Pays-membres et les Unions restreintes à apporter un appui actif aux opérations engagées dans le cadre du présent projet, notamment celles conduites sur le terrain.

(Proposition 010, 10<sup>e</sup> séance plénière)

## **Résolution C 23/1989**

### **Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse dans le domaine des finances de l'Union**

Le Congrès,

ayant examiné

le rapport présenté par le Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès – Doc 19),

considérant

le rôle particulièrement précieux pour l'Union que le Gouvernement de la Confédération suisse exerce en matière financière en vertu de l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général, ainsi que de la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

*exprime*

- 1° sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'il a apportée à l'Union dans le domaine des finances en ayant effectué les avances de trésorerie de l'ancien régime financier de l'Union, en surveillant la tenue de la comptabilité du Bureau international et en assumant la vérification extérieure des comptes de l'Union;
- 2° l'espoir que cette précieuse collaboration avec l'Union pourra être maintenue à l'avenir.

(Congrès – Doc 19, Commission 2, 1<sup>re</sup> séance)

## **Résolution C 28/1989**

### **Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)**

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif au sujet de l'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA),

considérant

la résolution 36/194 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 17 décembre 1981 par laquelle a été adopté le «Nouveau programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés»,

considérant

la résolution 40/205 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 19 mars 1986 par laquelle a été prise la décision d'organiser une conférence sur les PMA en septembre 1990 en vue d'examiner les progrès accomplis par les PMA pendant les années 1980 et d'envisager pour les années 1990 l'amélioration du processus de développement,



rappelant

les résolutions C 87 du Congrès de Lausanne 1974, C 37 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 et C 66 du Congrès de Hamburg 1984,

reconnaissant

l'importance du rôle des services postaux dans le développement des PMA et les graves insuffisances de la poste dans la plupart de ces pays,

tenant compte

de la nécessité de renforcer les services postaux dans les PMA,

*invite*

- les pays les moins avancés à mobiliser toutes les ressources humaines, financières et matérielles disponibles sur place et à tirer le meilleur profit possible de l'aide qui leur est fournie dans le secteur postal;
- les Unions restreintes à accroître l'assistance fournie aux PMA,

*charge*

le Conseil exécutif:

- de prendre les mesures voulues afin que l'Union puisse continuer d'apporter une aide au développement des services postaux des PMA;
- de consacrer aux pays de cette catégorie une part aussi importante que possible des ressources de l'UPU;
- de suivre de façon continue l'évolution de la situation générale de la poste dans les PMA et de présenter à ce sujet un rapport au prochain Congrès,

*charge*

le Directeur général du Bureau international:

- de continuer à accorder une attention prioritaire plus marquée aux besoins postaux des Administrations des PMA;
- de proposer au Conseil exécutif un programme d'activité fondé sur les secteurs prioritaires et les besoins spécifiques des pays considérés;
- d'aider les pays de cette catégorie à préparer et à présenter aux réunions des tables rondes des projets postaux pouvant susciter l'intérêt des donateurs et des bailleurs de fonds;
- de continuer à intervenir auprès du PNUD et des autres organismes de financement pour faire aboutir les demandes d'aide en vue de la réalisation des projets postaux en faveur des PMA.

(Proposition 018, Commission 9, 5<sup>e</sup> séance)

## Résolution C 29/1989

### Principes à souligner en matière d'activités d'assistance technique de l'UPU

Le Congrès,

considérant

que les ressources des Pays-membres de l'UPU devraient être utilisées de la façon la plus rentable quand il s'agit de recruter des consultants/experts pour effectuer des missions dans le cadre de la coopération technique,

considérant par ailleurs

que la formation d'un seul boursier exige les mêmes contributions que celle de plusieurs boursiers,

notant

qu'il est possible d'améliorer les résultats obtenus dans les domaines susmentionnés,

*demande*

aux pays bénéficiaires d'adopter une politique qui favorise le choix d'homologues locaux, aptes à appuyer les consultants/experts dans leurs travaux et à poursuivre ceux-ci,

*charge*

le Bureau international de procéder au recrutement des consultants/experts comme au placement des boursiers de l'UPU sur la base des principes suivants:

- au moment de recruter des consultants/experts, considérer l'ensemble des compétences des candidats mais donner plus d'importance aux capacités professionnelles et à l'expérience pratique ainsi qu'à l'aptitude à transmettre connaissances et savoir-faire à d'autres personnes;
- tenir compte dans le choix des consultants/experts compétents et qualifiés, riches d'expérience, des candidats originaires des pays en développement;
- accorder plus de temps aux Administrations pour choisir leurs candidats;
- informer le plus rapidement possible les candidats de la décision prise afin de soutenir leur intérêt;
- assurer le suivi des conclusions contenues dans les rapports des consultants/experts afin que celles-ci soient mises en œuvre le plus complètement possible;

- privilégier la formation en groupe par rapport aux stages individuels;
- planifier les visites de boursiers en coopération étroite avec l'Administration hôte.

(Proposition 021, Commission 9, 5<sup>e</sup> séance)

## **Recommandation C 30/1989**

### **Délai de réponse aux questionnaires**

Le Congrès,

considérant

le rôle particulièrement important des questionnaires dans la collecte des données requises dans le cadre des études menées par voie d'enquête par les divers organes de l'Union et pour la publication des recueils et statistiques édités par le Bureau international,

vu

qu'il est indispensable que les renseignements fournis par les Administrations postales en réponse aux questionnaires soient aussi fiables et complets que possible pour assurer le bon résultat et l'efficacité des études et publications concernées,

reconnaissant

que les Administrations postales des Pays-membres doivent disposer de suffisamment de temps – variant entre un mois pour les questionnaires simples et trois mois s'il s'agit de questionnaires complexes (temps net compté de la date de réception des questionnaires jusqu'à celle de leur renvoi) – pour être à même de fournir des réponses valables aux questionnaires,

*invite*

- les organes permanents de l'Union à tenir compte des temps minimaux susmentionnés lors de l'établissement du calendrier de leurs activités chaque fois qu'il peut s'avérer nécessaire d'avoir recours à la méthode du questionnaire pour demander des renseignements à une partie ou à l'ensemble des Administrations postales des Pays-membres;
- les Pays-membres de l'Union à respecter les délais fixés dans les questionnaires,

*charge*

le Bureau international de veiller à ce que les délais de réponse aux questionnaires soient fixés en conformité avec les desiderata décrits dans la présente recommandation.

(Proposition 07, Commission 3, 3<sup>e</sup> séance)

**Décision C 38/1989**

**Admission de la presse au Débat général**

Le Congrès

*décide*

d'admettre la présence des médias lors du Débat général du XX<sup>e</sup> Congrès en qualité d'auditeurs et sans droit d'intervention.

(Proposition 022, 3<sup>e</sup> séance plénière)

**Décision C 39/1989**

**Vice-présidences du XX<sup>e</sup> Congrès**

Le Congrès

*décide*

d'approuver la liste ci-après des Pays-membres désignés par le CE comme étant susceptibles d'assumer les vice-présidences du Congrès:

- Chine (Rép. pop.);
- France;
- URSS;
- Zambie.

(Proposition 023, 1<sup>re</sup> séance plénière)

**Décision C 40/1989****Présidence et vice-présidences des Commissions du XX<sup>e</sup> Congrès**

Le Congrès

*décide*

d'approuver la liste ci-après des Pays-membres désignés par le CE comme étant susceptibles d'assumer la présidence et les vice-présidences des Commissions du Congrès:

<i>Commission</i>	<i>Présidence</i>	<i>Vice-présidences</i>
1. Vérification des pouvoirs	Argentine	Nigéria Portugal Syrienne (Rép. arabe)
2. Finances	Japon	Bolivie Turquie Zaïre
3. Affaires générales	Suisse	Mexique Sri Lanka Togo
4. Poste aux lettres – Réglementation	Finlande	Cameroun Pakistan Vénézuéla
5. Poste aux lettres – Tarification et rémunération	Inde	Ghana Italie Tchécoslovaquie
6. Poste aérienne	Nouvelle-Zélande	Barbade Irlande Pologne (Rép. pop.)
7. Colis postaux	Hongrie (Rép.)	Arabie saoudite Bangladesh Pays-Bas
8. Services financiers postaux	Autriche	Chili Gabon Indonésie

---

<i>Commission</i>	<i>Présidence</i>	<i>Vice-présidences</i>
9. Coopération technique	Côte d'Ivoire (Rép.)	Brésil Bulgarie (Rép. pop.) Emirats arabes unis
10. Rédaction	Algérie	Belgique Canada Congo (Rép. pop.)

---

(Proposition 024, 1<sup>re</sup> séance plénière)

### **Décision C 41/1989**

#### **Membres des Commissions restreintes**

Le Congrès

*décide*

d'approuver la liste ci-après des Pays-membres désignés par le CE comme étant susceptibles d'être membres des Commissions restreintes suivantes:

#### *Commission 1 (Vérification des pouvoirs)*

Présidence: Argentine

Vice-présidences: Nigéria, Portugal, Syrienne (Rép. arabe)

Membres: Amérique (Etats-Unis), Centrafrique, Islande, Kenya, Kuwait, Singapour, Ukraine

#### *Commission 10 (Rédaction)*

Présidence: Algérie

Vice-présidences: Belgique, Canada, Congo (Rép. pop.)

Membres: Amérique (Etats-Unis), Bénin, Espagne, France, Luxembourg, Madagascar, Sénégal, Suisse

(Proposition 025/Rev 1, 1<sup>re</sup> séance plénière)

**Décision C 42/1989**

**Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité  
du Conseil exécutif 1984–1989**

Le Congrès

*décide*

d'approuver le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1984–1989.

(Congrès – Doc 16, 3<sup>e</sup> séance plénière)

**Décision C 43/1989**

**Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité  
du Conseil consultatif des études postales 1984–1989**

Le Congrès

*décide*

d'approuver le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1984–1989.

(Congrès – Doc 17, 4<sup>e</sup> séance plénière)

**Décision C 44/1989**

**Approbation du Rapport  
du Directeur général du Bureau international 1985–1989**

Le Congrès

*décide*

d'approuver le Rapport du Directeur général du Bureau international 1985–1989.

(Congrès – Doc 18, 5<sup>e</sup> séance plénière)

### **Décision C 45/1989**

#### **Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales**

Le Congrès

*décide*

- d'approuver le Rapport du Directeur général sur les relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales;
- d'inviter le Directeur général du Bureau international à:
  - a) maintenir les relations avec l'ONU et d'autres organisations internationales;
  - b) continuer à suivre l'évolution des questions évoquées dans le Rapport;
  - c) prendre les mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de l'Union et de ses membres, compte tenu d'instructions éventuelles du Conseil exécutif;
  - d) en rendre compte chaque année, dans une mesure appropriée, au Conseil exécutif.

(Congrès – Doc 22, 5<sup>e</sup> séance plénière)

### **Décision C 48/1989**

#### **Institution d'un débat général**

Le Congrès

*décide*

- de prévoir, dans le cadre des travaux de chaque Congrès, la tenue d'un débat général sur une ou plusieurs questions d'actualité concernant la poste;
- qu'à l'issue de ce débat une résolution soit adoptée fixant des orientations générales pour la période quinquennale suivante,



*charge*

le Conseil exécutif de choisir le ou les thèmes de ce débat en tenant compte des préoccupations de la majorité des Administrations postales et de prendre les dispositions nécessaires pour en assurer le déroulement dans les meilleures conditions d'efficacité,

*charge en outre*

le Bureau international d'organiser ledit débat en collaboration avec le pays hôte du Congrès.

(Proposition 011, 10<sup>e</sup> séance plénière)

**Décision C 49/1989**

**Lieu du XXI<sup>e</sup> Congrès postal universel**

Le Congrès

*décide*

d'accepter l'invitation du Ministère des communications de la République de Corée de tenir le XXI<sup>e</sup> Congrès dans ce pays en 1994.

(Congrès – Doc 74, 10<sup>e</sup> séance plénière)

**Décision C 50/1989**

**Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées**

Le Congrès

*décide*

- d'approuver le Rapport du Directeur général sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées;

- de prendre acte des efforts déployés par l'UPU pour venir en aide aux réfugiés et aux territoires non autonomes ainsi qu'aux pays nouvellement indépendants et aux pays les moins avancés (PMA);
- de recommander la poursuite de la pratique suivie jusqu'ici et l'intensification des mesures prises au cours de ces dernières années ainsi que d'accorder une attention particulière aux possibilités d'assistance concrète au peuple namibien, notamment durant la période de transition et immédiatement après l'indépendance.

(Congrès – Doc 23 et Add 1, 10<sup>e</sup> séance plénière)

### **Vœu C 53/1989**

#### **Représentation des membres du Conseil exécutif**

Le Congrès,

se référant

à l'article 102, paragraphe 4, du Règlement général de l'Union postale universelle selon lequel le représentant de chacun des membres du Conseil exécutif «doit être un fonctionnaire qualifié de l'Administration postale»,

considérant

que le Conseil exécutif a été investi de pouvoirs plus étendus (nouvelles compétences législatives, initiative d'actions),

désirant

que, dans un souci de célérité, les délégués au CE puissent engager leurs Administrations sur la base des documents qui leur sont présentés et à la lumière des échanges de vues pendant la session,

souhaitant

que le niveau général de la représentation des membres du Conseil exécutif soit le plus élevé possible,

*émet le vœu*

que les délégations aux séances du Conseil exécutif soient effectivement dirigées dans toute la mesure possible et au moins pendant les séances plénières par les responsables des Administrations postales.

(Proposition 09, Commission 3, 3<sup>e</sup> séance)

## Résolution C 60/1989

### Liquidation des comptes arriérés de l'ancien régime de financement

Le Congrès,

vu

les changements apportés depuis 1980 au système de financement de l'Union,

vu

les sommes non encore remboursées au Gouvernement suisse pour la période antérieure à cette date,

vu

les facilités de remboursement consenties par la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro,

conscient

des obligations de l'Union dans ce domaine,

*décide*

- 1° de rembourser globalement au Gouvernement suisse les avances faites au titre de l'ancien régime de financement et dues au 31 décembre 1990, intérêts moratoires compris<sup>1</sup>;
- 2° de prélever les sommes nécessaires sur le Fonds de réserve;
- 3° de faire figurer les arriérés en question dans le Compte de provision du Fonds de réserve,

*invite*

tous les Pays-membres concernés par ces arriérés à faire diligence pour rembourser les sommes dues dans les meilleurs délais; dans le cas où leur situation financière ne leur permettrait pas de s'en acquitter rapidement, à communiquer au Directeur général du Bureau international un plan de remboursement par annuités,

<sup>1</sup> Au cours du Congrès de Washington, le Gouvernement suisse a décidé de renoncer à ce remboursement par l'UPU, à la condition que la somme encore due au 31 décembre 1990 soit affectée au Fonds spécial UPU et au Fonds des activités spéciales.

*charge*

le Conseil exécutif de prendre toutes les initiatives qu'il jugera nécessaires pour obtenir dans les meilleurs délais le règlement desdits arriérés et de donner, le cas échéant, des directives au Directeur général du Bureau international pour accélérer ces remboursements,

*saisit cette occasion*

pour exprimer au Gouvernement suisse ses remerciements pour les avances de trésorerie qu'il a assurées pendant tant d'années et pour le moratoire qu'il a consenti, afin d'atténuer les effets du changement du régime de financement de l'UPU.

(Proposition 03, Commission 3, 6<sup>e</sup> séance)

**Résolution C 61/1989**

**Assainissement des comptes arriérés de toute nature**

Le Congrès,

vu

l'état des comptes arriérés,

considérant

qu'il est dans l'intérêt de l'Union et de ses Pays-membres d'assainir les finances de l'Union,

*prie instamment*

les Pays-membres qui ont des comptes arriérés de tout mettre en œuvre pour liquider ceux-ci dans les meilleurs délais et leur rappelle à cet effet qu'ils peuvent recourir au système de compensation du Bureau international conformément à la recommandation C 36 du Congrès de Hambourg 1984,

*informe*

les Pays-membres qui ont d'importants comptes arriérés qu'ils pourront être rangés dans la classe de contribution inférieure à la leur, durant la période de remboursement, s'ils s'engagent à amortir leurs dettes envers l'Union selon un plan agréé par le Conseil exécutif,

*décide*

de transférer sur un compte spécial les débiteurs qui feront l'objet d'un arrangement particulier dans le sens précité,

*charge*

le Directeur général du Bureau international de négocier avec les pays qui ont les plus forts arriérés des projets d'arrangements qui seront soumis à l'approbation du Conseil exécutif,

*charge*

le Conseil exécutif d'approuver les plans d'amortissement qui auront été négociés par le Bureau international avec les pays qui ont de gros comptes arriérés en tenant compte à la fois de la situation économique des pays concernés et des intérêts de l'Union,

*invite*

le Conseil exécutif:

- 1° à prendre toutes les mesures utiles pour faciliter l'application de la présente résolution;
- 2° à faire rapport au prochain Congrès sur les résultats obtenus par la présente résolution.

(Proposition 04, Commission 3, 6<sup>e</sup> séance)

## **Résolution C 62/1989**

### **Hymne mondial de la poste**

Le Congrès,

considérant

qu'il est nécessaire de pousser plus avant les actions visant à rassembler en une identité plus large le personnel postal du territoire de l'UPU,

estimant

que cette action contribuera de façon sensible, sinon décisive, à consolider l'identification des postiers à leur institution et à se rapprocher du but qui consiste à affermir et à proclamer les postulats fondamentaux de la poste: sécurité, rapidité et régularité,

*charge*

le Conseil exécutif d'examiner, en collaboration avec le Bureau international, la possibilité de mettre au concours la composition des paroles et de la musique d'un hymne mondial de la poste.

(Proposition 014, Commission 3, 6<sup>e</sup> séance)

**Résolution C 67/1989**

**Renforcement des activités prioritaires de l'Union**

Le Congrès,

préoccupé  
par le niveau des dépenses de l'Union,

estimant  
nécessaire de renforcer d'urgence les activités prioritaires visant à  
l'amélioration de la qualité du service postal international,

convaincu  
qu'en vue de développer les activités prioritaires d'autres activités devraient  
être réduites ou supprimées par le Conseil exécutif, dûment habilité à cet  
effet par le Congrès,

notant  
que les limites des dépenses récurrentes des années 1991 à 1995 qu'il a  
fixées à l'article 124 du Règlement général tiennent encore compte des  
activités qui pourraient être réduites ou supprimées,

*charge*

le Conseil exécutif de procéder avec diligence à un examen critique de  
l'ensemble des activités de l'Union aux fins:

- a) d'identifier les activités à abandonner, à réduire ou à mettre en veilleuse;
- b) d'examiner l'opportunité de supprimer certaines publications, listes ou recueils et d'adopter une forme de présentation plus économique de la revue «Union Postale»;
- c) d'amender en conséquence les dispositions des Règlements d'exécution et de suspendre jusqu'au prochain Congrès l'application de l'article 117 du Règlement général, de sorte que la revue «Union Postale» puisse être publiée sous une présentation plus économique pour l'Union,

*charge également*

le Conseil exécutif:

- a) de diminuer les limites des dépenses des années 1991 à 1995 en y retranchant le coût des activités qui auront été réduites, abandonnées ou mises en veilleuse;
- b) d'arrêter le budget de l'Union dans le cadre des limites des dépenses ainsi revisées,

*charge en outre*

le Directeur général du Bureau international de:

- a) poursuivre ses efforts de rationalisation des méthodes de travail et d'apporter tout son appui à ce redéploiement des tâches de l'Union en vue d'intensifier les activités de soutien aux Administrations;
- b) mettre en œuvre des mesures nouvelles en matière de ressources humaines, y compris le recours circonstancié à des engagements à terme pour les activités spéciales et pour les activités prioritaires existantes menées au sein de l'Union,

*incite*

les Pays-membres à collaborer activement à l'examen critique et à la réorientation des activités de l'Union, tout particulièrement en appuyant le recours à des engagements à terme. Cet appui impliquerait qu'un fonctionnaire acceptant un engagement à terme au Bureau international retrouverait dans son Administration postale un poste au moins équivalent à celui qu'il occupait lors de son acceptation de l'engagement à terme en cause.

(Congrès – Doc 19/Annexe 11/Rev, Commission 2, 2<sup>e</sup> séance)

**Décision C 81/1989**

**Entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington 1989**

Le Congrès

*décide*

de fixer la date d'entrée en vigueur des Actes du XX<sup>e</sup> Congrès au 1<sup>er</sup> janvier 1991.

(Proposition 08, 11<sup>e</sup> séance plénière)

## Résolution C 91/1989

### Programme général d'action de Washington

Le Congrès,

vu

le Débat général de Washington organisé le 16 novembre 1989 sur le thème «Pour mieux servir la clientèle – Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste»,

considérant

- le développement et la diversification du marché des communications et des échanges commerciaux;
- l'incidence de la déréglementation en matière de transport et de communications et la réduction du monopole postal dans de nombreux Pays-membres;
- l'intensification de la concurrence sur les marchés postaux;
- la nécessité impérieuse de parvenir à une meilleure connaissance du marché dans sa composition, ses groupes de clients, ainsi que des services offerts;
- la nécessité de s'adapter rapidement à l'évolution de l'offre et de la demande de services sur les plans commercial et technique;
- l'importance d'assurer une gestion plus commerciale pour pouvoir maintenir et améliorer la qualité des services traditionnels qui ont manifestement un caractère public,

tenant compte

- de tous les aspects de la Déclaration de Hamburg et en particulier l'action consistant à sensibiliser les gouvernements et les usagers à la nécessité de faire de la poste une entreprise dynamique qui contribue à la bonne marche de l'activité économique et de la doter des moyens structurels et financiers nécessaires à sa transformation;
- des décisions prises par les différentes conférences régionales, notamment celles des ministres et des directeurs généraux;
- de la nécessité d'agir, au plan international, comme une seule et même entreprise postale sous réserve de la loi applicable en matière de concurrence,

*approuve*

le Programme général d'action de Washington ci-joint,



*lance un appel pressant*

aux gouvernements pour qu'ils dotent la poste d'un statut juridique et d'un système de gestion modernes lui garantissant une autonomie appropriée et des moyens humains et financiers adéquats fondés sur la notion de rentabilité,

*exhorte*

les Administrations à tout mettre en œuvre pour:

- 1° atteindre les objectifs prioritaires ci-après:
  - a) obtenir de leur gouvernement et mettre en œuvre le statut juridique et le système de gestion leur permettant de disposer des moyens humains et financiers nécessaires à la conduite d'une entreprise dynamique;
  - b) mieux connaître le marché et assurer le suivi de la concurrence en vue d'accroître la compétitivité des produits de la poste;
  - c) répondre de façon plus adéquate aux besoins des clients sous l'angle des systèmes tarifaires, de la qualité de service, de la gamme des prestations offertes et du service à la clientèle;
  - d) renforcer la poste internationale sous l'angle de la solidarité, de la législation mieux adaptée, de normes de service, ainsi que des activités de soutien et de coopération technique;
- 2° collaborer au sein de l'UPU pour fournir de manière coordonnée des prestations postales de haute qualité;
- 3° réaliser sans tarder les actions contenues dans le Programme général d'action de Washington, compte tenu des priorités et du calendrier fixés par les organes de l'Union;
- 4° assurer un suivi constant et procéder à une appréciation périodique du degré de réalisation du programme d'action, et en rendre compte périodiquement au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Bureau international,

*invite*

les Unions restreintes:

- 1° à tenir largement compte du Programme général d'action de Washington dans leur programme de développement postal;
- 2° à instituer des priorités à leur niveau;
- 3° à communiquer au Bureau international les renseignements relatifs à leurs initiatives et aux résultats obtenus dans la mise en œuvre du programme d'action,

*charge*

le Conseil exécutif (CE), le Conseil consultatif des études postales (CCEP) et le Bureau international:

- de prendre sans tarder, dans le cadre de leurs compétences, des mesures appropriées pour atteindre les objectifs fixés et réaliser les actions contenues dans le Programme général d'action de Washington;
- d'assurer le suivi de l'application du programme d'action, notamment à l'occasion des réunions du Comité de coordination;
- de faire rapport au prochain Congrès sur les résultats et les expériences obtenus;
- de soumettre des propositions pertinentes au prochain Congrès.

(Congrès – Doc 48.2, 13<sup>e</sup> séance plénière)

*Annexe 1*

## **XX<sup>e</sup> Congrès de l'UPU – Washington 1989**

### **PROGRAMME GÉNÉRAL D'ACTION DE WASHINGTON**

#### **I. Principaux objectifs**

Le Congrès de Washington, conscient du fait que la concurrence sur le marché des communications s'intensifie et que cela nous incite à améliorer l'efficacité afin de nous conformer au désir de notre clientèle d'obtenir des prestations plus fiables et un meilleur rapport qualité/prix, convient que les actions ci-après sont indispensables à la survie de services postaux efficaces:

1. Les gouvernements sont instamment priés de veiller à ce que la poste ait un statut juridique ainsi qu'un système de gestion et de ressources autonomes, ce qui lui est nécessaire pour pouvoir fournir des services postaux efficaces répondant aux besoins de la clientèle.
2. Les Administrations postales doivent créer un état d'esprit axé sur le marché, là où l'utilisateur exige le plus haut rang de priorité; cela doit être pris en considération dans toutes les décisions de principe et dans les dispositions touchant le fonctionnement des services.
3. Concrètement, tous les Pays-membres de l'UPU doivent accorder la plus grande attention à ce que tous les services et produits postaux soient d'excellente qualité, tant sur le plan national que sur le plan international.

4. L'UPU doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour encourager les gouvernements et les Administrations à atteindre ces objectifs, à s'accorder un soutien réciproque et à coopérer pour y parvenir. En termes concrets, c'est là une priorité qui doit occuper une place prépondérante dans les programmes de travail du CE, du CCEP et du Bureau international.

Des actions distinctes visant à atteindre ces objectifs figurent dans la partie III «Objectifs et actions» de ce programme.

## **II. Fixation des rangs de priorité des actions**

Le Congrès est convenu que toutes les actions contenues dans le présent programme d'action sont importantes. Toutefois, les Administrations ne pourront pas toutes les exécuter immédiatement car, pour certaines, les ressources sont limitées et quelques-unes de ces actions ne peuvent être menées à bien que sur une certaine durée.

Dans le choix des activités à entreprendre, les Administrations doivent en premier lieu avoir à l'esprit les objectifs énumérés dans la partie I de ce programme.

Si les Administrations ne disposent pas de ressources suffisantes, il leur est alors indispensable de sensibiliser leur gouvernement sur la nécessité de moderniser et d'améliorer leur statut juridique. Cela peut prendre quelque temps et les Administrations devront peut-être constamment faire pression sur leur gouvernement pour y parvenir.

Il y a cependant des actions que chaque Administration peut rapidement mener à bien et cela à relativement peu de frais, pour contrôler et améliorer la qualité des services de base. Ces actions doivent occuper dans toutes les Administrations le premier rang de priorité. D'autres actions peuvent se dérouler simultanément et parallèlement, en fonction des ressources de chaque Administration.

Il faut surtout que toutes les actions soient centrées sur les deux principes primordiaux suivants:

- répondre aux besoins de la clientèle;
- améliorer la qualité de service.

### III. Objectifs et actions

Objectifs	Actions	Responsabilité <sup>1</sup>
<b>A. Connaissance du marché</b>		
A.1 Parvenir à une meilleure connaissance du marché des communications dans ses différentes composantes: – caractéristiques de tous les segments clés du marché – services offerts – besoins des clients – concurrence	A.1.1 Elaborer et mettre en œuvre un programme de contacts avec les clients et d'études de marché en vue d'obtenir des renseignements suivis sur: – les groupes de clients, leur degré de satisfaction et leurs désirs – les concurrents, leurs parts de marché, leur organisation et leurs méthodes – les tendances du marché	Adm., CCEP, UR
	A.1.2 Intensifier les échanges interadministrations de données tirées d'études de marché et renforcer la coopération entre Administrations en entreprenant des études de marché multilatérales ou régionales	Adm., BI, UR
	A.1.3 Développer la formation des cadres de direction à l'utilisation des données tirées d'études de marché et aux pratiques visant à mieux servir la clientèle	Adm., UR
<b>B. Stratégies commerciales</b>		
B.1 Répondre aux besoins des clients	B.1.1 Elargir la gamme de services et l'adapter aux besoins exprimés par les clients, en particulier l'EMS, le courrier électronique, les colis, les systèmes priorité/non-priorité et les services financiers, à condition que les services soient rentables	Adm.
	B.1.2 Promouvoir les services et produits offerts	Adm.
	B.1.3 Arrêter des politiques commerciales et de marketing et confier à un corps de spécialistes qualifiés le soin de les appliquer	Adm.
B.2 Adopter une politique de services et de tarifs adaptés aux besoins de la clientèle et compte tenu de la situation du marché	B.2.1 Rendre les conditions de service, en régime intérieur et en régime international, plus souples et mieux adaptées à l'évolution des conditions du marché	Adm.

<sup>1</sup> Cette colonne indique les entités responsables des actions. Les abréviations utilisées sont les suivantes:

Adm. Administration  
BI Bureau international  
CC Comité de coordination  
CCEP Conseil consultatif des études postales  
CE Conseil exécutif  
Gvt Gouvernement du Pays-membre  
UR Unions restreintes

Objectifs	Actions	Responsabilité
	B2.2 Créer des services pour répondre à des besoins spécifiques de la clientèle, par exemple le retrait du courrier dans les locaux de l'utilisateur ou la remise directe au destinataire	Adm.
	B2.3 Mettre au point des mesures tarifaires souples, en relation avec les coûts, s'adaptant aux conditions du marché, par exemple des tarifs contractuels pour les gros usagers ou des ristournes en cas de tri préliminaire effectué par l'utilisateur	Adm.
	B2.4 Appliquer entre Administrations des dispositions prévoyant une rémunération/compensation équitable et liée aux coûts	Adm., CE, UR
B.3 Préciser les principes quant à l'attitude à adopter à l'égard de la concurrence	B3.1 Définir l'attitude à adopter à l'égard de la concurrence, compte tenu des orientations et principes précisés, sous réserve de la loi en vigueur en matière de concurrence	Adm., Gvt
B.4 Préciser les contraintes de service public et les compensations correspondantes dans le cadre des missions de la poste	B4.1 Définir les contraintes de service public et les compensations correspondantes sous forme de privilèges ou de dotations financières	Adm., Gvt
B.5 Mettre en œuvre des programmes de relations commerciales avec la clientèle fondés sur la meilleure pratique existante	B5.1 Créer des unités chargées de mieux servir la clientèle et dotées d'un personnel spécialisé, afin de répondre avec rapidité et précision aux demandes et réclamations des usagers	Adm.
	B5.2 Faciliter à la clientèle l'accès aux informations relatives aux services et aux tarifs	Adm.
	B5.3 Affecter un personnel polyvalent spécialement chargé des contacts avec les clients importants (one-stop shopping)	Adm.
	B5.4 Réduire les procédures de type bureaucratique dans les relations avec la clientèle	Adm. BI, CE
<b>C. Qualité de service et stratégies opérationnelles</b>		
C.1 Assurer la surveillance du trafic et contrôler la qualité en vue:	C.1.1 Définir, appliquer et actualiser des normes qui offrent aux clients une qualité de service irréprochable	Adm., BI, CCEP, CE, UR
– d'accélérer les acheminements	C.1.2 Fournir et améliorer d'une manière continue, dans le régime intérieur et international, d'excellents services postaux pour toutes les catégories d'envois pour répondre aux exigences de la clientèle en faveur de prestations fiables, constantes et rentables, afin de protéger l'activité postale de base	Adm.
– de renforcer la sécurité des envois		
– de promouvoir la distribution à domicile		

Objectifs	Actions	Responsabilité
	C1.3 Mettre en œuvre un programme de surveillance du trafic pour détecter les dysfonctionnements et y remédier et instaurer un système de suivi des envois et des dépêches	Adm., CCEP, UR
	C1.4 Assurer, au plan international, la connexion des réseaux d'acheminement et réexaminer constamment la fiabilité des circuits exploités	Adm., BI, CCEP, CE, UR
	C1.5 Accorder la même priorité aux courriers interne et international afin d'appliquer le concept d'une entreprise unique	Adm.
	C1.6 Utiliser de façon optimale tous les moyens de transport rapides en évitant autant que possible l'utilisation systématique de transporteurs non performants	Adm.
	C1.7 Réduire les formalités douanières, les contrôles et les séjours sous douane en utilisant au mieux les comités de contact «Poste/Douane» nationaux et locaux	Adm., Gvt
C.2 Assurer l'utilisation rationnelle des moyens disponibles	C2.1 Maintenir les coûts et les tarifs au niveau de la compétitivité en réduisant les frais généraux et en simplifiant les procédures	Adm.
	C2.2 Utiliser de façon optimale les ressources humaines et l'automatisation	Adm.
	C2.3 Consacrer des moyens financiers et humains propres à l'EMS	Adm.
C.3 Moderniser les systèmes d'exploitation	C3.1 Moderniser les méthodes et instruments d'exploitation	Adm.
	C3.2 Développer les applications télématiques	Adm.
<b>D. Autonomie de gestion</b>		
D.1 Assurer l'autonomie de gestion administrative et financière nécessaire à la gestion de l'entreprise	D1.1 Disposer d'un statut assurant un degré d'autonomie suffisant pour conférer la responsabilité de la gestion des moyens humains et financiers et les possibilités de les obtenir	Adm., Gvt
	D1.2 Disposer, pour le fonctionnement de l'entreprise, de moyens suffisants tirés de fonds propres ou externes	Adm., Gvt
D.2 Procéder à l'assouplissement et à l'adaptation du monopole et de la réglementation nationale et définir une politique tarifaire	D2.1 Disposer d'un statut assurant la protection de certaines catégories de produits selon un monopole défini, adapté aux circonstances, et instaurer un système de contrôle de son application	Adm., Gvt

## Constitution, Règlement général, Autres décisions

Objectifs	Actions	Responsabilité
D.3 Disposer de plans et de politiques d'entreprise à long terme servant de guides aux activités continues	D3.1 Définir les objectifs de base des services postaux	Adm.
	D3.2 Elaborer et mettre en œuvre des plans énonçant des actions clairement définies, assorties d'objectifs, de coûts, d'avantages et de délais quantifiés et mesurables	Adm.
<b>E. Ressources humaines</b>		
E.1 Moderniser le système de recrutement, les conditions d'emploi et la gestion du personnel	E1.1 Recruter et employer le personnel dans les mêmes conditions que celles qui existent dans l'industrie en général	Adm., Gvt
	E1.2 Assurer au personnel une rémunération de niveau comparable à celle des secteurs similaires de l'activité économique du pays ou de la région	Adm., Gvt
	E1.3 Instaurer des mécanismes d'incitation et de motivation, par exemple promotions, primes de productivité	Adm.
	E1.4 S'attacher à établir de bonnes relations avec les syndicats	Adm.
E.2 Adapter la formation aux besoins des utilisateurs en tenant compte, notamment, de la fonction commerciale de la poste	E2.1 Assurer la formation permanente	Adm.
	E2.2 Instaurer un plan de formation ciblée, notamment en matière d'exploitation, de gestion administrative et financière, d'études de marché et de commercialisation	Adm.
E.3 Renforcer le système de communication interne au sein de l'entreprise	E3.1 Instaurer des mécanismes d'information qui font l'objet de soins constants, de manière à modifier les comportements, à créer l'esprit de corps et à renforcer l'adhésion du personnel aux actions entreprises	Adm.
<b>F. Rôle accru des organes permanents de l'UPU</b>		
F.1 Assurer la mise en œuvre du programme d'action compte tenu des pouvoirs accordés et des moyens disponibles	F1.1 Répartir nettement entre le CE, le CCEP et le BI les attributions et les procédures d'exécution et de contrôle du déroulement du programme d'action	CC
	F1.2 Adopter, au plan international, un processus de décision assurant une capacité de réaction rapide	BI, CE, UR
	F1.3 Inciter les Administrations à prendre toutes les mesures nécessaires pour obtenir du gouvernement le statut juridique et l'autonomie de gestion d'entreprise	CE, UR
	F1.4 Créer, auprès du Bureau international, une base de données sur le marché	BI, CCEP, CE

Objectifs	Actions	Responsabilité
F.2 Prendre, selon les besoins, des mesures urgentes dans l'intervalle des Congrès en fonction de l'évolution commerciale et technique et assouplir la législation et la réglementation postale internationale	F2.1 Elaborer et mettre en œuvre des procédures de mesures d'urgence	CE, CCEP
	F2.2 Faire réaliser les tâches de modernisation et d'assouplissement de la législation et de la réglementation postale internationale	CE, CCEP
F.3 Coopération technique: – disposer d'un programme d'assistance technique en matière de formation, d'exploitation, d'activités commerciales et de systèmes de gestion – renforcer et développer la coopération technique	F3.1 Mettre en place un réseau intégré d'échanges d'informations par les moyens télématiques	CE, CCEP
	F3.2 Appuyer et fournir des activités de coopération technique qui visent à aider les Administrations à atteindre les objectifs et à mettre en œuvre les actions du programme d'action	BI, CCEP, CE, UR

### Résolution C 92/1989

#### Approbation des Règlements d'exécution examinés par le Congrès

Le Congrès,

vu

les nouvelles compétences législatives du Conseil exécutif,

tenant compte

de sa résolution C 1 par laquelle il a décidé de mettre immédiatement en vigueur les dispositions relatives aux nouvelles compétences législatives du Conseil exécutif,

*charge*

le Conseil exécutif d'arrêter définitivement les Règlements d'exécution qu'il a examinés, à savoir:

- Convention, Règlement d'exécution;
- Arrangement concernant les colis postaux, Règlement d'exécution;
- Arrangement concernant les mandats de poste, Règlement d'exécution et Protocole final;
- Arrangement concernant le service des chèques postaux, Règlement d'exécution;
- Arrangement concernant les remboursements, Règlement d'exécution.

(Congrès – Doc 88, 16<sup>e</sup> séance plénière)



**Décision C 93/1989**

**Election du Directeur général et du Vice-Directeur général  
du Bureau international de l'Union postale universelle**

Le Congrès,

vu

l'article 108, paragraphe 1, du Règlement général:

- réélit au poste de Directeur général du Bureau international M. Adwaldo Cardoso Botto de Barros (Brésil), Directeur général du Bureau international;
- élit au poste de Vice-Directeur général du Bureau international M. Jaime Ascandoni R. (Espagne), Sous-Directeur général au Bureau international.

La présente décision prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

(Congrès – Doc 41, 8<sup>e</sup> séance plénière)



# Règlement intérieur des Congrès (1)

1) Le Congrès de Vienne 1964 avait chargé le CE d'étudier les méthodes et les moyens par lesquels les travaux des Congrès pourraient être simplifiés et leur marche accélérée, en tenant compte des idées contenues dans la prop. 1002 (II 523, résolution C 10/1964). Parmi les mesures préconisées par le CE, le Congrès de Tokyo 1969 a retenu la création d'un Règl. int. permanent des Congrès qu'il a annexé au Règl. gén. (II 1024 à 1027, 1260 à 1279, 1282 et 1283, Doc 7).

Cependant, lors de l'adoption de ce Règl. int. permanent, le Congrès décida de confier la mise au point de certaines disp. au CE. Le résultat de cette étude a été soumis au Congrès de Lausanne 1974, qui a adopté les prop. qui lui étaient présentées (II 927 et 928, prop. 1719.1, 1721.1, 1721.91, 1723.1, 1726.1 et 1727.1 CE, Doc 4). Bien que le Règl. int. des Congrès soit permanent, chaque Congrès peut le modifier dans les conditions énoncées à l'art. 28.

## Sommaire

### Art.

1. Dispositions générales
2. Délégations
3. Pouvoirs des délégués
4. Ordre des places
5. Observateurs
6. Doyen du Congrès
7. Présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions
8. Bureau du Congrès
9. Membres des Commissions
10. Groupes de travail
11. Secrétariat du Congrès et des Commissions
12. Langues de délibération
13. Langues de rédaction des documents du Congrès
14. Propositions
15. Examen des propositions en Congrès et Commissions
16. Délibérations
17. Motions d'ordre et motions de procédure
18. **Quorum**
19. **Principe et** procédure de vote
20. Conditions d'approbation des propositions
21. Election des membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales
22. Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international
23. Procès-verbaux
24. Approbation par le Congrès des projets de décisions (Actes, résolutions, etc.)

- 25. Attribution des études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales
- 26. Réserves aux Actes
- 27. Signature des Actes
- 28. Modifications au Règlement

#### Article premier Dispositions générales

Le présent Règlement intérieur, ci-après dénommé le «Règlement», est établi en application des Actes de l'Union et leur est subordonné. En cas de divergence entre l'une de ses dispositions et une disposition des Actes, cette dernière fait autorité.

#### Article 2 Délégations (1)

1. Le terme «délégation» s'entend de la personne ou de l'ensemble des personnes désignées par un Pays-membre pour participer au Congrès. La délégation se compose d'un Chef de délégation ainsi que, le cas échéant, d'un suppléant du Chef de délégation, d'un ou de plusieurs délégués et, éventuellement, d'un ou de plusieurs fonctionnaires attachés (y compris experts, secrétaires, etc.).

2. Les Chefs de délégation, leurs suppléants ainsi que les délégués sont les représentants des Pays-membres au sens de l'article 14, paragraphe 2, de la Constitution s'ils sont munis de pouvoirs répondant aux conditions fixées à l'article 3 du présent Règlement.

3. Les fonctionnaires attachés sont admis aux séances et ont le droit de participer aux délibérations, mais ils n'ont pas, en principe, le droit de vote. Toutefois, ils peuvent être autorisés par leur Chef de délégation à voter au nom de leur pays dans les séances des Commissions. De telles autorisations doivent être remises par écrit avant le début de la séance au Président de la Commission intéressée. (2)

---

1) V. annot. 3 à l'art. 14 de la Const. et annot. 5 à 8 à l'art. 101 du Règl. gén.

2) Cette disp., modifiée par le Congrès de Hambourg 1984, tient compte du fait que, généralement, deux Comm. du Congrès siègent simultanément dans deux salles différentes et que certains pays ne sont représentés au Congrès que par un seul délégué muni des pouvoirs lui permettant de prendre part aux délibérations.

### Article 3

#### Pouvoirs des délégués

1. Les pouvoirs des délégués doivent être signés par le Chef de l'Etat ou par le Chef du Gouvernement ou par le Ministre des affaires étrangères du pays intéressé. Ils doivent être libellés en bonne et due forme. (1) Les pouvoirs des délégués habilités à signer les Actes (plénipotentiaires) doivent indiquer la portée de cette signature (signature sous réserve de ratification ou d'approbation, signature «ad referendum», signature définitive). En l'absence d'une telle précision, la signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation. Les pouvoirs autorisant à signer les Actes comprennent implicitement le droit de délibérer et de voter. Les délégués auxquels les autorités compétentes ont conféré les pleins pouvoirs sans en préciser la portée sont autorisés à délibérer, à voter et à signer les Actes, à moins que le contraire ne ressorte explicitement du libellé des pouvoirs. (2)

2. Les pouvoirs doivent être déposés dès l'ouverture du Congrès auprès de l'autorité désignée à cette fin. (3)

3. Les délégués non munis de pouvoirs ou qui n'auront pas déposé leurs pouvoirs peuvent, s'ils ont été annoncés par leur Gouvernement au Gouvernement du pays invitant, prendre part aux délibérations et voter dès l'instant où ils commencent à participer aux travaux du Congrès. Il en est de même pour ceux dont les pouvoirs sont reconnus comme étant entachés d'irrégularités. Ces délégués ne seront plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès aura approuvé le **dernier** rapport de la Commission de vérification des pouvoirs constatant que leurs pouvoirs font défaut ou sont irréguliers et aussi longtemps que la situation n'est pas régularisée. **Le dernier rapport doit être approuvé par le Congrès avant les élections autres que celle du Président du Congrès et avant l'approbation des projets d'Actes.** (4)

4. Les pouvoirs d'un Pays-membre qui se fait représenter au Congrès par la délégation d'un autre Pays-membre (procuration) doivent revêtir la même forme que ceux qui sont mentionnés au paragraphe 1.

5. Les pouvoirs et les procurations adressés par télégramme ne sont pas admis. En revanche, sont acceptés les télégrammes répondant à une demande d'information relative à une question de pouvoirs.

6. Une délégation qui, après avoir déposé ses pouvoirs, est empêchée d'assister à une ou plusieurs séances a la faculté de se faire représenter par la délégation d'un autre pays, à la condition d'en donner avis par écrit au Président de la réunion intéressée. Toutefois, une délégation ne peut représenter qu'un seul pays autre que le sien.

**7. Les délégués des Pays-membres qui ne sont pas parties à un Arrangement peuvent prendre part, sans droit de vote, aux délibérations du Congrès concernant cet Arrangement. (5)**

- 
- 1) Le Congrès de Vienne 1964 a adopté un vœu (II 647) aux termes duquel le BI est invité à transmettre aux Pays-membres et en temps opportun une formule indiquant les conditions auxquelles les pleins pouvoirs doivent répondre pour être reconnus en bonne et due forme.
  - 2) Antérieurement au Congrès de Hambourg 1984, le Règl. int. des Congrès prévoyait que les pouvoirs des délégués ne comportant pas expressément le pouvoir de signature donnaient simplement le droit de voter; mais, pour tenir compte de la Convention de Vienne sur le droit des traités et d'une pratique de plus en plus généralisée, les Congrès de Tokyo 1969, de Lausanne 1974 et de Rio de Janeiro 1979 avaient assoupli cette règle en décidant que les pouvoirs donnant les pleins pouvoirs aux délégués sans préciser la portée de ceux-ci comportaient implicitement le pouvoir de signature. Le Congrès de Hambourg 1984 a entériné cette pratique (II 45, prop. 1703.1 CE).
  - 3) En règle générale, les pleins pouvoirs sont déposés auprès du Secrétariat de la Comm. de vérification des pouvoirs.
  - 4) Texte introduit par le Congrès de Washington 1989 pour faire apparaître clairement que les délégués dont les pouvoirs font défaut ou sont entachés d'irrégularités ne sont plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès a approuvé le dernier rapp. de la Comm. de vérification des pouvoirs, étant entendu que cette approbation doit avoir lieu avant toute élection et avant l'approbation des projets d'Actes.
  - 5) V. annot. 3 à l'art. 9.

## Article 4

### Ordre des places

1. Aux séances du Congrès et des Commissions, les délégations sont rangées d'après l'ordre alphabétique français des Pays-membres représentés.
2. Le Président du Conseil exécutif tire au sort, en temps opportun, le nom du pays qui prendra place en tête devant la tribune présidentielle, lors des séances du Congrès et des Commissions. (1)

- 
- 1) Antérieurement au Congrès de Tokyo 1969, les délégations étaient placées selon l'ordre alphabétique de leur pays et en commençant par la lettre A à partir de la tribune présidentielle. Cette nouv. pratique a été adoptée afin d'éviter que ce soient toujours les mêmes délégations qui siègent au fond des salles de conf. Lorsque deux salles sont utilisées pour les séances du Congrès et des Comm., l'ordre des places est le même dans chacune d'elles.

## Article 5

### Observateurs (1) (2) (3)

1. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies peuvent participer aux délibérations du Congrès.
2. Les observateurs des organisations internationales intergouvernementales sont admis aux séances du Congrès ou de ses Commissions lorsque sont discutées des questions intéressant ces organisations. Dans les mêmes cas, les observateurs des organisations internationales non gouvernementales **peuvent être** admis aux séances des Commissions **si la Commission concernée y consent**. (4)
3. Sont également admis comme observateurs les représentants qualifiés des Unions restreintes établies conformément à l'article 8, paragraphe 1, de la Constitution lorsqu'elles en expriment le désir. (5)
4. Les observateurs dont il est question aux paragraphes 1 à 3 prennent part aux délibérations sans droit de vote.

---

1) Jusqu'au Congrès de Paris 1947, les organismes étrangers au service postal n'étaient pas admis aux réunions de l'UPU. A partir de ce Congrès, l'ONU et différentes organisations internationales intergouvernementales ont participé aux Congrès en qualité d'observateurs. Avec l'entrée en vigueur de l'Accord ONU/UPU, le 1<sup>er</sup> juillet 1948, l'ONU est devenue observateur de droit aux réunions de l'UPU. Cette disp. découle de l'art. II, par. 1, de l'Accord ONU/UPU, v. p. 279.

Le Congrès de Lausanne 1974 a également admis comme observateurs de droit au sein du Congrès les mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou par la Ligue des Etats arabes (II 974 à 978, résolution C 3/1974) et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) (II 931 à 933, décision C 92/1974). Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a accepté à son tour la Ligue des Etats arabes, en qualité d'observateur, à toutes les réunions des organes de l'UPU (II 1163 à 1166, 1231 et 1232, résolution C 7/1979).

2) Jusqu'au Congrès de Vienne 1964, c'était le Congrès lui-même qui décidait, lors de l'adoption de son Règl. int., ceux qu'il désirait inviter à participer à ses travaux. Cette pratique présentait un inconvénient du fait que les invitations ne pouvaient être envoyées qu'après le début du Congrès. Elle fut modifiée par le Congrès de Vienne 1964, qui a chargé le CE de désigner en temps utile les organisations internationales intergouvernementales qui doivent être invitées à se faire représenter au Congrès, les invitations étant envoyées par le Directeur général du BI. Le Congrès de Hambourg 1984 a étendu cette compétence du CE aux organisations internationales non gouvernementales (art. 102, par. 6.17, du Règl. gén.) en précisant que ces dernières peuvent uniquement participer aux travaux des Comm. du Congrès, comme l'indique la présente disp. (II 300, prop. 1705.1).

3) Une prop. visant à admettre les pays non membres de l'UPU comme observateurs au Congrès a été rejetée par le Congrès de Tokyo 1969 (II 882 à 888). Il en a été de même au Congrès de Lausanne 1974 (II 929 et 930, prop. 1705.1/Rev).

4) Le Congrès de Washington 1989 a posé des conditions à l'admission des organisations internationales non gouvernementales aux réunions des Comm. (II 63 et 64, prop. 1705.1/Rev 1).

5) C'est au Congrès de Bruxelles 1952 que les Unions restreintes ont été admises comme observateurs dans les organes de l'Union. V. annot. 8 à l'art. 8 de la Const.

## Article 6

### Doyen du Congrès

1. L'Administration postale du pays siège du Congrès suggère la désignation du Doyen du Congrès d'entente avec le Bureau international. Le Conseil exécutif procède, en temps opportun, à l'adoption de cette désignation. (1)

2. A l'ouverture de la première séance plénière de chaque Congrès, le Doyen assume la présidence du Congrès jusqu'à ce que celui-ci ait élu son Président. Au surplus, il exerce les fonctions qui lui sont attribuées par le présent Règlement. (2)

---

1) Antérieurement au Congrès de Tokyo 1969, le Doyen était désigné par l'Adm. invitante, d'entente avec le BI. Sans déroger à cette pratique, le Congrès a voulu faire sanctionner ce choix par le CE.

2) La première phrase du par. 2 consacre la fonction traditionnelle du Doyen. Antérieurement au Congrès de Hambourg 1984, le Doyen proposait au Congrès les Pays-membres qui étaient pressentis pour la présidence et les vice-présidences du Congrès ainsi que pour les diverses présidences et vice-présidences des Comm. Ces fonctions, à l'exception de la présidence du Congrès, ont été transférées au CE à la suite de l'étude sur l'organisation, le fonctionnement et les méthodes de travail du Congrès (Congrès de Hambourg 1984, II 300, 306 et 322, prop. 1707.1/ Rev 1, Doc 85; v. aussi art. 7, par. 1).

## Article 7

### Présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions

1. Dans sa première séance plénière, le Congrès élit, sur proposition du Doyen, le Président du Congrès, (1) puis approuve, sur proposition du Conseil exécutif, la désignation des Pays-membres qui assumeront les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions. Ces fonctions sont attribuées en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres. (2)

2. Les Présidents ouvrent et clôturent les séances qu'ils président, dirigent les discussions, donnent la parole aux orateurs, mettent aux voix les propositions et indiquent la majorité requise pour les votes, proclament les décisions et, sous réserve de l'approbation du Congrès, donnent éventuellement une interprétation de ces décisions.



3. Les Présidents veillent au respect du présent Règlement et au maintien de l'ordre au cours des séances.

4. Toute délégation peut en appeler, devant le Congrès ou la Commission, d'une décision prise par le Président de ceux-ci sur la base d'une disposition du Règlement ou d'une interprétation de celui-ci; la décision du Président reste toutefois valable si elle n'est pas annulée par la majorité des membres présents et votant.

5. Si le Pays-membre chargé de la présidence n'est plus en mesure d'assurer cette fonction, l'un des Vice-Présidents est désigné par le Congrès ou par la Commission pour le remplacer.

---

1) Conformément à une tradition qui remonte aux origines de l'Union, la présidence du Congrès est confiée au pays hôte.

2) Cet art. a été modifié au Congrès de Hamburg 1984 à la suite de l'étude entreprise par le CE sur l'organisation, le fonctionnement et les méthodes de travail du Congrès; v. également annot. 2 à l'art. 6.

## Article 8

### Bureau du Congrès

1. Le Bureau est l'organe central chargé de diriger les travaux du Congrès. Il est composé du Président et des Vice-Présidents du Congrès ainsi que des Présidents des Commissions. Il se réunit périodiquement pour examiner le déroulement des travaux du Congrès et de ses Commissions et pour formuler des recommandations tendant à favoriser ce déroulement. Il aide le Président à élaborer l'ordre du jour de chaque séance plénière et à coordonner les travaux des Commissions. Il fait des recommandations relatives à la clôture du Congrès. (1)

2. Le Secrétaire général du Congrès et le Secrétaire général adjoint mentionnés à l'article 11, paragraphe 1, assistent aux réunions du Bureau.

---

1) Le Bureau est présidé par le Président du Congrès.

## Article 9

### Membres des Commissions

1. Les Pays-membres représentés au Congrès sont, de droit, membres des Commissions chargées de l'examen des propositions relatives à la Constitution, au Règlement général, à la Convention et au Règlement d'exécution de celle-ci. (1)

2. Les Pays-membres représentés au Congrès qui sont parties à un ou plusieurs des Arrangements facultatifs sont de droit membres de la ou des Commissions chargées de la revision de ces Arrangements. Le droit de vote des membres de cette ou de ces Commissions est limité à l'Arrangement ou aux Arrangements auxquels ils sont parties.

3. Les délégations qui ne sont pas membres des Commissions traitant des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution ont la faculté d'assister aux séances de celles-ci et de prendre part aux délibérations sans droit de vote. (2)

---

1) Depuis le Congrès de Tokyo 1969, tous les Pays-membres représentés au Congrès sont admis comme membres de droit de la Comm. des finances (II 892), alors qu'auparavant la composition de cette Comm. était restreinte (v. entre autres art. 8, par. 4, du Règl. int. du Congrès de Vienne 1964). Par contre, le nombre des membres de la Comm. de vérification des pouvoirs et celui de la Comm. de rédaction sont limités respectivement à onze et douze membres. La Comm. 2 (Finances) ayant rencontré certaines difficultés du fait que le quorum n'était pas toujours atteint, le Congrès de Lausanne 1974 a chargé le CE d'étudier les mesures à prendre pour permettre à cette Comm. de remplir efficacement son mandat. Après l'examen de cette question, le CE a été d'avis de ne pas proposer au Congrès de Rio de Janeiro 1979 de modifier la procédure actuelle concernant le fonctionnement de la Comm. des finances du Congrès, mais il a chargé le BI de prendre des mesures pratiques pour éviter le renouvellement des difficultés rencontrées (décision CE 6/1976).

2) Suivant une disp. qui remonte au Congrès de Vienne 1891 (p. 368) et qui a été reprise dans le Règl. int. des Congrès postérieurs jusqu'à celui de Vienne 1964 (v. art. 2, par. 6, du Règl. int. de ce Congrès), les délégués des pays qui ne participent pas à un Arr. étaient «admis à voter s'ils déclaraient être chargés par leur Gouvernement de signer cet Arrangement». Cette disp. n'a pas été reprise dans le Règl. int. permanent, d'une part parce qu'elle était en opposition avec l'art. relatif aux conditions d'approbation des prop. concernant chaque Arr. et en vertu duquel lesdites prop. «doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement» et, d'autre part, parce que le Règl. int. des Congrès est subordonné aux disp. des Actes (art. 1) (v. aussi art. 3, par. 7).

## Article 10

### Groupes de travail

Chaque Commission peut constituer des groupes de travail pour l'étude de questions spéciales.

## Article 11

### Secrétariat du Congrès et des Commissions

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international assument respectivement les fonctions de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint du Congrès. (1)

2. Le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint assistent aux séances du Congrès et du Bureau du Congrès, où ils prennent part aux délibérations sans droit de vote. Ils peuvent aussi, dans les mêmes conditions, assister aux séances des Commissions ou s'y faire représenter par un fonctionnaire supérieur du Bureau international.

3. Les travaux du Secrétariat du Congrès, du Bureau du Congrès et des Commissions sont assurés par le personnel du Bureau international en collaboration avec l'Administration du pays invitant. (2)

4. Les fonctionnaires supérieurs du Bureau international assument les fonctions de Secrétaires du Congrès, du Bureau du Congrès et des Commissions. Ils assistent le Président pendant les séances et sont responsables de la rédaction des procès-verbaux ou des rapports.

5. Les Secrétaires du Congrès et des Commissions sont assistés par des Secrétaires adjoints.

6. Des rapporteurs possédant la langue française sont chargés de la rédaction des procès-verbaux du Congrès et des Commissions. (3)

---

1) V. art. 109, par. 2.5, du Règl. gén.

2) L'organisation et le fonctionnement d'un Congrès sont en fait assurés par deux secrétariats. L'un, composé par le personnel du BI, s'occupe de l'organisation, du fonctionnement et du secrétariat proprement dit du Congrès, l'autre, constitué par les agents mis à la disposition par l'Adm. du pays invitant, s'occupe des questions matérielles liées à la tenue d'un Congrès (locaux, machines, reproduction des doc, hôtels, excursions, etc.). La collaboration et la répartition des tâches entre ces deux secrétariats sont précisées dans un accord passé entre le BI et le pays invitant.

3) V. également art. 23.

## Article 12

### Langues de délibération

1. Sous réserve du paragraphe 2, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises pour les délibérations moyennant un système d'interprétation simultanée ou consécutive. (1)

2. Les délibérations de la Commission de rédaction ont lieu en langue française. (2)

3. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations indiquées au paragraphe 1. (3) La langue du pays hôte jouit d'un droit de

priorité à cet égard. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées au paragraphe 1, soit par le système d'interprétation simultanée, lorsque des modifications d'ordre technique peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.

4. Les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont à la charge de l'Union. (4)

5. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. (5)

---

1) Disp. reprise de l'art. 107, par. 9, du Règl. gén. V. également annot. 15 à cet art.

2) Du fait que les Actes officiels de l'UPU sont rédigés en français, langue officielle de l'Union, les membres de la Comm. de rédaction sont choisis parmi les délégations qui disposent de membres possédant cette langue.

3) Au Congrès de Washington 1989, les langues allemande, arabe, chinoise, italienne, japonaise et portugaise ont été utilisées en plus des langues énumérées au par. 1.

4) V. annot. 18 à l'art. 107 du Règl. gén.

5) V. art. 107, par. 7, du Règl. gén.

### Article 13

#### Langues de rédaction des documents du Congrès (1) (2)

1. Les documents élaborés pendant le Congrès, y compris les projets de décisions soumis à l'approbation du Congrès, sont publiés en langue française par le Secrétariat du Congrès.

2. A cet effet, les documents provenant des délégations des Pays-membres doivent être présentés dans cette langue, soit directement, soit par l'intermédiaire des services de traduction adjoints au Secrétariat du Congrès.

3. Ces services, organisés à leurs frais par les groupes linguistiques constitués selon les dispositions correspondantes du Règlement général, peuvent aussi traduire des documents du Congrès dans leurs langues respectives. (3)

---

1) Le mot «documents» doit être pris ici dans un sens très large. Il désigne non seulement ce qui est publié sous la cote Congrès – Doc, mais également les prop., les procès-verbaux, les projets de décisions, etc.

2) Pour la publication des doc, le Congrès de Lausanne 1974 a adopté un nouv. régime (v. annot. 1 et 2 à l'art. 107 du Règl. gén.). Ce nouv. régime s'applique également aux doc du Congrès.

3) Au Congrès de Washington 1989, des services de traduction ont fonctionné pour les langues anglaise, arabe, espagnole, portugaise et russe.

## Article 14

### Propositions

1. Toutes les questions portées devant le Congrès font l'objet de propositions. (1)

2. Toutes les propositions publiées par le Bureau international avant l'ouverture du Congrès sont considérées comme soumises au Congrès.

3. Deux mois avant l'ouverture du Congrès, aucune proposition ne sera prise en considération, sauf celles qui tendent à l'amendement de propositions antérieures. (2)

4. Est considérée comme amendement toute proposition de modification qui, sans altérer le fond de la proposition, comporte une suppression, une addition à une partie de la proposition originale ou la révision d'une partie de cette proposition. Aucune proposition de modification ne sera considérée comme un amendement si elle est incompatible avec le sens ou l'intention de la proposition originale. Dans les cas douteux, il incombe au Congrès ou à la Commission de trancher la question. (3)

5. Les amendements présentés en Congrès au sujet de propositions déjà faites doivent être remis par écrit en langue française (4) au Secrétariat avant midi l'avant-veille du jour de leur mise en délibération de façon à pouvoir être distribués le même jour aux délégués. Ce délai ne s'applique pas aux amendements résultant directement des discussions en Congrès ou en Commission. Dans ce dernier cas, si cela est demandé, l'auteur de l'amendement doit présenter son texte par écrit en langue française ou, en cas de difficulté, en toute autre langue de débat. Le Président intéressé en donnera ou en fera donner lecture. (5)

6. La procédure prévue au paragraphe 5 s'applique également à la présentation des propositions ne visant pas à modifier le texte des Actes (projets de résolution, de recommandation, de vœu, etc.). (6)

7. Toute proposition ou amendement doit revêtir la forme définitive du texte à introduire dans les Actes de l'Union, sous réserve bien entendu de mise au point par la Commission de rédaction.

- 1) Le mot «propositions» a un sens très général. Il comprend aussi bien les prop. de modification des Actes que les projets de résolution, de recommandation, de vœu, etc.
- 2) La clôture du délai de présentation des prop. deux mois avant l'ouverture du Congrès a été introduite au Congrès de Hambourg 1984 (prop. 1715.1); v. art. 119, par. 1, du Règl. gén. et annot. 5 y relative.
- 3) Le texte du par. 4 tente de donner une définition aussi précise que possible de l'amendement pour éviter les contestations qui ont lieu parfois au sujet des prop. présentées en dehors des délais et que leurs auteurs cherchent à faire considérer comme des amendements pour les rendre recevables. Le Congrès de Hambourg 1984 a apporté certaines précisions au texte antérieur (prop. 1715.1).
- 4) V. annot. 2 à l'art. 13.
- 5) Bien que le français soit la langue officielle, les Congrès ont admis que les amendements résultant directement des discussions puissent être présentés dans une langue de débat autre que le français, lorsque la rédaction du texte dans cette dernière langue présente des difficultés pour l'auteur de l'amendement.
- 6) Ce par. vise les projets de résolution, de recommandation, de vœu, etc., qui résultent des travaux du Congrès. Par conséquent, il ne peut en aucun cas être interprété dans le sens que des prop. ne modifiant pas les Actes peuvent être introduites après l'ouverture du Congrès, car il serait en contradiction avec l'art. 119 du Règl. gén.

### Article 15

#### Examen des propositions en Congrès et Commissions (1) (2) (3)

1. Les propositions d'ordre rédactionnel (dont le numéro est suivi de la lettre R) sont attribuées à la Commission de rédaction soit directement si, de la part du Bureau international, il n'y a aucun doute quant à leur nature (une liste en est établie par le Bureau international à l'intention de la Commission de rédaction), soit si, de l'avis du Bureau international, il y a doute sur leur nature, après que les autres Commissions en ont confirmé la nature purement rédactionnelle (une liste en est aussi établie à l'intention des Commissions intéressées). Toutefois, si de telles propositions sont liées à d'autres propositions de fond à traiter par le Congrès ou par d'autres Commissions, la Commission de rédaction n'en aborde l'étude qu'après que le Congrès ou les autres Commissions se sont prononcés à l'égard des propositions de fond correspondantes. Les propositions dont le numéro n'est pas suivi de la lettre R, mais qui, de l'avis du Bureau international, sont des propositions d'ordre rédactionnel, sont déferées directement aux Commissions qui s'occupent des propositions de fond correspondantes. Ces Commissions décident, dès l'ouverture de leurs travaux, lesquelles de ces propositions seront attribuées directement à la Commission de rédaction. Une liste de ces propositions est établie par le Bureau international à l'intention des Commissions en cause.

**2. En principe, les propositions de modification des Règlements d'exécution qui sont la conséquence de propositions de modification de la Convention et des Arrangements sont traitées par la Commission concernée, à moins que celle-ci ne décide de leur renvoi au Conseil exécutif sur proposition de son Président ou d'une délégation. Si ce renvoi fait l'objet d'une objection, le Président soumet immédiatement la question à un vote de procédure.**

**3. En revanche, les propositions de modification des Règlements d'exécution qui ne sont pas la conséquence de propositions de modification de la Convention et des Arrangements sont renvoyées au Conseil exécutif, à moins que la Commission ne décide de leur traitement en Congrès sur proposition de son Président ou d'une délégation. Si une telle proposition fait l'objet d'une objection, le Président soumet immédiatement la question à un vote de procédure.**

**4. Si une même question fait l'objet de plusieurs propositions, le Président décide de leur ordre de discussion en commençant, en principe, par la proposition qui s'éloigne le plus du texte de base et qui comporte le changement le plus profond par rapport au statu quo.**

**5. Si une proposition peut être subdivisée en plusieurs parties, chacune d'elles peut, avec l'accord de l'auteur de la proposition ou de l'assemblée, être examinée et mise aux voix séparément.**

**6. Toute proposition retirée en Congrès ou en Commission par son auteur peut être reprise par la délégation d'un autre Pays-membre. (4) De même, si un amendement à une proposition est accepté par l'auteur de celle-ci, une autre délégation peut reprendre la proposition originale non amendée.**

**7. Tout amendement à une proposition, accepté par la délégation qui présente cette proposition, est aussitôt incorporé dans le texte de la proposition. Si l'auteur de la proposition originale n'accepte pas un amendement, le Président décide si l'on doit voter d'abord sur l'amendement ou sur la proposition, en partant du libellé qui s'écarte le plus du sens ou de l'intention du texte de base et qui entraîne le changement le plus profond par rapport au statu quo.**

**8. La procédure décrite au paragraphe 7 s'applique également lorsqu'il est présenté plusieurs amendements à une même proposition. (5)**

**9. Le Président du Congrès et les Présidents des Commissions font remettre à la Commission de rédaction, après chaque séance, le texte écrit des propositions, amendements ou décisions adoptés.**

**10. Au terme de leurs travaux, les Commissions établissent, au sujet des Règlements d'exécution qui les concernent, une résolution en deux parties qui comportent:**

- 1° les numéros des propositions renvoyées au Conseil exécutif pour examen;**
- 2° les numéros des propositions renvoyées au Conseil exécutif pour examen avec des directives du Congrès.**

**Quant aux propositions de modification des Règlements d'exécution qui ont été adoptées par une Commission et transmises ensuite à la Commission de rédaction, elles font l'objet d'une résolution comprenant en annexe le texte définitif des propositions retenues. (5)**

---

1) La plupart des prop. sont examinées tout d'abord par les Comm. que le Congrès crée à cet effet; puis les décisions prises dans ce cadre sont soumises à l'approbation des séances plénières. Au début de ses travaux, le Congrès décide quelles sont les prop. qui seront traitées directement en séance plénière, ou confiées à telle Comm. plutôt qu'à telle autre, ou traitées conjointement par plusieurs Comm. (Congrès de Washington 1989, Doc 35/Rev 1). Pour les appels, v. art. 24.

2) Antérieurement au Congrès de Lausanne 1974, toute prop. présentée par une seule Adm. devait, pour être mise en délibération, être appuyée par au moins une autre délégation. Cette procédure faisait inutilement perdre du temps du fait qu'il se présentait presque toujours une autre délégation pour appuyer une prop. d'un pays. Aussi, le Congrès de Lausanne 1974 a supprimé cette disp. (II 927, prop. 1716.1 CE).

3) Les par. 2, 3 et 10 ont été introduits par le Congrès de Washington 1989 à la suite de sa décision de donner au CE la compétence formelle pour arrêter les Règl.

4) Cette disp. autorise tout Pays-membre qui est partie à un Acte concerné par une prop. à reprendre cette prop. si elle est retirée par son auteur, même dans le cas où le Pays-membre ne figure pas parmi ceux qui ont appuyé ladite prop. avant son retrait.

5) Le texte des par. 6, 7 et 8 a été complété et précisé par le Congrès de Hambourg 1984 à la suite de l'étude sur l'organisation, le fonctionnement et les méthodes de travail du Congrès (II 46, prop. 1716.1, 1716.2 et 1716.3).

## Article 16

### Délibérations

1. Les délégués ne peuvent prendre la parole qu'après avoir été autorisés par le Président de la réunion. Il leur est recommandé de parler sans hâte et distinctement. Le Président doit laisser aux délégués la possibilité d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion, pour autant que cela soit compatible avec le déroulement normal des délibérations.

2. Sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents et votant, les discours ne peuvent excéder cinq minutes. Le Président est



autorisé à interrompre tout orateur qui dépasse ledit temps de parole. Il peut aussi inviter le délégué à ne pas s'écarter du sujet.

3. Au cours d'un débat, le Président peut, avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, déclarer close la liste des orateurs après en avoir donné lecture. Lorsque la liste est épuisée, il prononce la clôture du débat, sous réserve d'accorder à l'auteur de la proposition en discussion, même après la clôture de la liste, le droit de répondre à tout discours prononcé.

4. Le Président peut aussi, avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, limiter le nombre des interventions d'une même délégation sur une proposition ou un groupe de propositions déterminé, la possibilité devant cependant être accordée à l'auteur de la proposition d'introduire celle-ci et d'intervenir ultérieurement, s'il le demande, pour apporter des éléments nouveaux en réponse aux interventions des autres délégations, de telle façon qu'il puisse avoir la parole en dernier lieu s'il la demande.

5. Avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, le Président peut limiter le nombre des interventions sur une proposition ou un groupe de propositions déterminé; cette limitation ne peut être inférieure à cinq pour et cinq contre la proposition en discussion.

#### Article 17

##### Motions d'ordre et motions de procédure (1)

1. Au cours de la discussion de toute question et même, le cas échéant, après la clôture du débat, une délégation peut soulever une motion d'ordre à l'effet de demander:

- des éclaircissements sur le déroulement des débats;
- le respect du Règlement intérieur;
- la modification de l'ordre de discussion des propositions suggéré par le Président.

La motion d'ordre a la priorité sur toutes les questions, y compris les motions de procédure mentionnées au paragraphe 3.

2. Le Président donne immédiatement les précisions désirées ou prend la décision qu'il juge opportune au sujet de la motion d'ordre. En cas d'objection, la décision du Président est aussitôt mise aux voix.

3. En outre, au cours de la discussion d'une question, une délégation peut introduire une motion de procédure ayant pour objet de proposer:

- a) la suspension de la séance;
- b) la levée de la séance;

- c) l'ajournement du débat sur la question en discussion;
- d) la clôture du débat sur la question en discussion.

Les motions de procédure ont la priorité, dans l'ordre établi ci-dessus, sur toutes les autres propositions, hormis les motions d'ordre visées au paragraphe 1.

4. Les motions tendant à la suspension ou à la levée de la séance ne sont pas discutées, mais immédiatement mises aux voix.

5. Lorsqu'une délégation propose l'ajournement ou la clôture du débat sur une question en discussion, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à l'ajournement ou à la clôture du débat, après quoi la motion est mise aux voix.

6. La délégation qui présente une motion d'ordre ou de procédure ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion. L'auteur d'une motion de procédure peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix et toute motion de l'espèce, amendée ou non, qui serait retirée peut être reprise par une autre délégation.

---

1) La distinction entre motions d'ordre et motions de procédure a été introduite par le Congrès de Hambourg 1984 à la suite de l'étude sur l'organisation, le fonctionnement et les méthodes de travail du Congrès (prop. 1718.1/Rev 2). A l'origine de cette prop., il y a d'abord l'emploi abusif que certaines délégations faisaient des motions d'ordre pour se faire entendre en priorité sur le fond du problème en discussion, mais il y a aussi l'imprécision du texte antérieur qui ouvrait la porte à toutes les interprétations et, partant, à tous les abus.

## Article 18

### Quorum (1)

1. **Sous réserve des paragraphes 2 et 3, le quorum nécessaire pour l'ouverture des séances et pour les votations est constitué par la moitié des Pays-membres représentés au Congrès et ayant droit de vote. (2)**

2. **Au moment des votes sur la modification de la Constitution et du Règlement général, le quorum exigé est constitué par les deux tiers des Pays-membres de l'Union.**

3. **En ce qui concerne les Arrangements et leurs Règlements d'exécution, le quorum exigé pour l'ouverture des séances et pour les votations est constitué par la moitié des Pays-membres représentés au Congrès qui sont parties à l'Arrangement dont il s'agit et qui ont droit de vote.**

**4. Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent ne pas vouloir y participer ne sont pas considérées comme absentes en vue de la détermination du quorum exigé aux paragraphes 1, 2 et 3.**

---

1) La rédaction des art. 18, 19 et 20 a été remaniée par le Congrès de Washington 1989 (II 64, prop. 1718.1, 1719.1 et 1720.1).

2) Le Règl. int. adopté par le Congrès de Tokyo 1969 prévoyait un quorum plus rigoureux en ce qui concernait la Const. et le Règl. gén. Cette restriction a été supprimée par le Congrès de Lausanne 1974 afin de permettre au Congrès de débattre n'importe quelle question, même si la prise d'une décision exige une majorité qualifiée (II 927, prop. 1719.1 CE).

## Article 19

### Principe et procédure de vote (1)

**1. Les questions qui ne peuvent être réglées d'un commun accord sont tranchées par votation.**

2. Les votes ont lieu par le système traditionnel ou par le dispositif électronique de votation. Ils sont en principe effectués par le dispositif électronique lorsque celui-ci est à la disposition de l'assemblée. Toutefois, pour un vote secret, le recours au système traditionnel peut avoir lieu si la demande présentée dans ce sens par une délégation est appuyée par la majorité des délégations présentes et votant.

3. Pour le système traditionnel, les procédures de vote sont les suivantes:

- a) à main levée: si le résultat d'un tel vote donne lieu à des doutes, le Président peut, à son gré ou à la demande d'une délégation, faire procéder immédiatement à un vote par appel nominal sur la même question;
- b) par appel nominal: sur demande d'une délégation ou au gré du Président. L'appel se fait en suivant l'ordre alphabétique français des pays représentés en commençant par le pays dont le nom est tiré au sort par le Président. Le résultat du vote, avec la liste des pays par nature de vote, est consigné au procès-verbal de la séance;
- c) au scrutin secret: par bulletin de vote sur demande de deux délégations. Le Président de la réunion désigne en ce cas trois scrutateurs et prend les mesures nécessaires pour assurer le secret du vote.

4. Par le dispositif électronique, les procédures de vote sont les suivantes:

- a) vote non enregistré: il remplace un vote à main levée;
- b) vote enregistré: il remplace un vote par appel nominal; toutefois, il n'est pas procédé à l'appel des noms des pays, sauf si une délégation

le demande et si cette proposition est appuyée par la majorité des délégations présentes et votant;

c) vote secret: il remplace un scrutin secret par bulletins de vote.

5. Quel que soit le système utilisé, le vote au scrutin secret a priorité sur toute autre procédure de vote.

6. Quand un vote est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre relative à la manière suivant laquelle s'effectue le vote.

7. Après le vote, le Président peut autoriser les délégués à expliquer leur vote.

---

1) V. annot. 1 à l'art. 18.

## Article 20

### Conditions d'approbation des propositions (1)

1. Pour être adoptées, les propositions visant à la modification des Actes doivent être approuvées:

- a) pour la Constitution: par les deux tiers au moins des Pays-membres de **l'Union**;
- b) pour le Règlement général: par la majorité des Pays-membres représentés au **Congrès**;
- c) pour la Convention et son Règlement d'exécution: par la majorité des Pays-membres présents et votant;
- d) pour les Arrangements et leurs Règlements d'exécution: par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties aux Arrangements.

2. Les questions de procédure qui ne peuvent être résolues d'un commun accord sont décidées par la majorité des Pays-membres présents et votant. Il en est de même pour des décisions ne concernant pas la modification des Actes, à moins que le Congrès n'en décide autrement à la majorité des Pays-membres présents et votant.

3. Sous réserve **du paragraphe 5**, par Pays-membres présents et votant, il faut entendre les Pays-membres votant «pour» ou «contre», les abstentions n'étant pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité, de même d'ailleurs que les bulletins blancs ou nuls en cas de vote au scrutin secret.

4. En cas d'égalité des suffrages, la proposition est considérée comme rejetée.

**5. Lorsque le nombre d'abstentions et de bulletins blancs ou nuls dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), l'examen de la question est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions ainsi que les bulletins blancs ou nuls n'entreront plus en ligne de compte. (2)**

---

1) V. annot. 1 à l'art. 18.

2) Les abstentions dont il est question sont les abstentions manifestées formellement sur le bulletin de vote ou par pression sur le bouton correspondant. On distingue les abstentions des non-participations à un vote qui, elles, n'entrent pas en considération.

#### Article 21

Election des membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales (1)

En vue de départager les pays ayant obtenu le même nombre de voix aux élections des membres du Conseil exécutif ou du Conseil consultatif des études postales, le Président procède au tirage au sort.

---

1) Cet art. a été introduit par le Congrès de Lausanne 1974 du fait qu'il n'existait aucune disp. dans les Actes fixant la procédure à appliquer pour départager les pays qui, lors de l'élection au CE et au CCEP, obtenaient le même nombre de voix (II 927, prop. 1721.91 CE).

#### Article 22

Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international (1)

1. Les élections du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international ont lieu au scrutin secret successivement à une ou à plusieurs séances se tenant le même jour. Est élu le candidat qui obtient la majorité des suffrages exprimés par les Pays-membres présents et votant. Il est procédé à autant de scrutins qu'il est nécessaire pour qu'un candidat obtienne cette majorité.

2. Sont considérés comme Pays-membres présents et votant ceux qui votent pour l'un des candidats régulièrement annoncés, les abstentions n'étant pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité, de même que les bulletins blancs ou nuls.

3. Lorsque le nombre d'abstentions et de bulletins blancs ou nuls dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés conformément au paragraphe 2, l'élection est renvoyée à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions ainsi que les bulletins blancs ou nuls n'entreront plus en ligne de compte.

4. Le candidat qui, à un tour de scrutin, a obtenu le moins de voix est éliminé.

5. En cas d'égalité des voix, il est procédé à un premier, voire à un second scrutin supplémentaire, pour tenter de départager les candidats ex aequo, le vote portant uniquement sur ces candidats. Si le résultat est négatif, le sort décide. Le tirage au sort est opéré par le Président.

---

1) Cet art. a été inséré par le Congrès de Rio de Janeiro 1979. Il introduit dans le Règl. int. des Congrès les disp. de la résolution C 14/1974 du Congrès de Lausanne, qui réglait la procédure d'élection du DG et du VDG du BI (II 1160, prop. 1722.91 CE).

## Article 23

### Procès-verbaux

1. Les procès-verbaux des séances du Congrès et des Commissions reproduisent la marche des séances, résument brièvement les interventions, mentionnent les propositions et le résultat des délibérations. Des procès-verbaux sont établis pour les séances plénières et des procès-verbaux sommaires pour les séances de Commissions.

2. Les procès-verbaux des séances d'une Commission peuvent être remplacés par des rapports (1) à l'intention du Congrès si le Conseil exécutif en décide ainsi. En règle générale, les Groupes de travail établissent un rapport à l'intention de l'organe qui les a créés.

3. Toutefois, chaque délégué a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso au procès-verbal ou au rapport de toute déclaration faite par lui, à la condition d'en remettre le texte français (2) au Secrétariat deux heures au plus tard après la fin de la séance.

4. A partir du moment où l'épreuve du procès-verbal ou du rapport a été distribuée, les délégués disposent d'un délai de vingt-quatre heures pour présenter leurs observations au Secrétariat qui, le cas échéant, sert d'intermédiaire entre l'intéressé et le Président de la séance en question.

5. En règle générale et sous réserve du paragraphe 4, au début des séances du Congrès, le Président soumet à l'approbation le procès-verbal

d'une séance précédente. Il en est de même pour les Commissions dont les délibérations font l'objet d'un procès-verbal ou d'un rapport. Les procès-verbaux ou les rapports des dernières séances qui n'auraient pu être approuvés en Congrès ou en Commission sont approuvés par les Présidents respectifs de ces réunions. Le Bureau international tiendra compte également des observations éventuelles que les délégués des Pays-membres lui communiqueront dans un délai de quarante jours après l'envoi desdits procès-verbaux.

6. Le Bureau international est autorisé à rectifier dans les procès-verbaux ou les rapports des séances du Congrès et des Commissions les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de leur approbation conformément au paragraphe 5.

---

1) De tels rapp. ont été établis au Congrès de Washington 1989 pour toutes les Comm., sauf pour la Comm. 3 (Affaires générales).

2) V. annot. 2 à l'art. 13.

## Article 24

Approbation par le Congrès des projets de décisions (Actes, résolutions, etc.)

1. En règle générale, (1) chaque projet d'Acte présenté par la Commission de rédaction est examiné article par article. Il ne peut être considéré comme adopté qu'après un vote d'ensemble favorable. L'article 20, paragraphe 1, est applicable à ce vote.

2. Au cours de cet examen, chaque délégation peut reprendre une proposition qui a été adoptée ou rejetée en Commission. L'appel concernant de telles propositions est subordonné à la condition que la délégation en ait informé par écrit le Président du Congrès au moins un jour avant la séance où la disposition visée du projet d'Acte sera soumise à l'approbation du Congrès.

3. Toutefois, il est toujours possible, si le Président le juge opportun pour la suite des travaux du Congrès, de procéder à l'examen des appels avant l'examen des projets d'Actes présentés par la Commission de rédaction.

4. Lorsqu'une proposition a été adoptée ou rejetée par le Congrès, elle ne peut être examinée à nouveau par le même Congrès que si l'appel a été appuyé par au moins dix délégations et approuvé à la majorité des deux tiers des membres présents et votant. Cette faculté se limite aux propositions soumises directement aux séances plénières, étant entendu qu'une même question ne peut donner lieu à plus d'un appel. (2)

5. Le Bureau international est autorisé à rectifier dans les Actes définitifs les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de l'examen des projets d'Actes, le numérotage des articles et des paragraphes ainsi que les références.

6. Les paragraphes 2 à 5 sont également applicables aux projets de décisions autres que les projets d'Actes (résolutions, vœux, etc.).

---

1) Puisqu'il s'agit d'une règle générale, le Président peut, avec l'accord de la majorité, suivre une procédure plus rapide, p. ex. examen chapitre par chapitre.

2) Ce par. a été ajouté par le Congrès de Lausanne 1974 (II 927, prop. 1723.1 CE). La nouv. disp. donne au Congrès la possibilité de revenir sur une décision qui aurait été prise à la hâte.

## Article 25

Attribution des études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales (1)

Sur recommandation de son Bureau, le Congrès attribue, de la manière suivante, les études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales, en tenant compte de la composition et des compétences respectives de ces deux organes:

- a) en principe, au Conseil exécutif, lorsqu'elles concernent la structure, l'organisation et l'administration générale de l'Union. Il en va de même des questions ayant des incidences financières importantes (taxes, frais de transit, taux de base du transport aérien, quotes-parts des colis postaux, etc.) et pouvant entraîner une modification des Actes;
- b) au Conseil consultatif des études postales, lorsque ces études portent sur des problèmes techniques, d'exploitation, économiques et de coopération technique.

---

1) Cet art. a été inséré par le Congrès de Hambourg 1984. Il introduit dans le Règl. int. des Congrès les disp. de la résolution C 4/1979 du Congrès de Rio de Janeiro, qui réglait la procédure pendant le Congrès pour attribuer les études au CE ou au CCEP (II 54, prop. 1725.91).

## Article 26

Réserves aux Actes

Les réserves doivent être présentées par écrit en langue française (propositions relatives au Protocole final) de manière à pouvoir être examinées par le Congrès avant la signature des Actes.



## Article 27

### Signature des Actes

Les Actes définitivement approuvés par le Congrès sont soumis à la signature des Plénipotentiaires.

## Article 28

### Modifications au Règlement

1. Chaque Congrès peut modifier (1) (2) le Règlement intérieur. Pour être mises en délibération, les propositions de modification au présent Règlement, à moins qu'elles ne soient présentées par un organe de l'UPU habilité à introduire des propositions, doivent être appuyées en Congrès par au moins dix délégations.

2. Pour être adoptées, les propositions de modification au présent Règlement doivent être approuvées par les deux tiers au moins des Pays-membres représentés au Congrès.

---

1) Dans le Règl. int. adopté au Congrès de Tokyo 1969, on distinguait les compléments des modifications à apporter audit Règl., les uns et les autres étant soumis à des conditions d'approbation différentes.

Par sa résolution C 31/1969, le Congrès de Tokyo avait chargé le CE de définir ces notions de «compléments» et de «modifications». Au terme de son étude, le CE a estimé qu'il était extrêmement difficile de trouver un critère de distinction entre ces deux notions. Aussi il a proposé au Congrès de Lausanne 1974 de supprimer le terme «compléments», prop. qui a été adoptée (II 927, prop. 1726.1 et 1727.1 CE).

2) Les prop. de modification du Règl. int. peuvent être introduites à tout moment, c'est-à-dire même au cours du Congrès (art. 119, par. 5, du Règl. gén.).



# Règlement intérieur du Conseil exécutif (1)

---

1) Adopté le 16 mai 1990 (CE 1990 – Doc 3 et Add 1 et 2, PV 1).

## Sommaire

- Art.
1. But et attributions du Conseil exécutif
  2. Membres du Conseil
  3. Observateurs de droit
  4. Invités
  5. Présidences et vice-présidences
  6. **Comité directeur**
  7. **Secrétariat** général
  8. Sessions
  9. Ordre des places
  10. Ordre du jour
  11. Examen de propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la modification **de la Convention ou des Arrangements**
  12. **Revision des Règlements d'exécution**
  13. **Réserves aux Règlements d'exécution révisés par le Conseil exécutif**
  14. Commissions, Groupes de travail, Comités de contact **et Inter-groupes**
  15. Incidences financières des propositions formulées par les Commissions
  16. Questions urgentes soulevées entre deux sessions
  17. Langues
  18. Quorum
  19. Votations
  20. Motions d'ordre et motions de procédure
  21. Remise en discussion de propositions
  22. Election et remplacement du Vice-Directeur général
  23. Nomination et promotion des fonctionnaires au grade de Sous-Directeur général (D 2)
  24. Procès-verbaux et rapports
  25. Remboursement des frais de voyage aux représentants des membres et aux invités du Conseil et de ses organes
  26. Mise en vigueur

## Article premier

### But et attributions du Conseil exécutif

Le Conseil exécutif, désigné ci-après par le «Conseil», a pour mission d'assurer, entre deux Congrès, la continuité des travaux de l'Union, conformément aux dispositions des Actes de l'Union, **et d'arrêter ou de modifier les Règlements d'exécution de la Convention et des Arrangements**. Ses attributions découlent notamment de l'article 102 du Règlement général et des décisions du Congrès.

## Article 2

### Membres du Conseil

1. Le Conseil se compose d'un Président et de trente-neuf membres élus par le Congrès selon l'article 102, paragraphe 3, du Règlement général.
2. Le représentant de chacun des membres du Conseil est désigné par l'Administration postale intéressée selon l'article 102, paragraphe 4, du Règlement général. Ce représentant peut être accompagné d'un ou de plusieurs autres fonctionnaires également habilités à prendre part aux discussions et à voter. (1)

---

1) Les diplomates et les représentants des missions permanentes peuvent participer aux travaux du CE, mais uniquement en qualité d'observateurs. Par conséquent, s'ils sont seuls pour représenter un Pays-membre, celui-ci ne peut participer aux votes (v. annot. 13 à l'art. 102 du Règl. gén.).

## Article 3

### Observateurs de droit (1)

1. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies sont invités à assister et à participer aux délibérations du Conseil.
2. Le Président du Conseil consultatif des études postales représente celui-ci aux séances du Conseil exécutif à l'ordre du jour desquelles figurent des questions relatives à l'organe qu'il dirige. Il peut en outre, ainsi que le Vice-Président et les Présidents des Commissions du Conseil consultatif des études postales, assister aux réunions du Conseil exécutif en qualité d'observateur s'il en exprime le désir.
3. Les Unions restreintes peuvent envoyer des observateurs aux réunions du Conseil.

4. La Ligue des Etats arabes et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sont admises en qualité d'observateurs aux travaux du Conseil.

5. Les observateurs visés aux paragraphes 1 à 4 n'ont pas le droit de vote, mais ils peuvent prendre la parole avec l'autorisation du Président.

6. Les observateurs de droit peuvent également participer aux réunions des Commissions et des Groupes de travail, moyennant préavis oral ou écrit donné au Président de l'organe intéressé.

---

1) Par sa résolution C 16/1974, le Congrès de Lausanne a chargé le CE de faire une étude sur l'admission des observateurs aux réunions de cet organe et de ses Comm. Le résultat de cette étude a été publié dans le Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE 1974–1979, ch. 59 (Doc 1).

#### Article 4 Invités (1)

1. Les institutions spécialisées de l'ONU peuvent être invitées par le Secrétaire général à assister aux sessions du Conseil.

2. **Le Président du Conseil est autorisé à inviter aux réunions de celui-ci, après consultation du Secrétaire général et, le cas échéant, du Président de la Commission concernée,** tout organisme international ou toute personne qualifiée lorsqu'il estime que cela est dans l'intérêt de l'Union ou des travaux du CE. Il peut également inviter dans les mêmes conditions une ou plusieurs Administrations postales des Pays-membres intéressées à des questions prévues à son ordre du jour. (2)

3. Les invités ne peuvent participer aux réunions des Groupes de travail que s'ils y ont été formellement autorisés.

4. Les invités n'ont pas le droit de vote, mais ils peuvent prendre la parole après autorisation du Président.

---

1) A la demande du Congrès de Lausanne 1974, le CE a fait une étude sur l'admission des observateurs aux réunions de cet organe et de ses Comm. Le résultat de cette étude a été publié dans le Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE 1974–1979, ch. 59 (Doc 1).

2) Afin de ne pas perdre une année, la compétence pour décider d'une invitation est déléguée au Président du Conseil.

## Article 5

### Présidences et vice-présidences

1. La présidence du Conseil est dévolue de droit au pays hôte du Congrès. Si ce pays se désiste, il devient membre de droit et le Conseil élit à la présidence un des membres appartenant au groupe géographique dont fait partie le pays hôte. Au cours de sa première réunion, le Conseil élit, sur la base d'une répartition géographique équitable, les quatre Vice-Présidents, ainsi que les Présidents et Vice-Présidents des Commissions.

2. Le Président convoque le Conseil, dirige les délibérations et, compte tenu des remarques éventuellement formulées, fait approuver les procès-verbaux des séances précédentes. Il a, en outre, la direction générale des travaux et de l'activité du Conseil. En cas d'empêchement, il est remplacé par un des Vice-Présidents qui est désigné par tirage au sort.

3. Conformément à l'article 104, paragraphe 7, du Règlement général, le Président du Conseil donne son accord au sujet du lieu et de la date des réunions du Conseil consultatif des études postales.

## Article 6

### Comité directeur (1)

1. Le Président et les Vice-Présidents du Conseil exécutif ainsi que les Présidents de ses Commissions constituent le Comité directeur, qui se réunit à la demande du Président du Conseil. Le Secrétaire général du Conseil et le Secrétaire général adjoint mentionnés à l'article 7, paragraphe 1, assistent aux réunions du Comité directeur.

2. Le Comité directeur examine le déroulement des travaux du Conseil et de ses Commissions. Il aide le Président à élaborer l'ordre du jour des séances plénières et à coordonner les travaux des Commissions.

3. Le Comité directeur assume les tâches que le Conseil décide de lui confier.

4. Le Président du Conseil consultatif des études postales est invité à assister, en qualité d'observateur, aux réunions du Comité directeur du Conseil.

5. L'article 25, paragraphe 1, ne s'applique pas aux réunions du Comité directeur.

1) Le Comité directeur a été créé par le CE 1990, à l'instar du CCEP (CE 1990 – Doc 3/Add 2, PV 1).

## Article 7

### Secrétariat général

**1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international assument respectivement les fonctions de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint du Conseil exécutif. Les travaux de secrétariat sont assurés par le personnel du Bureau international.**

**2. Le Secrétaire général est chargé:**

- 2.1** de préparer les travaux du Conseil et d'adresser tous les documents publiés à l'occasion de chaque session aux Administrations postales des Pays-membres du Conseil, aux Administrations postales des pays qui, sans être membres du Conseil, collaborent aux études entreprises, aux observateurs de droit ainsi qu'aux autres Administrations postales des Pays-membres qui en font la demande. Les documents publiés avant la session sont envoyés en principe **trente jours** avant l'ouverture de celle-ci;
- 2.2** **de notifier à l'ensemble des Administrations de l'Union les Règlements d'exécution arrêtés ou modifiés par les soins du Conseil;**
- 2.3** de rédiger les procès-verbaux des séances du Conseil et les rapports des Commissions, des Groupes de travail, etc.;
- 2.4** de rédiger le compte rendu analytique des sessions prévu à l'article 103, paragraphe 1, lettre a), du Règlement général et de le communiquer, après approbation par le Président, aux Administrations des Pays-membres de l'Union et aux observateurs de droit;
- 2.5** de publier les «Documents du Conseil exécutif» contenant les rapports, les délibérations, le compte rendu analytique ainsi que les résolutions et décisions et de les adresser aux Administrations des Pays-membres de l'Union et aux observateurs de droit;
- 2.6** de préparer le rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil visé à l'article 103, paragraphe 2, du Règlement général et de le communiquer, après approbation par le Conseil, au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès, aux Administrations des Pays-membres de l'Union;
- 2.7** d'assurer la liaison avec le Conseil consultatif des études postales et de soumettre à celui-ci les questions que le Conseil exécutif décide de lui confier conformément à l'article 102, paragraphe **6.24**, du Règlement général;
- 2.8** d'exécuter les décisions du Conseil suivant les directives de ce dernier;

- 2.9** d'organiser, dans l'intervalle des sessions et conformément aux éventuelles directives du Conseil, la représentation de l'Union aux réunions des Nations Unies, des institutions spécialisées, des Unions restreintes et des autres organisations internationales auxquelles s'intéresse l'Union;
- 2.10** de transmettre aux Commissions compétentes pour préavis les questions soumises au Conseil, dans l'intervalle des sessions, par l'une ou l'autre des Administrations postales des Pays-membres de l'Union ou par les organismes internationaux;
- 2.11** de liquider, après entente avec le Président, les affaires courantes du Conseil;
- 2.12** de rédiger la correspondance et de conserver les archives.

3. Le Secrétaire général peut être chargé, par le Président ou par le Conseil lui-même, de l'étude de certaines questions spéciales; dans les mêmes conditions et en vue de simplifier la gestion, certaines attributions peuvent lui être déléguées.

## **Article 8**

### **Sessions**

- 1. Le Conseil fixe la date approximative de sa prochaine session annuelle. Si les circonstances l'y obligent, le Président, après avis du Secrétaire général, peut modifier la date fixée, sous réserve de notifier ce changement en temps utile aux membres du Conseil.
- 2. Le Conseil peut se réunir exceptionnellement lorsque la demande en est faite ou approuvée par un tiers au moins de ses membres ou à l'initiative de son Président. La date est fixée par le Président, après avis du Secrétaire général.

## **Article 9**

### **Ordre des places**

- 1. Aux séances du Conseil et des Commissions, les délégations sont rangées d'après l'ordre alphabétique français des membres.
- 2. Le Président du Conseil tire au sort, en temps opportun, le nom du pays qui prendra place à la session suivante en tête devant la tribune présidentielle.



## Article 10

### Ordre du jour

1. Le Président établit, sur proposition ou après avis du Secrétaire général, l'ordre du jour provisoire de chaque session. Cet ordre du jour est communiqué aux membres du Conseil en même temps que la convocation.

2. Sont portées, entre autres, à l'ordre du jour provisoire des sessions du Conseil:

- a) les questions retenues au cours de la session précédente;
- b) les questions soumises par les membres du Conseil ou par les Administrations postales des Pays-membres de l'Union dans l'intervalle des sessions et notifiées au Secrétaire **général six** semaines au moins avant l'ouverture de la session au cours de laquelle elles doivent être examinées; **les questions notifiées au Secrétaire général moins de six semaines avant l'ouverture de la session ne peuvent être prises en considération que si le Conseil en décide ainsi à la majorité des membres présents et votant. (1)**

---

1) Restriction introduite par le CE 1991 pour éviter le risque qu'une prop. présentée à la dernière minute ne soit acceptée sans que les membres du CE n'aient eu la possibilité de l'étudier soigneusement. Une certaine souplesse est maintenue pour les cas exceptionnels et urgents.

## Article 11

### Examen de propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la modification **de la Convention ou des Arrangements**

1. Le Conseil examine, à la demande d'une Administration postale d'un Pays-membre, toute proposition que cette Administration introduit et transmet au Bureau international selon **les articles 102, paragraphe 6.21, et 120, paragraphes 1 et 2**, du Règlement général, en prépare les commentaires et charge le Bureau international d'annexer ces derniers à ladite proposition avant de la soumettre à l'approbation des Administrations postales des Pays-membres.

2. Dans ses commentaires, le Conseil indique les opinions exprimées par la majorité et par la minorité de ses membres ainsi que le nombre des voix pour ou contre la proposition.

## **Article 12**

### **Revision des Règlements d'exécution (1)**

**1. Les Règlements d'exécution de la Convention postale universelle et des Arrangements sont arrêtés par le Conseil, compte tenu des décisions prises par le Congrès.**

**2. Les propositions concernant les Règlements d'exécution soumises au Conseil entre deux Congrès par les Administrations postales doivent être notifiées au Secrétaire général six semaines au moins avant l'ouverture de la session au cours de laquelle elles seront examinées. En outre, elles ne seront prises en considération que si le Conseil en approuve l'urgente nécessité. Les propositions notifiées au Secrétaire général moins de six semaines avant l'ouverture de la session ne peuvent être prises en considération que si le Conseil en décide ainsi à la majorité des membres présents et votant.**

**3. Les amendements aux propositions relatives à la modification des Règlements d'exécution doivent être remis par écrit au Secrétariat au moins un jour avant la séance lors de laquelle ils seront examinés. Ce délai ne s'applique pas aux amendements résultant directement des discussions en Conseil ou en Commission.**

**4. Les Règlements d'exécution sont authentifiés par le Président et le Secrétaire général du Conseil.**

---

1) Cet art. est destiné à mettre en pratique les nouv. compétences législatives du CE en matière de Règl.

## **Article 13**

### **Réserves aux Règlements d'exécution révisés par le Conseil exécutif (1)**

**1. Les réserves aux Règlements d'exécution doivent faire l'objet de propositions présentées par écrit et relatives aux Protocoles finals desdits Règlements.**

**2. Les Pays-membres qui veulent maintenir les réserves dont ils bénéficient déjà ne sont pas tenus de représenter des propositions à cet effet. Le Bureau international reprend d'office les réserves figurant dans les Protocoles finals précédents, sauf si le pays bénéficiaire déclare y renoncer.**

**3. Les réserves formulées jusqu'à l'adoption finale des Règlements d'exécution sont examinées par le Conseil en même temps que lesdits Règlements.**

**4. Les réserves formulées après l'adoption finale des Règlements d'exécution, notamment par les pays qui ne sont pas membres du Conseil, sont examinées par le Conseil à sa session suivante.**

---

1) Le Congrès de Washington 1989 s'est prononcé en faveur du maintien des réserves aux Règl. La procédure prescrite dans cet art. est conforme à la pratique en vigueur à l'UPU. V. également annot. 10 à l'art. 22 de la Const.

#### **Article 14**

##### **Commissions, Groupes de travail, Comités de contact et Intergroupes**

1. Le Conseil constitue ses Commissions et détermine leurs attributions; le Conseil et les Commissions, sous réserve du paragraphe 6, peuvent constituer des Groupes de travail pour l'étude des questions spéciales. Le Conseil peut également, avec la participation d'autres organisations internationales, créer des Comités de contact ou des Groupes de travail mixtes pour traiter des problèmes d'intérêt commun.

2. Les dispositions pertinentes du présent Règlement intérieur s'appliquent aux travaux des organes du Conseil.

3. Les membres du Conseil sont, de droit, membres de toutes les **Commissions**. Dans le cas de Commissions traitant **exclusivement** d'arrangements facultatifs, seuls les membres du Conseil signataires d'un ou des arrangements en question sont membres de droit de ces **Commissions**. S'ils ne sont pas membres d'une Commission ou d'un Groupe de travail, les membres du Conseil peuvent, moyennant préavis oral ou écrit donné au Président de l'organe intéressé, assister aux séances de **celui-ci et prendre part aux délibérations** sans droit de vote. (1)

4. Avec le consentement du Président de l'organe intéressé, du Président du Conseil et du Secrétaire général, les observateurs peuvent être admis exceptionnellement aux réunions des Comités de contact et des Groupes de travail mixtes s'ils assument des tâches particulières par rapport aux problèmes discutés par ces organes.

5. En accord avec le CCEP, le Conseil peut constituer des **Intergroupes CE/CCEP** pour l'étude des questions spéciales intéressant les deux organes. Les règles de fonctionnement sont fixées dans la décision instituant l'Intergroupe. Toutefois, les frais des services d'interprétation sont répartis par moitié entre le CE et le CCEP. (2)

**6.** Le Conseil approuve lors de sa session le calendrier, établi après entente avec les Présidents intéressés et après avis du Secrétaire général, des réunions que les Commissions et les Groupes de travail tiendront jusqu'à la prochaine session. Toute réunion envisagée ultérieurement en dehors de ce calendrier doit, si elle entraîne des dépenses supplémentaires, être autorisée par le Président du Conseil après avis du Secrétaire général.

1) Le CE 1981 a estimé que ses membres ne travaillaient pas uniquement dans leur intérêt et par rapport aux problèmes qui leur étaient propres, mais dans l'intérêt de l'Union. Ils se devaient donc de participer aux travaux de toutes les Comm., sauf de celles qui traitent d'Arr. auxquels ils ne sont pas parties (CE 1981 – Doc 18a, PV 1).

2) Disp. introduite par le CE 1990. La pratique a montré que, dans leurs domaines respectifs, le CE et le CCEP avaient parfois avantage à créer chacun un Groupe de travail. Lorsque les mandats des groupes se complètent, il peut y avoir intérêt à ce qu'un Groupe de travail commun soit constitué par les deux organes.

## **Article 15**

**Incidences financières des propositions formulées par les Commissions**

Toute proposition présentée par les Commissions qui a des répercussions financières pour l'Union doit être soumise pour examen à la Commission des finances avant que le Conseil procède à son examen. Cette Commission, que le Conseil doit constituer, en fait rapport au Conseil.

## **Article 16**

**Questions urgentes soulevées entre deux sessions**

1. Les questions urgentes soulevées entre deux sessions sont traitées par le Président.

2. S'il s'agit de questions de principe, le Président consulte les membres du Conseil et, s'il le juge utile, l'ensemble des Administrations de l'Union; il informe les membres consultés des solutions intervenues.

## **Article 17**

**Langues**

1. La langue officielle du Conseil est la langue française.

2. Pour les délibérations du Conseil et des Commissions, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation simultanée. (1)

3. Les frais des services d'interprétation dans les langues mentionnées au paragraphe 2 sont supportés, selon les modalités fixées au paragraphe 4, par les membres des quatre groupes de pays indiqués ci-après:

<i>Français</i>	<i>Anglais</i>	<i>Espagnol</i>	<i>Russe</i>
Belgique	Amérique (Etats-Unis)	Argentine	Mongolie (Rép. pop.)
Bénin	Australie	Colombie	Pologne (Rép.)
Cameroun	Bahamas	Costa-Rica	
Hongrie (Rép.)	Canada	Cuba	
Italie	Corée (Rép.)	Vénézuéla	
Suisse	Emirats arabes unis		
Togo	Ethiopie		
Yougoslavie	Grande-Bretagne		
	Indonésie		
	Japon		
	Kenya		
	Kuwait		
	Nigéria		
	Nouvelle-Zélande		
	Pakistan		
	Suède		
	Tanzanie (Rép. unie)		
	Zambie		
	Zimbabwe		

Dans l'intervalle de deux sessions du Conseil, tout Pays-membre qui désire changer de langue de délibération doit en informer le Secrétaire général.

4. Les frais des services d'interprétation sont, en principe, divisés en quatre parts égales dont chacune est répartie entre les pays du groupe auquel ils appartiennent dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. Toutefois, si l'interprétation dans une des langues fixées au paragraphe 2 n'est pas utilisée pour une session du Conseil ou pour la réunion intérimaire d'un organe de celui-ci, et à condition que le Bureau international n'ait pas encore pris d'engagements à ce sujet, les frais mentionnés au paragraphe 3 sont divisés en parts égales entre les groupes linguistiques représentés à ladite réunion.

5. Si des membres du Conseil désirent employer d'autres langues, ils doivent assurer l'interprétation simultanée dans l'une des langues anglaise, espagnole, française ou russe, soit par le système indiqué au paragraphe 2, lorsque les modifications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers. Les demandes d'emploi d'autres langues doivent être adressées au Secrétaire général au moins six mois avant l'ouverture de la réunion en cause.

6. Les frais relatifs à l'emploi d'autres langues sont répartis entre les Pays-membres qui se servent de ces langues, dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union.

7. En dérogation aux dispositions des paragraphes 4 et 6, il appartient à tout groupe de pays intéressés de notifier au Bureau international, directement ou par l'intermédiaire d'un porte-parole reconnu, qu'ils constituent, en ce qui concerne les frais d'interprétation mentionnés aux paragraphes 4 et 6 ci-dessus, un groupe linguistique prenant à sa charge les frais en question, tout en indiquant la clé de répartition entre eux. Le Bureau international tiendra compte de cette déclaration dans la récupération desdits frais.

8. Les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union.

---

1) Conformément à l'art. 107, par. 10, du Règl. gén., les Pays-membres suivants ont opté pour d'autres langues que celles mentionnées au par. 2:

<i>Allemand</i>	<i>Arabe</i>	<i>Chinois</i>	<i>Portugais</i>
Allemagne	Emirats arabes unis	Chine (Rép. pop.)	Brésil
	Kuwait		
	Liban		
	Maroc		
	Tunisie		

## Article 18

### Quorum

1. Les délibérations du Conseil ne sont valables que si la moitié au moins de ses membres est présente.

**2. En ce qui concerne les Règlements d'exécution des Arrangements, le quorum est constitué par la moitié des membres du Conseil qui sont parties à l'Arrangement dont il s'agit.**

**3. Au moment des votes sur le Règlement d'exécution de la Convention, le quorum exigé est constitué par la majorité des membres du Conseil.**

**4. Au moment des votes sur les Règlements d'exécution des Arrangements, le quorum exigé est constitué par la majorité des membres du Conseil qui sont parties à l'Arrangement dont il s'agit.**

## Article 19

### Votations

1. Chaque membre du Conseil dispose d'une seule voix.

2. Si un membre du Conseil, représenté à une session, est empêché d'assister à une séance, il a la faculté de déléguer exceptionnellement son

droit de vote à un représentant d'un autre membre, à condition d'en donner préalablement avis, par écrit, au Président du Conseil. Toutefois, il est entendu qu'un membre du Conseil ne peut assumer la représentation que d'un seul pays autre que le sien.

3. Les questions qui ne peuvent être réglées d'un commun accord sont décidées par la majorité des membres présents et votant. En cas d'égalité des suffrages, la proposition est considérée comme rejetée.

**4. Les propositions relatives au Règlement d'exécution de la Convention doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil. Pour les propositions qui concernent les Règlements d'exécution des Arrangements, la majorité requise est celle des membres du Conseil qui sont parties à ces Arrangements. (1)**

5. Le vote a lieu:

- a) à main levée;
- b) par appel nominal: sur demande d'un membre du Conseil ou au gré du Président. L'appel se fait suivant l'ordre alphabétique français des pays représentés au Conseil;
- c) au scrutin secret: sur demande de deux membres du Conseil. Les mesures nécessaires sont alors prises pour garantir le fonctionnement régulier de cette procédure. Celle-ci a la priorité sur les autres procédures de vote.

6. L'expression «membres présents et votant» s'entend des membres votant «pour» ou «contre». Les abstentions ne sont pas prises en considération; de même, il n'est pas tenu compte des bulletins blancs ou nuls en cas de scrutin secret.

---

1) Disp. introduite par le CE 1990 et reprise de l'art. 20, par. 1, du Règl. int. des Congrès.

## Article 20

### Motions d'ordre et motions de procédure (1)

1. Au cours de la discussion de toute question et même, le cas échéant, après la clôture du débat, une délégation peut soulever une motion d'ordre à l'effet de demander:

- a) des éclaircissements sur le déroulement des débats;
- b) le respect du Règlement intérieur;
- c) la modification de l'ordre de discussion des propositions suggéré par le Président.

La motion d'ordre a la priorité sur toutes les questions, y compris les motions de procédure mentionnées au paragraphe 3.

2. Le Président donne immédiatement les précisions désirées ou prend la décision qu'il juge opportune au sujet de la motion d'ordre. En cas d'objection, la décision du Président est aussitôt mise aux voix.

3. En outre, au cours de la discussion d'une question, une délégation peut introduire une motion de procédure ayant pour objet de proposer:

- a) la suspension de la séance;
- b) la levée de la séance;
- c) l'ajournement du débat sur la question en discussion;
- d) la clôture du débat sur la question en discussion.

Les motions de procédure ont la priorité, dans l'ordre établi ci-dessus, sur toutes les autres propositions, hormis les motions d'ordre visées au paragraphe 1.

4. Les motions tendant à la suspension ou à la levée de la séance ne sont pas discutées, mais immédiatement mises aux voix.

5. Lorsqu'une délégation propose l'ajournement ou la clôture du débat sur une question en discussion, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à l'ajournement ou à la clôture du débat, après quoi la motion est mise aux voix.

6. La délégation qui présente une motion d'ordre ou de procédure ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion. L'auteur d'une motion de procédure peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix et toute motion de l'espèce, amendée ou non, qui serait retirée peut être reprise par une autre délégation.

---

1) Le CE 1985 a aligné sa pratique sur celle du Congrès (v. art. 17 et annot. 1 du Règl. int. des Congrès).

## Article 21

### Remise en discussion de propositions

Lorsqu'une proposition a été adoptée ou rejetée par le Conseil, elle ne peut être examinée à nouveau que si le Conseil approuve le principe de ce nouvel examen par un vote effectué de la même manière (à main levée, par appel nominal ou vote secret) que le scrutin précédemment appliqué à la proposition en cause.



## **Article 22**

### **Election et remplacement du Vice-Directeur général**

1. Lorsque, dans le cas prévu à l'article 108, paragraphe 4, du Règlement général, le Conseil doit procéder à l'élection du Vice-Directeur général du Bureau international, cette élection a lieu au scrutin secret. Est élu le candidat qui obtient la majorité des suffrages définie à l'article 19, paragraphes 3 et 6. Il est procédé à autant de scrutins qu'il est nécessaire pour obtenir cette majorité.

2. Le candidat qui, à un tour de scrutin, a obtenu le moins de voix est éliminé.

3. En cas d'égalité des voix, il est procédé à un premier, voire à un second scrutin supplémentaire, pour tenter de départager les candidats ex aequo, le vote portant uniquement sur ces candidats. Si le résultat est négatif, le sort décide. Le tirage au sort est opéré par le Président.

4. Si plusieurs candidats n'obtiennent aucune voix lors d'un tour de scrutin, tous ces candidats sont éliminés sans que l'on procède à un scrutin supplémentaire pour tenter de les départager.

5. En cas de vacance du poste de Vice-Directeur général, le Conseil exécutif charge, sur proposition du Directeur général, un des Sous-Directeurs généraux d'assumer, jusqu'au prochain Congrès, les fonctions de Vice-Directeur général.

## **Article 23**

### **Nomination et promotion des fonctionnaires au grade de Sous-Directeur général (D 2)**

1. Le Conseil est compétent pour nommer et promouvoir les fonctionnaires au grade de Sous-Directeur général (D 2).

2. La nomination et la promotion des fonctionnaires au grade de Sous-Directeur général (D 2) se font au scrutin secret selon la procédure prévue à l'article 22 pour l'élection du Vice-Directeur général.

## **Article 24**

### **Procès-verbaux et rapports**

1. Les procès-verbaux des séances du Conseil reproduisent la marche des séances, résument brièvement les interventions et mentionnent le résultat des délibérations.

2. Les organes du Conseil établissent des rapports décrivant succinctement leurs travaux.

3. A partir du moment où l'épreuve d'un procès-verbal ou d'un rapport a été distribuée, les délégués disposent d'un délai de vingt-quatre heures pour présenter leurs observations au Secrétariat, qui en tient compte lors de la publication des procès-verbaux et des rapports définitifs.

4. En règle générale et sous réserve du paragraphe 3, au début des séances du Conseil, le Président soumet à l'approbation le procès-verbal d'une séance précédente. Les procès-verbaux des dernières séances qui n'ont pu être approuvés par le Conseil sont approuvés par son Président. Le Secrétariat tient compte également des observations éventuelles que les représentants des membres du Conseil et les observateurs de droit lui communiquent dans un délai de **quatre semaines** après l'envoi des épreuves desdits procès-verbaux.

#### Article 25

Remboursement des frais de voyage aux représentants des membres et aux invités du Conseil et de ses organes

1. Conformément à l'article 102, paragraphe 10, du Règlement général, le représentant de chacun des membres du Conseil participant aux sessions de cet organe, à l'exception des réunions qui ont lieu pendant le Congrès, a droit au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en première classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique.

2. En application du paragraphe 1, les dispositions suivantes doivent être observées:

- a) si un Pays-membre du Conseil se fait représenter par une même personne ou par des personnes différentes à la session du Conseil et à des réunions de Commissions siégeant au même endroit dans la période qui précède ou suit la session, il ne reçoit qu'une fois le remboursement du prix d'un billet de voyage;
- b) si un Pays-membre du Conseil est convoqué et se fait représenter par une même personne ou par des personnes différentes, dans l'intervalle des sessions du Conseil, à des réunions de Commissions siégeant au même endroit dans un laps de temps n'excédant pas trente jours pour l'ensemble des réunions, il ne reçoit qu'une fois le remboursement du prix d'un billet de voyage.

3. Les frais de voyage des représentants d'un organisme international ou de toutes autres personnes que le Conseil désire associer à ses travaux ne peuvent être mis à la charge de l'Union qu'avec l'accord préalable du Président du Conseil et du Secrétaire général et si cette participation est dans l'intérêt de l'Union ou des travaux du Conseil. Il en est de même des frais de voyage des représentants des Administrations des pays non membres du Conseil que celui-ci désire expressément associer à ses travaux.

#### Article 26

##### Mise en vigueur

Le présent Règlement entre immédiatement en vigueur.

Ainsi adopté à Berne, le 16 mai 1990.

Au nom du Conseil exécutif:    Le Président,    Le Secrétaire général,  
   T.E. LEAVEY    A.C. BOTTO DE BARROS



# Règlement intérieur du Conseil consultatif des études postales (1)

---

1) Adopté le 18 octobre 1990 (CCEP 1990 – Doc 2 et Add 1 et 2, PV 1).

## Sommaire

### Art.

1. But et attributions du Conseil consultatif des études postales
2. Membres du Conseil consultatif
3. Observateurs de droit
4. Invités
5. Présidence et vice-présidence du Conseil consultatif et présidences de ses Commissions
6. Comité directeur
7. Secrétaire général. Secrétariat
8. Sessions
9. Ordre des places
10. Ordre du jour
11. Organisation et dispositions concernant les travaux
12. Questions urgentes soulevées entre deux sessions
13. Langues
14. Quorum
15. Votations
16. Motions d'ordre et motions de procédure
17. Remise en discussion de propositions
18. Procès-verbaux et rapports
19. Remboursement des frais de voyage aux représentants des membres, aux observateurs et aux invités du Conseil consultatif et de ses organes
20. Mise en vigueur

### Annexes:

1. Marche des travaux relatifs aux études du Conseil consultatif des études postales.
2. Règles générales concernant l'établissement des documents de travail du Conseil consultatif des études postales.

## Article premier

### But et attributions du Conseil consultatif des études postales

1. Le Conseil consultatif des études postales, désigné ci-après par le «Conseil consultatif», est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur des questions techniques, d'exploitation, économiques et de coopération technique intéressant le service postal. **Il est chargé aussi de l'élaboration et de la présentation, sous forme de recommandations aux Administrations postales, des normes en matière technique, d'exploitation et dans d'autres domaines de sa compétence où une pratique uniforme est indispensable. De même, il procède, en cas de besoin, à des modifications de normes qu'il a déjà établies.** (1)

2. Il remplit cette mission conformément aux Actes de l'Union et formule, s'il y a lieu, des propositions à l'intention du Congrès **ou du Conseil exécutif** découlant directement de ses activités définies par l'article 104 du Règlement général. **Les propositions à l'intention du Congrès** sont soumises par le Conseil consultatif lui-même, après entente avec le Conseil exécutif lorsqu'il s'agit de questions relevant de la compétence de celui-ci. (2)

---

1) Ce par. a été complété par la nouv. compétence du CCEP figurant à l'art. 104, par. 9.7, du Règl. gén.

2) Ce par. a été modifié pour l'adapter aux nouv. compétences législatives du CE.

## Article 2

### Membres du Conseil consultatif

1. Le Conseil consultatif se compose de trente-cinq membres élus par le Congrès.

2. Le représentant de chacun des membres du Conseil consultatif est désigné par l'Administration postale intéressée selon l'article 104, paragraphe 3, du Règlement général. Ce représentant peut être accompagné d'un ou de plusieurs autres fonctionnaires également habilités à prendre part aux discussions et à voter.

3. Les membres du Conseil consultatif participent effectivement à ses activités.

### Article 3

#### Observateurs de droit

1. Le Président, les Vice-Présidents **et les Présidents des Commissions** du Conseil exécutif peuvent, s'ils en expriment le désir, participer aux réunions du Conseil consultatif. (1)
2. Les Unions restreintes peuvent envoyer des observateurs aux réunions du Conseil consultatif.
3. L'Administration postale du pays où le Conseil consultatif se réunit participe, en qualité d'observateur, aux réunions du Conseil consultatif, si ce pays n'est pas membre du Conseil consultatif.
4. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la Ligue des Etats arabes sont admises en qualité d'observateurs aux travaux du Conseil consultatif.
5. Les observateurs visés aux paragraphes 1 à 4 n'ont pas le droit de vote, mais ils peuvent prendre la parole avec l'autorisation du Président.
6. Les observateurs peuvent également participer aux réunions des Commissions et des Groupes de travail, sous réserve d'en informer au préalable le Président de l'organe intéressé soit par écrit, soit verbalement.

---

1) Ce par. a été modifié pour le mettre en concordance avec le Règl. int. du CE et dans un but de coordination des travaux des deux organes; les Présidents des Comm. du CE sont désormais invités à participer aux réunions du CCEP.

### Article 4

#### Invités

1. **Le Président du Conseil consultatif est autorisé à inviter aux réunions de celui-ci, après consultation du Secrétaire général et, le cas échéant, du Président de la Commission concernée,** tout organisme international ou toute personne qualifiée lorsqu'il estime que cela est dans l'intérêt de l'Union ou des travaux du CCEP. Il peut également inviter, dans les mêmes conditions, des Administrations postales de Pays-membres n'appartenant pas au Conseil consultatif. (1)
2. Il n'est pas versé d'honoraires aux Administrations postales invitées. Les autres invités visés au paragraphe 1 peuvent éventuellement recevoir des honoraires dans des cas exceptionnels et après accord préalable entre le Président du Conseil consultatif, le Président du Conseil exécutif et le Secrétaire général.

3. Les Administrations postales des Pays-membres de l'Union qui collaborent aux études entreprises sans être membres du CCEP sont informées de la tenue des sessions du Conseil consultatif. Elles peuvent, sur leur demande et à leurs frais, participer, en qualité d'observateurs, aux séances du Conseil ou de ses Commissions traitant de ces études.

4. Les observateurs visés aux paragraphes 1 et 3 n'ont pas le droit de vote, mais ils peuvent prendre la parole après autorisation du Président de séance.

---

1) La compétence d'envoyer des invitations déléguée au Président facilite la procédure et fait gagner du temps; la même disp. existe en ce qui concerne le CE.

#### Article 5

##### Présidence et vice-présidence du Conseil consultatif et présidences de ses Commissions

1. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil consultatif élit, parmi ses membres, les pays qui assument respectivement la présidence, la vice-présidence et la présidence des Commissions.

2. Le Président du Conseil consultatif convoque les sessions de cet organe et dirige les travaux des assemblées plénières. En cas d'empêchement en cours de session, il est remplacé par le Vice-Président et, en cas d'empêchement du Vice-Président, par l'un des Présidents de Commission désigné par tirage au sort.

3. Le Vice-Président assiste le Président dans la direction et l'animation du Conseil consultatif. A ce titre, il est notamment tenu informé de la préparation et de la programmation des sessions du CCEP. Il suit et coordonne, en particulier, les études intéressant un ensemble défini de pays mais réparties entre différentes Commissions.

**4. Le Président du Conseil consultatif des études postales participe aux réunions du Conseil exécutif, conformément aux dispositions de l'article 102, paragraphes 11 et 12, du Règlement général. Le Président du CCEP participe aux réunions du «Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union», en sa qualité de membre de ce Comité. (1)**

---

1) L'idée qui a prévalu lors de l'adoption de ce nouv. par. est de souligner la nécessaire participation du Président du CCEP aux réunions du CE et du Comité de coordination en sa double qualité d'observateur pour l'un et de membre pour l'autre (cf. résolution C 4/1989).



## Article 6

### Comité directeur

1. Le Président, le Vice-Président et les Présidents des Commissions du Conseil consultatif constituent le Comité directeur, qui se réunit à la demande du Président. **Le Président du CE est invité à participer, en qualité d'observateur, aux réunions du Comité directeur. Le Secrétaire général du Conseil consultatif et le Secrétaire général adjoint mentionnés à l'article 7, paragraphe 1, assistent aux réunions du Comité directeur.** (1)

2. Le Comité directeur prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil consultatif.

3. Le Comité directeur assume toutes les tâches que le Conseil consultatif décide de lui confier.

**4. L'article 19, paragraphe 1, ne s'applique pas aux réunions du Comité directeur.** (2)

**5. Le Vice-Président du CCEP et les Présidents des Commissions participent aux réunions du Conseil exécutif, en qualité d'observateurs, conformément aux dispositions de l'article 102, paragraphe 12, du Règlement général.** (3)

---

1) La modification de ce par. permet désormais au Président du CE de participer aux réunions du Comité directeur; elle consacre la participation anciennement admise du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint du CCEP.

2) Précision utile en ce qui concerne le non-remboursement des frais de voyage.

3) Ce nouv. par. permet de faire ressortir la nécessaire participation aux réunions du CE qui incombe au Vice-Président et aux Présidents des Comm. du CCEP.

## Article 7

### Secrétaire général. Secrétariat

1. Les fonctions de Secrétaire général **et de Secrétaire général adjoint** du Conseil consultatif sont exercées **respectivement** par le Directeur général **et le Vice-Directeur général** du Bureau international. Le Secrétariat du Conseil consultatif est **assuré** par le Bureau international. (1)

2. Le Secrétaire général du Conseil consultatif:

- a) prend part aux délibérations du Conseil et de ses organes sans droit de vote; il peut également se faire représenter;
- b) adresse aux Administrations des membres du Conseil consultatif, des Pays-membres de l'Union qui, sans être membres du Conseil consultatif,

collaborent aux études entreprises, aux observateurs de droit ainsi qu'aux autres Administrations postales des Pays-membres qui en font la demande, en principe **trente jours** (2) avant l'ouverture de la session, tous les documents préparés par le Secrétariat; il leur transmet également les documents publiés pendant et immédiatement après la session;

- c) adresse aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union, aux Unions restreintes, à l'OUA et à la Ligue des Etats arabes, après approbation par le Président du Conseil consultatif, le compte rendu analytique des sessions;
- d) adresse aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union, aux Unions restreintes, à l'OUA et à la Ligue des Etats arabes, après chaque session, les «Documents du Conseil consultatif des études postales» contenant les rapports, les délibérations et le compte rendu analytique;
- e) adresse aux membres du Conseil exécutif, après approbation par le Président du Conseil consultatif, le rapport annuel sur les activités du Conseil consultatif établi à l'intention du Conseil exécutif;
- f) adresse aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union, aux Unions restreintes, à l'OUA et à la Ligue des Etats arabes, au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès, le rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif approuvé par ce dernier;
- g) assure la liaison entre les membres du Conseil consultatif;
- h) assure la liaison avec le Conseil exécutif et soumet au Conseil consultatif les questions que le Conseil exécutif décide de lui confier;
- i) exécute les décisions du Conseil consultatif suivant les directives de ce dernier;
- j) liquide, après entente avec le Président, les affaires courantes du Conseil consultatif.

3. Le Secrétaire général procède également aux enquêtes qui sont demandées par les Administrations postales en vue de connaître l'opinion des autres Administrations sur des sujets relevant de la compétence du Conseil consultatif. Il informe, à toutes fins utiles, le Président, le Vice-Président du Conseil consultatif et, le cas échéant, le Président de la Commission intéressée de la publication d'une circulaire traitant de ces sujets et, si ceux-ci entrent dans le cadre de l'une des études, la documentation recueillie est mise à la disposition de ladite Commission.

4. Le Secrétariat du Conseil consultatif:

- a) prépare les travaux du Conseil consultatif et les divers rapports sur les activités du Conseil consultatif;
- b) rédige les procès-verbaux ou les rapports des séances du Conseil consultatif et de ses organes, ainsi que le compte rendu analytique;
- c) rédige la correspondance et conserve les archives.

- 1) Ce par. est complété par l'indication des fonctions de Secrétaire général adjoint.
- 2) Dans le but de consacrer une pratique récente, le délai de six semaines est ramené à trente jours.

## Article 8

### Sessions

En principe, le Conseil consultatif se réunit tous les ans au siège de l'Union. La date et le lieu de la session sont fixés par son Président, après accord avec le Président du Conseil exécutif et le Secrétaire général.

## Article 9

### Ordre des places

1. Aux séances du Conseil consultatif, de ses Commissions et de ses Groupes de travail, les délégations sont rangées d'après l'ordre alphabétique français des membres.
2. Le Président du Conseil consultatif tire au sort, en temps opportun, le nom du pays qui prendra place à la session suivante en tête devant la tribune présidentielle.

## Article 10

### Ordre du jour

1. Le Président établit, sur proposition ou après avis du Secrétaire général, l'ordre du jour provisoire de chaque session. Cet ordre du jour est communiqué aux membres du Conseil consultatif en même temps que la convocation.
2. Chaque Président de Commission établit également, sur proposition ou après avis du Secrétaire général, l'ordre du jour des séances réservées à sa Commission.

## Article 11

### Organisation et dispositions concernant les travaux

1. Le Conseil consultatif constitue ses Commissions et détermine leurs attributions. Il peut également, avec la participation d'autres organisations internationales, créer des Comités de contact ou des Groupes de travail mixtes pour traiter des problèmes d'intérêt commun.

**2. Le Conseil consultatif ou son Comité directeur désigne les membres devant composer la représentation de l'UPU au sein des Comités de contact et des Groupes de travail mixtes œuvrant dans les domaines de sa compétence. (1)**

3. Le Conseil consultatif et les Commissions peuvent constituer des Groupes de travail. Les Présidents des organes intéressés et les rapporteurs des Groupes de travail déterminent les méthodes de travail qui conviennent le mieux pour mener les études à bonne fin suivant les modalités qui figurent dans la «Marche des travaux relatifs aux études du Conseil consultatif des études postales» annexée au présent Règlement intérieur.

**4. Le Conseil consultatif et les Commissions peuvent constituer, en accord avec le Conseil exécutif, des Intergroupes CE/CCEP chargés des études d'intérêt commun. Les règles de fonctionnement sont fixées dans la décision instituant l'Intergroupe. (2)**

5. Chaque membre du Conseil consultatif peut participer aux travaux des Commissions. Les Pays-membres n'appartenant pas au Conseil consultatif peuvent, sur leur demande ou sur invitation du rapporteur compétent, collaborer aux études entreprises.

6. Avant chaque session, le rapporteur ou animateur de chacune des études entreprises par le Conseil consultatif établit un compte rendu écrit sur l'état d'avancement des travaux et l'adresse au Président de la Commission intéressée **et au Bureau international. Celui-ci élabore ensuite pour chaque Commission le projet de «rapport du Président sur l'état d'avancement des études» qu'il transmet à chaque Président pour information et compléments à apporter, notamment en ce qui concerne les points de caractère général qu'il désire évoquer. Chaque Président transmet ensuite les commentaires et compléments par la voie la plus rapide au Bureau international, à charge pour ce dernier de mettre au point le document et de le diffuser dans les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2, lettre b).** (3)

7. Lors de chaque session, le Conseil consultatif:

- a) procède à des échanges de vues sur les travaux effectués ou en cours et formule, le cas échéant, des recommandations à leur sujet;
- b) arrête le programme des travaux à entreprendre jusqu'à sa prochaine session et coordonne les travaux des Commissions;
- c) examine toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil consultatif, par le Conseil exécutif ou par l'Administration postale d'un Pays-membre de l'Union;
- d) approuve le calendrier établi, après entente avec les Présidents de Commission intéressés et après avis du Secrétaire général, des réunions qui se tiendront jusqu'à la prochaine session. Toute réunion

envisagée ultérieurement en dehors de ce calendrier doit, si elle entraîne des dépenses supplémentaires, être autorisée par le Président du Conseil consultatif après avis du Secrétaire général;

- e) **procède à la révision annuelle de son programme de travail ainsi qu'il est prévu à l'article 104, paragraphe 12, du Règlement général, sur la base des propositions qui lui sont faites par les Administrations et/ou par le Bureau international.** (4)

- 
- 1) Ce nouv. par. consacre une pratique et permet au Conseil, pour gagner du temps, de déléguer sa compétence à son Comité directeur.
- 2) La constitution des Intergroupes CE/CCEP, introduite lors de la session du CE 1990, est désormais clairement exprimée dans ce nouv. par.
- 3) Ce texte modifié consacre une pratique du CCEP issu du Congrès de Hamburg 1984 qui simplifie la procédure anc. partiellement suivie.
- 4) Complément introduit comme conséquence de la modification de l'art. 104, par. 12, du Règl. gén.

## Article 12

### Questions urgentes soulevées entre deux sessions

1. Les questions urgentes soulevées entre deux sessions sont traitées par le Président.
2. S'il s'agit de questions de principe, le Président consulte les membres du Conseil consultatif; il informe les membres consultés des solutions intervenues.

## Article 13

### Langues

1. La langue officielle du Conseil consultatif est la langue française.
2. Pour les délibérations du Conseil consultatif et de ses organes, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation simultanée. (1)
3. Les frais des services d'interprétation sont supportés, selon les modalités fixées au paragraphe 4, par les quatre groupes indiqués ci-après: (2)

<i>Français</i>	<i>Anglais</i>	<i>Espagnol</i>	<i>Russe</i>
Belgique	Amérique (Etats-Unis)	Argentine	URSS
Brésil	Australie	Cuba	
Canada	Canada	Espagne	
France	Danemark	Mexique	
Grèce	Grande-Bretagne		
Italie	Inde		
Suisse	Indonésie		
	Irlande		
	Japon		
	Kenya		
	Nouvelle-Zélande		
	Pakistan		
	Pays-Bas		
	Thaïlande		

Dans l'intervalle de deux sessions du Conseil consultatif, tout Pays-membre qui désire changer de langue de délibération doit en informer le Secrétaire général.

4. Les frais mentionnés au paragraphe 3 sont divisés, en principe, en quatre parts égales dont chacune est répartie entre les pays du groupe auquel ils appartiennent, dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union.

5. Toutefois, si l'interprétation dans une des langues fixées au paragraphe 2 n'est pas utilisée pour une session du Conseil consultatif ou pour la réunion intérimaire d'un organe de celui-ci, et à condition que le Bureau international n'ait pas encore pris d'engagements à ce sujet, les frais mentionnés au paragraphe 3 sont divisés en parts égales entre les groupes linguistiques représentés à ladite réunion.

6. Si des membres du Conseil consultatif désirent employer d'autres langues, ils doivent assurer l'interprétation simultanée dans l'une des langues anglaise, espagnole, française ou russe, soit par le système indiqué au paragraphe 2, lorsque les modifications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers. Les demandes d'emploi d'autres langues doivent être adressées au Secrétaire général au moins six mois avant l'ouverture de la réunion en cause.

7. Les frais relatifs à l'emploi d'autres langues sont répartis entre les Pays-membres qui se servent de ces langues, dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union.

8. En dérogation aux dispositions des paragraphes 4, 5 et 7, il appartient à tout groupe de pays intéressés de notifier au Bureau international,

directement ou par l'intermédiaire d'un porte-parole reconnu, qu'ils constituent, en ce qui concerne les frais d'interprétation mentionnés aux paragraphes 4, 5 et 7 ci-devant, un groupe linguistique prenant à sa charge les frais en question, tout en indiquant la clé de répartition entre eux. Le Bureau international tiendra compte de cette déclaration dans la récupération desdits frais.

9. Les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union.

1) Conformément à l'art. 107, par. 10, du Règl. gén., les pays suivants ont opté pour d'autres langues que celles mentionnées au par. 2:

<i>Allemand</i>	<i>Arabe</i>	<i>Chinois</i>	<i>Portugais</i>
Allemagne	Algérie	Chine (Rép. pop.)	Brésil
Autriche	Arabie saoudite		
	Egypte		
	Iraq		
	Jordanie		
	Maroc		
	Tunisie		

2) Les Pays-membres du CCEP sont répartis dans les différents groupes linguistiques selon leur choix au Congrès de Washington 1989. Cette répartition est adaptée sur la base des informations qui sont fournies au BI (Secrétariat général du CCEP).

## Article 14

### Quorum

Les délibérations ne sont valables que si le Conseil consultatif réunit la moitié au moins de ses membres.

## Article 15

### Votations

1. Chaque membre du Conseil consultatif dispose d'une seule voix.

2. Si un membre du Conseil consultatif, représenté à une session, est empêché d'assister à une séance, il a la faculté de déléguer exceptionnellement son droit de vote à un représentant d'un autre membre, à condition d'en donner préalablement avis par écrit au Président du Conseil consultatif. Toutefois, il est entendu qu'un membre du Conseil consultatif ne peut assumer la représentation que d'un seul pays autre que le sien.

3. Les questions qui ne peuvent être réglées d'un commun accord sont décidées par la majorité des membres présents et votant. En cas d'égalité des suffrages, la proposition est considérée comme repoussée.

4. Le vote a lieu:

- a) à main levée;
- b) par appel nominal: sur demande d'un membre du Conseil consultatif ou au gré du Président. L'appel se fait suivant l'ordre alphabétique français des pays représentés au Conseil consultatif;
- c) au scrutin secret: sur demande de deux membres du Conseil consultatif. Les mesures nécessaires sont alors prises pour garantir le fonctionnement régulier de cette procédure.

5. L'expression «membres présents et votant» s'entend des membres votant «pour» ou «contre». Les abstentions ne sont pas prises en considération; de même, il n'est pas tenu compte des bulletins blancs ou nuls en cas de scrutin secret.

6. Quand un vote est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre relative à la manière suivant laquelle s'effectue le vote.

#### Article 16

##### Motions d'ordre et motions de procédure

1. Au cours de la discussion de toute question et même, le cas échéant, après la clôture du débat, une délégation peut soulever une motion d'ordre à l'effet de demander:

- a) des éclaircissements sur le déroulement des débats;
- b) le respect du Règlement intérieur;
- c) la modification de l'ordre de discussion des propositions suggéré par le Président.

La motion d'ordre a la priorité sur toutes les questions, y compris les motions de procédure mentionnées au paragraphe 3.

2. Le Président donne immédiatement les précisions désirées ou prend la décision qu'il juge opportune au sujet de la motion d'ordre. En cas d'objection, la décision du Président est aussitôt mise aux voix.

3. En outre, au cours de la discussion d'une question, une délégation peut introduire une motion de procédure ayant pour objet de proposer:

- a) la suspension de la séance;
- b) la levée de la séance;
- c) l'ajournement du débat sur la question en discussion;
- d) la clôture du débat sur la question en discussion.



Les motions de procédure ont la priorité, dans l'ordre établi ci-dessus, sur toutes les autres propositions, hormis les motions d'ordre visées au paragraphe 1.

4. Les motions tendant à la suspension ou à la levée de la séance ne sont pas discutées, mais immédiatement mises aux voix.

5. Lorsqu'une délégation propose l'ajournement ou la clôture du débat sur une question en discussion, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à l'ajournement ou à la clôture du débat, après quoi la motion est mise aux voix.

6. La délégation qui présente une motion d'ordre ou de procédure ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion. L'auteur d'une motion de procédure peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix et toute motion de l'espèce, amendée ou non, qui serait retirée peut être reprise par une autre délégation.

#### Article 17

##### Remise en discussion de propositions

Lorsqu'une proposition a été adoptée ou rejetée par le Conseil consultatif, elle ne peut être examinée à nouveau que si le Conseil consultatif approuve le principe de ce nouvel examen par un vote effectué de la même manière (à main levée, par appel nominal ou vote secret) que le scrutin précédemment appliqué à la proposition en cause.

#### Article 18

##### Procès-verbaux et rapports

1. Les procès-verbaux des séances du Conseil consultatif reproduisent la marche des séances, résument brièvement les interventions et mentionnent le résultat des délibérations.

2. A partir du moment où l'épreuve d'un procès-verbal a été distribuée, les délégués disposent d'un délai de vingt-quatre heures pour présenter leurs observations au Secrétariat, qui en tient compte lors de la publication des procès-verbaux définitifs.

3. En règle générale et sous réserve du paragraphe 2, au début des séances du Conseil consultatif, le Président soumet à l'approbation le procès-verbal d'une séance précédente. Les procès-verbaux des dernières séances qui n'ont pu être approuvés par le Conseil consultatif sont approuvés

provisoirement par son Président. Le Secrétariat tient compte également des observations éventuelles que les représentants des membres du Conseil consultatif et les observateurs de droit lui communiquent dans un délai de **quatre semaines** (1) après l'envoi des épreuves desdits procès-verbaux. Les procès-verbaux ainsi mis au point sont approuvés définitivement par le Président.

4. Les organes du Conseil consultatif établissent des rapports ou exceptionnellement des procès-verbaux décrivant succinctement leurs travaux. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 s'appliquent également en ce qui concerne les délais pour la présentation des observations sur les rapports et les procès-verbaux en question.

---

1) Par analogie avec le Règl. int. du CE (art. 24) et compte tenu des moyens plus rapides des communications, le délai de quarante jours est abaissé à quatre semaines pour la formulation des observations sur les épreuves des procès-verbaux.

## Article 19

Remboursement des frais de voyage aux représentants des membres, aux observateurs et aux invités du Conseil consultatif et de ses organes

1. Conformément à l'article 104, paragraphe 4, du Règlement général, le représentant de chacun des Pays-membres du Conseil consultatif considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies et participant aux réunions du Conseil et de ses organes, à l'exception de celles qui ont lieu pendant le Congrès, a droit au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1<sup>re</sup> classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le coût du billet-avion aller et retour en classe économique.

2. En application du paragraphe 1, les dispositions suivantes doivent être observées:

- a) si l'un des Pays-membres concernés du Conseil consultatif se fait représenter par une même personne ou par des personnes différentes à la session du Conseil consultatif et à des réunions de ses organes siégeant au même endroit dans la période qui précède ou suit la session, le représentant ne reçoit qu'une fois le remboursement du prix d'un billet de voyage;
- b) si l'un des Pays-membres concernés du Conseil consultatif est convoqué et se fait représenter par une même personne ou par des personnes différentes, dans l'intervalle des sessions du Conseil consultatif, à des réunions de Commissions ou de Groupes de travail

siégeant au même endroit dans un laps de temps n'excédant pas trente jours pour l'ensemble des réunions, le représentant ne reçoit qu'une fois le remboursement du prix d'un billet de voyage.

3. Les paragraphes 1 et 2 sont applicables aux observateurs dont il est question à l'article 3, paragraphe 1, lorsqu'ils sont considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies.

4. Les frais de voyage des représentants d'un organisme international ou de toutes autres personnes que le Conseil consultatif désire associer à ses travaux ne peuvent être mis à la charge de l'Union que dans des cas exceptionnels et avec l'accord préalable du Président du Conseil consultatif, du Président du Conseil exécutif et du Secrétaire général. Il en est de même des frais de voyage des représentants des Administrations des pays non membres du Conseil consultatif que celui-ci désire expressément associer à ses travaux et qui font partie du groupe visé à l'article 104, paragraphe 4, du Règlement général.

#### Article 20

##### Mise en vigueur

Le présent Règlement, complété par ses deux annexes sur la «Marche des travaux relatifs aux études du Conseil consultatif des études postales» et sur les «Règles générales concernant l'établissement des documents de travail du CCEP», entre immédiatement en vigueur.

Ainsi adopté à Berne, le 18 octobre 1990.

Au nom du Conseil consultatif des études postales:

Le Président,  
B. BOUTENKO

Le Secrétaire général,  
A.C. BOTTO DE BARROS

## Marche des travaux relatifs aux études du CCEP (1)

### Sommaire

	Para- graphes
1 Organisation générale du travail et mise en chantier des études	
1.1 Dans le cadre du Congrès: séances constitutive et de travail	1 à 3
– Répartition des études	
– Choix des méthodes de conduite des études	
– Constitution des Groupes de travail	
1.2 Après le Congrès: rôles respectifs dans la conduite des études	4 à 8
– Rôles du Président et du Vice-Président du CCEP	
– Rôles des Présidents des Commissions	
– Conduite des études: réunions des Groupes de travail et des Commissions	
– Plan de conduite des études	
2 Méthodes de conduite des études	9 à 12
– Groupe de travail dirigé par un pays rapporteur pour études complexes	
– Enquête conduite par un pays animateur ou le Bureau international pour questions simples	
– Colloque en tant que méthode spécifique de conduite d'une étude	
3 Procédures de collecte des informations	13 à 15
3.1 Trois procédures utilisables séparément ou de façon combinée: questionnaire, exposé ou plan de rapport	
3.2 Colloque: procédure spécifique	
4 Conduite des études confiées à un Groupe de travail	
4.1 Rôle déterminant du rapporteur dans la conduite de l'étude	16
4.2 Rôle actif et opérationnel des membres du Groupe de travail	17
4.3 Opérations effectuées par le rapporteur	18 à 20
– Procédure du questionnaire	
– Procédure de l'exposé	
– Procédure du plan de rapport	

	Para- graphes
5 Conduite des études par la méthode de l'enquête	
5.1 Rôle dynamique de l'animateur	21
5.2 Opérations effectuées par l'animateur (procédures du questionnaire et de l'exposé)	22 et 23
6 Dispositions particulières concernant les colloques et les consultants-spécialistes	
6.1 Colloque	24 et 25
– Méthode/procédure spécifique de conduite d'une étude	
– Actions de préparation et de déroulement du colloque (discussion de thème, documentation, conclusions/ résultats d'application immédiate)	
6.2 Conduite d'une étude par un consultant-spécialiste	26
7 Rôle du Bureau international	27
– Secrétariat du CCEP, animateur de certaines études, mise au point de documents et tâches administratives	

1) Le sommaire de cette annexe et les modifications en gras ont été introduits à l'initiative du BI pour faciliter l'accès au texte et aider à sa compréhension.

## 1 Organisation générale du travail et mise en chantier des études

### 1.1 Dans le cadre du Congrès: séances constitutive et de travail

1. Les études composant le programme de travail du CCEP arrêté par le Congrès sont réparties entre le Comité directeur et les Commissions par le Comité directeur réuni **en principe** dans le cadre du Congrès après la séance constitutive du CCEP<sup>1</sup>.

2. Sur la base des indications fournies par les Présidents des Commissions, le Comité directeur propose au CCEP, lors des séances de travail qu'il tient après sa séance constitutive, et pour chaque étude, d'une part la méthode de travail jugée appropriée, d'autre part le pays rapporteur ou animateur chargé de conduire l'étude.

<sup>1</sup> A l'exception de l'étude A 19 «Vocabulaire polyglotte du service postal international», qui présente un caractère général.

*Constitution des Groupes de travail*

3. Après avoir pris une décision sur ces propositions du Comité directeur, le CCEP arrête, sur la base des désirs exprimés par les différents Pays-membres du CCEP, la liste des membres de chaque Groupe de travail.

**1.2 Après le Congrès: rôles respectifs dans la conduite des études**

*Rôles du Président et du Vice-Président du CCEP*

4. Le Président du CCEP convoque les sessions de cet organe, dirige les travaux des séances plénières et assure la coordination des activités du Conseil.

5. Le Vice-Président du CCEP suit et coordonne, en particulier, les études intéressant un ensemble défini de pays mais réparties entre différentes Commissions. A cet effet, il peut prendre contact avec les Présidents des Commissions concernés et leur faire part de ses propositions et de ses recommandations à l'égard du déroulement et des buts de ces études.

*Rôles des Présidents des Commissions*

6. Les Présidents des Commissions animent, coordonnent et contrôlent les travaux au sein de leur Commission. Ils prennent connaissance des documents établis par les rapporteurs ou animateurs auxquels ils font part de leurs observations et remarques et donnent éventuellement les directives nécessaires. Ils approuvent les rapports définitifs des études conduites par les Groupes de travail, ainsi que les résumés des rapports des études de leur Commission, les rapports élaborés en conclusion à des enquêtes étant soumis à la Commission. En assurant en outre les liaisons nécessaires entre eux, ils veillent à ce qu'une coordination générale des travaux des Commissions soit assurée.

*Conduite des études:*

*réunions des Groupes de travail et des Commissions*

7. En règle générale, les études du CCEP sont conduites par correspondance. Toutefois, des réunions de Groupes de travail sont organisées, à l'initiative des pays rapporteurs, chaque fois que cela apparaît nécessaire, soit pendant les sessions du CCEP dans le cadre des Commissions, soit en dehors des sessions. D'autre part, les réunions des Commissions doivent être l'occasion pour les rapporteurs et animateurs, lorsque le besoin s'en fait sentir, de provoquer des échanges de vues approfondis sur certains points des études. A cet effet, et dans toute la mesure possible, ils doivent faire connaître aux membres du CCEP, bien avant la session, les points à discuter, par l'intermédiaire du Bureau international.

*Plan de conduite des études*

8. La mise en chantier des études est effectuée sur la base d'un plan d'ensemble mis au point par le CCEP lors de sa première session après le

Congrès, à partir des indications fournies par les rapporteurs et animateurs. Ce plan est établi, **en tenant compte des études prioritaires éventuellement identifiées par le Congrès**, avec le double souci d'étaler dans le temps la charge des Administrations qui seront appelées à fournir des contributions aux études et d'achever le programme de travail avant le Congrès.

## 2 Méthodes de conduite des études

9. Pour chaque sujet d'étude, il est utilisé l'une des trois méthodes ci-après:

- constitution d'un **Groupe de travail** dirigé par un pays rapporteur;
- **enquête** conduite par un pays animateur ou par le Bureau international;
- le **colloque** peut être choisi comme méthode spécifique de conduite d'une étude; dans ce cas, il est dirigé par un animateur et des co-animateurs, comme indiqué aux paragraphes 24 et 25 ci-après.

Les rapporteurs et animateurs sont choisis en raison de leur expérience dans le domaine de l'étude.

10. Le choix de la méthode est fonction de la nature et de la portée de l'étude: Groupe de travail pour les études complexes, enquête pour les questions relativement simples et moins techniques, consistant généralement en une collecte de données.

11. Les Groupes de travail sont formés de cinq à quinze Administrations en moyenne. Les pays non membres du CCEP peuvent collaborer à leurs travaux. Ils doivent à cet effet en informer le rapporteur de l'étude et le Président de la Commission concernés, par l'intermédiaire du Bureau international. Le rapporteur a la faculté d'inviter des Pays-membres de l'Union, qu'ils soient membres ou non du CCEP, à faire partie du Groupe de travail qu'il dirige.

12. Les études à effectuer selon la méthode de l'enquête sont, selon leur nature, attribuées aux membres du CCEP ou au Bureau international. Ne sont attribuées au Bureau international que les enquêtes conduites par la procédure du questionnaire.

## 3 Procédures de collecte des informations

### 3.1 Trois procédures utilisables séparément ou de façon combinée: questionnaire, exposé ou plan de rapport

13. D'une manière générale, toute étude (qu'elle soit conduite par un Groupe de travail ou sous forme d'enquête) exige la collecte d'une certaine

masse d'informations qui constitue la matière de base des travaux. Les procédures employées pour la collecte de ces informations sont:

- le questionnaire;
- l'exposé;
- le plan de rapport (celui-ci n'est pas utilisé pour les enquêtes).

### 3.2 Colloque: procédure spécifique

L'une ou l'autre de ces procédures peut être complétée par la tenue d'un colloque, lorsqu'il s'agit de questions complexes nécessitant des échanges de vues entre spécialistes. Le colloque peut également être utilisé comme procédure autonome.

14. Il appartient au pays rapporteur ou animateur de proposer au Président de la Commission et aux membres du Groupe de travail la procédure à employer en leur communiquant à l'appui les projets de documents correspondants et un calendrier pour l'exécution des diverses phases de l'étude. Le choix de la procédure à proposer tiendra compte du caractère de l'étude et des circonstances.

15. Ainsi:

- a) si le **questionnaire** convient à la plupart des études;
- b) l'**exposé** devrait rester une procédure exceptionnelle réservée aux études qui se prêtent moins bien à la technique du questionnaire ou qui supposent des pratiques différentes et complexes;
- c) quant à la procédure du **plan de rapport**, elle devrait permettre à une Administration ayant une expérience particulière dans un domaine déterminé (où d'autres Administrations en ont moins) d'élaborer d'emblée le rapport à partir du plan approuvé par le Groupe de travail; cette procédure sera de préférence utilisée pour l'élaboration de «guides» et pour certaines études destinées aux pays en développement;
- d) le **colloque** peut être choisi comme méthode/procédure dynamique pour les avantages qu'il présente:
  - préparation documentée des questions à discuter;
  - débats de spécialistes impliquant un échange d'expériences et une concertation assez large;
  - des résultats concrets, fiables et rapides d'application immédiate (cf. paragraphes 24 et 25).

## 4 Conduite des études confiées à un Groupe de travail

### 4.1 Rôle déterminant du rapporteur dans la conduite de l'étude

16. Le rapporteur est maître d'œuvre de l'étude et, à ce titre, il:

- a) prend toutes les initiatives nécessaires au bon déroulement des travaux;
- b) juge de l'opportunité de tenir compte des observations et suggestions (notamment celles qui portent sur les aspects les plus importants à



développer) qui lui sont transmises aux diverses étapes de l'avancement de l'étude ou de prendre en considération en tout ou en partie les contributions reçues;

- c) apprécie la nécessité d'établir un document récapitulatif des réponses («cahier général»), document de travail destiné à faciliter la rédaction du rapport;
- d) détermine la forme et le contenu du rapport relatif à l'étude dans le cadre des règles générales concernant l'établissement des documents de travail du Conseil consultatif des études postales arrêtées à cet effet par le CCEP et constituant une annexe au Règlement intérieur du CCEP;
- e) prend un soin particulier à la rédaction des conclusions et recommandations qui doivent comprendre les solutions aux problèmes qui se posent et dont l'application doit être préconisée par décisions du CCEP (résolution, recommandation, décision) ou d'un autre organe concerné, CE ou Congrès (propositions de modification des Actes);
- f) veille à l'application des décisions CE 4/1985 et CCEP 6/1985.

#### **4.2 Rôle actif et opérationnel des membres du Groupe de travail**

17. Les membres du Groupe de travail conseillent et aident le rapporteur dans sa tâche; à ce titre, il leur incombe:

- a) de répondre aux questionnaires, s'il y a lieu;
- b) d'examiner tous les documents établis par le rapporteur et le Bureau international et de leur faire part des modifications, amendements, compléments, etc., qu'ils jugent nécessaires;
- c) de participer éventuellement, à la demande et suivant les directives du rapporteur, à l'élaboration du rapport ou à toute autre tâche.

#### **4.3 Opérations effectuées par le rapporteur**

##### *Procédure du questionnaire*

18. Il incombe au rapporteur:

- a) de procéder à l'élaboration du projet de questionnaire et de le transmettre au Bureau international en vue de sa diffusion pour avis et compléments au Président de la Commission et aux membres du Groupe de travail;
- b) d'établir le questionnaire définitif en tenant compte des compléments et des observations éventuelles du Président de la Commission et des membres du Groupe de travail et de le transmettre au Bureau international pour diffusion en indiquant l'étendue de la diffusion et la date limite de réponse;
- c) de rédiger lui-même, ou avec la collaboration d'autres membres du Groupe de travail, le projet de rapport dès qu'il est en possession de

- tous les éléments d'information nécessaires; le rapport doit fournir notamment la synthèse des informations recueillies en faisant ressortir les principales conclusions qui se dégagent de l'étude; un glossaire des termes spécifiques à l'étude doit y être annexé;
- d) de communiquer, par l'intermédiaire du Bureau international, le projet de rapport à tous les membres du Groupe de travail pour avis et observations sur l'ensemble du rapport et aux autres Administrations ayant participé à l'étude pour les éléments d'information qu'elles ont fournis;
  - e) d'élaborer le projet de rapport définitif, compte tenu des observations reçues;
  - f) d'élaborer avec le plus grand soin le résumé destiné à être publié dans la revue «Union Postale» et dans le «Manuel de la modernisation des services postaux»; ce résumé, ni trop sommaire ni trop détaillé, doit au moins reproduire le plan du rapport et les conclusions du Groupe de travail (cf. décision CCEP 18/1986, qui fournit un complément indispensable); il est communiqué à la Commission avant la diffusion du rapport;
  - g) de soumettre pour approbation le projet de rapport définitif<sup>1</sup> et le projet de résumé au Président de la Commission par l'intermédiaire du Bureau international;
  - h) de définir, s'il y a lieu, les termes ayant une acception postale particulière et de transmettre ces définitions au Bureau international à l'intention du rapporteur du Groupe de travail A 19, en vue de leur insertion dans le Vocabulaire polyglotte du service postal international;
  - i) de réunir éventuellement le Groupe de travail (ou un colloque) au moment où il le juge utile, après accord du Président de la Commission ainsi que du Directeur général du Bureau international, lorsque l'intervention du Bureau est demandée; dans ce cas, le compte rendu de la réunion est annexé au rapport éventuellement modifié;
  - j) de réunir, au besoin, en Intergroupe et après entente avec le ou les Présidents des Commissions intéressés **et le Vice-Président du CCEP, s'il y a lieu**, les rapporteurs d'autres Groupes de travail pour coordonner les études ayant des points communs;
  - k) de prendre toutes mesures de nature à faciliter la tâche du Bureau international, notamment en ce qui concerne la présentation et la répartition des documents à imprimer et à diffuser.

<sup>1</sup> Quand le rapport d'une étude comprend des annexes dont la reproduction est particulièrement difficile ou coûteuse (plans, diagrammes, etc.), ces annexes ne sont pas reproduites, à moins que les pays ayant participé à l'étude ne puissent en fournir le tirage nécessaire. Si une telle fourniture n'est pas possible, le rapporteur prend les mesures utiles pour remettre quelques jeux de ces annexes au service de documentation du BI, qui les tient en prêt à la disp. des Adm.

*Procédure de l'exposé*

19. Le rapporteur doit:
- a) établir un schéma d'exposé qu'il transmet par l'intermédiaire du Bureau international au Président de la Commission et aux membres du Groupe de travail pour avis, observations et compléments;
  - b) élaborer, compte tenu des observations reçues, un modèle d'exposé (qui reflète l'expérience de son Administration dans le domaine considéré) et le transmettre, par l'intermédiaire du Bureau international, aux membres du Groupe de travail et aux Administrations participant à l'étude. A cette occasion, il est demandé à ces pays d'élaborer à leur tour un exposé sur le même sujet suivant le plan adopté par le pays rapporteur et dont la longueur doit demeurer dans le cadre strict des limites fixées par celui-ci; les contributions doivent surtout s'apesantir sur des aspects concrets présentant une réelle originalité;
  - c) rédiger un projet de synthèse des exposés reçus (synthèse à laquelle sont éventuellement annexés les exposés ou résumés d'exposés) et le communiquer, par l'intermédiaire du Bureau international, aux membres du Groupe de travail pour avis et observations;
  - d) appliquer, pour le reste, la procédure relative aux études conduites par voie de questionnaire (chiffre 18, lettres e) à k)).

*Procédure du plan de rapport*

20. Le rapporteur est chargé:
- a) d'élaborer un plan de rapport de l'étude et de le transmettre, par l'intermédiaire du Bureau international, au Président de la Commission et aux membres du Groupe de travail pour avis et observations;
  - b) compte tenu des observations reçues, de rédiger le projet de rapport qu'il communique, par l'intermédiaire du Bureau international, aux membres du Groupe de travail pour avis et observations;
  - c) d'appliquer, pour le reste, la procédure relative aux études conduites par voie de questionnaire (chiffre 18, lettres e) à k)).

**5 Conduite des études par la méthode de l'enquête**

**5.1 Rôle dynamique de l'animateur**

21. Comme le rapporteur d'une étude confiée à un Groupe de travail, l'animateur d'une enquête, maître d'œuvre de l'étude:
- a) prend les initiatives nécessaires au bon déroulement des travaux;
  - b) juge de l'opportunité de tenir compte ou non des observations ou de prendre en considération en tout ou en partie les contributions reçues;
  - c) apprécie la nécessité d'établir un «cahier général» des réponses;
  - d) détermine la forme et le contenu du rapport;
  - e) veille à l'application des décisions CE 4/1985 et CCEP 6/1985.

## **5.2 Opérations effectuées par l'animateur (procédures du questionnaire et de l'exposé)**

22. a) Le projet de questionnaire ou le schéma d'exposé élaboré par le pays animateur, ainsi que les conditions de sa diffusion, est soumis, par l'intermédiaire du Bureau international, au Président de la Commission pour approbation.
- b) L'animateur élabore, compte tenu des remarques éventuelles du Président, le questionnaire définitif ou le modèle d'exposé, qui est diffusé, par l'intermédiaire du Bureau international, aux pays participant à l'étude.
- c) 1° Lorsqu'il s'agit d'un questionnaire, l'animateur établira un rapport composé d'une analyse des réponses (si cela est jugé utile) et d'une synthèse.
- 2° Dans le cas d'une enquête conduite par voie d'exposé, l'animateur établira un rapport composé d'une synthèse des exposés reçus, à laquelle sont éventuellement annexés les exposés résumés ou extraits d'exposés présentant un intérêt particulier.
- Le document ainsi préparé est destiné à la Commission compétente du CCEP. Ce document, éventuellement complété et révisé, et le compte rendu des débats constituent le rapport définitif de l'étude concernée.
- d) L'animateur effectue en outre les tâches visées sous chiffre 18, lettres f), h) et k). En cas de besoin, il propose l'organisation d'un colloque sur l'étude. En ce qui concerne le résumé du rapport, il se référera au chiffre 18, lettre f).

23. La procédure ci-devant s'applique mutatis mutandis aux enquêtes conduites par le Bureau international.

## **6 Dispositions particulières concernant les colloques et les consultants-spécialistes**

### **6.1 Colloque**

#### *Méthode/procédure spécifique de conduite d'une étude*

24. Le colloque est un complément ou une introduction à une étude conduite selon une méthode et une procédure déterminées. Il peut également être utilisé comme procédure spécifique de conduite d'une étude. Le colloque est tenu à l'occasion ou en dehors des sessions du CCEP. Il peut également avoir lieu conjointement avec les activités du CE. Les participants (spécialistes et généralistes) doivent être choisis de manière à permettre une étude approfondie du sujet.

*Actions de préparation et de déroulement du colloque*

25. Pour obtenir un succès maximal, il convient:
- a) suivant la chronologie des travaux du CCEP et du CE, le cas échéant, de fixer la date du colloque durant la période qui permettra d'obtenir le rendement optimal;
  - b) de fixer assez tôt des thèmes précis afin de permettre aux Administrations de désigner les meilleurs spécialistes qui les représenteront;
  - c) de délimiter avec précision le cadre des discussions et de restreindre la documentation produite de manière à permettre une étude approfondie de celle qui est diffusée;
  - d) de prévoir une durée du colloque suffisante pour permettre de mener l'étude des sujets à leur terme;
  - e) de diffuser la documentation (ainsi qu'éventuellement un schéma de discussion) assez tôt, de telle manière que les participants puissent l'étudier avant le colloque;
  - f) d'approfondir les discussions en utilisant les techniques spécifiques du colloque (constitution de groupes pour l'étude de questions particulières, etc.) en vue de mieux dégager, sur les points présentant un intérêt important, des conclusions, des recommandations concrètes à l'intention des Administrations postales de l'Union.

**6.2 Conduite d'une étude par un consultant-spécialiste**

26. Lorsque, pour des raisons particulières (caractère technique, complexité, rapidité d'exécution, etc.), un rapporteur/animateur sollicite le concours d'un consultant-spécialiste, la demande est adressée au Bureau international en précisant le sujet à traiter et les particularités signalées. Le Bureau international procède ensuite aux formalités nécessaires (décision d'opportunité, formalités administratives, etc.). Cette utilisation entre dans le cadre des «Activités spéciales» de l'UPU.

**7 Rôle du Bureau international**

27. Outre la tâche qui lui est assignée par l'article 111 du Règlement général (assurer le Secrétariat du CCEP) et le rôle qu'il joue comme animateur des études que lui confie le Conseil, le Bureau international accomplit, dans la conduite des études dirigées par des rapporteurs/animateurs, les tâches suivantes:

- a) mise au point (en ce qui concerne la forme et le fond) des documents élaborés par les rapporteurs/animateurs, en accord avec ceux-ci: projets de questionnaires, d'exposés, de rapports et de résumés, ainsi que des documents émanant des Administrations;
- b) établissement des cahiers généraux, dans la langue officielle de l'Union, sur demande expresse des rapporteurs/animateurs; en principe, les cahiers généraux, qu'ils soient établis par les rapporteurs/

- animateurs ou par le Bureau international, ne donnent pas lieu à diffusion; quelques exemplaires en sont conservés au service de documentation et de prêt du Bureau international pour être communiqués aux Administrations qui en font la demande;
- c) liaison entre les rapporteurs/animateurs, les Présidents de Commission, les membres des Groupes de travail, etc., pour la transmission de tous les documents se rapportant aux études;
  - d) diffusion aux Administrations des questionnaires et autres documents destinés à la collecte des informations, centralisation des contributions et transmission de celles-ci aux rapporteurs/animateurs;
  - e) formulation d'avis sur la procédure, de conseils et de suggestions destinés aux rapporteurs/animateurs, communication à ceux-ci de toute documentation disponible;
  - f) fourniture du concours occasionnel d'experts/consultants dans la mesure où cela ne devrait pas porter préjudice à leur mission principale;
  - g) aide aux pays en développement désireux d'assumer la charge d'études;
  - h) communication éventuelle, pour avis sur la terminologie employée, aux membres du Groupe de travail A 19 (Belgique, France, Suisse), de tout ou partie des projets de questionnaires et rapports définitifs mis au point;
  - i) communication aux rapporteurs/animateurs des études de toute documentation disponible;
  - j) exécution des tâches administratives concernant les études:
    - traduction, impression des documents;
    - diffusion des rapports concernant les études; cette diffusion est effectuée en principe sous forme de plaquette ou classeur de la Collection d'études postales (une plaquette/classeur pouvant contenir plusieurs études);
    - élaboration des mises à jour;
    - publication des résumés dans la revue «Union Postale» et insertion des résumés (tirés à part) dans le «Manuel de la modernisation des services postaux»;
    - attribution aux rapports et cahiers généraux des numéros ISSN affectés par l'ACCIS selon les indications diffusées par la circulaire 50 du 13.2.1989.

## Annexe 2

**Règles générales concernant l'établissement des documents de travail du CCEP (questionnaire, analyse des réponses, cahier général des réponses, rapport) (1)**

## Sommaire

	Para- graphes
1 Questionnaire	
1.1 Cadre et structure du questionnaire	1 à 6
– Instrument de travail essentiel	
– Analyse approfondie du sujet d'étude en soulignant les préoccupations et problèmes identifiés	
1.2 Renseignements à recueillir	7 à 12
– Nature des questions (précision, lien direct avec le sujet)	
– Echantillon représentatif	
– Objectivité	
1.3 Présentation et structure du questionnaire	13 à 16
– Texte introductif facilitant la compréhension et les réponses	
– Présentation des questions	
2 Analyse des réponses	
2.1 Nature de l'analyse (distincte du «cahier général»)	17 à 19
– Regroupement des informations	
– Niveau de détails	
2.2 Modèle d'analyse simplifiée des réponses	20 et 21
– Résultat d'une consultation avec statistiques seulement	
– Description des avantages et inconvénients	
2.3 Modèle d'analyse développée des réponses	22 et 23
– Résultat d'une consultation avec statistiques et nom des pays participant	
– Remarques particulières des pays	
3 Cahier général des réponses	
3.1 But, opportunité d'élaboration, justification	24 à 27
3.2 Modèle de cahier général	28
– Présentation séparée de la question et des réponses	

	Para- graphes
4 Rapport	
4.1 Nature et objectif	29 à 36
– Synthèse	
– Conclusions, avis et recommandations	
4.2 Exemple d'une synthèse accompagnée de recommandations	37
4.3 Structure du rapport	38 à 42
– Avant-propos	
– Introduction	
– Corps du rapport	
– Conclusion	
4.4 Annexes au rapport	43
5 Rôle du Bureau international	44
– Secrétariat du CCEP, animateur de certaines études, mises au point des documents et tâches administratives	

---

1) Le sommaire de cette annexe et les modifications en gras ont été introduits à l'initiative du BI, pour faciliter l'accès au texte et aider à sa compréhension.

### Observation générale

Les principes exposés ci-après, ainsi que les modèles et exemples présentés, correspondent à l'essentiel des travaux, étant entendu que pour des travaux particuliers seront appliquées des règles particulières.

## 1 Questionnaire

### 1.1 Cadre et structure du questionnaire

1. Dans les conditions actuelles de l'organisation du travail du CCEP, le questionnaire est un instrument de travail essentiel grâce auquel sont



recueillies les informations, qui constituent la matière de base des travaux. Il doit donc être élaboré avec beaucoup de soin, car de sa qualité dépendent les résultats de l'étude entreprise.

2. Lorsqu'il est décidé d'utiliser la procédure du questionnaire, le rapporteur/animateur procède d'abord à une analyse approfondie du sujet d'étude afin de discerner, de manière aussi précise que possible, les préoccupations qui sont à l'origine de la proposition d'étude, les problèmes que l'on se propose de résoudre ou les orientations que l'on pourrait dégager.

3. Cette analyse s'appuie sur l'examen des motifs de la proposition, des débats éventuels auxquels elle a donné lieu, des travaux qui ont, le cas échéant, été effectués sur ce thème et de l'expérience du rapporteur concernant cette question.

4. Les préoccupations et problèmes clairement identifiés constitueront le cadre du questionnaire et en dicteront la structure, et les renseignements à collecter seront définis en conséquence.

5. Pour des études complexes, il peut paraître nécessaire, avant d'entreprendre l'élaboration du questionnaire, d'établir, à l'issue de l'analyse mentionnée ci-dessus, un document préliminaire qui reflète les vues du rapporteur au sujet du cadre de l'étude (problèmes à résoudre, type de renseignements que l'on pourrait recueillir, étapes de la conduite de l'étude, etc.).

6. Le document ainsi élaboré est soumis pour avis et observations aux membres du Groupe de travail, ou à la Commission lorsqu'il s'agit d'une enquête.

## **1.2 Renseignements à recueillir**

7. Les renseignements doivent avoir une relation aussi étroite que possible avec l'objectif que l'on se propose d'atteindre ou les problèmes dont on recherche la solution. Ils doivent, en tout cas, être utilisés pour l'établissement du rapport, soit en étant publiés directement, soit en permettant, par des calculs ou un traitement intermédiaire, de dégager les conclusions de l'étude ou certaines tendances dans le sens de ces conclusions.

8. Les questions posées doivent être précises et aussi simples que possible et ne donner lieu à aucun doute quant à leur interprétation et, par conséquent, quant à la réponse à donner.

9. Les renseignements de caractère général (superficie du pays, population, statut du service, budget, etc.) ne doivent être demandés que si leur connaissance présente de l'intérêt pour les conclusions à tirer de l'étude.

10. Il convient d'éviter de solliciter des renseignements qui ont été reçus des Administrations ou publiés dans la Statistique des services postaux ou dans d'autres statistiques, par exemple celles de l'ONU.

11. L'échantillon des Administrations à consulter doit être suffisamment représentatif et être fixé avec le souci de limiter, autant que possible, la charge des Administrations du fait de la participation aux études du CCEP.

12. Dans toute la mesure possible, le questionnaire ne devrait pas porter une empreinte trop marquée des pratiques de l'Administration du pays rapporteur ou animateur.

### 1.3 Présentation et structure du questionnaire

13. Le questionnaire doit comprendre deux parties:

- a) un texte introductif qui présente l'étude (origine, objectif, portée, etc.) et qui vise à renseigner les Administrations aussi précisément que possible sur la question, de manière à faciliter la compréhension du problème et à obtenir ainsi des réponses claires;
- b) le questionnaire proprement dit.

14. La structure du questionnaire préfigure, pour l'essentiel, celle qu'aura le rapport de l'étude. Elle doit être conçue dans cette perspective.

15. Afin de faciliter l'utilisation des références, la numérotation décimale, avec autant que possible un maximum de trois chiffres, devrait être adoptée.

Exemple: 1  
          1.2  
          1.2.3

16. Le questionnaire doit permettre de répondre par oui ou par non. Les renseignements complémentaires sont à consigner dans les interlignes prévus à cet effet (ou dans une fiche séparée, si nécessaire).

Exemple:	Oui	Non
----------	-----	-----

1.3 Le transport de courrier par des tiers fait-il l'objet de contrat?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--	--------------------------	--------------------------

Si non, prière d'indiquer comment sont réglés les rapports avec les transporteurs:

---

---

---

## 2 Analyse des réponses

### 2.1 Nature de l'analyse (distincte du «cahier général»)

17. L'analyse des réponses, qui présente les informations recueillies à la suite du questionnaire, se distingue du «cahier général» en ce sens que ce dernier comporte, de manière aussi complète et détaillée que possible, les renseignements collectés en les individualisant par pays.

18. L'analyse des réponses, quant à elle, expose l'essentiel des réponses de manière à faire ressortir le gros des informations fournies en les regroupant. Les réponses particulières sont mentionnées dans la mesure où elles apparaissent significatives sans pouvoir s'insérer dans les regroupements établis.

19. Selon la nature de l'étude et l'objectif poursuivi, il appartient au rapporteur ou à l'animateur de fixer jusqu'à quel niveau de détails il entend pousser les informations à présenter.

### 2.2 Modèle d'analyse simplifiée des réponses

#### 20. 2 Transports confiés à des tiers

##### 2.1 Résultat de la consultation

Question	Oui	Non	Pas de réponse
2.1.1 Utilisation des transports publics pour acheminer le courrier postal	34	3	2
2.1.2 Utilisation des transports privés pour acheminer le courrier postal	32	5	2
2.1.3 Contrat concernant le transport du courrier par des tiers	37	1	1
2.1.4 Bases légales concernant l'obligation de transporter le courrier postal:			
– par les transports publics	18	20	1
– par les concessionnaires	6	28	5
– par les entreprises privées	5	32	2
2.1.5 Instances nationales chargées de la coordination des transports	32	5	2
2.1.6 Représentation de l'Administration postale au sein de ces instances	9	28	2

### 2.1.7 Avantages et inconvénients des transports confiés à des tiers (transporteurs publics, concessionnaires et privés)

Avantages	Inconvénients
Coûts réduits Diminution des frais de personnel et des frais liés à l'achat et l'entretien de véhicules Nombreuses possibilités de transport Rapidité Régularité	Horaire souvent pas adapté aux besoins postaux Traitement parfois peu soigneux du courrier Sécurité pas toujours garantie Possibilités de contrôle limitées Capacité offerte souvent insuffisante

21. Ce modèle peut être utilisé dans le corps du rapport afin de permettre de tirer immédiatement des tendances de la consultation et de formuler des avis ou recommandations.

### 2.3 Modèle d'analyse développée des réponses

22.

Question		Réponse		Nom- bre	Pays
1	Votre Administration consulte-t-elle le Fichier de l'équipement postal	Oui	22	Algérie, Allemagne, Argentine, Belgique, Brésil, Chili, Danemark, Espagne, Guinée, Indonésie, Irlande, Japon, Maroc, Mexique, Nigéria, Pakistan, Roumanie (Rép. soc.), Suisse, Syrienne (Rép. arabe), Tchèque et slovaque (Rép. fédérative), Thaïlande, URSS	
		Non	11	Amérique (Etats-Unis), Australie, Bangladesh, Egypte, France, Grande-Bretagne, Italie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Sri Lanka, Suède	
		Sans réponse	0		

Question		Réponse	
		Nom- bre	Pays
1.1	En cas de réponse négative à la question 1, dites pourquoi		
1.1.1	Parce que votre Administration obtient des informations d'une autre source	Oui 9 Non 1 Sans réponse 1	Amérique (Etats-Unis), Australie, Bangladesh, Egypte, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Sri Lanka, Suède Nouvelle-Zélande

1.1.2 Pour d'autres motifs, veuillez indiquer lesquels:

*France:* L'évolution des technologies dans les domaines du tri et de l'acheminement est très rapide et le Fichier très vite dépassé. Le Fichier représente des techniques passées et qui ne sont pratiquement plus utilisées.

*Remarques particulières*

*Amérique (Etats-Unis):* Nous avons une liste de matériel à usage interne.

*Suisse:* Le Fichier de l'équipement postal est consulté seulement à titre documentaire.

23. Ce modèle d'analyse des réponses est en principe conçu pour être annexé au rapport de l'étude, notamment dans le cas des enquêtes.

### 3 Cahier général des réponses

#### 3.1 But, opportunité d'élaboration, justification

24. En principe, le cahier général est essentiellement destiné à faciliter l'élaboration du rapport. Il doit, de ce fait, recenser tous les renseignements recueillis de la consultation, étant entendu qu'une sélection sera opérée au moment de l'établissement du rapport.

25. Il résulte de cette caractéristique du cahier général que, sauf décision contraire de la Commission compétente, celui-ci:

- est rédigé dans la langue utilisée pour l'établissement du projet de rapport;
- n'est pas traduit;
- n'est distribué aux Administrations que sur demande expresse. (Marche des travaux, chiffre 27, lettre b).)

26. La décision d'élaborer un cahier général plutôt qu'une analyse des réponses est prise par le rapporteur ou l'animateur. Elle implique que le rapport établi sera séparé du cahier général sans se référer à celui-ci.

27. Pour certaines études importantes, l'établissement d'un cahier général peut s'avérer nécessaire. Dans ce cas, le rapporteur ou l'animateur en fait la proposition à la Commission qui se prononce à ce sujet ainsi que sur les modalités particulières d'établissement du cahier général par des dérogations éventuelles aux indications du chiffre 25.

### 3.2 Modèle de cahier général

	<i>Oui</i>	<i>Non</i>
28. 7 Les envois du SCE doivent-ils, en principe, être considérés, à l'arrivée dans le pays de destination, comme régulièrement affranchis?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dans la négative:		
7.1 dans quels cas les envois seront-ils considérés comme irrégulièrement affranchis?		
_____		
_____		
_____		
8 Doit-on prévoir, dans le SCE, le remboursement de taxes:		
8.1 en cas de perte d'un envoi du SCE?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8.2 en cas de transmission erronée d'un envoi du SCE?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8.3 en cas d'impossibilité de transmettre l'envoi du SCE, constatée après coup?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pays	Question 7		Question 7.1	Question 8.1		Question 8.2		Question 8.3		Observations
	Oui	Non		Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	
Allemagne	x		—	x		x		x		
Amérique (Etats-Unis)	x		Sans objet	x		x		x		
Arabie saoudite										
Argentine	x			x		x		x		
Australie	x		—	x		x		x		
Belgique	x		—	x		x		x		
Brésil	x			x				x		
Canada	x		—	x		x		x		
Corée (Rép.)										
Danemark										
France	x		—	x		x		x		
Grande-Bretagne	x		—	x		x <sup>1</sup>		x		
A reporter	9	—		7	2	7	1	8	1	

<sup>1</sup> Sauf dans le cas où il a été signalé à un usager que le document risque de ne pas être convenablement reproduit et qu'il désire que la transmission soit quand même assurée.

**Note.** – Les questions et les réponses peuvent être présentées en double page.

## 4 Rapport

### 4.1 Nature et objectif

29. Le rapport d'une étude du CCEP:

- est établi par le rapporteur/animateur (cf. Marche des travaux, paragraphes 18, 21 et 22);
- fait la synthèse des informations recueillies à l'occasion de la consultation;
- formule des conclusions, des avis ou des recommandations comprenant les solutions aux problèmes posés en distinguant celles d'application immédiate et celles à soumettre au Congrès ou au CE.

#### *Synthèse*

30. La synthèse porte sur chaque partie du questionnaire ou du modèle d'exposé, qui constitue aussi une partie du rapport. Elle résume les principales constatations et fait ressortir les grandes tendances en signalant les cas particuliers dignes d'intérêt dans le contexte de l'étude.

31. Dans la mesure du possible, une explication ou une justification sommaire accompagne les cas particuliers retenus.

32. Chaque fois que cela est faisable, la synthèse est appuyée d'indications chiffrées découlant de la consultation, avec éventuellement des ratios ou pourcentages.

*Conclusions, avis et recommandations*

33. Les tendances identifiées doivent en principe amener le rapporteur ou l'animateur à formuler immédiatement des conclusions, avis et recommandations se rapportant à la section correspondante du rapport.

34. Cette partie constitue sans doute un des résultats concrets de l'étude et doit être traitée avec beaucoup de soin. Il a, en effet, été regretté que les rapports du CCEP aient tendance à se limiter à un exposé des constatations faites lors de la consultation sans qu'il en soit tiré des conclusions et recommandations concrètes.

35. Le Groupe de travail ou le CCEP s'exprimeront sur les conclusions, avis et recommandations ainsi formulés et leur donneront une forme reflétant les différents points de vue.

36. Les conclusions, avis et recommandations constitueront l'essentiel du résumé du rapport à publier dans le Manuel de la modernisation des services postaux et dans la revue «Union Postale», comme il est prévu au paragraphe 18, lettre f), ci-devant.

#### **4.2 Exemple d'une synthèse accompagnée de recommandations**

**37. «Synthèse**

Le système de la poste automobile rurale (PAR) est relativement peu développé. On distingue quatre genres de circuits PAR, soit:

- transport de courrier uniquement;
- transport de courrier et de voyageurs;
- transport de courrier combiné avec un bureau de poste mobile;
- transport de courrier et de voyageurs combiné avec un bureau de poste mobile.

Le bilan des avantages et des inconvénients du système PAR semble équilibré. Les problèmes de coûts, de maintenance et d'entretien des véhicules sont les plus difficiles à résoudre au stade actuel. Dans les pays les plus avancés, on renonce en général à développer les réseaux PAR, en préférant construire des bureaux sédentaires ou utiliser les agences gouvernementales locales pour assurer le service postal.

Un certain nombre d'Administrations qui n'ont pas de service PAR envisagent de créer des réseaux pour améliorer la qualité de leurs prestations dans les régions à faible densité de population.

*Recommandations*

La création de réseaux PAR doit faire l'objet, dans chaque cas, d'une étude approfondie. Cette forme d'organisation postale ne semble pas toujours



convenir dans les pays ou régions plus développés. Il importe de déterminer quelle est la solution répondant le mieux aux besoins de la région concernée. La question des coûts d'exploitation, qui sont assez élevés, ne devrait pas empêcher la réalisation de certains projets. Il s'agit en effet de considérer aussi les avantages qui en résultent pour la population et pour la promotion du trafic postal.

Afin d'éviter des circuits trop étendus, la PAR devrait être organisée régionalement et avoir pour base une localité importante bien située au plan des liaisons nationales. Pour commencer, un seul véhicule peut être engagé successivement sur plusieurs circuits au départ de cette localité de base. Le nombre des dessertes peut être ensuite augmenté en fonction des besoins et du développement du trafic par l'emploi de véhicules supplémentaires.

Le transport combiné de voyageurs et de courrier postal doit être recherché dans toute la mesure possible pour améliorer la rentabilité de la ligne. La poste devrait bénéficier du droit prioritaire de transporter des voyageurs dans de tels cas. Il conviendrait d'aménager la législation nationale dans ce sens.

La possibilité d'utiliser des véhicules privés pour assurer un service PAR peut également être envisagée.»

#### **4.3 Structure du rapport**

38. Tel qu'il est établi par le rapporteur ou l'animateur, le rapport comprend les parties suivantes:

- l'avant-propos;
- l'introduction;
- le corps du rapport;
- la conclusion.

39. L'avant-propos rappelle l'origine de l'étude, expose les modalités de conduite de celle-ci et fournit des indications sur la consultation ainsi que la liste des Administrations y ayant participé.

40. L'introduction délimite le cadre de l'étude, annonce les principales parties du rapport.

41. Le corps du rapport développe, sous forme de synthèses, d'avis, recommandations et propositions, les différents aspects de l'étude en autant de parties et sous-parties qu'il s'avère nécessaire.

42. La conclusion comporte le résumé des modalités de la conduite de l'étude, des constatations effectuées et les conclusions proprement dites, et récapitule brièvement les avis et recommandations éventuels.

#### **4.4 Annexes au rapport**

43. a) Les questionnaires ne sont pas annexés aux rapports des études, la structure du rapport devant refléter le questionnaire utilisé.
- b) L'analyse des réponses n'est pas annexée aux rapports des études conduites par un Groupe de travail, mais une analyse sommaire peut être incorporée aux différentes parties du rapport (chiffre 21).

#### **5 Rôle du Bureau international**

44. Selon la «Marche des travaux relatifs aux études du CCEP» (chiffre 26, lettre a)), le Bureau international est chargé de la mise au point des documents (projets de questionnaires, d'exposés et de rapports, etc.) élaborés par les rapporteurs/animateurs, en accord avec ceux-ci. A cet effet, il s'appuie notamment sur les indications contenues dans le présent document.

# Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle (1) (2) (3)

---

1) Les textes des Accords reproduits ci-après sont annexés à la Const., en vertu des disp. de l'art. 9 de ladite Const. Cela montre l'importance attachée par l'Union aux rapports avec l'ONU. Pour l'historique du développement des relations entre l'ONU et l'Union, v. annot. à l'art. 9 de la Const. et annot. 2 au préambule.

2) Il n'y a pas d'uniformité en ce qui concerne le titre de l'Accord. Certaines publications de l'ONU utilisent les termes «Nations Unies» seulement.

3) En 1973, le Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC) décida d'examiner l'opportunité de reviser les Accords conclus en son temps entre l'ONU et les institutions spécialisées afin de renforcer la cohérence du système des Nations Unies et sa capacité d'atteindre, en particulier, les objectifs de la Stratégie internationale du développement (E/RES/1768 (LIV)). L'étude entreprise à ce sujet en collaboration avec les institutions spécialisées n'a abouti à aucun résultat concret jusqu'ici. Néanmoins, par sa résolution C 91/1979, le Congrès de Rio de Janeiro a chargé le CE de traiter, le cas échéant, les prop. de modification des Accords actuels ONU/UPU ou la conclusion d'un accord complémentaire.

## Préambule

Vu les obligations qui incombent à l'Organisation des Nations Unies selon l'article 57 de la Charte des Nations Unies, (1) l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle conviennent (2) de ce qui suit:

---

1) Comme la plupart des accords avec les autres institutions spécialisées, le présent Accord est précédé d'un préambule. Celui-ci rappelle l'art. pertinent de la Charte qui traite des relations de l'ONU avec les institutions spécialisées, à savoir l'art. 57. La compétence parallèle de l'UPU découle de l'art. 9 de la Const., qui confirme indirectement la capacité de l'Union de conclure des accords. Cela signifie que l'Union a, dans le cadre de la famille des Nations Unies, la capacité juridique appartenant à un sujet de droit international.

2) Le préambule n'indique pas les organes compétents pour conclure l'Accord. Toutefois, il découle de l'art. XV ainsi que du Protocole relatif à l'entrée en vigueur de l'Accord ONU/UPU (annot. 2 à l'art. XV) que c'est l'Ass. gén. de l'ONU et le Congrès de l'UPU qui étaient compétents pour approuver l'Accord. Tout en étant annexé à l'Acte fondamental de l'Union, l'Accord ne dépend pas de celui-ci. Sa validité pour l'UPU est déterminée par le fait que l'organe suprême de l'UPU ayant «la capacité de conclure des traités» l'avait approuvé. Par ailleurs, l'Accord ne doit pas contenir des disp. contraires aux prescriptions fondamentales (constitutionnelles) de l'UPU. Pour les membres de l'ONU, les engagements découlant de la Charte prévalent sur ceux des Actes de l'UPU.

## Article I

L'Organisation des Nations Unies reconnaît l'Union postale universelle (désignée ci-dessous sous le nom de «l'Union») comme étant l'institution spécialisée (1) chargée de prendre toutes les mesures conformes à son acte constitutif (2) pour atteindre les buts qu'elle s'est fixés dans cet acte. (3) (4) (5)

1) Selon l'art. 57 de la Charte, les diverses institutions spécialisées créées par des accords intergouvernementaux et pourvues, aux termes de leurs statuts, d'attributions internationales étendues dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes sont reliées à l'ONU conformément à l'art. 63 de la Charte. C'est l'ECOSOC qui est chargé d'établir ces relations (v. annot. 1 à l'art. 9 de la Const.).

Jusqu'à présent, l'ONU a conclu des accords avec les institutions spécialisées suivantes:

l'Organisation internationale du travail (OIT);

l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);

l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO);

l'Organisation mondiale de la santé (OMS);

l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI);

la Banque mondiale/Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD);

l'Association internationale de développement (IDA);

la Société financière internationale (SFI);

le Fonds monétaire international (FMI);

l'Union postale universelle (UPU);

l'Union internationale des télécommunications (UIT);

l'Organisation météorologique mondiale (OMM);

l'Organisation maritime internationale (OMI);

l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI);

le Fonds international de développement agricole (FIDA);

l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI);

l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

En ce qui concerne l'historique de la plupart de ces Accords, v. doc E/1317 (Rapp. du Secrétaire général sur les mesures prises dans le cadre des Accords conclus entre l'ONU et les institutions spécialisées), ainsi que les annot. à l'art. 9 de la Const.

2) V. à ce sujet annot. à l'art. 22 de la Const.

3) Aux termes de l'art. I du présent Accord, l'ONU a reconnu que l'UPU remplit les conditions énoncées par la Charte pour être considérée comme une institution spécialisée, à savoir qu'elle a été créée par un acte intergouvernemental et qu'elle est pourvue d'attributions internationales étendues dans le domaine économique. Elle a reconnu en outre que l'UPU est, en matière de service postal international, et conformément à son acte constitutif, la seule organisation qui ait la compétence dans ce domaine (... comme étant l'institution spécialisée...). Cette entière responsabilité exclut du domaine postal universel les activités de toute autre institution spécialisée. Dans cet ordre d'idée, le Secrétaire général de la CEL a adressé au Secrétaire général des Nations Unies, en date du 20 juillet 1948, une lettre énumérant tous les cas qui lui étaient connus où des rapports, résolutions, projets de convention, etc., élaborés par les organes de l'ONU ou d'institutions spécialisées faisaient allusion à des franchises ou à des facilités de transport d'ordre postal. Cette lettre se terminait ainsi:

«Pour éviter toute confusion et tout risque de malentendu, la Commission exécutive et de liaison de l'UPU m'a chargé de vous faire connaître que toutes les questions se rapportant aux services d'exploitation, à l'application des tarifs et à l'octroi éventuel de franchises de taxes ou de facilités quelconques dans le régime postal international sont du ressort exclusif de l'Union postale

universelle et ne peuvent être réglées que par la Convention et les Règlements de celle-ci. Par conséquent, les Congrès postaux, ou l'ensemble des membres de l'Union, par la voie de consultation prévue aux articles 21 et suivants de la Convention postale universelle, sont seuls compétents pour modifier les dispositions en vigueur ou accorder certaines facilités ou dérogations en cette matière. Toute résolution ou décision émanant d'autres organismes internationaux, et empiétant sur le domaine exclusif de l'Union postale, non seulement ne pourrait engager d'une manière quelconque les membres de cette Union, mais serait de nature à susciter des inconvénients et des difficultés.

Vu ce qui précède, vous m'obligeriez beaucoup en orientant les organes de l'ONU et les institutions spécialisées dans ce sens, afin de leur éviter des discussions qui n'auraient aucun résultat pratique.»

La réponse du Secrétariat général de l'ONU à cette communication est parvenue le 5 octobre 1948. Il en ressort qu'en principe et d'une manière générale le point de vue exprimé par la CEL est partagé par les organes de l'ONU et qu'il est entendu que toute action éventuelle en cette matière devra être entreprise par l'intermédiaire de l'organe compétent de l'UPU (v. Doc de la Comm. provisoire exécutive et de liaison 1947/1948, p. 88 et 89; Doc de la CEL 1948, p. 36). Pour la suite, v. annot. 10, lettre d) in fine, à l'art. 9 de la Const.

4) Quant au chevauchement de compétence des institutions spécialisées, un règlement élaboré à ce sujet par le Comité administratif de coordination (CAC) a été approuvé par la CEL en 1951 afin d'assurer que toute question qui intéresserait plus d'une institution soit discutée entre les secrétariats de ces organisations dès le début (Doc de la CEL 1951, p. 24, 25, 184, 185 et 188). L'étude entreprise depuis 1973 dans le cadre de l'ECOSOC sur la base de la résolution E/RES/1768 (LIV) (cf. résolutions C 7/1974 du Congrès de Lausanne et C 91/1979 du Congrès de Rio de Janeiro) tend également à limiter les chevauchements d'activités entre les institutions spécialisées de l'ONU (v. annot. 3 au titre de l'Accord).

5) En revanche, l'activité postale d'autres organisations n'est pas exclue quand elle est admise par l'Acte constitutif de l'Union, p. ex. les activités de différentes Unions restreintes dans leur domaine régional (au sujet de la situation des Unions restreintes par rapport à l'ONU, v. Rapp. 1961, p. 16, et Rapp. 1962, p. 34).

## Article II

### Représentation réciproque (1) (2)

1. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies seront invités à assister aux Congrès, Conférences administratives et Commissions de l'Union et à participer, sans droit de vote, aux délibérations de ces réunions. (3) (4)

2. Des représentants de l'Union seront invités à assister aux réunions du Conseil économique et social des Nations Unies (désigné ci-dessous sous le nom de «le Conseil»), de ses Commissions ou Comités et à participer, sans droit de vote, aux délibérations de ces organes, lorsque seront traitées les questions inscrites à l'ordre du jour auxquelles l'Union serait intéressée. (5) (6)

3. Des représentants de l'Union seront invités à assister, à titre consultatif, aux réunions de l'Assemblée générale au cours desquelles des questions qui sont de la compétence de l'Union doivent être discutées et à participer,

sans droit de vote, aux délibérations des Commissions principales de l'Assemblée générale traitant des questions auxquelles l'Union serait intéressée. (7)

4. Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies effectuera la distribution de toutes communications écrites présentées par l'Union aux membres de l'Assemblée générale, du Conseil et de ses organes ainsi que du Conseil de tutelle, selon le cas. De même, des communications écrites présentées par l'Organisation des Nations Unies seront distribuées par l'Union à ses membres. (8)

---

1) Jusqu'au Congrès de Paris 1947, l'UPU n'a jamais admis à ses réunions des organismes étrangers au service postal. En outre, elle a refusé d'envoyer des représentants de l'Union aux réunions qui ne se sont pas tenues sous les auspices de l'Union même (v. annot. 4 à l'art. 101 du Règl. gén.).

L'UPU avait agi de même avec la Société des Nations lorsque la Comm. préparatoire instituée par la Conf. aéroportale restreinte de Bruxelles 1930 fut saisie d'une demande d'un Sous-Comité du Comité de coopération entre les compagnies aéronautiques civiles de l'Organisation des communications et du transit de la SdN.

En revanche, le Congrès de Paris 1947 décida d'admettre, pour la première fois, des observateurs de l'Organisation des Nations Unies (ONU), avec voix consultative (v. Congrès de Paris 1947, II 27 à 31). Ensuite, en vertu de l'art. II, par. 1, de l'Accord, les représentants de l'ONU sont devenus observateurs de droit aux réunions des organes de l'UPU (v. p. ex. art. 3, par. 1, du Règl. int. du Congrès de Bruxelles 1952; art. 3, par. 1, d'Ottawa 1957; art. 3, par. 1, de Vienne 1964; art. 5, par. 1, du Règl. int. des Congrès et art. 3, par. 1, du Règl. int. du CE de Tokyo 1969).

2) L'art. II est en partie le pendant de l'art. 70 de la Charte et justifie la pratique suivie depuis le Congrès de Paris 1947; il prévoit une représentation réciproque des deux organisations. Toutefois, il n'y a pas de réciprocité totale dans tous les domaines, l'Accord prévoyant que les Nations Unies seront représentées sans droit de vote aux Congrès, Conf. administratives et Comm. de l'Union, quelles que soient les questions examinées, tandis que la participation des représentants de l'Union, sans droit de vote ou à titre consultatif, n'est possible qu'aux conditions exposées dans les par. 2 et 3.

Il faut remarquer à ce sujet que les représentants des institutions spécialisées bénéficient, dans la pratique, d'un traitement identique dans les diverses réunions des Nations Unies.

L'UPU est également invitée aux Conf. internationales convoquées par l'ONU. Selon l'art. 8 du Règlement concernant la convocation des Conf. internationales d'Etats, le Conseil «peut inviter à participer aux Conférences des institutions spécialisées reliées à l'ONU». Dans cet ordre d'idée, l'UPU a été invitée et a participé à diverses Conf. et réunions des Nations Unies. Ces Conf. et réunions sont mentionnées dans les Rapp. sur les activités de l'Union.

Les disp. de l'art. II, par. 1, ne permettent pas aux représentants de l'ONU de participer aux réunions des Unions restreintes.

3) L'ONU se fait régulièrement représenter aux réunions du Congrès et du CE.

4) L'Adm. des Nations Unies, étant une unité administrative du Secrétariat des Nations Unies placée sous l'autorité du Secrétaire général, est représentée par l'ONU aux termes du présent art. (v. annot. 10 à l'art. 9 de la Const., où est reproduite la résolution y relative du Congrès de Bruxelles 1952).

5) L'UPU participe à de nombreuses réunions des organes de l'ONU. Le Rapp. sur les activités de l'Union y consacre chaque année un chapitre particulier. V. également annot. 4 et 5 à l'art. IV.

6) La participation des représentants de l'UPU, sans droit de vote, aux réunions du Conseil économique et social des Nations Unies, de ses Comm. ou Comités n'est prévue que «lorsque seront discutées des questions inscrites à l'ordre du jour auxquelles l'Union serait intéressée». Au sujet de ces questions, les représentants de l'Union peuvent présenter des prop. qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre du Conseil ou du Comité intéressé (Règl. int. du Conseil économique et social, art. 75).

7) En ce qui concerne la représentation de l'Union, v. art. 102, par. 6.17, du Règl. gén. L'interprétation de cette disp. est donnée par le CE dans l'art. 7, par. 2.9, de son Règl. int. Selon cette disp., c'est le Directeur général du BI ou la personne désignée par lui qui représente l'Union aux réunions de l'ONU.

8) C'est le BI qui transmet aux membres de l'Union les communications écrites présentées par l'ONU. Toutefois, la notification d'une éventuelle sanction par l'ONU doit se faire exclusivement aux gouvernements des Etats membres de l'ONU (v. annot. 3 à l'art. VI). L'Union n'a pas à intervenir dans le problème des sanctions (Doc du Congrès de Paris 1947, II 454).

### Article III

#### Inscription de questions à l'ordre du jour

Sous réserve des consultations préliminaires qui pourraient être nécessaires, l'Union inscrira à l'ordre du jour de ses Congrès, Conférences administratives ou Commissions ou, le cas échéant, soumettra à ses membres, suivant la procédure prévue par la Convention postale universelle, les questions portées devant elle par l'Organisation des Nations Unies. (1) Réciproquement, le Conseil, ses Commissions et Comités, de même que le Conseil de tutelle, inscriront à leur ordre du jour les questions qui leur seront soumises par l'Union. (2)

1) Sur la base de cet art., les Nations Unies ont soulevé plusieurs questions au Congrès de Bruxelles 1952 en ce qui concerne le contrôle international des stupéfiants, le transport des marchandises dangereuses et le changement de dénomination des territoires sous mandat dans le préambule et aux art. 4 et 5 de la Conv. (v. II 110 et 111, Congrès – Doc 21, p. 126 et 127, Congrès – Doc 24, p. 141, Congrès – Doc 36, ch. 4° et 6°, p. 428 à 431); le Congrès les a renvoyées pour examen à la CEL (v. Doc de la CEL 1953 – CE 1/1953, Doc 11, ch. 4° et 6°, p. 38 et 39).

On procéda de même pour la création d'une Adm. des Nations Unies. Après que la CEL s'en fut préoccupée depuis sa session de 1948 jusqu'à celle de 1951, le Secrétaire général des Nations Unies présenta un Mémoire relatif à l'Adm. des Nations Unies, demandant à soumettre ce memorandum à l'examen du Congrès de Bruxelles 1952 (II 96 s.) (v. annot. 10 à l'art. 9 de la Const.).

Il en fut de même avec la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées qui a été mise sur pied par l'ONU et transmise à la CEL (v. annot. 4 à l'art. 5 de la Const.). Après le Congrès de Bruxelles 1952, différentes questions découlant des relations de l'UPU avec l'ONU ont été soumises à la CEL, puis au CE, ainsi qu'aux Congrès (v. annot. 3 à l'art. IV).

2) Se basant particulièrement sur la disp. de cet art., l'Union a transmis en 1962 une demande à l'intention du Conseil économique et social en vue d'obtenir la participation de l'Union au Programme élargi d'ass. techn. des Nations Unies. Par sa résolution 902 (XXXIV) du 2 août 1962, le Conseil économique et social a accepté cette demande de participer à ce Programme au même titre que les autres institutions spécialisées (v. annot. 7 et 8 à l'art. 1 de la Const.).

## Article IV

### Recommandations de l'Organisation des Nations Unies

1. L'Union prendra toutes mesures pour soumettre aussitôt que possible, à toutes fins utiles, à ses Congrès, Conférences administratives et Commissions ou à ses membres, suivant la procédure prévue par la Convention postale universelle, toute recommandation officielle que l'Organisation des Nations Unies (1) pourrait lui adresser. Ces recommandations seront adressées à l'Union et non directement à ses membres. (2) (3)

2. L'Union procédera à des échanges de vues avec l'Organisation des Nations Unies sur sa demande, au sujet de ces recommandations, et fera rapport en temps opportun à l'organisation sur la suite donnée par l'Union ou par ses membres auxdites recommandations ou sur tous autres résultats qui auraient suivi la prise en considération de ses recommandations.

3. L'Union coopérera à toute autre mesure nécessaire pour assurer la coordination effective des activités des institutions spécialisées et de l'Organisation des Nations Unies. En particulier, elle collaborera avec tout organe que le Conseil pourrait créer en vue de favoriser cette coordination et pour fournir les informations nécessaires à l'accomplissement de cette tâche. (4) (5)

---

1) C'est en principe à l'Ass. gén. qu'il incombe de faire des recommandations; cependant, le Conseil économique et social, selon l'art. 63, par. 2, de la Charte, peut également adresser des recommandations à l'Union, sous l'autorité de l'Ass. gén. (art. 60 de la Charte). D'autre part, le Conseil de sécurité et le Comité spécial chargé de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux adressent également des recommandations aux institutions spécialisées.

2) Ces recommandations n'ont pas un caractère impératif; l'Union et ses membres sont donc libres d'y donner suite ou de ne pas en tenir compte.

3) Conformément à cet art., le BI de l'UPU a communiqué aux Congrès, au CE (CEL) et aux Adm. diverses résolutions concernant notamment:

- Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
- Développement et coordination de l'ensemble des activités et des programmes de l'ONU et des institutions spécialisées (p. ex. activité du Corps commun d'inspection).
- Coopération technique.
- Timbre-poste pour commémorer certains événements des Nations Unies.
- Droits de l'homme.
- Aide aux réfugiés.
- Lutte contre la politique d'apartheid.
- Années internationales.

Les Congrès de Vienne 1964, de Tokyo 1969, de Lausanne 1974, de Rio de Janeiro 1979, de Hambourg 1984 et de Washington 1989 ont adopté plusieurs résolutions en application des recommandations de l'ONU (v. déclaration C 1/1964 du Congrès de Vienne; résolutions C 2/1969, C 3/1969, C 9/1969, C 11/1969 et C 26/1969 du Congrès de Tokyo; résolutions C 2/1974, C 3/1974, C 4/1974, C 8/1974 et C 15/1974 et décisions C 92/1974 et C 93/1974 du Congrès de Lausanne; résolution C 6/1979 et décision C 99/1979 du Congrès de Rio de Janeiro; réso-



lution C 7/1984 et décision C 9/1984 du Congrès de Hambourg; décision C 50/1989 du Congrès de Washington).

Le CE en a fait de même à maintes reprises.

(Pour des renseignements plus précis, v. les Rapp. sur l'ensemble des activités de la CEL ou du CE à l'intention du Congrès, ainsi que les Rapp. sur les activités de l'UPU (relations avec l'ONU) et les Doc du CE.)

4) Dans le but d'une coopération efficace, l'Union confirme son intention de collaborer avec l'ONU dans la mesure la plus large. Ainsi, l'Union collabore au Comité administratif de coordination (CAC) et à ses organes subsidiaires (v. annot. 5), à la Commission de la fonction publique internationale (CFPI – v. annot. à l'art. VII), au Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA – v. annot. à l'art. VII). Elle collabore également avec les organes chargés de l'administration et de la gestion du Programme des Nations Unies pour le développement (résolution 2029 (XX) de l'Ass. gén.).

L'Union, pour donner suite à diverses résolutions de l'Ass. gén. de l'ONU, participe activement aux travaux relatifs à la préparation et à la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour le développement (cf. annot. 7 à l'art. 1 de la Const.). Il faut en outre mentionner la collaboration de l'UPU avec les comm. régionales de l'ECOSOC.

5) La collaboration et la coordination évoquées à l'annot. 4 ci-dessus se manifestent – sur le plan de l'administration internationale – notamment dans le cadre du Comité administratif de coordination (CAC). Cet organe a été créé sous le nom de Comité de coordination par la résolution 13 (III) du 21 septembre 1946 du Conseil économique et social. Il groupe le Secrétaire général de l'ONU, agissant comme Président, et les chefs des institutions spécialisées des Nations Unies et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Il a tenu sa première session le 4 février 1947 à New York et son appellation actuelle de Comité administratif de coordination a été décidée à sa sixième session (Paris, 12 novembre 1948). Le Comité a pour mission de «prendre, sous la direction du Secrétaire général des Nations Unies, les mesures propres à assurer l'application la plus complète et la plus efficace des Accords conclus entre les Nations Unies et les institutions spécialisées». L'UPU est devenue membre de plein droit du CAC dès l'entrée en vigueur de l'Accord ONU/UPU, le 1<sup>er</sup> juillet 1948, et a ainsi participé pour la première fois en cette qualité à la sixième session déjà mentionnée. Jusque-là, elle était invitée aux sessions comme observateur. Actuellement, l'UPU participe régulièrement aux réunions de cet organe, qui traite des problèmes d'intérêt commun et qui se réunit deux ou trois fois par an. En avril 1971, le CAC a tenu sa 53<sup>e</sup> session au siège de l'UPU.

## Article V

### Echange d'informations et de documents

1. Sous réserve des mesures nécessaires à la sauvegarde du caractère confidentiel de certains documents, l'échange le plus complet et le plus rapide d'informations et de documents sera effectué entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union.

2. Sans porter préjudice au caractère général des dispositions de l'alinéa précédent:

- a) l'Union fournira à l'Organisation des Nations Unies un rapport de gestion annuel; (1)
- b) l'Union donnera suite, dans toute la mesure possible, à toute demande de rapports spéciaux, d'études ou d'informations que l'Organisation des Nations Unies pourrait lui adresser, sous réserve des dispositions de l'article XI du présent Accord;

- c) l'Union donnera des avis écrits sur des questions de sa compétence qui pourraient lui être demandés par le Conseil de tutelle;
- d) le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies procédera avec le Directeur du Bureau international de l'Union, à la demande de celui-ci, à des échanges de vues susceptibles de fournir à l'Union des informations présentant pour elle un intérêt particulier.

---

1) L'obligation pour l'UPU de fournir à l'ONU le Rapp. annuel sur les activités de l'Union a été insérée dans le Règl. gén. (art. 118) par le Congrès de Vienne 1964 (II 994). Le Congrès d'Ottawa 1957 a particulièrement chargé le Directeur général du BI de l'UPU de publier, dans les Rapp. annuels sur les activités de l'Union, des communications sur les mesures prises par l'UPU touchant l'exécution de la résolution 1043 (XI), prise au cours de la 11<sup>e</sup> session de l'Ass. gén. des Nations Unies sur la collaboration internationale culturelle et scientifique (v. ce Congrès, II 252 à 255 et 1162; v. aussi circ. 83/1958 et Rapp. sur les activités de l'Union 1963, p. 13). Jusqu'à 1977, le Rapp. était présenté chaque année à la session d'été de l'ECOSOC. Conformément à la résolution 1090 (XXXIX) de cet organe, le Rapp. était accompagné d'un rapport analytique sur les activités de l'Union. Depuis 1978, cette présentation a été remplacée par des contributions concernant des secteurs déterminés, adressées au Comité du programme et de la coordination (CPC). Ce dernier utilise ces contributions ainsi que celles transmises par les autres institutions spécialisées sur les mêmes sujets aux fins de l'élaboration de rapports du CAC analysant l'état de développement desdits secteurs à l'échelle du système. V. annot. 3 à l'art. 118 du Règl. gén.

## Article VI

### Assistance à l'Organisation des Nations Unies (1)

1. L'Union convient de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies, ses organes principaux et subsidiaires, et de leur prêter son concours dans la mesure compatible avec les dispositions de la Convention postale universelle. (2)

2. En ce qui concerne les membres de l'Organisation des Nations Unies, l'Union reconnaît que, conformément aux dispositions de l'article 103 de la Charte, aucune disposition de la Convention postale universelle ou de ses Arrangements connexes ne peut être invoquée comme faisant obstacle ou apportant une limitation quelconque à l'observation par un Etat de ses obligations envers l'Organisation des Nations Unies. (3) (4) (5)

---

1) Cet art., qui a été désigné au Comité des négociations comme le «cœur de l'accord», groupe en deux al. deux idées bien distinctes. Le premier al., traitant de la collaboration générale, concerne l'ensemble des membres de l'Union indépendamment de leur qualité de membre à l'ONU; le second al. règle les conflits de lois qui peuvent se produire entre les disp. de l'ONU et celles de l'UPU; il ne concerne que les membres de l'Union qui sont des Etats membres de l'ONU.

2) On y retient le principe de la coopération et de l'assistance directes entre l'ONU, ses organes principaux et subsidiaires et l'Union. Les organes principaux de l'ONU sont: l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social, le Conseil de tutelle, la Cour internationale de justice et le Secrétariat (art. 7, par. 1, de la Charte de l'ONU). Les organes

subsidiaries sont ceux qui se révéleraient nécessaires, notamment à l'exercice des fonctions de certains organes principaux (v. art. 7, par. 2, de la Charte de l'ONU).

3) En cas de conflit entre les obligations découlant de la Charte et les obligations contenues dans les Actes de l'Union, l'Union a expressément reconnu, pour les membres de l'ONU, le principe contenu dans l'art. 103 de la Charte, selon lequel les obligations émanant de la Charte prévalent sur celles qui découlent des Actes de l'Union. Ce conflit des obligations pourrait surgir notamment en vertu des disp. concernant la liberté de transit et de l'art. 41 de la Charte, qui a la teneur suivante:

«Article 41

Le Conseil de sécurité peut décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises pour donner effet à ses décisions, et peut inviter les Membres des Nations Unies à appliquer ces mesures. Celles-ci peuvent comprendre l'interruption complète ou partielle des relations économiques et des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radio-électriques et des autres moyens de communication, ainsi que la rupture des relations diplomatiques.»

Il est bien entendu que, s'il existe de telles sanctions, le seul mode de transmission aux Adm. est la notification de cette mesure par l'ONU elle-même à chacun de ses membres qui le feront savoir aux Adm. intéressées (v. Doc du Congrès de Paris 1947, II 454).

4) Toutefois, il convient de souligner que cette disp. n'entre en considération qu'en cas de conflit réel. Elle n'implique pas non plus l'abrogation automatique des obligations incompatibles avec les disp. de la Charte.

Etant une mesure extraordinaire, il est nécessaire, selon l'esprit de la Charte et des Actes de l'Union ainsi que de l'Accord ONU/UPU, de chercher une solution moins grave par voie de consultation, de coopération ou de coordination entre les deux organisations.

5) Etant donné que cette disp. de recours ne vise que les membres des Nations Unies et leurs obligations comme telles, il est exclu que l'UPU comme telle ou en sa qualité d'institution spécialisée, ou les membres de l'Union qui ne sont pas membres de l'ONU, aient, en vertu de cet art., des obligations envers l'ONU.

## Article VII

### Arrangements concernant le personnel

L'Organisation des Nations Unies et l'Union coopéreront, dans la mesure nécessaire, pour assurer autant d'uniformité que possible aux conditions d'emploi du personnel et éviter la concurrence dans son recrutement.

(1) (2)

---

1) Pendant les dix années qui suivirent l'adoption de l'Accord ONU/UPU, l'UPU conserva le système antérieur des conditions de service pour son personnel, système qui était fortement inspiré du régime applicable aux fonctionnaires de la Confédération suisse.

Depuis 1958, à la suite d'une résolution de la CEL, l'UPU adopta au fil des ans une série de réformes qui aboutirent à un alignement quasi total des conditions de service du BI sur celles du régime commun des Nations Unies. En outre, les conditions d'emploi des experts et consultants de l'Union, engagés au titre des projets d'ass. techn., sont principalement basées sur les disp. de l'ONU.

Quant au système de prévoyance des fonctionnaires du BI, il est pratiquement semblable à celui de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, mais il en est juridiquement indépendant, la Caisse de prévoyance de l'UPU ayant été constituée sous la forme d'une fondation du droit suisse (art. 80 s. du Code civil suisse).

2) Les organes de l'ONU qui s'occupent de la coordination des questions du personnel dans le système commun sont les suivants (cf. doc A/C.5/L.804):

- a) Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) (à l'échelon intergouvernemental), organe consultatif pour l'Ass. gén. de l'ONU;
- b) Commission de la fonction publique internationale (CFPI, abréviation anglaise ICSC); créée en principe à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1974 par l'Ass. gén. (résolution 3042 (XXVII)) pour assurer la réglementation et la coordination des conditions d'emploi dans les organisations qui appliquent le régime commun des Nations Unies, elle doit revoir en priorité le régime des traitements. Son Statut ayant été approuvé en décembre 1974 par l'Ass. gén. (résolution 3357 (XXIX)), la Comm. a commencé à fonctionner au début de 1975. Composée de 15 membres nommés par l'Ass. gén., dont deux (Président et Vice-Président) à temps complet, elle remplace l'anc. Comité consultatif de la fonction publique internationale (CCFPI, abréviation anglaise ICSAB) et le Comité d'experts pour les ajustements (indemnité de poste ou déduction) (ECPA). L'UPU a accepté le Statut de la Comm. par la résolution CE 7/1975 et par lettre du 21 mai 1975 adressée au Secrétaire général des Nations Unies;
- c) Comité administratif de coordination (CAC) (échelon interorganisations) (v. annot. 5 à l'art. IV);
- d) Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA), organe créé par le CAC et composé des hauts fonctionnaires chargés des questions administratives et du personnel à l'ONU et dans les institutions spécialisées.

L'Union participe aux travaux des organes figurant sous les lettres b), c) et d). Elle est en contact avec le CCQAB dans les questions financières.

## Article VIII

### Service de statistiques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de coopérer en vue d'assurer la plus grande efficacité et l'usage le plus étendu des informations et des données statistiques.

2. L'Union reconnaît que l'Organisation des Nations Unies constitue l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, unifier et améliorer les statistiques servant aux buts généraux des organisations internationales. (1)

3. L'Organisation des Nations Unies reconnaît que l'Union est l'organisme qualifié pour recueillir, analyser, publier, unifier et améliorer les statistiques relevant de son domaine propre, sans préjudice de l'intérêt que l'Organisation des Nations Unies peut avoir à ces statistiques, en tant qu'elles sont essentielles à la réalisation de son propre but et au développement des statistiques à travers le monde. (2)

---

1) L'Union reconnaît à l'ONU la compétence d'un organisme central pour les données statistiques des organisations internationales. Sur la base de cette disp., le BI fait parvenir régulièrement à l'ONU les données statistiques de l'Union qui ont été publiées sous forme de doc; il lui communique en outre les statistiques postales qui doivent figurer dans l'Annuaire statistique des Nations Unies.

2) L'Union a la compétence exclusive pour son domaine propre. Toutefois, il est admis que l'ONU a un intérêt – non un droit – aux statistiques de l'Union, pour autant qu'elles soient essentielles à la poursuite des propres buts de l'ONU et au développement des statistiques dans le monde entier.

## Article IX

### Services administratifs et techniques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union reconnaissent que, afin d'employer au mieux leur personnel et leurs ressources, il est souhaitable d'éviter la création de services qui se font concurrence ou font double emploi. (1)

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union prendront toutes dispositions utiles pour l'enregistrement et le dépôt des documents officiels. (2) (3)

---

1) Les deux organisations doivent éviter toutes les mesures qui pourraient troubler leur mutuelle coopération. Leur domaine de travail étant très différent, le danger de chevauchement ou de double emploi des services administratifs et techniques est pour ainsi dire inexistant.

2) Selon l'art. 102, par. 1, de la Charte, «tout traité ou accord international conclu par un membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la présente Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui». D'après le Règlement destiné à mettre en application l'art. 102 de la Charte des Nations Unies, un tel traité ou accord international peut être enregistré au Secrétariat de l'ONU par l'institution spécialisée dans les cas suivants:

- a) quand l'acte constitutif de l'institution spécialisée prévoit cet enregistrement;
- b) quand le traité ou l'accord a été enregistré auprès de l'institution spécialisée conformément aux termes de son acte constitutif;
- c) quand le traité ou l'accord a autorisé l'institution spécialisée à effectuer l'enregistrement. La présente clause n'a pour objet que d'assurer une procédure régulière et ordonnée dans tous les cas où, selon les disp. pertinentes dudit Règlement, l'institution spécialisée est en mesure d'effectuer l'enregistrement pour le compte des parties contractantes. Vu que de telles disp. n'existent pas dans les Actes de l'Union ou dans les accords conclus dans le domaine postal, l'enregistrement d'un traité ou d'un accord international postal, conclu par des membres de l'ONU, n'incombe qu'aux parties contractantes seules.

3) L'Union ne serait tenue d'effectuer l'enregistrement pour les participants que si un traité le prévoyait expressément.

## Article X

### Dispositions budgétaires

Le budget annuel de l'Union sera communiqué à l'Organisation des Nations Unies (1) et l'Assemblée générale aura la faculté de faire à son sujet des recommandations au Congrès de l'Union. (2) (3)

---

1) Dans le domaine budgétaire, l'Union a gardé son autonomie financière. Le montant général des crédits annuels est fixé par le Congrès (v. art. 21 de la Const.), le projet de budget

est examiné et approuvé par le CE (v. art. 102, par. 6.5, du Règl. gén.). L'Accord ne stipule que l'obligation de communiquer le budget annuel de l'Union à l'ONU pour que celle-ci puisse, éventuellement, faire des recommandations à son sujet. Il ne s'agit donc, en aucune manière, de la possibilité pour l'ONU d'approuver ou de désapprouver le budget comme tel. Chaque année, l'Ass. gén. de l'ONU prend acte du rapport de son Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur la coordination administrative et budgétaire entre l'ONU et les institutions spécialisées (et AIEA) et communique – par l'intermédiaire du Comité administratif de coordination (CAC, v. annot. 5 à l'art. IV) – ses constatations aux institutions spécialisées intéressées. Par ailleurs, depuis 1965, le CAC présente chaque année à l'ECOSOC un rapport afférent aux dépenses de chaque organisme des Nations Unies ventilées par programme d'activité.

Au cours de la période quinquennale qui a précédé le Congrès de Rio de Janeiro 1979, divers organes des Nations Unies (Corps commun d'inspection, ECOSOC, Ass. gén.) ont fait des recommandations aux organisations des Nations Unies en vue de l'adoption d'une planification à moyen terme et d'un budget-programme. Ces recommandations ont été portées à l'attention du CE, sur prop. duquel le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a décidé que l'introduction éventuelle d'un budget-programme serait examinée dans le cadre de l'étude relative à l'organisation, au fonctionnement et aux méthodes de travail du CE, étude confiée au CE issu dudit Congrès (v. CE 1980 – Doc 8, ch. 5 et 6). Finalement, le CE a estimé que l'introduction d'un budget-programme ne constitue pas un but en soi, mais est conditionnée par l'établissement d'une programmation à moyen terme, laquelle requiert une volonté assez profonde du Congrès de changer la conception qu'il se fait actuellement de la conduite des activités de l'Union. Constatant qu'après avoir été débattue à plusieurs reprises au sein de l'UPU depuis 1976 déjà cette idée n'a suscité qu'assez peu d'intérêt, le CE en a conclu que l'introduction à l'UPU d'un système de planification à moyen terme/budget-programme ne semble pas répondre aux exigences des organes de l'Union (décision CE 14/1984) (Doc du Congrès de Hambourg 1984, I 1027, Congrès – Doc 1).

2) Un Corps commun d'inspection (CCI), organe qui est entré en fonctions le 1<sup>er</sup> janvier 1968, effectue des enquêtes et des inspections sur place dans les différentes organisations des Nations Unies en vue d'aider ces dernières à poursuivre leurs activités de la façon la plus économique possible et en utilisant au mieux les ressources dont elles disposent. Par sa résolution CE 12/1968, le CE a décidé la participation de l'UPU à ce système d'inspection dès 1968, année à partir de laquelle il a été saisi périodiquement des rapports du CCI pouvant intéresser l'UPU. Selon sa décision CE 4/1973, le CE, tenant compte de la résolution de l'Ass. gén. de l'ONU n° 2924 (XXVII), s'est prononcé pour la continuation de la participation de l'UPU au CCI. Par sa résolution 31/192 de 1976, l'Ass. gén. de l'ONU a approuvé le Statut du Corps commun d'inspection et a invité les organismes des Nations Unies à notifier dès que possible au Secrétaire général des Nations Unies leur acceptation dudit Statut, lequel confirme l'institution permanente du CCI. Saisi d'un rapport spécial à ce sujet (v. Doc du CE 1977, p. 47 à 60), le CE a accepté, avec certaines réserves, le nouv. Statut du Corps commun (décision CE 30/1977).

3) Tout en ayant la faculté de faire des recommandations au Congrès, l'Ass. gén. ne peut en adresser au CE (Doc CEL 1948, p. 169).

## Article XI

### Couverture des frais de services spéciaux

Si l'Union avait à faire face à des dépenses extraordinaires importantes, en suite de rapports spéciaux, d'études ou d'informations demandées par l'Organisation des Nations Unies en vertu de l'article V ou de toute autre disposition du présent Accord, un échange de vues aurait lieu pour déterminer la manière la plus équitable de couvrir ces dépenses.

## Article XII Accords entre institutions

L'Union informera le Conseil de la nature et de la portée de tout accord qu'elle conclurait avec une autre institution spécialisée ou avec toute autre organisation intergouvernementale; en outre, elle informera le Conseil de la préparation de tels accords. (1) (2)

- 
- 1) L'obligation d'informer ne donne pas le droit à l'ONU d'intervenir dans les négociations.
  - 2) Jusqu'à présent, l'UPU n'a pas encore conclu de tels accords.

## Article XIII Liaison

1. En convenant des dispositions ci-dessus, l'Organisation des Nations Unies et l'Union expriment l'espoir qu'elles contribueront à assurer une liaison efficace entre les deux organisations. Elles affirment leur intention de prendre d'un commun accord les mesures nécessaires à cet effet.

2. Les dispositions relatives aux liaisons prévues dans le présent Accord s'appliqueront, dans la mesure souhaitable, aux relations de l'Union avec l'Organisation des Nations Unies, y compris ses services annexes et régionaux. (1)

- 
- 1) Cette liaison doit assurer non seulement la coordination réciproque des mesures nécessaires entre les organismes centraux, mais doit s'étendre également, si besoin en est, à la coopération entre les différents services des deux organisations sur le plan régional, même local. Toutefois, il est entendu qu'en principe les deux organisations ne devraient s'adresser à de tels services régionaux que par l'intermédiaire des organismes centraux (v. Congrès de Paris 1947, II 228).

## Article XIV Exécution de l'Accord

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Président de la Commission exécutive et de liaison de l'Union peuvent conclure tous arrangements complémentaires, en vue d'appliquer le présent Accord, qui peuvent paraître souhaitables à la lumière de l'expérience des deux organisations. (1) (2) (3)

1) Cette disp. est en harmonie avec la structure organique de l'Union et correspond aux attributions données au CE dans le domaine des relations avec les organisations internationales (art. 102, par. 6.17, du Règl. gén.).

2) En application de cet art., l'Union a conclu, en 1949, avec l'ONU un Arr. relatif à la délivrance aux fonctionnaires de l'UPU des laissez-passer des Nations Unies (v. Accord additionnel, annot. 3).

3) Le changement de dénomination de «Commission exécutive et de liaison» en «Conseil exécutif» ne justifie pas une modification de l'art. XIV de l'Accord, vu que le changement est purement rédactionnel et que le fond de cet art. n'en est pas altéré (v. aussi à ce sujet Doc de la CEL 1962, p. 459).

## Article XV

### Entrée en vigueur

Le présent Accord est annexé à la Convention postale universelle conclue à Paris en 1947. Il entrera en vigueur après approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies et au plus tôt en même temps que cette Convention. (1) (2)

1) L'entrée en vigueur de l'Accord a supposé deux conditions, à savoir:

a) la mise en vigueur de la Conv. de Paris 1947;

b) l'approbation de l'Accord par l'Ass. gén. des Nations Unies.

Le Congrès de Paris 1947 et l'Ass. gén. de l'ONU l'ayant approuvé le 4 juillet 1947 et le 15 novembre 1947 respectivement – résolution 124 (II), l'Accord est entré en vigueur aux termes du présent art. simultanément avec la Conv. de Paris, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> juillet 1948 (art. 74 de la Conv. (Paris 1947)).

2) En ce qui concerne l'entrée en vigueur du présent Accord, le Secrétaire général de l'ONU et le Directeur du BI de l'Union ont signé, le 15 novembre 1948, le Protocole relatif à l'entrée en vigueur de l'Accord conclu entre les Nations Unies et l'UPU, dont le texte est le suivant (v. Accords entre l'ONU et les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, publication des Nations Unies ST/SG/14, New York 1961, p. 65):

«L'article 57 de la Charte des Nations Unies prévoit que les institutions spécialisées créées par accords intergouvernementaux et pourvues, aux termes de leurs statuts, d'attributions internationales étendues dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes seront reliées à l'Organisation des Nations Unies. L'article 63 de la Charte prévoit que le Conseil économique et social peut conclure avec toute institution visée à l'article 57 des accords fixant les conditions dans lesquelles cette institution sera reliée à l'Organisation des Nations Unies et précise que ces accords seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Le 28 mars 1947, le Conseil économique et social autorisa le Comité chargé des négociations avec les institutions spécialisées à entamer, au moment opportun, des négociations avec l'Union postale universelle, en vue d'établir des relations entre cette institution et l'Organisation des Nations Unies, et à soumettre au Conseil un rapport sur ces négociations qui comprendra un projet d'accord provisoire fondé sur les résultats de ces négociations.

Le Congrès de l'Union postale universelle, réuni à Paris en juin 1947, ayant été informé de la décision du Conseil économique et social, institua un comité chargé d'entrer en négociations avec la Commission du Conseil économique et social chargée des négociations avec les institutions spécialisées afin de préparer un projet d'accord.



Des négociations entre la Commission du Conseil économique et social chargée des négociations avec les institutions spécialisées et le Comité de l'Union postale universelle chargé des négociations eurent lieu à Paris les 17, 18 et 20 juin 1947 et aboutirent à un projet d'accord entre les Nations Unies et l'Union postale universelle. Ce projet d'accord, après quelques arrangements concernant les projets de variantes discutés au cours des négociations et acceptés à la fois par les deux comités, fut paraphé, le 4 juillet 1947, par M. Jan Papanek, Président intérimaire de la Commission du Conseil économique et social chargée des négociations avec les institutions spécialisées, et par M. J.-J. Le Mouél, Président du XII<sup>e</sup> Congrès postal universel. Le 4 juillet 1947, le Congrès postal universel, réuni à Paris afin de reviser la Convention postale universelle, adopta le projet d'accord, à l'unanimité. L'Accord fut, par la suite, annexé à la Convention révisée.

Le 4 août 1947, le Conseil économique et social, pendant sa cinquième session, recommanda à l'Assemblée générale des Nations Unies d'approuver l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle.

L'article XV de l'Accord prévoit que celui-ci, annexé à la Convention postale universelle conclue à Paris en 1947, entrera en vigueur dès qu'il sera approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies et, au plus tôt, en même temps que la Convention postale universelle.

L'Accord entre les Nations Unies et l'Union postale universelle a été approuvé par l'Assemblée générale, au cours de sa deuxième session, le 15 novembre 1947. La Convention postale universelle entra en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1948. En conséquence, l'Accord est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1948. Un exemplaire du texte authentique de cet Accord est annexé au présent Protocole.

En foi de quoi, nous avons apposé nos signatures le quinze novembre mil neuf cent quarante-huit sur deux exemplaires originaux du présent Protocole qui est rédigé en anglais et en français, les deux versions faisant également foi. L'un des exemplaires sera déposé au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et l'autre sera déposé au Bureau de l'Union postale universelle.

(signé) Trygve Lie  
Secrétaire général  
de l'Organisation des Nations Unies

(signé) Muri  
Directeur du Bureau international  
de l'Union postale universelle»

## Article XVI Revision (1)

Après un préavis de six mois (2) donné par l'une ou l'autre des parties, le présent Accord pourra être révisé par voie d'entente entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union. (3) (4)

Paris, le 4 juillet 1947.

(signé) J.-J. Le Mouél  
Président du XII<sup>e</sup> Congrès  
de l'Union postale universelle

(signé) Jan Papanek  
Président par intérim du Comité  
du Conseil économique et social  
chargé des négociations  
avec les institutions spécialisées

- 1) Le terme «revision» ne comprend pas seulement la revision de certains art.; il englobe aussi l'abrogation de l'Accord même.
- 2) Le préavis étant une simple déclaration qui garantit l'application du délai de six mois, il ne doit pas indiquer dans le détail quelles sont les modifications proposées et les motifs à l'appui.
- 3) V. annot. 1 et 2 à l'art. 129 du Règl. gén.
- 4) La question de la revision ne s'est pas encore posée à l'Union.

## Accord additionnel à l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle (1) (2) (3)

1) Contrairement à ce qui était le cas pour d'autres institutions spécialisées, l'Accord ONU/UPU ne comportait aucune clause relative à l'utilisation des laissez-passer des Nations Unies par les fonctionnaires de l'UPU. Cela étant et après que le BI eut cherché à régler cette question par voie de correspondance avec le Secrétariat de l'ONU, la CEL a étudié un projet d'Accord additionnel à l'Accord conclu entre les Nations Unies et l'UPU (Comm. provisoire exécutive et de liaison, 1948, p. 136 et 137; Doc de la CEL 1948, p. 45 à 55 et 178 à 180; Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, section 28). Cet Accord additionnel a été signé le 13 juillet 1949 par le Président de la CEL après que tous les Pays-membres de l'Union eurent été consultés conformément à la procédure prescrite par les art. 22 et 23 de la Conv. (Paris 1947) et que le projet d'Accord eut recueilli l'unanimité des suffrages (Doc de la CEL 1949, p. 5, 138, 229 et 230). L'Accord additionnel a été signé le 27 juillet 1949 par le Secrétaire général des Nations Unies et approuvé le 22 octobre 1949 par l'Ass. gén. (résolution 361 (IV)). Il est entré en vigueur à la même date, conformément à ce que prévoit son art. II.

2) Le laissez-passer ne peut être délivré qu'aux seuls fonctionnaires de l'UPU, aucune clause n'en prévoyant la délivrance aux représentants des membres de l'Union. Toutefois, il est prévu, à la section 26 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, de classer ces personnes dans la catégorie des experts et de leur délivrer des certificats lorsqu'ils se déplacent en mission officielle.

3) En vue de régler les modalités de la délivrance des laissez-passer, le Secrétaire général de l'ONU et le Président de la CEL ont conclu, conformément à la section 28 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies et à l'art. XIV de l'Accord ONU/UPU, l'Arr. relatif à la délivrance aux fonctionnaires de l'UPU des laissez-passer des Nations Unies.

Considérant que, par la résolution 136 (VI) adoptée le 25 février 1948 par le Conseil économique et social, le Secrétaire général des Nations Unies est prié de conclure, avec toute institution spécialisée qui le demanderait, un accord supplémentaire étendant aux fonctionnaires de cette institution le bénéfice des dispositions de l'article VII de la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et de soumettre tout accord supplémentaire de ce genre à l'Assemblée générale pour approbation, et

considérant que l'Union postale universelle désire conclure un accord supplémentaire de ce genre complétant l'Accord conclu, conformément à l'article 63 de la Charte, entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle;

il est convenu, par les présentes, de ce qui suit:

## Article I

La clause ci-dessous sera ajoutée comme article supplémentaire à l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle:  
«Les fonctionnaires de l'Union postale universelle auront le droit d'utiliser les laissez-passer des Nations Unies conformément à des arrangements spéciaux négociés en application de l'article XIV.»

## Article II

Le présent Accord entrera en vigueur dès qu'il aura été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies et l'Union postale universelle.

Pour l'Union postale universelle:      Pour l'Organisation des Nations Unies:

Fait à Paris, le 13 juillet 1949.

Fait à Lake Success, New York,  
le 27 juillet 1949.

(signé) J.-J. Le Mouël  
Président de la Commission  
exécutive et de liaison  
de l'Union postale universelle

(signé) Byron Price  
Secrétaire général par intérim

## Documents relatifs au statut juridique de l'Union postale universelle (1)

(V. annot. 4 à l'art. 5 de la Const.)

---

1) La Const. ne contient pas de disp. stipulant le statut juridique de l'Union sur le territoire des Pays-membres (cf., à cet égard, p. ex. art. XVI de la Constitution de la FAO de 1945, art. XII de la Convention de l'UNESCO de 1945, art. 66 de la Constitution de l'OMS de 1946, art. 47 de la Convention de l'OACI de 1944 et art. 27 de la Convention de l'OMM de 1947).

### A. Sur le territoire suisse (1)

#### **I. Accord sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies conclu entre le Conseil fédéral suisse et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (2) (3)**

(Du 19 avril 1946)

*Le Conseil fédéral suisse,*  
d'une part, et  
*le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,*  
d'autre part,

*considérant* que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, le 12 février 1946, a approuvé un Plan commun visant le transfert de certains avoirs de la Société des Nations à l'Organisation des Nations Unies, qui avait précédemment fait l'objet d'un accord entre un comité constitué par la Commission préparatoire des Nations Unies et la Commission de contrôle de la Société des Nations,

*considérant* que l'Assemblée de la Société des Nations a approuvé ledit Plan commun le 18 avril 1946,

ont conclu l'Arrangement provisoire ci-après en vue de déterminer les privilèges et immunités à octroyer à l'Organisation, aux représentants de ses membres et à ses fonctionnaires, et de régler d'autres questions connexes.

---

1) Eu égard à la situation de l'Union comme institution spécialisée de l'ONU (cf. à ce sujet annot. à l'art. 9 de la Const.), le Conseil fédéral suisse a décidé, en date du 3 février 1948, qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1948 le présent Accord s'appliquerait, par analogie, à l'UPU, à ses organes,

aux représentants d'Etats membres, aux experts et aux fonctionnaires de cette Union. La CEL, à sa session d'avril 1948, a pris acte avec satisfaction de la décision du Conseil fédéral (v. compte rendu analytique de cette session, p. 11). La correspondance y relative est reproduite ci-après aux p. 305 à 307.

A l'égard des boursiers des organisations internationales qui viennent en Suisse, les autorités fédérales ont adopté une réglementation uniforme qui les met au bénéfice de certaines facilités. Ce traitement particulier a fait l'objet d'une lettre-circ. des autorités suisses aux organisations internationales du 5 décembre 1969. Cette lettre est reproduite ci-après aux p. 310 à 313.

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse a, à son tour, approuvé par arrêté du 29 septembre 1955 l'Accord du 19 avril 1946 et l'échange de lettres concernant le statut juridique de l'Union qui a eu lieu entre le Département politique fédéral et le Secrétaire général de la CEL en 1948. Au surplus, l'Assemblée fédérale a, par arrêté du 30 septembre 1955, autorisé sous certaines conditions le Conseil fédéral à modifier ou à compléter les accords conclus avec des organisations internationales en vue de déterminer leur statut juridique en Suisse.

Conformément à cette procédure, le titre et la section 16 de l'Accord ont été modifiés en 1963. En complément à cet Accord sur les privilèges et immunités et en vue d'unifier le régime des privilèges douaniers octroyés à l'ONU et aux institutions spécialisées, le Conseil fédéral a arrêté une série de disp. pratiques dans le «Règlement douanier du 23 avril 1952» (v. texte dans le doc de l'ONU ST/Leg/Ser B/10, p. 63 s.).

2) Annexe I au Rapp. du Secrétaire général de l'ONU sur les négociations avec le Conseil fédéral suisse (doc A/175) approuvé par l'Ass. gén. de l'ONU le 14 décembre 1946 (résolution 98 (I)); v. également Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse, année 1956, p. 1171 à 1179.

3) Le titre de cet Accord a été modifié par un échange de lettres intervenu entre le Département politique fédéral et l'Office européen des Nations Unies les 5 et 11 avril 1963. Précédemment, il s'intitulait «Arrangement provisoire sur les privilèges...».

### Article premier Personnalité juridique

Section 1 Le Conseil fédéral suisse reconnaît la personnalité internationale et la capacité juridique de l'Organisation des Nations Unies. Cette Organisation ne peut, en conséquence, selon les règles du droit international, être traduite devant les tribunaux suisses sans son consentement exprès.

### Article II Biens, fonds et avoirs

Section 2 Les locaux de l'Organisation sont inviolables. Ses biens et avoirs en Suisse ne peuvent faire l'objet de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.

Section 3 Les archives de l'Organisation et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par elle en Suisse sont inviolables.

Sans être astreinte à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers:

Section 4

- a) l'Organisation peut détenir des fonds, de l'or ou des devises quelconques et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;
- b) l'Organisation peut transférer librement ses fonds, son or ou ses devises en Suisse, hors de Suisse, ou à l'intérieur de la Suisse et convertir toutes devises détenues par elle en toute autre monnaie.

Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés en vertu de la présente section, l'Organisation tiendra compte de toutes représentations du Conseil fédéral suisse dans la mesure où elle estimera pouvoir y donner suite sans porter préjudice à ses propres intérêts.

L'Organisation des Nations Unies, ses avoirs, revenus et autres biens sont:

Section 5

- a) exonérés de tout impôt direct ou indirect, fédéral, cantonal ou communal. Il est entendu, toutefois, que l'Organisation ne demandera pas l'exonération des impôts qui ne représenteraient en fait que la simple rémunération de services publics;
- b) exonérés de droit de timbre sur les coupons institué par la loi fédérale suisse du 25 juin 1921 et de l'impôt anticipé institué par l'arrêté du Conseil fédéral du 1<sup>er</sup> septembre 1943, complété par l'arrêté du Conseil fédéral du 31 octobre 1944. L'exonération est effectuée par le remboursement à l'Organisation des droits perçus sur ses avoirs;
- c) exonérés de tous droits de douane sur les objets importés ou exportés par l'Organisation des Nations Unies pour son usage officiel. Il est entendu, toutefois, que les articles ainsi importés en franchise ne seront pas vendus en Suisse, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le Conseil fédéral suisse;
- d) affranchis de toute prohibition et restriction d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets destinés à l'Organisation des Nations Unies pour son usage officiel, étant entendu qu'il appartient à l'Organisation des Nations Unies d'user de ses bons offices pour obtenir de tout autre Etat intéressé le consentement éventuellement nécessaire, et sous réserve des dispositions des conventions internationales générales et des mesures d'ordre sanitaire;
- e) exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard de ses publications.

L'Organisation des Nations Unies est disposée en principe à ne pas revendiquer l'exonération des impôts indirects ainsi que des

Section 6

taxes à la vente qui entrent dans le prix des biens mobiliers et immobiliers; elle entend limiter cette exonération aux achats importants effectués par elle pour son usage officiel et dont le prix comprendrait des impôts et taxes de cette nature. Dans ces cas, le Conseil fédéral suisse prendra les dispositions administratives appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces impôts et taxes.

### Article III Facilités de communications

Section 7 L'Organisation des Nations Unies bénéficiera en Suisse, pour ses communications officielles, d'un traitement au moins aussi favorable que le traitement accordé par le Conseil fédéral suisse à tout gouvernement, y compris sa mission diplomatique, en ce qui concerne les priorités, tarifs et taxes sur le courrier, les câblogrammes, télégrammes, radiotélégrammes, téléphotos, communications téléphoniques et autres communications, ainsi que sur les tarifs de presse pour les informations à la presse et à la radio, en conformité avec la convention internationale des télécommunications. La correspondance officielle et les autres communications officielles de l'Organisation ne pourront être censurées.

Section 8 L'Organisation des Nations Unies aura le droit d'employer des codes ainsi que d'expédier et de recevoir sa correspondance par des courriers ou valises qui jouiront des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques.

### Article IV Représentants des Membres de l'Organisation des Nations Unies

Section 9 Les représentants des Membres de l'Organisation auprès de ses organes principaux et subsidiaires et aux conférences convoquées par l'Organisation jouissent, durant l'exercice de leurs fonctions et au cours des voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des immunités et privilèges suivants:

- a) immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels et, en ce qui concerne les actes accomplis par eux en leur qualité de représentants, y compris leurs paroles et écrits, immunité de toute juridiction;



- b) inviolabilité de tous papiers et documents;
- c) droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courrier ou par valises scellées;
- d) exemption pour eux-mêmes et pour leurs conjoints à l'égard de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers et de toutes obligations de service national;
- e) les mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change que celles accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;
- f) les mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles accordées aux agents diplomatiques;
- g) tels autres privilèges, immunités et facilités non incompatibles avec ce qui précède dont jouissent les agents diplomatiques, sauf le droit de réclamer l'exemption des droits de douane sur des objets importés (autres que ceux qui font partie de leurs bagages personnels) ou l'exemption d'impôts indirects ou de taxe à la vente.

En vue d'assurer aux représentants des Membres de l'Organisation auprès de ses organes principaux et subsidiaires et aux conférences convoquées par l'Organisation une complète liberté de parole et une complète indépendance dans l'accomplissement de leurs fonctions, l'immunité de juridiction en ce qui concerne les paroles ou les écrits ou les actes émanant d'eux dans l'accomplissement de leurs fonctions continuera à leur être accordée, même après que ces personnes auront cessé d'être les représentants de Membres.

Section 10

Dans les cas où l'incidence d'un impôt quelconque est subordonnée à la résidence de l'assujéti en Suisse, les périodes pendant lesquelles les représentants des Membres de l'Organisation auprès de ses organes principaux et subsidiaires et aux conférences convoquées par l'Organisation se trouveront en Suisse pour l'exercice de leurs fonctions ne seront pas considérées comme des périodes de résidence.

Section 11

Les privilèges et immunités sont accordés aux représentants des Membres de l'Organisation, non à leur avantage personnel, mais dans le but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions en rapport avec l'Organisation. Par conséquent, un Membre de l'Organisation a non seulement le droit, mais le devoir de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où, à son avis, l'immunité entraverait l'action de la justice et où elle peut

Section 12

être levée sans compromettre les fins pour lesquelles elle avait été accordée.

- Section 13 Aux fins du présent article, le terme «représentants» est considéré comme comprenant tous les délégués, délégués adjoints, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégation.

## Article V

### Fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies

- Section 14 Le Secrétaire général communiquera au Conseil fédéral suisse périodiquement et de la même manière qu'aux gouvernements des Etats membres les noms des fonctionnaires auxquels les dispositions du présent article et de l'article VII sont applicables.

- Section 15 Les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies:
- a) jouiront de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle, y compris leurs paroles et écrits;
  - b) seront exonérés de tout impôt sur les traitements et émoluments versés par l'Organisation des Nations Unies;
  - c) seront exempts de toute obligation relative au service national, sous réserve des dispositions spéciales concernant les fonctionnaires de nationalité suisse prévues dans l'annexe au présent Arrangement;
  - d) ne seront pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers;
  - e) jouiront, en ce qui concerne les facilités de change, des mêmes privilèges que les fonctionnaires d'un rang comparable appartenant aux missions diplomatiques accréditées auprès du Conseil fédéral suisse;
  - f) jouiront, ainsi que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les agents diplomatiques en période de crise internationale;
  - g) jouiront du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première entrée en fonctions en Suisse.

- Section 16 Le Secrétaire général, les Sous-Secrétaires généraux et les fonctionnaires assimilés jouiront, tant en ce qui les concerne qu'en ce qui concerne leurs conjoints et enfants mineurs, des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés aux
- (1) (2)

envoyés diplomatiques, conformément au droit des gens et aux usages internationaux.

En outre, les fonctionnaires des catégories désignées par le Secrétaire général, ou la personne par lui déléguée, et agréées par le Conseil fédéral suisse jouiront des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés aux agents diplomatiques non chefs de mission.

---

1) Le texte actuel de cette section est le résultat d'un échange de lettres intervenu entre le Département politique fédéral et l'Office européen des Nations Unies les 5 et 11 avril 1963.

2) Le Gouvernement suisse laisse à l'ONU comme à l'UPU et aux autres institutions spécialisées le soin de déterminer elles-mêmes les bénéficiaires, étant entendu que le pourcentage de ceux-ci ne doit pas dépasser le 12 pour cent de l'ensemble du personnel (lettre du Département politique fédéral 0.723.71.GG du 16 juin 1970). Toutefois, quelques restrictions ont été apportées par le Gouvernement suisse dans l'application de ce pourcentage par les institutions spécialisées.

Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires uniquement dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire général pourra et devra lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas où, à son avis, cette immunité entraverait l'action de la justice et où elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation. A l'égard du Secrétaire général, le Conseil de sécurité a qualité pour prononcer la levée des immunités.

Section 17

L'Organisation des Nations Unies collaborera, en tout temps, avec les autorités suisses compétentes en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités énumérés dans le présent article.

Section 18

## Article VI

### Experts en mission pour l'Organisation des Nations Unies

Les experts (autres que les fonctionnaires visés à l'article V), qui accomplissent des missions pour l'Organisation des Nations Unies, jouissent pendant la durée de cette mission, y compris le temps de voyage, des privilèges et immunités nécessaires pour exercer leurs fonctions en toute indépendance. Ils jouissent en particulier des immunités et privilèges suivants:

Section 19

- a) immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels;
- b) immunité de toute action judiciaire en ce qui concerne les actes accomplis par eux au cours de leurs missions, y compris leurs paroles et écrits. Cette immunité continuera à leur être accordée même après que ces personnes auront cessé de remplir leur mission pour l'Organisation des Nations Unies;
- c) inviolabilité de tous papiers et documents;
- d) droit de faire usage de codes et de recevoir des documents et de la correspondance par courrier ou par valises scellées, pour leurs communications avec l'Organisation des Nations Unies;
- e) les mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants des gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;
- f) les mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux agents diplomatiques.

Section 20 Les privilèges et immunités sont accordés aux experts dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire général pourra et devra lever l'immunité accordée à un expert dans tous les cas où, à son avis, cette immunité entraverait l'action de la justice et où elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation.

## Article VII

### Laissez-passer des Nations Unies (1)

Section 21 L'Organisation des Nations Unies pourra délivrer des laissez-passer à ses fonctionnaires. Ces laissez-passer seront reconnus et acceptés, par les autorités suisses, comme titres valables de voyage, compte tenu des dispositions de la section 22.

Section 22 Les demandes de visas (lorsque des visas sont nécessaires) émanant des titulaires de ces laissez-passer, et accompagnés d'un certificat attestant que ces fonctionnaires voyagent pour le compte de l'Organisation, devront être examinées dans le plus bref délai possible. En outre, des facilités de voyage rapide seront accordées aux titulaires de ces laissez-passer.

Section 23 Des facilités analogues à celles qui sont mentionnées à la section 22 seront accordées aux experts et autres personnes qui,

sans être munis d'un laissez-passer des Nations Unies, seront porteurs d'un certificat attestant qu'ils voyagent pour le compte de l'Organisation.

Le Secrétaire général, les Sous-Secrétaires généraux et les directeurs et, si le Secrétaire général le désire, le principal haut fonctionnaire de l'Organisation en Suisse, voyageant pour le compte de l'Organisation et munis d'un laissez-passer délivré par celle-ci, jouiront des mêmes facilités que les envoyés diplomatiques.

Section 24

Les dispositions du présent article peuvent être appliquées aux fonctionnaires de rang analogue appartenant à des institutions spécialisées, si les accords fixant les relations desdites institutions avec l'Organisation, aux termes de l'article 63 de la Charte, comportent une disposition à cet effet.

Section 25

---

1) V. Accord additionnel à l'Accord ONU/UPU.

## Article VIII

### Règlement des différends

L'Organisation des Nations Unies devra prévoir des modes de règlement appropriés pour:

Section 26

- a) les différends en matière de contrats ou autres différends de droit privé dans lesquels l'Organisation serait partie;
- b) les différends dans lesquels serait impliqué un fonctionnaire de l'Organisation qui, du fait de sa situation officielle, jouit de l'immunité, si cette immunité n'a pas été levée par le Secrétaire général.

Toute contestation entre l'Organisation des Nations Unies et le Conseil fédéral suisse, portant sur l'interprétation ou l'application du présent Arrangement provisoire ou de tout arrangement ou accord additionnel et qui n'aura pas été réglée par voie de négociation, sera soumise à la décision d'un collège de trois arbitres; le premier sera nommé par le Conseil fédéral suisse, le second par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et un surarbitre par le Président de la Cour internationale de justice; à moins que, dans un cas donné, les parties ne conviennent d'avoir recours à un autre mode de règlement.

Section 27

### Article final

- Section 28 Le présent Arrangement provisoire entrera en vigueur dès qu'il aura été signé au nom du Conseil fédéral suisse et par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ou en son nom.
- Section 29 Les dispositions du présent Arrangement provisoire ne pourront être modifiées que d'un commun accord entre le Secrétaire général et le Conseil fédéral suisse. Si l'accord ne peut être réalisé, le Secrétaire général ou le Conseil fédéral suisse pourra dénoncer la totalité ou une section quelconque du présent Arrangement. Dans ce cas, et à moins que le Secrétaire général et le Conseil fédéral suisse n'en décident autrement d'un commun accord, l'Arrangement ou les sections en question resteront en vigueur pendant une durée de trois mois à partir de la date de cette dénonciation.

Fait et signé à Berne, le 11 juin 1946, et à New York, le 1<sup>er</sup> juillet 1946, en quadruple exemplaire, dont deux en français et deux en anglais, les deux textes étant également authentiques.

Pour la Confédération suisse:  
Le Chef du Département politique,  
(signé) Max Petitpierre

Pour l'Organisation  
des Nations Unies:  
(signé) Trygve Lie

### *Annexe à l'Arrangement*

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communiquera au Conseil fédéral suisse la liste des fonctionnaires de nationalité suisse astreints à des obligations de caractère militaire.
2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Conseil fédéral suisse établiront, d'un commun accord, une liste restreinte de fonctionnaires de nationalité suisse qui, en raison de leurs fonctions, bénéficieront de dispenses.
3. En cas de mobilisation d'autres fonctionnaires de nationalité suisse, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aura la possibilité de solliciter, par l'entremise du Département politique fédéral, un sursis d'appel ou toutes autres mesures appropriées.

**II. Correspondance échangée entre le Département politique fédéral suisse et le Secrétaire général de la Commission exécutive et de liaison au sujet du statut juridique de l'Union postale universelle en Suisse (1)**

A

Département politique fédéral

Berne, le 5 février 1948

Au Bureau international  
de l'Union postale universelle  
Schwarztorstrasse 38  
Berne

Monsieur le Directeur,

Nous avons l'honneur de vous informer qu'en sa séance du 3 février 1948, le Conseil fédéral a décidé qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1948 l'Arrangement provisoire conclu le 19 avril 1946 entre le Conseil fédéral et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sera appliqué par analogie à l'Union postale universelle, à ses organes, aux représentants d'Etats membres, aux experts et aux fonctionnaires de cette Union.

La décision du Conseil fédéral (article 10 du Statut du 31 janvier 1947) accordant pendant la durée de leurs fonctions aux Directeurs, Vice-Directeurs et Conseillers non suisses, ainsi qu'aux membres de leurs familles, les privilèges et immunités diplomatiques est maintenue pour le Bureau international de l'Union postale universelle à condition que le nombre des bénéficiaires de cette décision demeure aussi restreint qu'il l'est actuellement. (2)

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de notre haute considération.

Département politique fédéral:  
Organisations internationales,  
(signé) Secrétaire

---

1) V. Recueil systématique du droit fédéral suisse, O.192.120.278.3.

2) Le Statut du 31 janvier 1947 dont il est question dans cet al. était celui qui régissait à l'époque l'ensemble des bureaux internationaux placés sous la surveillance des autorités de la Confédération suisse. En raison de l'extension prise par l'UIT, le Conseil fédéral prit, le 7 juillet 1953, la décision suivante qui a remplacé ledit al. par le texte suivant:  
«Le Secrétaire général et les Directeurs non suisses de l'UPU et de l'UIT jouiront, pendant la durée de leurs fonctions, des privilèges et immunités reconnus aux envoyés diplomatiques conformément au droit international.

Les Secrétaires généraux adjoints, les Vice-Directeurs et les Conseillers non suisses seront mis, en application par analogie de la décision du Conseil fédéral du 30 décembre 1947 concernant l'octroi de facilités à certains fonctionnaires supérieurs de l'Office européen des Nations Unies, au bénéfice des privilèges et immunités accordés aux collaborateurs diplomatiques des chefs de mission accrédités auprès de la Confédération suisse.» (Lettre du Département politique fédéral au BI de l'UPU, n° o.F. 13.6.7. A-MX du 22 juillet 1953.) V. annot. 2 à l'art. V.

En ce qui concerne le texte de la décision du Conseil fédéral du 30 décembre 1947, v. la publication de l'ONU «Textes législatifs et dispositions de traités concernant le statut juridique, les privilèges et les immunités d'organisations internationales» (ST/Leg/Ser B/10 vol. I, p. 92). La décision du Conseil fédéral du 7 juillet 1953 a été rendue caduque par la modification en 1963 de la section 16 de l'Accord sur les privilèges et immunités de l'ONU; c'est cette section qui est maintenant applicable aux fonctionnaires du BI de l'UPU (v. annot. 1 à l'art. V).

### B

#### Union postale universelle

Commission exécutive et de liaison  
Le Secrétaire général

Siège: Berne, Schwarztorstr. 38,  
le 22 avril 1948

Département politique fédéral  
Organisations internationales  
Berne

Monsieur le Conseiller de légation,

Au cours de la session qu'elle vient de tenir à Berne, la Commission provisoire exécutive et de liaison de l'Union postale universelle a pris officiellement connaissance de la décision du Conseil fédéral, du 3 février dernier, d'appliquer par analogie, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1948, à l'Union postale universelle, à ses organes, aux représentants d'Etats membres, aux experts et aux fonctionnaires de cette Union, l'Arrangement provisoire conclu le 19 avril 1946 entre le Conseil fédéral et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

La nouvelle de cette décision a suscité un vif intérêt au sein de la Commission. Le Président a déclaré qu'en ce qui concerne le territoire helvétique, elle donne entière satisfaction à l'Union postale universelle. En outre, traduisant le sentiment unanime de ses collègues, le représentant de la Grande-Bretagne, Sir David Lidbury, a exprimé la gratitude de la Commission au Gouvernement fédéral pour la faveur qu'il a ainsi accordée à cette Union.

D'autre part, la Commission a approuvé la résolution suivante qui lui a été soumise par le soussigné:

- a) la Commission prend acte, avec satisfaction, de la décision ci-dessus;
- b) elle prie le Conseil fédéral de bien vouloir la communiquer, par la voie diplomatique, aux Gouvernements des Etats membres de l'Union



postale universelle, comme l'avait été le «Statut des Bureaux internationaux placés sous la surveillance des autorités de la Confédération suisse», du 31 janvier 1947, Statut qui est ainsi devenu caduc à l'égard de l'Union postale universelle.

Je vous serais en conséquence fort obligé de bien vouloir, si cela n'a pas déjà été fait, donner suite à ce vœu de la Commission.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller de légation, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire général,  
(signé) Muri

### III.

#### **A. Arrêté fédéral concernant le statut juridique en Suisse de l'Organisation des Nations Unies, d'institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organisations internationales (1)**

(Du 29 septembre 1955)

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*

vu l'article 85, chiffre 5, de la constitution,  
vu le message du Conseil fédéral du 28 juillet 1955,

*arrête:*

#### Article premier

Sont approuvés:

- a) l'accord, l'arrangement d'exécution et l'échange de lettres concernant le statut juridique de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), du 10 mars 1955;
- b) l'accord et l'échange de lettres concernant le statut juridique de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), du 11 juin 1955.

Le Conseil fédéral est autorisé à ratifier ces deux accords.

---

1) V. Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse, 1956, p. 1141 et 1142.

Art. 2

Sont approuvés:

- a) l'arrangement provisoire sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies (ONU), du 19 avril 1946; l'échange de lettres entre le chef du Département politique et le Secrétaire général des Nations Unies, des 22 octobre et 4 novembre 1946;
- b) l'accord et l'arrangement d'exécution concernant le statut juridique de l'Organisation internationale du travail (OIT), du 11 mars 1946;
- c) l'échange de lettres concernant le statut juridique de l'Union postale universelle (UPU), des 5 février et 22 avril 1948; (1)
- d) l'échange de lettres concernant le statut juridique de l'Union internationale des télécommunications (UIT), des 6 et 25 février 1948;
- e) l'accord et l'arrangement d'exécution concernant le statut juridique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du 19 septembre 1946;
- f) l'accord concernant le statut juridique du Bureau international d'éducation (BIE), du 15 novembre 1946;
- g) l'échange de lettres concernant le statut juridique du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME), des 7 avril et 3 mai 1954.

Ainsi arrêté par le Conseil des Etats.  
Berne, le 27 septembre 1955.

Le président, A. Locher  
Le secrétaire, F. Weber

Ainsi arrêté par le Conseil national.  
Berne, le 29 septembre 1955.

Le président, Häberlin  
Le secrétaire, Ch. Oser

---

1) V. Recueil systématique du droit fédéral suisse, 0.192.120.278.3.

**B. Arrêté fédéral concernant la conclusion ou la modification d'accords avec des organisations internationales en vue de déterminer leur statut juridique en Suisse (1)**

(Du 30 septembre 1955)

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*

vu l'article 85, chiffre 2, de la constitution,  
vu le message du Conseil fédéral du 28 juillet 1955,

---

1) V. Recueil systématique du droit fédéral suisse, 192.12.

*arrête:*

#### Article premier

Le Conseil fédéral est autorisé à modifier ou à compléter les accords conclus avec des organisations internationales en vue de déterminer leur statut juridique en Suisse, en tant que les dispositions nouvelles sont compatibles avec le droit fédéral. Les dispositions nouvelles peuvent toutefois prévoir des exceptions à la législation fiscale de la Confédération.

#### Art. 2

Si une institution spécialisée des Nations Unies désire fixer en Suisse son siège principal ou un siège subsidiaire, le Conseil fédéral pourra conclure avec elle un accord lui reconnaissant un statut juridique analogue à celui qui a été reconnu aux institutions spécialisées des Nations Unies déjà établies en Suisse.

#### Art. 3

Si une organisation internationale qui n'est pas une institution spécialisée des Nations Unies désire fixer en Suisse son siège principal ou un siège subsidiaire, le Conseil fédéral pourra conclure avec elle un accord déterminant son statut juridique en Suisse, en tant que les dispositions de cet accord sont compatibles avec le droit fédéral. Le Conseil fédéral peut toutefois accorder des exceptions à la législation fiscale de la Confédération.

#### Art. 4

Si les accords prévus aux articles précédents comportent des dispositions contraires au droit cantonal du siège de l'organisation internationale (par exemple droit fiscal), l'approbation du canton intéressé devra être obtenue.

#### Art. 5

Est réservée la compétence de l'Assemblée fédérale dans le cas des accords visés par l'article 89, 3<sup>e</sup> alinéa, de la constitution.

Art. 6

Le Conseil fédéral publiera le présent arrêté conformément à la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant les votations populaires sur les lois et arrêtés fédéraux et il fixera la date de son entrée en vigueur.

Ainsi arrêté par le Conseil des Etats.  
Berne, le 30 septembre 1955.

Le président, A. Locher  
Le secrétaire, F. Weber

Ainsi arrêté par le Conseil national.  
Berne, le 30 septembre 1955.

Le président, Häberlin  
Le secrétaire, Ch. Oser

Le Conseil fédéral arrête:

L'arrêté fédéral ci-dessus, publié le 6 octobre 1955, sera inséré dans le *Recueil des lois fédérales* et entre en vigueur le 8 juin 1956.

Berne, le 8 juin 1956.

Par ordre du Conseil fédéral suisse:  
Le chancelier de la Confédération,  
Ch. Oser

### C. Correspondance concernant le statut des boursiers en Suisse

Mission permanente de la Suisse  
auprès des  
organisations internationales

Genève, le 5 décembre 1969

Lettre-circulaire aux organisations  
intergouvernementales  
ayant leur siège en Suisse

#### *Traitement des boursiers*

Messieurs,  
J'ai l'honneur de soumettre l'affaire suivante à votre obligeante attention:  
Les autorités fédérales, ayant constaté que les autorités cantonales de police des étrangers appliquaient aux boursiers venant en Suisse pour y

effectuer un stage de formation des traitements différents, ont décidé d'édicter des normes visant à établir un régime uniforme à leur égard. Ces dispositions seraient les suivantes:

A. Boursiers des organisations internationales qui ont conclu un accord de siège avec la Suisse

*1. Boursiers effectuant leur stage dans des pays étrangers et appelés à se rendre auprès de l'organisation internationale concernée pour recevoir des instructions au sujet des études et des stages qu'ils vont accomplir ou pour lui présenter des rapports de fin de stage*

Les représentations de Suisse à l'étranger sont autorisées à délivrer de leur chef aux intéressés soumis à l'obligation du visa, sans égard à leur nationalité:

- un visa valable pour deux entrées pour des séjours jusqu'à dix jours à chaque entrée, si le deuxième voyage doit s'effectuer dans les six mois à compter de la délivrance du visa;
- ou un visa valable pour une entrée pour un séjour jusqu'à dix jours, si le deuxième voyage est prévu dans un délai de plus de six mois à compter de la délivrance du visa. Pour le second voyage, l'intéressé sollicitera le visa dont il a besoin auprès de la représentation de Suisse compétente pour son lieu de résidence, qui lui accordera aussi de son propre chef le visa pour un séjour jusqu'à dix jours.

L'octroi des visas sera subordonné à la condition que l'intéressé possède les visas nécessaires pour poursuivre son voyage après son séjour en Suisse et qu'il soit porteur d'un document de l'organisation internationale concernée attestant qu'il est attendu par cette organisation.

*2. Boursiers effectuant leur stage en Suisse auprès d'une organisation internationale au bénéfice d'un accord de siège avec la Suisse*

*Stage jusqu'à trois mois*

- a) Les étrangers non soumis à l'obligation du visa peuvent entrer en Suisse sur présentation du titre de voyage ou d'un des titres de voyage prévus par les accords existant entre la Suisse et le pays d'origine.
- b) Les représentations de Suisse à l'étranger sont autorisées à délivrer de leur propre chef aux intéressés soumis à l'obligation du visa, sans égard à leur nationalité, des visas valables pour la durée du stage et pour un nombre indéterminé d'entrées, à condition qu'ils soient munis d'un passeport national valable et qu'ils soient porteurs d'un document de l'organisation internationale concernée attestant qu'ils sont attendus auprès de cette organisation pour y effectuer un stage comme boursiers et indiquant la durée du stage.

- c) L'organisation internationale concernée délivrera aux intéressés, à leur arrivée en Suisse, un document attestant leur qualité de boursier et la durée de leur présence, à ce titre, auprès d'elle. Ce document servira de pièce de légitimation à l'égard des autorités suisses quant à la présence dans le pays de son titulaire.

*Stage de plus de trois mois*

- a) Les étrangers non soumis à l'obligation du visa peuvent entrer en Suisse sur présentation du titre de voyage ou d'un des titres de voyage prévus par les accords existant entre la Suisse et le pays d'origine.
- b) Les représentations de Suisse à l'étranger sont autorisées à délivrer de leur propre chef aux intéressés soumis à l'obligation du visa, sans égard à leur nationalité, un visa simple d'entrée, à condition qu'ils soient en possession d'un passeport national valable et qu'ils soient porteurs d'un document de l'organisation internationale concernée attestant qu'ils sont attendus auprès de cette organisation pour y effectuer un stage comme boursier et indiquant la durée du stage. Le visa mentionnera la durée du stage indiquée dans l'attestation.
- c) L'organisation internationale concernée entreprendra, dès l'arrivée du boursier en Suisse, les démarches nécessaires auprès du service compétent du Département politique fédéral pour que l'intéressé soit muni d'une carte de légitimation de ce département. Cette carte servira de pièce de légitimation à l'égard des autorités suisses quant à la présence dans le pays de son titulaire. Conformément aux règles en vigueur, le porteur de cette carte, astreint à l'obligation du visa, peut, s'il s'absente momentanément de Suisse, y revenir sans être muni d'un visa de retour sur production de son passeport en cours de validité et de la carte de légitimation également en cours de validité.

**B. Boursiers effectuant leur stage en Suisse en dehors des organisations internationales ayant conclu un accord de siège avec la Suisse**

- a) Ces boursiers sont soumis au régime de droit commun pour leur entrée et leur séjour en Suisse.
- b) Les demandes de stage seront présentées par l'organisation internationale concernée auprès des autorités fédérales compétentes en matière de coopération technique (Département politique fédéral, service de la coopération technique, ou auprès du Service fédéral de l'hygiène publique). Ces autorités sont à la disposition des organisations internationales pour la préparation et l'établissement d'un programme de stage.
- c) Les conditions de séjour de ces boursiers sont réglées par les cantons.

*Gratuité des visas et des permis de séjour*

Les représentations de Suisse à l'étranger ne percevront pas de taxe pour les visas qu'elles délivreront.

Les cantons ne prélèveront pas les taxes cantonales pour la délivrance des autorisations de séjour sollicitées par les boursiers des organisations internationales soumis au régime de droit commun.

*Membres de la famille des boursiers*

Les membres de la famille à charge au premier degré des boursiers visés aux chiffres 1 et 2 ci-dessus (boursiers effectuant un stage dans un pays étranger et boursiers effectuant un stage en Suisse auprès d'une organisation internationale au bénéfice d'un accord de siège), à savoir le conjoint et les enfants non mariés et âgés de moins de 21 ans, seront traités comme le chef de famille si l'attestation de l'organisation concernée indique qu'ils accompagnent ce dernier. Ils recevront également une carte de légitimation du Département politique fédéral dans les cas où le chef de famille sera muni de cette carte. Le régime de droit commun est applicable dans les autres cas. Il est entendu que les titulaires de carte de légitimation sont exemptés de régler leurs conditions de séjour dans la mesure où ils n'exercent pas d'activité lucrative et font ménage commun avec le boursier. Les membres de la famille des boursiers visés à la lettre B ci-dessus (boursiers effectuant un stage en Suisse en dehors des organisations internationales au bénéfice d'un accord de siège avec la Suisse) sont soumis, comme le chef de famille lui-même, au régime de droit commun. Les dispositions du chapitre B ne vous concernent pas directement; je les ai toutefois mentionnées à titre d'information.

Je ne doute pas que vous puissiez approuver cette procédure, dont seront informées tant les représentations de Suisse à l'étranger que les polices cantonales des étrangers. Si vous aviez néanmoins une remarque à faire valoir à son sujet, vous voudriez bien me la faire connaître dès que possible. Je ne manquerai pas, le moment venu, de vous faire tenir des exemplaires à votre usage des dispositions prises en cette matière.

Je vous remercie d'avance de votre précieuse collaboration et vous prie d'agréer, Messieurs, l'assurance de ma haute considération.

L'ambassadeur, représentant permanent:  
Humbert

## B. Hors de Suisse

### IV. Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées (1)

*Considérant* que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a adopté le 13 février 1946 une résolution tendant à l'unification, dans la mesure du possible, des privilèges et immunités dont jouissent l'Organisation des Nations Unies et les différentes institutions spécialisées;

*Considérant* que des consultations ont eu lieu entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées en vue de donner effet à ladite résolution;

*En conséquence*, par la résolution 179 (II) adoptée le 21 novembre 1947, l'Assemblée générale a approuvé la Convention ci-après, qui est soumise pour acceptation aux institutions spécialisées, et pour adhésion à tout Membre de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à tout autre Etat membre d'une ou de plusieurs institutions spécialisées.

---

1) Hors de Suisse, le statut juridique de l'UPU se trouve généralement réglé par la présente Convention qui a été mise sur pied dans le cadre de l'ONU. Cette Convention a été soumise, pour acceptation, aux différentes institutions spécialisées, entre autres à l'UPU; son texte est, en fait, très semblable à celui de l'Arr. réglant le statut juridique de l'Union au siège.

La CEL a consacré plusieurs séances à la question de l'acceptation de la Convention susmentionnée par l'UPU en sa qualité d'institution spécialisée (v. à ce sujet comptes rendus analytiques d'avril 1948, p. 11 et 12, d'octobre 1948, p. 10 et 11, et de mai 1949, p. 7 et 8).

A la suite d'une consultation des membres de l'Union, décidée par la CEL, tous les Pays-membres qui ont pris part à la votation se sont prononcés en faveur de l'acceptation, par l'Union, de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, notamment du texte de son annexe VIII.

Pour les détails, v. Rapp. 1949, p. 1 et 2.

En ce qui concerne l'adhésion à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, voici la liste des pays qui, d'après les informations de l'ONU (ST/Leg/Ser D/4), se sont engagés à appliquer à l'UPU les disp. de ladite Convention:

<i>Pays</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument d'adhésion ou de la réception de la notification ultérieure</i>
Algérie .....	25 mars 1964
Allemagne .....	19 mai 1958
Antigua-et-Barbuda .....	14 décembre 1988
Argentine .....	10 octobre 1963
Australie .....	9 mai 1986
Autriche .....	21 juillet 1950
Bahamas .....	17 mars 1977 (déclaration de continuité)
Barbade .....	19 novembre 1971
Belgique .....	14 mars 1962
Biélorussie .....	18 mars 1966
Botswana .....	5 avril 1983
Brésil .....	22 mars 1963



*Pays**Date du dépôt de l'instrument d'adhésion  
ou de la réception de la notification ultérieure*

Bulgarie (Rép. pop.)	13 juin 1968
Burkina Faso	6 avril 1962
Cambodge	15 octobre 1953
Chili	21 septembre 1951
Chine (Rép. pop.)	11 septembre 1979
Chypre	6 mai 1964
Corée (Rép.)	13 mai 1977
Côte d'Ivoire (Rép.)	28 décembre 1961
Cuba	13 septembre 1972
Danemark	25 janvier 1950
Commonwealth de la Dominique	24 juin 1988
Egypte	28 septembre 1954
Equateur	12 décembre 1958
Espagne	26 septembre 1974
Fidji	21 juin 1971 (déclaration de continuité)
Finlande	31 juillet 1958
Gambie	1 <sup>er</sup> août 1966 (déclaration de continuité)
Ghana	9 septembre 1958
Grande-Bretagne	17 décembre 1954
Grèce	21 juin 1977
Guatemala	30 juin 1951
Guinée	29 mars 1968
Guyane	13 septembre 1973
Haïti	16 avril 1952
Hongrie (Rép.)	2 août 1967
Inde	19 octobre 1949
Indonésie	8 mars 1972
Iran	16 mai 1974
Iraq	9 juillet 1954
Irlande	10 mai 1967
Italie	30 août 1985
Jamaïque	4 novembre 1963
Japon	18 avril 1963
Jordanie	12 décembre 1950
Kenya	1 <sup>er</sup> juillet 1965
Kuwait	7 février 1963
Lao (Rép. dém. pop.)	9 août 1960
Lesotho	26 novembre 1969
Luxembourg	20 septembre 1950
Madagascar	3 janvier 1966
Malaisie	29 mars 1962 (avec effet au 31 août 1957)
Malawi	2 août 1965
Maldives (îles)	26 mai 1969
Mali	24 juin 1968
Malte	27 juin 1968 (avec effet au 21 septembre 1964)
Maroc	13 août 1958
Maurice	18 juillet 1969 (avec effet au 12 mars 1968)
Mongolie (Rép. pop.)	3 mars 1970
Népal	28 septembre 1965
Nicaragua	6 avril 1959
Niger	15 mai 1968
Nigéria	26 juin 1961 (déclaration de continuité)
Norvège	25 janvier 1950
Nouvelle-Zélande	25 novembre 1960
Ouganda	11 août 1983

<i>Pays</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument d'adhésion ou de la réception de la notification ultérieure</i>
Pakistan .....	15 septembre 1961
Pays-Bas .....	14 mai 1952
Pologne (Rép.) .....	19 juin 1969
Roumanie .....	15 septembre 1970
Rwanda .....	15 avril 1964
Sainte-Lucie .....	2 septembre 1986
Sénégal .....	2 mars 1966
Sierra Leone .....	13 mars 1962 (déclaration de continuité)
Singapour .....	18 mars 1966 (déclaration de continuité)
Suède .....	12 septembre 1951
Tchèque et slovaque (Rép. fédérative) .....	29 décembre 1966
Thaïlande .....	28 avril 1965
Togo .....	16 septembre 1975
Tonga .....	17 mars 1976 (déclaration de continuité)
Trinité-et-Tobago .....	19 octobre 1965
Tunisie .....	3 décembre 1957
Ukraine .....	13 avril 1966
URSS .....	10 janvier 1966
Uruguay .....	29 décembre 1977
Yougoslavie .....	23 novembre 1951
Zaire .....	8 décembre 1964
Zambie .....	16 juin 1975 (déclaration de continuité)

La Biélorussie, la Bulgarie (Rép. pop.), Cuba, la Hongrie (Rép.), la Mongolie (Rép. pop.), la Pologne (Rép.), la Roumanie, Tchèque et slovaque (Rép. fédérative), l'Ukraine et l'URSS ont adhéré à cette Convention en faisant une réserve. Pour eux, les contestations et différends qui pourraient survenir dans l'application de ladite Convention ne peuvent être soumis à la Cour internationale de justice qu'avec le consentement des parties au litige.

Certains pays qui n'ont pas adhéré à la Convention adoptée dans le cadre de l'ONU ont néanmoins pris des mesures unilatérales pour accorder à l'UPU les privilèges et immunités nécessaires. Tel est notamment le cas des Etats-Unis d'Amérique qui ont reconnu la qualité d'organisation internationale ayant droit aux privilèges, exemptions et immunités conférés par l'«International Organisations Immunities Act» (décision du Président n° 10727 du 31 août 1957; cf. Rapp. 1957, p. 1).

Lorsque les Congrès se sont tenus dans des pays qui n'avaient pas signé la Convention de l'ONU sur les privilèges et immunités, des avantages analogues ont néanmoins été accordés à l'UPU pour la durée de la réunion (Bruxelles 1952, Ottawa 1957).

## Article premier

### Définition et champ d'application

#### Section 1 Aux fins de la présente Convention:

- i) Les mots «clauses standard», visent les dispositions des articles II à IX.
- ii) Les mots «institutions spécialisées» visent:
  - a) l'Organisation internationale du travail;
  - b) l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;
  - c) l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture;
  - d) l'Organisation de l'aviation civile internationale;

- e) le Fonds monétaire international;
  - f) la Banque internationale pour la reconstruction et la mise en valeur;
  - g) l'Organisation mondiale de la santé;
  - h) l'Union postale universelle;
  - i) l'Union internationale des télécommunications;
  - j) toute autre institution reliée à l'Organisation des Nations Unies conformément aux articles 57 et 63 de la Charte.
- iii) Le mot «Convention», en tant qu'il s'applique à une institution spécialisée déterminée, vise les clauses standard modifiées par le texte final (ou révisé) de l'annexe transmise par ladite institution conformément aux sections 36 et 38.
- iv) Aux fins de l'article III, les mots «biens et avoirs» s'appliquent également aux biens et fonds administrés par une institution spécialisée dans l'exercice de ses attributions organiques.
- v) Aux fins des articles V et VII, l'expression «représentants des membres» est considérée comme comprenant tous les représentants, représentants suppléants, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégation.
- vi) Aux fins des sections 13, 14, 15 et 25, l'expression «réunions convoquées par une institution spécialisée» vise les réunions: 1° de son assemblée ou de son conseil de direction (quel que soit le terme utilisé pour les désigner); 2° de toute commission prévue par son acte organique; 3° de toute conférence internationale convoquée par elle; 4° de toute commission de l'un quelconque des organes précédents.
- vii) Le terme «directeur général» désigne le *fonctionnaire principal* de l'institution spécialisée en question, que son titre soit celui de directeur général ou tout autre.

Tout Etat partie à la présente Convention accordera, en ce qui concerne toute institution spécialisée couverte par son adhésion et à laquelle la présente Convention est devenue applicable en vertu de la section 37, les privilèges et immunités prévus par les clauses standard aux conditions qui y sont spécifiées, sous réserve de toutes modifications apportées auxdites clauses par les dispositions du texte final (ou révisé) de l'annexe relative à cette institution, dûment transmise conformément aux sections 36 ou 38.

Section 2

## Article II

### Personnalité juridique

Les institutions spécialisées possèdent la personnalité juridique. Elles ont la capacité a) de contracter, b) d'acquiescer et de disposer des biens immobiliers et mobiliers, c) d'ester en justice.

Section 3

Article III  
Biens, fonds et avoirs

- Section 4 Les institutions spécialisées, leurs biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où elles y ont expressément renoncé dans un cas particulier. Il est entendu toutefois que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures d'exécution.
- Section 5 Les locaux des institutions spécialisées sont inviolables. Leurs biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.
- Section 6 Les archives des institutions spécialisées et, d'une manière générale, tous les documents leur appartenant ou détenus par elles sont inviolables en quelque endroit qu'ils se trouvent.
- Section 7 Sans être astreintes à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers:
- a) les institutions spécialisées peuvent détenir des fonds, de l'or ou des devises de toute nature et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;
  - b) les institutions spécialisées peuvent transférer librement leurs fonds, leur or ou leurs devises d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque et convertir toutes devises détenues par elles en toute autre monnaie.
- Section 8 Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés en vertu de la section 7 ci-dessus, chacune des institutions spécialisées tiendra compte de toutes représentations qui lui seraient faites par le Gouvernement de tout Etat partie à la présente Convention dans la mesure où elle estimera pouvoir y donner suite sans porter préjudice à ses propres intérêts.
- Section 9 Les institutions spécialisées, leurs avoirs, revenus et autres biens sont:
- a) exonérés de tout impôt direct; il est entendu, toutefois, que les institutions spécialisées ne demanderont pas l'exonération d'impôts qui ne seraient pas en excès de la simple rémunération de services d'utilité publique;
  - b) exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés par les institutions spécialisées pour

leur usage officiel; il est entendu, toutefois, que les articles ainsi importés en franchise ne seront pas vendus sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le Gouvernement de ce pays;

- c) exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard de leurs publications.

Bien que les institutions spécialisées ne revendent pas, en règle générale, l'exonération des droits d'accise et des taxes à la vente entrant dans le prix des biens mobiliers ou immobiliers, cependant, quand elles effectuent pour leur usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature, les Etats parties à la présente Convention prendront, chaque fois qu'il leur sera possible, les arrangements administratifs appropriés en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

Section 10

#### Article IV

##### Facilités de communications

Chacune des institutions spécialisées jouira, pour ses communications officielles, sur le territoire de tout Etat partie à la présente Convention en ce qui concerne cette institution, d'un traitement non moins favorable que le traitement accordé par le Gouvernement de cet Etat à tout autre Gouvernement, y compris à sa mission diplomatique, en matière de priorités, tarifs et taxes sur le courrier, les câblogrammes, télégrammes, radiotélégrammes, téléphotos, communications téléphoniques et autres communications, ainsi qu'en matière de tarifs de presse pour les informations à la presse et à la radio.

Section 11

La correspondance officielle et les autres communications officielles des institutions spécialisées ne pourront être censurées. Les institutions spécialisées auront le droit d'employer des codes ainsi que d'expédier et de recevoir leur correspondance par des courriers ou valises scellées qui jouiront des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques.

Section 12

La présente section ne pourra en aucune manière être interprétée comme interdisant l'adoption de mesures de sécurité appropriées, à déterminer suivant l'accord entre l'Etat partie à la présente Convention et une institution spécialisée.

Article V  
Représentants des membres

- Section 13 Les représentants des membres aux réunions convoquées par une institution spécialisée jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges et immunités suivants:
- a) immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels et, en ce qui concerne les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits), immunité de toute juridiction;
  - b) inviolabilité de tous papiers et documents;
  - c) droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courriers ou par valises scellées;
  - d) exemption pour eux-mêmes et pour leurs conjoints à l'égard de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers, et de toutes obligations de service national dans les pays visités ou traversés par eux dans l'exercice de leurs fonctions;
  - e) mêmes facilités en ce qui concerne les restrictions monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants de Gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;
  - f) mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux membres des missions diplomatiques d'un rang comparable.
- Section 14 En vue d'assurer aux représentants des membres des institutions spécialisées aux réunions convoquées par elles une complète liberté de parole et une complète indépendance dans l'accomplissement de leurs fonctions, l'immunité de juridiction en ce qui concerne les paroles ou les écrits ou les actes émanant d'eux dans l'accomplissement de leurs fonctions continuera à leur être accordée même après que le mandat de ces personnes aura pris fin.
- Section 15 Dans le cas où l'incidence d'un impôt quelconque est subordonnée à la résidence de l'assujéti, les périodes pendant lesquelles les représentants des membres des institutions spécialisées aux réunions convoquées par celles-ci se trouveront sur le territoire d'un membre pour l'exercice de leurs fonctions ne seront pas considérées comme des périodes de résidence.
- Section 16 Les privilèges et immunités sont accordés aux représentants des membres, non pour leur bénéfice personnel, mais dans le but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions en

ce qui concerne les institutions spécialisées. Par conséquent, un membre a non seulement le droit, mais le devoir de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où, à son avis, l'immunité empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans nuire au but pour lequel elle est accordée.

Les dispositions des sections 13, 14 et 15 ne sont pas opposables aux autorités de l'Etat dont la personne est ressortissante ou dont elle est ou a été le représentant.

Section 17

## Article VI Fonctionnaires

Chaque institution spécialisée déterminera les catégories de fonctionnaires auxquelles s'appliquent les dispositions du présent article ainsi que celles de l'article VIII. Elle en donnera communication aux Gouvernements de tous les Etats parties à la présente Convention en ce qui concerne ladite institution ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies. Les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories seront communiqués de temps à autre aux Gouvernements précités.

Section 18

Les fonctionnaires des institutions spécialisées:

Section 19

- a) jouiront de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits);
- b) jouiront, en ce qui concerne les traitements et émoluments qui leur sont versés par les institutions spécialisées, des mêmes exonérations d'impôt que celles dont jouissent les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies, et dans les mêmes conditions;
- c) ne seront pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux mesures restrictives relatives à l'immigration, ni aux formalités d'enregistrement des étrangers;
- d) jouiront, en ce qui concerne les facilités de change, des mêmes privilèges que les membres des missions diplomatiques d'un rang comparable;
- e) jouiront, en période de crise internationale, ainsi que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les membres des missions diplomatiques de rang comparable;
- f) jouiront du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonction dans le pays intéressé.

- Section 20 Les fonctionnaires des institutions spécialisées seront exempts de toute obligation relative au service national. Toutefois, cette exemption sera, par rapport aux Etats dont ils sont les ressortissants, limitée à ceux des fonctionnaires des institutions spécialisées qui, en raison de leurs fonctions, auront été nommément désignés sur une liste établie par le directeur général de l'institution spécialisée et approuvée par l'Etat dont ils sont les ressortissants. En cas d'appel au service national d'autres fonctionnaires des institutions spécialisées, l'Etat intéressé accordera, à la demande de l'institution spécialisée, les sursis d'appel qui pourraient être nécessaires en vue d'éviter l'interruption d'un service essentiel.
- Section 21 Outre les privilèges et immunités prévus aux sections 19 et 20, le directeur général de chaque institution spécialisée, ainsi que tout fonctionnaire agissant en son nom pendant son absence, tant en ce qui le concerne qu'en ce qui concerne ses conjoints et enfants mineurs, jouira des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés, conformément au droit international, aux envoyés diplomatiques.
- Section 22 Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires uniquement dans l'intérêt des institutions spécialisées et non pour leur bénéfice personnel. Chaque institution spécialisée pourra et devra lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'institution spécialisée.
- Section 23 Chaque institution spécialisée collaborera en tout temps avec les autorités compétentes des Etats membres en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités énumérés au présent article.

### Article VII Abus des privilèges

- Section 24 Si un Etat partie à la présente Convention estime qu'il y a eu abus d'un privilège ou d'une immunité accordés par la présente Convention, des consultations auront lieu entre cet Etat et l'institution spécialisée intéressée en vue de déterminer si un tel abus s'est produit et, dans l'affirmative, d'essayer d'en prévenir la répétition. Si de telles consultations n'aboutissent pas à un résultat



satisfaisant pour l'Etat et l'institution spécialisée intéressée, la question de savoir s'il y a eu abus d'un privilège ou d'une immunité sera portée devant la Cour internationale de justice, conformément à la section 32. Si la Cour internationale de justice constate qu'un tel abus s'est produit, l'Etat partie à la présente Convention et affecté par ledit abus aura le droit, après notification à l'institution spécialisée, de cesser d'accorder, dans ses rapports avec cette institution, le bénéfice du privilège ou de l'immunité dont il aurait été fait abus.

1. Les représentants des membres aux réunions convoquées par les institutions spécialisées, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de réunion, ainsi que les fonctionnaires visés à la section 18, ne seront pas contraints par les autorités territoriales de quitter le pays dans lequel ils exercent leurs fonctions en raison d'activités exercées par eux en leur qualité officielle. Toutefois, dans le cas où une telle personne abuserait du privilège de résidence en exerçant dans ce pays des activités sans rapport avec ses fonctions officielles, elle pourra être contrainte de quitter le pays par le Gouvernement de celui-ci, sous réserve des dispositions ci-après:

Section 25

2. I) Les représentants des membres ou les personnes jouissant de l'immunité diplomatique aux termes de la section 21 ne seront pas contraints de quitter le pays si ce n'est conformément à la procédure diplomatique applicable aux envoyés diplomatiques accrédités dans ce pays.

II) Dans le cas d'un fonctionnaire auquel ne s'applique pas la section 21, aucune décision d'expulsion ne sera prise sans l'approbation du ministre des affaires étrangères du pays en question, approbation qui ne sera donnée qu'après consultation avec le directeur général de l'institution spécialisée intéressée; et si une procédure d'expulsion est engagée contre un fonctionnaire, le directeur général de l'institution spécialisée aura le droit d'intervenir dans cette procédure pour la personne contre laquelle la procédure est intentée.

## Article VIII

### Laissez-passer

Les fonctionnaires des institutions spécialisées auront le droit d'utiliser les laissez-passer des Nations Unies, et ce conformément à des arrangements administratifs qui seront négociés entre le Secrétaire général des Nations Unies et les autorités compé-

Section 26

tentes des institutions spécialisées auxquelles seront délégués les pouvoirs spéciaux de délivrer les laissez-passer. Le Secrétaire général des Nations Unies notifiera à chacun des Etats parties à la présente Convention les arrangements administratifs qui auront été conclus.

Section 27 Les laissez-passer des Nations Unies délivrés aux fonctionnaires des institutions spécialisées seront reconnus et acceptés comme titres valables de voyage par les Etats parties à la présente Convention.

Section 28 Les demandes de visas (lorsque des visas sont nécessaires) émanant de fonctionnaires des institutions spécialisées titulaires de laissez-passer des Nations Unies et accompagnées d'un certificat attestant que ces fonctionnaires voyagent pour le compte d'une institution spécialisée devront être examinées dans le plus bref délai possible. En outre, des facilités de voyage rapide seront accordées aux titulaires de ces laissez-passer.

Section 29 Des facilités analogues à celles qui sont mentionnées à la section 28 seront accordées aux experts et autres personnes qui, sans être munis d'un laissez-passer des Nations Unies, seront porteurs d'un certificat attestant qu'ils voyagent pour le compte d'une institution spécialisée.

Section 30 Les directeurs généraux des institutions spécialisées, directeurs généraux adjoints, directeurs de département et autres fonctionnaires d'un rang au moins égal à celui de directeur de département des institutions spécialisées, voyageant pour le compte des institutions spécialisées et munis d'un laissez-passer des Nations Unies, jouiront des mêmes facilités de voyage que les membres des missions diplomatiques d'un rang comparable.

## Article IX Règlement des différends

Section 31 Chaque institution spécialisée devra prévoir des modes de règlement appropriés pour:

- a) les différends en matière de contrats ou autres différends de droit privé dans lesquels l'institution spécialisée serait partie;
- b) les différends dans lesquels serait impliqué un fonctionnaire d'une institution spécialisée qui, du fait de sa situation officielle, jouit de l'immunité, si cette immunité n'a pas été levée conformément aux dispositions de la section 22.

Toute contestation portant sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera portée devant la Cour internationale de justice, à moins que, dans un cas donné, les parties ne conviennent d'avoir recours à un autre mode de règlement. Si un différend surgit entre une des institutions spécialisées, d'une part, et un Etat membre, d'autre part, un avis consultatif sur tout point de droit soulevé sera demandé en conformité de l'article 96 de la Charte et de l'article 65 du Statut de la Cour, ainsi que des dispositions correspondantes des accords conclus entre les Nations Unies et l'institution spécialisée intéressée. L'avis de la Cour sera accepté par les parties comme décisif.

Section 32

#### Article X

#### Annexes et application de la Convention à chaque institution spécialisée

Les clauses standard s'appliqueront à chaque institution spécialisée, sous réserve de toute modification résultant du texte final (ou révisé) de l'annexe relative à cette institution, ainsi qu'il est prévu aux sections 36 et 38.

Section 33

Les dispositions de la Convention doivent être interprétées à l'égard de chacune des institutions spécialisées en tenant compte des attributions qui lui sont assignées par son acte organique.

Section 34

Les projets d'annexes I à IX constituent des recommandations aux institutions spécialisées qui y sont nommément désignées. Dans le cas d'une institution spécialisée qui n'est pas désignée à la section 1, le Secrétaire général des Nations Unies transmettra à cette institution un projet d'annexe recommandé par le Conseil économique et social.

Section 35

Le texte final de chaque annexe sera celui qui aura été approuvé par l'institution spécialisée intéressée, conformément à sa procédure constitutionnelle. Chacune des institutions spécialisées transmettra au Secrétaire général des Nations Unies une copie de l'annexe approuvée par elle, qui remplacera le projet visé à la section 35.

Section 36

La présente Convention deviendra applicable à une institution spécialisée lorsque celle-ci aura transmis au Secrétaire général des Nations Unies le texte final de l'annexe qui la concerne et lui

Section 37

aura notifié son acceptation des clauses standard modifiées par l'annexe et son engagement de donner effet aux sections 8, 18, 22, 23, 24, 31, 32, 42 et 45 (sous réserve de toutes modifications de la section 32 qu'il pourrait être nécessaire d'apporter au texte final de l'annexe pour que celui-ci soit conforme à l'acte organique de l'institution) ainsi qu'à toutes dispositions de l'annexe qui imposent des obligations à l'institution. Le Secrétaire général communiquera à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à tous autres Etats membres des institutions spécialisées des copies certifiées conformes de toutes les annexes qui lui auraient été transmises en vertu de la présente section, ainsi que des annexes révisées transmises en vertu de la section 38.

Section 38 Si une institution spécialisée, après avoir transmis le texte final d'une annexe conformément à la section 36, adopte conformément à sa procédure constitutionnelle certains amendements à cette annexe, elle transmettra le texte révisé de l'annexe au Secrétaire général des Nations Unies.

Section 39 Les dispositions de la présente Convention ne comporteront aucune limitation et ne porteront en rien préjudice aux privilèges et immunités qui ont été déjà ou qui pourraient être accordés par un Etat à une institution spécialisée en raison de l'établissement de son siège ou de ses bureaux régionaux sur le territoire de cet Etat. La présente Convention ne saurait être interprétée comme interdisant la conclusion entre un Etat partie et une institution spécialisée d'accords additionnels tendant à l'aménagement des dispositions de la présente Convention, à l'extension ou à la limitation des privilèges et immunités qu'elle accorde.

Section 40 Il est entendu que les clauses standard modifiées par le texte final d'une annexe transmise par une institution spécialisée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en vertu de la section 36 (ou d'une annexe révisée transmise en vertu de la section 38) devront être en harmonie avec les dispositions de l'acte organique de l'institution alors en vigueur, et que s'il est nécessaire d'apporter à cet effet un amendement à cet acte, un tel amendement devra avoir été mis en vigueur conformément à la procédure constitutionnelle de l'institution avant la transmission du texte final (ou révisé) de l'annexe.

Aucune disposition de l'acte organique d'une institution spécialisée, ni aucun droit ou obligation que cette institution peut par ailleurs posséder, acquérir ou assumer ne sauraient être abrogés par le seul effet de la présente Convention, qui ne pourra pas davantage y apporter de dérogation.

## Article XI

### Dispositions finales

L'adhésion à la présente Convention par un Membre de l'Organisation des Nations Unies et (sous réserve de la section 42) par tout Etat membre d'une institution spécialisée s'effectuera par le dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'un instrument d'adhésion qui prendra effet à la date de son dépôt. Section 41

Chaque institution spécialisée intéressée communiquera le texte de la présente Convention ainsi que des annexes qui la concernent à ceux de ses membres qui ne sont pas Membres de l'Organisation des Nations Unies; elle les invitera à adhérer à la Convention à son égard par le dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou du directeur général de ladite institution de l'instrument d'adhésion requis. Section 42

Tout Etat partie à la présente Convention désignera dans son instrument d'adhésion l'institution spécialisée ou les institutions spécialisées à laquelle ou auxquelles il s'engage à appliquer les dispositions de la présente Convention. Tout Etat partie à la présente Convention pourra, par une notification ultérieure écrite au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, s'engager à appliquer les dispositions de la présente Convention à une ou plusieurs autres institutions spécialisées. Ladite notification prendra effet à la date de sa réception par le Secrétaire général. Section 43

La présente Convention entrera en vigueur entre tout Etat partie à ladite Convention et une institution spécialisée quand elle sera devenue applicable à cette institution conformément à la section 37 et que l'Etat partie aura pris l'engagement d'appliquer les dispositions de la présente Convention à cette institution conformément à la section 43. Section 44

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de même que tous les Etats membres des institutions spécialisées et les directeurs généraux des institutions spécialisées du dépôt de chaque instrument d'adhésion reçu en vertu de la section 41, et de toutes notifications ultérieures reçues en vertu de la section 43. Le directeur général de chaque institution spécialisée informera le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les membres de l'institution intéressée du dépôt de tout instrument d'adhésion déposé auprès de lui en vertu de la section 42. Section 45

Section 46 Il est entendu que lorsqu'un instrument d'adhésion ou une notification ultérieure sont déposés au nom d'un Etat quelconque, celui-ci doit être en mesure d'appliquer, en vertu de son propre droit, les dispositions de la présente Convention telles que modifiées par les textes finals de toutes annexes relatives aux institutions visées par les adhésions ou notifications susmentionnées.

Section 47 1. Sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 de la présente section, tout Etat partie à la présente Convention s'engage à appliquer ladite Convention à chacune des institutions spécialisées visées par cet Etat dans son instrument d'adhésion ou dans une notification ultérieure, jusqu'à ce qu'une Convention ou annexe révisée soit devenue applicable à cette institution et que ledit Etat ait accepté la Convention ou l'annexe ainsi révisée. Dans le cas d'une annexe révisée, l'acceptation des Etats s'effectuera par une notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies, qui prendra effet au jour de sa réception par le Secrétaire général.

2. Cependant, tout Etat partie à la présente Convention qui n'est pas ou qui a cessé d'être membre d'une institution spécialisée peut adresser une notification écrite au Secrétaire général des Nations Unies et au directeur général de l'institution intéressée pour l'informer qu'il entend cesser de lui accorder le bénéfice de la présente Convention à partir d'une date déterminée qui ne pourra précéder de moins de trois mois celle de la réception de cette notification.

3. Tout Etat partie à la présente Convention peut refuser d'accorder le bénéfice de ladite Convention à une institution spécialisée qui cesse d'être reliée à l'Organisation des Nations Unies.

4. Le Secrétaire général des Nations Unies informera tous les Etats membres parties à la présente Convention de toute notification qui lui sera transmise conformément aux dispositions de la présente section.

Section 48 A la demande du tiers des Etats parties à la présente Convention, le Secrétaire général des Nations Unies convoquera une conférence en vue de la révision de la Convention.

Section 49 Le Secrétaire général transmettra copie de la présente Convention à chacune des institutions spécialisées et aux Gouvernements de chacun des membres des Nations Unies.

*Annexes au projet de Convention sur les privilèges et immunités  
des institutions spécialisées*

*Annexe VIII*

Union postale universelle

Les clauses standard s'appliqueront sans modification.





## Index alphabétique

**Note.** – Les chiffres en petits caractères placés au-dessus de la ligne renvoient aux paragraphes des divers articles. Les articles mentionnés en chiffres romains et suivis des lettres Pf et Pa désignent respectivement les articles du Protocole final de la Constitution ou des Protocoles additionnels à celle-ci.

	Constitution Art.	Règlement général Art.	Page
<b>Abréviations</b> .....	–	–	XXIX
Abrogation des Actes du Congrès précédent .....	31 <sup>2</sup>	–	47
Abus des privilèges des institutions spécialisées .....	–	–	322
Accord ONU/UPU .....	9	–	18, 277
– Entrée en vigueur .....	–	–	290
– additionnel ONU/UPU .....	–	–	293
– Propositions .....	–	129	141
– sur les privilèges et immunités de l'UPU en Suisse .....	–	–	295
– – hors de Suisse .....	–	–	314
– – Entrée en vigueur .....	–	–	304
– – Modifications .....	–	–	304
Accords entre institutions .....	–	–	289
Actes de l'Union .....	22	–	36
– Application aux territoires dont un Pays-membre assure les relations internationales .....	23	–	40
– autres que la Constitution. Approbation .....	25 <sup>4</sup>	–	42
– Déclarations faites lors de la signature .....	–	–	71
– Demandes d'interprétation et de modification .....	–	113 <sup>2</sup>	120
– Dépositaire .....	–	109 <sup>2.1</sup>	110
– Interprétation .....	32	–	49
– Notification des ratifications et des autres modes d'approbation .....	26	–	44
– obligatoires .....	22 <sup>2.3</sup>	–	36
– – Adhésion .....	11 <sup>3</sup> , I Pf	–	24, 65
– Présentation des propositions .....	29	119, 120	46, 127, 129
– Protocoles finals des Actes .....	22 <sup>6</sup>	–	36
– Réserves .....	22 <sup>6</sup>	–	36, 218
– Signature .....	25 <sup>1</sup>	–	42, 219
– des Unions restreintes et arrangements spéciaux .....	–	116	123
– du Congrès de Washington 1989. Entrée en vigueur .....	–	–	185
– du Congrès précédent. Abrogation .....	31 <sup>2</sup>	–	47
Activités de l'Union. Rapport annuel .....	–	102 <sup>6.15</sup> , 118	84, 126
– prioritaires. Renforcement .....	–	–	184
Adhésion à la Constitution et aux Actes obligatoires .....	11 <sup>3</sup> , I Pf	–	24, 65
– à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées .....	–	–	327
– à l'Union .....	11	–	24
– – Attribution de la classe de contribution .....	21 <sup>4</sup>	–	35
– – Notification .....	11 <sup>5</sup>	–	24
– au Protocole additionnel .....	IX, X Pa	–	69
– aux Arrangements .....	27, X Pa	–	45, 69
– – Notification .....	27 <sup>2</sup>	–	45
Administration postale des Nations Unies .....	–	–	21
Admission de la presse au Débat général .....	–	–	174

## Index alphabétique

	Constitution	Règlement général	Page
	Art.	Art.	
Admission en qualité de Pays-membre .....	11	—	24
— Attribution de la classe de contribution .....	21 <sup>4</sup>	—	35
— Consultation des Pays-membres .....	11 <sup>3, 4</sup>	—	24
— Notification .....	11 <sup>5</sup>	—	24
Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse dans le domaine des finances de l'Union ..	—	—	169
Amélioration ultérieure de la gestion du travail de l'Union	—	—	156
Aperçu historique .....	—	—	IX
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépen- dance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées .....	—	—	179
— immédiate des nouvelles compétences législatives du CE .....	—	—	150
Approbation des Actes de l'Union autres que la Consti- tution .....	25 <sup>4</sup>	—	42
— Notification .....	26	—	44
— des comptes de l'Union .....	—	—	157
— des Règlements d'exécution examinés par le Con- grès .....	—	—	194
— du Rapport du Directeur général du Bureau inter- national .....	—	—	177
— sur l'ensemble de l'activité du Conseil consul- tatif des études postales .....	—	105 <sup>3</sup>	100, 177
— sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif ..	—	103 <sup>2</sup>	94, 177
— par le Congrès des projets de décisions .....	—	—	217
Arbitrages .....	32	127	49, 139
Arrangements avec l'ONU concernant le personnel ..	—	—	285
— de l'Union .....	22 <sup>4</sup>	—	36
— Adhésion .....	27, X Pa	—	45, 69
— Notification .....	27 <sup>2</sup>	—	45
— Dénonciation .....	28	—	45
— Etude de la structure .....	—	—	158
— Modification .....	31 <sup>1</sup>	—	47
— Règlements d'exécution .....	22 <sup>4, 5</sup>	—	36
— spéciaux .....	8 <sup>1</sup>	116	15, 123
Arriérés. Assainissement des comptes .....	—	—	182
— Liquidation des comptes .....	—	—	181
Assistance à fournir à l'ONU .....	—	—	284
— technique .....	1 <sup>3</sup>	102 <sup>6, 4</sup> , 104 <sup>9</sup> , 114	5, 84, 95, 122
— Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés .....	—	—	170
— Coopération technique entre pays en dévelop- pement .....	—	—	165
— Financement des activités .....	—	—	154
— Présence accrue de l'UPU sur le terrain .....	—	—	166
— Principes à souligner .....	—	—	172
— Priorités et principes d'action de l'UPU .....	—	—	152
Attribution des études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales .....	—	—	218
Authentification des Règlements d'exécution .....	25 <sup>2</sup>	—	42
Avant-propos .....	—	—	V
Avis émis par le Bureau international .....	—	113	120

	Constitution	Règlement général	Page
	Art.	Art.	
Bibliographie .....	—	—	XXIII
Biens, fonds et avoirs de l'ONU .....	—	—	296
— des institutions spécialisées .....	—	—	318
Bureau du Congrès .....	—	—	203
— international .....	13, 20	—	28, 34
— — Avis émis .....	—	113	120
— — Demandes d'interprétation et de modification des Actes .....	—	113	120
— — Directeur général et Vice-Directeur général .....	—	—	—
— — — Election .....	—	108	107, 195
— — — Fonctions .....	—	109, 110	110, 118
— — — Tâches .....	—	—	111
— — Enquêtes .....	—	113	120
— — Fourniture des formules .....	—	115	123
— — Fournitures. Paiement .....	—	126	138
— — Intervention dans la liquidation des comptes ..	—	113	120
— — Renseignements à fournir .....	—	113	120
Buts de l'Union .....	Préambule, 1 <sup>2, 3</sup>	—	4, 5
Classes de contribution des Pays-membres .....	21 <sup>3, 4</sup>	125	35, 136
Clause finale de la Constitution .....	—	—	58
— du Protocole final de la Constitution .....	—	—	66
— du quatrième Protocole additionnel à la Constitution ..	—	—	70
— du Règlement général .....	—	—	142
Collaboration internationale .....	Préambule, 1 <sup>2</sup>	—	4, 5
Comité de coordination des travaux des organes per- manents .....	—	—	151
Commissions du Congrès. Présidence et vice-prési- dences .....	—	—	175, 202 à 204
— restreintes .....	—	—	176
— spéciales .....	19	—	33
Comptes de l'Union. Approbation .....	—	—	157
— arriérés. Assainissement .....	—	—	182
— arriérés. Liquidation .....	—	—	181
Conditions d'approbation des propositions au Congrès ..	—	—	214
Conférences administratives .....	16	—	30
Congrès .....	13 <sup>1</sup> , 14	—	28, 29
— Approbation des projets de décisions .....	—	—	217
— Bureau .....	—	—	203
— Commissions .....	—	102 <sup>6, 26, 6, 27</sup>	85, 203
— — Etablissement de rapports en lieu et place des procès-verbaux .....	—	102 <sup>6, 28</sup>	86, 216
— — Présidence et vice-présidences .....	—	—	175
— — restreintes. Membres .....	—	—	176
— Délégations .....	—	101 <sup>2</sup>	79, 198
— Délibérations .....	—	101 <sup>3</sup>	79, 210
— Dépenses afférentes à la réunion .....	21 <sup>1</sup>	124 <sup>1, 2</sup>	35, 132, 133
— Doyen .....	—	—	202
— extraordinaires .....	15	101	30, 79

## Index alphabétique

	Constitution	Règlement général	Page
	Art.	Art.	
– Organisation et réunion	–	101	79
– Groupes de travail	–	–	204
– Langues de délibération	–	107 <sup>9</sup> à 11	102, 103, 205
– de rédaction de la documentation	–	107 <sup>1</sup>	101, 206
– Lieu du XXI <sup>e</sup> Congrès postal universel	–	–	179
– Membres des Commissions	–	–	203
– Motions d'ordre et de procédure	–	–	211
– Observateurs	8 <sup>2</sup>	102 <sup>6, 17</sup>	15, 85, 201
– Ordre des places	–	–	200
– Organisation et réunion	–	101	79
– Pouvoirs des délégués	–	101 <sup>2</sup>	79, 199
– Préparation des travaux	–	111	118
– Présidences et vice-présidences	–	–	174, 202
– Procédure de présentation des propositions	–	119	127
– Procès-verbaux	–	–	216
– Projets de décisions. Approbation	–	–	217
– Propositions	–	–	207, 208, 214
– Quorum pour les votations	–	–	212
– Règlement intérieur	–	106	101, 198
– Modifications	–	–	219
– Secrétariat	–	–	204
– Votations	–	–	212
– Procédure	–	–	213
Conseil consultatif des études postales	13, 18	–	28, 31
– Attributions	–	104 <sup>9</sup>	95
– des études au Conseil consultatif des études postales par le Congrès	–	–	218
– Composition, fonctionnement et réunions	–	104	94
– Documentation sur les activités	–	105	100
– Election des membres	–	104 <sup>2</sup>	94, 215
– Liste des Pays-membres	–	–	96
– Programme de travail	–	104 <sup>12</sup>	96, 159
– Rapport sur l'ensemble de l'activité. Approbation	–	105 <sup>3</sup>	100, 177
– Règlement intérieur	–	104 <sup>6</sup>	95, 239
– Remboursement des frais de voyage des membres	–	104 <sup>4</sup>	94
Conseil exécutif	13, 17	–	28, 30
– Application immédiate des nouvelles compétences législatives	–	–	150
– Attributions	–	102 <sup>6</sup>	84, 222
– des études au Conseil exécutif par le Congrès	–	–	218
– Composition, fonctionnement et réunions	–	102	83
– Documentation sur les activités	–	103	93
– Election des membres	–	102 <sup>3</sup>	84, 215
– Liste des Pays-membres	–	–	87
– Rapport sur l'ensemble de l'activité. Approbation	–	103 <sup>2</sup>	94, 177
– Règlement intérieur	–	102 <sup>8</sup>	86, 221
– Répartition géographique des sièges	–	102 <sup>3</sup>	84
Constitution	22 <sup>1</sup>	–	36
– Adhésion	11 <sup>3</sup> , I Pf	–	24, 65
– Clause finale	–	–	58

	Constitution	Règlement général	Page
	Art.	Art.	
- Dénonciation .....	12 <sup>1</sup>	-	27
- Mise à exécution et durée .....	33	-	58
- Modification .....	30	-	46
- Préambule .....	-	-	4
- Protocole additionnel .....	30 <sup>2</sup>	-	47
- - Adhésion .....	IX, X Pa	-	69
- - Mise à exécution et durée .....	XI Pa	-	70
- Quorum .....	-	-	212
- Ratification .....	25 <sup>3,5</sup>	-	42
- - Notification .....	26	-	44
- Représentation des membres .....	-	-	180
Contributions des Pays-membres .....	21 <sup>3,4</sup>	-	35
Convention .....	22 <sup>3,31</sup>	-	36, 47
- Etude de la structure .....	-	-	158
- Règlement d'exécution .....	22 <sup>3,5</sup>	-	36
- sur les privilèges et immunités des institutions spé- cialisées .....	-	-	314
- - Adhésion .....	-	-	327
Coopération technique (v. Assistance technique)			
Correspondance de service. Langues utilisées .....	-	107	101
Couverture des frais de services spéciaux .....	-	-	288
<b>Débat général. Admission de la presse .....</b>	-	-	174
- Institution .....	-	-	178
Décisions. Approbation des projets par le Congrès ...	-	-	217
- adoptées entre deux Congrès. Notification .....	-	122	131
- - Exécution .....	-	123	132
- autres que celles modifiant les Actes .....	-	-	143
Déclarations faites lors de la signature des Actes ...	-	-	71
- sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peup- les coloniaux par les institutions spécialisées ...	-	-	179
Délai de réponse aux questionnaires .....	-	-	173
Délégations au Congrès .....	-	-	198
Délibérations du Congrès .....	-	-	210
- Langues utilisées .....	-	107	101, 205
Demandes d'interprétation et de modification des Actes	-	113	120
Dénonciation de la Constitution .....	12 <sup>1</sup>	-	27
- d'un Arrangement .....	28	-	45
Dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès	21 <sup>1</sup>	124 <sup>2</sup>	35, 133
- de l'Union .....	21	124	35, 132
- - Choix de la classe de contribution pour la répar- tition .....	21 <sup>3,4</sup>	-	35
- - Dépassement .....	21 <sup>2</sup>	124 <sup>3 à 5</sup>	35, 133
- - Fixation et règlement .....	-	124	132
Deuxième phase du transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès .....	-	-	151
Différends .....	32	127	49, 139
Directeur général du Bureau international			
- Election .....	-	108	107, 195
- Fonctions .....	-	109	110
- Rapport. Approbation .....	-	-	177
- Tâches .....	-	-	111
Dispositions budgétaires .....	-	-	287

## Index alphabétique

	Constitution	Règlement général	Page
	Art.	Art.	
Documentation de l'Union			
– du Congrès. Langues de rédaction	–	–	206
– Langues utilisées pour la publication	–	107	101
Documentation sur les activités du CE	–	103	93
– du CCEP	–	105	100
Doyen du Congrès	–	–	202
Durée de la Constitution	33	–	58
– du Protocole additionnel	XI Pa	–	70
– du Règlement général	–	130	142
Echange d'informations entre l'UPU et l'ONU	–	–	283
Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international	–	108	107, 195, 215
– des membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales	–	102 <sup>3</sup> , 104 <sup>2</sup>	84, 94, 215
Enquêtes	–	113	120
Entrée en vigueur de l'Accord ONU/UPU	–	–	290
– des Actes du Congrès	–	–	185
Etendue de l'Union	1 <sup>1</sup>	–	5
Examen des propositions en Congrès et Commissions	–	–	208
– entre deux Congrès	–	121	130
Exécution des décisions adoptées entre deux Congrès	–	123	132
– de l'Accord ONU/UPU	–	–	289
Experts en mission pour l'ONU	–	–	301
Facilités de communications accordées à l'ONU	–	–	298
– accordées aux institutions spécialisées	–	–	319
Finances de l'Union. Aide apportée par le Gouverne- ment de la Confédération suisse	–	124 <sup>10</sup>	134, 169
Fixation et règlement des dépenses de l'Union	–	124	132
Fonctionnaires de l'ONU	–	–	300
– des institutions spécialisées	–	–	321
Fonds de réserve	–	102 <sup>6,8</sup> , 124 <sup>9</sup>	84, 134
– des activités spéciales	–	102 <sup>6,9</sup>	84
– social	–	102 <sup>6,14</sup>	84
Formules fournies par le Bureau international	–	115	123
Fournitures du Bureau international. Paiement	–	126	138
Gestion du travail de l'Union. Amélioration ultérieure	–	–	156
Groupes de travail du Congrès	–	–	204
Hymne mondial de la poste	–	–	183
Institution d'un débat général	–	–	178
Institutions spécialisées	–	–	277, 314
– Abus des privilèges	–	–	322
– Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indé- pendance aux pays et aux peuples coloniaux par les –	–	–	179
– Biens, fonds et avoirs	–	–	318
– Convention sur les privilèges et immunités	–	–	314
– Adhésion	–	–	327

	Constitution	Règlement général	Page
	Art.	Art.	
– Facilités de communications accordées .....	–	–	319
– Fonctionnaires .....	–	–	321
– Personnalité juridique .....	–	–	317
– Représentants des membres .....	–	–	320
Interprétation des Actes de l'Union .....	32	113 <sup>2</sup>	49, 120
Jugement arbitral .....	32	127	49, 139
Laissez-passer des Nations Unies .....	–	–	302, 323
Langue officielle de l'Union .....	6	–	13
Langues de délibération au Congrès .....	–	107 <sup>9</sup> à 11	102, 103, 205
– de rédaction des documents du Congrès .....	–	–	206
– utilisées pour la publication de la documentation, les délibérations et la correspondance de service	–	107	101
Législations nationales .....	24	–	41
Liaison entre l'ONU et l'UPU .....	–	–	289
Liberté de transit .....	1 <sup>1</sup>	–	5
Liquidation des comptes. Intervention du Bureau inter- national .....	–	113	120
Liste des Pays-membres .....	–	112	119
<b>Membres de l'Union (v. Pays-membres)</b>			
Membres des Commissions du Congrès .....	–	–	203
Mise à exécution et durée de la Constitution .....	33	–	58
– du Protocole additionnel .....	XI Pa	–	70
– du Règlement général .....	–	130	142
Modification de la Constitution .....	30	–	46
– – Entrée en vigueur .....	30 <sup>2</sup>	–	47
– – Ratification .....	30 <sup>2</sup>	–	47
– de la Convention .....	31	–	47
– – Mise à exécution et durée .....	31 <sup>2</sup>	–	47
– des Arrangements .....	31 <sup>1</sup>	–	47
– – Mise à exécution et durée .....	31 <sup>2</sup>	–	47
– du Règlement général .....	31 <sup>1</sup>	–	47
– – Mise à exécution et durée .....	31 <sup>2</sup>	–	47
– du Règlement intérieur des Congrès .....	–	–	219
Motions d'ordre et de procédure présentées au Congrès	–	–	211
– au Conseil consultatif des études postales .....	–	–	250
– au Conseil exécutif .....	–	–	233
<b>Normes. Elaboration</b> .....	–	104 <sup>9,7</sup>	95
<b>Notification</b>			
– des adhésions à l'Union .....	11 <sup>5</sup>	–	24
– – aux Arrangements .....	27 <sup>2</sup>	–	45
– des admissions à l'Union .....	11 <sup>5</sup>	–	24
– des décisions adoptées entre deux Congrès .....	–	122	131
– des ratifications et des autres modes d'approbation des Actes .....	26	–	44
<b>Observateurs au Congrès</b> .....	–	102 <sup>6,17</sup>	85, 201
– au Conseil consultatif des études postales .....	–	104 <sup>13, 14</sup>	96, 241
– au Conseil exécutif .....	–	102 <sup>12</sup> à 14	86, 87, 222

## Index alphabétique

	Constitution	Règlement général	Page
	Art.	Art.	
– de l'Union aux réunions des Unions restreintes . . .	8 <sup>3</sup>	–	15, 222
– des Unions restreintes . . . . .	8 <sup>2</sup>	–	15, 201, 222
Office de compensation . . . . .	–	113	120
Ordre des places au Congrès . . . . .	–	–	200
Organes de l'Union . . . . .	13	–	28
– permanents de l'Union . . . . .	13 <sup>2</sup>	–	28
– Secrétariat . . . . .	–	111	118
Organisation des Nations Unies. Accords . . . . .	9	129	18, 141, 277
– – sur les privilèges et immunités . . . . .	–	–	295
– – – Entrée en vigueur . . . . .	–	–	304
– – – Modification . . . . .	–	–	304
– Administration postale . . . . .	–	–	21
– Arrangement avec l'UPU concernant le personnel	–	–	285
– Biens, fonds et avoirs . . . . .	–	–	296
– Echange d'informations avec l'UPU . . . . .	–	–	283
– Experts en mission . . . . .	–	–	301
– Facilités de communications accordées . . . . .	–	–	298
– Fonctionnaires . . . . .	–	–	300
– Laissez-passer . . . . .	–	–	302
– Personnalité juridique . . . . .	–	–	296
– Recommandations concernant l'application de la Déclaration sur la décolonisation par les institutions spécialisées . . . . .	–	–	179
– Relations avec l'UPU . . . . .	9	–	18, 178
– Représentants des membres . . . . .	–	–	298
Organisations internationales. Relations . . . . .	10	–	23, 178
Paiement des fournitures du Bureau international . . . .	–	126	138
Pays-membres de l'Union . . . . .	2	–	9
– Contributions . . . . .	21 <sup>3, 4</sup>	–	35
– Liste . . . . .	–	112	119
Personnalité juridique de l'ONU . . . . .	–	–	296
– des institutions spécialisées . . . . .	–	–	317
Pouvoirs des délégués au Congrès . . . . .	–	–	199
Préambule de la Constitution . . . . .	–	–	4
– de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle . . . . .	–	–	277
– des Protocoles additionnels . . . . .	–	–	68
– du Règlement général . . . . .	–	–	79
Préparation des travaux du Congrès . . . . .	–	111	118
Présentation des propositions . . . . .	29	–	46
Présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions . . . . .	–	–	202
– du Conseil consultatif des études postales . . . . .	–	–	242
– du Conseil exécutif . . . . .	–	–	224
Procédure d'adhésion ou d'admission à l'Union . . . . .	11	–	24
– d'arbitrage . . . . .	–	127	139
– de présentation des propositions au Congrès . . . .	–	119	127
– – entre deux Congrès . . . . .	–	120	129
– – examen . . . . .	–	121	130, 208
– de sortie de l'Union . . . . .	12	–	27



	Constitution Art.	Règlement général Art.	Page
– de vote au Congrès .....	–	–	213
Procès-verbaux du Congrès et des Commissions .....	–	–	216
Programme général d'action de Washington .....	–	–	186
– des Nations Unies pour le développement (PNUD)	–	–	7 à 9
Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service .....	–	–	168
Projets de décisions. Approbation par le Congrès .....	–	–	217
Propositions concernant la Constitution et le Règle- ment général .....	29 <sup>2</sup>	119 <sup>2</sup>	46, 128
– concernant la Constitution. Conditions d'approba- tion .....	30 <sup>1</sup>	–	46, 214
– concernant le Règlement général. Conditions d'ap- probation .....	–	128	140, 214
– concernant les Accords avec l'ONU .....	–	129	141
– concernant les Actes de l'Union .....	29 <sup>1</sup>	–	46
– présentées au Congrès .....	–	119	127, 207
Protocole additionnel à la Constitution .....	30 <sup>2</sup>	–	47
– – Adhésion .....	IX, X Pa	–	69
– – Mise à exécution et durée .....	XI Pa	–	70
– – Notification des ratifications .....	26	–	44
– final de la Constitution .....	I Pf	–	65
Protocoles finals des Actes .....	22 <sup>6</sup>	–	36
 Qualité du service. Projet permanent .....	–	–	168
Questionnaires. Délai de réponse .....	–	–	173
Quorum exigé pour .....			
– la Constitution .....	–	–	212
– le Règlement général .....	–	128	140, 212
– les autres Actes .....	–	–	212, 214
 Rapport annuel sur les activités de l'Union .....	–	102 <sup>6,15</sup> , 118	84, 126
– du Directeur général. Approbation .....	–	–	177
– sur l'ensemble de l'activité du CCEP .....	–	105 <sup>3</sup>	100
– – Approbation .....	–	–	177
– sur l'ensemble de l'activité du CE .....	–	103 <sup>2</sup>	94
– – Approbation .....	–	–	177
Ratification de la Constitution et des Protocoles addi- tionnels .....	25 <sup>3,5</sup>	–	42
– Notification .....	26, IX, X Pa	–	44, 69
Recommandations de l'ONU .....	–	–	282
Règlement des différends relatifs à l'Accord sur les pri- vilèges et immunités de l'ONU .....	–	–	303
– à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées .....	–	–	324
– d'exécution de la Convention .....	22 <sup>3,5</sup>	123	36, 132
– – des Arrangements .....	22 <sup>4,5</sup>	123	36, 132
– – examinés par le Congrès. Approbation .....	–	–	194
– financier de l'UPU .....	–	102 <sup>6,7</sup>	84
– général .....	22 <sup>2</sup>	–	36
– – Mise à exécution et durée .....	–	130	142
– – Modification .....	31 <sup>1</sup>	–	47
– intérieur des Congrès .....	–	106	101, 197
– – – Modifications .....	–	–	219

## Index alphabétique

	Constitution	Règlement général	Page
	Art.	Art.	
– du CCEP	–	104 <sup>6</sup>	95, 239
– du CE	–	102 <sup>8</sup>	86, 221
Relations exceptionnelles	4	–	12
– avec l'Organisation des Nations Unies	9	–	18, 178
– avec les organisations internationales	10	–	23, 178
Renforcement des activités prioritaires de l'Union	–	–	184
Renseignements à fournir par le Bureau international	–	113	120
Représentants des membres de l'ONU	–	–	298
– des institutions spécialisées	–	–	320
Représentation des membres du Conseil exécutif	–	–	180
– réciproque entre l'UPU et l'ONU	–	–	279
Réserves aux Actes	22 <sup>6</sup>	–	36, 218
Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes	–	–	143
Responsabilité dérivant de l'application des Actes	32	–	49
Ressort de l'Union	3	–	11
Revue de l'Union	–	117	124
<b>Secrétariat des organes de l'Union</b>	–	111	118
– du Congrès et des Commissions	–	–	204
Sentences arbitrales	–	–	50
Services administratifs et techniques	–	–	287
– de statistiques	–	–	286
Siège de l'Union	5	–	13
Signature des Actes de l'Union	25 <sup>1</sup>	–	42, 219
– Déclarations faites	–	–	71
Signatures de la Constitution	–	–	59
– du Règlement général	–	–	142
Sortie de l'Union	12	–	27
– Effet	12 <sup>2</sup>	–	27
Statut juridique de l'Union	–	–	295, 305
– Documents	–	–	295
– du personnel	–	102 <sup>6,12</sup>	84
Structure de la Convention et des Arrangements. Etude	–	–	158
<b>Territoire postal</b>	1 <sup>1</sup> , 3	–	5, 11
Territoires dont un Pays-membre assure les relations postales. Application des Actes de l'Union	23	–	40
<b>Union postale universelle. Actes</b>	22	–	36
– – Interprétation	32	113 <sup>2</sup>	49, 120
– – Notification des ratifications et des autres modes d'approbation	26	–	44
– – obligatoires	22 <sup>2,3</sup>	–	36
– – Réserves	22 <sup>6</sup>	–	36, 218
– – Signature	25 <sup>1</sup>	–	42, 219
– Activités prioritaires. Renforcement	–	–	184
– Adhésion et admission	11	–	24
– – Attribution de la classe de contribution	21 <sup>4</sup>	–	35
– – Notification	11 <sup>3,5</sup>	–	24
– Arrangements	22 <sup>4</sup>	–	36
– Adhésion	27, X Pa	–	45, 69
– – Dénonciation	28	–	45

	Constitution	Règlement général	Page
	Art.	Art.	
- - Modification .....	31 <sup>1</sup>	—	47
- - Règlements d'exécution .....	22 <sup>4,5</sup>	—	36
- Buts .....	Préambule, 1 <sup>2,3</sup>	—	4, 5
- Création et développement .....	—	—	IX
- Dépenses de l'Union .....	21	124	35, 132
- - Dépassement .....	21 <sup>2</sup>	124 <sup>3 à 5</sup>	35, 133
- - Fixation et règlement .....	—	124	132
- Documentation. Langues utilisées pour la publi- cation .....	—	107	101
- Echange d'informations avec l'ONU .....	—	—	283
- Etendue .....	1 <sup>1</sup>	—	5
- Finances. Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse .....	—	—	169
- Interprétation des Actes .....	32	—	49
- Langue officielle .....	6	—	13
- Organes .....	13, I Pa	—	28, 68
- - permanents .....	13 <sup>2</sup> , I Pa	—	28, 68
- Pays-membres .....	2	—	9
- - Contributions .....	21 <sup>3,4</sup>	124 <sup>8</sup>	35, 133
- Rapport annuel sur les activités .....	—	102 <sup>6,15</sup> , 118	84, 126
- Règlement financier .....	—	102 <sup>6,7</sup>	84
- Relations avec les organisations internationales ..	10	—	23
- - avec l'ONU .....	9	—	18
- Ressort .....	3	—	11
- Revue .....	—	117	124
- Siège .....	5	—	13
- Sortie .....	12	—	27
- Statut juridique .....	—	—	305
- Unité monétaire .....	7	—	14
Unions restreintes .....	8	—	15
- Actes et arrangements spéciaux .....	—	116	123
- Observateurs .....	8 <sup>2</sup>	—	15
- - de l'Union .....	8 <sup>3</sup>	—	15
Unité monétaire .....	7	—	14
Vice-Directeur général du Bureau international			
- Election .....	—	108	107, 195
- Fonctions .....	—	110	118

